

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Répression de la Concurrence déloyale en matière commerciale

(Essai de synthèse des lois en vigueur sur la matière)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 26 Novembre 1923, à 15 heures 1/2

PAR

Olivier PICHOT

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DU COMMERCE

DIPLOMÉ DU CERTIFICAT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Président : M. J. PERCEROU, *Professeur.*

Suffragants } MM. HUGUENEY, *Professeur.*
DONNEDIEU DE VABRES, *Chargé de Cours.*



PARIS

Librairie **ROUSSEAU & C^{IE}**, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1923

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Répression de la Concurrence déloyale en matière commerciale

(Essai de synthèse des lois en vigueur sur la matière)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 26 Novembre 1923, à 15 heures 1/2

PAR

Olivier PICHOT

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
DIPLOMÉ DU CERTIFICAT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Président : M. J. PERCEROU, *Professeur.*
Suffragants } MM. HUGUENEY, *Professeur.*
DONNEDIEU DE VABRES, *Chargé de Cours.*



PARIS

Librairie **ROUSSEAU & C^{IE}**, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1923



PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

- Ann. = Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire
Ann. Dr. com. = Annales de droit commercial de Thaller.
Bulletin crim. ou criminel = Bulletin criminel de la Cour de cassation.
Cass. req., Cass. civ., Cass. crim. = Cour de cassation, Chambre des requêtes, Chambre civile, Chambre criminelle.
Cl. = Clunet. Journal de droit international privé.
C. Amiens, C. Bordeaux, C. Paris, etc. = Cours d'appel d'Amiens, de Bordeaux, de Paris, etc...
Dall. = Recueil périodique de Dalloz.
Darras. = Revue de droit international privé.
Dr. d'aut. = Le droit d'auteur (organe officiel du Bureau international de Berne).
Fr. jud. = France judiciaire.
Gaz. Palais ou Pal. = Gazette du Palais.
Gaz. Trib. = Gazette des Tribunaux.
Gaz. Trib. Midi. = Gazette des Tribunaux du Midi.
J. Soc. = Journal des Sociétés.
J. Trib. com. = Journal des Tribunaux de commerce.
La Loi. = Journal la Loi.
Le Droit. = Journal le Droit.
Pand. ou Pand. fr. = Recueil des Pandectes françaises.
Rec. Aix, Bordeaux, Dijon etc. = Recueils de jurisprudence spéciaux à ces Cours d'appel.
Rej. = Arrêt de rejet de la Cour de cassation.
Rev. Soc. = Revue des Sociétés.
Sir. = Recueil périodique de Sirey.
Trib. civ., Trib. com., Trib. corr. = Tribunal civil, Tribunal de commerce, Tribunal correctionnel.
-

BIBLIOGRAPHIE

I. — Publications périodiques

Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire fondées et dirigées par PATAILLE (1855-1886) continuées par Eug. POUILLET (1886-1905) et depuis par G. MAILLARD, A. TAILLEFER, Ch. CLARO. Depuis 1907, cette publication comprend trois parties : Doctrine et jurisprudence, Jurisprudence analytique (sommaires), Législation.

Bulletin de la Chambre de Commerce internationale.

Bulletin criminel de la Cour de Cassation.

Bulletin Officiel de la Propriété industrielle. — (Publication de la Direction de la propriété industrielle du Ministère du Commerce).

Bulletin de la Société d'Etudes législatives.

Répertoire Dalloz. — Jurisprudence et suppléments (Recueil périodique depuis 1845).

Droit d'auteur (Le). — Organe officiel du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Berne 1888 à 1922.

Economiste Français (L'). — Journal hebdomadaire d'Economie politique fondé par LEROY-BEAULIEU (Paul).

Journal du droit international privé fondé par Ed. CLUNET en 1874.

Journal du Palais. — Recueil périodique 1791 à 1905.

Journaux Quotidiens. — La Loi, La Gazette du Palais, La Gazette des tribunaux et les recueils de province (Gazette des tribunaux du Midi, Jurisprudence commerciale et maritime de Nantes, Gazette judiciaire et commerciale de Lyon, Moniteur judiciaire de Lyon, Recueil d'Aix, Recueil de Bordeaux, Recueil de Dijon, etc...)

Pandectes françaises. — Recueil périodique de jurisprudence.

Propriété Industrielle (La). — Organe officiel de l'Union pour la Protection de la propriété industrielle, paraît mensuellement à Berne depuis 1884.

Revue de droit international privé et de droit pénal international, fondée par DARRAS et continuée par A. DE LAPRADELLE.

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts fondé en 1791.

II. — Doctrine et jurisprudence

- Actes des conférences internationales pour la protection des œuvres littéraires et artistiques réunies à Berne :** la 1^{re} du 8 au 19 septembre 1884 (1884) ; la 2^e du 7 au 18 septembre 1885 (1885) ; la 3^e du 6 au 9 septembre 1886 (1886). Publication du Bureau international pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Format in-4°, raisin.
- Almond (Georges).** — Des déchéances en matière de brevets d'invention (1904).
- Allart (A.).** — Traité théorique et pratique de la contrefaçon (1908).
- Allart (Henri).** — Traité théorique et pratique de la concurrence déloyale (1892). Traité théorique et pratique des brevets d'invention, 3^e édition (1911).
- Allart (H.) et Allart (A.).** — Traité théorique et pratique des marques de fabrique (1914).
- Allezard (Ch.).** — Considérations économiques et juridiques sur la propriété industrielle (1881).
- Aubin (Ed.).** — Du nom commercial (1899).
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français. 8 vol. 5^e édition.
- Barbier (René).** — De la concurrence déloyale (1895).
- Barthélemy (Joseph).** — Proposition de loi sur la propriété scientifique et la réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention (Ch. des Députés, n° 4233, annexe au P. V. de la séance du 4 avril 1922).
- Bédarride (J.).** — Commentaire des lois sur les brevets d'invention, sur les noms des fabricants et des lieux de fabrication, sur les marques de fabrique et de commerce, 3 vol. (1869).
- Berthélemy.** — Traité élémentaire de droit administratif, 7^e édition (1913).
- Bittard (A. C.).** — Traité pratique du registre du commerce (lois du 18 mars 1919 et du 26 juin 1920). Préface de Ch. DROUETS (1920).
- Blanc.** — De la contrefaçon en tous genres, 4^e édition (1885).
- Blondel.** — Du nom patronymique (1905).
- Bouvier-Bangillon.** — De la vente et du nantissement des fonds de commerce. Commentaires des lois du 17 mars et du 1^{er} avril 1909 (1909).
- De Borssat (Xavier).** — Législation et jurisprudence nouvelles sur les fraudes et falsifications (1909).
- Boulay (E.).** — Le commerce des conserves étrangères et les restrictions légales (1918).
- Bourdeillette (Adolphe).** — Etude sur la propriété littéraire, artistique et industrielle (1894).

- Bourgoing.** — Le registre du commerce (Thèse 1903).
- Bozérian (J.).** — La convention internationale de 1883 pour la protection de la propriété industrielle (1885).
- Braun (Alexandre).** — Nouveau traité des marques de fabrique et de commerce, du nom commercial et de la concurrence déloyale (1880).
- Breulier (Adolphe).** — Du droit de perpétuité ou de la propriété intellectuelle. — Théorie de la propriété des écrivains, des artistes, des inventeurs et des fabricants (1885).
- Brun (Joseph-Lucien).** — Des marques de fabrique et de commerce en droit français, droit comparé et droit international (1895).
- Bry (Georges).** — La propriété industrielle, littéraire et artistique, 3^e édition (1914).
- Burrel (Robert).** — La législation britannique sur la concurrence déloyale. Rapport présenté au 1^{er} congrès de la Chambre de commerce internationale de Londres (1921).
- Calmels (Edouard).** — Des noms et marques de fabrique et de commerce. De la concurrence déloyale (1858).
- Capitaine (Albert).** — La Concurrence illicite et la législation belge. — Rapport présenté au premier congrès de la Chambre de commerce internationale à Londres (1921).
- Chabaud (G.).** — Le droit d'auteur des artistes et des fabricants (1908). — La protection légale des dessins et modèles, propriété artistique en matière d'art industriel : loi de 1793-1902 ; droit commun : loi du 14 juillet 1909 (1913). — La propriété industrielle, littéraire et artistique et les traités de paix. Préface de A. PILLET (1921). — V. PILLET et CHABAUD.
- Champcommunal (J.).** — Les conflits de juridiction entre les tribunaux civils et les tribunaux de commerce (1913).
- Chartier (Jacques).** — Le régime des indications d'origine et les améliorations à l'étude (Thèse 1919).
- Chéruel.** — Histoire de l'administration monarchique en France (1855).
- Chesney, Monier et Roux.** — Traité des fraudes et falsifications (1909).
- Clémentel (E.).** — Un drame économique (1914).
- Claro (Ch.).** — V. TAILLEFER et Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire. — V. POUILLET, édition MAILLARD et CLARO et édition TAILLEFER et CLARO.
- Clunet (E.).** — Journal du droit international privé et tables.
- Concurrence déloyale (La).** — Rapport présenté par le comité national néerlandais au premier congrès de la Chambre de Commerce internationale à Londres (1921).

- Conférence de Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.** — Documents préliminaires : 1^{er} fascicule, 1^{er} décembre 1907 (1907) ; 2^e fascicule, janvier 1908 (1908), publiés par le Bureau international de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.
- Constant (Ch.).** — Etude sur la loi du 14 juillet 1909 (Bulletin de la Société des artistes français, 1909, n° 188, p. 239).
- Constant (Victor) et autres.** — Proposition de loi ayant pour objet de protéger la fabrication de la dentelle à la main (Chambre des députés, n° 5049, annexe au P. V. de la séance du 10 novembre 1922).
- Coppiéters (Daniel).** — Protection légale des œuvres d'art appliqué. Préface de G. MAILLARD.
- Coquelin et Guillaumin.** — Dictionnaire d'Economie politique (1852).
- Coquet (Lucien).** — Les indications d'origine et la concurrence déloyale. Traité pratique de droit français international (1913).
- Cordelet.** — Proposition de loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce (Sénat, 21 mars 1905 — Documents parlementaires, annexe n° 73). Rapport, séance du 25 janvier 1907 (Doc. Parl. n° 14) ; Rapport supplémentaire 29 novembre 1907 (Doc. Parl. n° 313) ; Rapport 18 février 1909 (Doc. Parl. n° 34).
- Couhin (Claude).** — La propriété industrielle, artistique et littéraire. 3 vol., 1894-1898.
- Dariac.** — Rapports et interventions à la Chambre des Députés (1910 à 1918).
- Darras (Alcide).** — Traité théorique et pratique de la concurrence déloyale (1894).
— Traité théorique et pratique de la contrefaçon (1895).
— Lettres de France (Périodiquement dans le droit d'auteur).
- David (Eugène).** — Droit usuel des marques de fabrique et de commerce (1921).
- Delalain et Lyon-Caen.** — La propriété littéraire et artistique, 2 vol. 1889, Supplément, 1896.
- Deschamps (Emile).** — Etude sur la propriété industrielle, littéraire et artistique au point de vue de la concession des droits de l'inventeur, du fabricant et de l'auteur (1882).
- Dufourmantelle (Maurice).** — Code manuel de droit industriel. — II. Des brevets d'invention, (1893).
- Eloy (Maurice).** — Les droits de critique littéraire et dramatique. Leur réglementation légale et judiciaire (1913).
- Falcimaigne.** — Rapport pour arrêt cassation dans Pandectes françaises (1920, I, 53).
- Farjon.** — Proposition de loi tendant à la répression des fausses indi-

- cations d'origine des marchandises (Sénat, n° 77, Annexe au P. V. de la séance du 28 février 1921).
- Fernand-Jacq.** — Manuel pratique de la propriété industrielle et commerciale (1914).
- V. Marcel PLAISANT et FERNAND-JACQ.
- Fleury-Ravarin.** — Annexe au 2^e rapport supplémentaire relatif à la proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce (Chambre des Députés, n° 3683, annexe à la séance du 29 décembre 1921).
- Garraud (R.).** — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 3^e édition. Précis de droit criminel. 2^e édition (1912).
- Gastambide.** — Historique et théorie de la propriété des auteurs (1862).
- Gide (Ch.).** — Cours d'Economie politique (2^e édition, 1911).
- Girodit (Paul).** — Guide pratique du déposant. Dessins et modèles. — Loi de 1793. Loi de 1903. Loi de 1909 (1912).
- Gras (J. C.).** — Code de l'armurerie. Recueil des lois et règlements concernant les armes, les poudres et la chasse (1902).
- Guérillon (Raymond).** — Les appellations d'origine. Loi du 6 mai 1919. Préface de M. TOUBEAU (Journal l'Epicier, Paris, 1919).
- Guillaumin.** — V. COQUELIN et GUILLAUMIN.
- Huad (Gustave).** — Traité de la Propriété Intellectuelle, tome I^{er} (1903) ; tome II (1906).
- Izouard.** — Annales 1908, 1, 155.
- Joly (Benoit).** — Essai sur la protection légale de la propriété artistique (peinture, sculpture, gravure). Essai d'une théorie générale.
- Joubert (Raoul).** — De la concurrence déloyale ou de l'apposition frauduleuse d'une marque ou d'un nom français sur les produits fabriqués à l'étranger (1890).
- Kohler.** — Du droit des marques.
- Laborde (A.).** — Traité théorique et pratique des marques de fabrique et de commerce (1914).
- Lacour (Léon).** — Les fausses indications de provenance (1904).
- Lainel (Georges).** — Nouveau manuel pratique des brevets d'invention, (2^e édition, 1910).
- Larnaude.** — De la recevabilité en justice des actions syndicales (Journal du Ministère public, 1912-9).
- Lavis (Ernest).** — Histoire de France, 7 vol.
- La législation suisse relative à la protection de la propriété industrielle.** — Rapport du Comité national suisse de la Chambre de commerce internationale à Londres (1922).
- Le Barbier.** — V. PLOCQUE et LE BARBIER.

- Lemercier.** — Manuel élémentaire pour la répression des fraudes (1906).
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — Traité théorique et pratique d'Economie politique, 4 vol., 5^e édition (1910).
- Leroy-Beaulieu (Paul) et Liesse (André).** — Précis d'Economie politique, 20^e édition (1922).
- Levasseur.** — Histoire des classes ouvrières en France (1859).
- Lévy (R. A.).** — Le nom commercial (1905).
- Liesse (André).** — V. LEROY-BEAULIEU et LIESSE.
- Loison (Eug.).** — Noms commerciaux, médailles et récompenses industrielles et honorifiques (1880).
- Lyon-Caen.** — V. DELALAIN et LYON-CAEN.
- Lyon-Caen et Renault.** — Traité de droit commercial, 8 vol., 4^e édition. Manuel de droit commercial, 11^e édition (1913).
- Macqueron (Jules).** — Les marques d'origine des produits étrangers importés en France (« La Loi », 26 novembre 1919).
- Maillard (Georges).** — La propriété industrielle, littéraire et artistique au point de vue administratif (1906).
- De la concurrence déloyale. — Rapport présenté au nom du Comité national français au premier congrès de la Chambre de Commerce internationale à Londres (1921).
- V. POUILLET, édition MAILLARD et CLARO.
- De Maillard de Marafy.** — Grand dictionnaire international de la propriété industrielle au point de vue du nom commercial, des marques de fabrique et de la concurrence déloyale, 6 vol. (1889 à 1892).
- Mainié (Ferdinand).** — Nouveau traité des brevets d'invention, 2 vol. (1896).
- Mallat (A.) et (M.).** — La jurisprudence des pastilles et des sels de Vichy (1919).
- Martin Saint-Léon.** — V. POUILLET, MARTIN SAINT-LÉON et PATAILLE.
- V. VAUNOIS.
- Maunoury.** — Du nom commercial (1894).
- Mayer (G.).** — De la concurrence déloyale et de la contrefaçon en matière de noms et de marques (1879).
- Mestre (Achille).** — Note sous Cassation 5 avril 1913 dans Pandectes Françaises (1920, 1, 58).
- Monier.** — V. CHESNEY, MONIER et ROUX.
- Monin (H.).** — Les derniers corps de métiers en France (1776-1791) dans la Révolution française, revue publiée par l'histoire de la Révolution (1894).
- Morand.** — Rapport sur la proposition de loi portant protection de la propriété commerciale (Sénat, n^o 262, Annexe au P. V. de la séance du 22 juin 1920).

- Rapport supplémentaire sur la proposition de loi portant protection de la Propriété commerciale (Sénat, n° 525, annexe au P. V. de la séance du 2 décembre 1920).
- Moreau (Henri).** — Répression des fausses indications relatives aux lieux de fabrication et de production (1895).
- Moureau.** — La loi du 8 octobre 1919.
- Nicolas (César) et Pelletier (Michel).** — Manuel de la propriété industrielle (1892).
- Noël.** — Rapport sur la proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des Douanes (Sénat, n° 357, Annexe au P. V. de la séance du 21 juillet 1920).
- Rapport supplémentaire (Sénat, n° 103, Annexe au P. V. de la séance du 10 mars 1921).
- Pataille (H.).** — V. **POUILLET, MARTIN SAINT-LÉON et PATAILLE.**
- V. Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire.
- Pataky (Guillaume).** — Les lois sur les brevets d'invention et les marques de fabrique des principaux pays (1907).
- Patenôtre (H.).** — Des nullités et déchéances en matière de brevets d'invention (Thèse 1882).
- Paulet (Georges).** — Code annoté du commerce et de l'industrie (1891).
- Payen (Edouard).** — La réglementation du travail réalisée ou projetée ; ses illusions, ses dangers (1913).
- Les Monopoles (1919).
- La spéculation illicite. La nouvelle législation (« L'Economiste français » du 11 novembre 1922, page 611).
- Rapport sur le projet de loi tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc... des commerçants, l'indication de l'immatriculation au registre du commerce (Chambre des Députés, n° 5085, annexe au P. V. de la séance du 17 novembre 1922).
- Pelletier (Michel).** — Droit industriel, Brevets d'invention, Marques de fabrique, Modèles et dessins, Nom commercial, Concurrence déloyale (1893).
- Pelletier (Michel) et Vidal-Naquet (Edmond).** — La Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 et les Conférences de révision postérieures (1902).
- Pelletier (Michel).** — V. **NICOLAS et MICHEL PELLETIER.**
- Percerou.** — Bulletin d'Etudes législatives (1903, p. 236).
- Perreau (C. H.).** — Le droit au nom en matière civile.
- Philippon.** — Traité théorique et pratique des dessins et modèles industriels (1880).
- Pillet (A.) et Chabaud (Georges).** — Le régime international de la Propriété industrielle (1911).

Plaisant (Marcel). — L'Œuvre de la Conférence de Washington (1913).
Répertoire des brevets d'invention en droit international privé (1914).

— La création artistique et littéraire et le droit (1920).

— Rapport sur la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (Chambre des Députés, n° 670, Annexe au P. V. de la séance du 31 mars 1920).

— Proposition de loi tendant à compléter la loi du 19/24 juillet 1793 et la loi du 14 juillet 1866 sur la propriété littéraire et artistique pour assurer la protection du droit moral de l'auteur (Chambre des Députés, n° 2176, annexe au P. V. de la séance du 19 février 1921).

Plaisant (Marcel) et Fernand-Jacq. — Traité des noms et appellations d'origine (1921).

Planiol (Marcel). — Traité élémentaire de droit civil (3 vol., 6^e édition (1911 à 1913).

Plé. — V. **POUILLET** et **PLÉ**.

Plocque (Auguste). — De la concurrence déloyale par homonymie (1892).

Plocque (A.) et Le Barbier (C.). — De la déchéance en matière de brevets d'invention (1890).

Pointet (G.). — La protection de la propriété industrielle en France et à l'étranger considérée au point de vue spécial du régime des lois sur les brevets d'invention (1915).

Le Poltiev. — Traité pratique des fraudes et falsification (1911).

Pouillet (Eugène). — Edition **MAILLARD** et **CLARO**. Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation. 3^e édition (1908).

— Editions **TAILLEFER** et **CLARO**. Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de la contrefaçon, 5^e édition (1909).

— Traité théorique et pratique des dessins et modèles, 5^e édition (1911).

— Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres, 6^e édition (1912).

Pouillet (Eugène), Martin Saint-Léon et Pataille (H.). — Dictionnaire de la propriété industrielle, artistique et littéraire, 2 vol. (1887).

Pouillet (Eugène) et Plé (G.). — La Convention d'Union internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle (1896).

Prache. — Rapport sur la loi de 1909 (Ann. 1909, p. 73).

Projet de loi tendant à réglementer l'emploi de la dénomination « national » (Chambre des Députés, n° 1140, annexe au P. V. de la séance du 23 juin 1920).

- Protection des appellations d'origine.** — Etat des délimitations régionales. Fascicule I. Publié par la direction des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture (1921).
- Protection internationale de la Propriété industrielle.** — Rapport de la Section italienne au premier congrès de la Chambre de commerce internationale de Londres (1921).
- Rau.** — V. AUBRY et RAU.
- Recueil des principaux textes et documents relatifs à la protection des appellations d'origine.** — 4 fascicules publiés par la Direction des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture (1919 à 1922).
- Recueil de la législation concernant la propriété industrielle et commerciale** publié par l'Office national de la propriété industrielle. Tome 1^{er} : la législation française, 2^e édition (1911). Tome II : législations étrangères (1911). Tome III : Conventions internationales (1911).
- Recueil général de la législation et des Traités concernant la propriété industrielle** (4 vol. 1896 à 1901). Supplément, 3 vol. 1909 à 1912). Publication du bureau international de Berne pour la protection de la propriété industrielle.
- Redpath.** — La législation américaine en matière de concurrence déloyale. Rapport présenté au premier congrès de la Chambre de commerce internationale de Londres (1921).
- Reibel (Ch.).** — Du nom commercial, artistique et littéraire en droit français (1905).
- Renault.** — V. LYON-CAEN et RENAULT.
- Roux.** — V. CHESNEY, MONIER et ROUX.
- Renouard.** — Traité des droits d'auteur, 2 vol. 1838.
— Traité des brevets d'invention, 3^e édition (1865).
— Du droit industriel dans les rapports avec les principes du droit civil.
- Rendu (Ambroise).** — Traité pratique des marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale (1858).
— Codes de la propriété industrielle (II). Contrefaçon des inventions brevetées (1880).
— Codes de la propriété industrielle (tome III). Marques de fabrique et de commerce (1881).
- Rousseau (Arthur).** — Les fausses indications de provenance (1900).
- Sellier (F.).** — Traité de la concurrence déloyale en matière commerciale.
- Taillefer (André) et Claro (Ch.).** — Les brevets, marques, dessins et la propriété littéraire et artistique pendant la guerre. Complément aux traités de POUILLET (1918).

- Taillefer (André).** — V. POUILLET, édition TAILLEFER et CLARO.
- Thaller.** — Précis de droit commercial (1910).
- Torrent (Georges).** — La défense de la propriété commerciale. Etude juridique sur la question du non renouvellement des baux commerciaux (1919).
- Tournade.** — Usage illicite du nom de Madère (Affaire Blandy frères 1900).
- Traité de paix de Versailles du 28 juin 1919 (Le).** — Articles 274 et 275.
- La Trémoille (De).** — Rapport et proposition de loi à la Chambre des Députés, 2 mai 1919, n° 6215 (Annexe).
- Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.** — Actes en vigueur depuis le 1^{er} mai 1913 (Berne, 1913).
- Vallé (Paul).** — La fausse indication de provenance des produits vinicoles et spécialement des vins de champagne (1904).
- Valloton.** — La concurrence déloyale et la concurrence illicite (1895).
- Vaunois (Albert).** — De la propriété artistique en droit français (Thèse 1884).
- La condition et le droit d'auteur des artistes jusqu'à la Révolution (1892).
- Les dessins et modèles de fabrique (1898).
- Lettres de France (périodiquement dans le droit d'auteur).
- Protection des œuvres littéraires et artistiques d'après la Convention d'Union de Berne signée à Berlin le 13 novembre 1908 (1910).
- Sur l'abrogation récente de la loi du 16 mai 1866 relative aux instruments de musique mécaniques et sur la propriété littéraire et artistique (1919). Communication faite par M. Vaunois à l'Académie des Sciences morales et politiques.
- Rapport présenté au nom de la Commission chargée d'étudier « la protection du droit moral des auteurs » (1922). Extrait du Bulletin de la Société d'Etudes législatives.
- Vialleton (Henri).** — Du rôle juridique du dépôt dans les diverses branches de la propriété industrielle (1914).
- Vidal-Naquet (Edmond).** — Des marques de fabrique et de commerce et du nom commercial en droit international (1898).
- V. MICHEL PELLETIER et VIDAL-NAQUET.
- Weiss (André).** — Traité théorique et pratique de droit international privé, 5 vol., 2^e édition (1907 à 1913).
- Manuel de droit international privé, 7^e édition (1914).

INTRODUCTION

I. La concurrence comme la définit Leroy-Beaulieu (1) est « la mise en contact des libertés économiques individuelles et collectives qui tantôt s'accordent et s'unissent dès la première heure, tantôt s'opposent les unes aux autres, se heurtent et finissent par se concilier, de façon à assurer le maximum de progrès et de bien-être dont une société est susceptible ». Elle est le phénomène économique par excellence, la condition même du progrès social.

II. La question de la concurrence qui n'existe qu'avec un régime de liberté ne se posait pas sous l'ancienne royauté où l'individu était subordonné à l'association et exempt de toute initiative par la réglementation outrancière du travail dans la corporation. Elle consistait en une association de personnes ayant des règles, des obligations, des droits et des privilèges communs. Chaque corporation jouissait de la situation privilégiée du monopole pour l'exercice de sa profession et l'écoulement de ses produits.

Les corporations qui constituèrent l'armature économique de la France jusqu'à la Révolution, firent leur apparition dès avant l'époque médiévale puisque en 630 on constate l'existence d'une corporation de bouchers. Toutes les corporations jalouses de leurs privilèges étaient moins occupées de se développer que de prévenir la concurrence. C'est ainsi que lorsque la famille d'un boucher de la grande boucherie s'éteignait, son étal faisait retour à la communauté. Du nombre de dix-neuf en 1260, ces familles étaient réduites à quatre en 1529 et au commencement du XVIII^e siècle, elles avaient encore la prétention d'être propriétaires de tous les étaux de Paris.

(1) LEROY-BEAULIEU (Paul), *Traité d'économie politique*, 5^e édition, tome 1^{er}, page 625.

En 1358 le Régent Charles a bien l'air de proclamer la liberté du travail en disant que « Tous ceux qui veulent faire œuvre bonne peuvent ouvrir dans la bonne ville de Paris », mais le travail va devenir un privilège que le Roi accorde moyennant paiement.

Quant à Colbert, il enserra les corporations dans un réseau de règlements étroits et minutieux destinés autant à améliorer les conditions de l'industrie française que ses modes de fabrication. Toutefois, le pouvoir royal ne réussit pas à établir la paix parmi les corporations qui étaient en guerre constante pour maintenir et accroître leurs privilèges.

Cette réglementation et cette hiérarchisation du travail qui constituaient une entrave à l'originalité n'allèrent pas sans soulever un vif mouvement de réprobation.

Aux Etats Généraux de 1614, le Tiers Etat demanda que « toutes maîtrises érigées depuis les Etats tenus dans la ville de Blois, en l'an 1576, fussent éteintes sans que, par ci-après, elles pussent être remises, ni aucunes autres nouvelles établies, et fut l'exercice desdits métiers laissé libre aux pauvres sujets ». Gournay, intendant du commerce en 1751, faisait entendre sa protestation : « Laissez faire, laissez passer. . . », contre les monopoles que s'attribuaient les corporations. Turgot par ses Edits du 6 janvier 1776, inspirés des doctrines physiocratiques supprimait sans indemnité les corporations, maîtrises et jurandes. En de longues considérations, il affirmait que « Le droit de travailler était la propriété de tous et, la première, la plus imprescriptible de toutes » et s'exprimait en ces termes « Epreuves nuisibles, superflues » et onéreuses imposées aux candidats à la maîtrise. Impossibilité pour les citoyens de choisir les ouvriers qu'ils voudraient employer et de bénéficier. . . « des avantages que leur donnerait la concurrence par le bas prix et la perfection du travail ».

A la suite de cette réforme, tous les jurés, tous les maîtres se soulevèrent et les corporations furent rétablies la même année. Treize ans plus tard, la nuit du 4 août 1789 vit l'abolition des privilèges et l'Assemblée nationale proclamait la liberté du travail. Enfin la loi des 2-17 mars 1791

déclarait que désormais « il serait loisible à toute personne de faire tel négoce, d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouverait bon ».

III. Pendant fort longtemps tant que le travail n'a pas été libre, le besoin d'une intervention ne s'est pas fait sentir pour réglementer la concurrence en vue de protéger le commerce loyal contre ses excès possibles. Enfermé dans le cadre étroit du régime corporatif et dans une spécialisation excessive d'où il ne pouvait sortir, l'individu était désarmé devant l'association toute puissante, suffisamment protégée par les privilèges qui avaient présidé à sa naissance et assuré son développement. La hiérarchie des maîtrises et des jurandes avec ses prescriptions impératives, a dispensé les temps modernes de toute la législation qui, aujourd'hui, protège la probité marchande. Classé dans sa corporation avec l'horizon limité ouvert à son activité, le commerçant sait qu'un champ borné comme le sien est réservé aux efforts de son rival. D'ailleurs, en cette question, il importe de tenir compte de l'état politique, la concurrence étant une des conséquences de la victoire du régime de liberté sur le régime corporatif.

Au cours du siècle dernier, les doctrinaires de la liberté économique répugnaient aux mesures ayant pour objet de restreindre la concurrence « On ne défend pas le soleil » écrira-t-on en 1852 « quoiqu'il brûle quelque fois la terre ; il ne faut pas plus défendre la concurrence qui est au monde industriel ce que le soleil est au monde physique » (1). Stuart Mill moins lyrique, n'est pas moins affirmatif : « Tout ce qui limite la concurrence est un mal, et tout ce qui l'étend un bien en définitive » (2).

IV. Il convient d'ailleurs, de reconnaître que la concurrence n'avait pas autrefois le caractère préjudiciable qu'elle peut revêtir aujourd'hui. Les relations économiques étaient moins faciles, les grands marchés nationaux et internationaux n'existaient pas. Il régnait une sorte de protec-

(1) Dictionnaire d'économie politique publié en 1852 sous la direction de MM. COQUELIN et GUILLAUMIN, au mot « Concurrence ».

(2) STUART MILL, *Principes*, Livre IV, Chapitre 7.

tionnisme local, on s'achalandait dans sa ville. D'autre part, la clientèle avait un caractère presque familial ; on connaissait les dirigeants de l'établissement tenu la plupart du temps de père en fils. Sans doute, il existait de grandes maisons de commerce, mais elles étaient peu nombreuses et, en règle générale, elles ne vendaient pas directement aux consommateurs. Entre eux et ces établissements, s'interposait toute une série d'intermédiaires et la clientèle, à ses divers degrés, conservait un caractère personnel.

L'accroissement de la production et l'extrême facilité des moyens de communication ont profondément modifié cet état de choses. A l'exemple de la concentration industrielle, une concentration commerciale s'est produite modifiant profondément les rapports entre acheteurs et vendeurs. Le lien personnel étant rompu, la clientèle devenait plus flottante et plus hésitante, le client d'une maison qui n'avait aucune raison de devenir, s'il n'y était invité, le client d'une maison rivale, s'y fournira cependant, si celle-ci vend à bon compte, fournit de meilleures marchandises, le traite avec plus de considération ou tout au moins lui en donne l'impression. D'autre part, l'attitude du commerçant vis-à-vis de sa clientèle s'est transformée, de passive elle est devenue nettement active. A lui, en effet, d'attirer le client, de tâcher de le convaincre par les annonces, par les affiches, par les prospectus, par la réclame enfin, sous toutes ses formes, qui deviendra l'arme victorieuse de la concurrence.

V. La concurrence, née de la liberté commerciale, est une nécessité économique, que nous reconnaissons bien volontiers et nous sommes en principe hostile à toutes les mesures de réglementation qui ont pour but de la restreindre, mais à la condition qu'elle reste honnête, probe et loyale (Cf. not. — Cas. 18 nov. 1903, Dall. 1904, I, 10). Dans la pratique journalière, avec l'intensité progressive des compétitions économiques elle va devenir, en effet, aiguë et mettre en œuvre, quelquefois, les ruses les plus variées pour conquérir la faveur de la clientèle au profit de producteurs et de commerçants peu scrupuleux, au grand détriment du commerce honnête. Ce dernier va-t-il se voir à son

tour contraint aux mêmes abus pour ne pas succomber dans la lutte ? La concurrence apparaît alors sous les formes réprouvées de la concurrence illicite et déloyale. Cette distinction est plus théorique que pratique. Les actes de concurrence illicite sont des actes préjudiciables mais accomplis sans intention frauduleuse et qui ne procèdent que d'une négligence ou d'une imprudence. Les actes de concurrence déloyale sont des actes dommageables qui impliquent la mauvaise foi, c'est-à-dire le dol, l'intention de nuire. Cette distinction qui est entrée depuis longtemps dans l'usage a été consacrée par les tribunaux, mais le résultat est identique, c'est le préjudice causé à autrui.

Peut-on rester indifférent à cet état de choses ? Peut-on tolérer la déloyauté, l'emploi de la tromperie, dans la lutte entre producteurs et commerçants ? Evidemment non, car ces abus, à l'encontre du but de la concurrence véritable, iraient jusqu'à devenir une plaie sociale.

Certains actes de concurrence déloyale, cette expression étant entendue dans un sens large y compris les faits de contrefaçon, sont prévus et réprimés par des lois particulières. En dehors de ces textes la question est de savoir s'il convient d'édicter des mesures spéciales contre elle ou si le simple jeu des principes généraux suffit à maintenir la concurrence dans sa sphère.

PREMIÈRE PARTIE

Lois spéciales réprimant la concurrence déloyale

TITRE PREMIER

Lois qui reconnaissent les droits des créateurs dans le domaine de l'Intelligence, de l'Art et de l'Industrie

CHAPITRE PREMIER

Propriété littéraire et artistique

SECTION I. — Aperçu historique

1. *Généralités.* — Les conceptions de l'intelligence se traduisent sous forme d'œuvres qui, en même temps qu'elles sont destinées à satisfaire un besoin, sont presque toujours l'objet d'un commerce. Aussi les lois sur la propriété littéraire et artistique trouvent ici leur place, car elles protègent l'œuvre de l'écrivain et de l'artiste contre la concurrence déloyale des autres écrivains et artistes et des éditeurs.

2. *Droit des écrivains* — La protection de la propriété littéraire et artistique n'existait pas chez les anciens. Les poètes et les auteurs s'abandonnaient à leur génie pour leur plaisir et celui de leurs contemporains; quant aux artistes, ils n'étaient rémunérés qu'à titre d'artisans, c'est-à-dire en considération de l'objet matériel livré. Avant la découverte de l'imprimerie, l'intervention de la loi pour la défense du droit des auteurs eut été d'ailleurs prématurée. Le nombre

de personnes assez riches et même assez lettrées pour acheter les copies manuscrites était trop restreint pour qu'il y eut là matière à réglementation, bien que Friedländer (1) ait prétendu que les copies de certaines œuvres étaient tirées à un millier d'exemplaires.

Si l'on cherche vainement dans l'antiquité une réglementation du droit des auteurs, il n'en est pas moins vrai que leur droit de propriété était loin d'être méconnu. A défaut des tribunaux, les plagiaires étaient justiciables de l'opinion publique. D'après Donat, Virgile les flétrissait dans des vers célèbres, Martial leur décochait quelques-unes de ses épigrammes (Epigrammes 30 et 54, Livre I). Quant à Symmaque (lettre I, XXXI), au contraire, il prétendait qu'après sa publication, l'œuvre est à tous et que l'auteur n'a plus aucun droit sur elle.

Le Moyen Age lui, non plus, n'apporta aucune réglementation au droit d'auteur, c'est à peine si les auteurs et les artistes signaient leurs œuvres. L'invention de l'imprimerie et la découverte de la gravure vinrent changer les conditions d'existence de la propriété littéraire et artistique. Le pouvoir royal comprenant la force de l'imprimerie la réglementa. De là les privilèges de librairie qui représentent trois siècles d'une législation touffue. Les premiers privilèges concédés en France paraissent l'avoir été par Louis XII en 1507 et 1508, l'un pour les épîtres de saint Paul, à Antoine Vérard ; l'autre pour les œuvres de Saint Bruno.

Ces privilèges étaient la plupart du temps concédés pour des œuvres fort anciennes et, comme le fait remarquer Renouard (2), ils avaient simplement pour but d'assurer à l'éditeur un monopole, de le protéger contre la concurrence désastreuse que les autres imprimeurs auraient pu lui faire en profitant de son travail, et ce n'est qu'indirectement, par ricochet, pourrait-on dire, que le privilège de librairie protégeait l'auteur. Toutefois dans une plaidoirie devant le Parlement de Paris en 1586, l'avocat Simon Marion dira :

(1) Tome IV, page 67.

(2) Tome I.

« l'auteur d'un livre est du tout maître et comme tel en peut librement disposer. . . . »

C'est au XVIII^e siècle seulement, qu'il est vraiment question du droit d'auteur à propos d'un débat entre les libraires de Paris et les libraires de province gravement lésés par le monopole de publication accordé aux premiers. Un avocat canoniste renommé, Louis d'Héricourt, en 1759, parle dans un mémoire du droit que l'auteur a sur l'œuvre tirée de son intelligence. « Ce ne sont point les privilèges, dit-il, que le Roi accorde aux libraires qui les rendent propriétaires des ouvrages qu'ils impriment, mais uniquement l'acquisition du manuscrit, dont l'auteur leur transmet la propriété au moyen du prix qu'il en reçoit ».

Ce principe du droit de propriété des auteurs, malgré une très vive résistance, finit par triompher et quand, en 1761, à l'expiration du privilège accordé à l'éditeur Barbin, les petites filles de La Fontaine demandèrent un privilège personnel, il leur fut accordé, et le Conseil du Roi le leur maintint par cette raison que : « les ouvrages de leur aïeul leur appartenaient par droit d'hérédité ».

3. *Droit des musiciens* — Le droit des compositeurs de musique ne paraît avoir été l'objet d'aucun règlement spécial avant un arrêt du Conseil en date du 15 septembre 1786. Jusque-là on ne trouve que des privilèges particuliers comme le privilège de l'Opéra ou Académie royale de musique, en 1669, privilège à tel point qu'on ne pouvait, sans l'autorisation du directeur, donner une audition payante, un bal public et même un concert spirituel.

L'arrêt de 1786 formula une réglementation générale. Considérant que les droits de propriété étaient de jour en jour moins respectés et que les talents étaient dépouillés de leur production, il obligea les auteurs et éditeurs qui désiraient faire graver des ouvrages de musique, avec ou sans paroles, à demander un privilège du sceau, conformément aux lois sur la librairie, lequel ne serait délivré aux marchands, éditeurs, qu'à la condition de justifier de la cession qui leur aurait été faite par les auteurs ou propriétaires (art. 1). Les art. 2, 18 réglaient les formes et conditions des déclarations des dépôts propres à assurer le droit de pro-

priété. Les articles 19, 24 défendaient à peine de 3.000 livres d'amende de contrefaire aucune pièce de musique ainsi que les timbres ou marques des graveurs.

4. *Droit des artistes.* — La notion du droit ne fut pas moins longue à se dégager chez les artistes. Nous nous trouvons ici en présence du régime des métiers et des corporations et les sculpteurs de nos cathédrales n'étaient que de simples artisans réunis en corporations. La personnalité de l'auteur s'évanouissait devant la grandeur de l'œuvre. Nous ignorons les noms des architectes de bien des merveilles gothiques, les primitifs ne signaient pas leurs tableaux !

Les artistes trouvèrent en France auprès de la Cour, une aide et une protection efficaces. Les peintres et les sculpteurs du Roi étaient investis d'un brevet. La fonction fut très recherchée jusqu'à la Révolution. Au début du règne de Louis XIV, l'Académie royale se forma. Elle avait le privilège exclusif de l'enseignement public. En face d'elle se dressait l'Académie de Saint Luc qui comprenait ceux qui associaient le métier à l'art.

En 1776, l'Edit de Turgot en abolissant les maîtrises fit disparaître la communauté de Saint Luc et quelques mois après, quand la mesure fut rapportée, on ne la vit pas renaître.

La liberté de l'art fut solennellement proclamée l'année suivante par la déclaration du 15 mai 1777 enregistrée au Parlement le 2 septembre de la même année (1) et l'Académie royale put mettre en exergue sur son sceau la devise « *Libertas artibus restitua* ». La contrefaçon des ouvrages des membres de l'Académie royale par la gravure et le moulage est sévèrement interdite comme aussi le fait de faire paraître sous leur nom, des ouvrages dont ils ne seraient point auteurs.

Cette solennelle reconnaissance de la propriété artistique qui semble limitée aux seuls Académiciens, en réalité, était générale, car l'Académie était ouverte à tous.

(1) ISAMBERT, XXIV, p. 364.

5. *Droit de représentation.* — La période monarchique va se clore par un autre acte important. La Convention des gentilshommes de la Chambre de 1780, premier code du théâtre, dispose dans son article 12 : « Sa Majesté a également fixé et réglé les parts d'auteurs à raison de 142 livres 16 S sur mille livres pour les pièces en cinq ou quatre actes, de 107 livres 2 S sur mille livres pour les pièces en trois actes et de 71 livres 8 S sur mille livres pour les pièces en un ou deux actes. Entend Sa Majesté que les dites parts soient prises sur la totalité de la recette du spectacle, sous les réductions du quart des pauvres et de la somme de 600 livres pour les frais ordinaires et journaliers, conformément à l'accord signé par les Comédiens le 11 mars dernier, approuvé par les premiers gentilshommes de la Chambre de Sa Majesté ».

6. *Période révolutionnaire.* — Il est permis de dire que la question du droit d'auteur arrivait à son parfait degré de maturité lorsque la Révolution éclata. Les grandes assemblées de la Révolution vont proclamer le droit imprescriptible de l'auteur sur sa création.

Son œuvre législative en cette matière comprend le décret des 13-19 janvier 1791 relatif aux spectacles qui interdit toute représentation sur un théâtre public sans le consentement formel et par écrit des auteurs. Il est d'ailleurs toujours en vigueur. Chapelier lorsqu'il présentait ce décret à l'Assemblée Constituante, réclamé par Laharpe, Ducis, Lemierre et Chamfort s'exprimait en ces termes : « La plus sacrée, la plus légitime, la plus inattaquable et si je puis parler ainsi, la plus personnelle de toutes les propriétés est l'ouvrage, fruit de la pensée d'un écrivain ». C'était déjà un premier pas.

Une loi plus générale celle des 19-24 juillet 1793 vint rétablir sous le nom de « propriété littéraire et artistique », le droit que des arrêts du Conseil du Roi en 1777 avaient reconnu déjà sous le nom de privilège perpétuel à l'auteur et à « ses hoirs . . . d'éditer et de vendre ses ouvrages » mais « que la durée du privilège est réduite à la vie de l'auteur dans le cas où il le rétrocéderait à un libraire ». Lors de l'ouverture du débat devant la Convention, Lakanal

prononça ces paroles fameuses : « De toutes les propriétés, la moins susceptible de contestation, celle dont l'accroissement ne peut ni blesser l'égalité républicaine, ni donner d'ombrage à la liberté, c'est sans contredit celle des productions du génie. »

SECTION II. — De la protection des œuvres littéraires, musicales et artistiques

§ 1^{er}. — Caractères généraux

7. *Texte de la loi de 1793.* — La loi de 1793 qui a survécu à tous nos bouleversements politiques est la loi organique en la matière.

Elle dispose dans son article 1^{er} que : « Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou dessins, jouiront durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République et d'en céder la propriété en tout ou en partie ».

8. *De la nature du droit.* — La loi de 1793 parle de propriété. Le droit de l'auteur est-il une véritable propriété? On peut l'affirmer, bien qu'étant d'une nature particulière, puisque le texte primitif l'envisage sous cette forme. Il est vrai que des lois postérieures ont évité d'employer le mot « propriété ». Il convient de remarquer toutefois, que la plupart d'entre elles n'ont été rendues que pour des questions de délais et elles ne sauraient avoir pour effet de changer la nature du droit formellement reconnu par la loi de 1793.

9. *Du dépôt.* — La propriété naît en même temps que l'œuvre et l'auteur n'a pas besoin, pour assurer son droit, d'une déclaration ou d'un enregistrement quelconques, le droit procédant de la création seule ; et point n'est besoin de le faire constater par un titre. Il est protégé sans aucune condition juridique.

Le dépôt exigé par l'art. 6 de la loi des 19-24 juillet 1793 et dont les art. 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse règlent les conditions, doit se faire au Ministère de l'Inté-

rieur pour Paris, dans les Préfectures pour les chefs-lieux de Département, dans les Sous-Préfectures pour les chefs-lieux d'arrondissement et pour les autres villes à la mairie (Cas. crim. 17 nov. 1904, Ann. 1095-210). Il ne vise expressément que les ouvrages de littérature et de gravure au moment de la poursuite en contrefaçon (Cas. req. 16 juin 1914, *Gaz. Palais* 13-14 octobre 1914). Ce dépôt de deux exemplaires pour les ouvrages imprimés et de trois exemplaires pour les estampes, la musique et en général les reproductions autres que les imprimés, par conséquent les photographies, est purement déclaratif. Il constitue une simple mesure administrative destinée à enrichir nos collections nationales. La sanction de l'omission de cette formalité consiste en une simple amende.

10. *Du domaine d'application de la loi de 1793.* — Bien que la loi de 1793 procède par énumération, il faut se garder de considérer ses termes comme limitatifs. Devant l'impossibilité de donner une définition exacte de ce qui constitue l'œuvre littéraire ou artistique, la jurisprudence a attribué aux juges un pouvoir souverain d'appréciation. Nous verrons que, conformément à son art. 7 la loi s'applique à toutes les productions de l'esprit et du génie, dans les arts et dans les lettres, sans considération du mérite littéraire et artistique de l'œuvre.

§ 2. — Œuvres littéraires

11. *Des œuvres protégées.* — En ce qui concerne les œuvres littéraires, la loi protège les écrits en tous genres, à condition toutefois, qu'ils représentent un effort de création si minime soit-il. Mais ce qu'elle protège, c'est la forme, c'est-à-dire l'écrit et non l'idée qui a inspiré l'œuvre. En conséquence, les tribunaux n'ont pas à se faire juges par un examen intrinsèque, de la valeur ou du mérite de l'ouvrage. Dès qu'ils reconnaissent une création par composition, recherche, travail de combinaison si modeste soit-il, ils doivent lui appliquer la protection de la loi. L'originalité peut résider dans la recollection et la disposition méthodiques d'éléments empruntés au domaine public. Une com-

pilation est une œuvre littéraire qui donne naissance à un droit privatif (Trib. corr. Seine, 4 février 1835, *Gaz. Trib.*, 8 février 1835).

Les dictionnaires (Trib. corr. Seine, 16 août 1864, Ann. 1865-14), les guides (Trib. corr. Rouen, 19 janvier 1868, Ann. 1869-347 ; C. de Paris, 9 juillet 1914, Ann. 1919, 1, 125), les catalogues commerciaux et autres (C. de Paris, 9 juillet 1914, *loc. cit.*), les livrets de famille (Trib. corr. Seine, 6 mai 1913, *Le Droit*, 11 mai 1913) constituent une propriété au profit de leur auteur. Il en est de même pour les articles de journaux (Cass. Ch. civ. 27 juin 1916, Ann. 1919, 1, 105). La traduction française d'une œuvre étrangère alors même que l'œuvre originale serait tombée dans le domaine public en son pays, a droit à la protection si la traduction est elle-même dans les délais légaux de protection en France (Trib. civ. Seine (1^{re} Ch., 27 mai 1914, Ann. 1919, 2, 37). La traduction est protégée au même titre que la création, car traduire sans autorisation, c'est contrefaire. Il a été jugé également (Paris, 11 juin 1875, Ann. 1875-332) que les lettres missives sont la propriété de ceux qui les envoient et un dépôt entre les mains de ceux qui les reçoivent, elles ne peuvent donc être publiées sans l'autorisation de leur auteur. La loi de 1793 protège en outre les circulaires commerciales (Trib. corr. Seine, 24 juin 1890, Ann. 1892-212).

Bien que la loi ne parle que des écrits, elle protège incontestablement les discours qui sont un moyen d'exprimer sa pensée tout comme l'écriture (Trib. civ. de la Seine, 30 juin 1894, Ann. 1895-91). On pourrait multiplier les exemples. Ils aboutissent à cette constatation : toutes les créations littéraires sont protégées par la loi de 1793.

§ 3. — *L'adaptation théâtrale*

12. *Sa nature.* — L'adaptation théâtrale constitue elle aussi, une propriété particulière que nul ne peut usurper sans contrefaçon (Paris, 27 juin 1866, Ann. 1866-299). Elle est aujourd'hui particulièrement redoutable par la transformation dans un art voisin, par exemple, l'adaptation théâtrale d'un roman. Aussi n'est-elle permise qu'avec le con-

sentement de l'auteur qui reste le maître de son œuvre. La preuve que le consentement a été donné est interprétée très strictement par les tribunaux. C'est ainsi que les héritiers d'Alexandre Dumas ont triomphé de publicistes qui s'étaient targués de l'approbation d'un tiers pour mettre en roman le drame de la Tour de Nesle. La Cour a estimé « qu'ils avaient causé un préjudice moral et matériel par la dépréciation de l'œuvre originale, la privation du bénéfice à retirer de la vente du drame que le roman tente de remplacer en librairie, et la difficulté de céder des droits d'adaptation d'ores et déjà usurpés » (C. de Paris, 25 janvier 1900, Ann. 1900-118).

13. *Cinématographie.* — L'adaptation la plus courante aujourd'hui est celle réalisée par le film cinématographique. On s'est tout d'abord demandé si la reproduction cinématographique devait être considérée comme rentrant dans l'exploitation théâtrale ou bien assimilée à une édition. La question n'était pas sans intérêt car l'œuvre littéraire et l'œuvre dramatique d'un auteur se trouvent le plus souvent dans les mains de concessionnaires différents. Le conflit fut soulevé à propos des œuvres d'Alexandre Dumas. La projection cinématographique des scénarios tirés de la Dame de Montsoreau, de la Tour de Nesle et des Trois Mousquetaires avait donné lieu à une importante perception qu'il s'agissait de répartir, soit entre les héritiers, soit entre les éditeurs. La Cour de Paris refusa d'assimiler cette exploitation à une édition. « Considérant que la reproduction cinématographique d'un scénario tiré d'une œuvre littéraire est destinée à être projeté sur un écran, que cette projection donne l'illusion de la vie, du mouvement, du jeu des acteurs, et enfin, que cette reproduction a pour destination principale, sinon unique, d'être donnée devant un public plus ou moins nombreux. . . » (C. de Paris, 17 mai 1912, Ann. 1913-165).

La jurisprudence ayant appliqué au mode de reproduction cinématographique, les règles de l'adaptation théâtrale, il a été admis qu'en cas d'une pièce écrite en collaboration, l'auteur ne peut céder, sans le consentement de son collaborateur, le droit d'adapter par films la pièce

écrite en collaboration (Trib. Seine, 6 mai 1914, Ann. 1919, 2, 22.)

§ 4. — *Œuvres musicales*

14. *Du droit d'auteur en matière musicale.* — Il naît de la même façon qu'en matière de propriété littéraire, sans obligation du dépôt de l'œuvre. En effet, la musique, grâce aux caractères par lesquels elle s'exprime, n'est en somme qu'une variété de la propriété littéraire. Aussi toutes les règles de cette dernière s'appliquent-elles à la création musicale. C'est pourquoi le fait de prendre dans le domaine public des airs différents, de les adapter en vue d'une œuvre, constitue un droit de propriété au profit de l'auteur de l'arrangement qui a le droit d'être protégé (Paris, 12 juillet 1855, Sir., 1855, II, 595).

15. *Instruments mécaniques.* — Quels sont maintenant les droits des compositeurs de musique sur les instruments reproduisant mécaniquement des airs de leur composition, sur les phonographes par exemple, qui constituent un procédé de reproduction de l'œuvre originale ? Jusqu'en 1917, il a joui de l'immunité. La reproduction de la parole articulée, des thèmes scéniques, des récits et monologues tombait bien sous le coup de la loi de 1793. On se trouvait en présence d'une représentation auditive qui donnait lieu à la perception d'un droit. Quant à la reproduction des chants, des airs de musique, elle échappait au domaine de la propriété musicale en vertu de la loi du 16 mai 1866, loi de circonstance, qui avait été rendue à la suite du traité de commerce du 30 juin 1864, intervenu entre la France et la Suisse, dans lequel la France avait pris l'engagement, en vue de protéger la petite industrie suisse des boîtes à musique, de ne point considérer comme une contrefaçon la reproduction de compositions musicales par le mécanisme des boîtes à musique ou d'instruments analogues. Mais l'industrie des boîtes à musique allait en déclinant, et, par contre, les pianos mécaniques, les pianolas se multipliaient. La jurisprudence les assimilait à des boîtes à musique. Toutefois, la Cour de Paris dans son désir de limiter la dérogation que la loi de 1866 avait apportée à la loi de 1793, tenta

une distinction ingénieuse entre la musique avec paroles dont la reproduction n'aurait pas été permise pour rester dans le droit commun et la musique sans paroles, les airs qui demeurent bien dans l'hypothèse prévue par la loi de 1866 (C. de Paris, 1^{er} février 1905, Dall., 1907, II, 124, Cass. civ. 21 juillet 1908, Droit d'auteur, 1908-117). Les musiciens assistaient donc impuissants à la reproduction de leurs œuvres.

Lors de la révision de la Convention de Berne en 1908, on songea à restaurer le droit méconnu des musiciens, d'où le nouvel article 13 aux termes duquel les auteurs d'œuvres musicales ont le droit exclusif d'autoriser l'adaptation de leurs œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement et l'exécution publique de ces mêmes œuvres au moyen de ces instruments.

16. *Loi de 1917.* — La loi votée et promulguée le 10 novembre 1917, n'est que l'exécution de l'obligation contractée lors de la révision de la Convention de Berne. Elle a abrogé la loi du 16 mai 1866. Toutefois, cette loi qui intervenait après une longue période de libre exploitation, ne pouvait en raison des principes généraux de notre droit avoir d'effet rétroactif. Aussi l'article 2 dispose-t-il que la reproduction par des instruments mécaniques d'airs de musique adaptés avant la mise en vigueur de la loi reste licite.

En vue de jouir de ce bénéfice, la loi a prévu dans son article 3 une procédure spéciale obligeant les éditeurs à remettre au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un catalogue exact et complet des airs de musique adaptés avant sa promulgation et faisant partie du fonds de commerce. Les artistes sont recevables à administrer la preuve qu'un air figurant sur la liste n'avait pas fait l'objet d'une adaptation avant la promulgation de la loi. La loi du 10 novembre 1917 a eu, en quelque sorte, pour effet de réintégrer les musiciens dans leur propriété.

§ 5. — Œuvres artistiques

17. *Domaine d'application de la loi de 1793.* — La loi de 1793 protège toutes les manifestations artistiques au

même titre que la production littéraire. La propriété artistique ne diffère, en effet, de la propriété littéraire que par une expression différente de la pensée. Nous avons à peine besoin de rappeler parmi les œuvres protégées aux termes de la loi de 1793 : la peinture, le dessin.

18. *Architecture et Statuaire.* — La loi de 1793 et le Code pénal ne parlaient pas de la statuaire. C'était une grave lacune. La loi du 11 mars 1902 a mis fin à toute controverse sur sa protection en étendant formellement le bénéfice de la loi des 19-24 juillet 1793 aux architectes et aux statuaires. L'architecte conserve la propriété intégrale de ses plans, lui donnant le droit de poursuivre en contrefaçon un de ses confrères qui en édifiant une maison a reproduit sur la façade les dispositions et ornements imaginés par lui (C. de Paris, 28 avril 1921, Ann. 1921, 1, 267).

19. *De l'extension de la protection en matière artistique.* — La loi du 11 mars 1902 a disposé en outre, « le même droit appartiendra aux sculpteurs et dessinateurs d'ornements, quels que soient le mérite ou la destination de l'œuvre ». Cela veut dire qu'en dehors des manifestations du grand art, peinture, dessin, sculpture, gravure, architecture, les plus modestes créations auront droit à la protection. Nous citerons les objets d'art industriel et appliqué, les articles de la couture et de la mode. Les alliances de rares tissus et de couleurs chatoyantes sont bien des créations (C. de Paris, 17 février 1912, Ann. 1914-28). Un arrêt récent n'accorde-t-il pas la protection légale à un dessin écossais de tarot de cartes à jouer. (C. de Paris, 22 décembre 1920, Ann. 1921, 1, 365). Les cartes de géographie sont également protégées (Trib. corr. Seine, 9 novembre 1917, Ann. 1919, 2, 8).

Le droit de propriété ne porte donc pas sur le sujet, sur l'idée, il porte sur la forme donnée au sujet ou à l'idée sans considération de la matière employée. Remarquons également que la destination industrielle d'une œuvre, qui doit être indéfiniment reproduite, ne change pas le caractère du droit et, les principes qui étendent le domaine de la propriété à tous les modes de reproduction de l'œuvre, s'appliquent aux différentes formes de la représentation artis-

tique. La loi protège la reproduction d'un tableau non seulement par la peinture, mais encore par le dessin, par la gravure, par la sculpture, par la photographie. Le droit de l'artiste ne se limite pas à l'art où il est spécialisé, il est le créateur d'une conception qui reste à lui dans tous les arts servant à l'interpréter. Sa propriété peut être tenue ; cependant la copie d'une œuvre du domaine public engendre elle-même un droit de propriété pour celui qui l'a exécutée. On a admis que la simple copie exécutée au Louvre d'un buste de Houdon constituait un travail personnel et par suite une propriété sur laquelle l'artiste peut exercer son droit privatif (Trib. Seine, 3 février 1913, Ann. 1914, 2, 69). Les tribunaux sont encore allés plus loin. Ils ont été jusqu'à reconnaître l'intervention créatrice de la maîtresse de ballet ; en réglant un pas de danse, elle collabore avec le librettiste et le compositeur (Trib. Seine, 10 février 1911, Ann. 1911-29 et C. de Paris, 5 juillet 1919, Droit d'auteur, 1920-33).

20. *Cinématographie.* — Le cinématographe, grâce à son mouvement, peut faire revivre une scène que ne fait qu'indiquer un tableau et constituer une contrefaçon préjudiciable à l'artiste. C'est ainsi que l'éditeur d'un film à été condamné comme contrefacteur pour avoir brodé une scène galante sur le tableau d'Etcheverry « Le Vertige » (Trib. Seine, 3 décembre 1913, Ann. 1914, 2, 32). Les tribunaux sanctionnent le droit d'auteur en condamnant la contrefaçon cinématographique et le principe proclamé par la jurisprudence c'est que, la représentation cinématographique est réputée constituer une représentation théâtrale (C. de Paris, 19 décembre 1913, Ann. 1914-203). La Cour de Paris a dit fort justement que la loi de 1793 a conféré à l'auteur un monopole d'exploitation qui lui donne le droit d'interdire aux tiers de vendre ou de distribuer tout objet matériel procurant à celui qui l'acquiert une reproduction de l'œuvre originale, quelle que soit la nature de cet objet, car si les articles 3 et suivants de la loi de 1793, ainsi que l'article 425 du Code pénal qui en est le complément visent seulement comme contrefaites les éditions imprimées ou gravées ils n'excluent point les autres modes de contrefaçon, les

expressions de leurs textes étant simplement énonciatrices. La Cour de cassation dans un arrêt du 27 février 1918 (Req. 27 février 1918, Ann. 1919-53) rendu dans une affaire de contrefaçon cinématographique d'une pièce de théâtre déclare que le droit de propriété d'un auteur s'étend à la reproduction de ses œuvres par un procédé mécanique, notamment au moyen du cinématographe.

Il est à regretter qu'un arrêt de la Cour de Paris du 5 juillet 1919 (Trib. Seine, 30 janvier 1918, C. de Paris, 5 juillet 1919 ; Droit d'auteur, 1919-129 et C. de Paris, 22 novembre 1919, *Gaz Pal.*, 23 novembre 1919) ait refusé de reconnaître comme une contrefaçon, un film représentant un épisode de la Sainte Famille qui, par sa composition était emprunté au tableau de Luc Olivier Merson « le repos en Egypte ». Les motifs que donne l'arrêt pour justifier son dispositif, prouvent que la Cour s'est attardée aux différences dont la recherche est, à notre avis, un aveu de la contrefaçon.

Toutefois cet arrêt isolé ne saurait avoir d'effet sur la jurisprudence qui est fermement établie en cette matière.

21. *Appréciation sur l'œuvre de la jurisprudence.* — La jurisprudence en vertu du grand principe posé par la loi de 1793 qui a reconnu à son auteur la propriété de toute création procédant de l'esprit ou du génie, tant est grande la souplesse de la loi, est arrivée à protéger des créations qu'elle n'avait point envisagées : les œuvres photographiques sans distinction (Trib. corr. Limoges, 9 janvier 1914, Ann. 1919, 2, 18) ; le tribunal ayant un souverain pouvoir d'appréciation pour considérer si la photographie présente les caractères d'une œuvre artistique, d'une création. Elle a également protégé les œuvres cinématographiques (Cass. req., 27 février 1918, *loc. cit.*). (Voir également Fernand Izouard, Ann. 1908, 1, 155), (C. de Paris, 10 novembre 1909, Ann. 1910, 1, 128, C. de Paris, 19 décembre 1913, Ann., 1914, 1, 202). Selon que la scène cinématographique est entièrement nouvelle ou adaptée, l'auteur jouira d'un droit d'édition ou devra acquitter un droit de reproduction.

SECTION III. — De l'auteur et des collaborateurs

 § 1^{er}. — De l'auteur

22. *Du droit du créateur.* — Le droit de propriété littéraire ou artistique dérive de la qualité d'auteur, c'est au créateur qu'il appartient. Cette solution rationnelle s'impose d'elle-même et ne mérite pas de développement. Cependant il peut arriver quelquefois, que celui qui signe un ouvrage n'en soit pas l'auteur véritable, cet ouvrage ayant par exemple, été exécuté sur commande pour le compte de celui qui y apposera sa signature et passera aux yeux du public pour l'auteur véritable. Une telle pratique n'a rien d'illicite et doit s'exécuter comme toute autre convention du moment qu'elle a été conclue librement entre les parties. L'auteur légal est celui qui attache son nom à l'œuvre en la publiant. La même solution doit être adoptée en cas de compilation.

§ 2. — Du collaborateur

23. *Caractères de la collaboration.* — Une œuvre littéraire ou artistique peut être la création de plusieurs personnes : c'est la collaboration. Elle donne à chacun des co-auteurs un droit égal et indivisible sur l'œuvre.

L'opéra issu de la collaboration du poète et du musicien constitue au point de vue légal une œuvre essentiellement distincte en ce sens que chaque auteur possède sur l'œuvre des droits identiques. Mais les droits concédés aux auteurs ont un caractère exclusivement personnel et divisible en ce sens que les perceptions auxquelles donnent lieu les représentations théâtrales se partagent normalement entre les collaborateurs et ont une durée variable d'après l'existence de chacun des auteurs et de ses ayants cause (C. de Paris, 1^{re} Ch., 8 juin 1921, cinq arrêts, Ann. 1921, 1, 331).

La collaboration est une question de fait, qui résulte des circonstances, laissée à l'appréciation souveraine des juges : il y a collaboration par exemple, quand un artiste décore des vases dont la forme est due à l'invention personnelle de

l'éditeur (Paris, 21 janvier 1904, *France jud.*, 1904, II, 334).

La volonté d'un seul collaborateur ne peut avoir pour effet d'empêcher la publication ou la représentation de l'œuvre et c'est aux tribunaux qu'il appartient de départager les collaborateurs en cas de désaccord.

SECTION IV. — Du droit d'auteur

24. *Nature du droit.* — Le droit d'auteur est un droit mobilier. Il peut faire l'objet d'une cession qui n'est soumise à aucune formalité spéciale. Cette dernière peut être effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, être totale ou partielle et revêtir telle modalité qu'il appartiendra à l'auteur de formuler. En cette matière il n'y a qu'à appliquer les principes généraux du titre des obligations. A moins de convention spéciale, le cessionnaire jouit pour une même durée de la protection qui est accordée à l'auteur.

25. *Sa durée.* — Les lois des 3 août 1844, 8-19 avril 1854, ont eu pour effet de prolonger la durée du droit d'auteur primitivement fixée à dix ans par la loi de 1793, à vingt et trente années après la mort de l'auteur. Enfin la loi du 14 juillet 1866 a porté à cinquante ans à partir du décès de l'auteur, la durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes.

L'ouvrage écrit en collaboration est indivisible ; on ne saurait en effet admettre qu'il puisse appartenir pour partie au domaine privé, pour partie au domaine public. Donc aussi longtemps que dure le droit de l'un des auteurs ou de ses héritiers, l'ouvrage reste dans le domaine privé. Le prédécès d'un collaborateur ne saurait avoir d'influence sur le droit de l'autre. Cette solution conforme aux vœux de la loi est de jurisprudence constante.

En cas d'ouvrage anonyme, si l'auteur vient à se révéler, ce sont les règles ordinaires qu'il convient d'appliquer, sinon c'est l'éditeur qui est considéré comme l'auteur et la durée du droit sera réglée en conséquence.

Le droit d'auteur des personnes morales n'étant pas

limité par une disposition de la loi, il doit, d'après l'avis de Pouillet (1), être protégé toute leur existence, dut-elle être éternelle.

26. *Du droit du conjoint survivant.* — Nous avons vu qu'en cas de décès de l'auteur, l'œuvre ne tombait pas dans le domaine public et continuait à être protégée. Quels vont être alors les droits du conjoint survivant de l'auteur ? Il est héritier du droit de propriété quel que soit le régime matrimonial adopté. La loi de 1866 en faisant état, toutefois, du droit des héritiers réservataires, a renversé l'ordre successoral accoutumé.

27. *De la prolongation de durée du droit d'auteur.* — Une loi récente et de circonstance du 3 février 1919, a accordé une prolongation exceptionnelle d'environ six ans pour réparer le dommage causé par la guerre au droit de l'auteur. Sa durée sera d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le 2 août 1914 et la fin de l'année suivant le jour de la signature du Traité de Paix. Devront en bénéficier toutes les œuvres publiées avant cette échéance suprême et qui ne seraient pas tombées dans le domaine public à la date de la promulgation de la loi.

SECTION V. — Droit moral de l'auteur

28. *Nature de ce droit.* — L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique est investi d'un droit particulier qui naît en sa personne à l'occasion de cette œuvre et qu'il ne faut pas confondre avec la propriété. L'auteur qui cède totalement son œuvre et se trouve ainsi dépossédé de tout droit sur les bénéfices pécuniaires réalisés par la reproduction de sa création ne peut-il plus lui porter intérêt ?

N'aura-t-il plus aucun recours dans le cas de défiguration de sa création par la reproduction ? Ses héritiers après sa mort seront-ils privés de l'exercice du même droit ? C'est à ce propos que se pose la question du droit moral de l'a-

(1) POUILLET, *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique*.

teur. Nous ne possédons pas de texte législatif relatif à sa sauvegarde et ici encore, nous nous trouvons en présence d'une création jurisprudentielle. En cette matière, malgré l'excellence de nombreuses décisions rendues, il est regrettable d'en être réduit à l'arbitraire du juge. Il est juste de reconnaître que la jurisprudence jusqu'à présent, a sauvegardé les intérêts légitimes des auteurs et il n'est aucun problème qu'elle n'ait réussi à résoudre. C'est ainsi qu'elle a interdit la publication d'une œuvre vendue en toute propriété dont l'impression après avoir été trop longtemps retardée par l'éditeur pouvait causer un préjudice à l'écrivain (Trib. civ. Seine, 4 décembre 1911, An. 1912, 2, 98). Elle a érigé en règle « la faculté de l'auteur inhérente à sa personnalité même, de faire ultérieurement subir des modifications à sa création ou même de la supprimer, pourvu qu'il n'agisse point dans un but de vexation. . . » (Cass. civ., 20 juin 1902, Sir. 1902, 1, 305). D'autre part, elle a estimé que la vente de son œuvre faite par un artiste ne le dépouille pas de la faculté de poursuivre la destruction d'une œuvre susceptible de porter atteinte à son droit moral et qu'il est fondé à demander la réparation du préjudice matériel et moral que lui cause l'exposition en vente de cette reproduction illicite (C. de Paris, 26 janvier 1918, Ann. 1919, 1, 33). Dans le même sens citons un jugement de la 6^e Chambre du Tribunal civil de la Seine du 22 avril 1920 (Ann. 1921, 1, 342), qui décide que le cessionnaire de dessins pour la publicité commerciale doit publier ces œuvres sans modification. Il ne peut mettre le dessin en couleurs sans le concours de l'artiste ni le reproduire en effaçant la signature de l'auteur.

SECTION VI. — *Ouvrages posthumes et manuscrits appartenant à l'État*

§ 1^{er}. — *Ouvrages posthumes*

29. *Du droit du propriétaire sur l'œuvre posthume.* — Le décret du 1^{er} Germinal an XIII a réglé les droits du propriétaire sur les œuvres posthumes, à quelque titre qu'il

les ait acquises, soit par succession, donation ou vente. Toutefois, la loi ne protège la publication de l'œuvre posthume qu'à la condition qu'elle soit imprimée séparément comme ouvrage indépendant et non jointe à une nouvelle édition du même auteur qui serait déjà tombée dans le domaine public.

30. *Etendue et durée du droit.* — Quant à l'étendue et à la durée du droit, le décret du 1^{er} Germinal an XIII dispose expressément que « les propriétaires d'un ouvrage posthume ont les mêmes droits que l'auteur et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs et sur sa durée leur sont applicables ». Les propriétaires d'œuvres posthumes sont donc assimilés à tous égards aux auteurs. En conséquence, les prolongations successives accordées aux droits des auteurs sont applicables aux propriétaires d'œuvres posthumes.

Le décret de l'an XIII s'applique incontestablement aux œuvres musicales puisqu'elles sont en tous points assimilées aux œuvres littéraires. Il n'a pas visé les œuvres d'art car son préambule ne parle expressément que des ouvrages littéraires. Cette différence de traitement se justifie aisément par le caractère de l'œuvre littéraire et par celui de l'ouvrage artistique. En effet, l'ouvrage littéraire ne peut parvenir à la connaissance d'autrui que par la publication, son existence ne date, en somme, que du jour de son impression. L'œuvre d'art au contraire dès qu'elle est terminée existe pour tous. Il faut en conclure que l'œuvre d'art trouvée dans la succession d'un artiste, alors même qu'il ne l'aurait pas exploitée de son vivant, ne confère pas à ses héritiers plus de droits que l'œuvre publiée par lui pendant sa vie.

§ 2. — *Manuscrit appartenant à l'État*

31. *Décret du 20 février 1809.* — Mentionnons pour mémoire un décret du 20 février 1809, aux termes duquel l'Etat peut seul accorder l'autorisation de publication des manuscrits des archives du Ministère des Affaires Etrangères et ceux des bibliothèques nationales, départementales et communales ou autres établissements publics.

La publication non autorisée de ces manuscrits constitue une contrefaçon et l'action appartient à l'Etat.

SECTION VII. — De la contrefaçon

§ 1^{er}. — Caractères généraux

32. *Définition.* — La contrefaçon est la violation des lois qui protègent le droit exclusif de l'auteur, l'art. 425 du Code pénal la définit en ces termes : « Toute édition d'écrit, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon et toute contrefaçon est un délit ».

33. *Des faits de contrefaçon.* — La question de l'importance ou du mérite de l'œuvre reste sans influence sur le délit. C'est ainsi que le surmoulage d'une rosace en bronze qui ne constitue pas la reproduction servile d'une fleur, mais revêt par le fait d'une création, malgré tout fort restreinte, un caractère artistique, constitue une contrefaçon (C. de Paris, 17 février 1912, Ann. 1914, 1, 28).

Le caractère imparfait ou grossier d'une reproduction illicite ne la rend pas excusable : elle en accentue au contraire le caractère et ne fait que léser davantage les droits et intérêts de l'artiste (C. de Paris, 26 janvier 1918, *loc. cit.*). Le fait de la grossière imitation de l'œuvre sculpturale d'un tiers dans laquelle on n'a modifié qu'un attribut accessoire du sujet principal, constitue une contrefaçon au premier chef (Trib. corr. 12^e Ch., 27 janvier 1921, Ann. 1921, 1, 221).

D'autre part, il est de toute évidence que la protection de la loi s'étend sur l'ouvrage tout entier et dès lors le protège dans toutes ses parties. C'est pourquoi les emprunts portant sur des indications de détails et constituant une reproduction servile doivent être considérés comme une véritable contrefaçon, sans que les différences plus ou moins marquées dans la forme et dans la présentation générale soient suffisantes pour permettre d'échapper à l'application de la loi (C. de Paris, 9 juillet 1914, *loc. cit.*).

En principe la seule imitation du genre d'un artiste ne constitue pas une contrefaçon. Elle implique, en effet, un hommage rendu à sa façon de faire et il est loisible à chacun de se mettre à l'école des maîtres, aussi bien de ceux dont les œuvres ne sont pas dans le domaine public que de ceux dont les œuvres sont devenues classiques et appartiennent au patrimoine artistique. Toutefois, il en est différemment lorsqu'au lieu de se borner à s'inspirer du genre de l'artiste, on produit des œuvres capables de créer une confusion dans l'esprit du public qui attribuera au maître une création qui n'est pas la sienne. Ces œuvres n'ont pas le mérite de l'effort ni de l'idée personnels, on se trouve en présence de véritables pastiches qui cessent d'être licites lorsqu'ils ne sont pas présentés comme tels, mais au contraire comme des œuvres véritables dont on entend tirer profit ou réputation (C. de Par., 16 novembre 1902, Dal. 1903, 2, 500).

34. *De la bonne foi.* — L'appréciation de la bonne ou de la mauvaise foi appartient tout entière au juge du fait qui se décide selon la circonstance de la cause. La bonne foi ne se présume d'ailleurs pas en matière de contrefaçon d'œuvres artistiques (1). C'est ainsi qu'un jugement récent a estimé que le mécanicien et le statuaire qui acceptent de faire une maquette et un moule pour fabriquer des fétiches semblables à un fétiche dont un fabricant leur remet des exemplaires et des photographies dans le but de contrefaçon, se rendent complices du délit n'ignorant pas que le sujet avait déjà été exécuté par autrui (Trib. corr. Seine, 12^e Ch., 21 avril 1921, Ann. 1921, 1, 287). En l'espèce, le tribunal a pensé avec raison que le statuaire et le mécanicien qui acceptent de faire une maquette et un moule pour reproduire une œuvre dont un fabricant leur représente un exemplaire et des photographies ne peuvent ignorer qu'ils participent à un acte de contrefaçon, puisque cet exemplaire

(1) POUILLET, *Propriété littéraire et artistique*, n° 479; G. CHABAUD, *Dessins et modèles*, n° 30; VAUNOIS, *Les dessins et modèles de fabrique*, p. 295.

n'a pu être obtenu lui-même qu'au moyen d'une maquette ou d'un moule qui sont aux mains d'autrui.

Nous verrons d'ailleurs que les règles ordinaires sur la complicité s'appliquent en matière de contrefaçon d'œuvres littéraires ou artistiques.

D'autre part, la bonne foi d'un marchand qui a mis en vente une œuvre contrefaite ne met pas obstacle à ce que la saisie pratiquée soit validée. La bonne foi n'a point en effet à être prise en considération au civil, sauf en ce qui concerne les dommages et intérêts dont, suivant les cas, le chiffre peut être diminué à raison de son existence comme aussi de l'importance du préjudice causé.

35. *Tentatives de contrefaçon.* — En vertu de la règle posée par l'art. 3 du Code pénal qui porte que la tentative de délit n'est punie que dans les cas déterminés par la loi, la tentative de contrefaçon n'est pas punissable (1). Mais au cas de confection d'un objet inachevé il n'y a pas tentative mais contrefaçon. Il n'est pas nécessaire en effet que l'objet soit conditionné définitivement pour la vente, il suffit qu'il soit assez avancé pour qu'on puisse en constater l'existence et le comparer avec certitude à l'objet dont il est la copie (C. d'Angers, 25 juillet 1913, Ann. 1914, 1, 57. Comp. C. de Paris, 4 mai 1911, Ann. 1911, 1, 357).

36. *Appréciation.* — Par ces quelques exemples nous voyons que la contrefaçon peut revêtir les formes les plus diverses. Nous ne saurions passer en revue tous ses aspects, en matière de propriété littéraire où elle prend souvent la forme insidieuse du plagiat, ainsi qu'en matière de propriété artistique, cela nous ferait sortir du cadre de cette étude. Bornons-nous simplement à rappeler qu'il est de doctrine et de jurisprudence constantes que, le juge du fait, a au point de vue de la contrefaçon et de la matérialité des actes, un pouvoir souverain d'appréciation. Dès lors, elle échappe au contrôle de la Cour de cassation (V. not. Rej., 3 juillet 1812, Dall. Rép. Alph. V^o, Prop. litt. p. 448 ; Rej., 8 décembre 1869, Ann. 1870-21).

(1) POUILLET, MAILLARD et CLARO, *op. cit.*, n^o 505 bis.

SECTION VIII. — Faits assimilés à la contrefaçon

 § 1^{er} — Du débit

37. L'art. 426 du Code pénal assimile au délit de contrefaçon, certains faits connexes et s'exprime ainsi : « Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce que le délit de contrefaçon ». C'est avec raison d'ailleurs, que la loi assimile à la contrefaçon la vente qui en est le but même, car, on ne contrefait que pour en tirer profit.

D'autre part, un seul acte de débit, fût-il isolé, constitue le délit. La bonne foi du débitant n'empêche pas l'existence du préjudice causé à l'auteur par la vente des objets contrefaits et il lui en doit réparation (C. de Paris, 26 janvier 1918, *loc. cit.*), mais la bonne foi ouvre au débitant un recours en garantie contre son vendeur.

Pour que le délit existe il n'est pas nécessaire qu'il y ait vente effective, la simple exposition des objets contrefaits en vue de leur mise en vente est suffisante, à la condition toutefois, que la vente de l'objet soit le but visé (C. de Paris, 20 décembre 1894, Ann. 1895-188).

§ 2. — Introduction en France

38. En vertu de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, à moins de conventions particulières, la loi est impuissante à protéger l'auteur au delà de nos frontières ; toutefois, elle protège dans une certaine mesure son droit en interdisant l'introduction sur notre territoire des ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits à l'étranger. Aux termes mêmes de l'art. 426 du Code pénal il semblerait bien que cette disposition ne s'applique qu'aux ouvrages imprimés à l'étranger et soit sans effet relativement aux œuvres d'art. Il n'y a là évidemment qu'un vice de rédaction. L'introduction d'une œuvre littéraire ou artistique éditée en France et contrefaite à l'étran-

ger est prohibée dans tous les cas (1). Il a d'ailleurs été jugé que la seule présence sur le sol français d'un objet contrefait constitue une introduction (Amiens, 28 novembre 1835, cité par Blanc, p. 185).

39. *Lois douanières.* — Une autre protection du droit d'auteur résulte de la loi douanière du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (tableau B, n° 656) reproduisant les dispositions douanières des lois des 22 août 1791 et 25 mars 1817 qui prohibe à l'importation et à la sortie toutes les contrefaçons en librairie.

Signalons que ces dernières ont été exclues également du transit accordé aux marchandises et prohibées par les articles 3 de la loi du 9 février 1832 et 8 du titre IV de la loi du 6 mai 1841 relative aux douanes.

On retrouve ces dispositions dans les tarifs de 1874, 1877 et 1881.

L'administration des douanes doit donc arrêter, sur réquisition de l'intéressé, les contrefaçons qui lui ont été signalées si elles rentrent dans le domaine de la librairie, c'est-à-dire les livres, les partitions de musique, et les recueils de gravures.

§ 3. — *Complicité, recel*

40. Les faits spéciaux visés par l'art. 426 du Code pénal constituent des délits particuliers assimilés au délit de contrefaçon lui-même, quoique moins sévèrement réprimés, plutôt que des actes de complicité proprement dite. En outre en matière de contrefaçon littéraire et artistique, les art. 59 et 60 du Code pénal sur la complicité et l'art. 62 du même Code relatif à la complicité par recel trouvent leur application.

En vertu également des principes généraux, le complice du délit peut être poursuivi alors même que l'auteur principal ne serait pas connu ou n'aurait pas été mis en cause.

La jurisprudence est constante et formelle sur ces points.

(1) V. LYON-CAEN et DELALAIN, tome 1, p. 28, note 3.

SECTION IX. — Du droit de poursuite

41. *Son exercice.* — Le droit de poursuite appartient au propriétaire de l'œuvre et il passe aux héritiers ou aux cessionnaires en même temps que la propriété (Paris, 6 avril 1850, *Dall.* 1852, 2, 159).

Le cessionnaire, même partiel, acquiert dans les limites de son contrat la propriété de l'œuvre. Il est donc recevable à agir en contrefaçon dans l'étendue de son droit (*Cass.* 7 prairial an XI, *Gastambide*, p. 187). Dans un autre cas de cession partielle, il a été jugé que l'artiste qui en vendant un tableau s'en réserve le droit de reproduction, conserve le droit de poursuivre l'imitateur de ce tableau (*Trib. civ. Seine*, 26 février 1906, *Ann.* 1906-197). Donc pour poursuivre les contrefacteurs il faut avoir la propriété, au moins partielle, de l'œuvre.

Nous estimons également que le conjoint survivant, bien qu'il n'aît qu'un droit de jouissance, un usufruit, a le droit de poursuivre les contrefacteurs car la contrefaçon nuit directement à son droit de jouissance exclusive, son action naîtra du préjudice qu'il aura subi.

Même en cas de cession totale de sa propriété, la jurisprudence a estimé que l'auteur conservait des droits sur son œuvre. Un écrivain, par exemple, a le droit d'agir en contrefaçon même après avoir cédé le droit de publication à son éditeur ; l'auteur a, en effet, intérêt à ce que son œuvre ne soit pas défigurée par les contrefacteurs. C'est l'exercice du droit moral de l'auteur.

La contrefaçon étant un délit, il est évident que le Ministère public peut en poursuivre la répression, même d'office, sans plainte de la partie lésée. Dans ces conditions, le désistement de la partie civile ne saurait avoir pour effet d'arrêter l'action publique. La jurisprudence est à peu près constante en ce sens (*V. not. Paris*, 2 décembre 1859, *Ann.* 1860-64).

Par contre, le droit de poursuite ne saurait exister au profit des créanciers de l'auteur en raison du caractère personnel du droit d'auteur, et l'art. 1166 du Code civil ne saurait s'appliquer en la matière.

SECTION X. — **Constatation de la contrefaçon. Compétence et répression**§ 1^{er}. — *Constatation*

42. L'art. 3 de la loi de 1793 est ainsi conçu : « Les officiers de paix seront tenus de faire confisquer, à la réquisition et au profit des auteurs, compositeurs, peintres ou dessinateurs et autres, leurs héritiers ou cessionnaires, tous les exemplaires des éditions imprimées ou gravées sans la permission formelle et par écrit des auteurs ».

Les commissaires de police et à leur défaut les juges de paix, aux termes du décret du 25 prairial an III interprétatif de la loi de 1793, sont donc tenus de déférer à la réquisition de l'auteur et de mettre sous mains de justice toutes les productions contrefaites. La loi n'a d'ailleurs fixé aucun délai de rigueur dans lequel l'action, à peine de nullité de la saisie, doit être introduite.

§ 2. *Compétence*

43. La contrefaçon étant un délit expressément prévu par le Code pénal, il s'ensuit que la partie lésée conserve le choix entre la voie correctionnelle ou la voie civile y compris la juridiction commerciale par application des principes généraux qui conservent toute leur valeur en la matière de la répression de la concurrence déloyale, par voie de contrefaçon littéraire ou artistique.

Quant à la procédure elle n'appelle aucune observation particulière.

§ 3. — *Répression*

44. L'art. 427 du Code pénal édicte les peines encourues en matière de contrefaçon. La contrefaçon proprement dite et l'introduction en France d'objets contrefaits à l'étranger sont punies d'une amende de 100 à 2.000 francs.

La vente ou la mise en vente n'est frappée que d'une amende de 25 à 500 francs.

L'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes et la loi du 26 mars 1891, dite loi Béranger, sont applicables.

L'art. 427 prononce la confiscation des exemplaires contrefaits : « La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introduit et le débitant ».

« Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits seront aussi confisqués ». Bien que la confiscation soit ordonnée par un texte pénal, elle peut également, être prononcée par la juridiction civile et elle est obligatoire, au cas de contrefaçon constatée. C'est là du moins la doctrine de la majorité des auteurs consacrée par la jurisprudence de la Chambre civile de la Cour de cassation qui se trouve d'ailleurs, sur ce point, en contradiction avec celle de la Chambre criminelle (V. Civ., 8 février 1910, Dall. 1914, 1, 245 et la note de Claro. Comp. Paris, 4 février 1901, Dall. 1902, 2, 17 et la note de Pouillet; Pouillet, Maillard et Claro, Prop. Litt. et art. n° 699). D'autre part, la bonne foi du marchand qui a mis en vente l'œuvre contrefaite ne met pas obstacle à ce que soit validée la saisie pratiquée (C. de Paris, 26 janvier 1918, *loc. cit.*).

Quant à l'art. 429, il ajoute : «... le produit des confiscations ou les recettes confisquées seront remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert ; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les lois ordinaires ».

Les deux dispositions des art. 427 et 429 du Code pénal ont donc un double objet. Mettre fin au délit et indemniser la partie lésée par la remise elle-même des objets confisqués ; le mot « produit » de l'art. 429 ne pouvant résulter que d'une méprise du législateur, car le produit résulterait de la vente des objets contrefaits et, vendre des produits contrefaits ce serait les remettre dans le commerce. La jurisprudence et la doctrine sont d'accord sur ce point qui n'est pas contesté.

L'auteur victime de la contrefaçon a le droit, en outre, de demander réparation du préjudice causé et d'obtenir

en dehors de la confiscation de l'objet contrefait, des dommages et intérêts dont le montant est laissé à l'appréciation du juge. La bonne foi peut avoir pour effet de diminuer leur chiffre comme aussi l'importance du préjudice causé (C. de Paris, 26 janvier 1918. *loc. cit.*).

Au même rang que les dommages et intérêts, mentionnons la publication soit dans les journaux, soit par voie d'affiches du jugement. C'est un mode de réparation que les tribunaux ont le droit d'ordonner en vertu de l'art. 1036 du Code de procédure civile.

45. *Prescription de l'action.* — La contrefaçon étant un délit, elle se prescrit par trois ans comme tous les délits. A l'expiration de ce laps de temps l'action civile est éteinte comme l'action pénale.

L'art. 636 du Code d'instruction criminelle relatif à la prescription des condamnations, de même que la prescription trentenaire de la condamnation ayant pour objet des réparations civiles s'appliquent en la matière.

SECTION XI. — De quelques lois particulières en matière de propriété littéraire et artistique

46. Nous avons vu au fur et à mesure de nos explications, les différents textes rendus en vue d'assurer la protection littéraire et artistique.

Il convient de signaler dans cet ordre d'idées, quelques textes intéressants et qui n'ont pas eu pour effet de modifier le grand principe posé par la loi de 1793.

47. *Décret du 28 mars 1852.* — La loi française ne s'est pas contentée de réprimer seulement la contrefaçon d'ouvrages publiés en France. Très libéralement, un décret du 28 mars 1852 sur la contrefaçon d'ouvrages étrangers, a accordé sans conteste, aux auteurs étrangers la protection de la loi, même lorsque la publication a eu lieu hors de France. Le décret qui vise la loi de 1793 et les art. 425 et suivants du Code pénal, protège les productions scientifiques, littéraires et artistiques. Ce décret en raison de ses termes généraux s'applique également à nos nationaux publiant leurs ouvrages hors de France.

48. *Loi sur les fraudes en matière artistique.* — C'est sur les réclamations des artistes qui se plaignaient à bon droit de l'absence d'un texte pénal permettant d'atteindre efficacement les individus qui apposent de fausses signatures sur les œuvres d'art, au détriment des artistes dont le nom est usurpé, que fut votée la loi du 9 février 1895 sur les fraudes en matière artistique. Son but est d'atteindre le faux en matière artistique. Elle punit d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 16 francs au moins et de 3.000 francs au plus sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu :

1^o Ceux qui auront apposé ou fait apposer frauduleusement un nom usurpé sur une œuvre de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique.

2^o Ceux qui sur les mêmes œuvres auront frauduleusement et dans le but de tromper l'acheteur sur la personnalité de l'auteur, imité sa signature ou un signe adopté par lui.

Elle ne s'applique qu'aux œuvres non tombées dans le domaine public et c'est là une grave lacune.

D'autre part, l'énumération des œuvres protégées a le tort d'être limitative de sorte que ni la photographie, ni l'architecture, ni les œuvres littéraires ne peuvent être protégées en vertu de ce texte.

En outre, il convient de remarquer que, malgré son titre qui semble être d'une portée générale, la loi de 1895 laisse de côté toutes les fraudes qui ont pour but de tromper l'acheteur, ne punissant que la fraude relative à la signature. Le fait d'apposer un nom usurpé sur une œuvre artistique ou d'y imiter une signature dans un but de tromperie sur la personnalité, est réprimé par la loi susvisée. Elle n'est pas applicable si l'œuvre envisagée n'est pas faussement attribuée à un auteur, mais seulement une reproduction non autorisée d'une œuvre authentique de cet auteur. Dans ce dernier cas, c'est un délit de contrefaçon (Trib. corr. Seine, 3^e Ch., 27 juin 1919, *Gaz. Trib.*, 27-28 août 1919).

Toutefois, encore en cette matière, la jurisprudence a étendu autant qu'elle l'a pu la portée de la loi, puisqu'il a été jugé que le fait d'apposer sa propre signature sur une

œuvre qui n'est pas sienne, c'est inscrire un nom usurpé (Paris, 4 juin 1902, Dall. 1904, 2, 237).

L'article 2 punit des mêmes peines que l'auteur principal, tout marchand ou commissionnaire qui aura sciemment recelé, mis en vente ou en circulation des œuvres revêtues de noms usurpés ou imités. Enfin aux termes de l'art. 3 les objets délictueux sont confisqués ou remis au plaignant ou détruits sur son refus de les recevoir.

La Cour de cassation a estimé que le marchand qui entré en possession d'œuvres d'art altérées par l'apposition frauduleuse d'un nom usurpé ou par l'imitation frauduleuse de la signature de l'auteur ou d'un signe adopté par lui, dans le but de tromper l'acheteur, se rend coupable de recel quand il agit en connaissance de cause (Cass. cr., 20 juillet 1906, Dall. 1906, 1, 481).

49. *Du droit d'action.* — L'action publique étant indépendante de l'action privée et naissant dès qu'une infraction a été commise, aucun texte n'en subordonnant l'exercice à l'existence d'un recours au profit de la partie lésée, elle peut s'exercer sans la plainte de cette dernière (Cass. cr. 20 juillet 1906, *loc. cit.*). En conséquence le ministère public peut poursuivre d'office indépendamment de toute plainte quand il s'agit d'œuvres tombées dans le domaine public.

Si le droit de poursuite, appartient en premier lieu, comme il est naturel, au titulaire du nom, il appartient également, depuis la loi du 6 février 1893, au conjoint du titulaire du nom, car, depuis cette loi, chaque époux a le droit de défendre le nom de son conjoint contre les empiètements dont il est l'objet, sous réserve des règles de l'autorité maritale. Après la dissolution du mariage, la femme veuve est recevable à poursuivre l'usurpation du nom de son mari (Trib. cor. Seine, 7 juillet 1905, *Gaz. Trib.*, 7 août 1905).

50. *Loi du 9 avril 1910.* — Citons encore la loi du 9 avril 1910 qui est une étape vers la reconnaissance légale complète du droit moral de l'auteur sur son œuvre. Cette loi a proclamé que l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, à moins de convention contraire, l'aliénation du droit de reproduction.

51. *Du droit de suite aux artistes.* — La loi du 20 mai 1920 modifiée par celle du 27 octobre 1922, a organisé au bénéfice des artistes, un droit de suite. Les artistes en effet ne tirent pas du droit de reproduction qui leur est accordé par la loi du 9 avril 1910 un revenu aussi lucratif que les écrivains ou les musiciens, néanmoins la photographie, la lithographie, l'héliogravure, qui tendent à populariser les images peuvent rendre la propriété artistique fructueuse. Mais c'est encore la vente d'un tableau, d'une statue, à titre d'objets mobiliers qui constitue pour l'auteur le moyen le plus sûr de réaliser un bénéfice par l'exercice de son art. Aussi n'était-il pas choquant de voir maint artiste demeurer pauvre, alors qu'une de ses œuvres, qu'il avait souvent vendue à vil prix, atteignait au feu des enchères, par suite de l'engouement du public, une valeur considérable ? L'artiste n'avait aucune part sur le produit de ces ventes. C'est pour mettre fin à cette situation pénible que la loi fut votée. Ce droit de suite est le droit pour les artistes à un pourcentage sur l'adjudication de leurs œuvres dans les ventes publiques ; il frappe les « œuvres telles que peintures, sculptures, dessins, à la condition que les œuvres soient originales et représentent une création personnelle de l'auteur ».

Le tarif de ce pourcentage est variable suivant le prix atteint par l'œuvre. Il est de 10/0, de 50 jusqu'à 10.000 francs ; de 11 2/0, de 10.000 à 20.000 francs ; de 20/0 de 20.000 à 50.000 francs et s'élève à 30/0 au delà de 50.000 francs. D'autre part, il n'est établi aucune déduction à la base pour le calcul du droit de suite lorsque le minimum a été atteint, et il est établi non par tranches distinctes mais sur le total complet du prix et au taux applicable à la fraction la plus élevée de ce prix.

Le décret du 17 décembre 1920 rendu pour l'application de la loi du 20 mai 1920 a réglé les conditions dans lesquelles l'artiste ou ses ayants droit pourront en réclamer l'application.

SECTION XII. — *Appréciation générale*

52. Les quelques lois nouvelles qui ont été rendues en matière de propriété littéraire et artistique n'ont fait que réglementer des points de détail et la loi de 1793 reste encore la loi type en l'espèce. De son texte rudimentaire, la jurisprudence a fait sortir la reconnaissance la plus complète du droit d'auteur. Ce n'est pas un mince mérite pour un texte du XVIII^e siècle que de convenir encore aux besoins du présent, d'avoir pu, grâce à l'ampleur d'une conception maîtresse, protéger toutes les formes sous lesquelles se manifeste la création littéraire et artistique et d'avoir si largement contribué à répandre à travers le monde la notion du droit de l'auteur. Personne, actuellement en France, après des essais infructueux, dont le dernier remonte à 1886-1889 et qui fut étouffé par Victorien Sardou, ne demande une refonte générale de la loi de 1793 ; aucun texte ne serait plus satisfaisant que la jurisprudence telle qu'elle a été élaborée peu à peu par les tribunaux et les propositions qui, fréquemment surgissent, ne portent que sur des points particuliers.

APPENDICE PREMIER**Du droit de représentation**

53. Le droit dérivé de représentation et d'exécution est reconnu au même titre que le droit principal d'exécution et bien que la distinction entre le droit de représentation et celui d'exécution ne soit pas strictement faite, il est certain que ces deux droits bénéficient d'une protection équivalente.

§ 1^{er}. — *Du droit d'exécution*

54. *Domaine d'application.* — Le décret du 13-19 janvier 1791 dispose que « les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs ».

D'autre part, la loi du 1^{er} septembre 1793, relative aux théâtres et au droit de représentation et d'exécution des œuvres dramatiques et musicales, confirme expressément le décret du 13-19 janvier 1791 et déclare que ce dernier sera appliqué dans toutes ses dispositions. Dans ces conditions, le législateur n'a pas entendu protéger seulement les seuls auteurs dramatiques, mais aussi les musiciens.

On pourrait également, en faveur de cette interprétation tirer argument du décret des 19-24 juillet 1793 qui vise le droit exclusif qu'ont les auteurs d'écrits de tout genre, les compositeurs de musique, les peintres, les dessinateurs « de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages, dans le territoire de la République. . . ».

Ce droit de vendre, faire vendre, et distribuer c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le droit principal de reproduction, et on peut soutenir que l'exécution totale ou partielle d'une œuvre musicale constitue une reproduction de cette œuvre, reproduction fugitive peut-on dire, elle n'en est pas moins une reproduction tout de même (1).

La jurisprudence s'est prononcée en ce sens. Un directeur de fanfare a été condamné pour avoir exécuté, sans autorisation préalable, des morceaux de musique qui n'étaient pas tombés dans le domaine public (Trib. cor. Coulommiers, 9 juillet 1891 ; Droit d'auteur, 1892, page 52. Comp. même espèce, C. Aix, 1920, Droit d'aut. 1922, p. 9).

En conséquence, il ne peut y avoir d'exécution publique licite d'une œuvre musicale sans le consentement formel et écrit de l'auteur ou de ses ayants cause. Quant aux réu-

(1) En sens contraire : DARRAS, *Le Droit d'auteur*, 1892, p. 152, note.

nions et exécutions de caractère privé, elles échappent à l'action du législateur. La jurisprudence est formelle et constante en ce sens et la question de publicité est, en conséquence, une de celles qui ont été le plus souvent soumises aux tribunaux et à la Cour de cassation (V. not. Cass., 7 août 1863, Ann., 1863-381, 1^{er} avril 1882, Dall. 1882, 1, 325, 23 janvier 1907, Dall., 1910, 1, 429. 6 décembre 1909, Dall. 1910, 1, 496). La Cour d'Amiens a fait un nouveau pas dans cette voie (Amiens, 15 janvier 1914, Dall. 1914, 2, 173) en décidant que la distribution de cartes en blanc est permise dans une certaine mesure sans que pour cela disparaisse le caractère privé de la réunion ou de la représentation.

55. *De la gratuité de l'exécution.* — Si les exécutions sont gratuites, le principe ne souffrira-t-il pas comme dans d'autres pays une exception ? Il n'y a aucune disposition de ce genre dans notre loi en vue d'exempter de la perception des droits d'auteur, les exécutions musicales ayant un caractère gratuit ou un but de bienfaisance. Toutefois, sous les auspices du gouvernement, un accord est intervenu en 1894 avec le Syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique à l'effet d'autoriser les sociétés orphéoniques à exécuter des morceaux du répertoire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, dans toutes leurs auditions publiques et gratuites, moyennant une redevance annuelle, à titre de droits d'auteur, d'un franc par société (Circ. du Ministre de l'Instruction publique du 21 mai 1894).

Devant la divergence d'interprétation, une seconde circulaire du 1^{er} décembre 1901 vint préciser que le bénéfice de l'accord de 1894 devait s'étendre à toutes les auditions publiques et gratuites données par les sociétés musicales, sans qu'il faille distinguer entre une audition donnée par une société musicale, de sa propre initiative, ou sur une initiative étrangère.

Ainsi grâce à l'arrangement passé avec la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, la liberté d'exécution, dans les concerts ne poursuivant pas un but de lucre défini, a été reconnue.

Cependant malgré ce *modus vivendi*, quelques heurts se produisent de temps à autre entre les Sociétés orphéoniques et la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 8 novembre 1921 (Droit d'aut. 1922, p. 47) a rejeté le pourvoi formé par cette dernière contre un arrêt rendu par la Cour d'Amiens le 14 février 1912. La Société des auteurs avait assigné en justice la ville d'Amiens pour avoir sans autorisation, et en omettant d'acquitter la redevance prévue, participé à l'organisation de concerts donnés dans les kiosques de la ville par une musique militaire et comprenant l'exécution de morceaux du répertoire social et pour avoir tiré profit de ces concerts en mettant des chaises en location. La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique fut déboutée de sa prétention et la Chambre civile de la Cour suprême a estimé qu'il résultait de l'accord intervenu le 1^{er} décembre 1901 entre ladite Société et le Gouvernement ainsi que de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique du même jour, que le fait, par les municipalités, de mettre leurs kiosques à la disposition de l'autorité militaire pour l'exécution de concerts gratuits, ne constituait pas à lui seul, une entreprise de spectacles au sens de l'accord précité et de l'art. 423 du Code pénal; qu'il ne revêt ce caractère et ne devient passible de sanctions légales que lorsque les municipalités ont organisé des concerts et lorsqu'elles en ont retiré avantage par la perception de recettes directes ou indirectes.

56. *De la publicité de l'exécution.* — A côté de la question de gratuité la question de publicité peut donner lieu à des appréciations divergentes. Nous avons vu qu'un arrêt de la Cour d'Amiens du 14 janvier 1914 (*loc. cit.*), laissait une certaine latitude au Président d'une association musicale dans la distribution de cartes ne portant pas de nom d'invités et que cette manière d'agir n'enlevait pas à la représentation son caractère privé. La Cour de cassation (Cass. civ., 4 avril 1922, *Gaz. Pal.*, 31 mai 1922), a rejeté le pourvoi formé par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique contre l'arrêt de la Cour d'Amiens en décidant que si le Président de l'association a remis dans certains

cas, un nombre plus ou moins grand de cartes en blanc à des membres de sa famille ou à des amis en les chargeant de faire en son nom des invitations, ces personnes ont été spécialement choisies et déléguées en raison de la confiance qu'elles lui inspiraient; enfin que les cartes par elles distribuées portaient les noms des invités, leur demeuraient strictement personnelles et que leur présentation a été rigoureusement exigée à l'entrée de la salle.

Cette décision marque une évolution de la jurisprudence dans un sens défavorable aux auteurs. Autrefois, il était constant que l'admission de personnes étrangères, dans un concert organisé par une société, lui enlevait son caractère d'audition privée.

§ 2. — *Du droit de représentation*

57. *Domaine d'application.* — Les textes que nous avons cités en étudiant le droit d'exécution s'appliquent au droit de représentation. Toutefois, les facilités accordées pour les concerts gratuits aux sociétés orphéoniques et également aux lycées, collèges et écoles de l'état par une circulaire en date du 8 août 1902 ne s'appliquent pas aux cas de représentations théâtrales. La circulaire précitée le dit expressément. La question de savoir si la représentation est donnée gratuitement ou dans un but charitable ne se pose pas. Elle n'empêche pas la perception du droit d'auteur.

La seule question qui reste à résoudre est celle de la publicité qui est une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. C'est ainsi qu'il a été décidé qu'il importe peu que la représentation ait eu lieu ou non sur un théâtre public proprement dit ou qu'elle ait été gratuite. Il suffit qu'il y ait eu même accidentellement exécution publique (Cas. cr. 15 mars 1901, Ann. 1901-232).

§ 3. — *Sanction*

58. *Pénalités.* — Toute représentation ou exécution illicites, c'est-à-dire organisées sans le consentement de l'auteur et avec l'intention de porter atteinte à ses droits est

passible d'une amende de 50 à 500 francs et accessoirement de la confiscation des recettes qui revêt le double caractère d'une peine et d'une réparation. Elle pourrait donc être prononcée par la juridiction civile conjointement avec de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu, l'auteur ayant le choix entre la juridiction correctionnelle et la juridiction civile.

L'action appartient également au Ministère public qui peut l'intenter d'office puisque nous sommes ici en matière pénale.

La bonne foi a pour effet de faire disparaître le délit mais laisse subsister le droit à la réparation civile. La notion de bonne foi, qui est une question d'espèce, est interprétée très étroitement par les tribunaux de manière à exclure toute faute réelle et à n'admettre que l'erreur pour ainsi dire inévitable (1).

(1) HUARD, *Traité de la propriété intellectuelle*, vol. 1, p. 191 à 193.

CHAPITRE II

Brevets d'invention

SECTION I

59. *De l'invention scientifique.* — La loi n'intervient pas seulement pour protéger la création dans le domaine de la littérature et de l'art. Elle s'exerce aussi dans le domaine scientifique et le but de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention a été d'assurer précisément la protection de « toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie », en conférant à son auteur, sous certaines conditions, un droit exclusif d'exploitation de « la dite découverte et invention ».

En outre, la loi du 29 décembre 1922, qui a institué l'Office national des recherches scientifiques, est venue au secours de l'inventeur en lui procurant les moyens matériels de réaliser son invention. On peut craindre cependant que cette institution, fort louable en elle-même, ne soit quelquefois, la cause de conflits fâcheux par suite de la divulgation ou de l'appropriation frauduleuse de secrets qui lui ont été confiés.

§ 1^{er}. — *Historique*

60. *L'ancien régime.* — En matière de brevets d'invention, les lois en vigueur sont toutes postérieures à la Révolution et n'ont qu'un lien bien lâche avec les mesures prises sous l'ancienne monarchie.

Avant la Révolution, les corporations étaient défavorables à l'innovation. L'auteur n'avait pas un droit personnel sur son invention, elle appartenait à la corporation. Quant aux inventeurs libres, ils ne pouvaient exercer leur industrie à moins d'un privilège du Roi.

Pourtant en 1762, une déclaration royale, avait réglementé les privilèges concédés étendant leur durée à quinze

années et en les soumettant à l'obligation d'une publicité. Leur retrait avait été également envisagé pour défaut d'exploitation pendant une année.

61. *La période révolutionnaire.* — La proclamation de la liberté du travail le 4 août 1789, délivra les inventeurs des liens corporatifs et réglementaires.

L'Assemblée constituante faisant droit aux réclamations justifiées des inventeurs, vota une première loi le 7 janvier 1791, relative aux découvertes et au moyen d'en assurer la propriété aux auteurs. Cette loi fut suivie de la loi du 25 mai 1791, portant règlement sur la propriété des auteurs d'inventions et découvertes en tous genres d'industrie. La première de ces lois proclama dans son art. 1^{er} que « toute découverte ou nouvelle invention dans tous les genres d'industrie est la propriété de son auteur ».

Le droit exclusif qui était accordé aux inventeurs était de cinq, dix ou quinze années à leur choix. Il leur était délivré un brevet ou patente par le chef de l'Etat sur l'avis du Directoire des brevets d'invention qui n'avait qu'à examiner la régularité de la demande en la forme. Les brevétés devaient payer une taxe progressive de 300, 800 ou 1.500 francs suivant la durée de leur brevet. La contrefaçon donnait lieu à des dommages-intérêts et à une amende. Le juge de paix était seul compétent pour connaître des actions en contrefaçon (Loi du 25 mai 1791, art. 10).

La loi prévoyait également des causes de nullité et de déchéance.

Les lois de 1791 admettaient, en outre, les brevets d'importation : quiconque apportait le premier en France une découverte étrangère, jouissait des mêmes avantages que s'il en était l'inventeur ; mais la durée du brevet d'importation n'excédait pas celle du premier brevet obtenu en pays étranger (Loi du 7 janvier 1791, art. 3).

62. *La période contemporaine.* — La loi du 25 mai 1838 (art. 20) faisant, pour partie, droit aux violentes critiques dont avait été l'objet la législation de 1791 conféra la compétence en matière de contrefaçon aux tribunaux civils et correctionnels.

Mais on réclamait la suppression des brevets d'impor-

tation, on se plaignait également qu'aux termes de cette législation, le breveté fut frappé de déchéance quand il se faisait délivrer un brevet à l'étranger. Enfin, on arguait de l'insuffisance de la répression. La contrefaçon était en effet punie d'une amende qui était au plus de 3 000 livres, sauf dans le cas de récidive, où elle était portée au double.

SECTION II. — La loi du 5 juillet 1844

§ 1^{er}. — *Objet de la loi de 1844*

63. La réforme réclamée ne fut opérée que par la loi du 5 juillet 1844, loi fondamentale en la matière qui comprend 6 titres et 54 articles. Elle ne repose pas sur les mêmes bases que la loi du 7 janvier 1791 qui considérait le droit de l'inventeur comme une « propriété ». Le législateur a évité d'employer le mot « propriété » pour désigner le droit de l'inventeur. Il s'est borné à constater qu'il y a là un droit, presque partout reconnu, sans s'attacher à en déterminer la nature.

La loi de 1844 a pour objet de conférer à l'auteur de toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie et pour une durée de 5, 10 ou 15 années, qui ne peut être prolongée que par une loi, et à compter du jour du dépôt de la demande, un droit exclusif d'exploitation à son profit de la dite découverte ou invention.

Ce droit est constaté par un titre remis par l'Etat, en l'espèce par un arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, appelé « brevet d'invention » délivré sans examen préalable et sans garantie du Gouvernement, du mérite, de la nouveauté ou de la réalité de l'invention à quiconque en fait la demande et « il n'est fait exception à cette règle que pour les deux seules catégories d'invention limitativement spécifiées à l'art. 3 de la loi comme ne pouvant pas être brevetées ; c'est-à-dire pour les compositions pharmaceutiques et remèdes et pour les combinaisons de crédit ou de finance. . . en ce qui concerne les inventions con-

traies aux bonnes mœurs, aux lois ou à la sûreté publique, il n'a été apporté aucune dérogation au principe du non examen préalable et . . . la volonté du législateur à l'égard des inventions de cette nature s'est manifestée par le rejet d'un amendement tendant à les faire déclarer non brevetables comme celles énumérées à l'art. 3 de la loi. . . » (Conseil d'Etat, 7 février 1913, Ann. 1913, 1, 321).

Cette interprétation du Conseil d'Etat annulant une décision du Ministre du Commerce qui avait refusé de délivrer un brevet contraire à la morale est regrettable car il vaut mieux prévenir que réprimer.

64. *Condition pécuniaire de la protection.* — Cette protection accordée par la loi à l'auteur d'une invention nouvelle n'est pas gratuite et chaque breveté qui désire conserver ses droits devait payer, chaque année, à son échéance, une taxe de 100 francs.

§ 2. — Brevetabilité

65. *Conditions de brevetabilité.* — La loi dans son article 2 a soin de préciser ce qu'il faut entendre par inventions ou découvertes nouvelles. C'est tout d'abord « l'invention de nouveaux produits industriels » et « l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel ».

L'invention doit être industrielle, et, à cette condition, la loi protège l'invention dans tous les genres d'industrie à l'exclusion des compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce qui restent soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière et notamment au décret du 18 août 1810 relatif aux remèdes secrets.

Les plans ou combinaisons de crédit ou de finance ne sont également pas brevetables.

Il appartient aux juges du fond de décider souverainement si un appareil décrit dans un brevet constitue une invention brevetable (Cass. rej., 9 mars 1914, sur arrêt de Dijon du 14 octobre 1912. *La Loi*, 23 avril 1914).

66. *Produits nouveaux.* — Aux termes de la loi du 5 juillet 1844 constitue une invention brevetable : la découverte

de nouveaux produits industriels. D'après Pouillet (1) le produit industriel est un corps certain, déterminé, un objet matériel ayant une forme, des caractères spéciaux, qui le distinguent de tout autre objet. Ainsi une nouvelle matière colorante, une tuile d'une forme nouvelle sont des produits nouveaux susceptibles d'être consignés dans un brevet.

Ce que la loi envisage et ce qu'elle entend protéger c'est l'invention quelle qu'elle soit, c'est le service rendu à l'industrie si grand ou si petit qu'il puisse être. C'est ainsi qu'il a été jugé que constituaient des produits industriels brevetables, des paillettes irisées et translucides dès lors que dans le commerce, il n'y a jamais eu de paillettes transparentes, mais seulement des paillettes irisées mates et opaques (Trib. civ. Seine, 6 avril 1905, *Moniteur Lyon*, 14 mai 1905. Arrêt confirmatif, 4^e Ch., 23 février 1906).

67. *Invention de nouveaux moyens.* — Les moyens ce sont les agents, les organes, ou les procédés qui mènent à l'obtention soit d'un résultat, soit d'un produit. Le procédé consistant à chauffer dans un four électrique un mélange de charbon avec l'oxyde du métal alcalino-ferreux que l'on veut transformer en carbure à une chaleur telle que le produit obtenu dans le four soit fluide, la proportion du mélange étant pour la préparation du carbure de calcium CAC^2 , 56 d'oxyde de calcium et 36 de carbure constitue une invention au sens de la loi de 1844 (Chambéry, 9 avril 1906, Ann., 1906, 1, 273).

68. *Applications nouvelles de moyens connus.* — C'est le fait d'employer des moyens connus pour en tirer un résultat différent de celui qu'ils avaient produit jusque-là. L'application nouvelle de moyens connus n'est brevetable que si la combinaison décrite permet de réaliser, par l'association d'éléments connus, un résultat différent de celui qui était antérieurement réalisé par le même moyen. Elle doit révéler de la part de l'auteur la volonté de grouper d'une façon inemployée un agencement de moyens de telle sorte que leur mise en œuvre soit la conséquence, indépendam-

(1) *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, n° 20.

ment de la valeur intrinsèque du résultat, d'un véritable effort créateur (C. de Paris, 14 février 1920, Ann., 1920, 1, 173).

Toutefois, la réunion dans un appareil d'éléments déjà connus alors que lesdits éléments sont indépendants les uns des autres, sans action réciproque, qu'ils produisent les mêmes résultats, ne peut être considérée comme constituant une application nouvelle de moyens connus au sens de l'art. 2 de la loi du 5 juillet 1844 (Trib. Seine, 18 février 1909 et C. de Paris, 13 octobre 1910, C. de Paris, 26 juin 1913, Ann. 1919, 1, 59).

SECTION III. — Du dépôt de la demande et de la délivrance du brevet

§ 1^{er}. — Formalités

69. Les art. 5 et suivants réglementent d'une façon minutieuse les formalités relatives à la délivrance du brevet.

La demande doit être déposée sous pli cacheté accompagnée des pièces réglementaires au Secrétariat de la Préfecture du domicile du demandeur, ou dans tout autre département en y élisant domicile, dans le département de la Seine, à l'Office national de la propriété industrielle, en vertu de la loi du 26 décembre 1908. Cette demande doit être accompagnée du récépissé de la taxe du versement de la première annuité et limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées. Quant à la description de l'invention, elle ne peut être rédigée en langue étrangère, et elle sera accompagnée, s'il y a lieu, de dessins. Un duplicata de la description et des dessins doit être joint à la demande. Le demandeur a le droit de déposer en même temps, mais dans un autre paquet cacheté, conformément aux art. 5 et 23 de la loi du 5 juillet 1844, des échantillons ou modèles qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description.

L'inventeur a le droit, s'il ne veut pas déposer lui-même son invention, de se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir écrit sur papier libre.

§ 2. — *Délivrance des brevets*

70. Aussitôt après l'enregistrement, et dans les cinq jours de la date du dépôt, les préfets doivent transmettre les pièces sous le cachet de l'inventeur, au Ministère du Commerce et de l'Industrie, accompagnées d'une copie certifiée du procès-verbal du dépôt. Les formalités de l'ouverture, de l'enregistrement des demandes et de la délivrance des brevets ont lieu aux termes de l'art. 10, dans l'ordre de la réception des demandes.

Rappelons que la délivrance des brevets a lieu en France sans examen préalable, le rôle de l'administration se bornant à vérifier si la demande a été régulièrement formée.

SECTION IV. — **Certificats d'addition et brevets
de perfectionnement**

71. *Leur objet.* — Aux termes de l'art. 6 de la loi du 5 juillet 1844 la demande de brevet doit être limitée à un seul objet, sous peine d'être entachée du vice de complexité et, dans ce cas, l'administration peut refuser de délivrer le brevet. Un arrêté du Ministre du Commerce du 11 août 1903, art. 13, a subordonné le rejet de la demande à l'avis « conforme et préalable de la commission technique de la propriété industrielle ». Mais il est rare qu'une fois son brevet obtenu, l'inventeur ne s'aperçoive pas de certaines imperfections dans le procédé qu'il a décrit, ou dans le produit qu'il a découvert et ne désire apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions. Il peut s'assurer la protection de ces modifications par la délivrance d'un certificat d'addition, espèce particulière de titre, qui est délivré dans les mêmes formes que les brevets principaux moyennant le paiement d'une taxe. L'union entre le brevet et le certificat d'addition est étroite; le certificat d'addition prend fin avec le brevet principal, que celui-ci vienne à sa période normale d'expiration, ou qu'il cesse d'exister par suite d'une cause d'annulation ou

de déchéance (Cass. req., 14 décembre 1868, Ann., 1869-76).

La faculté de prendre un certificat d'addition appartient au breveté et également à ses ayants droit, cessionnaires ou licenciés.

Il reste bien entendu aux termes de l'art. 17, que tout breveté au lieu de prendre un certificat d'addition expirant avec le brevet primitif, est libre de prendre un brevet principal de quinze années pour un changement, perfectionnement ou addition à son invention primitive en se conformant aux prescriptions de la loi de 1844.

72. *Du droit de préférence accordé aux brevetés.* — L'article 18 en vue de réserver les droits du breveté à un perfectionnement de son invention décide que, nul autre que le breveté ou ses ayants droit, ne pourra pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition, à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif. Néanmoins toute personne désirant prendre un brevet, pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée pourra, dans le cours de ladite année, faire une demande qui sera transmise sous cachet au Ministère du Commerce. L'année expirée le cachet sera brisé et le brevet délivré.

Toutefois, une faveur est réservée au breveté principal qui aura un droit de préférence pour les changements, perfectionnements et additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

73. *Du perfectionnement réalisé par un tiers.* — Du fait qu'une invention est brevetée, il ne s'ensuit pas que son objet soit hors du commerce, cependant la loi dans son art. 19 a pris une précaution nécessaire pour empêcher que l'auteur du perfectionnement ne fasse une concurrence désastreuse à l'auteur de l'invention, en spécifiant que : quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée et, réciproquement le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nouveau brevet.

SECTION V. — De la transmission et de la cession des brevets

74. *Formalités de la cession.* — Le brevet constitue une propriété mobilière au profit de son titulaire dont il peut disposer s'il est capable, de la même façon que de ses autres biens. La cession du brevet peut être à titre gratuit ou à titre onéreux, partielle ou totale.

La loi de 1844 dans son art. 20 a soumis la cession partielle ou totale d'un brevet à trois formalités essentielles. :

1° La rédaction d'un acte notarié ;

2° Le paiement intégral des annuités ;

3° L'enregistrement de la cession au Secrétariat général de la Préfecture où l'acte a été passé. En cas de cession dans le département de la Seine, l'enregistrement de la cession doit être effectué à l'Office national de la propriété industrielle (Loi du 26 décembre 1908).

Toutefois, si l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844 prescrit l'enregistrement de tout acte de cession d'un brevet, ce texte ne prononce aucune déchéance pour l'omission de cette formalité et dispose seulement que les cessions qui n'auront pas été accompagnées de l'accomplissement de cette formalité ne pourront être opposées à des tiers (C. Toulouse, 26 mai 1913, *Gaz. Trib. Midi*, 22 juin 1914). Le défaut de la cession peut être invoqué par toute personne intéressée, sauf bien entendu, par les parties pour qui l'acte reste valable et qui ne peuvent s'opposer le défaut d'enregistrement (Trib. corr. Seine, 17 juin 1887, Ann. 1890-142).

Cette nullité de la cession à l'égard des tiers n'est pas d'ordre public et il n'appartient pas aux tribunaux de la prononcer d'office si ces derniers, auxquels préjudicie l'acte, ne l'invoquent pas.

75. *De l'apport.* — La jurisprudence aujourd'hui tend à distinguer en matière de société, entre l'apport d'un brevet à la Société et la cession proprement dite. Le motif sur lequel s'appuient les arrêts, c'est que le breveté qui fait l'apport de son brevet en reste co-propiétaire et les formalités de l'art. 20 ne seraient pas obligatoires pour que la cession fût valable (Paris, 6 février 1903, Ann. 1903-221).

La jurisprudence en cette matière a fait une distinction qui ne se trouve pas dans le texte de la loi et il nous semble rationnel d'observer dans ce cas les formalités prescrites par l'art. 20. Et puis n'est-il pas à craindre un revirement toujours possible de la jurisprudence ?

76. *Effets de la cession.* — La cession est un contrat, d'une nature spéciale, mais qui, la plupart du temps, constitue une vente, la cession étant le plus souvent à titre onéreux et dans ce cas, l'opération met en présence un vendeur, un acheteur et un objet, en l'espèce, le brevet.

La cession totale a pour effet de transférer au cessionnaire qui est l'ayant cause du breveté, la pleine propriété du brevet et de ses certificats d'addition, tous les droits qui appartenaient au titulaire du brevet. L'acte de cession subrogeant l'acheteur dans tous les droits de l'inventeur, à l'effet d'intenter un procès, s'applique aussi bien aux faits antérieurs à cette cession qu'à ceux qui lui sont postérieurs (C. Montpellier, 1^e Ch., 17 mars 1913, Ann. 1914, 2, 75).

La cession partielle produit les mêmes effets que la cession totale mais moins étendus, ils sont limités par l'acte de cession lui-même qui les définit et les explique, la convention faisant la loi des parties conformément au principe posé par l'art. 1134 du Code civil.

SECTION VI. — De la licence d'exploitation

77. *Objet et caractères.* — L'art. 22 de la loi du 5 juillet 1844 ne parle qu'accessoirement de la licence d'exploitation, mais celle-ci, résulte de la force même des choses et elle a été consacrée par la doctrine et la jurisprudence.

La licence est le droit accordé par le breveté à un tiers d'exploiter le brevet dont il est titulaire. La concession de licence n'emporte pas cession du brevet, son titulaire en restant propriétaire (Paris, 27 janvier 1897 et 2 janvier 1900, Ann. 1900-89). Elle est octroyée, la plupart du temps, moyennant le versement de redevances soit fixes, soit proportionnelles. La licence ne donne pas au licencié le droit de poursuivre les contrefacteurs, elle lui est person-

nelle, et sa concession n'exige pas les formalités de la cession. Bien que dans le contrat de licence, la validité du brevet ait été reconnue, le licencié peut avoir intérêt à faire prononcer la nullité du brevet et il ne saurait par le fait de cette reconnaissance être considéré comme ayant renoncé à toute action ultérieure en nullité du brevet, sa qualité ne pouvant mettre obstacle à un droit dont l'exercice est susceptible d'entraîner, le cas échéant, la résolution ou l'annulation de son contrat, mais il lui faut invoquer des antériorités suffisantes (Trib. civ. Seine, 8 mai 1914, Ann. 1920, 1, 63).

Quelquefois de véritables cessions sont mal qualifiées concessions de licence. Dans ce dernier cas, c'est aux tribunaux d'apprécier souverainement si le contrat passé est une véritable cession conformément à l'art. 1156 du Code civil en recherchant dans les conventions quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des mots (Paris, 16 décembre 1899, et 13 janvier 1900, Ann. 1902-36).

78. *Différentes sortes de licences.* — Il importe de distinguer la licence totale qui porte sur l'intégralité de l'invention telle qu'elle se comporte et la licence partielle qui sera limitée à une partie du brevet par exemple, ou ne vaudra que pour une région délimitée. Mentionnons également les licences simples qui peuvent être concédées à plusieurs individus distincts et la licence exclusive qui donne un privilège d'exploitation à une personne déterminée. Toutefois, la concession d'une licence, si exclusive et si complète soit-elle, par le propriétaire d'un brevet n'implique pas, de la part de ce dernier, abandon de son propre droit d'exploitation. On ne saurait présumer la renonciation à un droit ou l'abandon de celui-ci. Spécialement, ne saurait être considéré comme concurrent déloyal, le breveté qui, bien qu'ayant concédé en termes formels une licence exclusive, n'en continue pas moins à poursuivre son exploitation, dès lors qu'il n'est nulle part stipulé que le breveté devait cesser l'exploitation à laquelle il se livrait (Trib. com. Seine, 21 décembre 1917; C. de Paris, 7 novembre 1919, Ann. 1920, 1, 50).

Cette décision confirme la jurisprudence affirmée par la Cour de Paris le 1^{er} mai 1902 (Ann. 1903-258 et la note de M. Taillefer. V. également Pouillet, *Traité des brev. invention*, n° 277 *bis*). Aussi formels que soient les termes employés dans l'octroi d'une licence exclusive, celle-ci ne saurait juridiquement être assimilée à une cession. Cette renonciation au droit d'exploitation du propriétaire ne saurait se présumer et celui-ci conserve la faculté de pouvoir exploiter, la licence exclusive lui interdisant seulement la possibilité de conférer d'autres licences.

SECTION VII. — De la publicité

79. La loi du 5 juillet 1844 dans ses art. 23 et suivants a institué la publicité et la communication faites sans frais, à toute réquisition, des brevets d'invention. Elle a également organisé leur publication dans le but de renseigner les tiers.

SECTION VIII. — De l'usurpation de la qualité de breveté

80. *Pénalités.* — L'art. 33 punit d'une amende de 50 à 1.000 francs, qui pourra être portée au double en cas de récidive quiconque, dans les enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles, prendra la qualité de breveté sans posséder un brevet délivré conformément aux lois ou après expiration d'un brevet antérieur, ou qui, ayant été breveté, mentionne sa qualité de breveté sur son brevet sans y ajouter les mots « Sans garantie du gouvernement ».

Les cessionnaires réguliers peuvent se prévaloir de la qualité de brevetés. La doctrine (1) et la jurisprudence (Paris, 22 juin 1905, Ann. 1906-49), ont même admis qu'un simple licencié pouvait valablement se dire breveté et se

(1) ALLART, *Brevets d'invention*, t. II, n° 422 ; G. HUARD, *Propriété industrielle*, t. II, p. 467 ; POUILLET, *op. cit.*, n° 353.

prévaloir des droits qui résultent du brevet. Cette qualité de breveté peut être invoquée, à moins, bien entendu, que le brevet n'ait été frappé de nullité absolue ou même qu'il n'ait été atteint de déchéance par suite du défaut de paiement des annuités (Trib. corr. Seine, 2 juillet 1907, Ann. 1908, 1, 29).

SECTION IX. — Des nullités et déchéances

§ 1^{er}. — Des nullités

81. La nullité tient à un vice existant déjà lors de la demande du brevet. Elle l'affecte dès sa naissance. La loi de 1844 énumère sept cas de nullité.

82. *Défaut de nouveauté.* — La première condition posée par la loi pour qu'une invention soit brevetable c'est la nouveauté, la sanction de cette condition est la nullité. L'art. 31 définit ainsi la nouveauté : « Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée ».

La publicité résultant d'un ensemble de faits, son existence est laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. La jurisprudence est constante en ce sens. Un arrêt de la Cour de cassation (Req., 29 novembre 1905, Ann. 1906-345) a décidé qu'« il appartient au juge du fait d'apprécier la valeur des antériorités opposées au brevet en vertu duquel a lieu la poursuite en contrefaçon » ; à cet égard la Cour de cassation n'a pas à contrôler les éléments d'appréciation dont le juge du fait a déduit la nouveauté des objets brevetés.

82 bis. *De la possession antérieure.* — Si avant la prise du brevet, un individu était en possession du brevet et l'exploitait secrètement, ce fait détruira-t-il, d'une façon absolue, la nouveauté de l'invention ? Nous estimons avec Pouillet (*op. cit.*, n° 426) et la jurisprudence que lorsque la possession antérieure est secrète, elle ne fait pas de tort au

brevet. Elle permet simplement à son auteur, poursuivi en contrefaçon, d'opposer une exception et de faire la preuve de cette possession personnelle. Toutefois, elle laisse subsister les effets généraux du brevet, et a seulement pour effet d'établir qu'il est sans valeur relative quant à celui qui pratiquait antérieurement le procédé, objet du brevet (Cass., 30 mars 1849, Sir. 1850, 1, 70).

83. *Remèdes et combinaisons de crédit ou de finance.* — Le brevet est également nul s'il contrevient aux dispositions de l'art. 3 de la loi de 1844, c'est-à-dire, si la découverte, invention ou application vise des compositions pharmaceutiques et des remèdes ou bien encore des plans et combinaisons de crédit ou de finance.

84. *Conception théorique.* — Si le brevet porte sur des principes, méthodes, et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles, il est également nul. La loi de 1844 ne protège pas la conception purement théorique. Donc le brevet qui porte sur des principes et auquel la doctrine a donné le nom de brevet de principe est nul. Il n'est valable que pour l'application qu'il indique (Trib. civ. Seine, 9 juin 1905, *Gaz. Trib.*, 6 septembre 1905).

85. *Invention contraire à l'ordre public et à la morale.* — En raison de l'absence d'examen préalable, il peut arriver, qu'il ait été délivré un brevet contrevenant aux dispositions du paragraphe 4 de l'art. 30 visant l'ordre public et la morale. Il est bien évident que, dans ce cas, la découverte ou l'application reconnues contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs est nulle. C'est là une disposition superflue de la loi de 1844 car, suivant les principes généraux du droit, un tel brevet aurait été nul et de nul effet sans qu'il y eut besoin du rappel de ces principes. Mais la nullité n'est pas de plein droit, elle doit être prononcée par les tribunaux. Une décision a déclaré recevable en la forme, par application de l'art. 3 de la loi du 5 juillet 1844, l'action du ministère public tendant à faire prononcer par les tribunaux civils la nullité d'une invention contraire aux bonnes mœurs alors qu'une décision administrative supérieure, en l'espèce un arrêt du Conseil d'Etat du 7 février 1913, (*loc. cit.*)

a décidé que le Ministre du Commerce devait toujours délivrer les brevets quels que soient le caractère et la nature de l'invention, l'autorité judiciaire ayant seule qualité pour apprécier si l'invention était ou non contraire aux bonnes mœurs.

Tombe sous le coup de l'art. 30 l'invention qui, à l'appréciation des juges du fait, porte atteinte aux bonnes mœurs et en conséquence le brevet qui la couvre doit être annulé (Trib. civ. Seine, 29 novembre 1913, Ann. 1919, 2, 16).

86. *Du titre frauduleux de l'invention.* — Une autre cause de nullité du brevet réside dans le fait d'un titre qui indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention. L'élément indispensable pour que la nullité soit prononcée c'est l'intention frauduleuse (Cass., 9 février 1853, Dall., 1853, 1, 94). La fausseté ou l'inexactitude du titre n'entraîne pas la nullité du brevet en l'absence de fraude, la description servant à rectifier cette inexactitude.

87. *Insuffisance de description.* — La sixième cause de nullité envisagée par la loi porte sur l'insuffisance de la description ou bien encore sur le cas où elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les moyens de l'inventeur. Le texte dispose en effet : « Si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur ». Les deux causes de nullité pour insuffisance et dissimulation ne se confondent donc pas. Il peut être suppléé à l'insuffisance du mémoire descriptif de l'invention par les dessins qui y sont joints et qui en font partie intégrante et le juge du fait est souverain pour déclarer suffisante la description de l'invention telle qu'elle résulte des dessins annexés au mémoire descriptif (Cass. civ., 30 janvier 1914, Ann. 1919, 1, 39).

88. *De la nullité du brevet de perfectionnement.* — Est nul le brevet qui a été obtenu contrairement aux dispositions de l'art. 18 de la loi de 1844, c'est-à-dire lorsqu'un tiers qui prend un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée dans le cours de l'année qui suit le dépôt du brevet primitif ne le dépose pas sous la forme secrète jusqu'à l'expiration de l'année en

cours. Cette cause de nullité se rattache au droit de préférence ou de priorité accordé par le dit article pendant un an au breveté pour les perfectionnements ou additions qu'il apporte à son invention.

89. *De la nullité du certificat d'addition.* — La dernière cause de nullité envisagée par la loi est celle des certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal. Cette disposition est essentiellement d'ordre fiscal. C'est en effet, une sorte de privilège pour le breveté que d'être autorisé à obtenir des certificats d'addition, dont le coût est minime plutôt que d'être obligé à prendre un nouveau brevet qui l'entraînerait à des frais plus élevés. Il était à craindre que les brevetés ne fissent protéger par des certificats d'addition des perfectionnements qui ne se rattacheraient pas au brevet principal. De là, la sévérité du dernier paragraphe de l'art. 30. Les causes de nullité des certificats d'addition peuvent être rangées en deux catégories différentes ; en raison de la qualité accessoire des certificats d'addition, quand le brevet auquel ils se rattachent est nul, et par suite de leurs vices propres. En général, les causes de nullité des certificats d'addition sont les mêmes que celles des brevets d'invention, toutefois, si la nullité du brevet d'invention entraîne celle des certificats d'addition, la nullité de ceux-ci n'entraîne pas celle des brevets ; le principal peut subsister sans l'accessoire.

§ 2. — Des déchéances

90. *Leur nature.* — A côté des nullités, la loi de 1844 a envisagé les causes des déchéances qui peuvent frapper les brevets d'invention. A la différence de la nullité qui est rétroactive et frappe le brevet dans le passé puisqu'il est censé n'avoir jamais existé, ni avoir produit aucun effet, la déchéance conséquence d'un fait postérieur à la demande, n'atteint ce dernier que pour l'avenir. Un brevet déchu est un brevet qui a valablement existé jusqu'au jour où la cause de déchéance s'est produite.

91. *Des différentes causes de déchéance.* — L'art. 32 de la

loi du 5 juillet 1844 énumère les différentes causes de déchéance des brevets d'invention.

92. *Défaut de paiement.* — Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de son brevet sera déchu de tous ses droits. Cette déchéance est irrémédiable, sauf le cas de force majeure et les tribunaux ne peuvent se dispenser de la prononcer.

93. *Du délai d'exploitation.* — Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention dans le délai de deux ans à dater du jour de la signature du brevet ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction, sera également déchu de ses droits.

Le défaut d'exploitation dans le délai imparti par l'art. 32 de la loi du 5 juillet 1844 n'entraîne en effet la déchéance que s'il n'existe à cette inaction aucune raison sérieuse dont les tribunaux sont souverains appréciateurs (C. de Paris, 4^e Ch., 13 mars 1913, Ann. 1914, 1, 138).

La loi n'a pas voulu que le titre demeurât stérile entre les mains de celui à qui il a été délivré, il ne saurait, en vertu de son monopole d'exploitation, paralyser par une trop longue inaction, des concurrents sérieux qui voudraient exploiter l'objet de l'invention. La loi n'a pas voulu également d'une trop longue interruption dans l'exploitation puisqu'elle l'a limitée à deux années.

Il est évident qu'une reprise d'exploitation après que la déchéance a été prononcée ne saurait relever le breveté de cette pénalité.

L'exploitation ne doit pas consister, évidemment, dans un simulacre mais être sérieuse et effective. Il a été jugé récemment que fait une juste appréciation des faits permettant à la Cour de cassation d'exercer son contrôle, l'arrêt qui relève l'absence de justifications d'une tentative sérieuse d'exploitation. Il importe peu qu'une exploitation d'un des deux éléments dont l'ensemble constitue l'invention, ait été effectuée (Cass. req., 25 mars 1918, Ann. 1921, 1, 145).

Suivant les règles du droit commun c'est évidemment à la partie qui invoque la déchéance de faire la preuve du défaut d'exploitation pendant plus de deux années (Lyon, 7 mars 1906, Ann. 1906-158).

On conçoit aisément qu'en raison de leur étroite union avec le brevet principal, les certificats d'addition suivent son propre sort et soient atteints de déchéance quand le brevet principal est lui-même déchu.

94. *Introduction en France.* — La troisième cause de déchéance prévue par la loi de 1844 a lieu lorsque le breveté aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet. Cette disposition a pour but de protéger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère.

SECTION X. — Des actions en nullité et en déchéance

95. *De l'exercice de l'action.* — L'art 34 de la loi du 5 juillet 1844 dispose que « l'action en nullité et en déchéance pourront être exercées par toute personne y ayant intérêt ». Il est bien difficile de donner une énumération de toutes les personnes ayant intérêt à faire prononcer la nullité et la déchéance d'un brevet. Les tribunaux, en leur pouvoir souverain d'appréciation, entendent cette expression « toute personne y ayant intérêt » dans un sens extrêmement large et on ne pourrait citer que bien peu de demandes en nullité refusées pour défaut d'intérêt. L'action du licencié exclusif tendant à faire prononcer la nullité du brevet est recevable (Trib. civ. Seine, 3^e Ch., 11 février 1914, Ann. 1914, 1, 97).

96. *Compétence.* — Ce sont les tribunaux civils de première instance seuls qui, aux termes mêmes de la loi, sont compétents pour connaître des contestations relatives à la validité des brevets.

La question du tribunal compétent *ratione loci*, n'appelle pas d'observations particulières. Toutefois, si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, l'affaire est

portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet. Il y a là une dérogation à la règle selon laquelle le demandeur, en cas de pluralité de défendeurs, peut porter à son choix son action devant le tribunal du domicile de l'un quelconque d'entre eux (Code de procédure civile art. 59, 2^e al.).

97. *Procédure.* — L'affaire est instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les art. 405 et suivants du Code de procédure civile. Elle sera communiquée à peine de nullité, au Procureur de la République.

98. *Du rôle du Ministère public.* — Dans ces instances le ministère public pourra se rendre partie intervenante pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet. Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité du brevet si : 1^o la découverte ou invention ou application n'est pas, aux termes de l'art. 3 de la loi, susceptible d'être brevetée ; 2^o si la découverte, invention ou application est reconnue contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public ; 3^o si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable sujet de l'invention.

99. *Mise en cause du cessionnaire.* — Dans le cas où le ministère public usera de son droit de demander la nullité absolue d'un brevet il devra mettre en cause non seulement le breveté mais encore tous les ayants droit, cessionnaires ou simples licenciés qui auront fait inscrire leur titre sur le registre tenu au Ministère du Commerce conformément à l'art. 21 et sur lequel sont portées les mutations intervenues sur chaque brevet et qui sont proclamées tous les trois mois par décret.

100. *Publicité.* — L'art. 39 a enfin prévu la publicité de la nullité ou de la déchéance absolue prononcée par un jugement ou un arrêt définitif. Il sera donné avis de la décision au Ministre du Commerce et la nullité ou déchéance encourue sera publiée tous les trois mois par décret inséré au Bulletin des lois,

SECTION XI. — De la contrefaçon, des poursuites et des peines

§ 1^{er}. — De la contrefaçon

101. *Sa nature.* — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet constitue le délit de contrefaçon.

C'est en ces termes que s'exprime l'art. 40. Donc pour que la contrefaçon existe il faut : 1^o qu'il y ait un brevet valable ; 2^o qu'il ait été porté atteinte aux droits résultant du brevet par la fabrication ou l'usage de ce qui fait son objet. Si l'une de ces conditions vient à manquer il n'y a pas de délit.

La contrefaçon est laissée à l'appréciation des juges, suivant les circonstances et l'insistance des parties en cause, ils sont appelés à faire ressortir les points particulièrement litigieux, leurs constatations et appréciations sur ces points sont souveraines à condition de ne pas méconnaître les véritables éléments de l'invention et de ne pas violer la loi du brevet (Cass. civ., 12 mai 1920, Ann. 1921, 1, 151).

C'est ainsi qu'il a été jugé que se rendait coupable de contrefaçon celui qui porte atteinte aux droits du breveté, soit par fabrication, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet du brevet. Il résulte de l'art. 40 de la loi du 5 juillet 1844 que l'usage d'un moyen breveté constitue une contrefaçon alors même qu'il a pu y être ajouté des perfectionnements ayant le caractère d'une nouvelle invention (Cass. civ., 27 avril 1914, Ann. 1919, 1, 119).

D'autre part l'emploi de moyens brevetés par un usager même de bonne foi, dans un but commercial ou industriel, expose celui-ci à être poursuivi comme contrefacteur par l'inventeur et condamné à des dommages et intérêts (Cass. civ., 30 avril 1918, Ann. 1919, 1, 55). La bonne foi assure seulement à celui qui en justifie cet avantage important de lui permettre d'exercer un recours en garantie contre le véritable auteur de la contrefaçon (Pouillet, *op. cit.*, n^o 999).

102. *De la saisie.* — Pour pouvoir poursuivre la contrefaçon, il faut l'établir car il serait souvent illusoire de compter sur l'aveu du contrefacteur, c'est pourquoi l'art. 47 donne un moyen efficace au breveté pour la faire constater en décidant que « les propriétaires de brevets pourront en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal de première instance, faire procéder par tous huissiers à la désignation et description détaillées avec ou sans saisie des objets prétendus contrefaits. L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la présentation du brevet ; elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description ».

Selon les cas, il sera donc procédé soit à une saisie description, laquelle constate simplement la contrefaçon et laisse les objets prétendus contrefaits entre les mains du possesseur, soit à une saisie réelle qui place les objets prétendus contrefaits sous la main de justice (l'huissier saisissant les met sous scellés et les dépose au greffe conformément à l'ordonnance).

Des saisies contrefaçons injustement opérées font subir aux défendeurs un préjudice certain dont il leur est dû réparation suivant les principes généraux (Trib. civ. Seine, 15 janvier 1914, *Gaz. Pal.*, 17 janvier 1914).

103. *Du cautionnement.* — Lorsqu'il y a saisie, l'ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder. Le Président peut réduire les limites de la saisie, mais il ne peut accorder plus que la requête ne demande, à peine de nullité. Le cautionnement est toujours imposé à l'étranger demandeur qui requiert la saisie.

Si la loi exige (art. 47, paragraphe 4) sous la sanction de nullité, lorsque le cautionnement a été prescrit, qu'au moment où l'huissier se présente pour instrumenter, toute garantie soit donnée au prétendu contrefacteur et s'il s'ensuit que la notification du dépôt du cautionnement doit être faite au plus tard au moment de la saisie, cette nullité n'affecte que la partie du procès-verbal de l'huissier par laquelle il met sous la main de justice les objets appartenant au prétendu contrefacteur. Elle n'atteint pas la par-

tie de l'acte dans laquelle cet officier ministériel se borne à décrire les objets ou procédés argués de contrefaçon puisque le dépôt du cautionnement ne peut être ordonné qu'en ce qui touche la saisie (Trib. Pont-l'Evêque, 30 juillet 1917, C. de Caen, 12 mai 1920, Ann. 1920, 1, 227).

104. *Recours éventuel du saisi.* — Pour ménager le recours éventuel du saisi, il doit lui être laissée copie de l'ordonnance de l'acte constatant le cautionnement s'il a eu lieu le tout « à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier ».

105. *De la nullité de la saisie.* — L'art. 48 décide qu'« à défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle dans le délai de huitaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur ou débiteur, la saisie ou description sera nulle de plein droit sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés s'il y a lieu ».

§ 2. — Droit de poursuite

106. *Son exercice.* — Le droit de poursuivre la contrefaçon appartient au propriétaire du brevet, c'est-à-dire au breveté lui-même ou à ses ayants droit, c'est-à-dire cessionnaires, héritiers ou légataires.

Quant au ministère public, bien que la contrefaçon constitue un délit, il ne peut exercer son droit de poursuite que sur la plainte de la partie lésée. Cette disposition est juste car nul autre que le breveté ne sait mieux que lui les circonstances de la contrefaçon.

107. *Du tribunal compétent.* — Le breveté, aux termes de l'art. 48, peut se pourvoir à son choix soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle ; ce droit d'option résultait déjà des principes généraux.

Si le breveté pour l'action en contrefaçon, choisit la juridiction civile, la compétence est fixée par l'art. 59 du Code de procédure civile. S'il suit la voie correctionnelle c'est l'art. 63 du Code d'instruction criminelle qui fixe la compétence. Si le tribunal correctionnel est saisi d'une action

pour délit de contrefaçon, aux termes de l'art. 46, il statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à sa propriété. Le tribunal correctionnel ne peut se prononcer sur ces exceptions que pour acquitter ou condamner le prévenu mais sans annuler ou liciter expressément le brevet, le tribunal civil étant seul compétent en cette matière. Le juge correctionnel peut surseoir à statuer jusqu'à ce que le juge civil ait rendu sa décision, mais ce sursis n'est que facultatif.

§ 3. — *Des peines*

108. Le délit de contrefaçon est puni d'une amende de 100 à 2.000 francs.

109. *Complicité.* — La loi punit des mêmes peines que le contrefacteur ceux qui auront sciemment recelé, vendu ou exposé en vente ou introduit sur le territoire français un ou plusieurs objets contrefaits.

Remarquons qu'en matière de contrefaçon la doctrine, en général, et la jurisprudence d'une façon unanime, admettent que les règles du droit commun en matière de complicité ne doivent pas recevoir d'application et que les art. 41 et 43 de la loi de 1844 donnent une énumération limitative des cas de complicité en matière de contrefaçon (V. Cass., 23 août 1875, Ann. 1883-141 ; Cass., 27 février 1894, Ann. 1894-166 ; Trib. corr., Versailles, 23 juillet 1920 et C. de Paris, 9^e Ch., 31 janvier 1921, Ann. 1921, 1, 135).

L'art. 43, paragraphe 3 de cette même loi, considère comme une circonstance aggravante et édicte qu'un emprisonnement d'un à six mois pourra être prononcé, « si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance, par ce dernier des procédés décrits au brevet ». Par association, la loi entend le simple fait d'entente certaine.

Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

Toutefois, on admet que l'emprisonnement ne pourra être prononcé lorsqu'il sera établi que l'ancien ouvrier ou employé contrefacteur, n'a pas travaillé chez le patron à l'époque ou celui-ci faisait ses expériences.

110. *Du non cumul des peines.* — L'art. 42 interdit le cumul des peines en disposant que la peine la plus forte pourra être seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite. Si le contrefacteur, à l'occasion des mêmes faits, a commis plusieurs délits la peine la plus forte sera seule prononcée:

111. *De la récidive.* — Il y a récidive aux termes de l'art. 43 lorsqu'il a été rendu contre le prévenu dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour les délits prévus par la loi de 1844. Dans ce cas, outre l'amende, il sera prononcé un emprisonnement de un à six mois.

112. *Circonstances atténuantes.* — L'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes pourra toujours être appliqué aux délinquants.

§ 4. — Des réparations civiles

113. *Confiscation.* — Les peines prononcées par le tribunal correctionnel ne sont pas la seule sanction de la contrefaçon, l'art. 49 prononce en outre, au cas d'acquiescement, la confiscation des objets reconnus contrefaits et celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication ce qui implique nécessairement leur remise au propriétaire du brevet et au besoin sous la sanction d'une astreinte (Cass. civ., 30 janvier 1914, Ann. 1919, 1, 39).

114. *Dommages-intérêts.* — La confiscation des objets est presque toujours insuffisante pour réparer le tort causé au breveté par le contrefacteur, aussi les tribunaux le condamnent-ils, suivant la justification du dommage causé, à des dommages-intérêts plus ou moins élevés. Il reste bien entendu que les dommages-intérêts ne sont accordés au breveté que si son action est fondée.

115. *Publication du jugement.* — Enfin il existe un troisième moyen de réparation accordé au breveté par l'art. 49

qui autorise les tribunaux à ordonner, s'ils le jugent utile, la publication du jugement obtenu contre un contrefacteur par voie d'affichage ou d'insertion dans les journaux.

§ 5. — *Prescription de l'action et des peines de la contrefaçon*

116. *Action en contrefaçon.* — La contrefaçon étant un délit, l'action appartenant au breveté se prescrit par trois ans pour l'action civile comme pour l'action correctionnelle.

117. *Peines de la contrefaçon.* — Conformément également au droit commun (art. 636 du Code d'instruction criminelle) les peines d'amende et de prison prononcées à l'occasion de la contrefaçon se prescrivent dans un délai de cinq années à partir du jour où la décision est devenue définitive.

SECTION XII. — *Des lois modificatives de la loi du 5 juillet 1844*

118. — Jusqu'ici de simples modifications de détail ont été apportées par des lois successives à la loi fondamentale de 1844. Citons par ordre chronologique.

119. — La loi du 20 mai 1856 modifiant l'art. 32 de la loi du 5 juillet 1844 qui déclarait « déchu de tous ses droits, le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet ». Le même article tel qu'il a été modifié par la loi du 20 mai 1856 ajoute « néanmoins le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics pourra autoriser l'introduction : 1^o des modèles de machines ; 2^o des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais avec l'assentiment du Gouvernement ».

La loi de 1856 a eu pour effet, non d'assigner un caractère limitatif à la loi, mais d'en étendre les termes. On craignait en effet que le paragraphe qui terminait la loi de 1844 et qui était ainsi conçu « sont exceptés des dispositions du dernier paragraphe les modèles de machines dont le Ministre de l'Agriculture et du Commerce pourra autoriser l'in-

troduction dans les cas prévus par l'art. 29 », ne parut trop restrictif pour qu'il fût possible, même au Ministre, d'en sortir et d'autoriser des introductions dans des cas non expressément prévus.

120. — La loi du 7 avril 1902 a modifié les art. 11, 24 et 32 de la loi du 5 juillet 1844. Aux termes de l'art. 11 nouveau la délivrance du brevet peut n'avoir lieu qu'un an après le jour du dépôt de la demande, si ladite demande renferme une réquisition expresse à ce sujet. En outre, les paragraphes 2 et 3 de l'art. 32 ont été ajoutés par la loi nouvelle. Ils établissent un délai de grâce, réclamé depuis longtemps, qui peut permettre au breveté d'échapper à la déchéance par suite du défaut de paiement de l'annuité à son échéance. Ce délai de grâce est de trois mois au plus. Il a pour effet de permettre le paiement valable de l'annuité dans ce laps de temps moyennant une taxe supplémentaire de 5 francs par mois de retard.

121. — La loi du 26 décembre 1908 a édicté certaines formalités relatives au dépôt des brevets et à l'enregistrement des cessions. Elle a également décidé que pour le département de la Seine, le dépôt des demandes de brevets serait effectué à l'Office national de la propriété industrielle.

122. — L'art. 51 de la loi de finances du 31 décembre 1921 a modifié le taux des annuités perçues en vertu de l'art. 4 de la loi du 5 juillet 1844. Il a établi un taux progressif qui s'établit comme suit :

125 francs de la 1^{re} à la 5^e annuité.

200 francs de la 6^e à la 10^e annuité.

300 francs à partir de la 11^e annuité.

Le dit art. 51 a également porté à 100 francs la taxe des certificats d'addition fixée primitivement à 20 francs par l'art. 16.

SECTION XIII. — Lois récentes relatives aux brevets d'invention

123. — Des lois récentes mais qu'on ne saurait considérer comme vraiment modificatives de la loi fondamentale

du 5 juillet 1844 ont été votées successivement. Nous croyons qu'elles doivent faire l'objet d'une section spéciale.

124. *Prolongation des brevets.* — Par dérogation à l'art. 15 de la loi du 5 juillet 1844 qui dispose que la durée des brevets ne pourra être prononcée que par une loi, la loi de circonstance du 8 octobre 1919 prorogeant la durée des brevets d'invention, a décidé qu'une Commission spéciale composée de quatre membres et présidée par un Conseiller à la Cour d'appel de Paris, jugeant souverainement et sans appel, pourrait prolonger la durée des brevets qui n'ont pu être exploités normalement par suite de l'état de guerre, sous réserve pour le titulaire du brevet, de former dans un délai déterminé, une requête motivée accompagnée de pièces justificatives.

Elle peut prononcer des prolongations de durée variant de une à cinq années suivant les circonstances de fait, c'est-à-dire en tenant compte d'une cessation d'exploitation du brevet partielle ou totale. Elle peut même, lorsque le breveté a été mobilisé ou que son usine était en pays occupé ou voisin de la ligne du front, accorder une prolongation supplémentaire de une à trois années s'il y a eu désorganisation de l'exploitation et qu'un délai paraisse nécessaire à la reconstitution de l'industrie.

Aux termes de l'art. 4 la prolongation s'ajoute à la durée normale du brevet après la date de son expiration sous réserve du paiement, à leur échéance, des annuités fixées par la loi.

La loi du 8 octobre 1919 ne s'est pas bornée à cette seule mesure réparatrice envers les inventeurs lésés par la guerre. Elle a dans son art. 7 décidé que la Commission aurait également qualité pour prononcer des réductions pouvant aller, à titre exceptionnel, jusqu'à l'exonération totale des annuités échues pendant la guerre sur les brevets d'invention dont les titulaires pourraient justifier qu'ils sont hors d'état, par suite de la guerre, d'en acquitter le montant.

125. *Transmission des brevets.* — La loi du 26 juin 1920 instituant des taxes spéciales pour le service de la pro-

priété industrielle et, notamment, une taxe de 10 francs au profit de l'Office national de la propriété industrielle pour la délivrance du brevet ou du certificat d'addition, a modifié également les conditions de transmission des brevets. L'art. 4 a décidé qu'aucune transmission de propriété, « aucune cession ou concession de droit d'exploitation ou de gage relativement à un brevet ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le registre spécial des brevets tenu à l'Office national de la propriété industrielle où sont mentionnés les noms et adresses des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des brevets, ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des brevets ».

Cette disposition de la loi est d'un intérêt pratique certain. Elle a institué, grâce à ce registre, un véritable état civil du brevet qui permet de suivre toutes les modifications qui l'affectent durant son existence. Elle a, d'autre part, le mérite d'organiser sans vaines formalités, la publicité des concessions de licence qui presque toujours auparavant étaient tenues secrètes.

La sanction, peut-être insuffisante de cette disposition, qui consiste dans le fait que ces actes ne seront pas opposables aux tiers s'ils ne reçoivent pas la publicité organisée par la loi, est conforme aux principes généraux du droit en pareille matière.

Enfin, la loi a prévu, la délivrance à tout requérant, par l'Office national de la propriété industrielle, moyennant le paiement d'une taxe de la copie des inscriptions portées au registre comme aussi de l'état des inscriptions subsistant sur les brevets donnés en gage ou d'un certificat négatif d'inscription s'il n'en existe aucune.

APPENPICE PREMIER

De la protection provisoire de la propriété industrielle dans les expositions

126. — La délivrance d'un brevet d'invention entraîne des frais relativement élevés et l'on conçoit très bien que des exposants ne veuillent pas faire cette dépense pour leur création, à l'occasion de leur participation à une manifestation industrielle. D'autre part, en exposant des objets susceptibles d'être protégés par un brevet, vont-ils se voir opposer un jour le manque de nouveauté de leur invention qui a reçu la plus large publicité ? C'est pourquoi la protection de la propriété industrielle fut organisée la première fois en France par la loi du 2 mai 1855 à l'occasion de l'exposition universelle de 1855. Une loi identique fut promulguée en 1867 pour l'exposition universelle de 1867. Enfin, intervint la loi de 1868 qui régla la matière et fut abrogée par la loi actuellement en vigueur du 13 avril 1908.

127. *Objet de la loi du 13 avril 1908.* — Elle est relative à la protection temporaire de la propriété industrielle dans les expositions internationales étrangères, officielles ou officiellement reconnues et dans les expositions organisées en France ou dans les colonies avec l'autorisation de l'administration ou avec son patronage. La protection de la loi s'étend aussi bien aux Français qu'aux étrangers. Elle est limitée à douze mois à dater de l'ouverture officielle de l'exposition. Elle vise non seulement les inventions brevetables, les dessins et modèles industriels mais encore les marques de fabrique ou de commerce pour les produits qui seront régulièrement admis à cette exposition.

128. *Du certificat de garantie.* — Aux termes de l'art. 2 de la loi, les exposants qui voudront jouir de la protection temporaire devront se faire délivrer par l'autorité chargée de représenter officiellement la France à l'Exposition, un

certificat de garantie qui constatera que l'objet pour lequel la protection est demandée est réellement exposé. Il aura pour effet de conserver aux exposants ou à leurs ayants cause, le droit de réclamer pendant ce délai, sans préjudice du brevet qu'ils peuvent prendre ou du dépôt de marque qu'ils peuvent effectuer, la protection dont leur découverte, dessin, modèle ou marque seraient susceptibles.

129. *De la demande.* — La demande de certificat devra être faite, accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir, et s'il y a lieu du dessin du dit objet, au cours de l'exposition et au plus tard dans les trois premiers mois de l'ouverture officielle de l'exposition.

Les demandes seront inscrites sur un registre qui sera transmis au Ministère du commerce et de l'industrie et communiquées sans frais à toute réquisition par les soins de l'Office national de la propriété industrielle.

130. *De la délivrance du certificat de garantie.* — Aux termes de l'art. 1^{er} du décret du 17 juillet 1908, pour les expositions organisées en France, les certificats de garantie seront délivrés par le Préfet si l'exposition a lieu au chef-lieu du département, par le Sous-Préfet, si elle a lieu au chef-lieu d'arrondissement.

En vertu de la loi de Finances du 26 décembre 1908 le certificat de garantie est délivré pour Paris et le département de la Seine par l'Office national de la propriété industrielle.

APPENDICE II

De la protection de l'invention non brevetée

131. *Du secret de fabrique.* — L'invention pour laquelle il n'a pas été fait une demande de brevet conformément à la loi du 5 juillet 1844 est-elle cependant, à défaut des sanctions énergiques qui punissent la contrefaçon, susceptible de quelque protection ?

On peut répondre affirmativement à cette question. L'invention trouve une certaine protection alors qu'elle n'a pas été brevetée, même si elle ne remplit pas les conditions voulues pour être brevetable, par exemple, faute de résultats industriels ou parce qu'elle ne comporte que des détails de fabrication ou qu'elle ne constitue qu'un tour de main, à la condition toutefois, qu'elle n'ait reçu aucune publicité, qu'elle soit restée à l'état de secret de fabrique. En résumé, le secret de fabrique est tout mode de fabrication qu'un industriel emploie pour obtenir un résultat avantageux en matière d'industrie.

Le brevet d'invention exclut le secret de fabrique puisqu'il a pour but de rendre publique l'invention pour la protéger. Dans le silence de la loi, c'est aux tribunaux qu'il appartient d'apprécier l'existence du secret de fabrique et de le protéger.

132. *Sanction de la violation du secret de fabrique.* — L'art. 418 du Code pénal s'est montré particulièrement sévère pour ce genre de concurrence déloyale en punissant tout directeur, commis, ouvrier de fabrique qui aura communiqué ou tenté de communiquer des secrets de la fabrique où il est employé.

Suivant que la tentative ou la communication des secrets de fabrique a été faite à des étrangers et à des français résidant en pays étranger ou à des français résidant en France, les peines prévues par l'art. 418 du Code pénal ne sont pas les mêmes. Dans le premier cas la peine de prison est de 2 à 5 ans, et celle d'amende de 500 à 20.000 francs. Le délinquant pourra en outre être privé de ses droits civiques pendant une durée n'excédant pas cinq années et interdit de séjour pendant la même période. Dans le second cas, la peine de prison n'est que de 3 mois à 2 ans et l'amende de 16 à 200 francs.

Cette différence de traitement s'explique facilement. Il est incontestable que la révélation d'un secret de fabrique française à l'étranger est beaucoup plus préjudiciable à l'industrie nationale que la simple divulgation de ce secret à d'autres industries concurrentes mais françaises.

Il a été jugé que l'art. 418, paragraphe 1^{er} du Code pénal

qui punit au même titre la révélation ou la tentative de révélation d'un secret de fabrique faite par un ouvrier de fabrique à un étranger est applicable alors même que l'étranger est établi en France (Amiens, 18 mars 1904, Dall. 1904, II, 409).

D'autre part, le fait par un directeur d'une fabrique de quitter après avoir demandé et obtenu par lettre un rendez-vous, le territoire français pour se rendre à l'étranger avec l'intention formelle de communiquer un secret de fabrique, constitue non pas un simple acte préparatoire mais un des éléments du délit de communication d'un secret de fabrique (Cass. cr., 4 juillet 1903, Dall. 1903, I, 425).

Il y a également violation de secret de fabrique de la part de celui qui, employé comme traducteur chez un ingénieur, propose par lettre adressée à un tiers, de lui communiquer tous les documents relatifs aux secrets de fabrication qu'il a pu se procurer grâce à sa fonction (Trib. corr. Seine, 10^e Ch., 1^{er} août 1913, Ann. 1914, 2, 24).

Signalons que l'art. 418 dispose que le maximum de la peine sera nécessairement appliqué s'il s'agit de secrets de fabrique d'armes et de munitions de guerre appartenant à l'Etat.

CHAPITRE III

Dessins et modèles

SECTION I. — Historique

133. *Les temps modernes.* — La protection actuelle des dessins et modèles de fabrique n'est pas une création récente de notre droit. D'après M. Vaunois (1), dès le xvi^e siècle, des manufactures de draps d'or, d'argent, de velours et de soie furent montées à Lyon par des Gênois, et François 1^{er} par lettres patentes d'octobre 1536, leur accorda des privilèges et exemptions de toutes tailles et impôts et la fabrication lyonnaise protégée par la Royauté prospéra rapidement.

C'est au xvii^e siècle qu'apparurent les étoffes non plus unies mais façonnées comportant des dessins à grands ramages et ce fut seulement le 25 octobre 1711 qu'une Ordonnance du Consulat, homologuée par un arrêt du Conseil du 12 mars 1712 défendit à tous marchands, maîtres, ouvriers, compagnons et autres employés dans la manufacture des étoffes de soie, de contrefaire les dessins qui leur avaient été confiés pour fabriquer.

Différents règlements interdisant la contrefaçon se succédèrent jusqu'à la fin du xviii^e siècle, notamment un arrêt du Conseil d'Etat du 19 juin 1744, approuvant un nouveau règlement du Consulat qui, dans son titre IX, consacrait sans limitation de temps, la propriété des dessins sur les étoffes tant vieilles que neuves.

Enfin une Ordonnance des Consuls de Lyon du 3 février 1778 reconnut également un droit de propriété aux auteurs de dessins brodés à la main.

Il convient de remarquer que tous ces règlements étaient spéciaux à la Ville de Lyon et que partout ailleurs la contrefaçon sévissait.

(1) A. VAUNOIS, *Les dessins et modèles de fabrique.*

En dehors des manufactures lyonnaises, on ne peut affirmer que les dessins et modèles étaient protégés dans toute l'ancienne France car les règlements de métiers n'avaient qu'une autorité locale et restreinte, il n'existait pas des dispositions d'ordre général et toutes les manufactures avaient leur réglementation particulière résultant de l'usage. C'est ainsi que la Communauté de Saint Luc qui se composait de maîtres faisant à la fois des dessins artistiques et des dessins industriels, codifiait ses usages en 1730, les articles 69 et 70 de cette codification interdisaient, entre les maîtres, la contrefaçon de leurs ouvrages.

Signalons entre autres, une sentence de police du 11 juillet 1702, particulièrement intéressante qui interdit expressément aux fondeurs « de retenir, contremouler, ni donner à d'autres les ouvrages que les sculpteurs leur auront donné à fondre... ».

Un règlement du 21 avril 1767 homologué par sentence de police du 15 juillet 1766 et par arrêt du 30 juillet de la même année fit défense « à tous marchands, merciers, bijoutiers, miroitiers, doreurs, ébénistes et à tous autres, de piller ou faire piller les modèles des maîtres fondeurs, ni faire mouler sur les modèles desdits maîtres ; et à tous maîtres fondeurs ou autres ouvriers de les mouler et finir, qu'ils ne soient sûrs que ce n'est point une pièce pillée ». Ce document est fort intéressant car on voit apparaître pour la première fois l'obligation encore en vigueur aujourd'hui, du dépôt pour les modèles. Les maîtres fondeurs sont tenus de déposer un dessin de leurs nouveaux modèles et de les faire enregistrer au bureau de la Communauté (Art. 2, 3, 4). Le dessin peut être conservé sous pli cacheté « si le maître le juge à propos pour n'être vu de personne qu'en cas de difficulté ».

Enfin le dépôt à la Communauté des fondeurs est accessible aux orfèvres, sculpteurs et même à tous particuliers qui veulent empêcher la reproduction de leurs propriétés. La Communauté des graveurs, ciseleurs, damasquineurs, fit insérer dans ses statuts en 1776, une série de dispositions à peu près semblables.

Au XVIII^e siècle les modèles sont donc protégés sans

limitation de durée ; ils sont soumis à un dépôt mais souvent secret.

L'Edit de Turgot du 6 février 1776 qui supprimait les jurandes et communautés de commerce, arts et métiers dans toute la France, bien que de courte durée, car après la chute de Turgot, d'autres édits portèrent création de nouvelles communautés, porta cependant un coup mortel aux anciennes réglementations et par suite, à la protection des dessins et modèles industriels.

Pour tâcher de remédier, dans une certaine mesure, à la crise économique qui sévissait à la fin de l'ancien régime, un arrêt du Conseil d'Etat du 14 juillet 1787, étendit à toutes les manufactures de soieries du royaume, les dispositions du règlement de 1744, relatives à la propriété des dessins.

Les seuls dessins protégés étaient les dessins d'étoffes de soie sous la condition de la description et de l'enregistrement du dessin avant toute mise en vente au bureau de la communauté, faute de quoi, le dessin tombait dans le domaine public.

Le droit de propriété sur le dessin était limité à quinze ans pour les étoffes destinées à l'ameublement et aux ornements d'église et à six ans pour les étoffes servant à l'habillement ou autres usages.

Enfin un arrêt du Conseil en date du 17 janvier 1787 avait prohibé dans son art. 5, sous peine de la confiscation et d'une amende de 300 livres, la contrefaçon des figures, groupes, et animaux en porcelaine fabriqués à la manufacture de Sèvres.

134. *Période intermédiaire.* — La Révolution en entraînant la dissolution définitive des communautés d'arts et métiers, des corporations, des jurandes, des maîtrises et des académies fit disparaître les derniers règlements protecteurs des dessins et modèles. La loi du 19 juillet 1793, rendue sur le rapport de Lakanal, garantissait les droits des écrivains et des artistes, mais elle ne protégeait pas les dessins industriels et l'époque révolutionnaire a conservé l'ancienne distinction légale entre l'art et l'industrie et la protection réservée aux artistes était refusée aux industriels.

135. *Période contemporaine.* — Pour mettre fin à ce manque de protection, la loi du 18 mars 1806 fut votée portant l'établissement d'un Conseil de prud'hommes à Lyon et assurant en même temps la propriété des dessins de fabrique pour mettre fin à l'abus de la liberté et de la concurrence. Cette loi était spéciale à la Ville de Lyon, mais les art. 34 et 35 décidaient qu'il pourrait être établi par un règlement d'administration publique délibéré en Conseil d'Etat, un Conseil des prud'hommes dans les villes de fabrique où le Gouvernement le jugerait convenable.

Partout où le Gouvernement allait établir un Conseil de prud'hommes les dessins de fabrique, quelle que fut l'industrie locale, devaient donc être protégés. C'était l'extension à toutes les industries des mesures édictées en faveur des tisseurs lyonnais.

135 bis. *Critiques adressées à la loi de 1806.* — Des critiques très vives furent adressées à la loi de 1806. On a soutenu que la distinction entre l'art et l'industrie, au point de vue des dessins et modèles, était illogique en théorie et souvent impossible en pratique. On a dit également que la combinaison de la loi de 1793 et de celle de 1806 entraînait de graves difficultés. On a blâmé la perpétuité accordée aux dessins industriels qui semble une anomalie en matière de propriété intellectuelle. On a combattu aussi le dépôt secret attributif de propriété. On s'est plaint également de l'insuffisance du texte qui laissait une trop grande liberté aux juges.

135 ter. *De l'influence de la loi de 1902 sur la loi de 1806.* — Nous avons vu dans le chapitre consacré à la propriété littéraire et artistique que la loi du 11 mars 1902, qui était une étape de plus vers l'unité de l'art, avait élargi le domaine d'application de la loi du 19-24 juillet 1793 en étendant son bénéfice également aux architectes, aux statuaires, aux sculpteurs et dessinateurs d'ornements quels que soient le mérite ou la destination de l'œuvre.

La loi de 1902 donnait incontestablement à l'auteur de toute œuvre pouvant être considérée comme une création des arts, du dessin et de la sculpture, le droit de se prévaloir de la loi de 1793. C'est ainsi qu'une instance engagée

pour des faits antérieurs à la promulgation de la loi du 14 juillet 1909 avait permis aux demandeurs de revendiquer le bénéfice des dispositions de la loi du 11 mars 1902 qui s'applique aux dessins d'ornements quels que soient le mérite ou la destination de l'œuvre (C. Paris, 4^e Ch., 12 juin 1913, Ann. 1914, 1, 100).

Le rôle de la loi de 1806 était donc incontestablement diminué et certains esprits estimaient que le mieux eût été de l'abroger simplement en faisant une nouvelle addition à la loi de 1793 visant expressément les dessins et modèles dits de fabrique (1).

SECTION II — Principes généraux de la loi du 14 juillet 1909

136. *Son objet.* — Toutes ces critiques aboutirent au vote de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles qui constitue, en quelque sorte, une loi intermédiaire entre la loi de 1793-1902 et la loi de 1844 sur les brevets. Elle établit le droit commun des inventions de la forme qui y trouvent toute protection.

La loi de 1909 dispose expressément que « tout créateur d'un modèle et ses ayants cause ont le droit exclusif d'exploiter, vendre, ou faire vendre le dessin ou modèle dans les conditions prévues par la présente loi... ». Elle organise pour tous les dessins ou modèles nouveaux quels qu'ils soient, quels qu'en soient le but, le mérite ou la destination, une protection spéciale auxiliaire dans la grande majorité des cas, de celle de la loi de 1793-1902.

137. *De l'auteur.* — Le droit découle de la création. L'auteur du dessin ou modèle c'est celui qui en a eu l'idée et non pas celui qui l'a matériellement exécuté, ce peut être un artiste, un artisan, un amateur, un dessinateur professionnel, un fabricant, ou toute autre personne étrangère à l'industrie, peu importe sa qualité, sa création a droit à la protection de la loi. Du reste, pour bien montrer

(1) V. Ch. CONSTANT, *Etude sur la loi du 14 juillet 1909*, Bulletin de la Société des Artistes français, 1909, n° 188, p. 239.

que le droit de l'auteur du dessin dérive uniquement de la création et que la loi s'applique à tout dessin ou modèle, la loi de 1909 n'a pas fait suivre des mots « de fabrique » les mots « dessins et modèles ».

138. *Cumul de la loi de 1909 et de la loi de 1793.* — Dans l'art. 1^{er}, le législateur a reconnu expressément à l'auteur du dessin ou modèle le droit de se prévaloir non seulement des dispositions de la présente loi mais aussi de celles des autres lois qui peuvent le protéger et d'en cumuler le bénéfice avec la loi de 1909. Parmi ces lois, le texte cite expressément la loi des 19-24 juillet 1793 modifiée par la loi du 11 mars 1902. Si donc le dessin ou modèle est une œuvre personnelle de l'art graphique ou plastique, il aura, en outre, la protection de la loi sur la propriété artistique et cette dernière protection survivra toujours à la première. Lorsque la poursuite est engagée en vertu de la loi du 19 juillet 1793, la loi du 14 juillet 1909 ne peut être opposée au demandeur (Trib. corr. Seine, 12^e Ch., 16 avril 1921, Ann. 1921, 1, 222).

La combinaison de divers éléments tombés dans le domaine public, ainsi que leur disposition et leur application à un sujet donné peuvent constituer une œuvre originale et personnelle pour la protection de laquelle l'auteur peut revendiquer le bénéfice de la loi des 19-24 juillet 1793 modifiée par la loi du 11 mars 1902. Il en est ainsi notamment en ce qui concerne la sculpture d'ornement. Le constructeur d'un meuble qui, tout en empruntant les différents motifs d'ornement au domaine public, parvient à les combiner et à les fondre dans un travail vraiment original et à en faire une création personnelle a droit à la protection de la loi (Cass. cr. 26 mai 1916, Ann. 1919, 1, 169). Nous avons vu en effet que la loi du 14 juillet 1909 qui réglemente les conditions dans lesquelles tout créateur d'un dessin ou modèle et ses ayants cause ont le droit exclusif d'exploiter, de vendre, ou de faire vendre ce modèle, réserve expressément le droit qu'il tiendrait d'autres dispositions légales et notamment de la loi de 1793-1902 sur la propriété artistique.

139. *Non cumul de la loi de 1909 et de la loi de 1844 sur*

les brevets d'invention. — Le dépôt d'un dessin ou modèle effectué conformément à la loi du 14 juillet 1909 ne permet de revendication que si le déposant a eu l'intention de considérer uniquement les objets déposés comme dessins ou modèles nouveaux protégés par la loi. Mais l'art. 2, alinéa 2, disposant expressément que si le même objet peut être considéré à la fois comme un dessin ou modèle nouveau et comme une invention brevetable, et si les éléments constitutifs de la nouveauté du dessin ou modèle sont inséparables de ceux de l'invention, le dit objet ne peut être protégé que conformément à la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention; la loi de 1909 est sans application si le déposant lui-même a clairement manifesté l'intention de revendiquer un genre de tissu nouveau en en faisant une description complète et en indiquant sa nature particulière et n'a déposé les 25 échantillons qu'à titre d'exemple du genre de tissu nouveau qu'il entendait s'approprier, c'est-à-dire, pour justifier et établir la valeur du nouveau produit brevetable (C. Douai, 1^{re} Ch., 23 juin 1913, Ann. 1914, 1, 111).

Cependant, il peut arriver que la forme ne soit pas liée indissolublement au résultat industriel et on pourra dans ce cas obtenir une double protection, d'abord celle de la loi de 1844 si on en remplit les formalités requises pour faire protéger les résultats industriels. La loi de 1909 protégera, d'autre part, pendant de longues années encore la propriété de la forme séparable du résultat industriel qui a fait l'objet d'un dépôt de modèle alors que le brevet qui le protégeait sera tombé dans le domaine public depuis longtemps (Trib. civ. Seine, 22 janvier 1903, Ann. 1904-90).

SECTION III. — Objets auxquels s'applique la loi nouvelle

140. — Contrairement à la loi de 1806 qui ne parlait que des dessins « inventés par un fabricant » ou « appartenant à un fabricant » ce qui avait donné lieu à de grosses difficultés d'interprétation, la loi nouvelle a le mérite dans son art. 2, de donner une définition qui est aussi générale

que possible. Elle s'applique « à tout dessin nouveau, à toute forme plastique nouvelle, à tout objet industriel qui se différencie de ses similaires, soit par une configuration distincte et reconnaissable, lui conférant un caractère de nouveauté, soit par un ou plusieurs effets extérieurs lui donnant une physionomie propre et nouvelle ». Si les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 sont applicables à tout dessin ou modèle nouveau, il résulte tant du texte que des travaux préparatoires que la protection ne peut s'étendre qu'aux œuvres constituant une création de la forme (Trib. cor. Le Mans, 26 mai 1921, Ann. 1922, 1, 49).

Cette décision paraît judicieusement rendue. Il est certain que la loi protège toutes les créations, même celles n'ayant pas de caractère artistique à proprement parler (C. Limoges, 5 juillet 1912, Ann. 1913, 1, 9 et note de M. Claro) à la condition qu'on se trouve réellement en présence d'une création de la forme, c'est-à-dire d'un objet présentant un aspect nouveau et caractéristique.

141. *De la nouveauté.* — La loi ne s'attache nullement à l'importance de la création ; elle la protège quel qu'en soit le mérite à la seule condition qu'elle soit nouvelle.

Du fait que la protection découle de la création, de la nouveauté, l'objet qui n'est ni de la création, ni de l'invention du déposant, qui n'est point nouveau, ne peut faire l'objet d'un dépôt valable comme dessin ou modèle.

C'est ainsi qu'un tube de hauteur et largeur variables, pour contenir du coco de Calabre alors que des tubes de la même espèce sont employés depuis fort longtemps, en tous cas avant le dépôt, pour contenir différentes choses ne peut faire l'objet d'une propriété privative. Toutefois, une action en concurrence déloyale peut conserver sa justification si les tiers poursuivis imitent les marques, dessins ou couleurs sur ces tubes de façon à induire le public en erreur sur l'origine du produit vendu (Trib. com. Lyon, 7 juin 1912, *Gaz. Com., Lyon*, 30 novembre 1912).

Du fait que la loi du 14 juillet 1909 ne protège que les modèles constituant des créations nouvelles et des objets industriels qui se différencient de leurs similaires par leur configuration extérieure, il a été jugé que la loi du 14 juil-

let 1909 ne saurait s'appliquer à des plaques de robinetterie ne se caractérisant ni par leur originalité, ni par la nouveauté de leur aspect, mais tout au plus par un dispositif de fixation qui ne peut être protégé par la législation des dessins et modèles. Aussi le fait de déférer aux tribunaux correctionnels d'honnêtes commerçants en les poursuivant à la légère peut exposer le poursuivant à une condamnation à des dommages-intérêts (Trib. corr. Seine, 15 janvier 1914. *Moniteur jud. Lyon*, 15-16 avril 1914).

142. *Du dessin.* — La loi protège comme elle le dit elle-même dans son art. 2 « tout dessin », il faut entendre cette expression dans son sens le plus large. Du reste, le rapporteur de la loi (Rapport Prache, Ann. 1909, p. 73) ne dit-il pas « il suffit qu'il soit une création intellectuelle ». Peu importe alors qu'il soit à l'état d'esquisse et de projet colorié ou non, son mérite esthétique est aussi indifférent que sa destination.

143. *De la forme plastique et de l'objet industriel.* — La protection de la loi s'étend à toute forme plastique, c'est-à-dire avant comme après utilisation industrielle à « toute maquette, à tout modelage, en cire, en plâtre, en terre glaise, aussi bien qu'aux moules et moulages, à toute œuvre de sculpture académique ou d'ornement, quels qu'en soient le mérite ou l'importance, et à toute forme étrangère aux règles de la sculpture industrielle par exemple, aux modèles nouveaux de coiffures, de chapeaux, de corsets, de jouets, etc... » (Rapport Prache, *loc. cit.*). La loi protège toutes les créations de la mode (Cass. req., 31 décembre 1918, Ann. 1919, 1, 16). Il a été également introduit dans l'énumération de la loi pour que nulle confusion ne fut possible l'expression « tout objet industriel » sous la seule condition qu'il se distinguât de ses similaires par une configuration distincte ou par des effets qui lui donnent une physionomie propre. Il a été jugé que, constitue un modèle de fabrique valable, la forme de découpage du papier carton permettant d'obtenir des enveloppes cubiques. Il y a contrefaçon du modèle par l'emploi de la forme cubique de l'enveloppe. Il n'est pas exigé pour qu'il y ait usurpation du modèle que la confusion soit rendue presque néces-

saire dans l'esprit du public ; il suffit que la similitude soit de nature à favoriser cette confusion dans l'esprit de consommateurs occasionnels et non prévenus (Trib. civ. Seine, 3^e Ch., 17 octobre 1913, Ann. 1914, 1, 30).

SECTION IV. — Du dépôt

144. — La loi de 1909 exige du créateur du dessin ou du modèle nouveau pour qu'il puisse se prévaloir de sa protection spéciale, un dépôt. Nous avons déjà rencontré cette formalité à propos de la loi de 1793-1902, sur la propriété littéraire et artistique et la loi de 1909 n'a rien innové en cette matière. La seule différence c'est qu'ici les termes de la loi sont impératifs, l'obligation du dépôt est générale et doit s'étendre à toutes les œuvres qu'on désire faire protéger qu'il s'agisse d'un dessin, d'une forme plastique en relief ou d'un dessin industriel.

145. *Des formalités du dépôt.* — La loi de 1909 règle d'une façon très minutieuse dans son art. 5 les formalités du dépôt.

Le dépôt doit comprendre à peine de nullité, deux exemplaires identiques d'un spécimen ou d'une représentation de l'objet revendiqué. Le décret du 26 juin 1911 portant règlement d'administration publique de la loi du 14 juillet 1909 a précisé dans son art. 3 que le dépôt doit être accompagné d'une déclaration sur papier libre signée du créateur, de son ayant cause ou de son mandataire indiquant les noms, prénoms, profession, domicile du déposant, et le cas échéant, ceux du mandataire, le nombre et la nature des objets déposés, les numéros des objets auxquels seraient annexés une légende explicative, les empreintes des cachets apposés par le déposant sur la boîte qui contient les dessins et modèles ; enfin, l'art. 4 du décret précité dispose que les modèles peuvent être déposés soit en grandeur naturelle, soit en agrandissement ou en réduction.

146. *Dépôt par représentation.* — La loi se borne à dire que le dépôt peut comporter une représentation de l'objet

révendiqué. Le décret d'application, dans son art. 5, a donné quelques précisions sur le dépôt effectué sous la forme d'une représentation de l'objet. C'est au déposant de choisir à ses risques et périls, les moyens les plus propres à prévenir toute altération de la dite représentation et à en permettre la reproduction à l'aide de procédés photographiques.

147. *Du dépôt multiple.* — Le dernier paragraphe de l'art. 5 de la loi de 1909 admet très libéralement le dépôt multiple; mais le même dépôt ne peut pas comprendre plus de cent dessins ou modèles qui doivent tous être numérotés du premier au dernier. La sanction de cette disposition se trouve dans la loi elle-même, c'est la non validité du dépôt des dessins ou modèles non numérotés ou portant des numéros répétés ou au delà de 100.

148. *De la légende explicative.* — Pour la parfaite compréhension de l'objet déposé, il peut être utile quelquefois d'accompagner le dépôt d'une légende explicative. L'art. 5 autorise cette pratique pour le déposant toutes les fois qu'il le jugera utile.

149. *Lieu du dépôt.* — L'art. 5, paragraphe 1^{er} a édicté, sous peine de nullité, que le dépôt doit être effectué au Secrétariat du Conseil des prud'hommes ou, à son défaut, au greffe du tribunal de commerce du domicile du déposant. A défaut de tribunal de commerce, au greffe du tribunal civil, dit le décret du 26 juin 1911.

Lorsque le domicile du déposant est situé hors de France, le dépôt doit être effectué, sous peine de nullité, au Secrétariat du Conseil des prud'hommes de la Seine.

La déclaration de chaque dépôt est transcrite sur un registre, avec la date, l'heure, et un numéro d'ordre. Un certificat reproduisant ces mentions est remis au déposant.

150. *Du déposant.* — Le dépôt peut être effectué par le créateur lui-même. Aux termes de l'art. 2 du décret, il peut être également opéré par un mandataire muni d'une procuration sur papier libre et dispensée des formalités de timbre, d'enregistrement et de légalisation.

151. *Forme du dépôt.* — En vue d'assurer une sécurité plus grande contre les risques de détérioration du dessin

ou modèle déposé, l'art 5, paragraphe 4 de la loi indique que le dépôt doit être effectué dans « une boîte hermétiquement fermée et sur laquelle sont apposés les cachets et la signature du déposant, ainsi que le sceau et le visa du secrétariat ou du greffe, de telle sorte qu'on ne puisse l'ouvrir sans faire disparaître ces certifications ».

Le décret du 26 juin 1911 a déterminé dans son art. 7 les conditions que doivent remplir les boîtes renfermant les objets déposés.

152. *Du rôle du greffier ou du secrétaire.* — L'art 8 du décret du 26 juin 1911 prend soin de préciser que le greffier ou le secrétaire ne doit recevoir le dépôt que si toutes les formalités extérieures prescrites ont bien été remplies.

Quant aux formalités qui sont prescrites par la loi, à peine de nullité, il est bien évident que c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de les apprécier.

153. *Coût du dépôt.* — Le dépôt d'un dessin ou modèle n'est pas gratuit. Il est perçu, au moment du dépôt, conformément à l'art. 8 de la loi, et d'après les nouveaux tarifs du timbre résultant de la loi du 25 juin 1920, une somme de 6 fr. 75 par dépôt plus 0 fr. 05 par objet déposé.

154. *Publicité du dépôt.* — Le grave inconvénient de la loi de 1806 consistait dans le secret perpétuel du dépôt. La loi de 1909 y a obvié dans une certaine mesure en déclarant dans son art. 6 « que la boîte déposée peut rester au secrétariat ou au greffe pendant une période de cinq années au maximum, aussi longtemps qu'elle y est laissée le dépôt des objets qu'elle renferme demeure secret ». Le dépôt reste donc secret en principe cinq années. C'est une période qui semble encore beaucoup trop longue et qui pourrait être ramenée sans le moindre inconvénient à deux ou trois années.

155. *Réquisition de publicité.* — Avant l'expiration du délai de cinq années, une réquisition de publicité peut être faite par le déposant. Elle peut même avoir lieu au moment du dépôt dans la déclaration qui l'accompagne. L'art. 11 du décret du 26 juin 1911 règle les formalités de cette réquisition qui doit être adressée suivant les cas, soit au secrétariat ou au greffe du Conseil des prud'hommes ou du

Tribunal de commerce, soit au Directeur de la propriété industrielle.

En cas de réquisition de publicité adressée au Secrétariat ou au greffe, la boîte déposée doit être adressée sans délai à l'Office national de la propriété industrielle.

156. *Paiement de la taxe de publicité.* — La publicité du dépôt entraîne pour chaque objet pour lequel elle est requise, le paiement d'une taxe de 30 francs. Le dépôt, par le fait de cette réquisition de publicité, se trouve par là même prorogé pour une nouvelle période de 20 ans s'ajoutant à la protection de 5 ans résultant du dépôt.

157. *Publicité du dépôt.* — Les deux exemplaires de chacun des objets dont la publicité est requise sont extraits de la boîte, l'un de ces exemplaires est photographié par les soins de l'Office national de la propriété industrielle et les exemplaires photographiés sont ensuite replacés sous enveloppe scellée dans la boîte avec les objets pour lesquels la publicité n'a pas été demandée, réunis eux-mêmes sous une autre enveloppe scellée. La boîte est de nouveau close, scellée et revêtue du sceau de l'Office national de la propriété industrielle pour être conservée dans les archives (Art. 19 du décret).

Un des exemplaires photographiés sera communiqué aux tribunaux s'il y a lieu, tandis que l'autre exemplaire sera collé sur des registres spéciaux communiqués gratuitement au public (Art. 20 du décret).

Cette épreuve est accompagnée, le cas échéant, de la légende explicative.

158. *Délivrance des épreuves.* — L'art. 6, paragraphe 7 de la loi prévoit la délivrance moyennant une taxe de 10 francs par épreuve (Art. 20 du décret), des épreuves portant également copie des mentions explicatives et de la déclaration de dépôt, au déposant qui en fera la demande ou à ses ayants cause ainsi qu'à toute partie engagée dans une contestation judiciaire relative au dessin ou modèle.

159. *Durée de la protection.* — Le dépôt effectué au secrétariat du Conseil des prud'hommes ou au greffe est valable 5 ans. A l'expiration de ce délai durant lequel le dépôt peut rester au secrétariat, la boîte renfermant sous

scellés, les objets pour lesquels la publicité n'a pas été requise avant l'expiration de ce terme, est restituée au déposant sur sa demande. Elle pourra lui servir, le cas échéant, à établir la priorité de sa possession sur les dessins ou modèles qu'elle renfermait. Le déposant qui désire conserver son droit, au delà de la période de 5 ans, doit avant l'expiration de ce délai, sous peine d'être forclos, adresser une réquisition de prorogation avec ou sans publicité, à l'administration qui détient le dépôt au moment de cette réquisition. Ce sera le plus souvent le secrétariat ou le greffe, ce pourra être également l'Office national de la propriété industrielle si l'objet pour lequel la prorogation est spécialement demandée, fait l'objet d'un dépôt multiple. La réquisition doit renfermer les mentions prescrites à propos des réquisitions relatives à la publicité. Elle est établie sur papier libre et doit spécifier si la publicité est requise ou non pour tout ou partie des objets.

Au reçu de cette réquisition, le greffier doit transmettre le dépôt et la réquisition à l'Office national de la propriété industrielle.

160. *Taxe de prorogation.* — La taxe de prorogation est de 5 francs par objet, si la prorogation doit rester à l'état secret. Elle est de 30 francs si elle a lieu avec publicité.

161. *Rôle de l'Office national.* — Si la réquisition de prorogation a lieu avec publicité, l'Office national à l'arrivée de l'envoi, lui donne un numéro d'ordre, transcrit la réquisition sur un registre et procède à l'examen de l'envoi comme dans le cas de publicité.

162. *Prorogation secrète.* — En cas de prorogation secrète, il est également procédé à l'ouverture de la boîte et à la vérification de son contenu. Cette vérification est indispensable pour permettre de reconnaître si les objets contenus sont conformes aux indications de la réquisition et d'apprécier si le montant de la taxe versée est exact. La conformité ayant été reconnue, la boîte est à nouveau close et scellée.

En cas d'insuffisance du versement de la taxe, le déposant est invité par lettre recommandée à avoir, dans un délai déterminé, à effectuer le versement du complément.

Toutes ces opérations sont consignées dans un procès-verbal, dont un extrait est placé dans la boîte à nouveau close et scellée.

163. *Expiration de la prorogation de 25 ans.* — Les dépôts dont la prorogation a été requise sous la forme secrète ou avec publicité sont conservés dans les archives de l'Office national de la propriété industrielle et prennent fin à l'expiration des 25 années à dater de l'enregistrement au secrétariat ou au greffe du tribunal.

164. *Prorogation de 50 ans.* — Le déposant peut obtenir la prorogation de son dépôt pour une nouvelle période de 25 années, ce qui porte à 50 ans, le maximum de la durée du dépôt. Cette dernière prorogation, aux termes de la loi, doit toujours être accompagnée de publicité.

165. *Formalités.* — La demande de prorogation doit être adressée sur papier libre avec les indications visées plus haut à propos des réquisitions de prorogation. Elle devra parvenir à l'Office national de la propriété industrielle pendant la première période de 25 ans et au plus tard, le jour anniversaire du dépôt.

166. *Paiement de la taxe.* — L'art. 8 fixe le montant de cette taxe à 50 francs par objet s'il y a eu publicité antérieure, et à 65 francs dans le cas contraire.

167. *Rôle de l'Office national.* — Il devra transcrire la réquisition et lui attribuer un numéro à son arrivée. Après le paiement de la taxe, la boîte sera extraite des archives et vérifiée extérieurement et intérieurement suivant la forme ordinaire.

Les dépôts ainsi prorogés seront conservés pendant une période de 50 années dans les archives de l'Office national de la propriété industrielle.

168. *Communication des dépôts aux tribunaux.* — Le décret du 26 juin 1911 a, dans son titre V, précisé les conditions de la communication des dépôts aux tribunaux.

Lorsque la juridiction saisie demande la communication d'un dessin ou d'un modèle, préalablement publié par l'Office national de la propriété industrielle, c'est au Procureur de la République ou au Procureur général suivant le cas, et si la juridiction saisie est un tribunal de

Commerce au Président de ce tribunal, d'adresser une réquisition écrite au Directeur de la propriété industrielle aux fins d'envoi de l'exemplaire au greffe de la dite juridiction. A l'exemplaire doit être joint un certificat de la date du dépôt, celle de sa réception à l'Office national de la propriété industrielle et celle de la publicité du dessin ou modèle.

Lorsque la communication n'est plus utile, l'exemplaire doit être renvoyé à l'Office national de la propriété industrielle avec le procès-verbal du greffier dressé lors de l'ouverture de l'enveloppe d'envoi faite à l'audience ou en chambre du Conseil.

L'art. 34 prévoit également le cas où la juridiction saisie autorise les experts à prendre communication du dessin à l'Office national de la propriété industrielle ; ils doivent adresser une demande à son Directeur accompagnée d'une expédition de la décision par laquelle ils sont désignés.

La boîte est alors ouverte en présence du Directeur ou de son délégué assisté de deux fonctionnaires de l'Office national de la propriété industrielle.

L'examen terminé il est dressé procès-verbal et l'objet est replacé dans la boîte qui est à nouveau scellée et remise aux archives de l'Office national de la propriété industrielle.

169. *Conservation des dessins et modèles à l'expiration du dépôt.* — L'art. 9 de la loi du 14 juillet 1909 dispose que les dépôts pour lesquels la prorogation avec ou sans publicité n'a pas été requise avant le terme des cinq premières années et qui n'ont pas été réclamées, les dépôts de 25 ans non prorogés à 50 ans sont, après l'ouverture des boîtes, transmis aux établissements qui auront été désignés à cet effet par décrets qui choisiront les objets dignes d'être conservés pour être exposés ou communiqués au public. Ces objets devront porter les nom, prénoms et domicile du déposant ainsi que la date du dépôt. Ces indications devront permettre aux tiers de rechercher si le droit exclusif de reproduire ceux de ces objets qui constituent des dessins, des sculptures au sens technique de ces mots, est encore garanti à leurs auteurs par la loi de 1793-1902.

170. *Dispositions transitoires.* — La loi de 1909 a pris soin de déclarer que la présente loi entrera en vigueur six mois après sa promulgation et qu'à dater de cette époque, les dépôts antérieurs encore valables d'après l'ancienne législation, seront soumis à la présente loi. Les dépôts à perpétuité effectués sous l'empire de la loi de 1806 cesseront d'être en vigueur 50 ans après la date de la promulgation de la loi de 1909, le dit délai constituant le maximum de la prorogation possible du dépôt. Les dépôts faits pour cinq ans au moins pourront être renouvelés dans les conditions prévues par la loi de 1909 avant l'expiration du délai pour lequel ils ont été effectués.

Quant aux dépôts expirés lors de l'entrée en vigueur de la loi et encore existants dans les secrétariats ou greffes, ils devaient être restitués aux déposants sur leur demande. Ici la loi de 1909 s'est montrée encore plus libérale que la loi de 1806 qui ne prévoyait aucune restitution. La boîte ainsi restituée pourra servir aux déposants à établir la priorité de leur possession.

171. *Effets du dépôt.* — Comme nous l'avons déjà dit maintes fois, c'est la création qui constitue l'essence même de la propriété littéraire et artistique, le dépôt, indépendamment de la création, ne pouvant conférer aucun droit à son auteur. La loi de 1909 dans son art. 3, paragraphe 2, a consacré ce principe en proclamant que la propriété d'un dessin ou modèle appartient à celui qui l'a créé ou à ses ayants droit. Le premier déposant dudit dessin ou modèle est présumé jusqu'à preuve contraire en être le créateur. Le dépôt est donc purement déclaratif de propriété, mais il est indispensable pour permettre d'invoquer la protection spéciale de la loi qui dispose expressément que « les dessins ou modèles régulièrement déposés jouissent seuls du bénéfice de la présente loi ». En conséquence doit donc être débouté de sa demande en validité de saisie, confiscation et en dommages-intérêts, celui qui se borne à invoquer le dépôt qu'il a fait de dessins et modèles au secrétariat des Prud'hommes et la publicité qu'il en a requise le même jour à l'Office national de la propriété industrielle, et qui se refuse à fournir aucune explication sur les condi-

tions et circonstances dans lesquelles il aurait créé ces modèles ou dans lesquelles il en aurait acquis la propriété, alors que cette présomption tirée uniquement du dépôt est détruite par les documents versés par le défendeur aux débats (Trib. civ. Seine, 3^e Ch., 26 juin 1916, *Gaz. Trib.*, 30 juillet 1916).

172. *Epoque du dépôt.* — Aux termes de la loi de 1909, le dépôt du dessin ou modèle peut être effectué à toute époque et la publicité qui lui a été donnée antérieurement soit par une mise en vente, soit par tout autre moyen n'entraîne ni la déchéance du droit de propriété, ni celle de la protection spéciale accordée par la présente loi. Cependant, comme le dépôt constitue une présomption de propriété en faveur du déposant, il est utile de déposer sa création dans le plus bref délai.

SECTION V. — Preuves de la création en dehors du dépôt

173. *Article 4 de la loi de 1909.* — Le dépôt d'un dessin ou modèle comme nous venons de le voir entraîne à des formalités nombreuses et relativement compliquées qu'il était nécessaire d'exposer avec quelque détail pour comprendre le mécanisme de la protection accordée par la loi de 1909. En dehors de ses prescriptions, impératives, l'intéressé ne pourra-t-il pas faire constater la priorité de sa création sur tous ses concurrents par un procédé plus simple que le dépôt et plus efficace que tous les autres moyens de droit commun qui sont admis en cette matière ? L'art. 4 de la loi de 1909 a précisément prévu ce cas en décidant que des décrets spéciaux à certaines industries pourront prescrire les mesures nécessaires pour permettre aux industriels de faire constater leur priorité d'emploi d'un dessin ou modèle, notamment, par la tenue de registres spéciaux soumis à l'estampille officielle.

Par application de cette disposition, un décret en date du 10 mars 1914 complété par un arrêté ministériel du 13 de ce même mois, a déterminé pour certaines industries, les mesures nécessaires pour permettre aux industriels de

faire constater la priorité d'emploi d'un dessin ou modèle par la tenue de registres privés soumis à l'estampille officielle.

Aux termes de ces dispositions, les dessins ou reproductions graphiques des modèles doivent être établis sur une feuille de papier de dispositions réglementaires. Sur cette reproduction doivent être mentionnées toutes les indications de nature à préciser la date et les conditions de la création de chaque dessin ou modèle figuré, soit la date de la création, soit celle de l'achat, le nom du créateur et, si possible, celui du premier destinataire. Les dessins ainsi établis sont copiés à la presse à leur date, sur un livre de copie, analogue aux copies de lettres ou reproduits par décalque sur un registre spécial sans grattage, ni surchage.

Les dits livres de copie et registres doivent être visés et estampillés avant usage par l'Office national de la propriété industrielle où ils doivent être transmis dûment paginés pour y être cotés ou paraphés par première et dernière pages et revêtus sur chaque feuille de l'estampille officielle.

174. *Taxes.* — Il est perçu au profit de l'Office national de la propriété industrielle, une taxe fixée à 3 francs par livre ou registre de deux cents feuilles ou moins, avec un supplément de 0 fr. 50 par cent feuilles ou moins en excédent.

175. *Effets de la tenue des registres estampillés et moyens de preuves complémentaires.* — Le livre de copie et le registre spécial ainsi visés et estampillés et régulièrement tenus par ordre de dates sans blanc ni lacune, peuvent être produits, en cas de contestation, devant le tribunal où ils fournissent d'intéressantes présomptions en vue d'établir la date de la création dont la priorité est discutée.

Le moyen de preuve résultant de la tenue des livres et registres précités a été complété par l'organisation à l'Office national de la propriété industrielle d'un service de gardiennage des plis cachetés d'un caractère d'ailleurs tout facultatif. Il a paru que, si en outre de la copie et du décalque portés sur le registre, il existe dans un établissement public une copie identique du dessin conservé sous pli cacheté à sa date d'enregistrement, la comparaison possible, en cas de contestation, des livres ou registres spéciaux et du pli,

peut être de nature à changer en preuve certaine les présomptions déjà très importantes tirées de l'examen de ces livres et registres.

Le décret du 10 mars 1914 a donc prévu l'autorisation pour les intéressés d'établir en deux exemplaires identiques, les dessins pour lesquels ils désirent s'assurer la date de priorité de création et d'adresser ces deux exemplaires à l'Office national de la propriété industrielle qui, après inscription et perforation de la date d'arrivée, retourne l'un d'eux à l'envoyeur et place l'autre dans ses archives.

Ces dessins ou reproductions photographiques peuvent être obtenus par tous procédés, soit à la main ou par tirage photographique, à l'exclusion des procédés d'impression par encrage des planches. Chacun de ces deux exemplaires est placé dans un des compartiments d'une enveloppe double d'un modèle spécial dite « enveloppe Soleau », laquelle après avoir été remplie et fermée suivant les indications qui y sont mentionnées, est envoyée à l'Office national de la propriété industrielle en même temps qu'un mandat représentant le montant de la taxe requise pour l'enregistrement et le gardiennage fixé à 4 francs par enveloppe (Arrêté ministériel, 23 juillet 1921).

L'enveloppe à son arrivée à l'Office national de la propriété industrielle est perforée mécaniquement aux numéros et à la date d'enregistrement. Les deux compartiments sont séparés par l'Administration qui en garde un et retourne l'autre à l'envoyeur sous pli recommandé pour lui servir de titre concurremment avec les registres prévus et, s'il y a lieu, avec le duplicata demeuré à l'Office national de la propriété industrielle et classé dans ses archives pour une durée de cinq ans.

Avant l'expiration de ce délai, l'intéressé peut requérir la prorogation du gardiennage pour une nouvelle période de cinq ans en envoyant à l'Office national de la propriété industrielle une nouvelle taxe de 4 francs.

Si la prorogation n'est pas requise, le duplicata de l'enveloppe est remis au déposant ou à ses ayants cause sur demande, faute de quoi, il est détruit.

L'enveloppe ne doit contenir aucun objet dur ou métal-

lique sinon elle est refusée à l'enregistrement et renvoyée entière à l'expéditeur.

Les dispositions prévues par le décret du 10 mars 1914 et l'arrêté ministériel du 13 du même mois, sont de nature à assurer un moyen simple et peu coûteux de justifier de la priorité de création de dessins ou modèles. Elles demeurent entièrement facultatives.

Il importe cependant de remarquer que la tenue des registres et l'envoi des enveloppes à l'Office national de la propriété industrielle ne sauraient avoir les mêmes conséquences que celles qui résultent du dépôt au Conseil des prud'hommes et n'ont aucun des caractères du dépôt officiel légal.

L'art. 4 de la loi du 14 juillet 1909 n'a, en effet, pour objet que de permettre de constituer un moyen de preuve de priorité de création, alors que le dépôt au Conseil des prud'hommes constitue une présomption de propriété et donne seul le pouvoir de réclamer le bénéfice de la loi de 1909.

176. *Industries bénéficiaires des moyens de preuves complémentaires.* — Les industries admises à user des dispositions contenues dans les décret et arrêté susvisés sont exclusivement les suivantes : gravure et estampage, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, fabriques de bronze et industries qui s'y rattachent, fabriques de broderies en tous genres, de dentelles, de tulle, de ruban, de soierie et toutes les industries textiles en général.

Un décret du 2 août 1922 a étendu les dispositions du décret du 10 mars 1914 à la constatation de la priorité d'emploi des dessins et modèles appartenant à l'industrie des fondeurs typographes.

Un autre décret du 9 mai 1923 a également étendu les dispositions susvisées à l'industrie de la verrerie en flaconnage.

SECTION VI. — Des nullités et des déchéances
prévues par la loi de 1909§ 1^{er}. — Des causes de nullité

177. — Le dépôt institué par la loi de 1909 est purement déclaratif. Il n'a pour effet, en dehors de la présomption de propriété qu'il crée au profit du déposant, que de permettre d'invoquer le bénéfice de la loi.

Nous avons vu à propos des formalités du dépôt qu'il doit être effectué, à peine de nullité, au secrétariat du Conseil des prud'hommes ou, à son défaut, au greffe du tribunal de commerce. Il doit également, à peine de nullité, comporter deux exemplaires identiques de l'objet déposé, être contenu dans une boîte hermétiquement fermée sur laquelle sont apposés les signatures et cachets du déposant ainsi que le sceau et le visa du secrétariat ou du greffe de sorte qu'on ne puisse l'ouvrir sans faire disparaître ces certifications.

Le dépôt peut encore être nul en totalité ou en partie, s'il porte un ou plusieurs dessins ou modèles numérotés, portant des numéros répétés ou au delà de 100.

D'autre part, aux termes de l'art. 5, un dessin ou modèle nouveau qui peut être considéré comme une invention brevetable ne peut être protégé que par la loi du 5 juillet 1844. Il s'ensuit donc accessoirement qu'un tel dépôt est de nul effet.

178. *Effets de la nullité.* — Sauf dans le dernier cas, où le droit du déposant à la protection est inexistant, dans tous les autres, la nullité du dépôt pour lequel les prescriptions de la loi n'ont pas été suivies est sans importance quant à l'existence du droit lui-même, la publicité antérieure au dépôt n'entraînant aux termes de l'art. 3 de la loi aucune déchéance, ni du droit de propriété, ni de la protection accordée par la loi. Cette nullité peut donc être couverte en effectuant postérieurement, sous la forme régulière, un nouveau dépôt.

§ 2. — *Des causes de déchéance*

179. — Il ne saurait y avoir aucune déchéance du fait du défaut d'exploitation industrielle de l'objet déposé, ni de l'introduction d'objets similaires de l'étranger, aucune disposition de ce genre n'étant prévue par la loi de 1909.

Au contraire, nous avons vu que la loi impose au déposant qui veut obtenir la prorogation de son dépôt, la manifestation de sa volonté à des époques déterminées. Si le déposant n'agit pas à temps, il encourt la déchéance de son dépôt et du droit à la protection de la loi, car un dépôt régulièrement effectué ne peut être renouvelé.

§ 3. — *Du droit d'action et de la compétence*

180. *Du droit d'action.* — Toute personne y ayant intérêt peut introduire une action en nullité ou en déchéance.

181. *Compétence.* — Dans le silence de la loi, les règles du droit commun en matière de compétence s'appliquent. Si le débat s'élève entre commerçants, la juridiction consulaire est compétente, si l'une des parties n'est pas commerçante, c'est le tribunal civil qui connaît du différend.

SECTION VII. — *De la contrefaçon*

182. *Définition.* — Le fait de reproduire, vendre ou faire vendre un dessin ou modèle régulièrement déposé constitue le délit de contrefaçon que la loi de 1909 définit comme étant « toute atteinte portée sciemment aux droits garantis par la présente loi ». Il est évident que la reproduction par elle-même constitue le délit quels que soient l'importance ou le mérite de l'œuvre contrefaite. Ce que la loi punit c'est le fait matériel, les juges restant libres d'apprécier les circonstances du délit.

Par ces mots « toute atteinte », la loi réprime toute contrefaçon portée sciemment aux droits de l'auteur qu'elle soit partielle ou totale.

183. *Conditions de la contrefaçon.* — Nous avons vu que

c'est le dépôt seul qui permet de se prévaloir du bénéfice de la loi de 1909, mais pour que la protection née du dépôt ait toute sa valeur, il faut la nouveauté qui est une condition *sine qua non* de celle-ci. Donc un dessin connu, fût-il déposé, ne saurait devenir le fondement principal d'un droit privatif puisque la propriété puise sa source dans le fait même de sa création (1).

Les deux conditions de nouveauté et de dépôt antérieur donnent droit à l'action de la présente loi ; c'est ce que dit nettement l'art. 11, paragraphe 1^{er} « les faits antérieurs au dépôt ne donnent ouverture à aucune action dérivant de la présente loi ».

A défaut de la sanction de la loi de 1909, il peut cependant y avoir un acte de concurrence déloyale dans le fait de la reproduction de dessins de nature à créer une confusion entre deux œuvres, lequel est justiciable d'une action civile en réparation du préjudice causé.

184. *De la possession personnelle.* — Il peut arriver qu'un fabricant fasse un dépôt de dessin ou modèle alors qu'un autre fabricant est déjà en possession du même dessin, du même modèle qui est resté secret. La possession antérieure au dépôt manifestement prouvée fera-t-elle échec à ce dernier ? En présence des termes de la loi de 1909, il convient de décider que le créateur du dessin ou modèle qui l'a conservé un long temps par devers lui sans le faire connaître, pourra à un moment quelconque, le déposer et revendiquer le droit exclusif à son exploitation à l'encontre des créateurs postérieurs qui l'auraient exploité avant lui.

185. *De la bonne foi.* — La bonne foi, aux termes de la loi de 1909, est un moyen de justification, elle exclut le délit. Elle est laissée à l'appréciation souveraine des juges du fait. D'ailleurs l'art. 11, paragraphe 2 de la loi du 14 juillet 1909 établit une présomption de bonne foi au profit du reproducteur de l'œuvre quand la reproduction a lieu antérieurement à la publicité « les faits postérieurs au

(1) POUILLET et TAILLEFER, *Traité théorique et pratique des dessins et modèles*, n° 526.

dépôt mais antérieurs à sa publicité ne peuvent donner lieu... à une action, même au civil, qu'à charge par la partie lésée d'établir la mauvaise foi de l'inculpé ».

Mais aucune disposition de la loi de 1909 ne fait résulter la preuve de la mauvaise foi uniquement de la seule circonstance que le défendeur aurait connu l'existence du dépôt, il appartient aux tribunaux d'apprécier d'après toutes les circonstances de fait qui leur sont toutes soumises, si le défendeur avait ou devait avoir connaissance du droit qu'il violait. En constatant que la reproduction des modèles déposés constitue une contrefaçon servile, la décision des juges du fait, établit suffisamment la mauvaise foi du défendeur et ne viole pas les dispositions de l'art. 11 de la loi précitée (Cass. req., 31 décembre 1918, *loc. cit.*).

Remarquons qu'aucune action tant pénale que civile ne peut être intentée avant la publicité du dépôt.

186. *De la mauvaise foi.* — Si des faits de contrefaçon viennent à se produire postérieurement à la publicité, l'auteur est présumé être de mauvaise foi. Cette présomption admet la preuve contraire, le paragraphe 4 de l'art. 11 dispose en effet « lorsque les faits sont postérieurs à la publicité du dépôt, leurs auteurs peuvent exciper de leur bonne foi mais à la condition d'en rapporter la preuve ».

SECTION VIII. — De l'action en contrefaçon

187. *Du droit de poursuite.* — Le droit de poursuite qui est la sanction du droit de propriété appartient au déposant ou à ses ayants cause, en l'espèce son héritier ou son cessionnaire. Remarquons en passant, que la loi de 1909 n'a subordonné la cession à aucune formalité spéciale.

188. *Du rôle du ministère public.* — Il n'y a pas dans la loi de 1909, de disposition analogue à l'art. 45 de la loi de 1844 qui limite le droit d'action du ministère public au cas de plainte de la partie lésée. Les règles du droit commun doivent donc s'appliquer et le ministère public est investi du droit de poursuivre, même d'office, la répression de la contrefaçon des dessins ou modèles. Il est évi-

dent que son action reste subordonnée à l'obligation du dépôt préalable.

189. *Preuves de la contrefaçon.* — La loi de 1909 consacre expressément à l'auteur victime de la contrefaçon, le droit de faire procéder par tous huissiers, en vertu d'une ordonnance rendue sur simple requête, production du certificat de dépôt et récépissé des taxes prévues, par le Président du tribunal civil dans le ressort duquel l'opération doit être effectuée, à la description détaillée avec ou sans saisie, des objets, en l'espèce les productions contrefaites, ou instruments incriminés, c'est-à-dire les instruments qui ont servi à réaliser la contrefaçon, clichés, moules, etc. Le Président a d'ailleurs la faculté d'imposer un cautionnement, même si le requérant est français, s'il est étranger ce cautionnement est obligatoire.

La saisie réelle ou par description constitue le mode habituel de preuve de la contrefaçon, mais elle n'en est nullement le mode unique et nécessaire, tous les modes de preuve restant admis.

190. *Procédure de la saisie.* — L'huissier saisissant en vertu d'une autorisation du Président du tribunal civil, peut se faire assister d'un officier de police ou du juge de paix du canton.

La copie de l'ordonnance autorisant la saisie doit être laissée au détenteur des objets ainsi que celle de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le tout, à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

191. *Délai pour assigner.* — La loi de 1909 veut que la saisie pratiquée soit suivie à bref délai de l'assignation. L'art. 12, paragraphe 4, dispose en effet qu'« à défaut par le requérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie à poursuivre, la description ou saisie est nulle de plein droit sans préjudice des dommages-intérêts ». Nous verrons plus loin, en matière de marques de fabrique, que les délais fixés par la loi de 1857 pour assigner sont les mêmes que ceux de la présente loi.

192. *Compétence.* — La loi de 1909 ne contient aucune disposition relative à la compétence comme les lois de 1844 et de 1857. C'est une omission fâcheuse. Mais les lois par cela même qu'elles ne se prononcent pas sur les questions de compétence, laissent s'appliquer les principes généraux qui conduisent à la reconnaissance de la compétence du tribunal de commerce. La loi du 18 mars 1806 qui réglementait la matière des dessins et modèles industriels jusqu'à la loi du 14 juillet 1909 admettait expressément dans son art. 15 la compétence consulaire.

La contrefaçon étant un délit, la réparation du préjudice causé peut être poursuivie soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, la partie lésée restant entièrement libre du choix de la juridiction.

193. *Action civile.* — L'action civile en contrefaçon, lorsqu'elle est exercée séparément de l'action publique est portée devant la juridiction commerciale qui sera compétente sous la réserve que les parties en cause soient justiciables du tribunal de commerce. Il n'y a en cette matière qu'à appliquer la règle posée par l'art. 59 du Code de procédure civile qui détermine le tribunal compétent d'après la qualité des parties, les juges du fait appréciant souverainement d'ailleurs si une personne, à raison de son entreprise, relève ou non du tribunal de commerce (Cass. req., 7 avril 1909, Dall., 1909, 1, 501).

SECTION IX. — Répression de la contrefaçon

194. *Des peines.* — La loi de 1909 punit le délit de contrefaçon d'une amende de 25 à 2.000 francs.

La récidive constitue une circonstance aggravante, aussi en cas de récidive commise dans une période de cinq années après une première condamnation, il sera prononcé en outre un emprisonnement de un à six mois.

195. *Délit de contrefaçon commis par un employé.* — La peine de prison s'appliquera également lorsque le délinquant aura été une personne ayant travaillé pour la partie lésée, la loi de 1909 considérant comme une circons-

tance aggravante, la divulgation faite par un employé qui, mieux que toute autre personne, est à même de connaître la création.

196. *Des peines accessoires.* — La loi, en outre de ces diverses pénalités, prévoit une peine accessoire facultative pour les coupables qui, s'ils sont commerçants, peuvent être privés pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, du droit d'élection et d'éligibilité aux tribunaux et chambres de commerce, ainsi qu'aux Conseils des prud'hommes.

197. *Circonstances atténuantes et sursis.* — L'art. 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont des dispositions d'ordre général qui s'appliquent à la matière.

198. *Non cumul des peines.* — La règle du non cumul des peines de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle reçoit son application. L'amende la plus forte doit seule être prononcée s'il y a plusieurs délits.

199. *Confiscation.* — La loi de 1909 ordonne la confiscation obligatoire au profit de la partie lésée des objets portant atteinte aux droits garantis par la présente loi, même en cas d'acquittement. C'est une prescription impérative. On ne saurait dire que cette confiscation est une peine puisqu'elle est prononcée, même en cas d'acquittement. C'est une simple mesure réparatrice, une première indemnité du préjudice causé au déposant, aussi le tribunal civil est-il compétent pour la prononcer.

L'art. 11, paragraphe 6, porte d'autre part, qu'en cas de condamnation le tribunal pourra, en outre de la saisie des objets, « prononcer la confiscation des instruments ayant servi spécialement à la fabrication des objets incriminés ». Cette dernière confiscation qui est facultative, ne peut avoir lieu qu'au cas de condamnation. Elle a pour but d'atteindre l'instrument dont l'emploi a amené la contrefaçon.

200. *Domages-intérêts.* — La confiscation au profit du créateur ne constitue pas, le plus souvent, une réparation suffisante du préjudice que lui a causé la contrefaçon. Il est juste qu'il soit indemnisé par une réparation pécuniaire que les juges du fait apprécient souverainement et qui ne peut être révisée par la Cour de cassation.

201. *Affichage et insertion des jugements.* — Conformément aux dispositions générales de l'art. 1036 du Code de procédure civile, en matière de contrefaçon de dessins et modèles, les tribunaux peuvent ordonner l'affichage et l'insertion du jugement dans les journaux aux frais du contrefacteur.

202. *De la poursuite téméraire.* — Il est à peine besoin de rappeler que toute poursuite injustifiée expose son auteur à des dommages-intérêts à raison de la faute qu'il a commise par son action téméraire.

203. *Prescription de l'action.* — La contrefaçon d'un dessin ou d'un modèle constituant un délit, l'action se prescrit par trois années aussi bien au civil que pour l'action publique. Peu importe d'ailleurs, que l'auteur ignore le délit dont il a été victime car la loi en matière délictueuse ne s'attache qu'au fait lui-même et c'est à dater de sa perpétration que court le délai de prescription, mais du fait que la contrefaçon est un délit distinct, il recommence à courir à partir de chaque fait de contrefaçon.

204. *Prescription de la condamnation.* — La peine se prescrit par cinq années à dater du jour où elle est devenue définitive (Art. 636, Code d'inst. cr.).

Seule la prescription trentenaire s'applique en cas de condamnation à des dommages-intérêts.

TITRE II

Lois qui protègent la valeur commerciale que représentent une fabrique ou une maison de commerce ou une appellation d'origine.

205. *Généralités.* — Nous venons de passer rapidement en revue les lois particulières qui répriment la concurrence déloyale contre l'usurpation des droits des créateurs dans le domaine de l'intelligence, de l'art et de l'industrie. Il appert de ces différentes lois, que le créateur a le droit de tirer un profit légitime de son œuvre dont il ne saurait être dépouillé injustement par des concurrents peu scrupuleux.

La législation ne s'est pas bornée seulement à la protection d'un droit né d'une création, elle a envisagé les moyens de déterminer la fabrique ou la maison de commerce, la localité ou la région d'où provient la marchandise. Elle a eu également en vue d'assurer au fabricant, au commerçant, aux habitants de la région, le bénéfice de la réputation acquise à cette provenance ou à cette origine, de la valeur commerciale que crée ou créera cette réputation, qu'elle s'applique à une fabrique ou à une maison qui donne sa garantie aux produits qu'elle vend. Cette législation a eu enfin pour objet de permettre au consommateur, de faire son choix en pleine connaissance de cause, sans être induit en erreur sur la provenance ou l'origine de la marchandise mise en vente.

CHAPITRE PREMIER

Marques de fabrique et de commerce

SECTION I. — Historique

206. *Antiquité et temps modernes.* — Au dire des auteurs (1) l'usage de la marque de fabrique remonterait à la plus haute antiquité et M. Braun nous apprend que la marque (Sigillum) pour la poterie était d'un usage général chez les Romains.

Sans rechercher si, dans l'antiquité, on se servait de marques, il suffit de signaler que sous la période monarchique celles-ci existaient, elles étaient d'ailleurs peu nombreuses et la plupart du temps obligatoires et cette obligation était prescrite généralement, non dans l'intérêt du commerçant, mais dans celui du consommateur.

Les règlements de métiers déterminaient les règles minutieuses à observer pour la fabrication d'un très grand nombre de produits. Des inspecteurs des fabriques constataient si les règlements avaient été bien observés et des peines sévères frappaient leurs violateurs. Des lettres patentes de Marly-le-Roi du 5 mai 1779, abrogèrent cette réglementation en ce qui concerne la fabrication des étoffes, les fabricants restant libres de suivre ou de ne pas suivre les règles minutieuses édictées pour la fabrication des tissus, mais les grands jurés devaient apposer une marque spéciale sur les étoffes fabriquées conformément aux règlements, quant aux produits non conformes, ils devaient également être revêtus d'un timbre spécial pour que les acheteurs en fussent avertis.

Il existait aussi des marques facultatives que les fabricants restaient maîtres d'apposer sur leurs produits, mais à défaut de dispositions légales, l'usurpation par un con-

(1) BRAUN, *Traité des marques de fabrique*, p. 23 ; JOS. KOHLER, *Du droit des marques*.

current, d'une marque facultative ne pouvait donner lieu, qu'à des dommages-intérêts.

Toutefois, des actes de l'autorité royale avaient édicté pour certaines industries des peines contre les usurpateurs de marques.

207. *Périodes révolutionnaire et contemporaine.* — Après la Révolution de 1789, la proclamation de la liberté du commerce et de l'industrie qui amena la disparition des corporations, eut pour conséquence de faire disparaître les marques obligatoires qui étaient une dépendance des règlements de métiers. De nombreux commerçants afin de différencier leurs produits de ceux de leurs concurrents eurent alors recours à des marques, mais cette apposition d'une marque sur la marchandise était purement facultative et son usurpation, en l'absence de législation spéciale, ne pouvait donner lieu qu'à l'ouverture d'une action en dommages-intérêts. C'était une protection tout à fait insuffisante et les fabricants réclamaient une législation spéciale de la protection des marques. Pour donner satisfaction à leurs réclamations de nombreuses lois sont intervenues à dater du Consulat jusqu'à la loi actuelle du 23 juin 1857.

Un arrêté du 23 Nivôse an XI s'occupait seulement des marques, des ouvrages de quincaillerie et de coutellerie. La protection était subordonnée au dépôt des marques à la Sous-Préfecture. Un décret du 5 septembre 1810 compléta et modifia cet arrêté en décidant qu'en matière de contrefaçon, le Conseil des prud'hommes était compétent ou à son défaut le juge de paix.

Une œuvre plus importante, le décret du 25 Germinal an XI, relatif aux manufactures, fabriques et ateliers édicta des dispositions générales sur la contrefaçon des marques particulières que tout manufacturier ou artisan a le droit d'apposer sur ses produits. Cette loi avait le grave défaut de donner une définition trop étroite du mot « contrefaçon ». Son art. 17 disposait en effet « la marque sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré ces mots : façon de.... et à la suite le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville ».

Les art. 142 et 143 du Code pénal de 1810 ont, comme le décret du 25 Germinal an XI, assimilé la contrefaçon des marques emblématiques ou nominales aux faux en écritures privées, crime puni de la peine de réclusion. Cette législation présentait de graves défauts. La peine qui était excessive avait pour effet de rendre les poursuites rares. D'autre part, la définition de la contrefaçon dans son étroitesse laissait impunies de nombreuses fraudes. Enfin le décret de l'an XI ne punissait pas la vente des objets revêtus d'une marque contrefaite.

Les nombreuses critiques adressées à ces dispositions amenèrent le vote de la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce. Elle n'a jusqu'à présent reçu que des modifications de détail.

SECTION II. — De la marque de fabrique ou de commerce

208. *Définition de la marque.* — La loi de 1857 ne donne pas de définition de la marque. Elle se borne simplement à distinguer la marque de fabrique et la marque de commerce. Elle a laissé à la doctrine et à la jurisprudence, le soin de la déterminer. C'est une solution heureuse, l'interprète ne se trouvant pas enfermé dans les limites parfois fort étroites d'un texte, l'art. 1^{er} ne donnant qu'une énumération énonciative et non limitative des diverses formes de la marque. Il indique comme susceptibles de constituer des marques « les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes et tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce ». Par enveloppes, il faut entendre des récipients tels que boîtes, flacons, etc... En résumé on peut dire que la marque est un signe distinctif qui indique l'origine, la provenance du produit sur lequel il est apposé.

209. *Son but.* — La marque permet au fabricant et au commerçant de distinguer ses produits de ceux de ses concurrents, mais elle n'est pas uniquement protectrice des

droits du négociant et si, d'abord elle le protège, elle est aussi une garantie pour le consommateur.

210. *Distinction de la marque de fabrique et de commerce.* — C'est à dessein que la loi emploie l'expression « la marque de fabrique ou de commerce » en vue de les distinguer. La marque de fabrique est celle au moyen de laquelle le créateur du produit, le fabricant le distingue des autres. La marque de commerce est celle du débitant, celle dont le négociant revendeur revêt les produits manufacturés avant de les livrer au consommateur. Il est à peine besoin de faire remarquer qu'il faut se garder de confondre la marque, signe distinctif du produit sur lequel elle est apposée, avec l'enseigne qui est le signe distinctif d'un établissement commercial.

211. *De la marque obligatoire.* — Le principe posé par l'art. 1^{er} de la loi du 23 juin 1857 c'est que la marque est facultative. Ce principe souffre des exceptions puisque le paragraphe 2 dispose : « toutefois, les décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique peuvent exceptionnellement la déclarer obligatoire pour les produits qu'ils déterminent ». C'est principalement à titre de contrôle que les prescriptions réglementaires ordonnent sur certains objets l'apposition de marques et poinçonnages déterminés. Citons à titre d'exemple : la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, qui impose aux imprimeurs l'obligation de mettre leur nom et domicile sur tout ce qu'ils impriment. La loi du 19 Brumaire an IV complétée par l'art. 3, paragraphe 2 de la loi de finances de 1910 qui impose aux orfèvres, joailliers et fabricants d'objets d'or et d'argent de graver sur leurs produits certains poinçons. Il en est de même de la loi du 4 février 1860 pour les fabricants de cartes à jouer ; il en est encore ainsi pour les armes de guerre ou de commerce, les étoffes d'or et d'argent, les eaux minérales, les vins étrangers etc.. Nous verrons plus en détail ces diverses prescriptions dans les actes législatifs réglementant certaines industries et certains commerces.

212. *Sanction de la marque obligatoire.* — L'art. 9 de la loi de 1857 prévoit des pénalités spéciales contre ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque déclarée

obligatoire et contre ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente des produits non marqués (Amende de 50 à 1.000 francs et emprisonnement de 15 jours à 6 mois ou l'une de ces deux peines seulement).

213. *Du choix de la marque.* — Le fabricant n'est tenu à aucune règle. Il est absolument libre de choisir la marque qui lui plaît sous la condition qu'elle ne porte pas préjudice à un droit acquis. D'autre part, en vertu des principes généraux, les modèles de marques contraires aux lois et aux bonnes mœurs ne sauraient faire l'objet d'un dépôt valable. En outre, la figuration de la croix de la Légion d'honneur sur les marques constitue un abus interdit par les instructions du Grand Chancelier de la Légion d'honneur.

214. *Domaine d'application de la marque.* — La marque est, par son essence même, applicable à toutes les industries. Tout fabricant, tout commerçant quel que soit son genre d'industrie ou de commerce a le droit d'avoir sa marque.

Elle s'applique également aux produits naturels qui ne sont pas manufacturés tels que le blé, le vin. La loi de 1857 dispose en effet dans son titre V, art. 20 (dispositions générales et transitoires) que toutes ses prescriptions « sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et également à tous les produits de l'agriculture ».

215. *Spécialité de la marque.* — La marque doit être distincte de toutes les autres pour éviter toute confusion. Elle doit donc être spéciale. Une des conséquences de ce caractère distinctif c'est que la propriété de la marque n'est pas restreinte à la seule localité où elle est déposée mais s'étend à tout le territoire français (Cass. civ., 30 novembre 1903, Ann. 1904-13).

216. *De la propriété de la marque.* — Le droit à la marque de fabrique ou de commerce, c'est-à-dire aux signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce, naît de l'appropriation. La propriété d'une marque appartient au premier occupant. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'une dénomination telle que celle de « Béné-

dictine » appliquée à une liqueur constitue une propriété au profit de celui qui en a fait le premier emploi (Trib. civ. Nice, 24 février 1879, Ann. 1881-77).

La propriété d'une marque n'appartient donc pas à celui qui en fait le premier le dépôt, mais à celui qui en fait le premier usage et le propriétaire d'une marque est en droit de poursuivre les usurpateurs alors même qu'il ne l'a déposée que postérieurement à son emploi par l'usurpateur et postérieurement au dépôt de la même marque fait par ce dernier (Trib. civ. Seine, 23 février 1912, *La Loi*, 11 juillet 1912).

La marque est une propriété d'une nature toute particulière qui n'exige aucun acte, aucune déclaration, aucun titre. Son existence est un simple fait.

Une fois née, sa propriété, sans plus de formalités, peut être indéfiniment conservée.

Quant à la preuve de la propriété d'une marque, la jurisprudence admet qu'elle peut être faite par tous les moyens.

217. *Du droit à la marque.* — Le droit à la marque de fabrique ou de commerce peut porter sur un signe qui, approprié déjà par un tiers a été abandonné, à condition que cet abandon soit ancien et certain. Ce signe redevient alors susceptible d'appropriation nouvelle, car, contrairement à ce qui a lieu en matière de brevets d'invention et de dessins ou modèles, la nouveauté est, en cette matière, essentiellement relative (C. Cass., 25 novembre 1916, Ann. 1919, 1, 14).

218. *Emprunt de la marque à une autre industrie.* — Puisque la marque a pour but d'empêcher des confusions dans des industries similaires, un fabricant peut emprunter sa marque à une autre industrie ; elle devient alors un signe distinctif dans un nouveau genre d'industrie. Ce sont là des questions de fait qui sont laissées à l'appréciation souveraine des tribunaux. Il a été jugé que les marques Dry et Monopole spécialisées pour des vins de Barsac peuvent être employées pour des vins de Graves (Bordeaux, 1^{er} février 1904, Ann. 1904-144).

219. *Perte de la marque.* — La propriété de la marque se perd par abandon exprès ou tacite, soit que le propriétaire,

par une manifestation de volonté ait déclaré formellement vouloir y renoncer, soit qu'il ait laissé sans revendication, des tiers s'en emparer. Il faudrait cependant se garder de considérer la tolérance comme étant une renonciation à la marque. Ce sont là des questions de fait très délicates laissées à l'appréciation souveraine des tribunaux.

220. *Radiation de la marque.* — Lorsque la radiation d'une marque est ordonnée par jugement rendu à la requête du commerçant lésé par son emploi, communication de ce jugement doit être adressée au tribunal du greffe où a été opéré le dépôt ainsi qu'à l'Office national de la propriété industrielle qui opère la radiation.

221. *Transmission des marques.* — La marque étant une propriété, celui à qui elle appartient peut en disposer soit à titre gratuit, soit à titre onéreux. Il peut également en disposer soit séparément, soit en la comprenant dans les biens incorporels de la vente de son fonds de commerce. Cependant il est d'usage constant dans la pratique commerciale, que la marque ne peut être détachée du fonds sans en diminuer considérablement la valeur. Elle ne peut en être séparée qu'en vertu d'une stipulation insérée dans le contrat et appartient dès lors, en l'absence de toute réserve expresse, à l'acheteur du fond (Cour de Bordeaux, 1^{re} Ch., 4 mars 1912. *Revue int. p. i.*, novembre 1912. Comp. C. de Paris, 24 mai 1913. Ann. 1914, 1, 65). La cession peut être également partielle ou totale ; la cession est partielle quand son propriétaire en partage le propriété avec le cessionnaire en la lui concédant, par exemple, à titre exclusif, pour un temps ou pour un lieu déterminés. Les conventions entre les parties sont libres et on peut imaginer toutes les combinaisons possibles.

La cession d'une marque n'est soumise à aucune formalité et elle est parfaite par le seul consentement des parties conformément à l'art 1138 du Code civil.

Une loi récente du 26 juin 1920 que nous examinerons plus en détail a subordonné la validité de la cession d'une marque à l'égard des tiers, à certaines conditions de publicité.

SECTION III. — Du dépôt

222. *Effets du dépôt.* — Le dépôt d'une marque a pour effet de mettre en garde les tiers contre une usurpation involontaire. C'est une publicité faite dans l'intérêt de ceux-ci aussi bien que dans celui du déposant. Il est simplement déclaratif et non attributif de propriété. Pour qu'une marque soit nouvelle et valable il faut qu'elle ne se confonde avec aucune marque déjà existante (C. Paris, 24 mars 1914, *La Loi*, 21 avril 1914).

Le dépôt prévu par la loi du 23 juin 1857 qui a complété l'œuvre de la loi du 22 Germinal an XI relative aux manufactures, fabriques a eu seulement pour effet de transformer le droit de priorité résultant de l'appropriation de la marque en un droit de propriété et de donner une sanction pénale à la violation de ce droit (Rouen, 8 juin 1901, sur Cass. cr., 8 mars 1901, Ann. 1903-290).

Il proclame la mainmise du fabricant sur la marque et la lui conserve pour quinze ans en dehors de tout usage et de tout emploi (C. Paris, 8 mai 1913, Ann. 1914, 1, 160. Comp. Cass., 24 janvier 1906, Ann. 1907, 1, 176. Cass. civ., 20 décembre 1909, Ann. 1910, 2, 19).

Le dépôt a encore, comme autres avantages, de donner une date certaine à la prise de possession de la marque. Il fixe d'une manière indiscutable ses éléments. La protection accordée par la loi de 1857 au déposant d'une marque ne peut évidemment le protéger qu'à partir de la date du dépôt et que pour des faits postérieurs à ce dépôt.

223. *Classification des marques.* — Le dépôt étant, comme nous l'avons dit, purement déclaratif et non attributif de propriété, serait souvent illusoire si les industriels ou commerçants qui désirent faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce ne prenaient pas soin, le plus souvent, de faire des recherches relatives à son antériorité. Pour faciliter les recherches des marques déposées, celles-ci se trouvent classées à l'Office national de la propriété industrielle par catégories de produits. La classification instituée par le décret du 9 septembre 1920 pour les marques

déposées postérieurement à cette date diffère sensiblement de la classification antérieure.

224. *Etendue de la protection accordée par le dépôt.* — C'est le dépôt de la marque qui détermine l'étendue du droit du déposant, de telle sorte que rien ne peut être revendiqué au delà des termes mêmes dans lesquels il a été efféctué. Le dépôt permet de constater si le déposant a entendu faire consister sa marque dans une dénomination particulière ou bien s'il a désiré lui donner un ensemble de caractères divers dont la réunion forme sa propriété. C'est là une question de fait qui est laissée à l'appréciation des tribunaux.

225. *Formalités du dépôt.* — Elles ont été légèrement modifiées par la loi du 3 mai 1890.

Aux termes de l'art. 2, le dépôt d'une marque de fabrique ou de commerce doit être fait au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fabricant a son domicile, à défaut de tribunal de commerce, c'est le greffe du tribunal civil qui est compétent pour le recevoir.

Il peut être effectué par le déposant lui-même ou par un mandataire muni d'un pouvoir spécial sous seing privé mais qui doit être enregistré et laissé au greffier pour être annexé au procès-verbal de dépôt.

Le dépôt se fait sans examen préalable, en triple exemplaire, sur papier libre avec le modèle de la marque annexé. Ce modèle doit consister en un dessin, une gravure ou une empreinte représentant nettement la marque.

La loi du 3 mai 1890 exige en outre, la communication du cliché typographique de chaque marque déposée. Il doit servir à la publication officielle de la marque, conformément à l'art. 6 du protocole de clôture de la Convention d'Union de 1883.

226. *Rédaction d'un procès-verbal.* — Le greffier rédige un procès-verbal du dépôt qu'il reçoit. En cas de dépôt de plusieurs marques appartenant à une même personne, il n'est dressé qu'un seul procès-verbal.

227. *Publicité.* — Les modèles de marques déposées et le procès-verbal dressé par le greffier doivent être communiqués sans frais à toute réquisition.

228. *Du dépôt irrégulier.* — En présence des termes impératifs de la loi du 3 mai 1890 modifiant l'art. 2 de la loi de 1857 qui dispose « que nul ne pourra revendiquer la propriété d'une marque s'il n'a déposé au greffe du tribunal de commerce de son domicile : 1^o trois exemplaires du modèle de cette marque; 2^o le cliché typographique de cette marque », un dépôt qui serait fait contrairement à ces dispositions serait nul et de nul effet.

229. *Durée du dépôt.* — Aux termes de l'art. 3 de la loi du 23 juin 1857, le dépôt d'une marque n'a d'effet que pour une période de quinze années, mais, contrairement à ce qui se passe en matière de brevet, la propriété de la marque peut être conservée pour une nouvelle période de quinze années par le fait d'un nouveau dépôt, ce qui fait qu'à l'aide de renouvellements successifs, la propriété de la marque peut être indéfiniment conservée.

C'est une sage mesure que la protection du dépôt soit accordée par fractions de quinze années. Cela permet de limiter les recherches à de courtes périodes pour savoir si une marque a été déposée.

230. *Formes du renouvellement.* — Le renouvellement d'une marque doit être effectué sous la même forme que le dépôt primitif. Le non renouvellement du dépôt en temps utile ne comporte pas une renonciation définitive à la propriété d'une marque dont l'exploitation a été poursuivie sans interruption (C. Bourges, 1^{er} mars 1921, Ann. 1921, 1, 225). Mais si l'exploitation a déjà cessé depuis longtemps avant l'expiration du dépôt, le défaut de renouvellement indique l'abandon du droit à la marque, un nouveau dépôt effectué par le cessionnaire ne peut que créer un droit nouveau et non pas protéger le droit qui datait du premier dépôt (C. de Douai, 14 juin 1920, Ann. 1921, 1, 82).

SECTION IV. — De la contrefaçon et de l'imitation frauduleuse

§ 1^{er}. — De la contrefaçon

231. *Faits constitutifs de la contrefaçon.* — La contrefaçon consiste tout d'abord d'après Bédarride (1) dans la fabrication même de la marque contrefaite, elle réside dans son exécution matérielle. Pour que le délit de contrefaçon existe l'utilisation de la marque doit être simplement possible.

La reproduction n'a pas besoin d'être complète pour qu'il y ait contrefaçon, il suffit qu'il y ait reproduction des éléments essentiels de la marque de telle façon que la reproduction puisse créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur. On ne saurait en effet exiger pour qu'il y ait contrefaçon que la marque incriminée soit la reproduction servile de la marque contrefaite, le contrefacteur habile s'ingéniant à différencier sa marque de celle qu'il veut contrefaire, il s'ensuit qu'il faut pour apprécier s'il y a contrefaçon, s'attacher aux ressemblances plutôt qu'aux différences (C. de Douai, 9 juin 1913, Ann. 1920, 1, 26).

Le délit existe même en l'absence de tout préjudice causé au propriétaire de la marque. Ce que la loi punit c'est l'atteinte portée aux droits, le dessein d'opérer une confusion contraire à la loyauté commerciale.

Comme la marque consiste essentiellement dans une dénomination, il est évident que le fait de l'usurpation de ce nom, même en l'entourant d'attributs ou d'emblèmes différents constitue une contrefaçon au même titre que la reproduction de ces emblèmes et attributs quand ce sont eux qui constituent l'élément essentiel de la marque. Le fait, par exemple, de changer la forme ou le dessin d'une croix quand elle constitue une marque n'empêche pas le délit de contrefaçon quand elle est l'élément principal de cette marque.

La contrefaçon peut résulter également de l'usurpation

(1) V. BÉDARRIDE, n° 908.

d'un élément isolé dans une marque complexe (C. Paris, 25 janvier 1906, Bull. Off. de la Pr. ind., 25 octobre 1906 ; C. Paris, 4 juillet 1913, *Mon. Jud. Lyon*, 6 septembre 1913 ; Trib. Seine, 21 juillet 1913, *La Loi*, 23 août 1913).

232. — L'emploi de la même marque dans des industries différentes ne saurait tomber sous l'application des dispositions pénales, la marque étant une propriété relative étroitement limitée à l'industrie dans laquelle elle est un signe distinctif.

C'est en ce sens que s'est prononcée la Cour de cassation (Req., 7 janvier 1901, Ann. 1902-282).

233. *Adjonction du nom du contrefacteur.* — Il arrive souvent qu'un contrefacteur imite la marque d'un concurrent en ayant soin seulement, pour masquer la contrefaçon, d'y ajouter d'une façon plus ou moins apparente son nom. Il est évident qu'un tel moyen d'agir pouvant induire l'acheteur en erreur constitue une contrefaçon et il est de jurisprudence constante que celui qui se livre à une telle pratique commet le délit de contrefaçon.

Il a été jugé également que le fait de l'apposition d'une marque frauduleuse non sur la marchandise elle-même mais dans des annonces et prospectus constitue néanmoins l'apposition de marque visée par la loi de 1857 (Cass. cr. rej., 22 janvier 1892, Ann. 1893-359).

234. *Appréciation souveraine.* — Le juge du fait apprécie souverainement la contrefaçon, c'est-à-dire si la marque incriminée est la reproduction de la marque déposée. A cet égard, sa décision échappe au contrôle de la Cour de cassation.

235. *Usage de la marque contrefaite.* — A côté du délit de contrefaçon proprement dit, la loi mentionne le délit d'usage de la marque contrefaite. Le délit d'usage consiste dans le fait, sans être soi-même l'auteur de la contrefaçon, d'employer la marque contrefaite, de l'apposer sur ses produits et par cet emploi de s'approprier la contrefaçon, de la faire sienne, d'en tirer un profit direct (1).

(1) V. POUILLET *Traité des marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale*, n° 167.

236. *De la bonne foi.* — La loi présume toujours la mauvaise foi de l'auteur de la contrefaçon ou de l'usager de la marque contrefaite, elle ne contient pas en effet le mot : « frauduleux ». D'ailleurs, l'imitation servile ne trahit-elle pas la mauvaise foi de son auteur ? L'exception de bonne foi ne saurait donc être invoquée (1). Elle ne saurait non plus résulter de l'ignorance du dépôt de la marque, le contrefacteur ayant agi avec légèreté en ne s'assurant pas que la marque qu'il employait avait été préalablement déposée.

D'ailleurs la question de bonne foi en matière de contrefaçon de marques, qui a été admise par certains tribunaux, n'a d'intérêt que devant la juridiction correctionnelle. Si la poursuite a lieu au civil, le seul fait qu'il y a eu faute résultant de l'usage illicite, sans mauvaise intention, de la marque, expose son auteur à des dommages-intérêts.

237. *Apposition frauduleuse de la marque.* — L'art. 7, paragraphe 2, punit en outre, « ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou sur les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui ».

Quelques auteurs, notamment Bédarride (2), ont jugé ce paragraphe superflu. D'après eux, il était inutile de punir spécialement et séparément l'apposition frauduleuse de la marque contrefaite, cette disposition étant déjà comprise dans le paragraphe 1^{er} qui punit la contrefaçon. Il importe cependant de faire la distinction qui se trouve dans l'art. 7 lui-même. Le paragraphe 1^{er} prévoit et punit la copie de la marque d'autrui, sa reproduction, tandis que le paragraphe second n'envisage pas sa reproduction mais l'apposition frauduleuse de la marque véritable et non contrefaite sur des produits auxquels elle n'était pas destinée.

C'est cette fraude que la loi a voulu atteindre qui n'est pas une contrefaçon proprement dite. Le fait de détenir dans une bouteille portant la marque d'une maison connue,

(1) En ce sens : V. RENDU, n° 131 ; BÉDARRIDE, n° 909 ; POUILLET, *op. cit.*, n° 169. En sens contraire : V. art. de BOZÉRIAN dans la *Propriété industrielle*, n° 326 ; DARRAS, *Tr. de la contrefaçon*, n° 669.

(2) BÉDARRIDE, n° 911.

un produit autre que celui de cette maison constitue l'usage frauduleux de la marque d'autrui (Paris, 18 novembre 1903, Ann. 1904-5).

238. *De la bonne foi.* — Le texte punit le fait de l'apposition frauduleuse ce qui implique l'examen de la question d'intention et par là même l'excuse de la bonne foi mais qui, en cette matière, ne doit être admise qu'avec beaucoup de circonspection.

§ 2. — *De l'imitation frauduleuse*

239. *De l'intérêt de la distinction.* — Il importe de distinguer la contrefaçon de l'imitation frauduleuse. La loi de 1857 fait cette distinction sans en donner de définition. Elle a cependant une grande importance au point de vue de la pénalité encourue. Il est souvent fort difficile de distinguer la contrefaçon partielle de l'imitation frauduleuse. Nous avons vu que, d'une manière générale, la contrefaçon existe dès qu'il y a reproduction matérielle de l'élément essentiel de la marque de façon à produire une confusion dommageable. Quant à l'imitation, quoique susceptible de produire une confusion, elle cherche plutôt, en se rapprochant plus ou moins de la marque, à produire un aspect d'ensemble qu'une copie servile des éléments principaux. Par exemple, si la marque consiste dans des lettres, on prend d'autres lettres mais dans la même forme. Pour apprécier s'il y a imitation frauduleuse, il faut s'en tenir aux ressemblances qui résultent de l'ensemble des dispositions constitutives de la marque incriminée et non pas aux différences que ses détails pourraient offrir isolément. L'imitation doit être interdite lorsqu'elle est assez flagrante, assez complète et assez habile pour induire en erreur la plupart des acheteurs (C. Rouen, 3 juillet 1919, Ann. 1920, 1, 245 ; Comp. Paris, 12 juillet 1911, Ann. 1912, 1, 207 ; Paris, 24 décembre 1913, Ann. 1914, 1, 94).

240. *Conditions d'existence de l'imitation frauduleuse.* — Aux termes de l'art. 8 le délit d'imitation frauduleuse n'existe qu'à trois conditions déterminées.

— Il faut qu'il y ait imitation, que cette imitation soit

frauduleuse, c'est-à-dire faite avec une intention coupable et enfin qu'elle soit de nature à tromper l'acheteur. Si ces conditions ne sont pas réunies, l'imitation frauduleuse n'existe pas et le tribunal correctionnel n'est pas compétent. En outre, il ne peut y avoir délit que s'il y a confusion possible entre les produits portant la marque véritable et ceux qui sont revêtus de la marque contrefaite, car ce que la loi entend punir, c'est la déloyauté de la concurrence, c'est l'intention présumée de s'emparer de la clientèle d'autrui par un moyen illicite. D'ailleurs la confusion est un des caractères essentiels de tout délit d'usurpation de marques, et les mots « façon de », « système de » ne sauraient, en principe, excuser la contrefaçon ou l'imitation.

A défaut de ces caractères, le fait peut cependant constituer en une imitation qui ne soit pas licite et constituer le délit civil de concurrence déloyale (C. Rouen, 3 juillet 1919, *loc. cit.*). Il échappe donc à la juridiction correctionnelle mais demeure de la compétence du tribunal civil ou du tribunal de commerce.

La loi assimile à l'imitation frauduleuse de la marque, son usage.

241. *De la bonne foi.* — L'excuse de la bonne foi peut elle être admise dans le cas d'imitation frauduleuse d'une marque et dans celui d'usage d'une marque frauduleusement imitée ?

Pour l'auteur de l'imitation frauduleuse la réponse est nette, il n'est punissable que si, en outre du fait matériel, se joint l'intention frauduleuse.

La même solution s'impose par analogie pour celui qui fait usage d'une marque frauduleusement imitée. Il n'est punissable que s'il en fait sciemment usage. C'est le bon sens lui-même qui réclame cette solution. Eh quoi ! la mauvaise foi de l'usager d'une marque frauduleusement imitée se présumerait alors que la preuve de l'intention frauduleuse est nécessaire pour faire encourir à l'auteur de la marque imitée la sévérité de la loi !

Certains auteurs (1) ont cependant soutenu que le seul

(1) BÉDARRIDE, nos 923-924,

fait de l'usage d'une marque frauduleusement imitée constituait le délit.

Quant à la bonne foi, c'est une question de fait que les juges apprécient souverainement suivant les circonstances de l'affaire.

242. *Usage de la marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.* — Le paragraphe 2 de l'art. 8 punit « ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ». Il ne s'agit plus ici d'une atteinte portée à la propriété des marques, mais d'une véritable fraude qui porte préjudice au consommateur. Ce n'est pas, à proprement parler, la marque elle-même qui est incriminée, mais l'indication particulière qu'elle contient de nature à tromper l'acheteur.

Il convient de remarquer que cette disposition n'est d'ailleurs pas à sa place dans une loi qui n'a pour but que de protéger la propriété des marques. Aussi a-t-il été admis (1) que l'art. 8, paragraphe 2 ne se réfère pas uniquement à la marque déposée telle que l'entend la loi de 1857; qu'elle aît été déposée ou non, dès l'instant que le produit porte des signes ou des indications de nature à tromper l'acheteur, le délit existe.

Les indications propres à tromper l'acheteur sont des questions de fait laissées à l'appréciation des tribunaux.

La Cour de cassation en cette matière distingue entre la tromperie sur la nature visée expressément par le texte et la qualité de la marchandise vendue. Il a été jugé que le fait de livrer au public sous la dénomination adoptée par un fabricant breveté un produit d'apparence semblable, mais en réalité différent, constitue le délit de tromperie sur la marchandise vendue, en poursuivant cette fraude il agit tant dans son intérêt personnel que dans l'intérêt général (Cass., 15 février 1851, Dall., 1851, 1, 25), mais la peine portée à l'art. 8, paragraphe 2 de la loi de 1857 ne peut être appliquée au cas où la marque est seulement

(1) En ce sens : V. RENDU, n° 209 et POUILLET, *op. cit.*, n° 367,

propre à tromper sur la qualité du produit. Il y a tromperie sur la qualité d'un produit et non pas sur sa nature dans le fait d'annoncer qu'un engrais contient 60 0/0 de phosphate de chaux alors qu'en réalité il n'en renferme que 40 0/0 (Cass., 30 décembre 1859, Sir. 1860, 1, 590).

243. *De la bonne foi.* — Le délit n'existe que s'il est accompagné d'une intention frauduleuse, les mots « propres à tromper » impliquent bien l'idée d'une fraude dans l'esprit de celui qui fait usage des indications de la marque.

§ 3. — *Vente et mise en vente*

244. — La loi ne pouvait pas laisser impunie la vente des produits revêtus d'une marque contrefaite car sans le délit, la fraude serait bien restreinte. C'est pourquoi, elle a assimilé à la contrefaçon, la vente ou la mise en vente de produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée. Cependant ces délits ne seront punis que si leurs auteurs ont agi sciemment. Il faudra donc prouver que la marque était contrefaite ou frauduleusement apposée. La bonne foi, si elle est démontrée, aura pour effet d'empêcher l'application des pénalités de la loi de 1857, mais non la réparation civile.

Aux termes de l'art. 7 le délit commis sciemment n'a pas besoin pour exister d'être habituel, la vente ou la mise en vente d'un seul produit revêtu d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée le constitue.

L'art. 8, paragraphe 3 punit également, mais d'une peine moins élevée, ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Ici encore l'auteur du délit ne sera puni des peines correctionnelles que s'il a agi de mauvaise foi, cela ressort clairement de l'emploi du mot « sciemment » par la loi.

245. *Marques obligatoires.* — Le simple fait de ne pas apposer sur des produits une marque déclarée obligatoire, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'auteur a agi de bonne ou de mauvaise foi, l'expose à des pénalités sévères. La

vente ou la mise en vente d'un ou plusieurs de ces produits expose le vendeur aux mêmes pénalités.

§ 4. — *De la complicité, du droit de poursuite et de la constatation de la contrefaçon*

246. *De la complicité.* — Les règles générales de la complicité posées par les art. 59 et 60 du Code pénal s'appliquent en matière de marques quoi qu'on ait prétendu (1).

247. *De la poursuite.* — Le droit de poursuite est réservé au seul propriétaire actuel de la marque, le déposant pouvant avoir cédé son droit à cette propriété. Le licencié n'a que l'action en concurrence déloyale (C. Paris, 19 juin 1913, Ann. 1919, 1, 122 ; Comp. Trib. civ. Seine, 3 décembre 1900, Ann. 1902-167). Dans le silence de la loi et, contrairement aux dispositions de la loi de 1844, l'action du ministère public en cette matière est absolument libre, elle n'est pas subordonnée à la plainte de la partie lésée.

248. *Constatation de la contrefaçon.* — Les dispositions de la loi de 1857 pour les constatations de la contrefaçon en matière de marques sont identiques à celles de la loi de 1844 en matière de brevets. Rappelons-les brièvement. Pour faire la preuve de la contrefaçon, la loi met à la disposition du propriétaire de la marque qui se prétend lésé deux moyens efficaces : la saisie descriptive ou bien encore la saisie réelle par ministère d'huissier. Elles ne peuvent être pratiquées qu'en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal civil rendue sur simple requête et sur présentation du procès-verbal constatant le dépôt de la marque. La requête peut contenir également, s'il y a lieu, la désignation d'un expert pour aider l'huissier dans sa description. Par dérogation aux principes de la loi de 1844, le juge de paix du canton dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir, est également compétent à défaut de tribunal dans cet endroit.

249. *Nullité de la saisie.* — La loi de 1857 envisage la nullité de la saisie dans deux cas. Tout d'abord dans l'inté-

(1) V. BÉDARRIDE, n° 933 ; RENDU, n° 168.

rêt même de la partie saisie. Le paragraphe 4 de l'art. 17 dispose qu'« il est laissé copie aux détenteurs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité de dommages-intérêts contre l'huissier ».

D'autre part, la loi a voulu que la question de contrefaçon fut rapidement réglée, c'est pourquoi l'art. 18 porte que, faute par le requérant de se pourvoir dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres, entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés, s'il y a lieu. En effet, le propriétaire qui prétend que sa marque a été contrefaite a pu faire saisir à la légère, il est donc de toute équité qu'il répare le préjudice qu'il a causé.

250. *Autres modes de preuve.* — Ces modes de preuve : saisie descriptive et saisie réelle sont les plus efficaces, mais la loi de 1857 n'a pas entendu par là même, exclure tous les autres modes de preuves du droit commun qui restent admis au profit de la victime de la contrefaçon et notamment la preuve par témoins.

SECTION V. — Compétence

251. *De la juridiction compétente.* — En matière de contrefaçon de marques, la loi laisse à la partie lésée le choix entre la voie civile et la voie correctionnelle, c'est à elle d'apprécier quelle juridiction lui donne la plus complète satisfaction. Par la voie civile, il faut entendre les tribunaux civils à l'exclusion des tribunaux consulaires. La compétence des premiers est d'ailleurs reconnue explicitement par l'art. 16 de la loi de 1857 qui dispose que « les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les tribunaux civils et jugées comme matières sommaires ». Il reste entendu que le tribunal civil n'est compétent que si la marque a été régulièrement déposée, car la loi de 1857 en autorisant le dépôt d'une marque n'a pu avoir pour

effet de restreindre les droits du commerçant, de telle sorte qu'il peut avoir intérêt à ne pas se prévaloir de la propriété de sa marque et à ne pas exercer l'action en contrefaçon parce qu'il peut avoir des doutes sur sa valeur, mais à considérer que l'emploi qui a été fait d'un des éléments de sa marque, tout en créant une confusion dans l'esprit de l'acheteur, sans être ni une copie servile, ni même une imitation frauduleuse de marque, constitue néanmoins son auteur en état de concurrence déloyale. Dans ces conditions, c'est à bon droit que la juridiction consulaire est saisie du litige (C. de Douai, 1^{re} Ch., 9 février 1914, Ann. 1919, 1, 174).

252. *De l'exception.* — Les tribunaux correctionnels ayant une compétence beaucoup moins étendue que les tribunaux civils, si le prévenu de contrefaçon oppose à la plainte une exception tirée de ce qu'il serait, par exemple, lui-même propriétaire de la marque, le tribunal correctionnel devra-t-il surseoir à statuer jusqu'à ce que la question de propriété ait été tranchée par le tribunal civil ? L'art. 16 de la loi de 1857 qui est calqué sur l'art. 46 de la loi de 1844 a consacré le principe que le juge de l'action est juge de l'exception. Aussi « en cas d'action intentée par la voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la propriété de la marque, le tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception ».

En outre, le tribunal correctionnel reste juge de toutes les autres exceptions soulevées comme celle par exemple résultant d'un dépôt irrégulier qui ne sont, au fond, que des moyens de défense du prévenu.

SECTION VI. — Pénalités

253. — La loi de 1857 qui s'est montrée sévère dans la répression, a gradué les peines suivant l'importance de la faute. C'est ainsi que l'imitation frauduleuse est réprimée moins sévèrement que la contrefaçon qui n'est, la plupart du temps, qu'une reproduction servile.

L'art. 7 punit d'une amende de 50 à 3.000 francs et

d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans ou de l'une de ces peines seulement :

1^o Ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite.

2^o Ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui.

3^o Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée.

L'art. 8 punit d'une amende de 50 à 2.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement :

1^o Ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée.

2^o Ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

3^o Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

254. *Non cumul des peines.* — L'art. 10 dispose, comme en matière de brevets, que les peines établies ne peuvent être cumulées, la peine la plus forte devant seule être prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite. Cette disposition n'est d'ailleurs que la reproduction du paragraphe 2 de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle.

255. *Circonstances atténuantes.* — L'art. 12 de la loi de 1857 admet les circonstances atténuantes en disposant que « l'art. 463 du Code pénal peut être appliqué aux délits prévus par la présente loi ».

256. *De la récidive.* — La récidive est une circonstance aggravante du délit commis qui permet de porter au double les peines prévues aux art. 7, 8 et 9. Il y a récidive légale lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour l'un des délits prévus par la loi de 1857.

257. *Privation de certains droits civils.* — En outre de l'amende et de l'emprisonnement, la loi de 1857 permet aux tribunaux répressifs de priver les délinquants du droit de participer aux élections des tribunaux et des chambres de commerce, des chambres consultatives des Arts et Manufactures et des Conseils des prud'hommes pendant un temps qui n'excédera pas dix ans.

258. *Publicité.* — La loi de 1857 autorise également, à titre d'exemple, le tribunal à ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il déterminera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

259. *Confiscation.* — L'art. 14 permet aux juges d'ordonner la confiscation, même en cas d'acquittement, des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions de la loi ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit. Cette confiscation, à la différence de celle de la loi de 1844, est donc purement facultative et cela se conçoit car l'objet sur lequel a été apposé la marque contrefaite peut représenter une grosse valeur marchande et ce serait une pénalité vraiment dure que d'en dépouiller le contrefacteur d'une simple marque.

L'art. 14 permet, en outre, à titre d'indemnité, la remise des produits confisqués au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

260. *Destruction.* — Si la confiscation est facultative, même en cas d'acquittement, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions de la loi est obligatoire.

261. *Marques obligatoires.* — En cas de marques obligatoires dont devaient être revêtus les produits, le tribunal doit toujours prescrire que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis. En outre, le tribunal peut prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru dans les cinq années, antérieures, une condamnation pour un des délits prévus en cas de marques obligatoires.

262. *Dommmages-intérêts.* — Nous avons dit, qu'en outre de la confiscation des produits au profit du propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, le paragraphe 2 de l'art. 14 permettait de lui allouer également, s'il y avait lieu, des dommages-intérêts. Leur chiffre est évalué souverainement par les tribunaux en proportion du dommage causé. M. Huard (1) admet que le prévenu, même en cas d'acquittement, peut être tenu à des dommages-intérêts en vertu des art. 1382 et 1383 du Code civil qui obligent quiconque a causé un préjudice intentionnel ou non à le réparer.

Enfin en cas d'action téméraire du plaignant, ce dernier peut être condamné à des dommages-intérêts envers le prévenu en réparation du préjudice qu'il lui a occasionné.

263. *De la prescription.* — Les règles ordinaires de la prescription s'appliquent en matière de délits de marques, conformément aux art. 637 et suivants du Code d'instruction criminelle. Elle éteint au bout de trois années, à dater du jour où le délit a été commis, l'action civile et l'action pénale.

SECTION VII. — Des lois modificatives de la loi de 1857

264. *Généralités.* — La loi de 1857 a été très peu modifiée par des lois postérieures. Nous avons vu que la loi du 3 mai 1890 avait modifié les formalités du dépôt. Nous nous arrêterons quelques instants à l'étude de la loi du 26 juin 1920 tendant à l'institution de taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle qui a légèrement modifié les formalités du dépôt et s'est également préoccupée de la transmission des marques.

265. *Taxes.* — La loi du 26 juin 1920 a tout d'abord modifié, ainsi que son titre l'indique, le montant des taxes et en a créé de nouvelles.

Tout dépôt ou renouvellement de marques donne lieu à la perception, au profit de l'Etat, d'une taxe fixe de

(1) Voir art. dans *Propriété industrielle*, n° 158.

dépôt de 25 francs et d'une taxe d'enregistrement de 10 francs au profit de l'Office national de la propriété industrielle par classe de produits auxquels la marque est applicable, sans que le montant total à verser de ce chef puisse excéder la somme de 100 francs. Au nombre des taxes nouvelles, mentionnons que toute inscription concernant la transmission de propriété, la cession ou la concession d'un droit d'exploitation ou de gage concernant une marque déposée, donne lieu à la perception d'une taxe fixe de 10 francs pour l'Etat et d'une taxe de 3 francs par classe de produits auxquels la marque est applicable, au profit de l'Office national de la propriété industrielle.

En cas de transfert par succession, la taxe perçue au profit de l'Etat est de 10 francs quel que soit le nombre des marques comprises dans la déclaration. Enfin toute autre inscription ou radiation sur le registre des marques est soumise à la perception d'une taxe de 3 francs par marque au profit de l'Office national.

266. *Dépôt.* — Quant aux formalités nouvelles de dépôt instituées par la loi de 1920, elles consistent dans l'obligation de remettre au greffe du tribunal de commerce où s'effectue le dépôt ou le renouvellement du dépôt de la marque :

1^o Une notice contenant l'énumération des produits ou classes de produits pour lesquels la marque doit être employée.

2^o En plus des trois exemplaires exigés par l'art. 2 de la loi du 23 juin 1857 modifié par la loi du 3 mai 1890, un nombre d'exemplaires de la dite marque égal à celui des classes ou catégories de produits auxquels la marque doit être appliquée.

Le greffier doit refuser de recevoir un dépôt de marque sans la justification du paiement des différentes taxes.

267. *Transmission des marques.* — Par analogie avec ce qu'elle avait fait pour les brevets, la loi de 1920 en instituant le registre des marques semblable au registre des brevets, a eu pour effet de rendre publiques les diverses conventions qui affectent la propriété des marques de fabrique ou de commerce, en décidant dans son art. 2

qu'aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession de droit d'exploitation ou de gage relativement à une marque déposée, ne sera valable à l'égard des tiers, qu'après avoir été inscrite au registre spécial des marques tenu à l'Office national de la propriété industrielle où sont mentionnés les nom et adresse des déposants, cessionnaires ou concessionnaires de marques, ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des marques.

C'est une publicité utile et si l'acte secret demeure valable entre les parties, la loi a décidé qu'il ne saurait être opposable aux tiers. La sanction de la non publicité des actes qui affectent la propriété de la marque est donc leur nullité à l'égard des tiers.

268. *De la publicité.* — La publicité prévue par la loi du 26 juin 1920 consiste dans la délivrance, moyennant une taxe, à tous ceux qui la requièrent, de la copie des inscriptions portées sur le registre comme aussi des inscriptions subsistant sur les marques données en gage ou d'un certificat constatant qu'il n'en existe aucune.

SECTION VIII. — De la protection de la marque non déposée

269. — Nous avons vu que le droit à la marque naît de l'appropriation ; lorsqu'elle n'a pas été déposée, elle n'en constitue pas moins, au profit de celui qui en fait le premier usage, une propriété que chacun doit respecter. L'usager pourra se servir de sa marque sans en être dépouillé, nonobstant son dépôt postérieur par un tiers. Cette solution est de jurisprudence constante. La propriété d'une marque non déposée est du genre de celle de l'enseigne. Son usurpation ne saurait évidemment entraîner l'application de la législation protectrice de 1857 car la formalité du dépôt est une condition *sine qua non* pour qu'elle s'exerce. Mais l'usage de cette marque par un tiers constituera un acte de concurrence déloyale ou illicite régi par le droit commun et qui permettra au premier usager de faire appel à la loi, si un commerçant peu scrupuleux la lui a usurpée

dans le but de créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur.

Par application du droit commun, le propriétaire de la marque tirera sa protection des art. 1382 et 1383 du Code civil qui lui permettront d'obtenir de l'usurpateur de sa marque des dommages-intérêts, à charge pour lui de prouver la possibilité du préjudice.

Quant au tribunal compétent pour juger de cette action, il sera suivant la qualité des parties, soit le tribunal civil, soit le tribunal de commerce par application des règles générales en matière de compétence.

SECTION IX. — Des marques collectives

270. *De la marque collective.* — On peut concevoir que des fabricants ou commerçants s'entendent entre eux en vue d'adopter une marque commune pour leurs produits. C'est ce qu'on appelle la marque collective. Elle n'a rien d'illicite et aucune disposition de la loi sur les marques, si elle n'en a réglementé l'usage, ne l'a prohibée. La loi de 1857 s'est contentée de l'ignorer. La jurisprudence à plusieurs reprises, notamment par un jugement du tribunal de la Seine en date du 13 juillet 1883 (Ann. 1883-353), avait déclaré que plusieurs fabricants pouvaient se réunir pour faire un usage commun de la même marque et s'en constituer ainsi tous et chacun co-propriétaires. Ce n'était là qu'un artifice et la marque dans ces conditions constituait une véritable co-propriété sur laquelle chacun des membres de l'association avait un droit égal et non pas une marque collective appartenant en propre à une collectivité, au sens où l'entendent des législations étrangères et notamment la législation américaine ou les « labels » sont un moyen d'action puissant pour les groupements régulièrement constitués. D'ailleurs, la jurisprudence n'a jamais reconnu l'existence de la véritable marque collective et elle s'est déclarée contre l'appropriation d'une marque par un syndicat professionnel (Cass., 19 juin 1906, Ann. 1908-339). Pourtant sa protection aurait pu être l'œuvre

de la jurisprudence d'autant plus que la loi du 1^{er} août 1905 avait déjà donné une indication à ce sujet, dans son art. 11 qui envisage les marques et les appellations régionales.

L'absence de réglementation de la marque collective est une grave lacune de notre législation sur les marques, dont se plaignent de nombreuses associations.

271. *Loi du 12 mars 1920.* — La loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels complétant la loi du 21 mars 1884 a donné, dans une certaine mesure, satisfaction aux doléances des associations en reconnaissant la marque collective. Après plusieurs dispositions, parmi lesquelles la loi nouvelle reconnaît expressément la personnalité civile aux syndicats professionnels avec toutes les conséquences juridiques qui peuvent en découler et, notamment, l'exercice devant toutes les juridictions de tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent a, par une conséquence toute naturelle, dans son art. 5, paragraphe 12 et suivants reconnu explicitement aux syndicats le droit de déposer, en remplissant les formalités prévues par la loi du 13 juin 1857 modifiée par la loi du 31 mai 1890, leurs marques ou labels et d'en revendiquer la propriété exclusive.

Ces marques ou labels peuvent être apposés sur tout produit ou objet de commerce pour en certifier l'origine et les conditions de fabrication. Ils peuvent être utilisés par tous individus ou entreprises mettant en vente ces produits.

272. *Pénalités.* — Quant aux peines prévues par la loi du 23 juin 1857 contre les auteurs de contrefaçon, apposition ou usage frauduleux des marques de commerce, elles sont applicables également en matière de contrefaçon, apposition, imitation ou usage frauduleux de marques syndicales ou labels.

L'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes peut toujours être appliqué.

273. *Appréciation.* — Il faut voir dans ces dispositions un peu trop succinctes et qui n'ont été qu'accessoirement

insérées, semble-t-il, dans la loi de 1920 une réalisation partielle, tout au moins, de l'engagement pris en 1911 à Washington par les pays adhérents à la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, d'admettre au dépôt et de protéger « les marques appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial ».

APPENDICE PREMIER

Loi du 26 novembre 1873

274. *Son but.* — La loi du 26 novembre 1873 qui permet d'obtenir le timbre de l'Etat assure aux propriétaires de la marque déposée une garantie nouvelle et précieuse.

Le but de la loi est double. Tout d'abord celui de procurer au Trésor des ressources nouvelles, le poinçonnage ou le timbrage de la marque étant soumis à la perception d'une taxe dont la quotité est proportionnelle à la valeur des objets et à la difficulté de frapper d'un poinçon les marques fixées sur les objets eux-mêmes.

D'autre part, la loi de 1873 offre une garantie réelle aux fabricants, le timbre ou le poinçon apposé sur la marque affirme son authenticité, dès lors, le contrefacteur est obligé d'imiter non seulement la marque proprement dite, mais aussi le timbre de l'Etat ce qui constitue un fait qualifié crime qui aura pour effet de mettre directement en mouvement l'action publique.

275. *Du timbrage ou du poinçonnage.* — Aux termes de l'art. 1^{er} de la loi de 1873, c'est à tout propriétaire d'une marque de fabrique ou de commerce déposée conformément à la loi du 26 juin 1857, qu'il appartient de faire apposer par l'Etat sur les étiquettes, bandes, enveloppes, estampilles où figure la marque, ou bien sur la marque

elle-même, ou bien faisant corps avec le produit, un timbre ou poinçon destiné à affirmer l'authenticité de la marque elle-même.

276. *Des infractions.* — La loi prévoit deux sortes d'infractions distinctes :

1^o La contrefaçon ou la falsification des timbres et poinçons de l'Etat et leur usage. Les infractions à ces dispositions constituent un faux qualifié crime puni de la peine portée en l'art. 140 du Code pénal qui est celle des travaux forcés à temps avec cette disposition rigoureuse que le maximum doit toujours être prononcé, à moins qu'il n'y ait admission de circonstances atténuantes et cela, sans préjudice des réparations civiles.

2^o Le paragraphe 2 de l'art. 6 de la loi réprime l'usage frauduleux des timbres ou poinçons établis par la présente loi et des étiquettes, bandes, enveloppes et estampilles qui en seraient revêtues. L'usage frauduleux des timbres ou poinçons véritables est puni sous quelque forme qu'il se manifeste, soit qu'un employé de l'administration soudoyé par un commerçant peu scrupuleux appose le timbre ou poinçon sur des étiquettes contrefaites, soit qu'un concurrent se procure des étiquettes timbrées ou poinçonnées et les fasse servir à ses propres produits.

L'usage frauduleux ne constitue qu'un délit puni des peines prévues à l'art. 142 du Code pénal. Ici encore la loi est muette sur les circonstances atténuantes.

277. *Droit de poursuite.* — L'art. 7, paragraphe 2, dispose qu'« à défaut par l'Etat de poursuivre en France ou à l'étranger la contrefaçon ou la falsification des dits timbre ou poinçon, la poursuite pourra être exercée par le propriétaire de la marque ».

S'il s'agit du simple délit d'apposition frauduleuse, nul doute que la partie lésée ait le droit d'en poursuivre directement l'auteur, mais s'il s'agit du crime de contrefaçon d'un poinçon de l'Etat, il est évident que le propriétaire de la marque ne saurait poursuivre par voie de citation directe son auteur devant la Cour d'assises. Cette disposition de l'art. 7 ne se comprend guère. L'action appartient au Ministère public. Le fabricant lésé par un crime

de contrefaçon, comme en tout autre cas, a le droit de déposer une plainte et de se porter ensuite partie civile devant la Cour d'assises.

Cette loi qui avait pour but de donner à la marque la même protection qu'au poinçon d'Etat n'a guère eu d'application.

CHAPITRE II

Nom commercial et fonds de commerce

SECTION I. — Du nom commercial

§ 1^{er}. — Sa protection

278. *Objet de la loi de 1824.* — La loi pénale du 28 juillet 1824, relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués a pour objet la répression de certaines fraudes déterminées. Elle protège le nom du fabricant contre son usurpation par un concurrent peu scrupuleux qui l'apposerait sur ses produits. Cette forme particulière de concurrence déloyale ne pourrait être poursuivie aux termes de la loi de 1857, si le nom du fabricant n'a pas fait l'objet d'un dépôt régulier à titre de marque de fabrique ou de commerce, mais elle peut l'être en vertu des dispositions de la loi de 1824 qui protège également les noms de lieux.

Nous n'examinerons dans cette section que l'usurpation du nom du fabricant, nous réservant de traiter plus tard dans le chapitre des appellations d'origine l'appropriation mensongère et sans droit des noms de lieux.

279. *Domaine d'application de la loi.* — Le nom d'un fabricant apposé sur des produits, même s'il n'est pas revêtu d'une forme distinctive, est protégé par la loi du 28 juillet 1824. Mais si le nom lui-même a fait, en même temps, l'objet d'un dépôt de marque et que le nom soit l'élément de cette marque, son titulaire aura droit à une double protection, d'une part celle de la loi de 1857 pour sa marque, d'autre part, celle de la loi de 1824 pour son nom, nonobstant tout dépôt.

Jugé en ce sens que celui qui a apposé frauduleusement la marque d'un fabricant renfermant le nom commercial de ce dernier sur des produits étrangers à sa fabrication peut être poursuivi pour la répression de ce double délit,

d'une part, en application de la loi de 1857 sur les marques et d'autre part en application de la loi du 28 juillet 1824 relative à la protection du nom commercial (Montpellier, 13 mars 1893, Ann. 1893-353).

A la différence du nom qui au point de vue civil peut être considéré comme une propriété imprescriptible et inaliénable, le nom en matière commerciale devient une véritable enseigne et il peut être légalement cédé, soit à un tiers, soit à une société, le nom étant alors envisagé comme accessoire d'une maison de commerce, comme enseigne ou réclame pouvant être l'objet de conventions valables (C. Paris, 4^e Ch., 22 décembre 1920, Ann. 1921, 1, 239).

Ce que la loi de 1824 a entendu réprimer, c'est une variété de concurrence déloyale se manifestant par l'usurpation du nom commercial.

Remarquons, en outre, que la loi de 1824 protège la raison commerciale au même titre que le nom. La raison commerciale ici c'est non seulement la raison sociale dans le sens où l'entend le Code de commerce, c'est encore la désignation quelle qu'elle soit d'un établissement commercial. Par exemple, le Bon Marché, le Louvre, la Belle Jardinière constituent des raisons commerciales qui sont protégées à l'égal des noms.

Cette solution est juste, la raison commerciale n'étant autre chose que le nom de l'établissement (1).

L'emploi d'une dénomination similaire à celle déjà employée par un autre commerçant, si elle ne saurait donner lieu à la protection de la loi de 1824, est une des formes multiples que peut emprunter la concurrence déloyale. Pour que cet emploi apparaisse répréhensible, il convient que se retrouvent les deux éléments constitutifs de la concurrence déloyale, la confusion et le préjudice (Paris, 18 novembre 1916, Ann. 1919, 1, 29). Il a été jugé également que l'emploi de la raison commerciale « Belle Jardinière » constitue un mode d'usurpation lorsqu'il en résulte

(1) V. BÉDARRIDE, n° 773 et suivants ; GASTAMBIDE, n° 458.

une confusion dans l'esprit des acheteurs en laissant supposer qu'un lien existe entre les deux maisons différentes (Trib. civ. Lunéville, 9 juillet 1914 ; C. de Bordeaux, 2 juin 1913 ; *La Loi*, 28 juillet 1914, Ann. 1914, 1, 174).

Remarquons toutefois que la raison commerciale n'est protégée qu'autant qu'elle n'est pas de nature à s'appliquer à toute une catégorie d'établissements similaires.

Ainsi les mots « halles aux cuirs » constituent une désignation banale tombée dans le domaine public et non susceptible d'appropriation (Cass. req., 27 janvier 1914 ; *La Loi*, 6 mars 1914).

Un nom appartenant à une réunion d'individus se livrant ensemble à une même fabrication, par exemple, les Bénédictins, est protégé par la loi de 1824 au même titre que la raison commerciale.

280. *Du nom patronymique.* — Le nom patronymique appartient par droit de naissance à tous les membres d'une même famille et nul n'en peut être privé à moins de se livrer à une concurrence ouvertement déloyale. La jurisprudence est très fermement établie en ce sens (V. not. Cass., 5 août 1890, Ann. 1893-256 ; Cass., 4 décembre 1893, Ann. 1894-79 ; C. Paris, 15 juin 1908 et 17 juin 1910, Ann. 1909, 1, 23 et 1911, 2, 9 ; C. Paris, 31 janvier 1920, Ann. 1920, 1, 278).

La veuve d'un commerçant ne peut légalement, alors surtout qu'elle s'est remariée, utiliser la raison commerciale où figure le nom de son mari sans révéler aux tiers sa véritable identité. Tout propriétaire de ce nom continuant à exploiter le même commerce, même en une localité différente, peut lui imposer par justice toutes indications dans son enseigne et son papier de commerce en vue de révéler sa personnalité (C. Rouen, 18 décembre 1918, Ann. 1919, 2, 31).

281. *Du pseudonyme.* — Quant au pseudonyme, il a un caractère plus personnel, il sert à désigner dans une famille un individu particulier, aussi un autre membre de cette famille ne saurait se l'arroger à moins que celui à qui il s'appliquait originellement, ait consenti volontairement à ce qu'un autre membre de la famille en fît usage.

Donc le pseudonyme quand il s'est incorporé par l'usage au nom patronymique ou s'est substitué à ce dernier a droit à la protection de la loi de 1824.

D'autre part, un pseudonyme devient la propriété de celui qui lui a donné une notoriété aussi bien dans les arts que dans l'industrie (Trib. civ. Seine, 21 février 1918, Ann. 1919, 2, 8).

282. *Du nom supposé.* — Si un commerçant vend un produit, sous un nom supposé, sous lequel il n'est pas personnellement connu, a-t-il le droit d'invoquer la loi de 1824 ? Quand ce nom, purement imaginaire, désigne le produit et non le fabricant, il constitue une dénomination commerciale de fantaisie qui ne saurait être protégée par la loi, mais son usurpation peut donner lieu à l'action de la loi de 1857 si cette dénomination a été déposée à titre de marque de fabrique. En cas d'absence de dépôt le propriétaire de la dénomination de fantaisie a contre son usurpateur l'action en concurrence déloyale (1).

283. *Initiales.* — L'usurpation d'initiales ne saurait constituer le délit réprimé par la loi de 1824 qui ne vise expressément que le nom commercial et c'est son usurpation qu'elle réprime. La même solution doit être étendue aux chiffres.

284. *Perte du nom.* — Nous avons dit que le nom constituait une propriété inaliénable et imprescriptible, mais il peut arriver que, par suite d'un long usage ou du consentement du titulaire du nom, le nom patronymique serve de désignation à un mode de fabrication quelconque. Les tribunaux qui apprécient souverainement si le nom d'un fabricant est devenu le nom générique d'un objet fabriqué, ne sauraient autoriser un tel usage que si, vraiment, le nom en litige est devenu la désignation usuelle du produit, sous réserve qu'il n'y aura aucune confusion possible sur l'origine du produit, et que l'emploi de ce nom, par d'autres fabricants, ne constituera pas un moyen de concurrence déloyale.

(1) En ce sens : POUILLET, *Marques de fabrique*, n° 381.

285. *De l'homonymie.* — Il est évident, qu'en raison du principe même de la liberté du commerce, il ne saurait y avoir de délit d'usurpation de nom, aux termes de la loi de 1824, dans le fait, pour un concurrent, d'apposer son propre nom sur ses marchandises alors que son nom est semblable à celui d'un commerçant se livrant au même commerce et dont les produits sont réputés.

Toutefois, en raison de la théorie de l'abus de droit, de création jurisprudentielle, ce droit légitime en soi, s'il en est fait abus dans une intention frauduleuse, peut donner lieu à une action en concurrence déloyale au profit de la partie qui se prétend lésée par l'emploi abusif du nom légitime.

L'homonyme, en principe, a bien le droit de s'établir sous son nom patronymique s'il exerce réellement et personnellement le commerce, mais toutes mesures doivent être prises pour éviter la confusion qui pourrait préjudicier à des commerçants portant le même nom. C'est aux tribunaux de prescrire telles mesures qu'ils jugeront utiles pour éviter la confusion. La jurisprudence est très abondante sur la matière (Dijon, 12 juillet 1894 ; *La Loi*, 5 septembre 1894 ; Bourges, 25 juillet 1904, Ann. 1904-342 ; Paris, 25 juillet 1908, Ann. 1909, 1, 36 ; Cass., 5 avril 1909, Ann. 1910, 1, 340 ; Trib. civ. Bordeaux, 29 avril 1919, Ann. 1920, 1, 294).

§ 2. — Du délit

286. *De l'apposition du nom commercial usurpé.* — Ce que la loi de 1824 punit c'est l'usurpation sous forme d'apposition du nom commercial sur un objet fabriqué. C'est une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux et qui échappe au contrôle de la Cour de cassation (C. d'Alger, 2 mai 1911 ; Cass. req., 15 mai 1912, Ann. 1919, 2, 27). Dans tous les autres cas d'usurpation du nom commercial sous forme d'enseigne ou bien encore de prospectus par exemple, ces faits ne constituent pas le délit prévu et réprimé par la loi de 1824 (Cass., 18 novembre 1904 ; *Gaz. Palais*, 19 décembre 1904).

La loi dispose que « quiconque aura soit apposé, soit

fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués le nom d'un fabricant sera puni des peines portées en l'art. 423 du Code pénal sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu ». Rien n'implique dans cette disposition de la loi, l'incorporation du nom avec la marchandise. Il suffit pour que la loi soit applicable que le nom soit sur une enveloppe quelconque de l'objet, ou bien encore sur son étiquette. Cela est l'évidence même car si la loi exigeait l'incorporation du nom à la marchandise même pour que le délit existât, tous les liquides seraient exclus de la protection de la loi de 1824. C'est en ce sens que s'est toujours prononcée la doctrine (1) et la jurisprudence, notamment la Cour de cassation dans un arrêt du 18 novembre 1904, cité plus haut, qui a décidé qu'il y avait usurpation de nom, même si le nom a été écrit à la main sur l'étiquette.

287. *De la suppression du nom.* — La jurisprudence a également admis que le fait de la suppression du nom commercial du véritable fabricant sur des objets réputés pour l'excellence de leur fabrication et son remplacement par le nom d'un commerçant peu scrupuleux, constituait le délit réprimé par la loi de 1824 (Paris, 9 août 1894, Ann. 1896-95).

288. *Conditions d'existence du délit.* — Pour que l'usurpation existe, il n'est pas nécessaire que l'imitation soit absolue. Les tribunaux ont, à cet égard, un droit d'appréciation souveraine, une imitation plus ou moins servile du nom ne faisant pas disparaître l'intention frauduleuse (Trib. civ. de Morlaix, 13 mai 1914, *Gaz. Trib.*, 19 mars 1920).

L'emploi des mots « façon de », « système de » avec l'apposition du nom d'autrui sur un objet fabriqué a-t-il pour résultat de faire échapper l'auteur de cette apposition à la loi de 1824 ?

Nous savons que la loi du 22 Germinal an XI sur les marques disposait dans son art. 17 que la « marque sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré ces

(1) V. *POUILLET*, n° 413; *BÉDARRIDE*, n° 782; *RENDU*, n° 398.

mots : façon de . . . et à la suite le nom d'un autre fabricant . . . ».

Pour Pouillet, la question se ramène à savoir si la loi de 1824 sur le nom commercial a abrogé cette disposition de la loi de l'an XI.

Si le nom est tombé dans le domaine public, et nous avons vu que cette occurrence est tout à fait exceptionnelle, en raison de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité du nom, et ne peut avoir lieu que si en réalité, de nom propre le nom est devenu commun, l'emploi de l'expression de « façon de », « système de » est sans objet ; mais si, au contraire, il n'est pas tombé dans le domaine public, l'emploi de ces mots ne saurait être licite car, rien dans la loi de 1824, n'indique que l'art. 17 de la loi de Germinal n'a été abrogé sur ce point, et c'est en ce sens que s'est prononcée une grande partie de la jurisprudence (V. not. C. Lyon, 4 juin 1910, Ann. 1911, 2, 50 ; C. Limoges, 13 janvier 1906, Ann. 1910, 1, 18).

Donc si un nom est tombé exceptionnellement dans le domaine public, toute personne a le droit de s'en servir ; dans le cas contraire il est défendu de l'employer même avec les correctifs « façon de », « système de » (1).

289. *De l'addition, du retranchement et de l'altération du nom commercial.* — La loi de 1824 réprime également le fait de faire « apparaître par addition ou par retranchement ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ». Par les mots addition ou retranchement, la loi a voulu atteindre ceux qui, sur un produit, suppriment les indications propres à empêcher la confusion et également ceux qui ayant une marque, d'ailleurs différente, auraient soin grâce à un mode habile de pliage de l'enveloppe de ne laisser apparaître qu'un nom qui, isolément, se confondrait avec celui d'un concurrent (2).

Il résulte des mots « altération quelconque » qui doivent être pris dans un sens très large, que la loi a entendu répri-

(1) En ce sens : V. POUILLET, n° 416.

(2) V. POUILLET, n° 419.

mer toutes les fraudes, quelle que soit leur espèce, du moment qu'il y a volonté d'usurper le nom d'autrui auquel on n'a aucun droit.

290. *De la tentative d'usurpation.* — La tentative d'usurpation du nom commercial tombe-t-elle sous le coup des dispositions de la loi de 1824 ? Pouillet incline à le croire en disant que si c'est la poursuite qui a seule empêché la consommation du délit, il n'y a pas tentative mais bien délit. C'est là avant tout une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux (1). Nous ne sommes pas de cet avis. La loi de 1824 est une loi répressive et le droit pénal est d'interprétation stricte. D'autre part, la tentative en matière de délit n'est punissable qu'autant que la loi le déclare expressément, donc, en cette matière, la tentative ne saurait être assimilée à l'acte lui-même, le texte disposant seulement « quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître » ce qui suppose la réalisation du fait matériel.

291. *De la bonne foi.* — La loi punissant l'apposition elle-même ou l'apparition par addition, retranchement ou par altération quelconque sur des objets fabriqués du nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, la mauvaise foi du délinquant est toujours présumée.

§ 3. — *De la protection du nom du commerçant*

292. — La loi ne parle que du fabricant, ne protégerait-elle pas le nom du commerçant ? n'aurait-elle donc en vue que la protection de la fabrication et son origine ?

Si la loi mentionne le fabricant et les objets fabriqués c'est qu'elle a envisagé, avant toute autre chose, le produit commercial au moment de sa fabrication. Elle n'en protège pas moins le commerçant qui, se fournissant chez tel ou tel fabricant, se substitue en quelque sorte à celui-ci. En débitant le produit de ce dernier, il se trouve désormais seul connu du public. Ce n'est pas parce que la loi a

(1) V. POUILLET, *op. cit.*, n° 420,

statué sur le cas le plus ordinaire, le fabricant, qu'elle a entendu ne pas protéger le commerçant. D'ailleurs, la loi de 1857 qui s'occupe du fabricant et du commerçant et ne protège le nom que sous une forme distincte ne renvoie-t-elle pas pour la protection du nom en lui-même à la loi de 1824 ? N'est-ce pas l'aveu du législateur que la loi de 1824 vise la protection du nom du commerçant comme celui du fabricant. Nous ne saurions dire avec M. Maunoury (1) et avec la jurisprudence (V. not. Paris, 27 mai 1905, Ann. 1907, 1, 270 ; Cass. cr., 31 janvier 1908, Ann. 1908, 2, 57), que la loi de 1824 étant une loi pénale, doit s'entendre *stricto sensu*, et qu'il résulte, en outre, des travaux préparatoires de la loi de 1857, que la loi de 1824 lui est restée complètement étrangère. Nous estimons que M. Maunoury conclut à tort en disant que la loi de 1824 s'étend aux fabricants seuls, à l'exclusion des commerçants.

§ 4. — Complicité

293. *Vente et mise en vente.* — Le délit ne consiste pas uniquement dans l'apposition ou l'apparition sur un produit d'un nom autre que celui de l'auteur. Le paragraphe 2 de l'art. 1^{er} vise le fait de complicité en disposant que « tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des peines de la poursuite lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés ». Bien que la loi ne parle que de l'exposition en vente, il est évident qu'à plus forte raison, la vente elle-même, constitue également le délit et ne saurait rester impunie.

Quant à la mise en circulation, elle doit être entendue dans un sens large. Le simple fait pour la marchandise de toucher le sol français, alors même qu'elle est en transit, suffit à constituer le délit de mise en circulation. La loi a voulu, avant tout, protéger les fabriques françaises. Le fait de la circulation en France de marchandises étrangères,

(1) V. MAUNOURY, p. 372.

qui a pour effet de donner à la marchandise les apparences d'une origine française, peut porter un préjudice considérable à nos manufactures. Cette question est sans grand intérêt aujourd'hui depuis que l'art. 19 de la loi de 1857 prohibant à l'entrée et excluant du transit et de l'entrepôt, avec possibilité de saisie, tout produit étranger portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française est venue, sur ce point, compléter et éclaircir la loi de 1824.

294. *De la bonne foi.* — La loi de 1824 ne punit la complicité des marchands, du commissionnaire ou du débiteur qui a mis en vente ou en circulation, les objets marqués de noms supposés ou altérés, que lorsqu'il aura agi sciemment. Les débiteurs, marchands, commissionnaires peuvent donc, contrairement à l'auteur de la supposition ou de l'altération du nom, invoquer leur bonne foi. Elle résulte, d'ailleurs, des circonstances de l'affaire qui relèvent de l'appréciation souveraine des tribunaux.

295. *Appréciation.* — En résumé, il est permis de dire que la loi de 1824 qui constitue un progrès fort intéressant, a atteint le double but qu'elle se proposait. D'une part, elle a réalisé la protection du fabricant, en protégeant son nom contre l'usurpation d'un concurrent peu scrupuleux qui par ce moyen aurait tâché d'attirer à lui la clientèle, d'autre part, elle est une sauvegarde pour le consommateur, le nom du fabricant étant pour lui une garantie de la qualité du produit fabriqué.

§ 5. — *De la poursuite.*

296. *Exercice de l'action.* — Lorsqu'un commerçant imite un nom, il le fait volontairement et la loi ne pouvait exiger le dépôt du nom pour assurer à son propriétaire la protection de la loi de 1824.

Quant à l'action, elle appartient à toute personne lésée par le délit, par conséquent au consommateur qui a été trompé sur la véritable nature du produit qu'il a acheté.

Le délit de la loi de 1824 étant un délit de droit com-

mun, il peut être poursuivi d'office par le ministère public, sans plainte préalable de la partie lésée.

La loi n'ayant prévu aucun mode spécial de constatation du délit, les moyens ordinaires peuvent être employés.

§ 6. — *De la compétence*

297. — Comme il s'agit d'un délit c'est le tribunal correctionnel qui est compétent, mais si l'action civile en réparation du préjudice causé par l'usurpation est intentée isolément de l'action publique, le tribunal de commerce est compétent pour connaître de l'action introduite et ce suivant les règles ordinaires de la procédure.

§ 7. — *Pénalités*

298. — Pour l'application de la peine, la loi de 1824 renvoie à l'art. 423 du Code pénal qui prononce un emprisonnement de 3 mois à un an et une amende ne pouvant excéder le 1/4 des restitutions et dommages-intérêts, ni être inférieure à 50 francs.

Le tribunal peut, en outre, ordonner aux frais du condamné, l'affichage du jugement et son insertion intégrale par extrait dans les journaux. Il doit ordonner la confiscation qui est obligatoire. En cette matière, le tribunal a un souverain pouvoir d'appréciation, il peut ordonner la confiscation soit des étiquettes, enveloppes, flacons, etc., soit de la marchandise elle-même, en sus des dommages-intérêts à allouer éventuellement à la partie lésée.

Le délinquant peut évidemment bénéficier des circonstances atténuantes.

SECTION II. — De la transmission du nom commercial et de la raison sociale et de commerce

299. *Généralités.* — Il est reconnu depuis longtemps que le nom commercial ou la raison sociale ou de commerce pouvait faire l'objet d'une transmission. Il est en

effet, l'élément incorporel principal du fonds de commerce, c'est sur lui que reposent, le plus souvent, la réputation et la vogue de la maison et l'usage n'en saurait être interdit aux exploitants continuateurs de la maison à moins de convention expresse contraire (C. Paris, 24 mai 1913, *loc. cit.* ; C. Paris, 4^e Ch., 22 décembre 1920, Ann. 1921, 1, 239). La jurisprudence est constante en ce sens. Il a été également jugé que l'acheteur est en droit d'interdire à son cédant l'usage du nom commercial vendu avec le fonds de commerce (Paris, 9 novembre 1885, Ann. 1886-153).

Mais la loi de 1824 ne portait aucune forme particulière de transmission et n'indiquait aucun moyen de contrôle aux intéressés pour s'assurer de la régularité de cette transmission.

Les lois des 17 mars et 1^{er} avril 1909 modifiées par la loi du 31 juillet 1913 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce et la loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce sont venues combler cette lacune.

Nous ne nous occuperons ici de la loi de 1909 que dans ses rapports avec la propriété industrielle et dans ses formalités relatives à la cession du nom commercial.

§ 1^{er}. — *Vente et nantissement des fonds de commerce*

300. *Généralités.* — Les nantissemments des fonds de commerce avaient attiré avant les ventes, l'attention du législateur. Pour les nantissemments en effet, l'art. 2075 du Code civil contient un alinéa qui leur est propre et qui est l'œuvre du législateur de 1898 (loi du 1^{er} mars). Mais avant la loi de 1909, à part les lois fiscales, les ventes de fonds de commerce ne relevaient d'aucune loi particulière mais seulement des principes généraux du droit et, dans certaines villes, d'usages qui ne sauraient avoir un caractère obligatoire.

Le développement considérable du commerce et de l'industrie ne devait pas laisser le législateur indifférent, d'où en premier lieu cette loi du 1^{er} mars 1898 rappelée plus haut disposant simplement : « tout nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité vis-à-vis des

tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité ». Dans son laconisme la loi reconnaissait l'utilité de la publication à l'égard des tiers et sa sanction consistait dans la nullité du nantissement non inscrit à l'égard de ces derniers.

Le nantissement qui est, à vrai dire, une hypothèque mobilière restait donc occulte avant la loi de 1898.

301. *Éléments du fonds de commerce.* — Les auteurs n'étaient pas d'accord sur la définition du fonds de commerce. Pour MM. Lyon-Caen et Renault « sous le nom de fonds de commerce on désigne un ensemble de choses qui se rattachent à l'exercice d'un commerce, principalement l'installation matérielle, l'achalandage, l'enseigne, les marchandises en magasin, le droit au bail des lieux où s'exerce le commerce, la marque de fabrique ou de commerce que le commerçant appose sur ses marchandises » (1).

C'était la définition la plus complète et la loi du 17 mars 1909 en précisant ses divers éléments est venue donner au fonds de commerce le statut qu'il n'avait pas encore.

302. *Cession du fonds de commerce.* — L'art. 1^{er} de la loi de 1909 pose le principe de la publicité du privilège du vendeur du fonds de commerce qui ne peut s'exercer que si la vente a eu lieu par un acte écrit (authentique ou sous seings privés, peu importe), et dûment enregistré, s'il est sous seings privés, cet enregistrement lui donnera date certaine, et que s'il a été inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel ce fonds est exploité.

Cette formalité de l'écrit est évidemment une dérogation au droit commun (art. 1341 du Code civil) mais dont il ne faudrait pas exagérer l'importance car, comme le dit M. Cordelet dans son rapport au Sénat : « l'écrit est nécessaire dans l'intérêt du tiers comme du vendeur pour prévenir toute contestation sur l'étendue du privilège ». Mais il est vrai que s'il y a contestation sur l'étendue du privi-

(1) LYON-CAEN et RENAUT, *Traité de droit commercial*, tome III, n° 239.

lège, la loi nous dit ce qu'il arrive dans son paragraphe 2 de l'art. 1^{er}. Aussi la raison de cette formalité donnée par M. Percerou à la Société d'Etudes législatives (Bulletin 1903, p. 236), à propos du nantissement, qui peut d'autre part être appliquée à la vente des fonds de commerce, est-elle préférable. « Cette formalité n'est pas gênante. D'ailleurs à défaut d'un acte écrit on ne voit guère comment pourraient être dressés les bordereaux à inscrire au greffe du tribunal de commerce. La nécessité de représenter cet acte au greffier au moment de l'inscription et la faculté pour lui de le collationner avec les bordereaux assurent aussi la sincérité des mentions portées dans ces derniers ».

303. *Eléments sur lesquels porte le privilège du vendeur.*

— Le privilège du vendeur du fonds de commerce ne porte que sur les éléments du fonds énumérés dans la vente et dans l'inscription. La vente doit donc énumérer ses éléments. Il faut concevoir le fonds de commerce avec toute son ampleur, c'est-à-dire l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage, le matériel, les marchandises, les brevets d'invention, la licence, les marques de fabrique ou de commerce, les dessins ou modèles industriels, les droits de propriété littéraire ou artistique qui y sont attachés, en un mot, tout ce qui sert de base et d'appui au commerce en question.

A défaut de désignations précises, le privilège est restreint et ne peut s'exercer que sur l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage. L'art. 1^{er} exige, en outre, que des prix distincts soient établis pour les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises.

304. *De l'inscription.* — L'inscription doit être prise dans un délai très court, dans la quinzaine de la date de l'acte de vente, à peine de nullité. Elle prime toute inscription prise dans le même délai du chef de l'acquéreur ; elle est opposable à la faillite et à la liquidation judiciaire de l'acquéreur, ainsi qu'à sa succession bénéficiaire.

L'art. 2 dispose également que l'action résolutoire établie par l'art. 1654 du Code civil doit, pour produire effet, être mentionnée et réservée expressément dans l'inscription.

Son exercice et ses effets sont réglementés par la loi de 1909 dans des développements qui sortent du cadre de cette étude.

305. *Publicité complémentaire.* — La loi du 31 juillet 1913 modifiant l'art. 3 de la loi de 1909 prévoit, en outre, une autre publicité en cas de vente ou de cession de fonds de commerce, consentie sous une forme quelconque, en disposant qu'elle devra être publiée, à la diligence de l'acquéreur, dans la quinzaine de sa date, par voie d'extrait ou d'avis dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal de commerce où se trouve le fonds, ou à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement. L'avis ou l'extrait devra contenir élection de domicile dans le ressort du tribunal. La publication devra être renouvelée. Elle aura pour effet d'informer les créanciers du précédent propriétaire de la vente, ils pourront, dans les dix jours au plus tard après la deuxième insertion, former opposition par simple acte extrajudiciaire au paiement du prix.

306. *Nantissement des fonds de commerce.* — Le chapitre II de la loi de 1909 est relatif au nantissement des fonds de commerce et l'art. 9 a soin de préciser que seuls sont susceptibles d'être compris dans le nantissement comme faisant partie d'un fonds de commerce « l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage, le mobilier commercial, le matériel ou l'outillage servant à l'exploitation du fonds, les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels et généralement les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique qui y sont attachés ».

« Le certificat d'addition postérieur au nantissement qui comprend le brevet auquel il s'applique suivra le sort de ce brevet et fera partie comme lui du gage constitué ». Le certificat d'addition s'incorpore au brevet principal dont il suit le sort ; on applique tout naturellement l'article 2133 du Code civil « *accessorium sequitur principale* ».

A défaut de désignation expresse et précise dans l'acte qui le constitue, le nantissement ne comprend que l'en-

seigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage.

307. *De l'inscription.* — Le contrat de nantissement, comme la vente du fonds de commerce, doit être constaté par un acte écrit et le privilège en résultant s'établit par le seul fait de l'inscription sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité. Les observations faites à propos des fonds de commerce s'appliquent ici, les formalités étant les mêmes en cas de nantissement.

308. *Des droits de propriété industrielle.* — La loi considère comme élément incorporel du fonds de commerce les droits de propriété industrielle. Elle les énumère expressément en traitant du nantissement.

Des ventes de fonds de commerce peuvent comprendre des marques de fabrique et de commerce, des dessins industriels, aussi la loi organise-t-elle, de même que pour les nantissements des fonds de commerce, une publicité complémentaire à leur égard.

L'art. 24 dispose *in fine* « les ventes ou cessions de fonds de commerce comprenant des marques de fabrique et de commerce, des dessins ou modèles industriels, ainsi que les nantissements de fonds qui comprennent des brevets d'invention ou licences, des marques ou des dessins ou modèles, doivent, en outre, être inscrits à l'Office national de la propriété industrielle sur la production du certificat d'inscription délivré par le Greffier du Tribunal de commerce dans la quinzaine qui suivra cette inscription, à peine de nullité à l'égard des tiers, des ventes, cessions ou nantissements en ce qu'ils s'appliquent aux brevets d'invention et aux licences, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels. Les brevets d'invention compris dans la cession d'un fonds de commerce restent soumis pour leur transmission aux règles édictées par la section IV du titre II de la loi du 5 juillet 1844 ».

Cette disposition se justifie parce que la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention n'a pas prévu leur dation en nantissement, mais elle a réglé les conditions de leur

cession (Ch. II, section IV, art. 20 et suivants) et l'a soumise notamment, à la formalité d'un acte notarié et au paiement préalable de la totalité de la taxe des annuités. Le texte de la loi de 1909 devait donc être en concordance avec les dispositions de la loi actuelle de 1844 (1). Tel est donc l'objet des deux derniers paragraphes de l'art. 24. Il y a lieu de noter l'indication relative à un acte notarié. L'acte notarié est obligatoire lorsque la vente d'un fonds de commerce comporte un brevet d'invention par dérogation à l'art. 1^{er} de la loi nouvelle.

Cette publicité aux termes de la loi, et cela montre bien d'ailleurs son caractère supplémentaire, suppose la production d'un certificat d'inscriptions délivré par le greffier du tribunal de commerce. Elle donne pour la faire, 15 jours à partir de l'inscription.

L'art. 29, alinéa 3, précise à nouveau le caractère complémentaire de cette formalité en disposant que « la radiation totale ou partielle de l'inscription prise à l'Office national sera opérée sur la production du certificat de radiation délivré par le greffier du tribunal de commerce ».

Cette formalité complémentaire n'est utile que si les intéressés peuvent être renseignés, aussi l'art. 32, alinéa 2 de la loi prévoit qu'« un état des inscriptions ou mentions effectuées à l'Office national devra de même être délivré à toute réquisition ».

Les dispositions de la loi de 1909, en ce qui concerne la propriété industrielle, sont intéressantes. Elles avaient leur place dans une loi qui donnait au fonds de commerce son statut. En effet, ses éléments incorporels tels que l'enseigne, le nom commercial, les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels et généralement les droits de propriété industrielle, artistique et littéraire qui y sont attachés, peuvent avoir dans l'estimation de son prix une valeur considérable. Il est regrettable que la loi n'ait pas institué comme pour les brevets d'invention, les marques

(1) V. Rapport supplémentaire de M. CORDELET.

de fabrique et les dessins et modèles industriels, une publicité complémentaire, tenue sur un registre spécial qui aurait permis aux tiers de contrôler l'identité exacte du commerçant exerçant son négoce sous un nom commercial dont il prétend avoir le droit de se prévaloir.

§ 2. — *Du registre du commerce*

309. *Généralités.* — La loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce est venue assurer d'une manière plus efficace la transmission du nom commercial ou de la raison sociale ou de commerce et permettre aux intéressés le contrôle en centralisant les différents renseignements relatifs à l'identité des commerçants. « Elle est un instrument général de publicité permettant l'identification rapide et complète de tous les établissements commerciaux aussi bien que des personnes qui les exploitent, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés » (1).

On peut s'étonner de l'introduction si tardive dans notre législation commerciale du registre du commerce.

Cette réforme aurait été certainement réalisée plus tôt si ses promoteurs n'avaient pas eu en vue surtout, d'assurer par le moyen d'un registre facultatif, l'introduction dans notre pays du système allemand de la transmissibilité et de la perpétuité de la firme. Mais la loyauté traditionnelle des commerçants français répugne à l'idée qu'il puisse être licite de faire le commerce sous le nom d'autrui et de signer un nom qui n'est pas sien. Aussi la loi s'est-elle bornée à faire du registre du commerce « l'état civil des établissements commerciaux » suivant l'expression employée dans l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 18 mars 1919. C'est un « casier commercial ». M. Bittard en donne une excellente définition : « le registre du commerce est un instrument de publicité obligatoire ou plutôt un répertoire obligatoire et complet de la publi-

(1) BITTARD, *Traité pratique du registre du commerce*. Préface de M. Ch. DROUETS, p. VI.

cité légale donnée aux faits et aux actes de la vie commerciale » (1).

La loi de 1919 a été complétée par la loi du 26 juin 1920 sur les taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle qui a donné à la loi de 1919 un caractère fiscal qu'elle ne possédait pas.

L'application de la loi est régie par le décret du 15 mars 1920 portant règlement d'administration publique et par le décret du 27 juin 1920 portant application de la loi du 26 juin 1920.

310. *Caractères du registre du commerce.* — Nous avons dit que le registre du commerce constitue une sorte de casier commercial, il doit donc être tenu rigoureusement à jour. Aussi le législateur a-t-il prescrit l'inscription obligatoire de tous les éléments susceptibles de donner une information exacte aux tiers sur la nature et l'importance de l'établissement, que ces éléments aient fait ou non l'objet d'une publicité édictée par des lois antérieures.

Remarquons que l'immatriculation au registre du commerce n'est pas attributive de la qualité de commerçant comme dans le système suisse par exemple. Elle est simplement déclarative suivant le principe consacré par la législation française en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique, de dessins et modèles et en général dans tous les cas où une inscription est requise pour l'affirmation de son droit.

L'immatriculation n'est pas davantage génératrice de droits de propriété industrielle puisque les mentions de brevets ou de marques n'y peuvent être faites indépendamment de l'enregistrement normal prévu par les lois sur la matière.

Enfin nous avons déjà dit que la loi n'a pas créé la perpétuité et la transmissibilité de la firme ainsi qu'elle existe dans le Code allemand. En vertu de ce principe de la perpétuité de la firme, la signature commerciale de son premier titulaire est transmissible à ce successeur. Cette dis-

(1) BITTARD, *op. cit.*, p. 20.

position eut été en contradiction formelle avec l'art. 21 du Code de commerce qui dispose que, « les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale » d'autre part, l'utilité de la perpétuité de la firme est très contestable au regard de la pratique. En conservant la signature sociale, le successeur d'une firme risquait de tromper les tiers sur sa véritable identité.

311. *Son objet.* — En principe, on peut considérer le registre du commerce comme un organe de centralisation de toutes les informations éparses et de toutes les publicités diverses exigées par les différentes lois commerciales, sans lien entre elles. Toutefois, l'art. 21 de la loi du 18 mars 1919 ne se substitue ni ne se superpose aux publicités exigées par le Code de commerce ou les lois antérieures. En effet aux termes de cet article, les dispositions du registre du commerce « ne portent en rien atteinte aux dispositions des lois antérieures relatives à la publicité des faits, actes ou jugements concernant les commerçants ou les sociétés de commerce », lesquelles « demeurent en vigueur avec les sanctions y attachées ».

Toutefois il ne faut pas considérer le registre du commerce comme étant un organe de publicité complémentaire. Les art. 4, 5, 6, 7 et 9 de la loi instituent une publicité obligatoire nouvelle pour toute une série d'actes qui ne faisaient jusqu'alors l'objet d'aucune prescription légale impérative, notamment : le nom commercial, l'enseigne, l'objet du commerce, les succursales en France ou à l'étranger, les établissements exploités précédemment.

La loi de 1909 avait bien organisé une publicité en cas de cession ou de nantissement de fonds de commerce, mais elle était insuffisante.

La publicité organisée par la loi du 18 mars 1919 se trouve encore renforcée par la loi du 26 juin 1920 qui a rendu obligatoire, comme nous l'avons déjà vu, l'enregistrement des mutations de propriété des brevets d'invention ou des marques de fabrique, cessions, concessions, licences d'exploitation en vue de leur opposition aux tiers.

Il est à peine besoin d'insister sur la nécessité et l'utilité de cette loi qui permet à tous intéressés, co-contractants,

concurrents, clients, de se renseigner sur la personnalité commerciale que représente le fonds, sur les éléments essentiels de ce fonds et de vérifier quels sont les droits de propriété industrielle qui se rattachent à lui.

Elle est, dans ces conditions, un moyen de défense efficace contre la concurrence déloyale.

312. *Assujettis à l'immatriculation.* — La loi impose l'obligation de l'immatriculation à tout commerçant français ou étranger ayant en France, soit son établissement principal, soit une succursale ou une agence, aux sociétés commerciales françaises et aux sociétés commerciales étrangères ayant une succursale ou une agence en France. Le commerçant ou la société doit fournir, à l'appui de sa réquisition aux fins d'immatriculation au registre du commerce, un extrait du rôle de la contribution des patentes ou de l'impôt sur les revenus industriels ou commerciaux, ou bien un acte de cession de fonds de commerce ; à défaut de ces pièces, un certificat délivré par le maire dans les départements et à Paris par le commissaire de police, attestant après vérification, la réalité de l'établissement commercial (loi du 26 juin 1920, alinéa 1^{er} de l'art. 5).

313. *Des commerçants.* — La loi de 1919 n'ayant pas donné une définition du commerçant force est de revenir aux dispositions du Code de commerce pour déterminer sa qualité. La définition de l'art. 1^{er} est bien laconique : « sont commerçants tous ceux qui font des actes de commerce ». Quant aux actes de commerce, l'art. 632 du Code de commerce en donne une énumération qu'il faut se garder de considérer comme limitative et c'est aux tribunaux, en cas de doute, qu'il appartient d'apprécier souverainement la nature de l'acte.

Nous avons vu que les assujettis à l'immatriculation sont aux termes de l'art. 3 « les commerçants français et étrangers ayant en France soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence ».

Pour la première fois, dans notre législation, la loi de 1919 s'est préoccupée de l'identification du commerçant étranger. Cette disposition n'est pas seulement justifiée par la préoccupation née de la guerre, mais aussi par le

désir légitime de protéger notre négoce contre la concurrence étrangère. Tous les commerçants étrangers ayant en France soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence doivent être immatriculés avec l'indication précise de leur nationalité d'origine et du lieu de leur naissance.

314. *Des sociétés commerciales.* — A l'instar des commerçants aux termes de l'art. 6 « doivent être immatriculés dans le registre du commerce de leur siège social, les sociétés commerciales françaises en nom collectif en commandite simple, en commandite par actions et anonymes » et aux termes de l'art. 9, dans le registre du siège de son principal établissement, toute société commerciale étrangère qui établit une succursale ou une agence en France.

Quel est le critérium qui permet de distinguer une société française d'une société étrangère ? La loi nouvelle n'a pas résolu la question. Le Ministre du commerce s'en tenant aux règles générales admises par la doctrine et la jurisprudence a précisé, dans sa circulaire du 26 juin 1920 sur l'application de la loi, qu'on devait entendre par sociétés françaises celles constituées suivant la loi française et ayant leur siège social en France et par sociétés étrangères celles qui sont instituées suivant une législation étrangère et qui ont leur siège social à l'étranger.

L'énumération de l'art. 6 visant les sociétés commerciales qui doivent être immatriculées est purement indicative, la société étant commerciale quand elle a pour objet des opérations de commerce ou lorsque la loi lui confère expressément ce caractère.

315. *De l'établissement commercial.* — Dans l'esprit de la loi, il faut entendre au point de vue de la déclaration, l'établissement commercial dans un sens large et la circulaire du 26 juin 1920 adressée aux Présidents des tribunaux et relatives à la mise en vigueur de la loi sur le registre du commerce a précisé qu'en cas de doute, « l'inscription au registre étant obligatoire, sous des peines assez sévères, il y a lieu d'inciter les intéressés à faire leur déclaration ».

On peut objecter que cette circulaire n'a qu'une valeur

indicative, mais il semble bien que ce soit dans son sens que se soit prononcée la jurisprudence qui elle aussi, d'après l'esprit de la loi, paraît entendre le mot « établissement » dans un sens large.

Un jugement du Tribunal de commerce de Tarare du 14 février 1922 (Bulletin des greffiers des tribunaux de commerce, 7^e série, août 1922, n^o 21, p. 805) a décidé qu'une société anonyme dont l'établissement en cause comportait non seulement une fabrique, mais aussi une maison de commerce où se traitent des opérations de vente ou d'achat, ce qui implique dès lors une certaine autonomie, était tenue de la faire immatriculer au registre du commerce du tribunal dans le ressort duquel elle se trouvait car, aux termes de la loi de 1919, il importe peu de rechercher si cet établissement est ou non succursale ou bien agence au sens étroit du mot, ces qualifications devant être prises dans leur sens le plus large, en raison de l'exposé des motifs du projet de la loi, qui a voulu faire du registre du commerce l'état civil des établissements commerciaux centralisant tous les éléments susceptibles de les caractériser et d'éclairer les tiers sur leurs moyens de fonctionnement.

Le jugement condamnait la société non inscrite à une amende de 50 francs et à se faire immatriculer dans un délai de quinzaine.

Par un arrêt en date du 26 mai 1922 la Cour d'appel de Lyon (*loc. cit.*) déclarait l'appel recevable et confirmait la décision des juges consulaires.

316. *Du registre.* — Le registre est tenu dans le ressort de chaque Tribunal de commerce ou du Tribunal civil qui en tient lieu, par le greffier sous la surveillance du Président du Tribunal ou celle d'un juge spécialement désigné par lui chaque année, à cet effet.

La loi n'ayant pas précisé de quelle manière devait être tenu le registre, le décret du 15 mars 1920, afin de rendre son usage plus pratique, a décidé qu'il comprendrait deux parties :

1^o Un registre chronologique destiné à l'enregistrement sommaire et dans leur ordre de dépôt des déclarations reçues ;

2° Un registre analytique destiné à recevoir, classées dans un ordre logique et synoptique, les indications contenues dans la déclaration d'immatriculation et les déclarations modificatives et complémentaires faites par la suite.

Enfin les déclarations conservées au greffe forment un registre annuel, en quelque sorte, annexe des deux autres.

317. *Immatriculation des commerçants français ou étrangers.* — Les commerçants français ou étrangers ayant leur principal établissement en France, sont tenus, aux termes de l'art. 4 de la loi, de requérir du greffier du Tribunal dans le ressort duquel le fonds est exploité, leur immatriculation au registre du commerce dans le mois de l'ouverture ou de l'acquisition du fonds.

Ils doivent faire figurer dans leur déclaration dressée en double exemplaire toutes les indications relatives à leur identité et à leur nationalité, au nom sous lequel ils exercent le commerce, et s'il y a lieu, leur surnom ou pseudonyme. Nous avons vu, en effet, que le nom commercial n'est pas obligatoirement le nom patronymique, il s'acquiert par le premier usage et peut se transmettre par convention. L'obligation de cette indication dans la déclaration destinée à assurer la publicité du nom commercial, sert à renseigner les tiers.

La déclaration doit porter, en outre, s'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, l'autorisation expresse de faire le commerce qui lui a été donnée en vertu des art. 2 et 4 du Code de commerce, le régime matrimonial dans les cas prévus par les art. 67 et 69 du Code de commerce.

Enfin la déclaration doit contenir la désignation de l'objet du commerce, les lieux où sont situées les succursales ou agences du fonds de commerce en France ou à l'étranger, l'enseigne ou la raison de commerce de l'établissement. Cette obligation empêchera la confusion préjudiciable aux intérêts du commerçant. De plus, elle sera souvent pour le commerçant un moyen de faire constater son droit à la propriété de telle ou telle dénomination dont il use pour distinguer sa maison des similaires. La déclaration devra contenir, en outre, toutes les indications relatives à l'état civil et à la nationalité des fondés de pou-

voir, aux établissements de commerce que le déclarant a précédemment exploités ou à ceux qu'il exploite dans le ressort des autres Tribunaux.

318. *Des inscriptions modificatives.* — La loi ne s'est pas bornée à cette énumération, elle exige encore la mention de tout changement ou modification relatives aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est obligatoire. Le casier commercial doit être tenu constamment à jour.

C'est pourquoi l'art. 5 précise que doivent être inscrits en outre au registre du commerce :

Les jugements ou arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce du commerçant.

L'acte rétablissant la communauté dissoute par la séparation de corps ou de biens, prévu par l'art. 1451 du Code civil.

Le nantissement du fonds de commerce, le renouvellement et la radiation de l'inscription du privilège du créancier gagiste. La loi ne parle que du renouvellement de l'inscription et non de l'inscription elle-même, ce ne peut être que le fait d'une omission, il semble en effet illogique de renouveler l'inscription si l'inscription elle-même n'est pas obligatoire.

Il est vrai qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 17 mars 1909, cette inscription figure déjà « sur un registre public au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité » mais au point de vue pratique, il est indéniable que l'inscription elle-même doit être portée au registre du commerce qui réunit tous les éléments propres à renseigner les tiers sur la situation des commerçants et, malgré le silence de la loi, il y a lieu de mentionner sur le registre l'inscription elle-même. Cette publicité complémentaire étant d'ailleurs conforme à l'esprit de la loi du 17 mars 1909, modifiée par celle du 31 juillet 1913.

Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employés par le commerçant.

Les tiers avant de contracter des obligations avec un commerçant ont intérêt également à être renseignés, d'une façon exacte, sur sa capacité, aussi la loi décide-t-elle que

doivent être portés sur le registre du commerce : les jugements et arrêts nommant un conseil judiciaire au commerçant inscrit ou prononçant son interdiction ainsi que le jugement de mainlevée, les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire, homologuant un concordat, en prononçant la résolution ou l'annulation, déclarant l'excusabilité, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, rapportant un jugement de clôture, les jugements ou arrêts prononçant la réhabilitation du failli.

Enfin dans une dernière disposition, la loi déclare obligatoire, l'inscription de la cession du fonds de commerce.

Suivant les cas, les inscriptions sont requises par le commerçant ou par le greffier du Tribunal ou de la Cour qui a rendu les jugements ou arrêts.

Quant aux commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal à l'étranger et une succursale ou une agence en France leur immatriculation doit comprendre :

1^o Toutes les mentions exigées du commerçant français ou étranger ayant un principal établissement en France, l'indication du lieu de leur principal établissement. Doivent être également mentionnés au registre, tous les changements ou modifications se rapportant aux faits dont l'inscription est prescrite. Les jugements ou arrêts les concernant ne seront inscrits que s'ils ont été rendus en France ou déclarés exécutoires par un tribunal français.

319. *Immatriculation des Sociétés commerciales.* — Les Sociétés commerciales ayant leur siège social en France doivent à la diligence, soit de leurs gérants, soit de leurs administrateurs, requérir leur immatriculation dans le mois de la constitution de la Société. Les requérants doivent produire au greffier du Tribunal du siège social une déclaration en double exemplaire, en même temps qu'ils font le dépôt de l'acte de société prescrit par l'art. 55 de la loi du 24 juillet 1867. Il est évident que cette disposition de la loi du 18 mars 1919 ne peut avoir d'effet que pour l'avenir. Pour les sociétés constituées antérieurement, elles n'auront pas à déposer une seconde fois au Tribunal de commerce leur acte constitutif, mais simplement leur déclaration. La

déclaration doit comprendre toutes indications utiles relatives à l'état civil et à la nationalité des principaux associés autres que les actionnaires ou les commanditaires, la raison sociale ou la dénomination de la Société, son objet, les lieux où la société a des succursales ou agences, soit en France, soit à l'étranger, les noms des associés ou des tiers autorisés à administrer, gérer ou signer pour le compte de la Société, des membres du Conseil de surveillance des sociétés en commandite avec les mêmes indications relatives à leur état civil et à leur nationalité que pour les associés principaux.

Le montant du capital social et le montant des sommes en valeur à fournir par les actionnaires et commanditaires, et si la Société est à capital variable, la somme au-dessous de laquelle le capital ne peut être réduit, la durée et la nature de la société.

La plupart des mentions exigées pour l'immatriculation des sociétés au registre du commerce sont d'ailleurs les mêmes que celles que doit contenir l'extrait publié dans un journal d'annonces légales en vertu des art. 57 et 58 de la loi du 24 juillet 1867.

Les sociétés, au cours de leur existence, doivent faire inscrire tout changement ou modification relatifs aux faits dont l'inscription est obligatoire.

Quant à l'immatriculation des sociétés commerciales étrangères au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve leur principale succursale ou agence, elle doit comprendre, aux termes de l'art. 9, toutes les mentions prescrites pour les Sociétés commerciales françaises, l'état civil du Directeur de la principale succursale qui requiert l'inscription avec toutes les indications relatives à sa nationalité.

L'inscription des mentions modificatives exigée des Sociétés françaises par l'art. 7 de la loi, l'est également des sociétés étrangères possédant une succursale ou une agence en France. De plus, en cas de remplacement du Directeur de l'agence, le nouveau Directeur doit faire inscrire au registre, son état civil avec toutes les indications relatives à sa nationalité.

320. *Immatriculation des succursales et agences.* — Nous avons vu que la loi déclare obligatoire l'immatriculation des succursales et agences. Aux termes de l'art. 11, cette immatriculation est réduite à des mentions sommaires avec référence au registre du commerce du Tribunal dans le ressort duquel se trouve le principal établissement du commerçant, le siège social de la société, la principale succursale ou agence du commerçant étranger ou de la société commerciale étrangère.

En cas d'existence de plusieurs agences dans une même ville, elles doivent faire l'objet d'une immatriculation distincte.

321. *Taxes et émoluments.* — Chaque inscription au registre du commerce donne lieu, aux termes de l'art. 15 de la loi du 26 juin 1920, à la perception d'une taxe de 10 francs au profit du Trésor. En sus de cette taxe, lorsqu'il s'agit d'une société commerciale dont le capital est supérieur à 100.000 francs, la taxe fixe sera augmentée d'une taxe proportionnelle de 0,01 par mille francs de capital social.

Quant aux émoluments dus au greffier et à l'Office national de la propriété industrielle, l'art. 22 de la loi a laissé le soin d'en déterminer le montant aux règlements d'administration publique, en décidant que l'émolument dû pour une immatriculation ou pour une inscription ne pourra excéder 1 franc. L'art. 18 du décret du 15 mars 1920 portant règlement d'administration publique, a établi les tarifs dans le détail desquels il est inutile d'entrer.

322. *Inexactitude de la déclaration.* — Le greffier n'a pas à apprécier la valeur des mentions contenues dans la déclaration, mais aux termes de l'art. 14, il doit signaler au magistrat vérificateur les inexactitudes qui lui paraîtraient avoir été commises. S'il y a eu fraude, il doit en vertu de l'art. 19, en saisir le Procureur de la République.

323. *De la radiation.* — Aux termes de l'art. 15 il y a lieu à radiation de l'immatriculation :

1^o Lorsque le commerce aura cessé, soit par suite du décès du commerçant, soit qu'il y ait cessation sans cession de fonds ;

2° Lorsque la société est dissoute.

324. *Du registre central.* — Si le registre local reste le principal registre du commerce, l'art. 10 de la loi a institué un registre central tenu à l'Office national de la propriété industrielle qui n'est à proprement parler qu'un répertoire des registres locaux, il ne reçoit aucune inscription directe mais seulement des extraits des inscriptions reçues dans les différents greffes qu'il centralise. Il doit être également fait l'envoi au registre central, avec références au registre local, de toutes les immatriculations ou inscriptions modificatives ou complémentaires et des radiations opérées.

325. *Délivrance des extraits.* — Le registre du commerce étant un organe de publicité destiné à renseigner, l'art. 16 de la loi a prévu qu'il serait délivré copie des inscriptions portées au registre du commerce à toute personne qui en ferait la demande. Cette délivrance est effectuée suivant les cas, soit par le greffier, soit par l'Office national de la propriété industrielle.

326. *Des pénalités.* — En vue d'assurer sa stricte observation, la loi a édicté des sanctions contre les assujettis qui ne se conformeraient pas à ses dispositions et contre les greffiers défaillants.

L'assujetti à la déclaration qui ne l'a pas faite dans les délais prescrits est puni d'une amende de 16 à 200 francs prononcée par le Tribunal de commerce auprès duquel est tenu le registre, à la requête du magistrat chargé de la surveillance de celui-ci et l'intéressé dûment appelé. Cette amende a plutôt le caractère d'une sanction disciplinaire que d'une véritable peine. Elle peut cependant entraîner la contrainte par corps. C'est une innovation dans les règles de notre droit que d'avoir confié à la juridiction consulaire le soin de réprimer cette infraction aux dispositions impératives de la loi du 18 mars 1919.

De plus, « le Tribunal ordonne que l'inscription omise sera faite dans un délai de quinzaine. Si dans ce délai, elle n'a pas été opérée, une nouvelle amende peut être prononcée » (Art. 18).

Ce même article 18 a prévu une sanction sévère en cas

d'ouverture en France, sans déclaration préalable, par un particulier ou une société, d'une succursale d'un établissement situé à l'étranger. Dans ce cas, le Tribunal peut ordonner la fermeture de cette succursale jusqu'au jour où la formalité omise aura été accomplie.

La loi a prévu également des sanctions mais qui, cette fois, sont correctionnelles, suivant le droit commun, contre les indications inexactes portées de mauvaise foi et qui constituent un délit : « Toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vue de l'immatriculation ou de l'inscription dans le registre du commerce est punie d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement ».

« Les coupables peuvent, en outre, être privés pendant un temps qui n'excédera pas cinq années du droit de vote et d'éligibilité pour les Tribunaux et Chambres de commerce, pour les Chambres des Arts et Manufactures et pour les Conseils des prud'hommes » (Art. 19).

Cette dernière disposition constitue une peine accessoire.

En outre, le jugement correctionnel prononçant la condamnation doit ordonner que la mention inexacte soit rectifiée dans les termes qu'il détermine.

Signalons que l'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes est, aux termes de l'art. 20 de la loi de 1919, applicable au délit de déclaration frauduleuse.

327. *De l'action.* — Rien dans la loi n'a subordonné l'action du ministère public à une plainte préalable du juge chargé de la surveillance. Il peut donc poursuivre d'office le commerçant de mauvaise foi et c'est la seule mauvaise foi qui constitue le délit de déclaration frauduleuse, l'erreur commise de bonne foi n'entraînant aucune sanction.

328. *Sanctions contre les greffiers.* — Le dernier alinéa de l'art. 18 dispose que « les greffiers qui ne se conformeront pas aux obligations que leur impose la présente loi seront soumis à des peines disciplinaires », sans préciser quelles seront ces peines.

Les sanctions normalement prévues par les règlements pour ces officiers ministériels leur seront donc appliquées.

En dehors des sanctions proprement dites, les infractions commises, soit par les assujettis, soit par les greffiers, ayant causé un dommage à autrui peuvent, par application des principes généraux du droit, faire l'objet d'une action civile qui, suivant les cas, pourra être portée devant les Tribunaux civils ou les Tribunaux de commerce et aussi devant le Tribunal correctionnel par constitution de partie civile au cours d'une poursuite intentée en vertu de l'art. 19.

329. *Délai de mise en application de la loi.* — L'art. 23 disposait que la présente loi devait entrer en vigueur trois mois après la publication du règlement d'administration publique prévu pour son fonctionnement. Le décret portant règlement d'administration publique ayant été publié le 27 mars, la date du 1^{er} juillet 1920 avait été choisie pour l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

Pour les établissements commerciaux fonctionnant antérieurement à la promulgation de la présente loi, l'art. 25 disposait que les commerçants, administrateurs ou gérants de sociétés devaient s'y conformer dans un délai de six mois à partir de sa mise en vigueur, soit jusqu'au 31 décembre 1920. Ce délai ayant paru trop limité, fut reporté au 30 juin 1921 par la loi du 30 décembre 1920.

CHAPITRE III

Des appellations d'origine

SECTION I. — Historique

330. *Antiquité et temps modernes.* — L'appellation d'origine paraît la dernière reconnue parmi les formes de la propriété industrielle. Cependant cette habitude d'associer le nom de la terre aux produits qui en dérivent date de la plus haute antiquité. MM. Marcel Plaisant et Fernand-Jacq (1) en citent de nombreux exemples : Hérodote énumère les parfums d'Arabie (2). Dans Horace on trouve un véritable recueil des appellations d'origine romaines comme la pourpre de Tyr, le vin de Falerne, de Sorrente, de Cos, les marbres de Phrygie.

L'œuvre de Pétrone est riche également en appellations d'origine.

Dans les grandes coutumes de province, on ne trouve pas de texte qui ait spécialement en vue les marques comme moyen de révéler et de protéger l'indication d'origine. Dans Rabelais les citations touchant les noms d'origine abondent.

Si l'ancien régime connaissait l'appellation d'origine, il ne semble pas qu'il y ait jamais eu une législation destinée à protéger les produits d'origine. On peut citer toutefois, une ordonnance de Henri III en 1586, qui interdit aux marchands et habitants des villes, de prêter leurs marques et leur nom à des étrangers. Mais cette disposition, comme toutes celles qui suivront, vise la contrefaçon de marques et n'envisage pas la fausse indication d'origine. Il est vrai que le besoin de cette législation ne se faisait pas sen-

(1) *Traité des noms et appellations d'origine*, page 1,

(2) HÉRODOTE, III, CVII.

tir comme aujourd'hui. Le commerçant enserré dans les règles étroites de sa corporation dont il ne pouvait sortir, n'avait pas l'occasion de faire tort aux marchands des produits d'une corporation voisine et vendait une marchandise loyale dont la provenance était connue.

331. *Période révolutionnaire.* — Avec la pratique de la liberté du travail et de la liberté du commerce proclamée par la Révolution, le commerçant éprouvera le besoin d'être protégé contre la concurrence et la confusion possibles des produits. Aussi dès les premières années de la République, on observe les signes d'un mouvement de défense des producteurs nationaux contre la fabrication étrangère.

C'est tout d'abord la loi du 22 Germinal an XI relative aux manufactures, fabriques et ateliers qui vise les marques et dont l'art. 17 dispose : « La marque sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré ces mots « façon de » et à la suite le nom d'un autre fabricant ou d'une autre localité ». La sanction de cette contrefaçon était très sévère ; on l'assimilait au crime de faux en écriture privée.

Il importe de remarquer que l'art. 17 de la loi du 22 Germinal an XI parle d'une « marque » dans l'hypothèse qui suppose l'emploi d'un « nom ».

D'ailleurs, à cette époque, la distinction juridique entre la marque et le nom n'était pas encore précisée. La loi de Germinal an XI est le premier texte protégeant le nom d'une ville dont l'usurpation est poursuivie avec l'emploi des mots « tel que », « façon de » ou tout autre analogue.

SECTION II. — Loi de 1824

332. *Définition de l'appellation d'origine.* — Avant d'examiner les différentes lois de la période contemporaine qui protègent l'appellation d'origine et qui n'en donnent pas de définition, voyons ce qu'il faut entendre par cette expression : « L'appellation d'origine atteste un emprunt de l'homme à la terre ou à la cité, la renommée d'une œuvre

créée par l'association du travail et du fonds, de la tradition et du mouvement (1) ».

333. *Dispositions générales.* — La loi du 28 juillet 1824, se substituant à la loi de Germinal an XI, punissait des peines de l'art. 423 du Code pénal remplacées par celles du 1^{er} août 1905, quiconque aura apposé ou fait apparaître sur les objets fabriqués le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication. Ce texte fondamental qui établit le droit au nom commercial, comme nous l'avons vu plus haut, a placé sur le même rang l'usurpation du nom de la localité et l'usurpation du nom du fabricant ou de sa raison sociale. Il a remplacé l'appareil trop peu souple de la loi de Germinal, il a tempéré son excessive rigueur et l'usurpation du nom de lieu, autre que celui de la fabrication, n'a plus été sanctionnée que par des peines correctionnelles.

334. *Domaine d'application.* — La loi de 1824 ne permet pas seulement d'atteindre celui qui aura apposé ou fait apparaître sur les objets fabriqués le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication même avec les correctifs « imitation de », « à l'instar de », « près de », les tribunaux français ayant interdit, « façon Roquefort », « genre Roquefort », « Roquefort imité » (Trib. civ. Lyon, 4 mai 1910, Ann. 1911, 2, 30) imitation Chartreuse (Trib. civ. Seine, 3 avril 1878, Ann. 1878-145) Galoche façon Limoges (Limoges, 23 janvier 1906, Ann. 1910, 1, 98), elle punit aussi les marchands, commissionnaires ou débitants de ces objets. Elle implique dans le même délit les complices ordinaires et nécessaires de la fraude.

D'autre part, l'art. 1^{er} en réservant dans son alinéa 1^{er}, à côté de la qualification du délit, l'action en dommages-intérêts au profit des personnes lésées, a classé par là même, l'usurpation du nom commercial ou du lieu parmi les formes de la concurrence déloyale.

335. *De l'objet fabriqué.* — Que faut-il entendre par objet fabriqué ? La plupart des auteurs (2) appuyés par

(1) Marcel PLAISANT et Fernand-JACQ, *op. cit.*

(2) V. not. CAMELS, n° 123 ; BÉDARRIDE, n° 783 ; Michel PELLETIER, n° 755 ; Contra, POUILLET, n° 807.

la jurisprudence voient en l'objet fabriqué le résultat de l'effort humain. L'interprétation littérale du texte nous conduit donc à écarter tous les produits naturels ou agricoles, les matières premières livrées par les industries extractives, toutes les richesses qui n'ont pas été transformées par l'effort du travail humain.

En présence des termes de la loi, une controverse s'est élevée au sujet des vins, eaux-de-vie et liqueurs. Devaient-ils être compris dans les objets fabriqués ayant droit à la protection du lieu de fabrication ? Pour des vins comme le champagne résultant de la préparation, la fabrication n'est pas douteuse. Pour les autres vins, on fait observer que le produit naturel est en réalité le raisin. Cependant une jurisprudence ancienne et constante et plusieurs arrêts de Cours d'appel et un arrêt décisif de la Cour de cassation font aux vins, l'application de la loi de 1824 en décidant que les propriétaires d'un cru ont seuls le droit de marquer les vaisseaux contenant leur vin par une estampille qui rappelle ce cru (V. not. Cass. rej., 12 juillet 1845, *Journ. du Palais*, 1845-655 ; Cass., 8 juin 1847, *Journ. du Palais*, 1847, II, 100 ; Bordeaux, 22 juillet 1885, Ann. 1885-346 ; Angers, 11 avril 1889 et Cass. cr., 26 juillet 1889, Dall., 1890, I, 289 ; Angers, 15 décembre 1891 et Cass. rej., 9 avril 1894, Ann. 1896-160 ; Cass. req., 27 mars 1900, Sir. 1901, I, 145 ; Cass., 31 janvier 1908, Ann. 1908, II, 57 ; Bordeaux, 12 décembre 1906, Ann. 1907, II, 49 ; Paris, 23 juin 1910, Ann. 1911, I, 124 et 131).

Les eaux-de-vie résultant d'une distillation devaient être incontestablement protégées. Pour le cognac (Cass. req., 26 avril 1904, Ann. 1904-247) et pour d'autres vins (Bordeaux, 26 janvier 1903, Rec. Bordeaux, 1903, I, 118 ; Rouen, 26 juin 1900 ; Req., 22 juillet 1901 (Madère), Ann. 1900-212, 1901-252).

La Cour de Paris a même décidé (23 juillet 1887, Ann. 1888-99) que si le café n'était pas en réalité un produit fabriqué, un mélange habilement fait, un soin spécial apporté à sa conservation, peuvent constituer un produit d'une nature particulière que la loi de 1824 a entendu protéger quelle que soit l'expression dont s'est servi le législateur.

Toutefois, malgré cet arrêt, l'argument qui a toute sa valeur pour les vins et eaux-de-vie qui doivent supporter une série de transformations ressortant de l'industrie humaine, fait défaut devant la plupart des produits agricoles qui restent sans protection.

Il est vrai que pour Pouillet, la loi de 1857 a incontestablement pour objet de compléter la loi de 1824. Or l'art. 20 de la loi de 1857 déclare que « toutes les dispositions de la loi sont applicables aux vins, aux eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines, et généralement à tous les produits de l'agriculture », elle vaut donc sur ce point comme interprétation.

Cette opinion qui se trouve généralement repoussée par la doctrine (V. Lacour, n° 33 et Lyon-Caen sous Orléans, 20 février 1882, Sir. 1882, I, 193) a cependant été confirmée dans un arrêt de la Chambre des requêtes du 22 juillet 1901 (Dall. 1902, I, 165).

336. *Effets de la loi de 1906.* — Mais la loi de 1824 qui, comme nous l'avons vu, ne visait à l'origine que les produits fabriqués a été étendue par le contre-coup de la loi du 1^{er} juillet 1906 relative à l'application en France des Conventions internationales concernant la propriété industrielle.

Le protocole de clôture de la Convention de Paris de 1883, révisée à la Conférence de Washington en 1911, dispose en effet que « les mots propriété industrielle doivent être entendus dans leur acception la plus large en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, graines, fruits, bestiaux, etc.) et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc.) ».

En vertu de la loi du 1^{er} juillet 1906 qui autorisait les Français à revendiquer, en France, à leur profit, le bénéfice des dispositions de la Convention de 1883 ainsi que des protocoles de clôture, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi française, pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle, un arrêt de la Cour de cassation du 3 mai 1913 (Cass. cr.,

3 mai 1913 ; C. Rouen, 15 juillet 1913, Ann. 1914, I, 38), a décidé que par application de ces dispositions légales, la protection du nom de produits établie par la loi du 28 juillet 1824 se trouve étendue à tous les produits naturels, et ici particulièrement aux eaux minérales naturelles, par combinaison du paragraphe 1^{er} du protocole de clôture annexé à la Convention de 1883 et de la loi du 1^{er} juillet 1906.

Cet arrêt d'une importance capitale semble avoir voulu abolir l'ancienne controverse au sujet des produits fabriqués et des produits naturels. La loi de 1824 a donc été entendue dans un sens large. Tout ce qui est livré à la circulation commerciale (matières manufacturées, agricoles ou extractives), aura donc droit à sa protection.

Il y a lieu de remarquer, en outre, que par l'effet de la loi du 1^{er} juillet 1906, dès cette époque était applicable la règle écrite dans l'Arrangement de Madrid de 1891 concernant les fausses indications de provenance sur les marchandises, que les appellations régionales de provenance des produits agricoles ne pourront jamais être considérées comme génériques. Avant même la loi de 1906, les Tribunaux français, très libéralement, avaient appliqué l'Arrangement de Madrid de 1891 en reconnaissant notamment que le nom « madère » était une appellation régionale qui ne pouvait s'appliquer qu'aux vins de l'île de Madère (Cour de cass., 22 juillet 1901, *loc. cit.*).

337. *De l'appellation générique.* — Les appellations d'origine concernant les produits vinicoles et les produits agricoles qui tirent leurs qualités du sol ne doivent pas supporter l'avilissement de leur nom comme dénomination générique. Elles sont imprescriptibles. Cependant, il peut arriver que les dénominations n'indiquent plus la provenance et que, dérivées de leur sens primitif, elles soient devenues des appellations génériques et nécessaires de quelque produit depuis longtemps dans le commerce, par exemple, le blanc d'Espagne, l'eau de Cologne, le savon de Marseille. Le nom, dans ce cas, ne sert plus qu'à indiquer un genre de fabrication et non pas le lieu d'origine, il est tombé dans le domaine public,

C'est une question très délicate de savoir à quelles conditions ces noms sont tombés dans le domaine public et c'est aux tribunaux qu'il appartient d'apprécier si ces appellations sont devenues génériques. Il faut alors que le nom d'origine apparaisse comme la seule dénomination indispensable pour désigner le produit et que ce soit un usage constant du commerce de désigner des types de produits par certains noms propres. La jurisprudence se montre d'ailleurs exigeante pour homologuer ce détournement du sens véritable des appellations (Paris, 11 mars 1852, Savon de Marseille ; *Le Droit*, 14 mai 1852, *Contra*, Cass. cr., 28 novembre 1899, Vinaigre d'Orléans, Ann. 1899-149 ; Aix, 1^{er} février 1898, Huile d'olives de Nice, Ann. 1899-362).

SECTION III. — Loi de 1905

338. *Domaine d'application.* — La loi du 1^{er} août 1905 édictée en vue de réprimer les fraudes de plus en plus nombreuses a eu surtout en vue d'assurer la protection du consommateur. L'art. 1^{er} protège de même que la nature, l'origine de la marchandise en disposant que : « quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant, soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la teneur en principes utiles de toutes marchandises, soit sur leur espèce ou leur origine, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente, soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat, sera puni d'un emprisonnement pendant 3 mois au moins, un an au plus et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 francs au plus ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Dans le texte, le premier alinéa vise toutes les marchandises sans distinction. D'ailleurs, si l'on consulte les tra-

vaux préparatoires, l'exposé des motifs est très net sur ce point (1).

La tromperie sur l'origine du produit, quelle que soit sa forme, car le texte est large dans son domaine d'application et englobe toutes les manœuvres employées dans un but frauduleux, est punissable lorsqu'il s'agit de produits alimentaires qu'ils soient de l'ordre animal, végétal ou minéral (C. Paris, 9^e Ch., 8 novembre 1921, fascicule 4 de la Direction de la répression des fraudes du Ministère de l'Agriculture, p. 31).

339. *Conditions d'exercice de la loi.* — L'art. 1^{er} a réglementé strictement les conditions d'application de la loi : la 1^{re} est que la tromperie aît été consommée vis-à-vis du contractant au cours d'une tractation commerciale, la 2^e est que l'indication de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée à la marchandise aît été la cause principale de la vente. Il est souvent fort difficile d'administrer la preuve de l'existence de ces deux éléments et la loi ne peut jouer qu'à la condition, qu'au moment du contrat, la désignation de l'origine aît été la cause principale de la vente. L'acheteur doit avoir été conduit dans son choix par l'attrait de l'indication d'origine. Cette condition est assez délicate à réaliser et à prouver (C. Paris, 9^e Ch., 8 novembre 1921, *loc. cit.* ; Trib. corr. Beaune, 22 mars 1922, *loc. cit.*, fascicule 4, p. 40).

La loi qui a été surtout faite pour protéger le consommateur contre les formes de fraudes particulièrement pernicieuses dans la vente des marchandises ne protège qu'indirectement le producteur intéressé à la défense de la véritable origine. Bien que le nom supposé soit quelquefois dépourvu de notoriété spéciale, il peut cependant avoir

(1) « C'est tromper sur l'origine de la marchandise que de vendre pour du vin d'un cru déterminé, un vin d'un autre cru ; pour du beurre d'Isigny, un beurre ordinaire ; pour des graines de luzerne de Provence, des graines de luzerne de Poitou ou d'Amérique ; pour des graines de semence de lin de Riga, des semences de lin de pays ; du mouton frigorifié argentin pour du mouton frais » (Exposé des motifs de la loi de 1905).

été, dans l'esprit de l'acheteur, recherché pour cette origine de telle sorte que l'indication sera protégée. La jurisprudence s'est prononcée en ce sens (Paris, 13 mai 1910, Ann. 1910, I, 215 ; Trib. Seine, 25 mai 1911, Ann. 1911, I, 32 ; Toulouse, 23 décembre 1908, Ann. 1909, II, 16 ; Trib. Seine, 10 décembre 1910, Ann. 1911, I, 182 ; Trib. Seine, 15 mars 1912, Ann. 1912, I, 323 ; Cass. cr., 29 janvier 1912, Ann. 1913, I, 224 ; Cass. cr., 26 décembre 1913, Ann. 1914, II, 113).

340. *Du droit de poursuite.* — Si l'on voulait s'en tenir à la lettre de la loi de 1905 qui semble n'avoir eu en vue que la protection de l'acheteur, seraient donc seuls qualifiés à poursuivre : le ministère public, soit sur la plainte de la partie trompée, soit d'office ; ou bien par voie de constitution civile ou par voie de citation directe, la personne victime d'une tromperie sur l'origine au cours d'une transaction commerciale. Dans ces conditions, le producteur titulaire de la véritable appellation d'origine n'aurait donc pas droit à la protection de la loi. Ainsi en avait décidé un jugement du Tribunal de la Seine du 11 mars 1911 (Trib. corr. Seine, 11 mars 1911, *Gaz. Trib.*, 1^{er} septembre 1911). Mais les tribunaux n'ont pas persisté dans cette interprétation étroite et un jugement du 15 mai 1912 (Trib. corr. Seine, 12 mai 1912, Ann. 1912, I, 325) a reconnu le droit d'action à toute personne lésée.

La Cour de cassation semble avoir bien fixé l'interprétation de la loi de 1905 en ce sens qu'elle protège non seulement le consommateur mais l'ayant droit au nom (Cass. cr., 29 février 1912, Ann. 1913, I, 225).

Un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 3 mai 1913 (*loc. cit.*) cassant un arrêt de la Cour de Paris en date du 12 décembre 1912 a marqué la fin de l'évolution de la jurisprudence en cette matière, en disposant : « attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'en matière de tromperie sur la nature ou sur l'origine de la marchandise vendue, l'action civile ne peut être exercée que par l'acheteur qui a été victime de la fraude ».

« Mais attendu que le droit résultant des art. 1^{er} et 63 du Code d'instruction criminelle ne pourrait être restreint ou

limité que par une disposition expresse, laquelle n'existe pas dans la loi du 1^{er} août 1905 ».

En présence des principes généraux de l'instruction criminelle rappelés par l'arrêt précité de la Cour de cassation, on peut dire que l'action de la loi de 1905 appartient dorénavant aussi bien au contractant victime de la fraude qu'au producteur titulaire du véritable nom d'origine (1).

Quant au droit d'intervention des syndicats, nous étudierons cette question dans le chapitre de l'action en concurrence illicite ou déloyale.

341. *De la juridiction compétente.* — Nous avons dit que la personne lésée, consommateur, contractant et même producteur d'après la jurisprudence, peut porter son action civile accessoirement à l'action publique devant le tribunal correctionnel.

L'art. 3 du Code d'instruction criminelle dit que l'action civile peut être exercée « séparément ». Dans ce cas, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

L'action civile isolée devra-t-elle être portée devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce ? Suivant les principes généraux du droit, c'est à la partie lésée qu'il appartiendra de choisir soit entre la juridiction civile, soit entre la juridiction consulaire.

SECTION IV. — Des règlements d'administration publique

342. *Du décret du 19 août 1921.* — L'art. 11 de la loi de 1905 prévoyait qu'il serait statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la loi et notamment, en ce qui concerne l'origine des marchandises et les appellations régionales et celles des crus. Il est certain que, pour son application, la loi de 1905 avait besoin d'une copieuse réglementation administrative. C'est en exécution de cet article que

(1) Marcel PLAISANT et Fernand-JACQ, *op. cit.*, n° 107.

fut rendu le décret du 3 septembre 1907 sur les vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux. Il a été abrogé par le décret du 19 août 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie.

Le décret susvisé a abrogé également dans son art. 15 les décrets des 6 novembre 1913 et 11 septembre 1920. Nous nous bornerons à en donner une sommaire analyse en restreignant son étude en ce qu'il touche spécialement aux appellations d'origine.

Ce décret concerne des opérations de manipulation, de transport et de mise en vente des vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux. Il pose en principe que le nom de vin ne peut appartenir qu'à une boisson provenant exclusivement du raisin frais ou du suc de raisin frais.

Il considère comme frauduleuses les manipulations et pratiques qui auraient pour objet de modifier l'état naturel du vin dans le but de tromper l'acheteur sur l'origine du produit. Les détaillants doivent apposer d'une manière apparente sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente. Cette inscription n'est pas obligatoire sur les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

L'art. 5 relatif aux vins mousseux ne considère comme licites que « les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ». Lorsque l'effervescence du vin est obtenue par addition d'acide carbonique pur, la dénomination du mot « mousseux » n'est tolérable qu'avec l'emploi de l'expression « gazéifié ».

L'art. 6 est relatif à la protection des eaux-de-vie de vin, de cidre, de marc, des kirsch, genièvre, rhum, tafia et des eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsches ou tous autres fruits, de telle façon que dans l'esprit de l'acheteur, aucune

confusion ne puisse se produire sur la nature ou l'origine du produit, ces spiritueux perdant tout droit aux dites dénominations lorsque par suite de rectification ils ont perdu leurs caractères spécifiques. Dès lors, ils ne peuvent être désignés que sous les noms « eau-de-vie », « esprit », « alcool », « marc rectifié ».

L'usage de l'appellation d'origine est réglementé par les dispositions suivantes : « lorsqu'un nom de région ou de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette localité quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à la dite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, le nom de la dite région ou localité qu'à la condition de la faire précéder des mots « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à », ou « commerçant à » suivis de l'indication du département où est située la région ou la localité, le tout imprimé en caractères identiques ».

Enfin, l'art. 13 interdit sur les récipients, emballages, étiquettes, capsules, bouchons, papiers de commerce, catalogues et tout moyen de publicité, l'emploi de toute indication capable de créer une confusion sur l'origine.

SECTION V. — Des textes abrogés

343. *Loi de 1908.* — On avait eu l'idée de déterminer par la voie réglementaire quels produits auraient droit aux noms de localités ou aux appellations régionales réputées, notamment pour les vins, mais on se demandait si le texte de la loi de 1905 prévoyant les règlements d'exécution, permettait cette délimitation. La loi du 5 août 1908 modifiant l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 la complétait par un article additionnel. Elle précisait que les règlements faits en vertu de la loi du 1^{er} août 1905 fixeraient notamment « la définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux,

les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation, la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants ».

En exécution de la loi du 5 août 1908 divers décrets furent rendus : ceux des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911 délimitant certaines régions ayant droit aux appellations d'origine.

Toutes ces dispositions n'ont plus qu'un intérêt rétrospectif car, il y a lieu de remarquer, que la loi du 6 mai 1919 dans son art. 24 abroge l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales. Elle abroge également dans ce même article, les décrets de délimitation rendus en exécution de l'art. 1^{er} de la loi du 5 août 1908 complétant l'art. 11 de la loi de 1905. Néanmoins, elle déclare que les producteurs des régions déjà délimitées pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions des dits décrets en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Il nous paraît donc nécessaire de rappeler très sommairement, et sans entrer dans le détail de leur énumération, les textes de ces décrets pour savoir quels sont les droits déjà reconnus à certains producteurs relativement à l'emploi des appellations d'origine, préalablement aux délimitations qui seraient effectuées par le jeu de la nouvelle loi.

C'est tout d'abord le décret du 17 décembre 1908 énumérant les territoires auxquels a été reconnu le droit à l'appellation régionale « Champagne » dans les départements de la Marne et de l'Aisne.

Le décret du 1^{er} mai 1909 était relatif aux territoires des départements de la Charente-Inférieure, de la Charente,

de la Dordogne et des Deux-Sèvres auxquels a été reconnu le droit aux appellations régionales « Cognac », « eau-de-vie de Cognac », « eau-de-vie des Charentes ».

Quant au décret du 25 mai 1909, il s'appliquait aux territoires auxquels a été reconnu le droit aux appellations régionales « Armagnac », « eau-de-vie d'Armagnac », « Ténarèze », « Bas Armagnac », « Haut Armagnac ». Aux termes de ce décret l'appellation « Bas Armagnac » était réservée aux Armagnacs provenant des territoires du Bas Armagnac comprenant un certain nombre de localités des départements du Gers et des Landes.

La région de la Ténarèze comprenait des communes des départements du Gers et du Lot-et-Garonne. Celle du Haut Armagnac était composée de territoires situés également dans le département du Gers et dans celui du Lot-et-Garonne.

Le décret du 18 septembre 1909 visait les territoires auxquels a été reconnue l'appellation régionale « Banyuls » qui était exclusivement réservée aux vins récoltés et manipulés sur le territoire des communes de Cerbère, Port-Vendres, Banyuls et sur la partie de la commune de Collioure voisine des précédentes jusqu'au Ravanér.

Le décret du 21 avril 1910 donnait la liste des localités du département de la Drôme auxquelles a été reconnu le droit à l'appellation « Clairette de Die ».

Le décret du 18 février 1911 était relatif aux territoires du département de la Gironde auxquels a été reconnu le droit à l'appellation régionale « Bordeaux ».

Enfin le décret du 7 juin 1911 délimitait les localités de la Marne, de l'Aube, de la Haute-Marne et de Seine-et-Marne, auxquelles a été reconnu le droit à la fameuse appellation régionale « Champagne deuxième zone ».

La plupart de ces délimitations furent acceptées sans contestation par la population et par les groupements professionnels intéressés. Tel ne fut pas le cas de la délimitation de la Champagne et du Bordelais, notamment en Champagne, où les viticulteurs de l'Aube ne cessèrent de protester contre une exclusion qui allait à l'encontre des limites de l'ancienne province de Champagne et qui les

spoliait du bénéfice de cette appellation. Aussi le système lui-même fut-il violemment attaqué.

Quant aux viticulteurs de la Marne, ils défendaient avec acharnement le décret du 17 décembre 1908, et malgré toute la réglementation, des abus se produisirent. Des vins étaient importés dans la région délimitée et, après certaines manipulations, en ressortaient avec l'appellation « Champagne ».

344. *Loi de 1911.* — Pour obvier à cette fraude largement pratiquée, la loi du 10 février 1911 institua le principe de l'isolement et de la surveillance fiscale appliqué à la fabrication du Champagne. On exagéra même la surveillance.

Aux termes de l'art. 1^{er} du 10 février 1911 l'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves des propriétaires récoltants devait porter la mention d'origine pour toute vendange récoltée dans la région.

L'art. 2 disposait que pour bénéficier de la dénomination « Champagne », les vins mousseux devaient provenir de vendanges et vins récoltés dans la Champagne délimitée et qui avaient été, dans cette même région, emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés.

L'art. 3 interdisait de faire sortir des vins mousseux de Champagne des magasins séparés, sans que les bouteilles fussent revêtues d'une étiquette portant en caractères très apparents le mot « Champagne ».

L'art. 4 prévoyait pour les commerçants et fabricants intéressés, une déclaration à la régie des stocks de vins originaires de Champagne en même temps que la faculté pour les services des contributions indirectes de se faire fournir des justifications d'origine.

Il était difficile de faire une application pratique de dispositions aussi méticuleuses et l'esprit français se prêtait mal à cette réglementation administrative outrancière. Il valait mieux avoir recours à « un ensemble de mesures qui tendent aux mêmes fins par des voies différentes et dont le caractère essentiel est de faciliter aux producteurs et négociants individuellement ou groupés dans leurs syndi-

cats, la défense de leurs intérêts légitimes concernant la propriété collective des dénominations géographiques de provenance des produits » (1).

Il était plus pratique d'en revenir pour résoudre les difficultés des délimitations des régions à la juridiction normalement compétente, c'est-à-dire aux tribunaux de droit commun. Il fallut renoncer à la délimitation administrative.

SECTION VI. — La loi de 1919

§ 1^{er}. — Dispositions générales

345. — La loi du 6 mai 1919 dont la gestation fut longue et laborieuse vint clore le débat. Elle a eu le mérite d'établir le véritable statut des appellations d'origine.

Rendue pour mettre fin aux conflits elle a, comme nous l'avons déjà dit, abrogé les lois des 5 août 1908, 10 février 1911 et les règlements d'administration publique concernant les appellations régionales et n'a laissé à ces règlements, au profit des producteurs, fabricants et négociants de la région délimitée, que la valeur d'une présomption légale que les intéressés peuvent faire tomber en apportant la preuve que des localités situées en dehors des limites fixées ont droit à l'appellation régionale. Les producteurs, fabricants et négociants pourront donner à leurs produits telle appellation d'origine qu'ils jugeront convenable, mais à leurs risques et périls.

La thèse est donc celle du libre exercice d'une propriété qui s'appuie sur des usages loyaux et constants. Tout empiètement critiquable fait naître une action en justice pour l'exercice de laquelle la loi a prévu des formes de procédure particulière.

D'autre part, par une innovation remarquable, la loi de 1919 accorde aux syndicats et associations le droit d'intervenir dès lors qu'ils justifient d'un préjudice même indirect.

(1) Projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine du 30 juin 1911, Annexe n° 1099, *J. O.* page 610.

Enfin la loi prévoit des peines correctionnelles contre quiconque aura apposé une fausse indication, ou altéré l'appellation d'origine d'un produit naturel ou fabriqué, de même que contre les metteurs en vente.

Outre ces dispositions générales, la loi contient deux parties spéciales consacrées l'une aux vins et eaux-de-vie, l'autre aux vins mousseux.

§ 2. — *De l'appellation d'origine*

346. — La loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine constitue la charte de protection de tous les produits naturels et fabriqués.

Le droit à l'appellation d'origine est ouvert à tout habitant intéressé du lieu. C'est en ce sens que doit être interprété le 1^{er} alinéa de l'art. 1^{er} de la loi « Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué, et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation ».

Il importe de remarquer que dans la loi de 1919 l'exercice de ce droit à l'appellation n'est soumis à aucune reconnaissance préalable de l'autorité publique.

La loi de 1919, loi de dessaisissement et de révision, substitue le pouvoir judiciaire à l'autorité administrative en disposant dans son art. 2 que « l'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine dont l'appellation est contestée ».

Donc en l'absence de toute délimitation administrative et de toute décision, les fabricants, négociants, producteurs sont libres de donner, à leurs risques et périls, à leurs produits, l'appellation qu'ils jugent convenable. Toutefois, le bien-fondé de cette appellation sera garanti par le droit qu'a toute personne, tout syndicat et association régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre, de contester cette appellation.

Le produit tire son appellation de l'origine et c'est le cas le plus fréquent. L'art. 1^{er} de la loi de 1919 entend, en effet, fonder le droit à l'appellation sur la situation géographique tout d'abord, ce qui est logique, mais ce même article 1^{er} prévoit en outre l'appellation provenant « des usages locaux, loyaux et constants ». Nous sommes ici en présence d'une extension du droit au nom basée sur des usages qui le font sortir du cadre de sa situation géographique.

C'est au juge qu'il appartiendra de statuer sur le caractère licite de ces usages et cette critique de l'usage du nom est une des tâches les plus délicates des Tribunaux.

Il convient, toutefois, que ces usages soient locaux, ce qui rétrécit le champ de l'appréciation. Le juge ne doit retenir que les témoignages d'une circonscription très limitée, locale dit la loi, c'est-à-dire, soit la ville, soit la région, et non point la renommée dans le pays, sur certains marchés commerciaux, en dehors du cercle provincial intéressé, la force de l'usage n'existant pleinement que pour les usages communs à la place ou à la province.

En outre, les usages doivent être loyaux, le Tribunal ne devant pas sanctionner un abus ou une fraude. La loyauté résultera d'un usage ostensible et non équivoque.

De plus ils doivent être constants « c'est surtout par des actes répétés et extérieurs, comme ceux du commerce, que se forment des usages faciles à constater » (1).

En cas de contestation, la constatation de l'existence d'un usage peut être difficile. Elle est en général facilitée par le témoignage, « au besoin on réclame pour établir l'existence d'un usage commercial, l'attestation soit d'une chambre de commerce, soit de certains commerçants. Les certificats constatant des usages commerciaux sont souvent appelés « parères » (*quod paret*) ce qui paraît conforme à l'usage pour ceux qui donnent leur avis » (2).

Ce ne sont là que des exemples, la preuve pouvant être faite par tous autres moyens et notamment par l'enquête et la contre-enquête.

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de droit commercial*, n° 13.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*

Quant aux qualités substantielles, elles ne sont plus une condition du droit à l'appellation d'origine comme au temps des délimitations administratives. Le droit à l'appellation d'origine est reconnu sans restriction, son exercice n'est subordonné à aucune condition.

347. *De la présomption légale d'appellation d'origine.* — Par suite de la volonté expresse du législateur d'abolir les délimitations administratives exprimée dans l'art. 24 de la loi, nous avons vu que les producteurs, fabricants et commerçants des régions délimitées, en vertu des textes antérieurs, ne jouissent plus, aux termes de la loi nouvelle, qu'à titre de présomption légale, des dispositions des décrets abolis en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits, c'est-à-dire que les bénéficiaires des régions autrefois délimitées, lorsqu'ils sont contraints au cours d'une instance judiciaire, à administrer la preuve de leur droit, jouissent d'une présomption légale qui se trouve au premier rang de leurs preuves. Elle est, comme toutes les autres présomptions légales, à moins d'une réserve expresse du législateur, susceptible d'être combattue par la preuve contraire.

348. *De l'appellation générique.* — Malgré le libéralisme dont a fait preuve le législateur dans la loi de 1919, il n'a pas voulu restaurer le droit aux appellations d'origine qui seraient tombées dans le domaine public. Ceci résulte de l'art. 10 de la loi ainsi conçu, qui s'est incorporé la règle issue de l'art. 4 de l'Arrangement de Madrid de 1891.

« Les appellations d'origine de produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public ».

On peut conclure de ce texte, qu'à part celles du vin, certaines appellations d'origine peuvent tomber dans le domaine public. Nous avons déjà vu l'application de ce principe en ce qui concerne les produits fabriqués, certaines dénominations géographiques n'étant plus protégées par un droit.

Toutefois, avant d'admettre la chute dans le domaine public d'une appellation d'origine ou d'un produit naturel, les Tribunaux devront se montrer très circonspects.

§ 3. — *De l'usurpation de l'appellation d'origine*

349. *De l'apposition.* — Le premier fait délictuel, aux termes de la loi de 1919, est l'apposition d'un nom inexact.

L'apposition directe de la fausse indication, nom ou appellation sur l'objet est la condition nécessaire du délit, l'emploi du nom usurpé sur des factures, ou dans des lettres de voiture, ne peut être regardé comme une apposition, aux termes de la loi de 1919.

350. *De l'apparition.* — L'art. 8 de la loi de 1919 n'a pas visé que l'apposition, il a envisagé également l'acte consistant à faire « apparaître par addition, retranchement ou par altération quelconque sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine » qu'on savait inexactes.

Ces dispositions de la loi de 1919 se rapprochent singulièrement de celles de la loi de 1824 et la formule de la loi nouvelle est assez large pour réprimer tous les stratagèmes que les délinquants seraient tentés d'employer, notamment celui qui consiste à opérer des changements dans l'orthographe d'un nom. Une altération quelconque entraîne le délit. Il peut exister également par une imitation, par homonymie même, et sur ce point la jurisprudence est très abondante (V. not. Paris, 11 juillet 1911, Ann. 1912, I, 207).

351. *Autres modes d'usurpations d'appellation d'origine.* — Disons également un mot de la question des « équivalences ». Il s'agit de savoir si l'on peut légitimement vendre les vins de plusieurs crus présentant des analogies, indifféremment, sous le nom de l'un quelconque de ces crus demandé par l'acheteur. La Cour de Dijon (22 mars 1922, fascicule 4; Direction de la répression des fraudes du Ministère de l'Agriculture, p. 41), s'est prononcée contre cette pratique dont le but est de retirer un profit illicite non douteux. La loi de 1919 ne réprime pas l'expression « façon de », « système de » suivie du nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville. Mais la jurisprudence a condamné l'emploi de ces mots qui aboutissent à une usurpation directe (Limoges, 13 janvier 1906, *loc. cit.*).

352. *De la tentative d'usurpation.* — La tentative de l'usurpation d'origine ne saurait être punissable. La loi de 1919 ne l'a pas prévue et comme nous nous trouvons ici en présence d'un texte pénal, il est d'interprétation stricte, et les tribunaux ne sauraient étendre son champ d'application. Toutefois, ces faits, à notre avis, pourraient donner lieu à une action civile en concurrence déloyale.

353. *De l'effet de la tolérance.* — Quant à la tolérance, en cas d'usurpation d'un nom ou d'une appellation d'origine, elle ne saurait avoir pour effet de prescrire l'action que tiennent les ayants droit de la loi. Elle aurait, tout au plus, pour résultat de permettre de réduire le montant des dommages-intérêts qui pourraient être alloués aux parties lésées.

§ 4. — Des délinquants

354. *De l'auteur principal.* — La loi de 1919 reproduisant textuellement dans son art. 8, les deux premières lignes de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1824, désigne l'auteur principal par l'expression générale « quiconque aura ».

Elle frappe celui qui aura « soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par altération quelconque sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes ». Pour qu'il y ait délit, il faut donc qu'il y ait mauvaise foi de la part de son auteur, elle en est un des éléments constitutifs et c'est au poursuivant, suivant les règles du droit commun, qu'incombera la charge d'administrer la preuve de la mauvaise foi de l'inculpé.

355. *Du complice.* — Le paragraphe 3 de l'art. 8 vise le complice « quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte », sera puni des mêmes peines que l'auteur principal.

Le texte a eu soin de renouveler le terme « qu'il savait inexacte » comme pour l'auteur principal, la mauvaise foi étant un des éléments constitutifs du délit de complicité,

§ 5. — *Des actions correctionnelles*

356. *De l'action de la partie lésée.* — Le droit à la poursuite, dans la loi de 1919, est sous le régime du droit commun avec cependant une innovation en ce qui concerne celui des syndicats. L'art. 9 dispose en effet : « toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'art. 1^{er} pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle ».

Le texte est suffisamment clair par lui-même pour se passer de commentaire. L'action pourra être intentée aussi bien par le producteur lésé, pour qui l'usurpation est un acte de concurrence déloyale, que par l'acheteur trompé sur la provenance de la marchandise. Ils pourront agir soit par plainte, constitution de partie civile ou bien par voie de citation directe.

357. *De l'action syndicale.* — Nous venons de dire qu'une des nouveautés de la loi de 1919 réside dans l'extension de l'action syndicale. Elle a été le précurseur de la loi du 12 mars 1920 relative à l'extension de la capacité civile des syndicats. En vertu de cette disposition, la théorie du préjudice direct n'était plus la règle suprême, le préjudice indirect légitime l'intervention du syndicat. La plus large ampleur était donc réservée à la recevabilité de l'action syndicale.

Mais le législateur a craint que des syndicats ne fussent tentés d'user trop volontiers de ces facilités et d'intenter à la légère, à raison de leur irresponsabilité de fait, une action civile, ou de se porter partie civile devant les Tribunaux de répression; aussi pour limiter, en quelque sorte, leur droit d'intervention, a-t-il eu le soin, dans l'art. 1^{er} de la loi, d'imposer une existence préalable de six mois aux personnes morales qui veulent intervenir dans le débat. Il est vrai que l'action téméraire peut engendrer une action en dommages-intérêts contre son auteur et c'est une question de fait qui reste essentiellement soumise au pouvoir

d'appréciation des Tribunaux (Cass., 2 juin 1905, Ann. 1906-222).

358. *Des pénalités.* — Les pénalités prévues par l'art. 8 sont assez sévères. Elles sont de deux sortes : 1^o des peines principales ; 2^o des peines accessoires. Voici d'ailleurs le texte de l'art. 8 : « Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par altération quelconque sur des produits naturels fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs) ou de l'une de ces deux peines seulement ».

« Le Tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné ».

« Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte sera puni des mêmes peines ».

Le texte est suffisamment clair par lui-même pour qu'il soit inutile de le commenter. Il est regrettable, toutefois, que la loi n'ait pas ordonné la confiscation qui est une sanction des plus efficaces et empêche la diffusion et la vente du produit portant une fausse appellation d'origine. C'est une lacune qui n'existe pas dans la loi du 1^{er} août 1905.

359. *Des circonstances atténuantes et du sursis.* — Mentionnons que l'art. 23 de la loi de 1919 prévoit l'application de l'art. 463 du Code pénal, relatif aux circonstances atténuantes aux délits prévus par la dite loi.

Enfin rien ne s'oppose dans la loi de 1919 à l'application de la loi du 26 mars 1891 relative au sursis.

§ 6. — Des actions civiles

360. *De l'action de droit commun.* — Il existe, en vertu de la loi de 1919, deux actions civiles distinctes. La pre-

mière rappelée par l'art. 9 de la loi de 1919 est l'action civile de droit commun de l'art. 1^{er} du Code d'instruction criminelle qui peut s'exercer à l'occasion des différents actes spécifiés à l'art. 8 de la loi de 1919.

C'est l'action en réparation du dommage causé par le délit qui peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage. Elle peut, aux termes de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle, être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. Elle peut l'être également séparément, dans ce cas, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile en vertu de la maxime « le criminel tient le civil en état ».

361. *De l'action civile de délimitation.* — La deuxième action civile est celle dont l'exercice est réglementé par les art. 1 à 7 de la loi. Elle a pour objet d'aboutir à une appelation d'origine par la voie d'une décision judiciaire qui constitue, en quelque sorte, une délimitation. C'est sur cette action spéciale que repose toute l'économie de la loi nouvelle, car après l'échec des délimitations administratives, c'est au pouvoir judiciaire qu'il appartient dorénavant de trancher les différends relatifs aux appellations d'origine. Toutefois, comme on l'a dit justement « l'exercice de l'action civile spéciale va conférer au titulaire d'une appellation et grâce à une procédure exorbitante, un titre « de propriété », qui dépassera le bénéfice ordinaire que l'on retire d'un jugement » (1).

§ 7. — Du droit de poursuite

362. — Le droit à la poursuite est régi par l'art. 1^{er} de la loi « toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit, à un produit naturel ou fabriqué, et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages

(1) Marcel PLAISANT et Fernand-JACQ, *op. cit.*

locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation ».

« La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre ».

En présence de la formule si large de la loi, il n'est point besoin de commentaire superflu. Il suffit de justifier d'un intérêt quelconque soit matériel, soit tout au moins moral pour intenter l'action (Cass. civ., 1^{er} février 1893, Dall., 1893, I, 241).

363. *Compétence*. — Après l'échec des délimitations administratives, la loi a pris le sage parti de donner compétence, pour trancher les conflits relatifs aux appellations d'origine, au pouvoir judiciaire. Le Tribunal compétent sera le Tribunal civil dans le ressort duquel se trouve la commune d'origine du produit dont l'appellation est contestée.

Ce choix, au premier abord, peut étonner par sa dérogation apparente aux règles de la procédure, le Tribunal compétent étant celui du défendeur, mais à l'examen il se justifie et cette disposition n'est, somme toute, que l'application du droit commun. En effet, l'action intentée est une véritable action réelle, chaque partie invoquant ou niant un droit à une appellation d'origine, met en mouvement une question de propriété. Ce n'est pas un droit personnel qui suit partout celui qui en est bénéficiaire, et l'appellation ne pourrait pas être appliquée à un produit né ou fabriqué ailleurs que dans la localité ou la province d'où il tire son nom. Cette disposition n'est, en réalité, que l'application du droit commun, l'art. 52 du Code de procédure civile disposant que le Tribunal compétent doit être celui de l'objet litigieux qui, en l'espèce, est précisément l'appellation d'origine donnée à un produit déterminé.

D'autre part, il est logique que le juge le plus qualifié pour dire si un produit est originaire d'un lieu déterminé ou s'y rattache par des usages loyaux et constants soit celui qui siège où le produit est né, où il a été fabriqué.

En outre, si le tribunal compétent était celui du défendeur, n'y aurait-il pas à craindre les influences de l'ambiance.

Pour toutes ces considérations, développées par MM. Mar-

cel Plaisant et Fernand-Jacq qui nous paraissent convaincantes, la disposition de l'art. 2 « l'action sera portée devant le Tribunal civil du lieu d'origine dont l'appellation est contestée » est parfaitement justifiée et elle ne peut être qu'approuvée.

§ 8. — *Des décisions judiciaires rendues en exécution de la loi de 1919*

364. *Appellation « Champagne »*. — Par application des art. 1 à 7 de la loi du 6 mai 1919, des décisions judiciaires ont été rendues notamment en ce qui concerne l'appellation « Champagne ». Les vignerons de l'Aube ayant revendiqué le droit de vendre leurs vins comme « Champagne », dans les déclarations effectuées conformément aux art. 11 et 18 de la loi du 6 mai 1919 que nous étudierons plus loin en examinant les dispositions spéciales aux appellations d'origine s'appliquant aux vins et eaux-de-vie, la procédure instituée par les art. 1 à 7 de la loi, fut engagée contre eux par les vignerons de la Marne avant l'expiration du délai de prescription d'un an imparti par l'art. 17.

Les Tribunaux de Bar-sur-Aube et de Bar-sur-Seine se sont prononcés les 25 février et 13 juillet 1921 donnant gain de cause aux producteurs de l'Aube (1).

En ce qui concerne l'appellation des crus de Bourgogne, le tribunal d'Auxerre, par un jugement en date du 8 décembre 1920, a fait défense, sur l'intervention des récoltants de Chablis, aux propriétaires des communes limitrophes de Lignorelles, Villey et Montigny de vendre leurs vins sous l'appellation « Chablis » ou « Bourgogne Chablis ». Il leur restera sans doute la possibilité de donner à ces vins les appellations « Chablis Village » et « Chablis Village Supérieur », conformément aux propositions émises par la Commission mixte de Bourgogne le 13 janvier 1920 et

(1) V. le texte de ces deux intéressants jugements dans le fascicule 1^{er} « Etat des délimitations régionales » publié par la Direction des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes du Ministère de l'Agriculture, p. 7.

admises par les propriétaires vigneron de Chablis ainsi que l'a constaté le Tribunal (1).

Faisant application de ce jugement de délimitation, le Tribunal correctionnel d'Auxerre a condamné, en vertu des dispositions répressives de l'art. 8 de la loi du 6 mai 1919, un vigneron qui avait déclaré et vendu sous l'appellation « Chablis », un vin récolté sur le territoire de la région délimitée mais provenant d'un mélange de vin de Beaunois et de vin d'un cépage inférieur « l'alligote » (Trib. corr. d'Auxerre, 11 mai 1922, fascicule 4 de la Direction de la répression des fraudes du Ministère de l'agriculture, p. 35).

La délimitation des crus de Bourgogne s'est continuée par un jugement du Tribunal de Beaune du 12 mai 1921 (2) relatif à l'appellation d'origine « Montrachet ».

Le vin de Montrachet a été défini en tenant compte du cépage (il est le produit du raisin blanc fin connu sous le nom de « Pinot blanc Chardonnay ») et de l'aire de production (celle-ci ne répond à aucune division administrative et s'étend sur une partie de territoire des communes de Puligny et de Chanaque).

Pour terminer cette énumération des décisions judiciaires, passons à la région du Bordelais.

Les propriétaires de Saint-Laurent (Gironde) ayant déclaré leurs vins sous l'appellation « Saint-Julien », le syndicat de la commune de Saint-Julien les a assignés devant le Tribunal de Lesparre pour leur faire défendre l'emploi de ce nom de cru qui doit être réservé, selon lui, aux seuls vins récoltés sur le territoire de la commune de Saint-Julien.

Le Tribunal de Lesparre a adopté cette thèse et a donné gain de cause aux viticulteurs de Saint-Julien dans un jugement du 8 juin 1921 (3).

Quant aux grandes dénominations régionales « Bordeaux », « Bourgogne » elles n'ont fait jusqu'à présent l'objet d'aucune décision judiciaire. La loi de 1919 n'est-

(1) *Ibid.*, p. 23.

(2) *Ibid.*, p. 29.

(3) *Ibid.*, p. 32.

elle donc destinée à jouer que pour les dénominations locales ?

§ 9. — *De la procédure*

365. — L'art. 2 qui n'appelle pas d'observation dispose que « la demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire ».

366. *De la publicité spéciale.* — Dans le but de donner aux jugements et arrêts qui interviendront l'autorité de la chose jugée, même au regard de ceux qui n'auront pas été parties au procès, à condition qu'ils l'aient connu et que toutes facilités d'y intervenir leur aient été données, les art. 3 et suivants disposent.

Art. 3. — « Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du Tribunal saisi, une note succincte indiquant ses nom, prénoms, profession et domicile, les nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande ».

« Les débats ne pourront commencer que quinze jours après la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

Art. 4. — « Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier pourra intervenir dans l'instance ».

Art. 5. — « Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la Cour que quinze jours après ces insertions ».

Du reste, la publicité tendant à rendre le jugement ou l'arrêt opposables aux tiers n'est pas une disposition nouvelle de notre droit. Ainsi que le fait remarquer M. Jenouvrier dans son rapport au Sénat (p. 46), les art. 1445 et suivants du Code civil décident que la publicité donnée à un jugement de séparation de biens le rend opposable à tous ; que les procédures spéciales de la distribution et de

l'ordre réglées par les art. 655 et suivants, 749 et suivants du Code de procédure sont opposables aux intéressés qui n'y ont pas figuré, dès lors qu'ils sont mis à même d'y venir ; que l'art. 1442 du Code de commerce ordonne la publicité des jugements déclaratifs de faillite.

Mais c'est surtout dit le rapport de M. Jenouvrier « de la loi des 6 et 15 décembre 1850 sur la procédure relative au partage des terres vaines et vagues dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne que votre Commission s'est inspirée, loi dont l'application a produit les meilleurs effets ».

367. *Du pouvoir de la Cour de cassation.* — Aux termes de l'art. 6 : « Les arrêts de la Cour d'appel pourront être déferés à la Cour de cassation ».

« En cas de pourvoi devant la Cour de cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article premier ».

« Le pourvoi sera suspensif ».

La Cour de cassation ne sera pas juge du fond, comme on l'avait voulu tout d'abord, en la substituant au Conseil d'Etat, pour trancher le litige définitivement. Le Sénat n'a pas sanctionné cette hérésie juridique. Toutefois, il faut reconnaître que cette disposition législative est exorbitante du droit commun et donne à la Cour suprême un pouvoir extraordinaire.

Elle se justifie néanmoins, dans la crainte d'une jurisprudence contraire ; la loi n'a pas voulu que les Cours fussent souveraines et sans contrôle dans l'appréciation des usages locaux, loyaux et constants.

La Cour de cassation, bien entendu, ne sera pas entièrement saisie de la question de fait et ne constituera pas un troisième degré de juridiction. Son rôle normal est d'apprécier le droit et les violations de la loi et le législateur de 1919 a voulu que, dans ce rôle, qui est de juger en droit, elle comprît aussi les usages, dans la mesure où ils apparaissent avec le caractère d'usages locaux, loyaux et constants tels qu'ils sont retenus par la loi.

« C'est encore dans un sens extensif, juger une violation

de la loi que de juger d'une coutume qui se présente avec une qualification précisée par la loi » (1).

En somme, la Cour de cassation n'en sera pas réduite à statuer sur l'interprétation de la loi en respectant la souveraine appréciation des faits par les juges d'appel, elle sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'art. 1^{er}.

368. *De l'autorité de la chose jugée.* — L'art. 7 qui apparaît, en quelque sorte, comme le corrolaire des art. 3 à 6 organisant une publicité extraordinaire de la procédure pour avertir les tiers et les provoquer à faire valoir leurs droits, devait logiquement aboutir à une décision qui ait une valeur à l'égard de tous.

Le texte est ainsi conçu :

« Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune, ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune ».

C'est afin d'éviter que les actions ne se multiplient à l'excès que la plus petite unité administrative, la commune, a été choisie comme fraction territoriale d'origine.

Dans certains cas, même, cette unité a paru trop étendue. Le territoire de la même commune peut en effet produire deux qualités différentes de vins, l'un peut être un cru remarquable, et l'autre un produit ordinaire auquel la dénomination fameuse n'a pas été donnée jusqu'à ce jour. C'est pourquoi l'art. 7 a permis au Tribunal de dire, le cas échéant, que sa décision ne sera applicable qu'à certaines parties de la commune.

Dans ces conditions, le texte n'aboutit pas à l'autorité absolue de la chose jugée, mais ce n'est plus cependant l'autorité relative du droit commun. Les étrangers à la commune ou à la fraction de commune continuent à être des tiers.

(1) Marcel PLAISANT et Fernand-JACO, *op. cit.*

§ 10. — *Dispositions spéciales*

369. — Dans ses art. 10 et suivants, la loi de 1919 a pris des mesures spéciales précises pour prévenir les fausses indications en ce qui concerne les appellations d'origine s'appliquant aux vins et aux eaux-de-vie. Cette réglementation déjà minutieuse dans la loi a été encore alourdie par de nombreuses circulaires (1) émanant du Département de l'agriculture et de la Direction générale des contributions indirectes. Mais la matière est plutôt d'ordre administratif et fiscal que juridique. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette réglementation, nous nous bornerons à en donner les grandes lignes.

Nous avons déjà vu que l'art. 10 s'incorpore la règle issue de l'Arrangement de Madrid de 1891 « les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public ». Nous n'y reviendrons pas.

370. *De la déclaration de récolte.* — L'art. 11 pose l'obligation pour quiconque récolte, en vue de faire du vin, avec l'intention de lui donner une appellation d'origine, de l'indiquer dans sa déclaration annuelle faite à la mairie conformément à la loi du 29 juin 1907.

C'est au récoltant et non au négociant acquéreur des vins de faire la déclaration d'appellation d'origine prévue par les art. 11 et 18 (stocks) de la loi du 6 mai 1919 (Trib. civ. de Bar-sur-Aube, 11 mars 1921, fascicule 3, de la Direction de la répression des fraudes du Ministère de l'agriculture, p. 14).

Le service chargé au Ministère de l'agriculture de la pro-

(1) V. Circulaires du Ministre de l'agriculture et du ravitaillement, 6 juin 1919 ; n° 1123 du 16 juin 1919 de l'administration des contributions indirectes ; n° 51 du 10 novembre 1919 du Ministère de l'agriculture et du ravitaillement aux agents du service de la répression des fraudes ; du Ministre de l'agriculture et du ravitaillement aux préfets du 14 novembre 1919 ; n° 1149 de la Direction générale des contributions indirectes du 1^{er} avril 1920.

tection des appellations d'origine procédera à l'enregistrement et à la publication des déclarations faites dans les mairies, lorsqu'elles comporteront l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant.

Cette publication est faite en vertu d'un arrêté du Ministre de l'agriculture, en date du 23 août 1919, au *Journal Officiel*.

Un décret du 24 juin 1920 a fixé le montant des taxes prévues par l'art. 11 de la loi relatives à l'enregistrement des déclarations et à leur insertion dans un recueil officiel.

Il ressort des termes de l'art. 11 qu'un certain nombre de déclarations d'appellations ne seront pas soumises à l'enregistrement et à la publicité. Le Ministre de l'agriculture s'en est expliqué dans sa circulaire aux Préfets du 14 novembre 1919. Ce seront :

- 1° Celles relatives aux régions anciennement délimitées.
- 2° Celles relatives aux régions qui seront délimitées par le jeu de la nouvelle loi.
- 3° Celles concernant l'emploi par le récoltant du nom de sa propre commune ou de son département comme appellation d'origine.

L'art. 12 établit l'obligation pour toute personne faisant le commerce en gros des vins et eaux-de-vie, en ce qui concerne les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, de la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties, arrêté mensuellement et qui doit être mis à la disposition des employés des contributions indirectes.

Les inscriptions d'entrées et de sorties devront indiquer les quantités de marchandises et l'origine sous l'appellation de laquelle elles ont été achetées.

Des dispositions minutieuses sont prévues par cet article en vue d'empêcher la fraude et notamment l'obligation de porter sur les factures et titres de transport, la quantité et l'origine des vins correspondant à leur appellation.

Dans l'esprit du législateur, le compte spécial est appelé à jouer un rôle capital pour assurer la garantie de l'origine ; on veut aboutir « à l'interdiction de vendre plus qu'on a acheté dans les lieux d'origine » (Ministre de l'agriculture, 21 novembre 1919, *J. Off.*, p. 3502 (2^e colonne).

Par application des dispositions de l'art. 12, dans le cas de défaut d'inscription ou encore dans celui d'inscription inexacte, le délit existe indépendamment de l'intention frauduleuse, l'élément matériel suffit seul pour constituer le délit (Trib. corr. Dijon, 28 mai 1921, fascicule 3 de la Direction de la répression des fraudes du Ministère de l'agriculture, p. 16 ; C. d'appel de Dijon, 2 février 1922 ; Cass. cr., 4 mai 1922, fascicule 4 de la Direction de la répression des fraudes du Ministère de l'agriculture, p. 34).

Le dernier alinéa de l'art. 12 dispose que les mesures prévues à cet article pourront, par décret soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être appliquées aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

L'art. 13 édicte que l'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers ou caves indiquera l'appellation d'origine figurant dans la déclaration de récolte ou celle plus générale résultant des usages locaux, loyaux et constants.

L'art. 14 a imposé également le principe de la déclaration pour les eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale d'appellation inscrite dans l'art. 24.

Le distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation à son produit « devra faire la déclaration tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation ».

« Cette déclaration devra être mentionnée sur un registre spécial qui devra être communiqué à tout requérant ».

371. *De la prescription acquisitive.* — La loi de 1919 a institué dans son art. 15 une prescription acquisitive d'un an en faveur des eaux-de-vie dont l'appellation n'a pas été contestée pendant ce délai qui commencera à courir du jour de la déclaration de récolte effectuée conformément à l'art. 11.

L'alinéa 1^{er} de l'art. 15 porte en effet « l'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'art. 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle

n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article ».

Le *Journal Officiel* du 27 février 1920 a publié une liste des appellations acquises aux eaux-de-vie provenant de diverses communes par l'effet de cette prescription. On y voit notamment les appellations « d'eau-de-vie de Faugères », « de marc clos Vougeot », « marc de Bourgogne », « eau-de-vie de l'Hermitage », « marc de l'Hermitage », etc...

Il y a lieu de remarquer qu'aucune prescription semblable n'existe pour les vins, ni pour les vins mousseux vendus sous une appellation autre que celle de « Champagne ».

L'art. 15 dans son alinéa 2 prend des précautions en vue d'éviter la fraude. Pendant le délai d'une année « les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, lorsqu'elles proviendront de régions comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans des locaux séparés n'ayant avec ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication excepté par la voie publique ».

Le dit article dispose *in fine* qu'en cas de contestation de l'appellation d'origine avant l'expiration du délai, l'obligation des locaux séparés est maintenue jusqu'à ce qu'intervienne une décision judiciaire définitive.

372. *Dispositions spéciales aux vins mousseux.* — On peut dire que c'est la protection du Champagne qui fut la cause déterminante de la loi de 1919 ; aussi a-t-elle réservé plusieurs articles en vue d'éviter les fraudes relatives à cette appellation.

Les récoltants, fabricants et négociants ayant le droit de donner aux vins l'appellation d'origine « Champagne » sont soumis aux obligations générales prévues par les art. 11 et 12 de la loi, ils sont tenus à la déclaration et doivent avoir le compte spécial d'entrées et de sorties, en effet, l'art. 16 dit : « . . . ils devront en outre des justifications exigées par l'art. 12 . . . ».

Le dit art. 16 dispose, en outre, en vue de garantir les cuvées, que les vendanges et leurs vins devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés « dans

des locaux séparés sans aucune communication autre que par la voie publique avec tous locaux contenant des vendanges ou vins, auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « Champagne ».

Afin de fixer au plus tôt le droit des parties à l'appellation « Champagne », la loi a prévu pour les vins mousseux, comme nous l'avons vu d'ailleurs pour les eaux-de-vie, la prescription acquisitive d'un an au profit de ceux qui n'auront pas vu s'élever de contestation.

L'art. 17 fait de la déclaration prévue par l'art. 11, le point de départ de la prescription acquisitive d'un an. Pendant ce délai, s'il n'y a contestation, les vins mousseux auxquels l'appellation « Champagne » pourra être contestée, devront être emmagasinés, manipulés et maintenus dans des locaux n'ayant avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges aucune communication, excepté par la voie publique.

L'art. 18 fixe aux intéressés un délai de trois mois; à dater de la promulgation de la loi, pour se conformer à ses prescriptions.

L'art. 19 dispose que, par exception aux prescriptions de l'art. 16, le récoltant ou le fabricant pourra introduire dans les locaux visés par cet article, les vins destinés à sa consommation et à celle des personnes qu'il emploie, dans la limite, toutefois, et dans les conditions fixées annuellement par le Directeur départemental des contributions indirectes.

373. *Étiquetage.* — L'art. 20 impose l'étiquetage pour les vins mousseux ayant droit à l'appellation « Champagne ». Elle en précise les modalités très minutieusement en disposant qu'ils ne pourront sortir des magasins séparés sans que les bouteilles ne soient revêtues d'une étiquette portant le mot « Champagne » en caractères très apparents. Les caisses et emballages contenant les bouteilles devront également porter en caractères très apparents cette même appellation.

Les bouchons devront porter aussi le mot « Champagne » sur la partie contenue dans le col de la bouteille:

374. *Vins mousseux sans appellation d'origine.* — Les

vins mousseux sans appellation d'origine sont visés à l'art. 21. Ils ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles ne soient revêtues d'une étiquette portant « vin mousseux » en caractères très apparents. Cette obligation n'exclut pas toutefois l'apposition de l'appellation d'origine autre que « Champagne », telle que « Saumur », « Vouvray » par exemple, mais si ces vins ne sont pas vendus sous cette appellation, les bouteilles qui les contiennent doivent être revêtues de la mention apparente « vin mousseux » (Circ. n° 151 du Ministre de l'agriculture du 10 novembre 1919).

Enfin les bouteilles de vins dont l'effervescence aura été obtenue; même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation devront porter la mention « vin mousseux gazéifié ».

375. *Pénalités.* — Les pénalités sont énumérées à l'art. 22: « les infractions aux dispositions des art. 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de cent francs (100 francs) au moins et de cinq mille francs (5.000 francs) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement ».

« Pourront aussi les Tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extrait, dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci ».

« Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les art. 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'art. 25 de la loi du 6 août 1905, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales ».

L'art. 22 revient au taux de la loi de 1905. En comparant l'art. 22 avec l'art. 8 on constate que le législateur punit plus sévèrement l'infraction à des dispositions qui ont en quelque sorte, un caractère administratif, que le délit véritable résultant de l'usurpation ou de l'altération d'une appellation d'origine ainsi que celui provenant de la vente, de la mise en vente ou en circulation des produits

naturels ou fabriqués revêtus d'une appellation d'origine qu'on savait inexacte.

Enfin il y a lieu de remarquer que dans l'énumération de l'art. 22 ne figure pas l'art. 11. Le défaut de déclaration ne peut être considéré comme un délit et c'est juste, car le récoltant qui ne veut pas donner d'appellation d'origine à son produit doit rester libre de ne pas faire sa déclaration.

§ 11. — *Portée générale de la loi*

376. — La loi se termine par l'art. 25 qui déclare la loi applicable à l'Algérie et aux colonies. Les produits coloniaux français pourront donc jouir, en ce qui concerne leur appellation d'origine, des mêmes avantages que les produits métropolitains.

377. *Conclusion.* — Comme conclusion on peut dire que cette législation permet de fixer équitablement la portée des appellations d'origine, en organise le contrôle et donne au public une garantie de la sincérité des marques françaises.

APPENDICE PREMIER

Des mesures douanières relatives aux appellations d'origine

SECTION I. — Article 19 de la loi de 1857

§ 1^{er}. — Dispositions générales

378. — Dans son art. 19 du titre V « dispositions générales et transitoires » la loi du 23 juin 1857 complétant la loi de 1824, en vue de protéger le marché français contre les produits étrangers portant de fausses indications d'origine française, prohibe l'entrée en France et exclut du transit et de l'entrepôt, et sanctionne cette interdiction

par la saisie en tous lieux, de tous produits étrangers « portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française ».

La disposition s'applique donc non seulement aux marques proprement dites, mais encore aux noms de personnes et de lieux alors même que, ne revêtant pas la forme distinctive exigée par l'art. 1^{er} de la loi de 1857, ils seraient déjà protégés par la loi de 1824.

D'autre part, aux termes de l'art. 19, la saisie des marchandises revêtues d'une marque ou d'un nom contrefaits, pourra être effectuée en quelque lieu que ce soit, alors même qu'elles ne seraient qu'en transit.

§ 2. — Son domaine d'application

379. — Remarquons que cette législation essentiellement protectrice des produits français, garantit tout fabricant français ou étranger, particulier ou société, et aujourd'hui tout syndicat, habitant en France, mais ne permet d'atteindre que les marchandises portant la marque ou le nom d'un fabricant résidant en France ou l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française.

Si l'on s'en tenait strictement à sa lettre, l'art. 19 semblerait sans application, lorsqu'au lieu de l'apposition d'un nom, d'une marque ou d'un nom de lieu de fabrique, le conditionnement de la marchandise est de nature à faire croire qu'il s'agit d'un produit français. Mais la jurisprudence est fixée dans le sens d'une prohibition absolue et l'art. 19 reçoit son application alors même que la marque n'a pas été déposée. Du moment que la loi autorise la saisie d'une marque imaginaire, mais dans ce cas au profit de l'Etat, dès l'instant qu'elle présente l'apparence d'une origine française, on doit conclure à la saisie d'une marque réellement existante quoique non déposée.

D'autre part, la marchandise revêtue d'un conditionnement faisant croire à son origine française est saisissable, avons-nous dit, et c'est justice, car l'effet recherché reste toujours le même : persuader l'acheteur que la marchan-

dise est d'origine française pour pouvoir l'écouler plus facilement, sous le couvert de cette origine trompeuse. C'est pourquoi, avec raison, dans un arrêt déjà ancien la Cour de Rouen (Rouen, 23 octobre 1863, Ann. 1864-66), a déclaré que l'art. 19 devait être appliqué encoie, bien que la marque n'indiquât ni une fabrique, ni un lieu de fabrication déterminés, comme par exemple dans le cas où des cartes fabriquées à Rotterdam portent sur l'étiquette, imprimés en français, les mots « cartes fabriquées en France ».

La loi a voulu protéger le marché français contre la concurrence déloyale des marchandises étrangères importées sous une apparence française.

Elle a entendu également sauvegarder l'acheteur contre la tromperie résultant de la vente d'un produit faussement indiqué comme étant d'origine française.

La loi de 1919 sur le registre du commerce prescrivant l'inscription de tout commerçant « individu » ou « collectivité » exerçant en France, avec l'indication des lieux d'exploitation, viendra aider à la justification des qualités requises pour revendiquer la protection de l'art. 19.

§ 3. — *De l'interprétation de la jurisprudence*

380. — La jurisprudence, malgré ces dispositions si nettes, n'a fait pendant longtemps qu'une application restreinte de l'art. 19. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 9 avril 1864 (Dall. 1864, I, 194) décidait que « l'élément frauduleux nécessaire à l'existence du délit disparaissait lorsque c'était du consentement et par ordre du négociant français lui-même, que sa marque ou son nom ou le lieu de sa résidence avaient été apposés ».

Il faut attendre jusqu'en 1884, un arrêt de la Cour suprême (Cass. cr., 25 février 1884, Dall. I, 165), marquant une jurisprudence plus protectrice des droits des commerçants. Elle déclarait notamment que le fait de fabriquer en Italie, avec des modèles envoyés de Paris, des boutons portant la mention « nouveautés de Paris », « ne saurait avoir pour effet d'enlever à l'indication mensongère son caractère frauduleux ».

La jurisprudence est maintenant fixée en ce sens et l'art. 19 a été appliqué fréquemment à des produits étrangers revêtus, sur la demande même du destinataire, de sa marque ou d'une indication de lieu de fabrique française.

Elle a encore aggravé son interprétation rigoureuse dans un arrêt de date relativement récente (Cass. cr., 7 juillet 1911, Ann. 1913, I, 294, et note Fernand-Jacq) en décidant que l'indication du nom du fabricant français, sur des objets importés, devait dans tous les cas, être considérée comme une fausse indication d'origine « alors même, qu'en raison des circonstances, les acheteurs ne pourront croire que ces produits ont été fabriqués en France ».

§ 4. — *Des sanctions*

381. — La prohibition édictée par l'art. 19 n'a point, à vrai dire, de sanction qui lui soit propre, car l'introduction en France de ces produits ne constitue pas par elle-même un délit.

D'ailleurs le plus souvent l'infraction tombera, soit sous le coup de la loi de 1824 lorsqu'il y aura inscription d'un faux nom de fabricant ou de localité, soit sous celui de la loi de 1857 lorsqu'il s'agira d'une marque de fabrique régulièrement déposée. Dans ces conditions, une sanction pénale a paru inutile.

Cependant ce fait, répréhensible en lui-même, ne peut rester impuni, et l'art. 19 a édicté en l'occurrence un moyen très efficace : la saisie. Elle peut être exercée à la requête du ministère public ou de la partie lésée qui peut saisir directement en conformité du droit commun, notamment, lorsque la fraude constitue une véritable contrefaçon de marque déposée, dans ce cas, l'action de l'art. 19 se confond avec celle issue de l'art. 17, soit encore à la diligence de l'administration des douanes. Il importe de remarquer que, dans ce dernier cas, la prohibition n'étant pas édictée par la législation douanière, les douanes n'agissent pas de leur propre chef, mais comme auxiliaires du ministère public qui conserve l'initiative des poursuites, et le procès-verbal de la saisie, qui doit contenir une description exacte

des objets saisis et des marques ou des dénominations qui les recouvrent, doit lui être immédiatement adressé.

Par dérogation formelle à l'art. 18 sur les marques qui prescrit d'agir, à peine de nullité de la saisie, dans la quinzaine, l'art. 19 étend ici ce délai à deux mois.

L'action peut être portée soit devant le tribunal civil, (loi de 1857) notamment si la marque a été déposée, soit devant le tribunal correctionnel (art. 8 de la loi du 6 mai 1919).

La saisie des produits incriminés doit avoir lieu en quelque endroit que ce soit, le délit existant dès la pénétration sur le sol français.

A défaut de sanction pénale, celle de l'action intentée, lorsqu'il y a condamnation, est la confiscation des marchandises. Elle peut avoir lieu même en cas d'acquittement. Elle est opérée au profit du propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée indépendamment de tous dommages-intérêts.

Si la marque est imaginaire, nous avons dit que la confiscation était ordonnée au profit de l'Etat, à moins que la marchandise prohibée ne soit renvoyée à l'expéditeur.

Nous avons vu également que l'art. 19 ne prescrivait aucune pénalité spéciale contre l'introducteur frauduleux, mais il y a, en réalité, en France, usage d'une marque contrefaite ou frauduleusement imitée, régulièrement déposée qui tombe sous l'application des art. 7 et 8 de la loi de 1857.

SECTION II. — Article 15 du tarif général des douanes de 1892

§ 1^{er}. — *Des premières mesures de protection des produits d'origine*

382. — La première mesure de protection des produits d'origine se trouve dans l'art. 17 de la loi du 22 Germinal an XI que nous avons déjà eu l'occasion de citer et qui dispose que « la marque sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré les mots « façon de » . . . et à la suite le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville ».

En outre, plusieurs mesures réglementaires et, notamment, un décret du 25 juillet 1810, édicta une amende contre ceux qui ajouteraient à leurs draps, la lisière employée par les fabricants de Louviers ; de même, un décret du 22 décembre 1812 punissait d'une peine d'amende les imitateurs de la marque du savon à l'huile d'olives employée par Marseille. Rappelons l'art. 19 de la loi de 1857 complétant les dispositions de la loi de 1824 que nous avons examinées plus haut, mais toutes ces dispositions fragmentaires qui avaient surtout en vue la protection de la propriété des noms et des marques de fabrique restaient très insuffisantes. Elles n'étaient pas des lois de douane frappant un fait matériel, car les seuls objets frappés de prohibition étaient ceux qui portaient le nom, la marque ou le lieu de fabrique établie en France. L'administration des douanes se trouvait désarmée en présence d'inscriptions ne constituant pas des marques de fabrique mais de simples marques de commerce, de nature à tromper l'acheteur sur l'origine de la marchandise.

§ 2. — *Objet de l'art. 15 de la loi de 1892*

383. — En présence de ces textes insuffisants, lors de la discussion du tarif général des douanes, un Député, M. Philippon, fit insérer un texte destiné à compléter les dispositions des lois de 1824 et de 1857. Ce texte devint l'art. 15 du tarif général des douanes du 11 janvier 1892.

Le but de l'art. 15 a été de protéger le commerce et l'industrie français en complétant les textes antérieurs par deux dispositions essentielles.

1^o La prohibition des marques suspectes, au même titre que les marques de fabrique, et l'interdiction de toute indication ou de tout signe de nature à faire croire que les produits ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.

2^o Le droit de poursuite de sa propre initiative à l'administration des douanes, sans instructions préalables du parquet ou des intéressés, les infractions à la prohibition édictée étant considérées comme des infractions doua-

nières. L'administration des douanes n'agit donc plus comme auxiliaire du ministère public et le procès-verbal de saisie fait foi jusqu'à inscription de faux.

L'art. 15 du tarif général des douanes, dans une formule très ample, prohibe à l'entrée et exclut de l'entrepôt, du transit et de la circulation « tous produits étrangers naturels ou fabriqués portant soit sur eux-mêmes, soit sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes, une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française ».

Le produit étranger, pour tomber sous le coup de la loi, n'aura donc plus besoin de porter expressément l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française, il lui suffira de porter un signe, une indication quelconque, de nature à induire l'acheteur en erreur sur son origine.

Les prohibitions de l'art. 15 s'appliquent également aux produits étrangers fabriqués ou naturels provenant d'une localité de même nom qu'une localité française qui ne porteront pas d'une façon nette, en même temps que le nom de cette localité, le nom du pays d'origine et la mention « importé ».

L'apposition de la mention « importé » n'est prévue que dans une mesure assez restreinte. Toutefois, en vertu du principe énoncé au paragraphe 1^{er}, les produits visés ne pourront pénétrer en France qu'à la condition de porter en évidence, une inscription indiquant leur origine étrangère.

L'importateur étranger se trouve, dans ces conditions, avoir le choix entre deux moyens : supprimer sa dénomination ou la compléter par un correctif.

§ 3. — *De l'interprétation jurisprudentielle*

384. — Pendant un assez long temps, la jurisprudence s'est contentée du mot « importé » sans indication du pays d'origine. Cette exigence était manifestement insuffisante,

car si la mention « importé » est de nature à renseigner le consommateur français sur l'origine étrangère du produit, en cas de réexportation, elle était insuffisante pour renseigner le consommateur étranger. Mais un arrêt de la Cour de cassation (7 juillet 1911, Ann. 1913, I, 294 et note Fernand-Jacq) sur pourvoi formé par l'administration des douanes contre un arrêt de la Cour de Douai, décidait en substance, que « l'apposition sur des produits fabriqués à l'étranger du nom d'un fabricant résidant en France, quelle que soit la nationalité de ce fabricant, doit être considérée, dans tous les cas, comme l'indication d'une fausse origine et dès lors comme contraire à la loi. Il importe peu que les juges du fond déclarent que, à raison particulière de la cause, les acheteurs ne pourroient ni être trompés sur l'origine des produits ainsi revêtus du nom ou de la marque d'un fabricant résidant en France, ni croire que ces produits ont été fabriqués en France ; que le fait matériel de l'apposition du nom d'un fabricant résidant en France sur des produits fabriqués à l'étranger étant constant, les dits produits se trouvent par cela même soumis à la prohibition douanière édictée par l'art. 15 ».

La Cour de cassation a donc admis la possibilité d'une confusion dans l'esprit de l'acheteur sur l'origine de la marchandise par le fait de l'apposition, sur des produits fabriqués à l'étranger, du nom d'un fabricant ayant son usine en France pour que l'art. 15 fût applicable.

La jurisprudence, par la suite, s'est développée et a fini par donner à l'art. 15 une portée très générale ; la bonne foi ne pouvant faire exonérer le contrevenant des conséquences de la poursuite (Comp. Trib. corr. Seine, 16 mai 1914, Ann. 1919, II, 21 et Cass., 5 février 1915, *La Loi*, 21-22 avril 1915) de telle sorte que, du moment que le produit a par sa dénomination, son aspect ou les dessins, images ou inscriptions qui le revêtent, un aspect français ou simplement de provenance française, l'erreur sur la provenance est possible pour le consommateur et le produit doit être prohibé.

L'administration des douanes admet cependant certaines dérogations pour les emballages, notamment, les

imprimés divers et certaines matières premières, aux exigences du texte, malgré la tendance de la jurisprudence. Nous n'avons pas à entrer ici dans l'étude de ces prescriptions réglementaires.

§ 4. — Des pénalités

385. — L'art. 15 comporte-t-il des sanctions qui lui soient propres ? ou ne constitue-t-il qu'une sorte d'instruction donnée à l'administration générale des douanes ? Pour Pouillet (1) cet article aurait pour sanction, comme toute loi de douane, celle des art. 41, 42 et 43 de la loi du 26 avril 1816 qui punissent l'importation d'objets prohibés et accordent à l'administration des douanes le bénéfice de la confiscation. Citons également, en ce sens, un jugement du tribunal correctionnel de Pontarlier du 11 mai 1894 (Ann. 1894-310).

Il y a lieu de remarquer que l'importation est frauduleuse dès que la marchandise a franchi la frontière française et emprunté une fraction quelconque du territoire (Cass. cr., 5 février 1915, *loc. cit.*).

(1) *Traité des marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale*, n° 309.

APPENDICE II

De quelques lois spéciales relatives aux indications de provenance

§ 1^{er}. — Loi du 1^{er} février 1899

386. *Son objet.* — Des lois spéciales ont édicté l'indication obligatoire d'origine à l'importation sur certains produits. C'est ainsi que la loi du 1^{er} février 1899 portant modification au tableau A annexé à la loi des douanes du 11 janvier 1899, allant plus loin que les dispositions législatives antérieures qui se bornaient à interdire, sur les marchandises importées de l'étranger, de fausses indications de provenance française, mais sans exiger que les marchandises fussent revêtues d'un signe ou d'une marque indicatrice de leur pays d'origine, a disposé dans son art. 2 que : « sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous les vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile indicatrice du pays d'origine ».

Une circulaire de la direction générale des douanes, en date du 6 février 1899, a précisé que la loi atteint tous les vins introduits en France mais ne s'applique pas aux vins expédiés directement d'un pays étranger dans un autre pays étranger sans rompre charge, et que l'absence d'indication de provenance ne constitue ni une infraction au droit commun, ni une contravention fiscale. Elle oblige simplement l'administration des douanes à s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'à l'apposition de la marque exigée par l'art. 2.

C'est une solution différente de celle donnée par la loi de 1892 en vertu de laquelle, le seul fait de l'introduction de la marchandise prohibée, entraîne la confiscation.

Dans la pratique, l'art. 2 a soulevé d'assez graves difficultés relatives, notamment, à l'application de la marque d'origine indélébile, aussi l'administration des douanes a-t-

elle renoncé à son emploi pour se contenter d'une empreinte à l'huile qui d'ailleurs peut facilement être placée.

D'autre part, la loi de 1899 étant un texte douanier, l'inscription n'est vérifiable qu'à son entrée en France et dès que les marchandises ont pénétré sur notre sol, rien n'est plus aisé que d'effacer la mention d'origine étrangère.

Enfin, aucune sanction n'a été prévue, la douane n'a aucune qualité pour saisir, elle ne peut que s'opposer à l'enlèvement des récipients ne portant pas les inscriptions prévues par la loi du 1899.

Pratiquement cette disposition de la loi s'est révélée impuissante.

§ 2. — *Loi du 11 juillet 1906*

387. *Son objet.* — Dans ses dix articles, la loi du 11 juillet 1906 a réglementé avec soin l'introduction en France, l'admission à l'entrepôt, au transit et à la circulation, des conserves de sardines, de légumes et de prunes étrangères destinées à la consommation. Leur vente, leur mise en vente, leur détention pour un usage commercial, ont fait l'objet de prescriptions impératives qui ont pour but de protéger les produits français contre une fraude très fréquente consistant soit à importer en France des conserves toutes préparées de provenance étrangère, revêtues d'indications de nature à faire croire qu'elles ont été fabriquées en France, soit à introduire des produits, que l'on change de boîtes en France et que l'on vend comme produits français.

Remarquons que la loi ne s'applique qu'aux conserves de sardines, aux légumes conservés par un procédé quelconque dans leur jus ou au naturel, mais non aux légumes confits dans le sel ou la saumure, dans l'huile ou le vinaigre, dès l'instant qu'ils sont déclarés comme épices préparés, et acquittent les droits prescrits au n° 314 du tarif.

Elle n'est pas davantage applicable aux conserves de fruits, de mollusques, de crustacés, de viandes, de gibiers et de volailles, même mélangés avec des légumes. Par

contre, elle vise expressément les conserves de prunes étrangères fraîches ou sèches.

388. *De la mention obligatoire.* — La loi de 1906 impose l'obligation de la désignation du pays d'origine sur chaque récipient contenant les marchandises, par estampage en relief ou en creux « en caractères latins bien apparents, d'au moins quatre millimètres, au milieu du couvercle ou du fond et sur une partie ne portant aucune impression ».

La même indication devra être également inscrite en lettres adhérentes sur les caisses et emballages servant aux expéditions.

389. *De la sanction de la mention obligatoire.* — La sanction de cette disposition est l'interdiction à l'entrée, à l'entrepôt, au transit ou à la circulation de toute conserve non munie de la mention prescrite.

L'art. 2 prohibe, en outre, à l'entrée et exclut du transit, de l'entrepôt et de la circulation, les boîtes de conserves de sardines étrangères d'un poids supérieur à 1 kilog. Cet article a pour but de réprimer la fraude consistant à faire pénétrer en France des grandes boîtes de conserves de sardines dont le contenu serait reporté dans des boîtes plus petites revêtues d'indications de provenance française.

390. *Des faits réprimés.* — Le législateur s'est efforcé de combler les lacunes des lois de 1824, 1892 (art. 15) et 1905, cette dernière, notamment, ne retenant le délit que lorsque la tromperie sur l'origine ou la nature a été la cause déterminante de la vente.

L'art. 3 du texte de 1906 prévoit quatre catégories d'infractions. Les trois premières visent des faits qui ne peuvent pas se produire sans intention coupable, le fait matériel est tel que la volonté de sa perpétration abolit l'excuse de la bonne foi.

Il y a présomption de fraude en cas d'introduction, de mise en entrepôt ou en transit des produits munis de fausses indications, d'altérations, substitutions ou fausses appositions sur des récipients, de logement d'un produit dans un récipient portant une indication mensongère.

Au contraire en cas de vente ou de mise en vente, la loi punit seulement « ceux qui sciemment » auront agi. La loi

paraît, par opposition, avoir établi dans ce cas, une présomption de bonne foi, le poursuivant devra rapporter la preuve de l'intention frauduleuse du vendeur.

Un arrêt de la Cour de Paris du 9 février 1917 (Ann. 1920-91) a considéré que la protection contre la fraude étrangère voulue par les lois des 11 juillet 1906 et 28 février 1913 serait inefficace si les formalités matérielles exigées pour l'introduction des marchandises en France pouvaient n'être pas strictement observées et qu'il était, dans la nature des prescriptions relatives à l'indication de la provenance, que le seul fait matériel de l'inobservation constituât l'infraction ; que celle-ci est donc une contravention n'ayant pas pour élément nécessaire l'intention frauduleuse, ni la mauvaise foi.

Une innovation intéressante de la loi de 1906 consiste dans l'assimilation pour les délits de la 1^{re} catégorie, d'après la distinction que nous en avons faite plus haut : introduction, mise en entrepôt ou en transit de produits munis d'une fausse indication d'origine, altération, substitution, fausse apposition sur des récipients, logement d'un produit dans un récipient revêtu d'une indication mensongère, de la tentative à la consommation.

391. *Constatation des infractions.* — L'art. 5 énumère les agents qualifiés pour la constatation des contraventions, ce sont : les officiers de police judiciaire et tous les agents de la force publique, des contributions indirectes, des octrois, des postes et des douanes, lors de l'importation en France. Ils pourront opérer dans tous les locaux ouverts au public.

392. *De l'exercice de l'action.* — Aux termes de l'art. 6 les actions résultant de la loi peuvent être exercées par :

1^o Le ministère public, soit d'office, soit sur plainte de l'intéressé.

2^o L'ayant droit à un nom de pays, de région ou de localité.

3^o Les syndicats professionnels régulièrement constitués représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude,

40. L'acheteur ou le consommateur et en général tous ceux qui peuvent justifier d'un intérêt né ou actuel.

La loi a libéralement ouvert le droit d'action à tous.

393. *De la procédure.* — L'art. 7 permet à tout intéressé de faire procéder à la description détaillée, avec ou sans saisie, des marchandises introduites en France ou revêtues de marques, étiquettes ou mentions françaises en contravention avec les dispositions de la loi, ce qui empêchera le fraudeur de tirer parti de ses marchandises dès le début de l'instance.

Il autorise également la saisie de « tous prospectus, circulaires, annonces, papiers de commerce quelconques, rédigés de manière à tromper sur la provenance des produits mis en vente ».

Pour les descriptions, saisies et pour l'exercice des actions, les intéressés devront observer les formes, conditions et délais déterminés par les art. 17 et 18 de la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce.

394. *Des pénalités.* — C'est à l'art. 3 que figure la peine applicable en cas d'infraction aux dispositions de la loi de 1906. Elle consiste dans une amende de 100 à 2.000 francs.

L'art. 4 décide, qu'en cas de récidive, c'est-à-dire que lorsque dans les cinq années précédentes, le prévenu aura été frappé d'une condamnation en vertu de la présente loi ou des lois des 28 juillet 1824, 23 juin 1857 et 11 janvier 1892, le tribunal pourra élever au double le maximum de l'amende et prononcer, en outre, contre le délinquant, une peine d'emprisonnement d'un mois à un an.

Enfin, aux termes de l'art. 8, le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il détermine et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux français ou étrangers qu'il désigne.

Il peut, en outre, et c'est là une sanction efficace, ordonner la confiscation des produits frauduleux.

395. *Des circonstances atténuantes.* — L'art. 9 dispose que l'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes et la loi du 26 mai 1891 sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

§ 3. — *Loi du 28 juin 1913*

396. *Son objet.* — La loi du 28 juin 1913 qui ne comprend que deux articles très courts a étendu les dispositions de la loi du 11 juillet 1906 à toutes les conserves étrangères.

§ 4. — *Loi du 15 juillet 1921*

397. *Son objet.* — La loi du 15 juillet 1921 a réglementé l'emploi du terme « miel » et conditionné la vente de ce produit en France. Aux termes de l'art. 1^{er} de la loi, le produit naturel des abeilles peut seul être désigné sous le nom de miel ; l'expression « miel de fantaisie » ou toute autre appellation similaire est interdite.

L'art. 2 dispose que la vente en France, sous l'une de ces dernières dénominations, de tout produit qui ne serait pas reconnu « miel » doit entraîner l'application des peines prévues par la loi sur les fraudes alimentaires du 1^{er} août 1905.

Enfin l'art. 3 déclare que la présente loi ne sera applicable aux produits entreposés chez les détaillants que trois mois après sa promulgation.

§ 5. — *Décret du 1^{er} juillet 1922*

398. *Son objet.* — Un décret du 1^{er} juillet 1922, rendu par application de l'art. 12 de la loi du 6 mai 1919, instituant un contrôle quantitatif chez les négociants en gros faisant le commerce des vins, vins doux naturels, vins de liqueur et eaux-de-vie, qui porte dans son dernier alinéa : « les dispositions prévues au présent article pourront par décret soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises » a étendu aux produits portugais, les garanties résultant des mesures de contrôle prévues audit article.

Une circulaire du Ministre de l'agriculture en date du 1^{er} septembre 1922 aux inspecteurs divisionnaires et départ-

tements de la répression des fraudes, relative à l'application du décret du 1^{er} juillet 1922, a précisé à l'occasion de sa mise en vigueur le point de vue de l'administration au regard de l'emploi des appellations « Porto français » et « Madère français ». « On doit considérer, dit la circulaire, qu'aucun doute ne peut subsister sur le caractère des dénominations géographiques « Porto » et « Madère » après la mesure qui vient d'être prise en leur faveur. Ces appellations constituent des appellations d'origine de produits vinicoles, maintes fois reconnues par la jurisprudence et définies et protégées par la législation portugaise ».

« Comme telles, elles ne peuvent être prises dans un sens générique, aux termes de l'art. 10 de la loi du 6 mai 1919 ».

« Il résulte de ce qui précède qu'aucun produit ne pouvant être légitimement dénommé « Porto français » ou « Madère français », la mention ainsi faite des mots « Porto » et « Madère » dans la désignation des produits, autres que les vins de la région de Porto et de l'île de Madère doit être considérée comme une indication susceptible de créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur sur la nature du produit mis en vente et comme constituant l'apposition sur un produit, d'une appellation d'origine que l'on savait inexacte ».

TITRE III

Lois qui répriment les fraudes et tromperies et réglementent le commerce et l'industrie

CHAPITRE PREMIER

Loi du 1^{er} août 1905

SECTION I. — Son objet

399. *De la tromperie sur la nature de la marchandise.*

— En tête de ces lois nous retrouvons la loi du 1^{er} août 1905, modifiée par les lois des 5 août 1908 et 28 juillet 1912 dont l'art. 6 a été complété par une loi du 20 mars 1919.

Nous avons déjà vu les dispositions spéciales de cette loi en ce qui concerne les désignations d'espèce et d'origine qui peuvent être considérées comme un heureux incident de sa rédaction.

Comme le proclame son titre « loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles » elle tend, avant tout, à établir la loyauté dans les transactions commerciales entre acheteurs et vendeurs.

D'une manière générale, elle réprime les fraudes destinées à tromper l'acheteur « soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises soit sur la quantité de choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée au contrat ».

Cette loi présente l'inconvénient de ne s'appliquer que s'il y a un acheteur puisque, ce qu'elle vise d'après son titre, c'est la fraude dans la vente des marchandises et c'est

d'après son texte même « quiconque aura trompé ou tenté de tromper l'acheteur ».

En présence des termes de la loi, trop souvent les parquets ont refusé de poursuivre les délinquants quand il y avait seulement mise en vente. Cependant aujourd'hui, d'une manière générale, la jurisprudence l'a interprétée largement et a considéré qu'il y avait tentative de tromperie par la seule mise en vente qui établit d'une façon très nette la mauvaise foi du commerçant (Trib. corr. Seine, 28 février 1913, *Gaz. Trib.*, 29 avril 1913, *Le Droit*, 4 mai 1913).

Citons en ce sens un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 5 mars 1921 (Ann. 1921-283) qui décide que le délit est définitivement consommé par le seul fait de l'apposition sur une boisson mise en vente, d'une désignation équivoque susceptible de créer, dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature du produit.

En tous cas, l'art. 8, al. 2 et 3 de la loi du 23 juin 1857 sur les marques, qui punit l'usage de marques propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit, qu'elle soit déposée ou non, permet d'atteindre les fraudes les plus graves commises au moyen de marques, avant même la mise en vente, et d'obtenir la radiation des marques trompeuses.

La loi du 1^{er} août 1905, avons-nous dit, réprime la fraude sur la nature des marchandises, et il est regrettable qu'un arrêt de la Cour de Paris (9^e Ch., 18 janvier 1913, Ann. 1919, 1, 72) ait estimé que le fait de vendre des conserves de « sprats » sous la dénomination « d'anchois de Norvège » ne constituait pas une tromperie sur la nature de la marchandise vendue. Il a été jugé que ces conserves étant depuis longtemps connues dans le commerce sous cette dénomination, la bonne foi du vendeur était manifeste.

D'autre part, un arrêt de la même Cour du 15 novembre 1913 (Ann. 1919, I, 73) a estimé que le mot générique « clupes » s'appliquait aussi bien aux sardines qu'aux sprats, harengs, aloses ou anchois.

Il n'y a donc pas tromperie sur la nature de la chose

vendue dans le fait d'annoncer des « sprats » sous le nom de « clupes ». Peu importe l'exacte dénomination scientifique d'un produit bien connu de l'acheteur et recherché par lui sous le nom qui lui est donné communément.

Les deux arrêts des 18 janvier et 15 novembre 1913 manifestent une indulgence à laquelle jusqu'alors la jurisprudence française n'était pas accoutumée (V. not. Trib. de comm. de la Seine, 9 décembre 1908 et C. de Paris, 13 mai 1910, Ann. 1910, I, 216).

A notre avis, le fait de désigner un produit par un nom autre que le sien, alors même que cet usage est accepté par le public, constitue bien la tromperie sur la nature de la marchandise et il a été jugé à bon droit que l'appellation « Sels de Vittel », donnée à des sels qui ne sont pas extraits de Vittel et n'en contiennent pas même les éléments spécifiques, constitue le délit de tromperie sur la nature de la marchandise et celui d'usurpation de nom (Cass. cr., 3 mai 1913 ; C. Rouen, 10 juillet 1913, Ann. 1914, I, 38).

Quant à la tromperie sur les qualités substantielles ou sur la teneur en principes utiles de la marchandise, elle n'existe pas et, en conséquence, il ne saurait y avoir délit, lorsque le contractant n'a pu ignorer la nature, la composition, et la teneur en principes utiles des produits dont il se faisait ensuite le revendeur.

Il en est ainsi notamment lorsque les factures envoyées avec les produits portent comme indication apparente et très nette la mention suivante : « cristal savon », produit pour le blanchiment, de 40 à 50 0/0 de sulfate de soude, marque déposée, titrant de 28 à 32° en carbonate de soude, et que ledit produit était, du reste, expédié dans des sacs portant des étiquettes avec la mention « cristal savon », la dénomination « cristal savon » accompagnée des indications alcalimétriques ci-dessus indiquées ne pouvant avoir, en aucune façon, pour le contractant, un caractère vague et équivoque de nature à créer une confusion dans son esprit (Trib. corr. Seine, 8^e Ch., 5 novembre 1913 ; *La Loi*, 20 novembre 1913 ; *Mon. jud. Lyon*, 22 janvier 1914).

Mais le délit de tromperie sur les qualités substantielles

de la marchandise vendue est, à bon droit, retenu à la charge du prévenu qui a livré une eau de table n'ayant pas les qualités substantielles qu'il lui attribuait (Cass. cr., 3 avril 1919 ; *Gaz. Trib.*, 14 octobre 1919).

Enfin livrer à l'acheteur qui demande des produits d'une maison déterminée, les produits d'une autre maison, constitue la tromperie sur l'identité de la chose vendue réprimée par l'art. 1^{er}, al. 3, de la loi du 1^{er} août 1905 (Trib. civ. Seine, 7 août 1908, Ann. 1921-366).

Livrer une marchandise qui n'est pas identique à celle demandée, c'est également tromper sur l'identité ; par exemple, livrer de la graisse alimentaire au lieu de saindoux c'est bien livrer une marchandise autre que la chose déterminée, qui a fait l'objet du contrat (Cass. cr., 16 janvier 1909, *Gaz. Pal.*, 7-8 mars 1909).

Le jugement ci-dessus a, de même, estimé que le fait de vendre un produit d'une maison, au lieu du produit réclamé d'une autre maison, constitue la tromperie sur l'identité. L'art. 1^{er}, al. 3, de la loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises permet ainsi d'atteindre la fraude qu'on appelle couramment la « substitution des marchandises ».

400. *De la falsification des denrées corrompues et des faux poids.* — La loi de 1905 ne réprime pas seulement les fraudes destinées à tromper l'acheteur « soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises, soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat » elle est encore une loi d'hygiène alimentaire et punit aux termes de son art. 3 :

1^o Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons ou des produits agricoles ou naturels destinées à être vendus.

2^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être corrompus ou toxiques.

3^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées.

4^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, connaissant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

D'autre part, aux termes de l'article 4, la simple détention, sans motif légitime, par le commerçant de ces produits falsifiés, corrompus ou toxiques et des produits destinés à leur falsification constitue l'infraction.

Il a été jugé que le fait de vendre sciemment des denrées alimentaires avariées et impropres à la consommation constitue les éléments caractéristiques du délit prévu par le paragraphe 2 de la loi du 1^{er} août 1905.

La circonstance, d'après laquelle l'acheteur aurait été prévenu de l'état de la marchandise, est exclusive du délit de tromperie prévu par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, mais est indifférente lorsqu'il s'agit de l'application du paragraphe 2 de l'art. 3 de la même loi édicté dans un intérêt de salubrité publique et conçu en termes généraux et absolus (Cass. cr., 30 janvier 1920, *Gaz. Pal.*, 20 février 1920).

D'autre part, le dit article considère comme une circonstance aggravante, et par là même devant amener une sanction plus sévère, le fait de la nocivité pour l'homme ou les animaux des substances falsifiées ou corrompues.

Il y a lieu de remarquer, toutefois, qu'aux termes exprès du dernier alinéa de l'art. 3, les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits et légumes frais fermentés ou corrompus.

L'art. 4 de la loi de 1905 a complété ces dispositions protectrices de l'acheteur et de la loyauté des transactions commerciales par l'établissement de sanctions sévères contre « ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, maisons ou voitures servant à leur commerce, dans leurs ateliers, chais, étables, lieux de fabrication, contenant en vue de la vente,

des produits visés par la présente loi, ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leur dépendances, dans les gares, dans les halles, foires et marchés, soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises. . . . ».

Enfin l'art. 4 complété de la loi du 1^{er} août 1905 dispose, sous peine de sanction, l'obligation pour tout vendeur ou détenteur de produits destinés à la préparation et à la conservation des boissons, de porter sur une étiquette, l'indication des éléments entrant dans leur composition et « la proportion de ces éléments dont l'emploi n'est admis par les lois et règlements en vigueur qu'à des doses limitées ».

401. *Du rôle des règlements d'administration publique.* — L'art. 11 dispose qu'il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la loi, notamment, en ce qui concerne la vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la loi.

Les inscriptions indiquant, soit la composition des marchandises que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages, sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie, de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente.

La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits, conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation.

Enfin, l'art. 11 édicte qu'il sera également statué par des règlements d'administration publique sur les formalités des prélèvements d'échantillons et des saisies ainsi que sur celles relatives aux expertises contradictoires sur les marchandises suspectes, sur le choix des méthodes d'analyses et relativement aux autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions.

402. *Des prélèvements.* — Pour s'assurer de la qualité

des marchandises mises en vente des prélèvements sont indispensables, aussi la loi du 28 juillet 1912, dans un alinéa incorporé à l'art. 11 de la loi de 1905, a-t-elle décidé que dans les lieux ouverts au public et sur la voie publique, des saisies pourront être faites en vertu d'une autorisation judiciaire. Dans le cas de flagrant délit de falsification ou dans celui où les produits auront été reconnus corrompus ou toxiques, la saisie aura lieu de plein droit.

Aux termes de cette même loi, dans les locaux particuliers appartenant à des personnes non patentées ou occupés par des exploitants non patentés, les prélèvements et les saisies ne pourront être effectuées, contre la volonté de ces personnes, qu'en vertu d'une ordonnance du juge de paix du canton. D'ailleurs, ils ne pourront être opérés que sur des produits destinés à la vente.

L'art. 12 a eu le soin de spécifier que toutes les expertises seront contradictoires et que le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur au jour du prélèvement.

Il y a lieu de remarquer, d'ailleurs, que les art. 11 et 12 ne prescrivent pas l'expertise contradictoire comme moyen unique de preuve du délit, à l'exclusion des autres preuves de droit commun.

C'est ainsi que, lorsque l'état de corruption d'une marchandise est attesté par des témoins et confirmé par le vétérinaire sanitaire, une expertise est inutile (Cass. cr., 30 janvier 1920, *Gaz. Pal.*, 20 février 1920).

SECTION II. — Du droit d'action

403. *De l'action publique.* — L'action publique est, suivant le droit commun, exercée par le parquet, mais l'art. 8 dans une disposition originale précise que, « toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes ».

En principe, les tribunaux de répression ne sont pas liés par les textes de lois invoqués par le ministère public et ils doivent prononcer une condamnation lorsque le fait

qu'ils déclarent établi à la charge du prévenu est réprimé par une disposition légale. Si l'art. 8 de la loi du 1^{er} août 1905 interdit de substituer à une qualification prévue par cette loi, une qualification prévue par une autre loi, il n'en est pas de même quand les différentes dispositions successivement visées sont contenues dans la loi du 1^{er} août 1905 (Cass. cr., 3 avril 1919, *Gaz. Trib.*, 14 octobre 1919).

404. *Du droit des syndicats.* — Par une innovation intéressante, l'art. 2 de la loi du 5 août 1908 modifiant l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905, a ajouté à cette loi un article relatif aux syndicats professionnels aux termes duquel « tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer les droits reconnus à la partie civile par le Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil ».

SECTION III. — Des pénalités

405. — La loi de 1905 est très répressive et les différents faits de fraudes sont punis par des peines élevées mais variables suivant la nature du délit.

Examinons rapidement les pénalités qui s'appliquent aux différentes infractions commises :

Les infractions prévues à l'art. 1^{er}, tromperie ou tentative de tromperie sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises, sur leur espèce ou leur origine lorsque la fausse désignation devra être considérée comme la cause principale de la vente.

Sur la quantité des marchandises vendues ou sur leur identité, seront punies d'un emprisonnement de trois mois

au moins et d'un an au plus et d'une amende de 100 francs à 5.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si le délit ou la tentative de délit ont été commis à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux et inexacts, soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement, la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations, soit enfin à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte, il y a, dans ces manœuvres frauduleuses, une circonstance aggravante qui permettra de porter la peine de l'emprisonnement à deux années (art. 2).

Les infractions prévues à l'art. 3 sont punies des peines portées à l'art. 1^{er}. De plus, ce même article 3 considère avec raison, comme une circonstance aggravante, le fait de la toxicité ou de la nocivité de la substance falsifiée ou corrompue et de la substance médicamenteuse falsifiée pour la santé de l'homme et des animaux. Dans ces derniers cas, l'emprisonnement devra être appliqué, il devient obligatoire pour le juge. Il sera de trois mois à deux ans et la peine d'amende de 500 à 10.000 francs.

Ces peines sont d'ailleurs applicables au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Toutefois, nous avons vu que les dispositions de l'art. 3 ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

Les infractions commises contrairement aux dispositions de l'art. 4 sont punies d'une amende de 50 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si la substance falsifiée ou corrompue et la substance médicamenteuse détenues sont nuisibles à la santé de l'homme et des animaux ou bien toxiques, la peine de l'emprisonnement devra être appliquée. Dans ce cas, il sera de trois mois à un an et l'amende de 100 à 5.000 francs.

La sanction des infractions aux règlements d'adminis-

tration publique pris en vertu de l'art. 11 pour l'exécution de la loi consiste en une amende de 16 à 50 francs.

L'art. 9 modifié par l'art. 128 de la loi de finances du 31 décembre 1921 règle la répartition des diverses amendes prononcées en vertu de la loi de 1905.

Nous n'avons pas à examiner le détail de ces affectations.

406. *De la confiscation.* — L'art. 6 édicte, comme peine accessoire, la confiscation des objets dont la vente, l'usage ou la détention constituent le délit, à la condition qu'ils appartiennent encore aux vendeurs ou détenteurs.

Quant aux poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, ils devront aussi être confisqués et de plus, ils seront brisés.

Si les objets confisqués sont encore utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour leur attribution aux établissements d'assistance publique. S'ils sont inutilisables ou nuisibles, ils seront détruits ou répandus aux frais du condamné. Le tribunal peut même ordonner que cette destruction ou effusion ait lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

407. *De l'affichage.* — On peut considérer également comme une peine complémentaire, la disposition de l'art. 7 relative à la publication intégrale ou par extrait dans les journaux désignés à cet effet du jugement de condamnation et à son affichage dans les lieux mentionnés par celui-ci.

L'affichage pourra avoir lieu notamment « aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue ».

De plus, aux termes du même article, le tribunal devra fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu, sans que sa durée puisse excéder 7 jours.

Le dernier alinéa de l'art. 7 prend le soin de préciser que lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, dans le cas de suppression, dissimulation ou lacération totale ou partielle des affiches ordon-

nées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Quand ces faits (suppression, dissimulation, laceration) auront été accomplis volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, ils entraîneront une peine d'amende de 50 à 1.000 francs.

408. *De la récidive.* — L'art. 5 donne l'énumération des cas de récidive. Ils ne proviennent pas tous d'une infraction renouvelée aux dispositions de la loi de 1905. Aux termes du dit article « Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

1^o Des engrais (loi du 4 février 1888).

2^o (Loi du 15 juillet 1907) « des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 6 août 1905, 29 juin 1907) ».

3^o Des sérums thérapeuthiques (loi du 25 avril 1895).

4^o Des beurres (loi du 16 avril 1897).

5^o De la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902).

6^o Des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7 ; loi du 31 mars 1903, art. 32).

Aura dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées ».

La récidive dans l'année de la condamnation d'une infraction relative aux prescriptions des règlements d'administration publique pris en vertu de l'art. 11 sera punie d'une amende de 50 à 500 francs.

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de 500 francs à 1.000 francs et un emprisonnement de 6 à 15 jours pourra être prononcé.

409. *Des circonstances atténuantes.* — L'art. 8 déclare

applicable, même au cas de récidive, l'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes qui permet de descendre d'un degré dans l'échelle des peines. Le tribunal, en cas d'admission de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

410. *Du sursis.* — En vue d'assurer une répression plus énergique des fraudes, le législateur a décidé expressément dans l'art. 8, que le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

SECTION IV. — Textes abrogés

411. — La loi de 1905 a abrogé expressément dans son art. 14, l'art. 423, le paragraphe 2 de l'art. 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons; néanmoins les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées.

SECTION V. — Extension des pénalités de la loi de 1905 à d'autres lois

412. — L'art. 15 a étendu avec raison, les pénalités de la loi de 1905 et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Il est logique, en effet, que ces lois qui ont pour objet d'assurer la loyauté dans les transactions des marchandises aient toutes la même sanction.

Les pénalités de la loi de 1905 se sont donc substituées,

en les abrogeant, aux pénalités et dispositions de l'art. 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes des dites lois, notamment dans les :

Art. 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués.

Art. 1^{er} et 2 de la loi du 24 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais.

Art. 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins.

Art. 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente des sérums thérapeutiques.

Art. 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés.

Art. 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et dans la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les art. 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les art. 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

SECTION VI. — Du service de la répression des fraudes

413. *Son objet.* — Pour que les dispositions de la loi de 1905 fussent efficaces, il fallait organiser un service de la répression des fraudes. La loi s'est bornée à dire : « il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi notamment en ce qui concerne »

3^o Les formalités prescrites pour opérer, dans les lieux énumérés à l'art. 4 de la présente loi, des prélèvements d'échantillons et des saisies ainsi que pour procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes.

4^o Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir

la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification.

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport ».

C'est par application de ces dispositions que fut rendu le décret du 31 juillet 1906 aujourd'hui abrogé et remplacé par le décret du 22 janvier 1919.

Mentionnons dans cet ordre d'idées l'art. 75 de la loi de finances du 30 septembre 1907 créant un service de la répression des fraudes au Ministère de l'agriculture.

La loi du 12 janvier 1909 instituant des vétérinaires départementaux.

L'art. 65 de la loi de finances du 27 février 1912 sur l'agrément officiel d'agents syndicaux pour la répression des fraudes.

Le décret du 23 février 1915 organisant le service d'inspection de la répression des fraudes au Ministère de l'agriculture.

Enfin, le décret du 22 janvier 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 qui ne comprend pas moins de 5 titres et 39 articles relatifs au service de la recherche et de la constatation des fraudes, aux saisies et prélèvements d'échantillons, à l'analyse des échantillons prélevés, au fonctionnement de l'expertise contradictoire.

Quant au titre V, il est relatif à des dispositions diverses.

Nous ne saurions entrer dans le détail de cette réglementation administrative minutieuse qui sortirait du cadre de notre étude.

414. *Pénalités.* — Pour rendre plus efficace la répression des fraudes, l'art. 6 de la loi du 28 juillet 1912 modifié et complété par la loi du 20 mars 1919, rend passible des peines prévues par les art. 1^{er}, 5 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des peines prévues par les art. 209 et suivants du Code pénal : « quiconque aura mis les inspec-

teurs ou agents du service de la répression des fraudes dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions, soit en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt ou de vente, soit de toute autre manière ».

SECTION VII. — Des règlements d'administration publique
pris en exécution de la loi de 1905

415. *Observation générale.* — Les modalités d'application de la loi de 1905, nous l'avons déjà dit, ne pouvaient être déterminées que grâce à une abondante réglementation, aussi l'art. 11 portait qu'il serait statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'application de la loi.

Examinons rapidement, par ordre chronologique, ces décrets qui n'ont pas été touchés par l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919, en tant qu'ils ne concernent pas les appellations régionales.

416. *Décret du 11 mars 1908.* — Ce décret modifié par le décret du 20 juillet 1910 en ce qui concerne les graisses et huiles comestibles, régit l'emploi du mot « saindoux » et règle les conditions d'appellation des huiles notamment pour les huiles d'olives et de noix.

Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des huiles de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, les indications « propriétaire à », « oléiculteur à », « négociant à », « ou commerçant à » suivies d'un nom d'une région ou d'une localité dans laquelle elle ne possède ni propriété, ni culture, ni établissement commercial ou industriel.

D'autre part, restent formellement interdits les emballages, récipients, étiquettes, capsules, bouchons, papiers de commerce, enseignes, affiches, etc. . . . et l'emploi de toute indication ou signe susceptibles de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine du produit.

En outre, l'inscription portée sur les emballages ou réci-

pients doit mentionner soit le poids net ou le volume, soit le poids brut et la tare d'usage.

417. *Décrets du 28 juillet 1908.* — A la date du 28 juillet 1908 ont été rendus une série de décrets très complets réglementant la vente, la mise en vente et la détention des boissons, denrées, substances et produits, les inscriptions et les indications extérieures nécessaires pour assurer la loyauté des transactions commerciales.

417. A. *Décret du 28 juillet 1908 sur les liqueurs et sirops.* — Ce décret réglemente l'emploi des dénominations « liqueurs » et « sirops », l'emploi obligatoire du terme « fantaisie » ou de tout autre qualificatif pour les sirops dans la préparation desquels le glucose est substitué, même partiellement, au saccharose, les sirops additionnés d'acide tartrique autres que le sirop de grenadine, les sirops additionnés d'acide citrique autres que les sirops de citron, de lémon, d'orange ou de grenadine.

L'emploi de matières colorantes dans les sirops est permis, sous la réserve que l'usage de ces matières colorantes aît été déclaré licite par arrêtés pris de concert avec les Ministres de l'intérieur, aujourd'hui le Ministre de l'hygiène et de la prévoyance sociale et de l'agriculture.

Quand l'arôme des liqueurs ou sirops a été obtenu, même partiellement, par addition de produits chimiques, ces liqueurs et sirops doivent être désignés sous leur nom spécifique accompagné du qualificatif « artificiel ».

Le décret prévoit également l'apposition sur les récipients, dans les établissements où s'exerce le commerce de détail, d'une inscription indiquant la dénomination sous laquelle les sirops et liqueurs sont mis en vente.

417. B. *Décret du 28 juillet 1908 sur les vinaigres.* — Ce décret a réservé la dénomination « vinaigre » au produit obtenu par la fermentation acétique de boissons ou dilutions alcooliques et renfermant au moins 6 0/0 d'acide acétique.

Les appellations « vinaigre de vin », « vinaigre de cidre », « vinaigre de bière » sont réservées exclusivement aux produits provenant de la fermentation acétique du vin, du cidre ou de la bière.

L'adjonction d'un nom de localité ou de région viticole ne peut s'appliquer qu'à des vinaigres de vins. Le décret prohibe également l'emploi de certains acides pour la fabrication des vinaigres et autorise l'addition de substances destinées à les aromatiser et de colorants, sous la condition déjà citée pour les liqueurs et les sirops, et sous la réserve, dans ce dernier cas, que la dénomination employée soit accompagnée du qualificatif « coloré ».

On trouve ici encore, cette disposition commune à tous les décrets rendus par application de l'art. 11, portant obligation d'apposer sur les récipients, emballages, casiers, fûts, etc..., dans les établissements où s'exerce le commerce de détail, d'une inscription indiquant la dénomination sous laquelle les vinaigres sont mis en vente et interdisant l'emploi de toute indication ou signe capable de créer une confusion sur la nature ou l'origine du produit.

417. C. *Décret du 28 juillet 1908 sur les bières.* — Ce décret a réservé exclusivement la dénomination « bière » à la boisson obtenue par « la fermentation alcoolique d'un moût fabriqué avec du houblon et du malt d'orge pur ou associé à un poids au plus égal de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose ».

Ce même décret a réglementé également l'emploi de l'appellation « petite bière » et les opérations qui ne constituent pas des manipulations et des pratiques frauduleuses aux termes de la loi du 1^{er} août 1905.

417. D. *Décret du 28 juillet 1908 sur les cidres et poirés.* — Ce décret a réservé la dénomination « cidre » à la boisson provenant exclusivement de la fermentation du jus de pommes fraîches extrait, avec ou sans addition d'eau potable.

La dénomination « poiré » est réservée exclusivement à la fermentation du jus de poires fraîches extrait, avec ou sans addition d'eau potable, et d'une certaine teneur alcoolique et chimique.

Le décret réglemente également les appellations « petit cidre », « petit poiré », « cidre pur jus », « cidre pur poiré ».

Il énumère, en outre, les pratiques licites et les manipu-

lations frauduleuses qui ont pour objet de modifier la composition du cidre ou du poiré.

La dénomination « cidre mousseux » ou « poiré mousseux » est réservée au cidre ou au poiré dont l'effervescence résulte d'une prolongation de la fermentation alcoolique. Si l'effervescence est produite, même partiellement, par addition d'acide carbonique, le mot « mousseux » doit être accompagné du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif le différenciant du cidre ou du poiré mousseux ordinaire.

418. *Décret du 19 décembre 1910.* — Ce décret relatif aux produits de la sucrerie, de la confiserie ou de la chocolaterie et qui ne comprend pas moins de 31 articles, a réglementé la composition et la dénomination des sucres : raffiné, blanc cristallisé, sucre de bas titrage, roux. Il a réglementé également les dénominations « cassonade », « candi » ou « maillettes », « vergeoise », « bâtarde », « mélasse », la dénomination et la composition du sucre interverti.

Le titre II du décret concerne la confiserie, les fruits confits, pâtes de fruits et sucrerie.

Le titre III vise les confitures, gelées et marmelades.

Le titre IV est relatif aux cacaos et chocolats.

Quant au titre V, il est consacré aux sucres de réglisse.

419. *Décret du 2 mai 1911 relatif aux hydromels.* — Ce décret dispose qu'« aucune boisson ne peut être détenue, transportée en vue de la vente, mise en vente, ou vendue sous le nom d'hydromel que si elle provient exclusivement de la fermentation d'une solution de miel dans l'eau potable » et l'art. 2 a pris soin d'énumérer les opérations ayant pour objet la préparation régulière ou la conservation de l'hydromel, qui ne peuvent pas être considérées comme des manipulations ou pratiques frauduleuses.

420. *Décret du 15 avril 1912 sur les denrées alimentaires.* — Le décret du 15 avril 1912 sur les denrées alimentaires et spécialement sur les viandes, produits de la charcuterie, fruits, légumes, poissons et conserves alimentaires a, dans des dispositions générales, édicté toute une série de prohibitions, telles que l'interdiction de vendre, de mettre en vente toutes marchandises et denrées destinées à l'alimentation, additionnées de produits chimiques et de matières

colorantes, à moins que leur emploi n'ait été déclaré licite.

Il a également établi des règles hygiéniques relatives aux emballages.

L'art. 8 a réglé l'emploi des dénominations « andouilles », « andouillettes », « boudins », « galantine », « fromage de tête », « hure », « chair à saucisses », « farce à saucisses », « saucisson », « cervelas » et la composition de ces comestibles.

L'art. 9 est relatif aux appellations « foie gras », « terrine de foie gras », « pâté de foie gras » et toutes autres comprenant les mots « foie gras » et « pâté de foie ».

L'art. 10 est relatif aux dénominations « terrines et pâtés ».

Il est interdit également d'introduire dans tous ces produits, sauf certaines exceptions, des matières amylacées sans que la dénomination du produit ne soit suivie d'une mention faisant connaître cette addition à l'acheteur.

L'art. 13 est relatif aux conserves de tomates.

L'art. 14 concerne l'emploi des qualifications « concentré », « extrait », « réduit » dans les conserves de fruits et de légumes.

L'art. 15 interdit la détention, en vue de la vente ou de la mise en vente, des haricots dits de « Birmanie » quand ils contiennent à l'analyse plus de 20 milligrammes d'acide cyanhydrique pour 100 grammes de produit, les haricots ou pois dits de Java.

La même prohibition s'étend à tous les fruits et légumes soumis au « trempage » en vue de leur vente comme fruits et légumes frais.

L'art. 17 interdit de plus la détention en vue de la vente ou de la mise en vente, sous le nom de « sardines », de poissons frais ou conservés autres que « l'alosa pilchardus ». Cette interdiction s'applique également au « spratt ».

L'art. 18 est relatif à la qualification « pure » de l'huile dans laquelle le poisson est conservé.

421. *Arrêté du ministre de l'agriculture du 28 juin 1912.* — Cet arrêté est relatif à la coloration, à la conservation et à l'emballage des denrées alimentaires et des boissons.

422. *Décret du 19 août 1921.* — A cette longue énumération, il convient d'ajouter le décret du 19 août 1921 sur les vins, vins mousseux et eaux-de-vie que nous avons

déjà étudié dans ses dispositions relatives aux appellations d'origine. Nous n'avons plus à l'examiner ici qu'au point de vue de la réglementation qu'il impose relativement à la sincérité des produits mis en vente.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le nom de vin n'appartient qu'à une boisson provenant exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

Quant à la dénomination « vin doux », elle peut être employée pour désigner le moût de raisin frais en cours de fermentation destiné à la consommation.

L'art. 1^{er} donne, en outre, une énumération des vins impropres à la consommation.

L'art. 2 considère comme une tentative de tromperie ou une tromperie, les manipulations et pratiques qui auraient pour objet de modifier l'état naturel du vin en vue de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles du produit.

L'art. 3 énumère les manipulations et pratiques non frauduleuses qui ont uniquement pour objet la vinification ordinaire ou la conservation des vins.

L'art 8 du titre III, relatif aux eaux-de-vie, considère comme frauduleuses les manipulations et pratiques destinées à améliorer et bouqueter les eaux-de-vie naturelles en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine ou leur espèce et à donner à des spiritueux destinés à la consommation, sous quelque nom que ce soit, le caractère d'une eau-de-vie naturelle, en faussant les résultats de l'analyse.

D'autre part, il est interdit de transporter en vue de la vente, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des eaux-de-vie réduites au-dessous de 35° à moins que les récipients et emballages ne portent l'indication apparente de la richesse centésimale en alcool des eaux-de-vie qu'ils contiennent.

Enfin l'art. 10 dispose que « les récipients et emballages dans lesquels des produits destinés à la préparation et à la conservation des vins, vins mousseux et eaux-de-vie sont détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus, doivent être revêtus d'une étiquette portant l'indication des éléments entrant dans la composition du produit ».

423. *Décret du 17 janvier 1922.* — Le décret du 17 janvier 1922 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des eaux minérales naturelles et artificielles et des eaux de boisson, a réglementé le droit aux appellations « eau de source », « eau minérale », « eau gazeuse », « eau minérale artificielle ». Quant aux dénominations contenant le mot « gazéifié », elles sont réservées aux eaux potables rendues gazeuses par addition de gaz pur et dont la fabrication ne peut avoir lieu sans l'autorisation du Préfet du département.

L'art. 2 énumère les infractions qui constituent le délit prévu par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 : ce sont la vente et la mise en vente, de mauvaise foi, de bouteilles portant des indications propres à induire l'acheteur en erreur.

D'autre part, les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état d'une eau vendue sous une dénomination, dans le but de tromper l'acheteur, sont considérées comme frauduleuses.

Le décret vise également les inscriptions qui doivent être portées sur les récipients dans lesquels les eaux sont mises en vente ou détenues en vue de la mise en vente.

Enfin le décret prohibe formellement l'emploi de tout signe sur les récipients, emballages, étiquettes, factures et papiers de commerce de nature à créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur.

424. *Art. 413 du Code pénal.* — Mentionnons dans cet ordre d'idées, l'art. 413 du Code pénal qui punit d'une amende de 200 francs au moins et de 3.000 francs au plus et de la confiscation des marchandises, ces deux peines pouvant d'ailleurs être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances, toute violation des règlements d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication.

CHAPITRE II

Actes législatifs réglementant certaines industries et certains commerces

SECTION I. — Lois ayant pour objet de prévenir la fraude et de garantir le public

425. *Observation générale.* — Parmi les actes législatifs qui réglementent certaines industries et certains commerces que nous nous bornerons à citer, car la plupart de ces mesures n'appellent pas d'observations particulières, il convient de signaler particulièrement ceux qui ont pour but de proscrire la fraude et de garantir le public contre des abus et des dangers.

426. *Exercice illégal de la pharmacie.* — La législation sur l'exercice illégal de la pharmacie, comprenant la déclaration du 25 avril 1777 portant règlement sur les professions de la pharmacie et de l'épicerie à Paris, n'a été abrogée par la loi de l'an XI que dans les points sur lesquels cette loi a statué à nouveau.

La loi du 21 Germinal de l'an XI a été modifiée par les lois des 30 juin 1906 et 25 juin 1908.

427. *Sérums thérapeutiques.* — La loi du 25 avril 1895 est relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues.

428. *Substances vénéneuses.* — La loi du 12 juillet 1916 a modifié la loi du 19 juillet 1845 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses notamment de l'opium, de la morphine et de la cocaïne.

429. *Exercice illégal de la médecine.* — La loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine a abrogé les dispositions de la loi du 19 Ventôse an XI.

Le titre I^{er} de la loi de 1892 est relatif aux conditions d'exercice de la médecine ; le titre II est relatif aux condi-

tions d'exercice de la profession de dentiste ; le titre III à celles de la profession de sage-femme ; le titre IV détermine les conditions communes à l'exercice de la médecine, de l'art dentaire et de la profession de sage-femme ; le titre V est relatif à l'exercice illégal et aux pénalités.

430. *Fraude sur les engrais.* — La loi du 4 février 1888 abrogeant la loi du 27 juillet 1867 concerne la répression des fraudes dans le commerce des engrais.

431. *Fraudes dans le commerce des vins.* — Dans cet ordre d'idées, citons les lois des 14 août 1889 ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit ; 11 juillet 1891 tendant à réprimer la fraude dans la vente des vins ; 24 juillet 1894 complétant l'art. 1^{er} de la loi du 5 mai 1855 et relative aux fraudes commises dans la vente des vins (alcoolisation et mouillage) ; 6 avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels ; 6 août 1905 relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux ; 29 juin 1907 tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage ; 15 juillet 1907 concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux.

432. *Fraude sur les beurres.* — La loi du 16 avril 1897 vise la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine ; celle du 23 juillet 1907 a apporté quelques modifications à certaines dispositions de la loi du 16 avril 1897.

433. *Interdiction de l'emploi de la saccharine.* — Les art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902 ont interdit l'emploi de la saccharine.

434. *Textes relatifs aux sucres.* — Les art. 7 de la loi du 28 janvier 1903 et 32 de la loi du 31 mars 1903 sont relatifs aux sucres.

435. *Interdiction de l'absinthe et de ses similaires.* — La loi du 16 mars 1915 qui a interdit la fabrication, la vente ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires a été modifiée par la loi du 17 juillet 1922. Son art. 1^{er}

dispose « un décret fixera les caractères auxquels on reconnaîtra qu'un spiritueux doit être considéré comme liqueur similaire aux termes de la présente loi ». Le décret du 24 octobre 1922 l'a fait avec une telle minutie de détails, tenant compte de la saveur et de l'odeur dominantes, du trouble obtenu et qui ne doit disparaître que par l'effet d'expériences fort compliquées, qu'on se demande quels agents pourront être assez qualifiés pour verbaliser en pareille matière.

436. *Texte relatif aux brocanteurs.* — D'autres réglementations proviennent de textes dispersés et parfois d'anciennes ordonnances demeurées en vigueur relatives à l'exercice de certains métiers. La loi du 15 février 1898 qui a eu pour objet de mettre fin à la diversité de la réglementation antérieure sur la matière, astreint les brocanteurs à certaines obligations. Est considéré comme soumis à la loi « tout revendeur de vieux meubles, linges, hardes, bijoux, livres, vaisselles, armes, métaux, ferrailles et autres objets et marchandises de hasard, ou qui achète les mêmes marchandises neuves de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce » (Art 1^{er}).

La loi ne vise pas les commerçants patentés établis en boutique et exerçant des professions spéciales, telles que celle de bijoutier (Trib. corr. Seine, 15 janvier 1899, Dall., 1899, II, 149) qui vendent habituellement des marchandises neuves achetées par eux aux fabricants et marchands en gros et qui ne trafiquent qu'accidentellement sur les marchandises d'occasion.

437. *Serruriers.* — Aux termes de lettres patentes du 12 octobre 1650 non abrogées, les serruriers ne doivent faire aucune ouverture qu'en présence du maître de la maison, en laquelle ils ont été requis de se transporter ; ils ne doivent faire aucune clé que sur remise de la serrure ou d'une clé servant de modèle, la fabrication d'une clé sur modèle de cire, de terre ou autres patrons leur étant interdite, le tout sous peine d'amende et même de prison en cas de récidive.

438. *Du pouvoir réglementaire des maires et des préfets.* — Certains textes relatifs à l'exercice d'une profession

sont des conséquences du pouvoir réglementaire des maires et des préfets dans l'intérêt du bon ordre, de l'hygiène publique, du ravitaillement et pris dans la limite de leurs pouvoirs de police (Art. 97 de la loi municipale du 5 avril 1884).

439. *Bouchers.* — Le commerce de la boucherie est libre, sous la condition pour ceux qui l'exercent, de se conformer aux règlements de police. D'une façon générale, le maire peut prescrire, en ce qui concerne l'installation et la tenue des boucheries, toutes les mesures que réclame l'intérêt de la salubrité publique. Les professions de charcutier, tripiier, fondeur de suif sont soumises au même régime que celle de bouchers.

440. *Boulangers.* — La loi des 19-22 juillet 1791, à l'instar de l'édit de février 1776, avait réglementé minutieusement l'exercice du commerce de la boulangerie. Elle limitait, notamment, le nombre des boulangeries, elle rendait obligatoire, en outre, la déclaration des achats de farine et la nécessité d'un dépôt d'approvisionnement, etc.

Un règlement du 22 juin 1868 a rétabli la liberté de la boulangerie mais sans pouvoir abroger les textes anciens puisqu'un décret ne peut abroger une loi. La loi du 5 avril 1884, art. 168 a abrogé un grand nombre de dispositions antérieures. Parmi les mesures abrogées ne figure pas cet édit de 1776 et cette loi de 1791. Les municipalités ont donc le droit de taxer le prix du pain et de la viande, c'est une survivance des lois édictées par la Convention, dites du maximum, pour les denrées habituelles de consommation. Mais la persistance du droit pour les municipalités de limiter par la taxe le prix du pain ne leur donne pas la faculté d'en réglementer la vente (Cons. d'Etat, 31 juillet 1903, *Dall.* 1905, III, 9 ; *Sir.* 1906, III, 4).

Il convient de signaler en matière de réglementation du commerce de la boucherie et de la boulangerie, un arrêt récent de la Cour de cassation. Aux termes de l'art. 6 de l'édit de février de 1776, il est interdit aux bouchers et boulangers de cesser leur profession moins d'un an après la déclaration qu'ils sont tenus de faire en vue de cet abandon.

L'abrogation de cette disposition qui n'a pas été expressément faite, ne saurait résulter des décrets des 24 février 1858 et 22 juin 1868, le règlement de 1776 n'étant pas visé par les dits décrets. Le législateur de 1776 ayant entendu prévenir l'interruption imprévue de commerces nécessaires au ravitaillement de la population, il y a infraction quand la cessation du débit de la viande ou de la vente du pain se produit intentionnellement, sans observation des délais de préavis fixés par l'Edit (Cass. crim., 12 janvier 1923, Ann. 1923, I, 57).

441. *Débitants de boissons*. — La loi du 17 juillet 1880 abrogeant le décret du 29 décembre 1851, a réglé l'existence des cafés, cabarets et débits de boissons à consommer sur place. Elle exige, sous peine de 16 à 100 francs d'amende, une déclaration à l'autorité municipale 15 jours avant leur ouverture, 8 jours avant toute translation d'un lieu dans un autre et 15 jours avant tout changement de propriétaire ou de gérant. La loi édicte, en outre, certaines incapacités relatives à l'exercice de la profession de cabaretier.

Enfin, l'art. 9 de la loi de 1880 permet aux maires, les conseils municipaux entendus, et sans préjudicier aux droits acquis, de déterminer les distances auxquelles les établissements ne pourront être installés autour des édifices consacrés au culte ou à l'instruction ou autour des cimetières ou hospices.

SECTION II. — Lois réglementant certaines industries à raison de leur caractère

442. *Jeux de hasard*. — D'autres réglementations tiennent au caractère de l'entreprise.

L'art. 410 du Code pénal punit d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 100 à 6.000 francs, ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public. Sont également passibles de la même peine, le banquier de la maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des lote-

ries non autorisées par la loi et enfin tous administrateurs préposés et agents de cet établissement.

Dans tous les cas, l'art. 410 déclare obligatoire la confiscation des fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis en loterie, des meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, des meubles et des effets mobiliers dont les lieux sont garnis ou décorés.

Cet article du Code a été suivi de lois particulières : la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ; la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation ou le fonctionnement des courses de chevaux ; la loi du 1^{er} avril 1900 modifiant le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891 et la loi du 4 juin 1909 portant modification du premier paragraphe de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891.

La loi du 15 juin 1907, rendue par dérogation à l'art. 410 du Code pénal, réglemente le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatériques.

Aux termes de cette réglementation, la tenue des jeux de hasard n'est autorisée par l'autorité administrative que dans des circonstances déterminées.

443. *Prêts sur gages.* — L'art. 411 du Code pénal réglemente l'établissement et la tenue des maisons de prêts sur gages ou nantissements qui sont soumises à l'autorisation préalable et à des conditions particulières d'exploitation. Cet article édicte des pénalités sévères contre ceux qui contreviennent à ses dispositions.

444. *Magasins généraux.* — La négociation des marchandises entreposées dans les magasins généraux fait l'objet de dispositions spéciales.

Les magasins généraux, vastes locaux destinés à recevoir en dépôt les matières premières ou les marchandises fabriquées, voyaient, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 28 mai 1858, leur ouverture subordonnée à l'autorisation du Gouvernement donnée après avis des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des Arts et Manufactures.

Ils étaient placés sous la surveillance du Gouvernement.

La loi du 31 août 1870 a facilité leur ouverture en transférant au Préfet le droit d'autorisation.

445. *Des Warrants.* — Celui qui dépose des marchandises dans un magasin général reçoit deux titres détachés d'un registre à souche et réunis sur la même feuille de papier : un récépissé contenant les nom, prénoms et domicile du déposant et toutes indications propres à établir l'identité, la nature et la valeur de la marchandise; un warrant ou bulletin de gage contenant les mêmes indications.

Si le déposant endosse ces deux titres qui sont à ordre, au profit de la même personne, il lui confère, par là même, le droit de disposer des marchandises, il opère ainsi une véritable livraison; quant à l'endossement du warrant séparé du récépissé, il vaut constitution de gage (Art. 5, al. 2, loi du 28 mai 1858) qui a pour objet les marchandises mêmes représentées par le warrant. L'endossement du warrant est soumis à certaines formalités et le créancier auquel il a été remis peut l'endosser à son tour et céder ainsi ses droits à son propre créancier ou au banquier qui lui remet le montant de la créance garantie. Le warrant circule donc comme tout effet à ordre.

Quant aux droits du porteur de warrant, ils sont ceux de tout créancier gagiste : un droit de rétention, le droit de faire vendre les marchandises engagées, un privilège.

En cas de défaut de paiement à l'échéance, le porteur du warrant qui fait vendre les marchandises, n'a pas besoin d'autorisation de justice. La vente peut avoir lieu 8 jours après le protêt. La vente est opérée par les courtiers inscrits, elle se fait aux enchères dans les formes prescrites pour les ventes en gros.

Le porteur du récépissé, séparé du warrant, a le droit de disposer de la marchandise, mais en respectant le droit de gage du porteur du warrant. Tant que le porteur du warrant n'a pas été désintéressé, le porteur du récépissé ne peut obliger le directeur du magasin général à lui livrer la marchandise.

446. *Warrant agricole.* — La loi du 18 juillet 1898 qui a institué le warrant agricole a été abrogée et remplacée par une loi du 30 avril 1906, aux termes de laquelle, tout agri-

culteur, propriétaire, usufruitier ou simple fermier, peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux. Le bénéfice de la loi s'applique aussi aux ostréiculteurs (Art. 18).

Ici l'emprunteur peut conserver les choses sur lesquelles il emprunte dans les bâtiments ou sur les terres d'exploitation, ou en confier le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers convenus entre les parties. Le gage constitué par un fermier peut nuire au bailleur en lui primant son privilège. Aussi le bailleur peut-il s'opposer à la constitution du gage.

Le warrant agricole est délivré par le greffier du juge de paix du canton où se trouvent les objets à warranter. Il peut également être établi par les parties elles-mêmes mais, dans ce dernier cas, il n'est opposable aux tiers qu'après sa transcription au greffe de la justice de paix.

Le porteur d'un warrant agricole a le droit d'un créancier gagiste, à l'exception du droit de rétention, puisqu'il n'a pas la possession. Il a également les droits du porteur d'un titre à ordre. L'emprunteur, conservant les productions, est responsable et passible des peines de l'abus de confiance en cas de détournement, dissipation ou détérioration volontaire du gage, au préjudice de son créancier.

A défaut de paiement à l'échéance, le porteur d'un warrant agricole peut faire procéder par un officier ministériel à la vente publique aux enchères des produits engagés. Un protêt n'est pas exigible, il suffit simplement que l'emprunteur ait reçu préalablement avis par lettre recommandée.

447. *Warrant hôtelier.* — La loi du 8 août 1913 concerne le warrant hôtelier. Elle permet à tout exploitant d'hôtel, en empruntant, de constituer en gage, sans les déplacer, le mobilier commercial, le matériel et l'outillage servant à son exploitation et de créer un titre de gage à ordre qui ne peut porter que sur les éléments corporels du fonds de commerce, même devenus immeubles par destination (loi du 17 mars 1915) contrairement aux dispositions de l'article 2072 du Code civil.

L'utilité du warrant hôtelier semble contestable en présence de la loi du 17 mars 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce, qui permet à tout hôtelier, de constituer en gage son fonds, sans déplacement.

L'emprunteur est responsable des objets warrantés et les abus qu'il peut commettre sont punis des peines de l'abus de confiance comme pour le warrant agricole.

La fausse déclaration ou la constitution de warrant sur des objets dont on n'est pas propriétaire ou qui ont été donnés déjà en gage sont punissables des peines de l'escroquerie.

Enfin, la loi a prévu des mesures pour que les wariants hôteliers ne puissent pas nuire au privilège du bailleur, à condition bien entendu, que l'exploitant de l'hôtel ne soit ni propriétaire, ni usufruitier de l'immeuble dans lequel il exerce sa profession. Elle a cherché à concilier les droits du bailleur et ceux du prêteur.

La constitution de gage se fait dans chaque greffe du tribunal de commerce où il est tenu un registre à souches appelé à recevoir les déclarations.

La loi a prévu également la radiation, le renouvellement des warrants et la délivrance à tout prêteur, le cas échéant, d'un état des inscriptions.

A défaut de paiement à l'échéance, le créancier doit réclamer à nouveau son dû, par lettre recommandée adressée à l'emprunteur avec accusé de réception. Le prêteur jouit pour la réalisation du gage des mêmes droits que les créanciers auxquels un fonds de commerce a été constitué en gage (Loi du 17 mars 1909, art. 16 à 23).

Enfin la loi du 17 mars 1915 a déclaré nulles et non avenues, toutes les conventions contraires aux dispositions de la présente loi et « notamment toutes stipulations qui auraient pour effet de porter atteinte au droit des locataires d'instituer le warrant hôtelier ».

448. *Monts-de-Piété*. — Les monts-de-piété ou maisons de prêts sur nantissements, dont l'institution remonte à 1777, sont aujourd'hui sous le régime d'une loi organique du 24 juin 1851, aux termes de laquelle, ils sont institués comme établissements d'utilité publique, avec l'assentiment des conseils municipaux, par décret du Président de

la République. Les autres dispositions de la loi sont relatives à leur fonctionnement.

449. *Etablissements dangereux et insalubres.* — Nous nous dispenserons d'énumérer dans cette étude tous les commerces et industries qui ont été réglementés ou monopolisés, soit dans un intérêt général, soit dans un but simplement fiscal. Contentons-nous de signaler la loi du 19 décembre 1917, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes et le décret du 17 décembre 1918 portant règlement d'administration publique en exécution de l'art. 6 de la dite loi.

450. *Eaux minérales.* — La loi du 14 juillet 1856, complétée par la loi du 17 février 1883, qui règle la protection des eaux minérales et thermales, subordonne toute exploitation d'une source à une autorisation administrative. L'autorisation est donnée par le Ministre de l'Intérieur, sur l'avis des autorités locales et après reconnaissance par l'Académie de médecine des vertus thérapeutiques de l'eau. Les sources peuvent être déclarées d'intérêt public par décret en Conseil d'Etat. Cette déclaration entraîne une double conséquence : 1^o des servitudes sont imposées aux propriétés voisines de la source dans l'intérêt de sa conservation; 2^o la source peut être acquise par l'Etat par voie d'expropriation.

451. *Matières d'or et d'argent.* — La loi du 19 Brumaire an VI, relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, a été complétée par la loi du 25 janvier 1884 tendant à la création d'un 4^e titre sur les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation.

452. *Marché des valeurs publiques.* — Le Gouvernement, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 28 Ventôse an XI, peut seul établir des bourses de commerce.

Les opérations qui y sont faites sont réglées par les art. 72 et 76 du Code de commerce mais, en fait, elles se divisent en deux grandes catégories : celles qui portent sur les marchandises, assurances, etc..., et celles qui ont pour objet les valeurs mobilières et auxquelles on réserve habituellement le nom d'opérations de bourse.

Les intermédiaires par lesquels peuvent être faites ces différentes opérations sont des courtiers pour les marchandises et les agents de change pour les valeurs mobilières.

Les bourses de valeurs mobilières sont elles-mêmes de deux catégories, suivant qu'elles sont ou non munies d'un parquet.

Le résultat des négociations et des transactions qui s'opèrent en Bourse détermine le cours du change, des effets publics et autres valeurs mobilières. Ces divers cours sont constatés par les agents de change qui ont seuls le droit de faire des négociations d'effets publics et autres, susceptibles d'être cotés. Malgré les termes très généraux de l'art. 76 du Code de commerce, il est préférable de ne reconnaître leur monopole que pour les valeurs effectivement admises à la cote officielle.

C'est d'ailleurs l'opinion de la jurisprudence (Cass., 1^{er} juillet 1885, Sir. 1885, I, 257 ; Cass. req., 15 mai 1911, Dall. 1912, I, 270) qui paraît consacrée par la loi du 13 avril 1898.

Le monopole des agents de change, comme nous l'avons dit, souffre des exceptions et la jurisprudence admet (Cass., 7 septembre 1853, Sir. 1854, I, 117) que les notaires peuvent procéder à la vente des valeurs mobilières faisant partie de successions bénéficiaires ou vacantes.

L'immixtion dans les fonctions d'agent de change constitue un délit correctionnel passible d'une amende du sixième au plus et au moins du douzième du cautionnement (loi du 28 Ventôse an IX, art. 8).

La même peine frappe les banquiers et les négociants qui s'adressent, pour les négociations, à d'autres personnes qu'à des agents de change (arrêté du 27 Prairial an X, art. 6).

En outre, en vertu des art. 1382 et 1383 du Code civil, des dommages-intérêts peuvent être réclamés par la Compagnie des agents de change à la personne qui s'est rendue coupable du fait d'immixtion.

D'autre part, l'art. 14 de la loi du 13 avril 1898 protège le monopole des agents de change par une autre sanction. Toute négociation faite sur des valeurs rentrant dans le

monopole des agents de change, doit donner lieu à la représentation aux agents du fisc, d'un bordereau, sous peine d'une amende fiscale qui frappe ceux qui s'entremettent dans la négociation de ces valeurs et ne peuvent représenter un bordereau d'agent de change.

En plus de ces sanctions qui protègent le monopole des agents de change, il existe une autre sanction civile spéciale, consistant dans la nullité des opérations faites par des intermédiaires sans qualité. Cette nullité est prononcée en vertu de textes anciens qui ne paraissent pas avoir été abrogés (arrêté du 27 Prairial an X, art. 2; Arrêt du Cons. d'Etat, 24 septembre 1824, art. 18).

453. *Commerce des armes.* — La loi du 14 août 1885 sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées, dont l'art. 11 a été abrogé et remplacé par la loi du 13 avril 1895, dispose que la fabrication et le commerce des armes de toutes espèces des modèles réglementaires en France et des munitions non chargées pour ces armes sont libres, comme la fabrication et le commerce des armes de toutes espèces et des munitions non réglementaires, sous l'obligation, toutefois, d'une déclaration faite au Préfet du département où se fait la fabrication et sous la réserve de la tenue d'un registre coté et paraphé à chaque feuille par le Préfet ou le Sous-Préfet sur lequel sont inscrits, jour par jour, l'espèce et le nombre des armes ou pièces d'armes, munitions non chargées des modèles réglementaires fabriquées, achetées ou vendues avec l'indication de leur destination et des noms et des domiciles des vendeurs ou acheteurs.

Les infractions à ces dispositions sont passibles de peines très sévères, surtout dans le cas de fabrication ou de commerce clandestin des armes ou munitions non chargées des modèles réglementaires.

454. *Fabrication des sceaux et timbres officiels.* — La loi du 20 mars 1918 a interdit, sous peine d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, la fabrication des sceaux, timbres, cachets et marques de l'Etat ou d'une autorité quelconque, sans ordre écrit

des représentants attitrés de l'Etat. La livraison n'en pourra être faite qu'à ces représentants ou au siège même de l'autorité.

455. *Chemins de fer.* — Certaines industries ne peuvent être exercées, qu'en vertu d'une concession administrative ou législative, notamment, celles des chemins de fer et des mines. En ce qui concerne les chemins de fer, citons la loi du 15 juillet 1845 sur leur police et l'ordonnance du 15 novembre 1846 portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

La loi du 31 juillet 1913 concerne les voies ferrées d'intérêt local.

456. *Monopoles.* — La loi du 13 Fructidor an V est relative à l'exploitation, à la fabrication, à la vente des poudres et salpêtres. La loi du 8 mars 1875, par dérogation à la loi du 13 Fructidor an V, a autorisé la fabrication de la dynamite à base de nitro-glycérine dans les établissements particuliers moyennant l'autorisation du Gouvernement.

La loi du 2 août 1872 a attribué à l'Etat, le monopole de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques. Aux termes du décret du 30 décembre 1889, ce monopole est exploité directement par l'Etat.

La loi de 1816 sur le monopole des tabacs, a réglementé la culture de cette plante, sa circulation, sa fabrication, sa vente et sa détention.

La loi du 28 décembre 1904 a réglé le droit exclusif des communes en ce qui concerne le service extérieur des pompes funèbres.

SECTION III. — De la réglementation de certaines professions

457. *Généralités.* — Nous laisserons de côté la réglementation des professions. Nous nous bornerons à citer simplement : la loi du 8 octobre 1919 portant l'établissement d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Un décret du 20 juin 1920 a codifié les règlements sur

la profession d'avocat ; il prescrit « que seuls ont droit au titre d'avocats, les licenciés en droit qui sont régulièrement inscrits au tableau ou au stage du barreau d'une Cour d'appel ou d'un Tribunal ».

Le seul fait de se déclarer avocat, même lorsqu'on ne prétend pas faire partie d'un barreau attaché à une juridiction, constitue la prise de fausse qualité (Trib. corr. Seine, 12^e Ch., 18 mai 1920, Ann. 1920, I, 67).

458. *Des titres universitaires.* — L'usurpation d'un titre universitaire, en l'espèce celui de docteur en droit, ne tombe pas sous l'application de l'art. 15 de la loi du 18 mars 1880 ; cette loi se borne en effet à réglementer les conditions dans lesquelles sont attribués les titres ou grades universitaires, sans envisager pour les réprimer, soit l'usage d'un titre étranger, soit même l'usurpation d'un titre français (Cass. cr., 6 juin 1913, Ann. 1914, I, 24).

La Cour suprême a considéré que l'usage indu d'un titre universitaire, même quand il a facilité des manœuvres de concurrence déloyale, n'est pas punissable pénalement, la loi de 1880 étant inapplicable en l'espèce.

La loi du 2 août 1918 sur l'organisation de l'enseignement professionnel public de l'agriculture, a disposé dans son art. 7, que les élèves de l'Institut national agronomique reçoivent le titre d'ingénieur agronome et les élèves diplômés de l'école nationale d'agriculture celui d'ingénieur agricole.

Quiconque aura usurpé ces titres sera puni des peines portées en l'art. 259 du Code pénal.

Cette disposition législative est la première qui ait apporté une sanction pénale à l'usurpation d'un titre.

CHAPITRE III

Lois réglementant certains modes de vente

459. *Observation.* — La législation française possède tout un groupe de lois qui ont pour but de protéger les commerçants contre les ventes faites dans des conditions qui sont de nature à nuire au commerce normal, en amenant la dépréciation de la marchandise. Ces lois ont réglé, par des dispositions minutieuses et des formalités nombreuses ces ventes, et c'est en vue de prévenir une concurrence préjudiciable aux intérêts du commerce qu'elles ont été rendues.

SECTION I. — Loi du 27 ventôse an IX

460. *Son objet.* — La loi du 27 Ventôse an IX portant établissement de quatre-vingts commissaires-priseurs vendeurs de meubles à Paris et l'art. 89 de la loi de Finances du 28 avril 1816 instituent, pour les ventes publiques aux enchères d'objets mobiliers, un monopole au profit d'une certaine catégorie d'officiers ministériels.

Aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 27 Ventôse an IX, les prisées de meubles et ventes publiques aux enchères d'effets mobiliers, qui auront lieu à Paris, seront faites exclusivement par des commissaires-priseurs vendeurs de meubles. Pour les ventes de même nature qui se feront dans le département de la Seine, ils auront la concurrence avec les autres officiers ministériels (notaires, huissiers, greffiers).

Il est en conséquence défendu à tous particuliers et à tous autres officiers ministériels de s'immiscer dans les dites opérations qui se feront à Paris, à peine d'amende, qui ne pourra dépasser le quart du prix des objets prisés ou vendus.

Les autres dispositions de la loi sont relatives à la nomination des commissaires-priseurs qui a lieu par décret du Président de la République, aux frais de vente, vacations, et tous autres droits qui leur seront alloués à l'occasion d'une vente (Loi du 18 juin 1843).

Quant à la loi de Finances du 28 avril 1816, elle dispose simplement qu'il pourra être établi dans toutes les villes où le Gouvernement le jugera convenable, des commissaires-priseurs dont les attributions seront les mêmes que celles des commissaires-priseurs établis à Paris par la loi du 27 Ventôse an IX. Ces commissaires n'auront d'ailleurs, de droit exclusif que dans le chef-lieu de leur établissement. Le monopole attribué aux commissaires-priseurs, dans leur circonscription, ne leur confère aucun droit de suite si les meubles sont transportés en dehors de celle-ci par la volonté libre du propriétaire, lequel peut choisir pour les vendre ensuite l'officier ministériel qui lui convient (C. Rouen, 3 janvier 1919, *Gaz. Pal.*, 8 juillet 1919).

Les commissaires ont, dans tout le reste de l'arrondissement, la concurrence avec les autres officiers ministériels, d'après les lois existantes.

L'ordonnance du 26 juin 1816 rendue en exécution de la loi du 28 avril 1816 a décidé dans son art. 1^{er} que « dans toutes les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de première instance, et dans toutes celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de 5.000 âmes et au-dessus, il sera nommé un commissaire-priseur par chaque justice de paix existant dans la ville ».

SECTION II. — Lo's du 25 juin 1841 et du 30 décembre 1906

461. *Objet de la loi du 25 juin 1841.* — Cette loi sur les ventes aux enchères de marchandises neuves, interdit les ventes en détail, des marchandises neuves à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé avec ou sans l'assistance des officiers ministériels.

Toutefois, il est fait exception à cette défense, pour les

ventes prescrites par la loi ou faites par autorité de justice ainsi que pour les ventes après décès, faillite ou cessation de commerce ou dans tous les autres cas de nécessité dont l'appréciation sera soumise au tribunal de commerce.

Ne sont pas non plus comprises dans cette prohibition, les ventes à cri public de comestibles et objets de peu de valeur, connus dans le commerce sous le nom de « menue mercerie ».

La loi a pris soin de déterminer minutieusement quels officiers ministériels avaient qualité pour opérer ces ventes et les formes dans lesquelles elles devaient être effectuées.

Les ventes publiques et par enchères, dans les cas de nécessité appréciés par le tribunal de commerce, ne pourront avoir lieu qu'après son autorisation, sur requête du commerçant propriétaire, à laquelle sera joint un état détaillé des marchandises.

Le tribunal constatera, par son jugement, le fait qui donne lieu à la vente et en déterminera les modalités.

Les ventes publiques aux enchères des marchandises en gros continueront à se faire par le ministère des courtiers, dans les cas et conditions déterminés par la loi sur la matière.

Toute contravention aux dispositions de la loi sera punie de la confiscation des marchandises mises en vente et, en outre, d'une amende de 50 à 3.000 francs prononcée solidairement par le tribunal correctionnel contre le vendeur et l'officier ministériel qui l'aura assisté, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Les vendeurs et officiers ministériels seront punis des mêmes peines, qui comprendraient sciemment, dans les ventes faites par autorité de justice, sur saisie, après décès, faillite, cessation de commerce ou dans tous autres cas de nécessité, des marchandises neuves ne faisant pas partie du fonds ou mobilier mis en vente.

462. *Objet de la loi du 30 décembre 1906.* — La loi du 30 décembre 1906 sur les ventes au déballage, complétant la loi du 25 juin 1841, subordonne les ventes de marchandises neuves non comprises dans les prohibitions de la loi du 25 juin 1841 sur les ventes, sous la forme de soldes,

liquidations, ventes forcées ou déballages à une autorisation du maire de la ville où la vente doit avoir lieu

L'autorisation n'est accordée que sur présentation d'un inventaire détaillé des marchandises à liquider.

L'art. 1^{er} de la loi du 30 décembre 1906, se servant de termes généraux, ne fait aucune distinction et interdit les ventes de marchandises neuves sous forme de soldes, de liquidation, même au commerçant sédentaire (Trib. corr. Seine, 12 février 1913, Ann. 1914, II, 59 ; Comp. Cass., 3 décembre 1910, *Gaz. Pal.*, 1910, II, 511 ; Cass., 8 novembre 1912, *Gaz. Pal.*, 1912, I, 575).

Le vendeur pourra être tenu, en outre, de justifier de la provenance des marchandises et, pendant la durée de la liquidation, il lui sera interdit de recevoir d'autres marchandises que celles figurant à l'inventaire pour lesquelles l'autorisation aura été accordée.

La contravention aux dispositions de la loi du 30 décembre 1906 est punie de la confiscation des marchandises et d'une amende de 50 à 3.000 francs, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

La tentative de consommation du délit est punie comme l'infraction elle-même.

Les mêmes pénalités frappent le délit visé par la loi du 25 juin 1841.

SECTION III. — Lois du 28 mai 1858 et du 3 juillet 1861

463. *Objet de la loi de 1858.* — La loi du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises en gros, abrogeant partiellement les décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812, les ordonnances des 1^{er} juillet 1818 et 9 avril 1819, qui ne sont maintenus qu'en ce qui concerne les ventes publiques de marchandises faites par autorité de justice, permet, sans autorisation du tribunal de commerce, la vente volontaire aux enchères, en gros, par le ministère de courtiers assermentés, de marchandises neuves, sous la condition d'être comprises dans le tableau annexé à la présente loi, qui peut, d'ailleurs, être modifié, soit d'une

manière générale, soit pour une ou plusieurs villes, par décret pris dans la forme des règlements d'administration publique et après avis des Chambres de commerce.

464. *Objet de la loi de 1861.* — Enfin la loi du 3 juillet 1861, sur les ventes publiques de marchandises en gros autorisées ou ordonnées par la justice consulaire, prévoit que les tribunaux de commerce peuvent, après décès ou cessation de commerce, et dans tous les autres cas de nécessité dont l'appréciation leur est soumise, autoriser la vente aux enchères, en gros, de marchandises de toutes espèces et de toutes provenances.

Ces ventes, ainsi que celles qui sont autorisées ou ordonnées par la justice consulaire, dans les divers cas prévus par le Code, sont faites par le ministère des courtiers.

Néanmoins, il appartient toujours au tribunal ou au juge qui autorisent ou ordonnent la vente de désigner, pour y procéder, une autre classe d'officiers publics, mais en ce cas, ils doivent être soumis aux mêmes règles que les courtiers.

SECTION IV. — Des courtiers

465. *Courtiers maritimes.* — Si la loi du 18 juillet 1866 a déclaré libre la profession de courtier en marchandises et supprimé les dispositions contraires du Code de commerce, des lois, décrets, ordonnances et arrêts alors en vigueur, l'art. 80 du Code de commerce dispose que les courtiers interprètes et conducteurs de navires, nommés par décret du Président de la République, sur présentation du Ministre du Commerce, font le courtage des affrètements. Ils constatent le cours du fret ou du nolis, et ont seuls le droit de traduire, en cas de contestation portée devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire.

Enfin, dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils servent « seuls de truchement à tous étrangers, maîtres de navire, marchands, équi-

pages de vaisseau, et autres personnes de mer ». Ils sont aptes à procéder à la vente des navires. Dans certains cas, leur ministère est obligatoire en vertu de la loi du 28 mai 1858 et du décret du 30 mai 1863.

Les navires, jusqu'à la loi du 10 décembre 1874, en leur qualité de meubles (Art. 190, Code commerce) n'étaient pas susceptibles d'hypothèques, les immeubles dans notre législation étant seuls susceptibles d'en être grevés (Code civil, art. 2118).

La loi du 10 juillet 1885, modifiant celle du 10 décembre 1874, a rappelé que les navires étaient susceptibles d'hypothèques conventionnelles. Elle a, en outre, dans son art. 26, disposé que la vente sur saisie du navire se ferait à l'audience des criées du tribunal civil.

Néanmoins, le tribunal pourra ordonner que la vente soit faite « soit en l'étude et par le ministère d'un notaire; soit par un courtier conducteur de navire, à la Bourse, ou dans tout autre lieu du port où se trouve le navire saisi ».

Les courtiers conducteurs de navires ne jouissent donc pas, en cette matière, d'un monopole et leur intervention est facultative.

466. *Courtiers d'assurances maritimes.* — L'art. 332 du Code de commerce pose l'obligation d'une rédaction écrite pour tout contrat d'assurance, et l'art. 79 dudit Code laisse aux courtiers d'assurances maritimes, le soin de cette rédaction contre les risques de la navigation sur mer ou sur rivière, et d'en attester la vérité par leur signature.

Cependant, les courtiers d'assurances maritimes ne jouissent pas d'un droit exclusif pour la rédaction des polices, car l'art. 79 ne leur accorde ce droit que concurremment avec les notaires.

Ce droit de concurrence n'existe pas seulement pour la rédaction des polices, mais aussi pour le courtage même des assurances maritimes, bien que l'art. 77 du Code de commerce ne parle que de la rédaction des polices, mais comme la personne qui sert d'intermédiaire est aussi chargée de rédiger la police, le rôle des notaires se réduirait à

rien s'ils ne pouvaient pas faire le courtage des assurances maritimes proprement dit (1).

Enfin les courtiers d'assurances maritimes constatent le cours des primes d'assurances.

467. *Sanction de l'immixtion dans les fonctions publiques.*

— L'art. 258 du Code pénal punit d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans sans préjudice de la peine de faux si l'acte porte le caractère de ce crime quiconque, sans titre, se sera immiscé dans les fonctions publiques ou aura fait l'acte d'une de ces fonctions.

(1) V. LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de Droit commercial*, n° 852.

CHAPITRE IV

Institutions fournissant aux industriels et commerçants des moyens de contrôle sur la marchandise

SECTION UNIQUE

468. Bancs d'épreuves et bureaux de conditionnement.

— Des établissements divers ont été créés dans le but de faciliter, pour certaines industries, la loyauté des transactions commerciales. C'est ainsi que l'art. 14 de la loi du 9 avril 1898 relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures dispose que « les Chambres de commerce peuvent être autorisées à fonder et à administrer des établissements à l'usage du commerce, tels que bancs d'épreuves pour les armes, bureaux de conditionnement et titrage l'administration de ceux de ces établissements qui ont été fondés par l'initiative privée peut être remise aux Chambres de commerce, d'après le vœu des souscripteurs ou donateurs ».

Enfin, cette administration peut leur être déléguée pour les établissements de même nature qui seraient créés par l'Etat, le Département ou la Commune.

Les autorisations sont données, à cet effet, aux Chambres de commerce par décision du Ministre du commerce, à moins que, eu égard à la nature de l'établissement, un décret ou une loi soient nécessaires.

Sous la même réserve, les règlements et les tarifs maxima sont approuvés par le Ministre.

Les taxes et prix effectifs à percevoir sont homologués par le Préfet, à moins que l'acte d'institution n'exige une décision ministérielle.

En vertu de la loi municipale du 5 avril 1884, ces établissements peuvent être également administrés par les Communes,

C'est ainsi qu'il existe pour les soies, les « conditions », établissements où elles sont soumises à la dessiccation pour en déterminer le poids, indépendamment des surcharges hygrométriques.

Des établissements analogues fonctionnent pour le contrôle d'autres textiles.

A Paris et à Saint-Etienne il y a des bancs d'épreuves pour le contrôle des armes.

La loi du 9 juillet 1901 a eu pour objet l'organisation et le fonctionnement au Conservatoire national des Arts et Métiers du laboratoire d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines créé par le décret du 19 mai 1900 qui expérimente et analyse tous les produits qui lui sont soumis par les intéressés.

Cette même loi a également transféré au Conservatoire des Arts et Métiers, pour être incorporé au laboratoire d'essais de cet établissement, le service des alcoomètres et densimètres.

CHAPITRE V

Lois visant la répression de la hausse et de la baisse illicites dans la vente des marchandises

SECTION I. — Article 419 du Code pénal et loi du 3 février 1893

§ 1^{er}. — Du délit de coalition

469. *Éléments constitutifs.* — Le délit de coalition, réprimé par l'art. 419 du Code pénal, qui n'en donne pas de définition et laisse son appréciation souveraine aux juges du fait, implique trois éléments constitutifs.

1^o L'événement de la hausse ou de la baisse des denrées au-dessus ou au-dessous des prix fixés par la concurrence libre du commerce.

2^o Les moyens frauduleux à l'aide desquels cette hausse ou cette baisse ont été opérées.

3^o L'objet même sur lequel porte l'infraction.

Le premier élément du délit consiste, avons-nous dit, dans la hausse ou la baisse du prix des marchandises au-dessus ou au-dessous du cours qu'établirait la concurrence normale. Il faut que cette hausse ou cette baisse aient été opérées et c'est ce résultat faussé que punit l'art. 419. La simple tentative n'est pas réprimée d'après l'ancienne jurisprudence (Trib. comm. Seine, 28 septembre 1898; *Gaz. Pal.*, 18 novembre 1898).

Les moyens, quels qu'ils soient, employés pour fausser les cours ne tombent, malgré leur caractère frauduleux, sous l'application de la loi pénale qu'autant que ce résultat a été obtenu (V. note de M. L. Sarrut; *Dall.* 1893, I, 49).

Le second élément existe dans les moyens utilisés pour réaliser la hausse ou la baisse du prix des marchandises. L'art. 419 énumère tous procédés principaux pour y parvenir : les bruits faux ou calomnieux répandus dans le public, les suroffres faites aux prix demandés par les ven-

deurs eux-mêmes, les réunions et coalitions entre les principaux détenteurs d'une marchandise tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix.

Cette énumération n'a rien de limitatif, il est impossible de prévoir toutes les formes que la fraude peut revêtir, d'ailleurs l'art. 419 ajoute expressément « ou par des voies et moyens frauduleux quelconques ». L'énumération n'est donc qu'indicative.

Le troisième moyen, les réunions ou coalitions entre principaux détenteurs d'une marchandise ayant pour but d'en limiter le prix ou d'en refuser la vente, est appréciée souverainement par les juges du fait qui décident si la coalition a eu pour résultat de porter la marchandise à un prix supérieur à celui qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce.

Ce troisième moyen est relevé par un arrêt de la Cour suprême (Cass. cr., 14 décembre 1916, Ann. 1920, I, 17). Il suppose, par définition, l'existence d'une coalition, par suite l'accaparement individuel y échappe.

Mais une entente ou une coalition entre différents commerçants approvisionnant une localité ne sauraient entraîner contre eux l'application de l'art. 419 du Code pénal, s'il est constaté par les juges du fond que le prix correspondait, à la date à laquelle il a été fixé, à la valeur réelle de la marchandise comme conséquence de l'enchérissement des éléments de la production, et se trouvait justifié par la situation économique résultant de l'état de guerre et qu'il aurait été atteint par la concurrence naturelle et libre du commerce, en dehors de l'entente relevée (Cass. cr., 31 mai 1918, Trib. civ. Seine, 8 mars 1919, Ann. 1920, I, 19 et suiv.).

Il n'y a pas non plus coalition frauduleuse lorsqu'il s'agit d'un syndicat professionnel défendant ses intérêts collectifs (Cass. Ch. réunies, 5 avril 1913, Ann. 1913, I, 338 et suiv.).

En revanche, la coalition entre les détenteurs d'une même marchandise est punissable, aux termes de l'art. 419 du Code pénal, lorsqu'un syndicat d'éditeurs, d'accord avec les libraires détaillants, décide de fixer un prix au-dessous

duquel les détaillants, sous peine de se voir fermer leur compte, ne doivent pas vendre les livres au public (Paris, 14 janvier 1902, Dall. 1903, II, 297 et note de M. Percerou).

470. *Des sanctions.* — Le délit de coalition est passible de sanctions sévères : emprisonnement d'un mois à un an et amende de 500 à 10.000 francs, de plus la peine accessoire d'interdiction de séjour de 2 à 5 ans peut être prononcée.

L'art. 420, complémentaire de l'art. 419, double le montant des peines portées par ce dernier lorsque les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées « sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin, ou toute autre boisson ».

§ 2 — *Loi du 3 février 1893*

471. *Son objet.* — La loi du 3 février 1893 ayant pour objet de compléter les art. 419 et 420 du Code pénal et qui a été édictée en vue de protéger le crédit de l'Etat, punit quiconque qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds dans les caisses publiques ou des établissements obligés par la loi d'effectuer leurs versements dans les caisses publiques.

SECTION II. — **Article 10 de la loi du 20 avril 1916**

472. *Son objet.* — L'art. 10 de la loi du 20 avril 1916 sur la taxation des denrées et substances, d'une application limitée à la durée de la guerre et dont l'étude n'offre plus guère qu'un intérêt rétrospectif, en raison de la législation nouvelle, avait pour but d'appliquer plus aisément aux accapareurs et aux commerçants peu scrupuleux qui causaient l'élévation du prix de toutes marchandises et réalisaient des bénéfices scandaleux, les dispositions de l'art. 419 du Code pénal.

L'art. 10 qui n'a pas modifié les art. 419 et 420 du Code pénal mais a créé un délit nouveau : le délit de spéculation

illicite, punissait des peines portées en l'art. 419 du Code pénal, pendant sa durée d'application, tous ceux qui, personnellement ou en tant que chargés de la direction ou de l'administration de toute société, même sans emploi de moyens frauduleux, mais dans un but de spéculation illicite, c'est-à-dire non justifié par les besoins de leur approvisionnement ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales, avaient opéré ou tenté d'opérer la hausse du prix des denrées ou marchandises au-dessus des cours qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce.

473. *Des circonstances aggravantes.* — La loi aggravait les pénalités qui étaient alors portées à un emprisonnement de deux mois à deux ans et à une amende de 1.000 francs à 20.000 francs, lorsqu'il s'agissait d'une hausse ou d'une tentative de hausse sur des denrées ou substances déterminées aux art. 1 et 12 de la présente loi.

474. *Prorogation de l'art. 10 et aggravation des peines.* — Les dispositions de l'art. 10 avaient été prorogées de trois ans avec aggravation des peines par une loi du 23 octobre 1919 qui portait l'emprisonnement de deux mois à deux ans et l'amende de 500 à 50.000 francs.

Aux termes de la loi nouvelle, la peine de prison était d'un an à trois ans et l'amende de 1.000 francs à 100.000 francs lorsqu'il s'agissait de denrées alimentaires, boissons, combustibles, engrais commerciaux, vêtements ou chaussures. L'emprisonnement pouvait être porté à cinq ans et l'amende à 200.000 francs, lorsqu'il s'agissait de marchandises ne rentrant pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

Enfin, dans tous les cas prévus, et sans préjudice de la peine d'emprisonnement, l'amende pouvait être portée au double du bénéfice illicite constaté, quel que fut le montant de ce bénéfice.

475. *De l'interprétation jurisprudentielle.* — Voyons l'application faite par la jurisprudence des dispositions de l'art. 10 de la loi de 1916 et de la loi de 1919 qui, à la différence des art. 419 et 420 du Code pénal, punissaient non seulement le délit consommé mais aussi la tentative.

La jurisprudence a eu des oscillations que l'on peut résumer de la façon suivante.

Tout d'abord, conformément aux interprétations doctrinales, elle exigeait la réunion de trois éléments :

1^o Hausse ou baisse excessives ; 2^o emploi de moyens frauduleux (faux bruits, suroffres, accaparement, coalition) ; 3^o nécessité d'une réalisation, à l'exclusion des tentatives sans résultat.

Puis les tribunaux entrèrent dans une voie plus répressive; ils décidèrent que l'accaparement n'était pas un élément indispensable du délit, que la hausse illicite n'était pas restreinte aux seules marchandises énumérées par l'art. 1^{er} de la loi du 20 avril 1916, qu'elle pouvait exister à l'égard des produits non taxés, de sorte que le délit était suffisamment établi par la réunion de la hausse et du bénéfice exagérés.

La Cour de cassation a été également sujette à des variations.

Par un arrêt du 30 mars 1918 (*Recueil Gaz. Trib.*, 1918, I, 43), elle avait déclaré que l'art. 10 ne punissait que ceux qui ont opéré ou tenté d'opérer la hausse des prix, en accumulant, soit par achat, soit par rétention, des stocks de denrées ou marchandises non justifiés pour les besoins de leur approvisionnement ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales.

Puis un arrêt de la Chambre criminelle du 21 juin 1918 (*Recueil Gaz. Trib.*, 1918, I, 73), revenant sur cette interprétation, estimait au contraire, que tombaient sous l'application de la loi, ceux qui ont opéré ou tenté d'opérer la hausse des denrées ou marchandises au-dessus des cours qu'auraient déterminés la concurrence naturelle ou libre du commerce, soit par des approvisionnements excessifs; soit par des opérations ne rentrant pas dans l'exercice normal et régulier d'une profession industrielle ou commerciale.

Un arrêt du 30 janvier 1919 (*Le Droit*, 24 février 1919) a confirmé l'interprétation donnée par l'arrêt du 21 juin 1918.

Un arrêt du 26 septembre 1918 (*Le Droit*, 8 octobre 1918)

exprime que le fait de vendre une marchandise au-dessus du cours normal et du prix fixé par un arrêté, ne constitue pas le délit prévu par l'art. 10, s'il n'est pas démontré que le prévenu a agi dans un but illicite.

Enfin, le fait de réaliser sur une marchandise un bénéfice exagéré ne peut à lui seul constituer le délit de spéculation illicite si les juges du fond ne constatent pas à la fois quel est le cours normal de la marchandise et que le prévenu a provoqué ou tenté de provoquer la hausse du prix au-dessus du cours normal (Cass., 28 avril 1922, Ann. 1922, I, 382).

Cette décision fort intéressante en elle-même, marquait une réaction de la jurisprudence dans le sens d'une interprétation plus libérale et plus conforme, semble-t-il, au texte légal. Elle a perdu une grande partie de son importance depuis l'abrogation par survenance du terme fixé pour la durée de la loi du 23 octobre 1919 et par suite du vote de la loi du 22 octobre 1922.

Des exemples précédents, il résulte que la Cour de cassation a fait nettement la distinction entre le délit de spéculation et celui de l'accaparement par coalition.

SECTION III. — Loi du 22 octobre 1922

476. *Son objet.* — La répression des tribunaux basée sur la constatation souveraine et exclusive de ce qu'ils considéraient comme le juste prix, nous ramenait au temps de Saint-Thomas d'Aquin et de la Vieille Scolastique; cette appréciation soulevait de nombreuses et vives protestations. D'ailleurs, l'application de la loi sur la spéculation illicite n'avait pas remédié à la cherté de la vie car celle-ci tient à des causes économiques profondes qu'une loi ne saurait modifier. Aussi, une loi modificative du 22 octobre 1922 a-t-elle disposé que l'art. 10 de la loi du 20 avril 1916 prorogé par la loi du 23 octobre 1919 continuerait d'être appliqué même après le 23 octobre 1922 pour les infractions commises antérieurement à cette date, mais le bénéfice, c'est-à-dire l'écart entre le prix de revient ou d'achat

et le prix de vente d'un ou plusieurs objets ne pourra être retenu comme élément constitutif du délit. Le texte nouveau signifie donc que pour que le délit soit établi, il faudra que le juge fasse la preuve qu'il y a eu accaparement, prohibition ou contrainte.

Il eut peut-être mieux valu abroger purement et simplement cet art. 10 qui constitue une mesure d'exception et comme le dit très justement M. Edouard Payen (1) « en matière de spéculation illicite comme presque en toutes autres, le formidable arsenal de nos lois offrait de quoi parer au mal qu'on voulait réfréner, il aurait suffi de savoir s'en servir ou de le corriger quelque peu, notamment en aggravant les peines, qui étant données les circonstances, n'étaient plus des peines capables d'empêcher le délit ».

« De tout ceci, il faut tirer cette leçon qui, pour tous les esprits sérieux, n'avait pas besoin d'être rappelée par une expérience fâcheuse, c'est que les lois d'exception sont mauvaises et qu'il ne faut pas s'écarter des principes fondamentaux de notre droit criminel ».

(1) *L'Economiste français*, 11 novembre 1922.

CHAPITRE VI

Lois punissant la corruption

SECTION I. — De la corruption des fonctionnaires publics

§ 1^{er}. — *Des fonctionnaires publics corrompus*

477. *Objet de l'art. 177 du Code pénal.* — Parmi les dispositions destinées à réprimer les faits de concurrence déloyale, il convient de signaler les art. 177 à 183 du Code pénal, relatifs au délit de corruption des fonctionnaires en vue d'en obtenir un service à raison de leurs fonctions.

La faute est ici particulièrement grave eu égard à la qualité de la personne qui la commet. Aussi la loi punit-elle sévèrement la corruption ou la tentative de corruption elle-même, en disposant que tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons et présents pour faire un acte de sa fonction même juste, mais non sujet à salaire sera passible de peines correctionnelles.

L'abstention, dans les mêmes conditions, d'un acte qui rentrerait dans l'ordre des devoirs d'un fonctionnaire tombe également sous la sanction de l'art. 177.

Cet article assimile aux fonctionnaires publics, les arbitres et les experts, il vise aussi toute personne investie d'un mandat électif qui aura profité de sa situation pour trafiquer, moyennant des promesses, des dons et présents, de son mandat.

Remarquons que la jurisprudence a entendu l'expression « fonctionnaire public » employée par l'art. 177 du Code pénal dans son sens le plus général (Cass. cr., 24 février 1893, Dall., 1893, I, 393).

478. *Pénalités.* — La sanction des dispositions de l'art. 177 est la dégradation civique et une condamnation à une amende double de la valeur des promesses agréées

ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à 200 francs.

Quant aux autres personnes qui se sont rendues coupables de faits semblables, c'est-à-dire qui ont reçu des dons pour faire obtenir une faveur accordée par l'autorité publique (Cass., cr., 30 janvier 1909, Dall. 1910, I, 505), elles sont, aux termes du paragraphe 5 de l'art. 177, punies d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende égale à celle prononcée par le paragraphe du présent article, c'est-à-dire double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues sans que la dite amende puisse être inférieure à 200 francs.

Aux termes d'un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 24 juin 1899 (Dall. 1902, I, 357), la loi n'exige nullement pour l'application de l'art. 177 nouveau que les démarches aient été faites pour déterminer la croyance à l'influence de celui qui reçoit les offres, promesses, dons ou présents. En effet, de telles démarches lorsqu'elles ont lieu, constituent des manœuvres frauduleuses qui caractérisent l'escroquerie et dès lors rendent sans application à l'espèce, la disposition du cinquième alinéa de l'art. 177 du Code pénal.

Il est évident que, dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle de la dégradation civique, cette peine plus forte sera appliquée au coupable (Art. 178).

§ 2. — *Des individus qui ont corrompu ou tenté de corrompre des fonctionnaires publics*

479. *Objet de l'art. 179.* — Les sanctions portées seulement contre le fonctionnaire coupable eussent été insuffisantes pour assurer une répression efficace de la corruption. Les individus qui ont corrompu ou tenté de corrompre un fonctionnaire public sont aussi coupables que le fonctionnaire malhonnête.

La Cour de cassation (Cr., 28 janvier 1897, Dall. 1897, I, 240) a estimé que la corruption ou la tentative de corruption de fonctionnaire, résulte des offres ou promesses, dons

ou présents faits dans l'intention de corrompre, sans qu'il soit besoin que les fonctionnaires aient été, en outre, l'objet de propositions verbales ou écrites.

480. *Pénalités.* — Les individus qui ont corrompu ou tenté de corrompre un fonctionnaire public sont punis des mêmes peines que la personne qui s'est laissée corrompre.

Si les tentatives de contrainte ou de corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de 3 à 6 mois et d'une amende de 100 à 300 francs.

Quant aux choses données par le corrupteur, elles seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption a été commise.

§ 3. — *De la corruption et de la forfaiture des juges*

481. — Les art. 181 et 182 sont relatifs à la corruption des juges en matière criminelle ou d'un juré et à ses conséquences.

L'art. 183 est relatif à la forfaiture des juges ou administrateurs.

Ces articles n'appellent pas d'observation.

SECTION II. — *Loi du 16 février 1919*

482. *Son objet.* — La loi du 16 février 1919 relative à la répression des rémunérations occultes offertes ou versées aux employés de commerce et des entreprises industrielles, ou sollicitées par eux, et complétant les art. 177 et 179 du Code pénal, est une loi de circonstance destinée à réprimer l'abus des gratifications.

Elle punit des peines de l'art. 177, tout commis d'un commerçant ou d'un industriel, tout employé ou préposé salarié ou rémunéré, sous une forme quelconque, qui aura soit directement, soit par personne interposée, à l'insu et sans le consentement de son patron, soit sollicité ou agréé des offres ou promesses, soit sollicité ou reçu des dons, présents, commissions, escomptes ou primes pour faire un

acte de son emploi ou s'abstenir de faire un acte que son devoir lui commandait de faire.

Elle punit des peines de l'art. 179, en les aggravant, quiconque aura effectué ou tenté d'effectuer de telles corruptions.

Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 20 novembre 1920 (Ann. 1921, I, 159) a décidé que tombait sous le coup de l'art. 179, paragraphe 2 du Code pénal complété par la loi du 16 février 1919, le fait par un individu, ancien employé d'une société industrielle et propriétaire d'une société concurrente, d'avoir tenté d'obtenir d'une employée de la première société, moyennant rémunération, qu'elle lui communiquât le nom des clients, la quantité des marchandises livrées et enfin la copie des ordres reçus journellement.

CHAPITRE VII

Lois sur l'usurpation des médailles et récompenses

SECTION I. — Loi du 30 avril 1886

483. *Son objet.* — La loi du 30 avril 1886 relative à l'usurpation des médailles et récompenses industrielles, punit d'une amende de 50 à 6.000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement : ceux qui, sans droit, et frauduleusement, se sont attribués publiquement, des médailles, diplômes, mentions, récompenses ou distinctions honorifiques quelconques, décernés à l'occasion d'expositions ou de concours soit en France, soit à l'Etranger.

Ceux qui, dans les mêmes conditions, les auront appliqués à d'autres objets que ceux pour lesquels ils avaient été obtenus ou s'en seront attribués d'imaginaires, ceux qui les auront indiqués mensongèrement sur leurs enseignes, annonces, prospectus, factures, lettres ou papiers de commerce, s'en seront prévalus auprès des jurys d'expositions ou de concours, ceux qui, sans droit, et frauduleusement, se seront prévalus publiquement de récompenses, distinctions ou approbations accordées par des corps savants ou des sociétés scientifiques.

La loi punit, en outre, d'une amende de 25 à 3.000 francs : ceux qui auront fait usage de récompenses d'expositions ou de concours, sans faire connaître la date et la nature de la récompense, de l'exposition ou du concours.

L'art. 5 prévoit également que les tribunaux pourront prononcer la destruction ou la confiscation, au profit des parties lésées, des objets sur lesquels de fausses indications auront été apposées. Ils pourront, en outre, prononcer l'affichage ou l'insertion de leurs jugements.

La Cour de cassation a estimé (14 décembre 1893, *Pandectes fr. pér.*, 1894, I, 505) que, commet le délit d'usur-

pation de médailles ou de récompenses industrielles, l'individu qui, intentionnellement, s'est attribué publiquement, tant sur les étiquettes que sur les prospectus, des médailles d'une autre nature que celles qu'il avait obtenues et qui les a appliquées sur d'autres objets que ceux pour lesquels il les avait obtenues.

SECTION II. — Loi du 8 août 1912

484. *Son objet.* — Les difficultés pour les concurrents de contrôler si celui qui fait usage de la récompense y a réellement droit, rend fort rare l'application de la loi de 1886, c'est pourquoi le Parlement a adopté une loi nouvelle du 8 août 1912 qui ne permet l'usage industriel ou commercial des récompenses obtenues dans les expositions ou concours patronnés ou autorisés par le Gouvernement du pays, ou décernés par des corps constitués, établissements publics ou associations, qu'après un enregistrement à l'Office national de la propriété industrielle, enregistrement qui sera organisé par un règlement d'administration publique avec l'indication de la nature de la récompense, du titre de l'exposition, du concours, du corps constitué, de l'établissement ou de l'association; la simple mention, après la récompense, d'un nom de ville, de région ou de pays et du millésime de l'exposition ou du concours est réservée exclusivement aux expositions ou concours organisés, autorisés ou patronnés par le Gouvernement français ou par un Gouvernement étranger.

Cette loi doit entrer en vigueur 6 mois après la publication du règlement d'administration publique, or, ce règlement n'a pu encore être édicté et c'est la loi de 1886 qui reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

CHAPITRE VIII

Loi interdisant l'usage de l'emblème de la Croix-Rouge

SECTION UNIQUE. — Loi du 24 juillet 1913

485. *Objet de la loi du 24 juillet 1913.* — Une loi du 24 juillet 1913, portant application des art. 23, 27 et 28 de la Convention internationale signée à Genève le 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, et des art. 5, 6 et 21 de la Convention internationale signée à La Haye le 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre sous-marine, des principes de la Convention de Genève, interdit en tout temps, sous une sanction pénale, l'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc ou des mots « croix rouge » ou « croix de Genève » notamment, dans un but commercial, par le moyen de marques de fabrique ou de commerce « sauf par les sociétés ou associations officiellement autorisées à prêter leur concours au service de santé des armées de terre et de mer ou pour les produits qui leur sont destinés ou pour les marchandises expédiées dans les pays où la Convention de Genève n'est pas en vigueur ».

CHAPITRE IX

Dispositions du droit commun qui permettent d'atteindre correctionnellement des faits de concurrence déloyale

486. *Observation générale.* — Si l'on voulait envisager toutes les sanctions pénales que le commerçant peut mettre en jeu pour se défendre contre les actes contraires à la loyauté commerciale, il faudrait passer en revue tout l'arsenal des lois.

487. *Objet de la loi de 1881.* — Nous nous bornerons à signaler la loi du 29 juillet 1881 sur la presse qui, dans son art. 29, paragraphe 1^{er}, vise la diffamation, aux termes duquel : « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation ».

Il s'applique, d'après la jurisprudence, aux allégations ou imputations qui portent atteinte à l'honneur ou à la considération commerciale du négociant comme à la considération d'un particulier.

C'est ainsi qu'il y a diffamation dans l'imputation adressée publiquement à un commerçant de laisser protester les traites tirées sur lui, surtout lorsqu'il les a acceptées (Cass. cr., 10 décembre 1886, Dall. 1887, I, 364).

488. *Du droit de réponse.* — Aux termes des art. 13 et 34, modifiés par la loi du 29 septembre 1919, le droit de réponse s'applique, en matière commerciale comme en toute autre, au profit de la personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique.

L'art. 13, suivant qu'il s'agit d'un quotidien ou d'un périodique, fixe le délai, sous peine de sanctions pénales, sans préjudice, le cas échéant, de dommages-intérêts, dans lequel le gérant est tenu d'insérer la réponse de la personne lésée.

Le nouvel art. 13 détermine la place à laquelle devra être faite cette réponse, sa longueur et les modalités de l'insertion qui devra toujours être gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites fixées par le dit article même en offrant de payer le surplus.

Quant à la forme de la réponse, la jurisprudence a toujours estimé que ce droit consacré par l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, était général et absolu. Celui qui l'exerce est seul juge de la forme, de la teneur et de l'utilité de sa réponse, et l'insertion ne peut être refusée qu'autant qu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers, ou à l'honneur du journaliste lui-même (Cass. cr., 11 août 1899, *Dall.* 1902, I, 301 ; Cass. cr., 29 juin 1900, *Dall.* 1902, I, 525 ; Cass. cr., 8 juillet 1905, *Dall.* 1909, I, 407).

Contre cette jurisprudence constante, si solidement établie, s'est élevé un arrêt récent de la 1^{re} Chambre de la Cour d'appel de Paris, du 24 novembre 1922 (*Gaz. Pal.*, 25 novembre 1922) relatif à une réponse au droit de critique, qui a adopté la thèse du contrôle par l'autorité judiciaire du droit de réponse. Cet arrêt fait, d'ailleurs, l'objet d'un recours en cassation. En voici les passages essentiels : « Considérant que l'art. 13 de la loi de 1881 est textuellement tiré de la loi sur la presse du 25 mars 1822 ; que la discussion préparatoire de cette loi invoquée par les premiers juges comprend une déclaration faite à la Chambre des Pairs par un membre de cette Assemblée et qui n'a rencontré aucune contradiction, déclaration par laquelle a été reconnue la nécessité de laisser aux tribunaux le soin de prévenir les abus dont le droit de réponse pourrait devenir le prétexte » :

« Considérant que, fut-il fait abstraction de cette observation législative, la mission dont elle fait un devoir aux tribunaux n'est point contestable : qu'il incombe à l'autorité judiciaire de contrôler, pour le maintenir dans ses justes limites, l'exercice des facultés concédées par la loi ; que ce devoir, au cas présent, se justifie d'autant mieux que le droit de réponse qui apparaît comme une forme de légitime défense se traduit, dans l'application, par une

atteinte au droit de propriété, alors qu'il enlève au journal contre lequel il est invoqué la disposition d'une partie de ses colonnes : qu'exercé comme droit absolu et quasi automatique, le droit de réponse, sans la réserve qu'apporte à en user le bon sens public, aboutirait à une expropriation véritable et rendrait illusoire la liberté de la presse proclamée par le législateur ».

La Cour estimant que l'article incriminé du critique, parce qu'il s'inspirait d'un pur souci d'art dont toute personnalité était exclue, ne saurait constituer une atteinte quelconque aux droits des auteurs et, « que pareille discussion d'ordre théorique n'est point de nature à faire l'objet d'une insertion », a infirmé un jugement du tribunal civil de la Seine qui avait donné tort au critique en ordonnant l'insertion de la réponse.

489. *Conclusion.* — Comme conclusion à ce rapide examen de la loi de 1881, en ce qu'elle touche plus spécialement à la répression des faits de concurrence déloyale par voie de la presse, il est permis de dire qu'elle est insuffisante et qu'elle aurait besoin d'être complétée en ce qui concerne, notamment, les faits de dénigrement ne portant pas atteinte à la considération mais lésant l'intérêt et le dénigrement systématique.

DEUXIÈME PARTIE

De la concurrence déloyale en général

CHAPITRE PREMIER

Des actes de concurrence déloyale non réprimés par des lois spéciales

SECTION I. — Généralités

490. — Nous venons de voir les différentes lois spéciales qui répriment les actes de concurrence déloyale ou illicite dans des cas déterminés et que nous avons classées en trois groupes :

1^o Les lois qui reconnaissent les droits des créateurs dans le domaine de l'intelligence, de l'art et de l'industrie.

2^o Les lois qui protègent la valeur commerciale que représentent une fabrique, ou une maison de commerce, ou une appellation d'origine.

3^o Les lois qui répriment les fraudes et tromperies et réglementent le commerce et l'industrie.

En dehors de ces faits limitativement déterminés, il existe des cas de concurrence déloyale ou illicite dont on ne saurait donner de définition, en raison même de l'infinité de leur complexité et de leur variété et qui échapperaient à toute répression si deux textes d'une portée générale, les art. 1382 et 1383 du Code civil ne permettaient de les atteindre par une sanction civile à défaut d'autre pénalité.

En effet, l'art. 1382 du Code civil dispose : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui, par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

et l'art. 1383 ajoute : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou son imprudence ».

C'est de ces deux textes laconiques que la jurisprudence a tiré sa théorie de la concurrence déloyale.

Elle conclut avec raison, que tous les actes contraires à la loi, aux usages loyaux ou à l'équité donnent ouverture à une action au profit de toute personne lésée, et par suite des concurrents à qui ces actes préjudicient, pour obtenir l'interdiction des faits dommageables, au besoin sous astreinte, et la réparation du préjudice causé.

Il s'ensuit que les tribunaux peuvent atteindre et réprimer de cette manière, sur la poursuite de quiconque est lésé, dans n'importe quel commerce et dans n'importe quelle profession, les actes variables à l'infini qu'on groupe sous le nom de concurrence déloyale et qui, en modifiant les conditions régulières d'une concurrence normale, sont susceptibles de détourner la clientèle d'autrui.

Il n'est pas nécessaire que l'acte ait été commis de mauvaise foi et la concurrence illicite peut être atteinte tout comme la concurrence déloyale proprement dite, la jurisprudence exige seulement que le demandeur spécifie le caractère de l'acte, c'est pourquoi la formule usuellement employée dans les poursuites est : « action en concurrence déloyale ou illicite ».

En résumé, la responsabilité civile que réglementent les art. 1382 et suivants du Code civil, se distingue de la responsabilité pénale en ce qu'elle résulte de tout fait illicite dommageable pour autrui, et non pas seulement d'un acte revêtant le caractère d'une infraction prévue par une loi de répression.

491. *Conditions de l'existence de la concurrence déloyale.*

— Avant d'examiner les différents groupes d'actes qui constituent des faits de concurrence déloyale, précisons qu'une des conditions nécessaires de son existence est, en principe, une confusion possible.

Une décision de jurisprudence a estimé que la concurrence déloyale n'est pas nécessairement constituée par divers faits tendant à créer une confusion mais qu'un seul

suffit du moment où il est suffisamment caractérisé (C. Douai, 1^{re} Ch., 9 février 1914, Ann. 1919, I, 175).

M. Darras (1) voit en la concurrence déloyale : « l'acte pratiqué de mauvaise foi à l'effet de produire une confusion entre les produits de deux fabricants ou de deux commerçants ou qui, sans produire de confusion, jette le discrédit sur un établissement rival ».

Elle ne peut exister entre commerçants appartenant à des catégories différentes et, dans ce cas, non seulement il ne saurait y avoir de concurrence déloyale, mais encore de concurrence tout court (Trib. comm. Seine, 4 février 1904, *La Loi*, 14 mars 1904).

SECTION II

492. *De la classification des actes de concurrence déloyale.*

— Parmi les actes nombreux de concurrence déloyale, il importe de faire un choix, car nous ne saurions indiquer toutes les formes de la concurrence déloyale, qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier souverainement, et nous nous bornerons à indiquer, à titre d'exemples, les plus ordinairement pratiquées.

Dans une classification simple et pratique, Pouillet (2) range les cas de concurrence déloyale en sept catégories principales.

La concurrence déloyale : 1^o par similitude d'aspect ; 2^o par homonymie ; 3^o par l'usurpation de fausses qualités ; 4^o par la non exécution des obligations qui naissent de la vente d'un fonds de commerce ; 5^o par annonces et prospectus ; 6^o par la vente au rabais ; 7^o par l'usurpation d'un titre d'ouvrage.

Enfin dans une huitième catégorie il range les différents faits qui ne trouvent pas place dans cette classification.

Nous suivrons pour la commodité de notre exposé cette

(1) V. DARRAS, *Traité théorique et pratique de la concurrence déloyale*, n^o 1.

(2) POUILLET, *Traité des marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale*, n^{os} 461 et suivants.

classification en ne gardant toutefois que les cinq premières divisions, les deux dernières étant, à notre avis, d'importance secondaire, tant par leur nature que par leur moindre fréquence, elles trouvent place dans la catégorie générale des différents actes de concurrence déloyale.

§ 1^{er}. — *De la concurrence déloyale par similitude d'aspect*

493. — La concurrence déloyale par similitude d'aspect peut revêtir les formes les plus variées, nous nous bornerons à citer les cas les plus fréquents : la fausse indication de provenance, l'usurpation de la dénomination, l'imitation de produits ou celle de leur mode de présentation, la substitution.

494. *Usurpation d'indication d'origine.* — Nous savons que la responsabilité civile, réglementée par les art. 1382 et suivants du Code civil, résulte de tout fait illicite, dommageable pour autrui, et non pas d'un acte revêtant le caractère d'une infraction prévue et punie par les lois de répression.

En conséquence, doit être considéré comme l'acte principal constitutif d'une faute, le fait par un négociant d'avoir, ayant importé dans un lieu de production un fruit présenté suivant un procédé usité dans ce lieu, expédié celui-ci sur un marché à ses commissionnaires habituels avec le fruit réellement cultivé et récolté dans ce lieu de production, avec tous les signes propres à lui attribuer un caractère d'authenticité.

Un deuxième fait constitutif de la faute est d'avoir fait des expéditions alors que la récolte régionale était déficitaire, dans des conditions telles, qu'elles ont faussé le cours de la loi de l'offre et de la demande.

Un syndicat est donc, à bon droit, reconnu fondé à ester en justice pour faire cesser le trouble et obtenir réparation du préjudice qui lui est causé par un tiers exerçant la même profession que les membres dudit syndicat, lorsqu'il ne se propose pas de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais agit en justice pour défendre, en général, l'intérêt professionnel

de ses adhérents qui est lésé d'une manière directe et certaine par les actes de ce tiers (Trib. Fontainebleau, 24 janvier 1912 ; C. Paris, 18 juin 1914, Ann. 1920, I, 67 et note Marcel Plaisant).

Le principe du dommage causé par la fausse indication d'origine est, dans cette décision, parfaitement déduit de l'art. 1382. Mais, depuis ce jugement qui ne considère l'usurpation d'origine que sous l'angle de la concurrence déloyale, est intervenu un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 3 mai 1913 (*loc. cit.*) qui a étendu la protection de la loi de 1824 à tous les produits naturels par combinaison du paragraphe 1^{er} de clôture annexé à la Convention de Paris et de la loi du 1^{er} juillet 1906.

Le revendiquant à l'appellation d'origine pourrait même invoquer cumulativement aujourd'hui, la loi de 1824 et la loi du 6 mai 1919, laquelle vise formellement, dans son art. 1^{er}, le préjudice direct et indirect résultant de l'appellation appliquée à un produit naturel ou fabriqué, contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants.

Cette décision basée sur l'art. 1382 du Code civil, comme sanction du préjudice causé par une fausse indication de provenance, n'offre plus guère qu'un intérêt rétrospectif.

495. *Usurpation de dénomination.* — L'usurpation de dénomination ne peut constituer un acte de concurrence déloyale que si son emploi a pour but de s'emparer de la clientèle d'autrui. Toutefois, il importe de distinguer en cette matière, la désignation générique qui, par sa nature, appartient au domaine public et la désignation arbitraire ou de fantaisie qui reste dans le domaine privé.

C'est ainsi que la dénomination « Société d'incandescence par le gaz » par exemple, n'a rien de générique, elle peut devenir de la part d'une compagnie l'objet d'une appropriation et son usurpation par une société rivale constitue un acte de concurrence déloyale (Cass. req., 30 mars 1920, Ann. 1922, I, 72).

496. *Imitation.* — Lorsque l'imitation résulte à la fois de la dénomination choisie et de l'habillage, il y a lieu d'interdire ces deux éléments de confusion. C'est ainsi

que la dénomination « Bénitine » est de nature à faire confusion, pour une liqueur, avec la « Bénédictine ». L'imitateur ne saurait arguer de ce qu'il a composé la dénomination avec son nom patronymique « Bénit ».

L'imitation doit être interdite également, lorsqu'elle est assez flagrante, assez complète et assez habile pour induire en erreur la plupart des acheteurs ou des consommateurs. La ressemblance de dénomination et d'habillage ainsi que l'imitation dans la forme et dans le fond des modes de publicité de la « Bénédictine » constituent par leur réunion le délit de concurrence déloyale (C. Rouen, 3 juillet 1919, Ann. 1920, I, 245).

Il y a concurrence déloyale de la part d'un ancien ouvrier qui s'étant procuré un catalogue de la maison, alors qu'il y était employé, a adressé après sa sortie, à la clientèle de son ancien patron, un catalogue présentant non seulement le même aspect général, mais dont la forme, l'ordonnance des chapitres, la disposition des caractères, les conseils à la clientèle, les instructions, clichés, dessins sont servilement imités (Trib. comm. Seine, 4 avril 1914, *Gaz. Pal.*, 17 juillet 1914).

Les clichés, vignettes, formules de publicité constituent la propriété industrielle de celui qui justifie d'un droit privatif établi par une antériorité de jouissance de notoriété publique. L'imitation plus ou moins servile de ces éléments, constitue un acte de concurrence déloyale. Il importe peu que des différences de détail existent entre les deux compositions, du moment que, dans leur ensemble, la ressemblance est évidente, et marque chez le plagiaire, l'intention de créer une confusion au profit de sa spécialité.

Constitue également un acte de concurrence déloyale par imitation de nom, le fait de donner à un produit une appellation telle que « alopécine », de nature à amener une confusion avec un autre produit dénommé « misalopécine », alors surtout que les produits désignent tous deux une lotion capillaire, ont la même provenance de fabrication et s'adressent à la même clientèle (C. Chambéry, 3 décembre 1912, Ann. 1914, II, 21).

La raison de commerce créée par une société indus-

trielle constitue une propriété protégée soit par la loi générale, soit par la loi spéciale de 1824. Il y a concurrence déloyale lorsqu'elle a été reproduite dans de telles conditions d'identité ou de similitude qu'il en peut résulter une confusion entre la maison créatrice de cette raison de commerce et celle qui en a fait postérieurement usage, et l'adjonction de l'adjectif « français », par exemple, n'est pas suffisante pour différencier la deuxième maison de la première (Trib. com. Seine, 7^e Ch., 23 décembre 1920, Ann. 1921, I, 253).

Constitue une concurrence déloyale le fait de reproduire d'une façon sensiblement exacte et de livrer à sa clientèle les dessins de pièces de tissus composant une collection particulière qui avait été confiée.

Les juges du fait constatent suffisamment l'existence de la faute et du préjudice en relevant que les défendeurs ont intentionnellement créé par leurs agissements, une confusion sur la véritable provenance des produits dans le but de détourner à leur profit la clientèle d'autrui en reproduisant frauduleusement des dessins qu'ils savaient la propriété d'autrui et en le privant ainsi de commandes qui lui revenaient (Cass. req., 18 juin 1913, Ann. 1914, I, 23).

497. *Substitution.* — Un acte usité de concurrence déloyale réside dans la substitution de marchandises, c'est-à-dire dans le fait de remplacer la marchandise demandée par une autre. Ainsi servir un quinquina quelconque à un consommateur quand il a demandé un Dubonnet constitue un acte de concurrence déloyale (Paris, 20 juillet 1904, Ann. 1904-357).

De très nombreuses décisions ont été rendues en ce sens.

498. *De l'enseigne.* — La concurrence déloyale par similitude d'aspect revêt souvent la forme de l'usurpation de l'enseigne d'autrui qui sert à désigner une maison de commerce, dans le but de créer une confusion dans l'esprit du public. On admet généralement que l'étendue du droit à l'enseigne se borne, selon l'industrie, au quartier d'une ville ou à une région déterminée et le critérium qu'appliquent souverainement les tribunaux réside exclusivement dans la possibilité ou non de confusion (C. Paris, 6 août 1902 ;

C. Paris, 23 juillet 1911 et la note, Ann. 1912, I, 31 ; V. encore Cass. req. rej., 20 février 1888, Ann. 1890-113 ; Trib. Lyon, 18 mars 1910, Ann. 1911, II, 23 ; Comp. C. Pau, 18 mai 1910 et Trib. com. Marseille, 4 mai 1910 avec note Fernand-Jacq, Ann. 1912, I, 26 et I, 29) tandis qu'en matière d'usurpation de nom ou de raison commerciale ou sociale, comme nous l'avons déjà dit, employés ou non à titre de marque de fabrique, il est certain que le seul fait de l'usurpation est illicite en dehors de tout examen du préjudice (V. not. Narbonne, 10 juillet 1912, Ann. 1914, II, 15).

Un mot banal pris comme enseigne dans une localité ne saurait concurrencer un commerce de même nature exercé dans une toute autre localité plus ou moins éloignée et c'est la priorité de l'emploi dans chaque localité qui établit la propriété de l'enseigne (C. Montpellier, 18 juillet 1913, Ann. 1914, II, 74 ; C. Bourges, 1^{er} mars 1921, Ann. 1921, I, 226).

Le préjudice peut exister alors même que l'enseigne n'est pas textuellement reproduite. C'est ainsi que constitue un acte de concurrence déloyale le fait par un ancien employé d'installer une maison similaire à celle de son ex-patron en adoptant un tableau affiche dont le fond identique porte, dans le même ordre, les mêmes noms de consommations en lettres de même couleur et de même format et le mot « Bar » complètement inutile remplaçant le mot « Biard » à peu près semblable (C. Paris, 4^e Ch., 14 juin 1913, Ann. 1914, II, 30).

§ 2. — *De la concurrence déloyale par homonymie*

499. — Si le nom patronymique constitue pour celui qui le porte une propriété dont il lui est permis de jouir et de disposer de la façon la plus absolue, c'est sous réserve du droit des tribunaux de réprimer l'abus qui pourrait en être fait. Tout citoyen a le droit de faire le commerce sous son nom à condition de l'exercer personnellement et réellement, à condition également de ne pas céder, prêter ou faire figurer son nom comme seul apport dans une société

commerciale et en évitant, entre autres, tous agissements de nature à créer une confusion frauduleuse et à usurper le crédit et la réputation de tiers antérieurement connus sous ce nom (C. d'Angers, 28 avril 1920, Ann. 1920, I, 271).

Les tribunaux ont admis que l'adjonction d'un prénom ne suffisait pas toujours pour éviter la confusion pour le public. Ils ont interdit en conséquence la dénomination « Goudron Georges Guyot » (Bourges, 25 juillet 1904, Ann. 1904-342) « Chocolat Gaston Menier » (Paris, 15 novembre 1908 et 17 juin 1910, Ann. 1909, I, 23 et 1911, II, 9).

Si le créateur d'une maison de commerce a cédé son nom commercial, l'homonyme qui, s'établissant en concurrence à cette maison, fait un usage abusif de son nom patronymique pour chercher à établir une confusion entre ses produits et ceux de l'autre maison, commet un acte de concurrence illicite. Il y a lieu de prendre toutes mesures pour éviter la confusion, notamment de l'obliger à faire précéder son nom ou sa raison sociale, sur tous les produits de sa fabrication, ses prospectus, catalogues, enseignes, papiers commerciaux des mots « nouvelle maison fondée en 1913 » en caractères de même dimension et de même nature (C. Paris, 30 janvier 1920, Ann. 1920, I, 278).

§ 3. — *De la concurrence déloyale par usurpation de fausses qualités*

500. — Un moyen fort usité en matière de concurrence déloyale consiste à prendre faussement une qualité ou un titre destinés à faire impression sur le client éventuel.

Le titre de vétérinaire est exclusivement réservé à ceux qui ont obtenu le diplôme institué par l'ordonnance du 1^{er} septembre 1825.

Son usurpation accompagnée d'offres et d'appels au public constitue un acte de concurrence illicite et un syndicat de vétérinaires diplômés est fondé à réclamer des dommages-intérêts à son auteur (Cass. req., 15 juin 1914, *Gaz. Trib.*, 20 juin 1914).

Dans le même ordre d'idées une dénomination abusive peut constituer un acte de concurrence déloyale.

Un ancien clerc de notaire qui exploite un cabinet d'af-

faïences dans la commune où exerce ce notaire, donne à ce cabinet le titre de « cabinet notarial » et fait apposer sur la porte de son habitation les panneaux dorés de forme ovale des officiers ministériels portant la mention « cabinet notarial » et pose dans différents endroits de la commune des affiches contenant en mêmes lettres ces mêmes mots suivis de son nom et indiquant des ventes à l'amiable, commet une faute et cause au notaire un préjudice justifiant une condamnation basée sur l'art. 1382 du Code civil.

Les notaires, fonctionnaires publics, ont en effet le droit exclusif de faire usage d'un qualificatif rappelant les fonctions qu'ils exercent.

Le juge peut, sous une astreinte, ordonner à l'ancien clerc d'enlever les panneaux placés au-dessus de sa porte, de supprimer les affiches contenant la qualification de « notarial », de faire cesser toute publicité où ce nom figurait et lui défendre à l'avenir de se servir des mots « cabinet notarial » et d'une façon générale du mot « notarial » et ordonner l'insertion dans plusieurs journaux.

La chambre des notaires qui a parmi ses attributions, celle de sauvegarder les intérêts de ses membres a qualité pour les défendre en justice (Cass. req., 3 juin 1919, Ann. 1920, I, 96).

§ 4. — *De la concurrence déloyale par la non-exécution des obligations qui naissent de la vente d'un fonds de commerce*

501. — Dans le commerce le nom connu d'une maison est souvent la raison de son succès persistant auprès du public. Aussi un négociant qui a fondé une maison de commerce et l'a exploitée ensuite sous son nom patronymique transmet souvent, à moins de convention contraire, non seulement à son successeur immédiat mais encore à tous les exploitants successifs l'usage de son nom qui est un des éléments constitutifs de son fonds et assure à l'acquéreur le maintien de la clientèle. Il n'y a dans cette pratique aucun élément de concurrence déloyale. Il en est différemment au cas où les héritiers du fondateur peuvent établir que le propriétaire actuel du fonds compromet le nom dans

des opérations incorrectes, il est alors loisible de demander aux tribunaux que l'usage en soit interdit ou réglementé.

Spécialement dans le cas où le désir d'accaparer des clients de la maison concurrente est certain, la réglementation ordonnée par le tribunal peut consister à obliger le propriétaire actuel à ne faire usage du nom du fondateur que sous la forme « ancienne maison X. . . » accompagnant son propre nom et en caractères moins gros (Trib. civ. Seine, 13 janvier 1920, *Gaz. Pal.*, 24 janvier 1920).

La liberté du commerce et de l'industrie, corollaire de la liberté du travail inscrite dans la loi des 2-17 mars 1791, peut être limitée par le souci naturel de sauvegarder dans les rapports entre cédants et cessionnaires de fonds de commerce les habitudes de loyauté et d'honnêteté sans lesquelles il ne peut y avoir de prospérité réelle. Les interdictions de rétablissement dans un commerce similaire sont valables et pratiquement sanctionnées, même en l'absence de conventions expresse, lorsqu'elles n'édicte qu'une suspension limitée dans le temps et dans l'espace de l'activité dans le même domaine des anciens détenteurs du fonds de commerce. La doctrine comme la jurisprudence sont depuis longtemps fixées à cet égard (V. not. Cass. 7 novembre 1906, *Dall.* 1912-245 ; Cass. 27 mai 1908, *Sir.* 1910, I, 118).

Le vendeur qui est garant de son fait personnel, même en l'absence de toute convention, ne peut en fondant une nouvelle maison dans le voisinage de celle qu'il a vendue, faire concurrence à son acheteur et lui enlever une partie de sa clientèle (Paris, 7 janvier 1890, *Dall.* 1890, II, 290 ; Paris, 30 août 1892, *Dall.* 1893, II, 85).

Mais la clause d'interdiction illimitée est nulle non seulement quant aux lieux mais aussi à la durée (Cass. civ., 14 mars 1904, *Ann.* 1904-205).

Toutefois, ne saurait être considérée comme générale et illimitée, et par suite comme de nul effet, l'interdiction de se rétablir dans une industrie similaire lorsque le contrat contient une clause en vertu de laquelle le vendeur du fonds de commerce s'est réservé le droit de reprendre sa liberté d'action en payant, s'il contrevient à son enga-

gement, une indemnité fixée par le tribunal à imputer sur le montant du prix de cession (Cass. req., 2 juillet 1918, Ann. 1919, I, 116).

D'autre part, l'interdiction imposée à un commerçant de vendre des galoches par exemple ne s'étend pas à la vente des sabots. La clause d'interdiction visant l'exercice d'un commerce doit d'ailleurs s'interpréter restrictivement (Trib. com. Nantes, 10 août 1918; Jurisprudence comm. et marit. de Nantes, 1919, I, 102).

Cependant la jurisprudence, en raison des circonstances de l'affaire, n'admet pas toujours que le seul fait de la vente entraîne l'interdiction de se rétablir, elle admet au contraire, en l'absence d'une clause formelle, le rétablissement, sous réserve d'éviter toute manœuvre déloyale.

Un ancien associé co-licitant a le droit de se rétablir et d'exploiter un commerce de même nature que celui exploité par la Société, pourvu qu'il n'y ait pas de sa part de manœuvre déloyale et alors surtout que l'acte de licitation ne renferme aucune convention expresse de non-rétablissement au détriment de l'associé qui ne serait pas adjudicataire et qu'il résulte des circonstances de la cause que l'intention de chacun des associés, lors de la dite licitation, était de se rétablir s'il n'était pas proclamé adjudicataire et, notamment, par la modicité du prix de licitation eu égard aux bénéfices moyens actuels et à la prospérité de la société, modicité qui ne peut s'expliquer que par l'absence de toute garantie de concurrence (Trib. com. de Thiers, 7 septembre 1920, Ann. 1921, I, 251).

§ 5. — *De la concurrence déloyale par annonces et prospectus*

502. — Les prospectus et les annonces sont également un des moyens les plus usités en matière de concurrence déloyale. Il suffit pour qu'il y ait concurrence déloyale, qu'ils soient rédigés de manière à faire naître une confusion entre deux commerçants, deux produits ou bien encore deux industries. Ce genre de concurrence prend les formes les plus variées, nous ne saurions entrer dans leur détail. Nous nous bornerons à en citer quelques exemples,

Le fait par un ancien employé d'envoyer des circulaires dans le but évident de détourner à son profit une clientèle qui ne lui appartient pas constitue une manœuvre déloyale (C. Paris, 4^e Ch., 21 février 1914, Ann. 1919, I, 116).

Si un commerçant commet un acte de concurrence déloyale lorsqu'il affirme dans les circulaires ou réclames qu'il est seul fabricant d'un produit alors que ce produit est également fabriqué par d'autres, il en est autrement lorsque cette publicité a pour objet, en revendiquant la qualité du produit dont il est inventeur, de mettre l'acheteur en garde contre les agissements de concurrents préjudiciables à ses intérêts (C. Poitiers, 22 juillet 1914, Ann. 1919, II, 1).

D'autres fois, et le cas est très fréquent, les prospectus et annonces envoyés par un commerçant constituent un véritable dénigrement des produits ou des procédés de son concurrent. Si la critique est permise, c'est à condition qu'elle soit sérieuse et loyale et ces faits de dénigrement systématique constituent bien un acte de concurrence déloyale.

C'est ainsi que les insinuations et les insertions dans un journal technique dont l'ensemble est une œuvre de dénigrement contenant des imputations malveillantes susceptibles de jeter le discrédit sur une maison de commerce désignée, constituent des actes de concurrence déloyale dont les circonstances sont souverainement appréciées par les juges du fait (Cass. req., 24 avril 1914, Ann. 1920, I, 29).

S'il est permis de vanter, même exagérément, ses produits, il y a concurrence déloyale à dénigrer systématiquement les produits de ses concurrents, notamment en prétendant que les procédés employés par ceux-ci sont surannés, qu'ils sont présentés sous des qualifications frauduleuses au public (C. Paris, 17 février 1921, Ann. 1921, I, 182).

Egalement le fait, par un commerçant de distribuer un factum mettant en cause le patriotisme d'un concurrent constitue un dénigrement ayant pour but évident de chercher à détourner une clientèle dont il espère recueillir les avantages et, en cette matière, il suffit simplement pour appliquer le principe des réparations de constater que le

préjudice ait été ou soit possible (Trib. civ. Montreuil-sur-Mer, jugeant commercialement, 13 mars 1915, *Gaz. Trib.*, 24 octobre 1915).

Constitue, en outre, un dénigrement de produit, le fait par un épiciers, en vendant à sa clientèle des bouteilles d'un produit de marque de les envelopper d'un papier où figure imprimée une réclame en quatre vers pour un produit concurrent. Le quatrain semblant détourner le client de consommer ce « produit détestable », il importe peu que ce dernier ne soit pas expressément dénommé du moment que l'apposition du quatrain sur les bouteilles du produit fait à ce dernier une application dommageable (Trib. com. Marseille, 23 décembre 1913, *La Loi*, 11 février 1914).

§ 6. — *Autres cas de la concurrence déloyale*

503. — En dehors de ces catégories qui comprennent un très grand nombre de cas de concurrence déloyale, il nous reste à en examiner quelques-uns qui, en raison de leur variété même, échappent à toute classification. Nous prendrons parmi ces derniers, les cas les plus répandus car nous ne saurions prétendre passer en revue les différents actes de concurrence déloyale. Ils sont vraiment trop nombreux et c'est aux juges qu'il appartient d'apprécier souverainement si le fait reproché constitue un acte de concurrence déloyale et tombe sous l'application des art. 1382 et 1383.

Parmi les principaux actes de concurrence déloyale mentionnons : l'usurpation du titre d'un ouvrage par un concurrent peu scrupuleux qui donne lieu à une action en réparation du préjudice causé par une appropriation sans droit, à condition que ce titre constitue une désignation spéciale distincte, de nature à n'être pas confondue avec une autre (V. not. Paris, 22 novembre 1902, 17 juillet 1903, Ann. 1904-162 et 155).

Le fait par un négociant d'embaucher les ouvriers ou les employés d'une maison rivale constitue un acte de concurrence déloyale lorsque la mauvaise foi de l'embauteur est établie (Cass. civ., 27 mai 1908, Dall. 1908, I, 459).

Le commerçant qui, par l'appât d'un gain plus élevé amène un employé engagé pour la durée d'une campagne à abandonner sa fonction brusquement et sans préavis, se rend coupable, à l'égard du patron dudit employé, d'un acte de concurrence illicite en réparation duquel il doit être condamné aussi bien que l'employé fautif à des dommages-intérêts, et cette condamnation doit être prononcée solidairement (Trib. com. Cambrai, 13 janvier 1920, Ann 1921, I, 153).

Il est loisible à un ancien employé d'une maison de commerce, en l'absence de toute convention particulière, de fonder une maison rivale de celle à laquelle il doit son expérience. Néanmoins, cette situation particulière lui impose la plus grande circonspection et, en cette matière, la jurisprudence se montre très exigeante dans son respect de la propriété commerciale. C'est ainsi qu'un placier, par exemple, qui se vante de sa situation passée chez le patron pour renouer des relations et continuer des affaires pour son propre compte avec la clientèle, commet un acte de concurrence déloyale (C. Paris, 8 juillet 1910, Ann. 1910, I, 223).

Il convient de remarquer la tendance de plus en plus nette de la jurisprudence à considérer la clientèle comme une propriété réservée à chaque maison (C. Paris, 5 janvier 1911, Ann. 1911, II, 23 ; Trib. corr. Seine, 18 février 1911, Ann. 1912, II, 87).

Par suite, l'interdiction que se fait l'employé de visiter ou de solliciter la clientèle de son ancien patron doit être considérée comme parfaitement limitée quant au lieu. Elle est donc licite et sa violation constitue un acte de concurrence déloyale qui doit donner lieu, à des dommages-intérêts (C. Bordeaux, 24 novembre 1913, *Gaz. Pal.*, 30 décembre 1913).

Constituent des actes de concurrence déloyale donnant lieu à l'allocation de dommages-intérêts : le fait par l'employé d'une maison d'entrer comme membre dans une société faisant le même commerce, tout en restant dans sa maison, et sans en avertir ses patrons ; le fait, par la société dans laquelle il est entré, d'utiliser les renseignements qu'il

lui fournissait auprès de clients avec lesquels il se trouvait personnellement en relations du fait de ses fonctions chez ses patrons (Trib. com. Seine, 29 octobre 1920, Ann. 1921, 1, 156).

Sont également constitutifs de concurrence déloyale les faits suivants de la part d'un ancien employé : avoir pris un brevet qu'il se réservait d'exploiter contre ses patrons, avoir offert à la clientèle des articles copiés servilement sur ceux de ses anciens patrons, avoir copié l'emballage et enfin avoir tenté d'acheter à un de leurs préposés des révélations pour obtenir des conditions meilleures dans la fourniture de la matière première (C. Paris, 4^e Ch., 12 juin 1913, Ann. 1914, 1, 99).

Le fait de favoriser ou d'entretenir chez des concurrents une grève en fournissant des subsides au personnel qui a cessé le travail, en profitant de l'état ainsi créé ou maintenu, constitue une manœuvre de concurrence déloyale. Vainement, les défenseurs invoqueraient-ils le caractère de licéité de la grève, le droit pour eux de la soutenir par intérêt corporatif en vertu des principes humanitaires et sociaux, les circonstances de la cause établissant que les défenseurs, patrons eux-mêmes, n'ont agi que par intérêt personnel et ont profité, en réalisant des gains importants, de la situation créée par la grève maintenue et prolongée par leurs agissements.

Les règles de la loyauté commerciale sont impératives à cet égard et y contrevenir c'est commettre un acte dolosif qui peut donner ouverture à une action en dommages-intérêts (Cass. civ. rej., 9 avril 1921, Ann. 1921, 1, 259 et note de Fernand-Jacq.).

Le fait de majorer sur l'étiquette le prix marqué par le fabricant constitue un acte de concurrence déloyale (C. Paris, 15 mai 1920, Ann. 1921, 1, 87).

Un éditeur qui annonce en faisant apparaître sur la bande entourant le livre, en gros caractères, de façon à frapper les yeux de l'acheteur « Prix Goncourt » et au-dessous en tout petits caractères presque illisibles, 4 voix sur 10, ne donne pas une indication qui peut être considérée comme déloyale puisqu'il n'est pas établi qu'il ait agi de

mauvaise foi, mais elle est pour le moins illicite et tendancieuse et cause à l'éditeur du livre ayant obtenu le prix Goncourt un préjudice certain dont il lui doit réparation (Trib. com. Seine, 20 mai 1920, *Gaz. Pal.*, 1^{er} juillet 1920).

Lorsqu'il résulte de conventions formelles que des propriétaires de journaux ont donné à une maison d'édition l'exclusivité de la vente en certains pays, ils ne peuvent servir la clientèle de ces pays par la voie indirecte de commissionnaires, alors même qu'ils allégueraient avoir ignoré quels pays desservaient ces commissionnaires, alors surtout qu'ils ont installé des agents en ces pays. Ces pratiques constituent des actes de concurrence illicite (Trib. com. Seine, 21 juin 1913, *La Loi*, 5 juillet 1913).

Il y a concurrence déloyale dans le fait de reproduire, en les appliquant à un produit concurrent, des articles et des études qui ont été faits pour le produit d'un autre concurrent (Trib. Seine, 6 juin 1912, et C. Paris, 24 décembre 1913, *Ann.* 1914, 1, 94).

Constituent des actes de concurrence déloyale souverainement appréciés par les juges saisis d'une demande en dommages-intérêts, les menaces et poursuites exercées contre des concurrents par le titulaire d'un brevet frappé de déchéance faute d'exploitation dans les trois ans de la demande du brevet (Cass. req., 9 février 1920, *Gaz. Pal.*, 12 mai 1920).

Le fait de vendre, à un prix très modique, sous la dénomination « véritable loutre d'Alaska » une fourrure qui n'est pas de la loutre et ne provient pas de l'Alaska, est de nature à déprécier les fourrures authentiques et à causer au commerce des fourrures un préjudice corporatif justifiant l'action de la chambre syndicale et sa demande en dommages-intérêts (C. Paris, 4^e Ch., 7 mai 1914, *La Loi*, 10 juin 1914).

Commet une faute délictuelle constitutive de concurrence déloyale le commerçant qui indique faussement à un client que le produit qu'il demande provient d'une maison considérée comme allemande. L'excuse de bonne foi ne peut être invoquée pour un quasi-délit et il y a lieu à

dommages-intérêts. Le défaut de publicité rend inutile la publication du jugement dans les journaux (Trib. com. Seine, 14 décembre 1915, Ann. 1920, 1, 123).

Cette décision précise que la concurrence illicite est une faute quasi-délictuelle que la bonne foi ne saurait effacer. C'est d'ailleurs une tendance de la jurisprudence actuelle, en cette matière, à ne pas oublier que la concurrence déloyale n'est qu'une appellation commode pour désigner un des nombreux quasi-délits sanctionnés par l'art. 1382 du Code civil qui n'exige pas pour son application l'existence de la mauvaise foi.

Ces quelques exemples nous donnent un aperçu sommaire des principaux actes de concurrence déloyale qui se commettent, mais il est impossible, comme nous l'avons déjà signalé, de prévoir tous les aspects que peut revêtir la fraude. Il suffit de remarquer que les tribunaux sanctionnent toujours les actes qui témoignent d'un enrichissement au détriment d'autrui ou d'une atteinte à l'exacte probité.

CHAPITRE II

L'action en concurrence déloyale ou illicite

SECTION I. — Du droit d'intervention des concurrents

504. — Tout concurrent qui a subi un préjudice peut, en vertu de l'art. 63 du Code d'instruction criminelle, intervenir devant la juridiction répressive en se constituant partie civile pour obtenir réparation du dommage qui lui a été causé par un acte délictueux ayant faussé auprès de la clientèle le libre jeu de l'offre et de la demande.

Il a été jugé, d'autre part, au civil « que toute tromperie sur la nature de la marchandise vendue, toute fraude, tout acte illicite modifiant les conditions normales de la concurrence dans l'industrie des eaux minérales, cause un double préjudice aux autres exploitants, préjudice moral provenant de la déconsidération que de semblables pratiques jettent sur l'industrie, préjudice matériel résultant de l'infériorité dans laquelle se trouvent les autres concurrents vis-à-vis de celui qui en use pour s'emparer de la clientèle ou la conserver par des moyens illicites », légitime le droit d'intervention des concurrents pour demander la cessation de ces pratiques et la réparation du préjudice causé (C. Bourges, 19 août 1894, Ann. 1895, 20).

C'est en s'appuyant sur ces mêmes principes que les tribunaux ont admis les concurrents à intervenir dans les poursuites pour infractions à la loi du 1^{er} août 1905 sur la fraude dans la vente des marchandises, en matière de tromperie sur la nature ou sur l'origine de la marchandise vendue.

L'action civile peut être exercée non seulement par l'acheteur trompé mais aussi par tous ceux auxquels le délit a causé un préjudice direct, notamment par un producteur lésé dans son droit de propriété. La Cour de cassation dans un arrêt du 3 mai 1913 (*loc. cit.*) cassant un arrêt

de la Cour de Paris du 12 septembre 1912 (Ann. 1914, 1, 40) et renvoyant les parties devant la Cour de Rouen (19 juillet 1913, 4^e Ch., Ann. 1914, 1, 42) a posé en principe que les art. 1 et 63 du Code d'instruction criminelle donnant à toute personne lésée par un crime, un délit ou une convention le droit d'intervenir dans la poursuite pour réclamer réparation du préjudice causé s'appliquent, à défaut de disposition expresse en excluant pour elle l'application, aux actions fondées sur la loi du 1^{er} août 1905.

Le droit d'agir en vertu de cette loi n'appartient pas seulement au contractant victime de la tromperie, il appartient également au producteur du produit naturel véritable et l'on ne saurait soutenir qu'il ait un intérêt seulement indirect à agir.

SECTION II. — Du droit d'intervention des syndicats

505. — Aux termes de l'art. 6, paragraphe 1^{er} de la loi du 21 mars 1884 les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers ont le droit d'ester en justice, mais la mesure de ce droit est déterminée par les limites de la capacité juridique. Or, d'après l'art. 3 « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

En présence du texte de la loi de 1884, le droit d'intervention des syndicats a donné lieu à de longues controverses. Deux thèses se sont fait jour sur la compréhension des intérêts collectifs dont les syndicats ont pour but d'assurer la défense.

Dans une interprétation restrictive, le syndicat n'aurait le droit d'exercer que les actions qui, n'étant pas dans le commerce, ne peuvent être exercées par aucun de ses membres. On redoute, en effet, la force croissante du syndicat dans la vie sociale et on s'effraie de voir la jurisprudence rompant avec la tradition qui jusqu'ici tendait à monopoliser entre les mains du ministère public la vindicte pénale, armer les syndicats d'un tel droit de poursuite.

Dans une interprétation extensive, au contraire, on a

pensé que l'action syndicale devait être estimée recevable chaque fois qu'elle trouverait sa justification dans la lésion d'un intérêt collectif et qu'elle aurait pour objet la défense des intérêts généraux de la profession.

Il est bien certain que les syndicats peuvent intervenir pour la défense des intérêts généraux de la corporation, mais la Chambre criminelle de la Cour de cassation se montrait fort rebelle à admettre cette intervention. Elle distinguait entre l'intérêt corporatif et les intérêts directement lésés par la fraude. Vainement, l'art. 9 de la loi du 29 juin 1907 tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage disposait : « que tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture, ou du commerce ou du trafic des vins pourront exercer... les droits reconnus à la partie civile ...relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins... ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil » et l'art. 2 de la loi du 5 août 1908 sur la délimitation des appellations régionales reproduisant à peu près les termes de la loi de 1907 portait : « tous syndicats formés conformément à la loi du 1^{er} août 1905 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les art. 182, 63, 64, 66, 67, et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil », furent-ils inscrits pour assurer le droit d'intervention des syndicats dans la répression des fraudes prévues. La Chambre criminelle cassait encore des arrêts de Cours d'appel pour n'avoir pas rapporté la preuve du préjudice causé par la fraude aux intérêts collectifs représentés par le syndicat.

506. *De l'évolution de l'interprétation jurisprudentielle.* — Nous allons essayer de retracer brièvement l'évolution de la jurisprudence en cette matière du droit d'intervention des syndicats qui devait aboutir à l'arrêt de la Cour de cassation toutes Chambres réunies du 15 avril 1913.

Placée entre les deux théories relatives au droit d'intervention des syndicats en vertu de la loi de 1884, la jurisprudence s'est tout d'abord efforcée de découvrir un criterium de l'intérêt collectif. Il fallait que cet intérêt collectif n'apparût pas comme la somme des intérêts individuels mais présentât une physionomie qui lui fût propre.

Dans une suite d'arrêts, la Cour de cassation a cherché la discrimination de cet intérêt collectif, distinct des droits individuels, destiné à former l'objet de l'action syndicale. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation (Ch. cr., 21 janvier 1892, Ann. 1893, 301) a cassé un arrêt de la Cour de Paris qui déclarait que l'action civile ne pouvait être exercée que par l'acheteur qui a été victime de la fraude ; que d'après les art. 1 et 65 du Code d'instruction criminelle, toute personne lésée par un crime, un délit ou une contravention peut intervenir dans la poursuite et réclamer la réparation du dommage causé, que ces droits ne sauraient être restreints ou limités que par une disposition expresse qui n'existe ni dans l'art. 423 du Code pénal, ni dans l'art. 8, paragraphe 2 de la loi du 23 juin 1857 ; que dès lors, c'est à bon droit que le tribunal correctionnel a condamné les prévenus à des dommages-intérêts envers le syndicat des propriétaires et concessionnaires d'eaux minérales dès qu'il reconnaissait que les faits délictueux commis par les prévenus leur avait causé un préjudice.

Un autre arrêt de la même Chambre (Cass. cr., 5 janvier 1894, Ann. 1895, 23) a décidé qu'un syndicat de pharmaciens est recevable à intervenir pour réclamer des dommages-intérêts à un pharmacien, même membre du syndicat, poursuivi à raison de la mise en vente de substances médicamenteuses falsifiées.

Lorsqu'il résulte des faits souverainement constatés par les juges du fond (livraison de marchandises à prix réduits par tromperie sur la nature de la marchandise vendue)

qu'il y a eu nécessairement un dommage causé au concurrent, la condamnation à des dommages-intérêts est suffisamment justifiée bien que l'arrêt attaqué n'ait pas donné de motifs en ce qui concerne le préjudice.

Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que la jurisprudence admet depuis longtemps l'intervention des syndicats de pharmaciens dans les poursuites pour exercice illégal de la pharmacie (V. not. pour les syndicats de pharmaciens, Lyon, 8 mars 1888, *Mon. Lyon*, 31 juillet 1888 ; Grenoble, 27 juillet 1889, *Gaz. Pal.*, 1889, II, 247 ; Lyon, 3 juin 1890, *Dall.* 1891, II, 29).

Un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 1^{er} mars 1906, 2^e arrêt (*Bull. crim.*, n^o 108) a décidé qu'un syndicat professionnel est recevable à se porter partie civile dans une instance pénale alors qu'il est certain que les intérêts professionnels et collectifs dont ce syndicat s'est constitué le défenseur sont directement lésés par le système de fraude auquel les prévenus ont participé.

Jugé au contraire (3^e arrêt, *Cass. cr.*, 1^{er} mars 1906, *loc. cit.*) qu'aucune exception n'ayant été apportée en faveur des syndicats aux règles qui restreignent l'exercice de l'action publique et de l'action civile, le droit de se porter partie civile ne leur appartient que dans les poursuites relatives aux infractions pénales qui, au moment où elles se commettaient, ont causé directement une lésion aux intérêts collectifs représentés par le syndicat ; qu'en conséquence, un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la recherche des fraudes commises dans le commerce des vins n'a pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente d'un vin falsifié.

Nous ne saurions indiquer, même brièvement, les motifs des arrêts rendus en la matière, bornons-nous à en signaler quelques-uns (*Cass. cr.*, 27 juillet 1907 ; *Sir.*, 1908, I, 105). Dans le même sens (*Cass. req.*, 5 janvier 1897, *Pandectes*, 1898, I, 414 ; *Cass. civ.*, 18 janvier 1905, *Pandectes*, 1909, I, 157).

Il semble bien résulter de ces diverses décisions que l'accord paraissait être établi entre les trois Chambres de la

Cour suprême pour permettre l'exercice de l'action syndicale lorsqu'elle s'exerçait au nom de l'intérêt collectif, mais un arrêt de la Chambre criminelle du 20 décembre 1907 (Bull. crim., n° 512) fit intervenir l'élément nouveau du préjudice direct et du droit actuel. On lit en effet dans cet arrêt : « S'il résulte de la combinaison des art. 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des art. 1^{er} et 2 du Code d'instruction criminelle, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits préjudiciables aux intérêts économiques, industriels et commerciaux qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi ». En ce sens également (Cass. cr., 6 août 1908, 4 arrêts, *Pandectes*, 1909, I, 223 ; Cass., 13 février 1909, *Pandectes*, 1911, I, 417 ; 21 avril 1910, Bull. crim., n° 209 ; Cass. cr., 5 novembre 1910, Bull. crim., n° 541 ; 21 octobre 1911, Bull. crim., n° 459 ; Cass. cr., 17 février 1912, *Pandectes*, 1912, I, 604).

Toutefois, l'action civile des syndicats pour lésion directe des intérêts collectifs dont ils avaient la garde, dans des poursuites relatives à la fausse indication du lieu d'origine du produit, semble avoir été accueillie moins difficilement par la Cour de cassation (Cass. cr., 8 août 1908, Bull. crim., n° 354 ; 8 décembre 1911, Bull. crim., n° 572 ; 29 janvier 1912, Bull. crim., n° 58 ; Cass. cr., 20 octobre 1911, Bull. crim., n° 458 ; Cass. cr., 25 juillet 1912, Bull. crim., n° 422).

Dans son rapport présenté à la Chambre criminelle lors de l'arrêt du 25 juillet 1912 (*loc. cit.*), le conseiller Bourdon en précisant la notion de l'intérêt direct déclarait que les arrêts sont d'accord pour déclarer recevable « l'action syndicale tendant à protéger un monopole, à réprimer une concurrence délictueuse et illégale, à défendre ce qui fait l'objet du syndicat, la chose dont la disparition entraînerait celle du syndicat lui-même ».

Dans leurs derniers revirements, la Chambre civile et la Chambre des requêtes ont vu dans la notion de l'intérêt professionnel commun, la somme des intérêts individuels.

Un arrêt du 25 janvier 1910 (Cass. civ., *Gaz. Pal.*, 18 fé-

vrier 1910) vise des faits (susceptibles de nuire à l'ensemble des marchands de meubles). Dans le même sens, un arrêt de Cassation (Req., 5 décembre 1911, Ann. 1912, I, 61) déclare la Chambre syndicale de bijouterie habile à agir pour défendre en général « l'intérêt professionnel de ses adhérents ». Nous sommes loin avec ces arrêts des tendances de la Chambre criminelle. En adoptant le criterium de l'intérêt professionnel des adhérents, l'arrêt précité reconnaît que l'intérêt collectif comprend une idée de défense corporative et une synthèse des intérêts individuels.

C'est pour trancher les différentes interprétations relatives à la recevabilité de l'action syndicale qu'a été rendu l'arrêt de cassation, toutes Chambres réunies, du 5 avril 1913 (Cass. Ch. réunies, 5 avril 1913, Dall., 1914, I, 65 ; Sir., 1920, I, 55, Ann. 1913, 341 et note de Fernand-Jacq ; *Pandectes françaises*, 1920, I, 55 avec le rapport du conseiller Falcimaigne).

Voici les motifs de cet arrêt :

« Attendu que des qualités de l'arrêt attaqué, il appert que le syndicat national de défense de la viticulture française est intervenu, en qualité de partie civile, dans la poursuite intentée par le Ministère public contre le sieur Perreau, sous inculpation de falsification de vin par addition d'eau et de mise en vente de vin qu'il savait être falsifié.

Attendu que, pour déclarer cette intervention recevable et fondée, l'arrêt s'est basé sur ce que le préjudice, dont réparation était demandée, résultait non seulement de la déconsidération que la fraude commise jetait sur le produit naturel, mais encore du fait que cette fraude déterminait une baisse du prix du vin correspondant à la quantité d'eau livrée sous le nom de vin ;

Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour de Rouen n'a violé aucun des textes visés au moyen ;

Attendu, en effet, d'une part, que l'action civile exercée par le syndicat national de défense de la viticulture française n'avait pas pour objet de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble, et représentée par

le syndicat dont la personnalité juridique est distincte de la personne de chacun de ceux qui le composent ;

Attendu d'autre part, que les deux causes de préjudice retenues par l'arrêt attaqué étaient de nature à atteindre directement les intérêts économiques, commerciaux et agricoles dont la défense rentre essentiellement dans la mission légale des syndicats professionnels, aux termes de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884. Rejette, etc... ».

Dans cet arrêt qui paraît résoudre le conflit des Chambres de la Cour suprême par un mouvement extensif en faveur du droit d'intervention des syndicats, mais qui continue à refuser l'action à la somme des intérêts individuels, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect apparaît à peine. En disant que les deux causes de préjudice « étaient de nature à atteindre directement les intérêts économiques », il permettait une intervention plus large de l'action syndicale qui apparaît « à mi-chemin de l'action civile et de l'action publique (1) ».

A la suite de cet arrêt remarquable dans l'évolution des libertés syndicales, la Chambre civile de la Cour de cassation a appliqué la thèse en deux arrêts des 28 novembre 1916 et 5 novembre 1918.

Cet arrêt de 1913 a réalisé l'harmonie entre les tendances diverses de la jurisprudence qui avait admis par des décisions nombreuses des syndicats à intervenir pour la réparation du préjudice causé par des fraudes en justifiant d'un arrêt direct et collectif (V. not. C. Toulouse, 28 juillet 1910, Ann. 1911, II, 2 ; Trib. corr. Seine, 15 novembre 1910, Ann. 1911, II, 24 ; C. Lyon, 23 février 1911, Ann. 1911, II, 31 ; C. Montpellier, 16 novembre 1911, Ann. 1912, II, 65 ; C. Lyon, 15 novembre 1911, Ann. 1912, II, 64 ; Cass., 15 janvier 1910, *Gaz. Pal.*, 22 janvier 1910 ; Cass. cr., 29 février 1912, Ann. 1913, I, 225 ; C. Douai, 3 décembre 1912, Ann. 1913, I, 310 ; Trib. corr. Seine, 22 février 1913, Ann. 1913, II, 88 ; Trib. corr. Seine, 28 février 1913, Ann. 1914, II, 1 ; Cass. cr., 3 mai 1913, Ann. 1914, I, 38 ; Cass.

(1) Note de M. A. MESTRE, sous Cassation, 5 avril 1913 ; *Pandectes fr.*, 1920, 1, 58.

cr., 26 mars 1914, Ann. 1914, I, 198. — V. également C. Paris, 17 juillet 1914, Ann. 1919, I, 100 ; C. Paris, 18 juin 1914, Ann. 1920, I, 67, avec les notes de M. Plaisant ; Cass. civ., 9 décembre 1918, Ann. 1919, I, 41).

SECTION III. — Extension du droit d'intervention syndicale par la voie législative

507. *Loi du 6 mai 1919.* — Cette loi sur les appellations d'origine a étendu le champ de l'action syndicale.

Son art. 9 reconnaît à tous syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre, comme d'ailleurs à toute personne lésée par le délit, la faculté de se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle, mais cette disposition ne s'applique qu'à un groupe tout particulier de fraudes.

508. *Loi du 12 mars 1920.* — La loi du 12 mars 1920, relative à l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels couronnant le mouvement commencé en faveur de l'intervention des syndicats dans un sens plus libéral par l'arrêt du 5 avril 1913 et par la loi du 6 mai 1919, a étendu à tous les syndicats la plénitude d'exercice en ce qui concerne l'action syndicale. Elle dispose, en effet, dans son art. 5 modifiant la loi de 1884, paragraphe 2, que les syndicats professionnels peuvent devant toutes les juridictions exercer les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent.

On peut dire en présence de ce texte que la discussion relative à l'intervention des syndicats est éteinte.

SECTION IV. — De l'exercice de l'action en concurrence déloyale

509. — L'action en concurrence déloyale est une action de droit commun. Elle est simplement soumise aux règles ordinaires du Code de procédure civile.

Toute partie lésée, y compris les syndicats et les associations dans la mesure de l'intérêt collectif, peut agir, en dehors de la juridiction répressive, pour la réparation du préjudice causé par l'acte délictueux ou par tout autre acte de concurrence déloyale ou illicite. Elle n'appelle aucune observation particulière.

La loi du 5 mai 1919, en ce qui concerne plus spécialement l'action civile des syndicats, a aboli la condition du préjudice direct. Son art. 1^{er} dispose en effet, que « toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit, à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation ».

« La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre ».

La recevabilité de l'action syndicale était donc largement ouverte par la loi nouvelle.

510. *Preuve.* — La preuve de la concurrence déloyale peut être rapportée par tous les moyens admis en matière commerciale et spécialement la preuve testimoniale (Riom, 9 mars 1903, *Rec. Riom*, 1903, 310).

511. *Compétence.* — Le tribunal civil ou le tribunal de commerce, suivant les règles générales de compétence, connaîtra de cette action, mais le tribunal de commerce est généralement compétent puisqu'il s'agit presque toujours d'une action en responsabilité entre commerçants à l'occasion de faits de commerce.

D'autre part, l'art. 631 du Code de commerce défère expressément aux tribunaux de commerce toute contestation relative aux engagements entre commerçants sans distinguer les obligations conventionnelles de celles qui se forment sans convention ; or la concurrence déloyale constitue un quasi-délit qui ne peut échapper à la répression consulaire, car il intervient entre commerçants à l'occasion de leur commerce.

Mais si les faits de concurrence déloyale sont intervenus

entre non commerçants, par exemple entre deux personnes exerçant des professions libérales ou si l'une des deux parties n'est pas commerçante, le litige est de la compétence du tribunal civil. Il convient d'ailleurs de remarquer que l'action en concurrence déloyale entre commerçants portée devant la juridiction civile serait recevable en l'absence de toute exception d'incompétence soulevée par la partie défenderesse, les tribunaux consulaires étant des juridictions d'exception et les tribunaux civils ayant la plénitude de juridiction.

SECTION V. — Sanction de la concurrence déloyale

512. — La sanction normale de la concurrence déloyale reconnue est la condamnation à des dommages-intérêts du commerçant peu scrupuleux. C'est l'application la plus naturelle et la plus fréquente de l'art. 1382. Cette condamnation à des dommages-intérêts constitue la réparation du préjudice causé dans le passé. Pour l'avenir, les tribunaux ne peuvent se borner qu'à prescrire telles mesures qu'ils jugeront propres à faire cesser la concurrence déloyale ou illicite et à empêcher le dommage de se perpétuer. Ils peuvent, par exemple, dans le cas où le défendeur n'exécuterait pas dans le délai imparti les changements ou suppressions prescrits, le condamner à une certaine somme d'argent pour chaque jour de retard, c'est le système de l'astreinte, de création jurisprudentielle, qui est un moyen de contrainte énergique, lequel trouve d'ailleurs un appui indirect dans l'art. 1036 du Code de procédure civile qui permet aux juges de prononcer des injonctions et doit naturellement leur donner le moyen de se faire obéir.

D'autre part, aux termes de ce même article 1036, les tribunaux peuvent également, suivant les circonstances, ordonner l'insertion et l'affichage de leurs jugements.

Ces dispositions s'appliquent aux décisions rendues en matière de concurrence déloyale, étant bien entendu que chaque fait nouveau peut donner lieu à une poursuite nouvelle.

Les tribunaux peuvent-ils ordonner la fermeture d'un magasin ? A première vue rien ne semble plus contraire aux principes de la loi de 1791. Cependant, toute question de concurrence déloyale mise à part, les tribunaux ont pu l'ordonner. Il est certain que les jugements pourraient prescrire la fermeture d'un établissement contraire aux bonnes mœurs ou exploitant un commerce contraire à l'ordre public ou bien encore portant atteinte à un monopole. C'est ainsi qu'en matière de contrats, les tribunaux ont ordonné la fermeture d'une maison dont le propriétaire, qui avait cédé son fonds en s'interdisant de s'établir à nouveau, avait manqué à ses engagements (Paris, 10 décembre 1885, Ann. 1886, 195).

Nous pensons qu'en matière de concurrence déloyale il faut rejeter cette sanction. Elle est contraire aux principes de la liberté commerciale et ne saurait se justifier par aucune nécessité. Ordonner des réparations pour le passé et prendre des mesures pour l'avenir, tel est le rôle auquel doivent se borner les tribunaux.

SECTION VI. — Conclusion

513. — En conclusion, il est permis de dire que grâce à la portée générale et à la souplesse des art. 1382 et 1383, dont la jurisprudence française a fait le plus judicieux emploi, elle a atteint les formes les plus variées de la concurrence déloyale ou illicite dont nous avons donné quelques exemples. C'est ainsi qu'elle a reconnu et protégé le droit du commerçant sur son enseigne, le droit sur les titres d'ouvrage, condamné toute appropriation du travail d'autrui par exemple les emprunts abusifs de journal à journal en dehors de la propriété littéraire proprement dite, défendu le patron contre toutes les indiscretions de ses ouvriers ou de ses employés, les détournements de clientèle, fait respecter les engagements pris, assuré la liberté du commerce et de l'industrie quand ils sont exercés conformément aux usages, réglé la concurrence entre les homonymes, les droits de l'acheteur et du vendeur de fonds de commerce,

réprimé toutes les confusions susceptibles d'induire la clientèle en erreur, combattu les affirmations fausses, tous les procédés illicites de réclame, toutes les usurpations de titres ou de qualités, le dénigrement, la vente au rabais, etc., etc...

TROISIÈME PARTIE

Droits des étrangers et effets des conventions internationales

CHAPITRE PREMIER

Droits des étrangers

514. *Observation générale.* — Les droits des étrangers en matière de propriété littéraire et artistique et de propriété industrielle sont réglés soit par la législation interne, soit par les conventions internationales pour les ressortissants des nations qui y ont adhéré, soit enfin par des conventions diplomatiques.

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

515. *Décret des 28-30 mars 1852.* — La loi de 1793 ne parle pas des étrangers, aussi a-t-on été divisé pendant longtemps sur le point de savoir si ces derniers avaient droit à la protection de la loi.

Le décret des 28-30 mars 1852 que nous avons déjà cité, relatif à la propriété des ouvrages littéraires et artistiques publiés à l'étranger, est venu mettre fin à cette incertitude.

Les étrangers sont désormais protégés en France, en dehors des conventions internationales, même pour des ouvrages qu'ils auraient d'abord publiés dans d'autres pays. La loi n'a envisagé que le fait de la création. Toutefois, cette protection est subordonnée en cas d'action en contrefaçon à la formalité du dépôt préalable. Cette exigence est

fort naturelle car le législateur en assimilant l'étranger au Français a entendu le soumettre aux mêmes obligations.

Il y a lieu de remarquer que le décret interdisant en termes généraux la contrefaçon sur le territoire français des ouvrages publiés à l'étranger, cette interdiction concerne aussi bien les nationaux publiant leurs ouvrages hors de France que les étrangers eux-mêmes.

Le décret visant la loi de 1793 et les art. 425 et suivants du Code pénal, sa protection s'applique indistinctement à la propriété littéraire et artistique.

Le décret de 1852 protégeant les auteurs qui publient leurs ouvrages à l'étranger contre la contrefaçon devait, pour être pleinement efficace, prévenir la fraude consistant non à mettre en vente les exemplaires contrefaits, mais à les expédier et à les exporter. C'est pourquoi le décret de 1852 a disposé que l'exportation et l'expédition sont un délit de même espèce que l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger.

L'introduction est donc punie conformément à l'art. 426 du Code pénal.

Les délits prévus par le décret sont réprimés par les art. 427 et 429 du Code pénal.

516. *Du droit de représentation.* — Le décret de 1852 a-t-il envisagé le droit de représentation ? L'auteur d'une pièce d'abord représentée à l'étranger a-t-il le droit d'en interdire et d'en poursuivre la représentation faite en France sans son autorisation ? Le décret de 1852 ne dit pas un mot du droit de représentation et ne mentionne ni la loi de 1791, ni l'art. 428 du Code pénal relatif à ce droit. Dès lors, on ne saurait appliquer les dispositions du décret au droit de représentation (Cass. req., 14 décembre 1857, Ann. 1858, 100).

517. *Conclusion.* — A part le droit de représentation, au point de vue de la protection légale, l'auteur étranger est traité comme l'auteur français, mais est-il par cela même dispensé de la caution *judicatum solvi* ? Evidemment non. Le décret de 1852 ne contient à cet égard aucune dérogation aux principes généraux et on ne saurait priver nos natio-

naux des garanties qui leur sont assurées quand ils ont à se défendre contre la poursuite d'un étranger.

SECTION II. — Brevets d'invention

518. *Loi de 1844.* — L'étranger pour les brevets d'invention a, d'après les art. 27 et 28 de la loi du 5 juillet 1844, les mêmes droits que le Français. Toutefois, ce droit commun a perdu une partie de son importance depuis la conclusion de la Convention d'Union de 1883 qui a substitué aux législations individuelles, une législation commune pour les nations signataires.

Le principe de la loi française en ce qui concerne l'étranger est absolument libéral. Tout étranger peut prendre un brevet en France, sous les mêmes formalités et les mêmes conditions que celles qui sont imposées au Français.

Ce libéralisme se trouvait déjà dans le décret du 7 janvier 1791, sauf l'exception de l'art. 16 disparu aujourd'hui, aux termes duquel l'industriel ayant pris un brevet en France ne pouvait pas ensuite en prendre à l'étranger pour la même invention.

D'après la loi française, les conditions de validité du brevet pris en France par un étranger, sont les mêmes que celles imposées au brevet pris par un Français.

Quant à la nouveauté, elle est une question de fait appréciée par les tribunaux (Cass. civ., 12 février 1886, Cl. 1887, 464) et souvent la publicité réalisée à l'étranger peut constituer un fait de nature à empêcher la brevetabilité de l'invention en France.

Les obligations du breveté étranger sont les mêmes que celles qui pèsent sur le breveté français.

1^o Paiement des taxes.

2^o Obligation d'exploiter en France l'objet du brevet.

3^o Défense d'introduire sur le marché français des objets similaires fabriqués à l'étranger.

519. *Du brevet d'importation.* — Enfin, aux termes de l'art. 29 de la loi de 1844, l'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger peut obtenir un brevet en

France, sous la réserve toutefois, que ce brevet appelé quelquefois « brevet d'importation », qui n'est en somme pas autre chose que le brevet étranger dont le possesseur obtient l'autorisation de se servir en France, ne devra pas avoir une durée supérieure à celle du brevet antérieurement pris à l'étranger.

Le rapporteur de la loi de 1844 disait, en effet, qu'il n'était pas admissible qu'une industrie libre à l'étranger fût monopolisée en France.

L'art. 29 parlant de l'auteur breveté à l'étranger comprend aussi bien dans son texte et l'étranger et le français breveté à l'étranger, aucune différence n'est faite entre eux, bien que cette disposition figure dans la loi de 1844 au titre III « des droits des étrangers ».

Il convient d'entendre par auteur d'une « invention ou découverte », l'inventeur lui-même ou ses ayants cause.

La loi de 1844 qui a rejeté le brevet d'importation admis par la loi de 1791, ne l'a maintenu que dans ce dernier cas et encore sans lui donner cette désignation.

Dans l'interprétation de l'art. 29, une question délicate s'est posée, c'est celle de savoir dans quel délai pouvait être déposé valablement en France un brevet pris à l'étranger, tout en conservant son caractère de nouveauté.

Il y a lieu de remarquer qu'en cette matière la jurisprudence s'est montrée généralement assez rigoureuse dans son appréciation des faits qui réalisent la publicité. Elle a, en effet, estimé qu'il y avait publicité lorsque l'invention pouvait être exécutée (Cass., 9 décembre 1867, Sir., 1868, I, 77). Si la description du brevet a été rendue publique, il y a alors publicité, possibilité d'exécution et par là impossibilité de prendre en France un brevet pour la même invention (Cass. cr., 9 mars 1883, Cl. 1883, 383).

Donc pour la jurisprudence, la simple possibilité de l'exécution de l'invention rend impossible en France la prise du brevet.

La question du délai qui fut si débattue est aujourd'hui réglée, en ce qui concerne une certaine catégorie de ressortissants étrangers, par l'art. 4 de la Convention d'Union de 1883, modifié par l'acte additionnel signé à Bruxelles, le

14 décembre 1900, que nous examinerons dans l'étude de la répercussion qu'a eue la Convention d'Union sur la législation française par le jeu de la loi du 1^{er} juillet 1906.

Nous n'avons pas à revenir ici sur les explications que nous avons données relativement à la brevetabilité, à la délivrance des brevets, à leurs causes de nullité et de déchéance. Ce que nous en avons dit s'applique aux brevets français, appartenant à des étrangers qui jouissent, aux termes des art. 24 et 28 de la loi de 1844, des mêmes droits que les Français, sous la réserve de se soumettre aux mêmes obligations. Aussi les étrangers, pour faire respecter leurs droits, ont-ils en cette matière, les mêmes actions que nos nationaux.

Cependant l'étranger demandeur est tenu par la loi française à fournir la caution *judicatum solvi*. La loi des brevets ne l'en dispense pas, car c'est un privilège accordé aux nationaux seuls et exceptionnellement aux étrangers qui se trouvent dans les conditions prévues par les art. 11 et 13 du Code civil ou en vertu des conventions diplomatiques (Paris, 2 juillet 1861, Ann. 1861, 351).

520. *Prorogation des brevets*. — Nous avons vu que la loi du 8 octobre 1919 accordait une prolongation de durée aux brevets dont les titulaires n'avaient pu les exploiter ou les faire exploiter normalement par suite de l'état de guerre. Très libéralement, la Commission spéciale instituée par l'art. 2 de ladite loi et seule qualifiée pour statuer sur les requêtes aux fins de prolongation de durée, a décidé que les étrangers titulaires de brevets français, à l'exception des ressortissants ex-ennemis, pouvaient se prévaloir du bénéfice de la loi (Commission spéciale de prorogation des brevets d'invention, 16 mars 1921, Ann. 1921, I, 131).

SECTION III. — Violation des secrets de fabrique

521. — L'art. 418 du Code pénal, sans aucune limitation dans son texte, se trouve punir la violation des secrets de toutes les fabriques situées en France sans faire aucune

distinction et quel qu'en soit le propriétaire (1), puisqu'aucune loi n'interdit aux étrangers de fonder des manufactures en France. Ce que la loi a voulu protéger c'est la fabrique encore plus que le fabricant.

SECTION IV. — Dessins et modèles

522. — Ni la loi du 18 mars 1806, ni l'ordonnance du 17 août 1825, ne faisaient la moindre allusion aux droits des étrangers. La jurisprudence partant de ce principe que l'institution de la propriété des dessins et modèles constitue une faveur du législateur à l'industrie nationale, ne protégeait que le dépôt des dessins et modèles des étrangers possédant une fabrique en France et sous la condition que les dessins et modèles déposés en France y auraient été fabriqués (Paris, 6 avril 1853, *Dall.*, 1854, II, 35), ensuite les juges n'ont plus exigé que la possession d'une fabrique en France (*Cass. cr.*, 5 février 1904, *Dall.*, 1905, 683).

Donc, l'étranger pour jouir de la propriété de ses dessins et modèles, devait satisfaire aux trois conditions suivantes : la nouveauté de sa création, un dépôt d'échantillons du dessin ou modèle au secrétariat du Conseil de prud'hommes, une fabrique dans laquelle on exécutait les modèles créés.

L'art. 13 de la loi du 14 juillet 1909 a reconnu d'une façon explicite le droit des étrangers à la protection de la loi française. La caractéristique de la nouvelle législation est son extrême libéralisme, le texte de l'art. 13 étant conçu dans des termes très généraux : « Le bénéfice de la présente loi s'applique aux dessins et modèles dont les auteurs ou leurs ayants cause sont Français ou domiciliés en France, ou ont en France des établissements industriels ou commerciaux, ou sont par leur nationalité, leur domicile ou leurs établissements industriels ou commerciaux, ressortissants d'un état qui assure la réciprocité par sa législation intérieure ou ses conventions diplomatiques pour les dessins ou modèles français ».

(1) V. Amiens, 18 mars 1904, *DALL.*, 1904, II, 409 et la note de M. LE POITTEVIN.

Ainsi pour jouir du bénéfice de la loi, il suffit de justifier ou de la nationalité française qui ne se trouve ici jointe à aucune condition d'établissement, ou d'un domicile en France, ou de la possession d'un établissement industriel ou commercial sur notre territoire, ou enfin de la réciprocité diplomatique.

Toutes ces personnes jouissent de la protection de la loi de 1909 à la condition d'être, soit les créateurs des dessins et modèles, soit les ayants cause des dits créateurs.

Il importe, toutefois, de bien remarquer que la protection s'attache à la personne et non à l'objet protégé.

Ainsi un ayant droit non qualifié par sa nationalité, son domicile ou son établissement, ne saurait se prévaloir du bénéfice de la loi de 1909.

Pour jouir de la protection de la loi de 1909, il est évident que l'étranger est soumis aux mêmes formalités que le Français qui désire obtenir la protection d'un dessin ou d'un modèle. Si l'intéressé n'a pas de domicile en France, il devra effectuer son dépôt au secrétariat du Conseil de prud'hommes de la Seine (art. 5, paragraphe 2).

En dehors du droit nouveau qu'elle a organisé et dont les sanctions sont énumérées à l'art. 10, la loi de 1909 n'a pas touché à la condition de l'étranger.

Il a donc encore la ressource d'invoquer la loi de 1793 dans tous les cas où son œuvre a un caractère artistique quels qu'en soient le mérite ou la destination.

Les étrangers qualifiés sont, au point de vue de la protection de la loi de 1909, sur un pied d'égalité absolue avec les Français, avec la seule particularité (art. 12, paragraphe 2) que l'étranger qui fait procéder à une saisie du produit contrefait, doit toujours fournir le cautionnement dont il est parlé au dit article.

SECTION V. — Marques de fabrique et de commerce

523. — Jusqu'à la loi du 3 juin 1857, après de nombreuses controverses, la jurisprudence n'avait pas admis que les étrangers fussent aptes à posséder des marques de fabrique

ou de commerce en France, s'ils n'étaient pas admis à domicile ou bien s'ils ne pouvaient se réclamer des stipulations d'une convention diplomatique.

La loi de 1857 a modifié cette interprétation peu favorable aux étrangers en disposant dans son art. 5 que « les étrangers qui possèdent en France des établissements d'industrie ou de commerce, jouissent pour les produits de leurs établissements du bénéfice de la loi en remplissant les conditions qu'elle prescrit ».

Par établissement, il faut entendre le lieu dans lequel l'étranger procède à la fabrication de ses produits. Un dépôt de marchandises temporaire qui aurait été constitué pour les besoins de la cause ne suffirait pas (Paris, 24 novembre 1904, Cl. 1905, 366).

D'autre part, l'art. 6 a également étendu, sous certaines conditions, le bénéfice de la loi de 1857 aux étrangers et aux Français « dont les établissements sont situés hors de France ... pour les produits de ces établissements, si dans les pays où ils sont situés, des conventions diplomatiques ont établi la réciprocité au profit des marques françaises ».

Il convient d'ajouter que l'art. 9 de la loi du 26 novembre 1873 a ici, comme en matière de dessins et modèles, joint à la réciprocité diplomatique, la simple réciprocité législative.

Il suffit donc, d'après les termes de cette loi, que la législation ou les traités internationaux assurent à l'étranger la garantie des marques françaises pour que les nationaux des pays où cette garantie est organisée jouissent, en retour en France, de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce.

Mais une question se pose, l'étranger qui bénéficie de la réciprocité, peut-il déposer régulièrement en France une marque à laquelle il n'aurait pas droit en pays étranger, si cette marque satisfait aux conditions exigées par la loi française ? La loi française sur les marques étant plus libérale que la plupart des législations étrangères, il est possible qu'en fait, un étranger dépose en France une marque suffisante au regard de la loi française, mais qui ne serait pas suffisante aux termes de la loi étrangère. Cet

étranger peut-il acquérir un droit de propriété régulier sur cette marque ?

Une question analogue se présente dans le cas d'un étranger déposant en France une marque tombée dans le domaine public à l'étranger. D'après notre jurisprudence, si le déposant était Français, le dépôt serait valable et la propriété pourrait être acquise. En est-il autrement s'il s'agit d'un étranger ?

Les auteurs sont divisés sur la question. Les uns se refusent à assimiler ces deux hypothèses (1), ils reconnaissent que lorsqu'une marque est tombée dans le domaine public, dans le lieu où l'étranger a son établissement, le dépôt de cette marque en France est inefficace.

Quant à la marque suffisante d'après la loi française et insuffisante d'après la loi étrangère, ils estiment que cette dernière pourrait être déposée valablement par l'étranger. La distinction repose sur ce que, à leur avis, une marque insuffisante n'est pas tombée dans le domaine public et peut faire l'objet d'une appropriation dans le pays où cette insuffisance n'existe pas.

La jurisprudence n'a pas accepté, avec raison, cette distinction et a décidé que l'étranger couvert par la réciprocité ne peut déposer valablement en France que les seules marques qui lui appartiennent ou peuvent lui appartenir dans son pays d'origine (Cass., 23 mai 1874, Sir., 1874, I, 452 ; Paris, 12 juillet 1870, Cl. 1879, 67).

Cette décision nous paraît parfaitement justifiée, la raison se refusant à admettre qu'un étranger en pareille matière puisse avoir plus de droits qu'il n'en a dans son pays (2).

Donc, le traitement de réciprocité ne donne à l'étranger, d'après la jurisprudence, que les droits qu'il a effectivement dans le pays qui est à considérer pour la réciprocité.

Conformément aux principes généraux, lorsque l'étranger

(1) BOZÉRIAN, Cl. 90-193 ; *Contra*, POUILLET, *Marques de fabrique et de commerce*, n° 333 bis et suivants.

(2) En ce sens : POUILLET, *op. cit.*, n° 333 bis ; PILLET et CHABAUD *Le régime interne de la propriété industrielle*, p. 85.

poursuivra en justice la revendication de son droit, s'il n'est pas domicilié légalement en France, il devra, dans ce cas, fournir la caution *judicatum solvi*.

524. *Observation.* — Une remarque s'impose, c'est que la doctrine et la jurisprudence au sujet du droit aux marques de fabrique ou de commerce sont parties de cette idée critiquable que le droit à la marque est purement patrimonial, qu'il est un avantage accordé sous certaines conditions à l'étranger comme au Français. En aucun cas, on ne paraît assez considérer que l'usage de la marque de fabrique est, en outre, une garantie pour le public et il est regrettable que dans les controverses relatives à cette matière, on ne se soit pas assez préoccupé d'adopter la solution la plus favorable aux intérêts du public et à la loyauté du commerce, et comme on l'a dit fort justement : « Si l'on se pénétrait de cette idée, on ne verrait évidemment, aucune difficulté à accorder aux étrangers le droit d'invoquer leur marque en France, et c'est dans l'intérêt même du public français, et pour éviter les contrefaçons dont celui-ci est peut-être victime que ces droits seraient reconnus aux étrangers. Il faudrait même aller plus loin et, à défaut de toute initiative du propriétaire de la marque, accorder au Ministère public le plus large pouvoir d'action en cette matière, car c'est au nom de la probité commerciale que l'on doit s'opposer à ce que des produits circulent en France sous des marques empruntées et de nature à tromper l'acheteur sur la provenance véritable de la marchandise. De même, on ne devrait jamais admettre que l'imitation d'une marque de fabrique, même non sanctionnée, put constituer au profit de l'imitateur un droit quelconque — on n'a pas le droit de tromper le public — et cela alors même que cet imitateur serait de bonne foi (1) ».

SECTION VI. — Le nom commercial

525. *Usurpation du nom commercial.* — L'étranger pouvait-il invoquer la loi du 28 juillet 1824 pour poursuivre en

(1) PILLET et CHABAUD, *op. cit.*, p. 90.

France l'usurpation de son nom ? La presque unanimité des auteurs était d'accord pour lui accorder ce droit. En effet, celui qui usurpe le nom d'un commerçant étranger non seulement porte atteinte aux droits de ce commerçant, mais encore commet une fraude à l'égard du consommateur français en le trompant sur l'origine du produit.

D'autre part, aux termes de la loi de 1824, l'usurpation du nom d'autrui étant un délit, et les lois de police et de sûreté régissant toute personne sur le territoire, peut-on contester à l'étranger le droit de se plaindre d'un délit dont il a été victime ?

En outre, le nom n'est-il pas la propriété la plus personnelle de toutes ? Cette opinion défendue par la doctrine est fort libérale et rentre naturellement dans l'interprétation générale donnée de l'art. 11 du Code civil. Mais la jurisprudence, malgré sa grande hésitation, ne se décida pas à adopter les conclusions des auteurs, et la Cour suprême cassant les décisions des Cours de Paris et de Rouen décida, par un arrêt des Chambres réunies du 12 juillet 1848, (Sir., 1848, I, 418) que l'étranger ne jouissait pas en France de la protection du nom commercial simplement pour cette raison, que la loi du 28 juillet 1824 n'avait pas étendu aux étrangers le bénéfice de ses dispositions. La Cour, dans cette circonstance, s'appropriait la doctrine d'après laquelle tout droit qui n'est pas concédé formellement aux étrangers leur est refusé.

La question a perdu de son importance par l'effet de la loi de 1873 qui porte, comme nous l'avons déjà dit, dans son art. 9 que « les dispositions des lois en vigueur touchant le nom commercial..., seront applicables au profit des étrangers si, dans leur pays, la législation ou des traités internationaux assurent aux Français les mêmes garanties ».

Toutefois, ce point de vue que nous avons signalé plus haut, a toujours été maintenu par notre jurisprudence et l'on peut dire qu'aujourd'hui encore lorsque l'étranger ne peut pas se recommander chez nous de la réciprocité diplomatique ou simplement législative, il n'a pas, d'après nos lois, le droit de recourir à la protection de son nom commercial,

En résumé, la loi de 1873 protège les étrangers appartenant soit à des pays où le nom commercial des Français est lui-même protégé, soit à des pays liés, sous ce rapport, à la France par des conventions diplomatiques.

On s'est demandé également si des fabricants étrangers domiciliés en France n'ont pas le droit de jouir de la propriété de leur nom commercial. Une partie de la doctrine s'est prononcée en ce sens et notamment Pouillet (1) qui s'élevait contre la jurisprudence de la Cour de cassation refusant, en cas de non réciprocité, la protection de la loi à l'étranger établi sur le sol français et décidant qu'aucune condition ne pouvait remplacer l'autorisation légale de fixer son domicile en France. Pour cet auteur, cette solution ne saurait être admise aujourd'hui en présence des termes de la loi de 1857. Pour ce dernier, en effet, cette loi, quoique spéciale aux marques, s'étend virtuellement aux noms qui ne sont en définitive que des marques nominales et il serait illogique que la marque ordinaire fût mieux protégée que la marque nominale. Il faut donc conclure que, dans tous les cas, l'étranger aujourd'hui qui a un établissement industriel en France, a tous les droits du Français et que la réciprocité n'est exigée que lorsqu'il s'agit de produits manufacturés hors de France.

Contre cette interprétation s'est élevé M. Pillet (2) qui estime que cette thèse va au delà de la loi : « La loi, dit-il, attache à l'établissement de l'étranger en France, le respect de la marque de fabrique de cet étranger et non pas du tout le respect de son nom commercial, on ne peut pas faire dire à la loi, ce qu'elle ne dit pas ».

Les étrangers couverts par un traité qui a organisé entre la France et leur pays la protection des marques de fabrique peuvent-ils exiger en France, la protection de leur nom commercial ? Oui évidemment, si leur nom figure dans leur marque sous une forme distinctive, car ce nom est une partie de la marque de fabrique régulièrement protégée.

Bien que la protection du nom commercial des étrangers

(1) POUILLET, *op. cit.*, n° 452.

(2) PILLET et CHABAUD, *op. cit.*, p. 102.

seul, abstraction faite de la marque, puisse être considérée comme douteuse, des décisions de jurisprudence ont estimé qu'un traité relatif à la protection des marques, protégeait implicitement le nom commercial (Trib. Seine, 23 juin 1893, Cl. 1894, 871).

La jurisprudence a admis, en outre, considérant le nom commercial comme un avantage propre au commerçant, que le Français cessionnaire du nom commercial d'un étranger peut se prévaloir de la loi française comme s'il s'agissait de son propre nom commercial (Cass., 18 novembre 1876, Cl. 1876, 458).

526. *Usurpation du nom d'une localité.* — La loi de 1824, nous l'avons déjà vu, prohibe également l'emprunt illicite du nom d'une localité de fabrication. Fidèle à son principe, la jurisprudence, en général, n'a pas réprimé l'usurpation par un fabricant français d'un nom de ville étrangère, les industriels étrangers intéressés n'ayant pas en cette matière plus de droits qu'ils n'en ont relativement à la propriété du nom particulier de leur fabrique.

Il ne peut en être autrement que dans le cas prévu par la loi de 1873, c'est-à-dire s'il existe soit par voie législative, soit par voie diplomatique, un principe de réciprocité entre la France et le pays étranger. Dans ce cas, l'étranger aura droit à la protection soit pénale, soit civile de la loi de 1824. En conséquence, le fait que la loi de 1873 n'a pas visé expressément, comme nous l'avons déjà exposé, les noms de localités, et que la loi du 6 mai 1919 relative aux appellations d'origine comme les lois de prohibition douanière, à ce point de vue, implique que la protection des noms de localités et de régions étrangères ne peut être invoquée par les étrangers qu'en vertu de la réciprocité législative ou diplomatique ; mais les intéressés français pourraient, par l'action en concurrence déloyale, atteindre quiconque usurperait une appellation étrangère, si cette usurpation était susceptible, en fait, d'induire le public en erreur, et par suite, de détourner la clientèle des concurrents français.

SECTION VII. — De la concurrence déloyale en général

527. — La question de savoir si les étrangers, en dehors des conventions internationales, ont le droit d'invoquer les art. 1382 et suivants du Code civil et de poursuivre en France tous les actes de concurrence déloyale, en laissant de côté les lois spéciales sur les marques et les noms, a fait l'objet d'une controverse fameuse.

La Cour de cassation s'appuyant sur les art. 11 et 13 du Code civil n'admet pas que l'étranger puisse se baser sur l'art. 1382 du Code civil et demander réparation d'actes de concurrence préjudiciables, à moins qu'il n'ait été admis à jouir de ses droits civils en France ou si son pays d'origine accorde la réciprocité aux Français (Cass., 14 août 1844, *J. Pal.*, 1844, II, 399).

Il convient de signaler, dans le même sens, un arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1857 (*Ann.* 1857, 361), qui décide également qu'en l'absence de traités diplomatiques établissant la réciprocité, un étranger n'a pas d'action devant les tribunaux français pour faire réprimer, même par la juridiction commerciale, une prétendue usurpation de nom ou de désignation de produits (1).

Pouillet s'élève contre cette jurisprudence : « Pourquoi ériger en principe que c'est le droit, pour les commerçants français, d'être déloyaux envers les étrangers ? Pourquoi faire entrer dans les mœurs la déloyauté comme une règle (2) » ?

Nous ne partageons pas, en cette matière, l'avis de cet auteur et c'est à bon droit, semble-t-il, que la jurisprudence accorde l'action en concurrence déloyale ou illicite aux seuls étrangers qui peuvent justifier de la réciprocité légale ou diplomatique dans leur pays pour les Français. En effet,

(1) V. également : Paris 25 novembre 1904, *Gaz. trib.*, 17 décembre 1904.

(2) POUILLET, *op. cit.*, n° 694. — Sur l'exercice de l'art. 1382 par un étranger victime en France d'un acte de concurrence déloyale, V. aussi CLUNET, 1905, p. 165 et suivantes,

pour quel motif seraient-ils traités plus favorablement en France que nos nationaux ne le sont dans le pays étranger dont ils sont ressortissants ?

Ce système rationnel qui est suivi par la plupart des auteurs, s'inspire de la tradition romaine et de celle de l'ancien droit qui opposaient les facultés du droit civil *jus civile* réservées aux nationaux, aux facultés du droit des gens *jus gentium* dont les étrangers pouvaient réclamer la jouissance.

L'étranger jouit donc en France de tous les droits privés qui dérivent du droit naturel, il n'est admis à invoquer ceux qui procèdent du droit civil que sous les conditions exigées par les art. 11 et 13 du Code civil et c'est aux tribunaux qu'il appartient d'appliquer cette distinction aux différentes hypothèses.

En résumé, avec ce système, si les étrangers sont investis en France de tous les droits naturels, ils ne peuvent prétendre aux droits civils qu'en vertu d'une disposition d'une loi ou d'un traité. Cette théorie est délicate et les juges sont assez embarrassés pour assigner à tel ou tel droit le caractère de droit naturel ou de droit civil. Aussi Aubry et Rau (1) reconnaissent-ils aux tribunaux le droit d'élargir ou de modifier cette ancienne distinction aux nécessités de l'heure présente.

(1) AUBRY et RAU, tome 1^{er}, p. 497 et suivantes.

CHAPITRE II

Les conventions internationales

528. *Observation.* — En raison de leur caractère particulier et de leur importance, les questions de propriété littéraire et artistique et celles de propriété industrielle, ont fait l'objet de conventions internationales. Nous allons examiner rapidement leur domaine d'application et leur influence sur notre législation interne.

Une première remarque s'impose, c'est que ces conventions contribuent à rapprocher les unes des autres, les législations des différents pays et nous émettons le vœu que le complément et l'amélioration des lois pour assurer la loyauté dans la concurrence, se fassent d'un commun accord entre les intéressés des principaux pays.

SECTION I. — Convention d'Union de Berne

529. *Historique.* — La protection internationale des auteurs et des artistes date de la seconde moitié du XIX^e siècle, et c'est la France qui a ouvert la voie par le décret du 28 mars 1852, relatif à la propriété des ouvrages publiés à l'étranger et par un certain nombre de conventions passées vers la même année avec des pays étrangers.

Les premiers congrès littéraires et artistiques internationaux, tenus à Bruxelles en 1858, à Anvers en 1861 et 1877, rêvaient d'établir dans les pays une protection efficace en unifiant les différentes lois. La question fit un grand pas lors de la réunion du Congrès de Paris, en 1878, qui créa sous l'impulsion de Victor Hugo l'association littéraire et artistique internationale, et c'est au Congrès de Rome, en 1882, organisé par cette association, que fut acceptée l'idée de la réunion d'une convention internationale en vue de constituer, à l'instar des unions postales et monétaires, une

entente unique entre les différents pays. Des conférences officielles succédèrent à l'initiative privée et une Convention d'Union fut signée à Berne, le 9 septembre 1886.

530. *Convention de 1886.* — Les bases essentielles de la Convention de 1886 comportaient l'indépendance et le maintien des lois nationales, l'assimilation des étrangers unionistes aux nationaux, sous la seule condition de justifier de l'accomplissement des formalités imposées dans leur pays d'origine. Ils possédaient, en conséquence, les droits et les sanctions prévus par la législation de l'Etat où la protection était réclamée sous la réserve, toutefois, que la durée de protection ne pourrait excéder ni celle du pays d'origine, ni celle du pays d'importation et qu'elle serait égale au maximum, à la durée reconnue pour les nationaux. Elle pouvait cependant être plus brève. Quant au droit de traduction des ouvrages littéraires, il était limité à dix années.

Toutefois, les Etats unionistes restaient libres de passer entre eux des conventions particulières sous la réserve qu'elles fussent plus favorables pour leurs ressortissants réciproques que le texte de la Convention d'Union.

Elle établissait à Berne un bureau international officiel, centralisant les renseignements et servant d'intermédiaire entre les différents gouvernements.

Enfin, la Convention devait être soumise à des révisions périodiques.

La première révision a eu lieu dans une conférence convoquée à Paris et signée le 4 mai 1896, la seconde conférence s'est tenue à Berlin, et a abouti au texte adopté le 30 novembre 1908 qui a modifié profondément le Traité d'Union et qui a été promulgué en France par la loi du 28 juin et le décret du 2 septembre 1910.

Le protocole additionnel du 20 mars 1914 n'a, pour ainsi dire, pas touché au texte de 1908.

531. *Convention révisée de 1908 (1).* — Cette Convention

(1) Etaient adhérents au 1^{er} janvier 1923 à la Convention d'Union de Berne révisée : A) sans réserves : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Dantzig, Espagne, Haïti, Hongrie, Libéria, Luxem-

conclue à Berlin, en 1908, est assez différente en la forme et au fond de la Convention de Berne de 1886 ; cependant par un sentiment tout naturel on continue à la désigner sous le nom d'Union de Berne. Il y a lieu de remarquer que la Convention de 1886 reste en vigueur, en tout ou partie, à l'égard de certains pays et a été maintenue par la France elle-même pour les œuvres d'art appliquées à l'industrie.

Le Gouvernement français a ratifié la Convention de 1908 avec les réserves suivantes : « en ce qui concerne les œuvres d'art appliqué à l'industrie, les Gouvernements français et tunisien resteront liés aux stipulations des Conventions antérieures de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

L'art appliqué reste donc pour nous en dehors de la Convention de 1908, nous demeurons, en ce qui le touche, sous le régime des Conventions antérieures : protection des étrangers en France à condition pour eux de justifier : 1^o de la protection dans leur pays d'origine, et 2^o de la durée fixée par leurs lois. Mais que faut-il entendre par art appliqué ? C'est une question laissée à l'appréciation des tribunaux.

532. *Principes généraux*. — La Convention d'Union révisée contient de louables solutions de principe, mais comme elle pouvait ne pas satisfaire tous les Etats adhérents l'art. 27 a introduit ce qu'on a appelé « la faculté de réserve » ainsi conçue. « La présente Convention remplacera dans le rapport entre les Etats contractants la Convention de Berne du 9 septembre 1886, y compris l'acte additionnel et le protocole de clôture du même jour, ainsi que l'acte additionnel et la déclaration du 4 mai 1896. Les actes conventionnels précités resteront en vigueur avec les Etats qui ne ratifieraient pas la présente Convention ».

« Les Etats signataires de la présente Convention pourront, lors de l'échange des ratifications, déclarer qu'ils entendent sur tel ou tel point rester encore liés par les dispo-

bourg, Maroc, Monaco, Pologne, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie.

B) avec réserves : Danemark, France et Tunisie, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède.

sitions des Conventions auxquelles ils ont souscrit antérieurement ».

La Convention de 1908 conservant le système de l'indépendance des protections, a reproduit la règle fondamentale posée par la Convention de 1886, à savoir : la concession aux étrangers des droits reconnus aux nationaux, plus « les droits spécialement accordés par la présente Convention ».

Alors que la Convention de Berne de 1886 stipulait que la jouissance des droits reconnus aux auteurs était subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine, la Convention de 1908 n'a subordonné la jouissance et l'exercice des droits de propriété littéraire et artistique qui, d'ailleurs, sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre, à aucune formalité. En conséquence, en dehors des stipulations de la présente Convention, « l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits, se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée ».

La simplification en 1886 avait consisté à dire que les formalités ne seraient observées qu'une seule fois. En 1908, on va plus loin, tout est supprimé.

Il y a lieu de remarquer, en outre, qu'on abroge en 1908 toute « condition » mise par les lois nationales au droit d'auteur. En 1886 on avait déclaré qu'il fallait être protégé dans le pays d'origine pour l'être sur le territoire de l'Union, aujourd'hui ce n'est plus nécessaire. On protégera, d'après la loi nationale, tous les étrangers qui sont déclarés auteurs ou artistes par la loi nationale ou par la Convention et sans même exiger d'eux les conditions qu'on exige des nationaux. Toutefois, la durée de la protection ne peut excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre.

533. *Objet de la Convention de 1908.* — Examinons sommairement les différents articles de la Convention.

L'art. 1^{er} énonce que les pays contractants seront constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur les œuvres littéraires et artistiques. Il importe de remarquer que le mot « Union » ne saurait cependant

comporter ni unification des textes législatifs particuliers, ni adoption d'un texte unique de Convention.

L'art. 2 a développé ce qu'il fallait entendre par œuvre littéraire et artistique : ce sont toutes les productions quelconques du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quels qu'en soient le mode ou la forme de reproduction.

Après cette déclaration générale, il a été énuméré dans l'article divers ouvrages, sous forme d'exemples, semble-t-il. Signalons notamment comme addition aux énumérations de 1886 et 1896 : les œuvres chorégraphiques et les pantomimes « dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement », les œuvres d'architecture, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire ou artistique, ainsi que les recueils de différentes œuvres, sans préjudice des droits de l'auteur original.

Il faut ajouter à la liste, les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue. C'est d'ailleurs aux tribunaux qu'il appartient de dire ce qu'on entend par ces expressions, et les productions cinématographiques qu'on trouve dans les art. 3 et 14.

D'après le 3^e alinéa de l'art. 2, les pays contractants « sont tenus d'assurer la protection des œuvres mentionnées ci-dessus ».

En raison de l'énumération qui y est faite, on peut considérer cette liste comme limitative en ce qui concerne l'engagement formel de protection imposé aux pays de l'Union.

Pour tenir ces promesses, un mouvement de refonte législative a été entrepris dans différents pays unionistes, dont la loi n'était pas en harmonie avec la Convention.

Quant au dernier alinéa de l'art. 2, il énonce que les œuvres d'art appliqué à l'industrie seront protégées autant que permet de le faire la législation intérieure de chaque pays. La protection est donc facultative pour chaque pays, mais la protection nationale là où elle existe, doit être étendue aux unionistes.

Ce texte laisse subsister le grave problème que nous n'avons pas à examiner ici de la définition au point de vue international du « domaine artistique ».

L'art. 4 établit l'indépendance des protections, dans les pays autres que les pays d'origine, des œuvres publiées ou non publiées pour la première fois dans un pays de l'Union, des auteurs ressortissant à l'un de ces pays. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet. Il convient toutefois de signaler que l'art. 4, examinant la situation des diverses classes d'auteurs, s'occupe en outre d'« auteurs ressortissants de l'un des pays de l'Union » protégés, soit pour leurs œuvres non publiées, soit pour leurs œuvres publiées sur un des territoires de l'Union, en spécifiant que par « œuvres publiées », il faut entendre « œuvres éditées ».

L'art. 5 vise les « ressortissants de l'un des pays de l'Union qui publient pour la première fois, leurs œuvres dans un autre pays que l'Union ».

L'art. 6 concerne les « auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union qui publient pour la première fois leurs œuvres dans l'un de ces pays ».

Au sujet de ces catégories, la Convention de 1908 n'a rien changé au système adopté en 1886, ni à la définition du pays d'origine de l'œuvre ou à ce qu'il faut entendre par « œuvres publiées », c'est-à-dire « éditées ».

En résumé, la Convention peut être invoquée soit par les ressortissants d'un pays de l'Union, soit par les citoyens d'un pays non adhérent à la Convention, mais qui publient pour la première fois leur œuvre dans un pays unioniste.

L'art. 7 fixe en principe la durée de la protection à cinquante après la mort de l'auteur dans le cas où cette durée serait adoptée dans tous les pays de l'Union. Mais ce n'était là qu'un souhait platonique et il eut été excessif que les pays à longue durée de protection accordant le bénéfice de cette durée à tous les étrangers unionistes, n'obtinssent en revanche aucun avantage international pour leurs ressortissants. La protection a donc été restreinte au temps fixé par la loi du pays d'origine.

C'est le retour au statut personnel de l'auteur ou de l'œuvre.

L'art. 8 de la Convention de 1886 ne protégeait l'auteur contre les traductions que pendant un délai de dix ans à partir de la publication de l'œuvre originale.

En vertu des actes de 1896, il était protégé contre les traductions unionistes pendant toute la durée de son droit sur l'œuvre originale, à condition d'avoir publié ou fait publier lui-même une traduction dans un des pays de l'Union au cours des dix années suivant la première publication.

Cette restriction a été effacée en 1908. Le droit de traduction est assimilé au droit sur la reproduction en langue originale.

La protection des journalistes fait l'objet de l'art. 9.

Il convient de distinguer : 1° les recueils périodiques (revues) qui sont protégés sans restriction. Les œuvres publiées dans des recueils périodiques sont assimilées à celles qui sont publiées en volume.

2° Les journaux dans lesquels il faut distinguer trois ordres d'écrits.

Les romans-feuilletons et les nouvelles qui restent protégés sans condition.

L'article de journal proprement dit dont la reproduction peut être expressément interdite. A défaut d'interdiction expresse, la reproduction est licite pour les autres journaux, sous la réserve de l'indication obligatoire de la source.

La sanction de cette obligation doit être cherchée dans les législations internes.

Les nouvelles du jour ou les faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse, n'ont pas droit à la protection de la Convention.

Quant aux dessins publiés dans les journaux, ils ont droit à la protection complète et sans condition.

L'art. 10 contient une restriction au droit d'auteur, relative aux chrestomathies.

La représentation et l'exécution publiques des œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales sont réglées par l'art. 11. La représentation et l'exécution d'œuvres dramatiques et musicales constituent, en effet, le mode normal d'exercice du droit d'auteur.

En 1886, il avait été décidé que le consentement de l'auteur pour l'exécution de la musique publiée, ne serait nécessaire que si sur le titre ou en tête de l'ouvrage figurait la mention que l'exécution en était interdite.

La Convention de 1908 a supprimé l'obligation de la mention de réserve. Les musiciens sont réintégrés dans le droit commun des auteurs. Toutefois, comme la protection musicale est moins étendue à l'étranger qu'en France, dans de nombreux pays on continuera à exécuter la musique d'auteurs français sans leur consentement.

Le 2^e alinéa de l'art. 11, applique aux écrivains dramatiques le bénéfice du droit de traduction en précisant que leur droit de représentation porte également sur les traductions de leurs ouvrages.

L'art. 12 protège l'auteur contre les adaptations et arrangements non autorisés.

La Convention de 1886 avait décidé que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement les airs de musique, ne constituaient pas une contrefaçon, mais devant la multiplication et le perfectionnement de ces instruments, l'alinéa 1^{er} de l'art. 13 proclama le droit des auteurs d'œuvres musicales sur : 1^o l'adaptation de ces œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement ; 2^o l'exécution publique de ces mêmes œuvres au moyen de ces instruments.

Toutefois, l'alinéa 2 du dit article autorise la législation intérieure de chaque pays à mettre des réserves et conditions à l'application de l'article.

Le 3^e alinéa pose le principe de la non rétroactivité de ces dispositions, c'est-à-dire que les musiciens ne sauraient incriminer les exemplaires fabriqués avant la mise en vigueur de la loi.

Quant aux adaptations importées sans l'autorisation des parties intéressées dans un pays où elles ne seraient pas licites, elles pourront y être saisies.

L'art. 14 édicte une protection manifestement obligatoire pour les pays adhérents à l'Union en ce qui concerne les cinématographes, et aucun des Etats unionistes n'a, en ratifiant la Convention de 1908, fait porter de ce côté aucune réserve.

Le fait est d'autant plus intéressant que les films sont des œuvres purement photographiques.

Les auteurs dans le domaine littéraire, scientifique ou

artistique ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction ou la représentation publiques de leurs œuvres par la cinématographie.

Le droit d'auteur qui ressort directement de la reproduction cinématographique est protégé comme une œuvre littéraire ou artistique « lorsque par les dispositifs de la mise en scène ou la combinaison des incidents représentés, l'auteur aura donné à l'œuvre un caractère personnel et original ».

Quant au droit de reproduction par la cinématographie d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, elle est protégée comme une œuvre originale, sauf toutefois les droits de l'auteur de cette œuvre originale.

L'art. 15 concerne les justifications à faire en cas de poursuites.

Est considéré jusqu'à preuve contraire comme l'auteur de l'ouvrage et admis par conséquent, à exercer des poursuites devant les tribunaux des divers pays de l'Union, celui dont le nom est indiqué sur l'ouvrage en la matière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est admis à exercer les droits de l'auteur.

Comme sanction de la contrefaçon, l'art. 16 prévoit la faculté de saisie dans les pays de l'Union où l'œuvre a droit à la protection légale.

En vertu du système de l'indépendance des protections, les œuvres qui ne sont pas ou ne sont plus protégées dans un pays et dont des exemplaires seront importés dans un autre pays où elles sont encore protégées, y pourront être saisis, ils y deviendront illicites dès leur introduction.

En vertu du principe de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, l'art. 17 proclame à nouveau le droit pour chaque Etat de prendre toutes mesures législatives et de police qu'il appartiendra en vue de la protection des œuvres littéraires et artistiques. C'est un droit auquel d'ailleurs, il n'a jamais été porté atteinte par aucune Convention.

L'art. 18 dans son alinéa 1^{er}, conformément aux Conventions de 1886 et 1896, admet le principe de la rétroactivité

de la protection de la Convention pour toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, n'étaient pas tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

Toutefois, à cause du système de l'indépendance des protections posé par l'art. 4, si une œuvre par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

On protégera donc les œuvres qui ont encouru une déchéance au pays d'origine par omission des formalités ou conditions.

La Convention édicte un minimum de protection, aussi l'art. 19 dispose-t-il que dans les relations internationales, les unionistes qui trouveraient avantage à invoquer des dispositions plus favorables empruntées aux lois intérieures peuvent le faire.

L'art. 20 réserve aux Gouvernements des pays de l'Union, le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, sous la réserve qu'ils confèrent aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union ou, tout au moins, qu'ils ne contiennent pas de stipulations contraires à la présente Convention. Doivent seules rester en vigueur, les dispositions des arrangements antérieurs qui répondent à ces exigences.

Les art. 20 à 23 visent l'organisation du Bureau international de Berne. Ce sont des dispositions d'ordre administratif ne présentant aucun intérêt juridique, à l'examen desquelles il est inutile de s'arrêter.

L'art. 24 prévoit comme dans la Convention de 1886, la réunion de conférences diplomatiques périodiques dans le but de réviser la Convention.

L'art. 25 réserve le droit d'accession, sur leur demande, des Etats étrangers à l'Union qui assurent la protection légale des droits de propriété littéraire et artistique.

Les nouveaux unionistes pourront, à leur choix, accepter en tout ou en partie le texte de 1908 ou même seulement les textes soit de 1886, soit de 1896.

Aux termes de l'art. 26 la Convention ne s'étend pas de plein droit aux colonies. L'extension se fait en vertu de déclarations spéciales.

L'art. 27 est relatif aux ratifications limitées. Il pose le fameux principe de la faculté de réserve que nous avons déjà examiné quand nous avons analysé brièvement l'esprit de la Convention de 1908. Nous n'y reviendrons pas.

L'art. 28 est relatif à la ratification et à la mise en exécution de la Convention.

L'art. 29 reproduit les textes de 1886 et de 1896, relatifs à la faculté de dénonciation de la présente Convention pour chaque Etat renonçant. Cette dénonciation doit être notifiée un an à l'avance au Gouvernement de la Confédération suisse.

Enfin l'art. 30 prévoit la notification régulière des changements qui surviendraient dans la législation interne de chaque pays relativement à la durée de la protection ou de sa renonciation aux réserves primitivement formulées. Cette exigence est toute naturelle, la Convention se trouvant affectée par ces différents actes.

Par suite de quelques imperfections et de lacunes, la Convention peut prêter aux critiques, toutefois, dans son ensemble, elle est fort libérale et constitue un progrès sur les deux textes antérieurs.

D'ailleurs les révisions périodiques peuvent y apporter des améliorations.

534. *Protocole additionnel du 20 mars 1914.* — La Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 a été complétée par le protocole additionnel du 20 mars 1914, relatif au droit de restriction de la protection.

Aux termes de ce protocole, les pays membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, désirant autoriser une limitation facultative de la Convention du 13 novembre 1908, ont décidé que lorsqu'un pays étranger à l'Union ne protège pas d'une façon suffisante les œuvres d'un auteur ressortissant à l'un des pays de l'Union, les dispositions de la Convention du 13 novembre 1908 ne sauraient faire obstacle au droit qui appartient aux pays contractants de restreindre la protec-

tion des œuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication, sujets ou citoyens du dit pays étranger et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des pays de l'Union. En effet pourquoi traiter ce pays plus favorablement qu'il ne traite lui-même les auteurs ressortissants à l'Union ? En matière de droit international le principe de la réciprocité est toujours vrai.

Le droit de restriction accordé aux Etats contractants appartient également à leurs possessions d'outre-mer. Il ne saurait cependant avoir un effet rétroactif et « porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un pays de l'Union avant la mise en exécution de cette restriction ».

Les Etats qui, en vertu du présent protocole, restreindront les droits d'auteur, devront notifier cette restriction au Gouvernement de la Confédération suisse en indiquant les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces pays sont soumis.

Enfin l'art. 5 est relatif à la ratification de ce protocole.

SECTION II. — Convention d'Union de Paris

535. *Historique.* — La Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 a été préparée principalement par le Congrès de la propriété industrielle qui s'est tenu à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878. Conformément au vœu qu'elle avait exprimé, le Gouvernement français convoqua une Conférence officielle tendant, comme la précédente, à organiser la protection internationale de la propriété industrielle, qui s'ouvrit le 4 novembre 1880.

La Convention de 1883 fut le résultat de ces efforts, elle a subi à l'heure actuelle deux révisions, l'une à Bruxelles, le 14 décembre 1900, et l'autre à Washington, le 2 juin 1911 (1).

(1) L'Union générale comprenait au 1^{er} janvier 1923 les trente pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cuba, Danemark

Le texte de la Convention de Paris révisé par la Convention de Washington, a été approuvé en France par une loi du 28 mars 1913, le décret portant promulgation de ladite loi est du 16 avril 1913. •

La Convention constituait une union pour la protection de la propriété industrielle ; elle comporte à l'heure actuelle dix-neuf articles et un protocole de clôture.

536: *Domaine général de l'Union.* — Examinons rapidement les dispositions de la Convention révisée. Elle groupe les principaux pays, assure aux ressortissants étrangers les droits ou avantages que les lois accordent ou accorderont aux nationaux, sans préjudice des avantages particuliers stipulés par la Convention. Mais l'adhésion de la France à la Convention de Paris n'implique nullement pour elle, dans ses rapports avec les Etats unionistes, l'abandon des garanties accordées par ses lois intérieures. Elle assure un maximum de protection dans les pays moins protecteurs qu'elle-même de la loyauté commerciale, en conservant ses propres dispositions plus favorables (Cass. req., 22 juillet 1901, Ann. 1901, 212).

L'art. 1^{er} de la Convention pose en principe que les pays contractants « sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle ».

L'art. 1^{er} du protocole de clôture a pris d'ailleurs la précaution d'indiquer que les mots de propriété industrielle doivent être pris dans leur acception la plus large.

La Conférence de Washington a précisé la portée de ce texte en spécifiant dans une énumération qui n'est pas limitative que ces mots s'étendent « à toute production du domaine des industries agricoles (vins, graines, fruits, bétails, etc..) et extractives (minéraux, eaux minérales, etc..) ».

et les Iles Féroë, Dantzig, Rép. Dominicaine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Algérie et Colonies, Grande-Bretagne, Australie, Ceylan, Nouvelle Zélande, Trinidad et Tobago, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc (à l'exception de la zone espagnole), Mexique, Norvège, Pays-Bas, Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao, Pologne, Portugal avec les Açores et Madère, Roumanie, Serbie, Croatie-Slovénie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie.

L'art. 2 proclame le droit de jouissance pour tous les sujets ou citoyens des pays contractants, dans les autres pays de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial, les indications de provenance, la répression de la concurrence déloyale, des « avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux ».

Ils auront, en conséquence, la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits sous réserve de l'accomplissement des formalités imposées aux nationaux. Cette obligation est fort naturelle, car il n'y a pas de raison que dans un pays, l'étranger soit traité plus favorablement que le citoyen de ce pays.

En ce sens, la Convention d'Union de Paris est moins libérale que celle de Berne révisée à Berlin qui dispense en matière de propriété littéraire et artistique de toutes formalités, l'étranger unioniste pour la protection de ses droits.

Pour apprécier cette dernière solution, il y a lieu de tenir compte que dans les législations d'inspiration germanique, aucune formalité n'est imposée ; qu'en France, le dépôt légal n'existe que pour les ouvrages reproduits par la voie de l'impression et non pour l'ensemble des œuvres littéraires et artistiques ; que d'ailleurs en France, la justification du dépôt légal n'est réclamée que lors de l'ouverture d'une instance et qu'il peut se faire utilement jusqu'à ce moment-là.

Cette remarque faite, signalons que la Conférence de Washington n'a imposé aux ressortissants de l'Union aucune obligation de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée.

L'art. 2, paragraphe 1^{er} du protocole de clôture destiné à compléter l'art. 2 de la Convention, indique ce qu'on doit entendre par brevet d'invention, tant pour les procédés que pour les produits. Il est regrettable qu'il ne contienne pas une définition du modèle d'utilité.

Le paragraphe 2 donne un effet rétroactif à la Conférence

de Washington qui doit s'appliquer à tous les droits nés en raison de la Convention de 1883.

D'autre part, le paragraphe 3 de l'art. 2 du protocole de clôture, en proclamant implicitement le principe de l'indépendance réciproque des Etats, précise que les dispositions de l'art. 2 « ne portent aucune atteinte à la législation des pays contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux et la compétence de ces tribunaux », ainsi que, ajoute la Conférence de Washington, l'élection de domicile ou la constitution d'un mandataire requise par les lois sur les brevets, les modèles d'utilité, les marques, etc...

L'art. 3 vise les assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants, c'est-à-dire les citoyens des pays ne faisant pas partie de l'Union, mais qui peuvent cependant en réclamer le bénéfice à la condition d'être domiciliés ou d'avoir des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

537. *Dispositions spéciales aux brevets d'invention.* — L'art. 4 qui institue le délai de priorité, contient le principe capital de la reconnaissance des inventions par les pays unionistes, c'est d'ailleurs l'article qui a subi les modifications les plus importantes à la Conférence de Washington.

Aux termes de cet article, celui qui aura fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays contractants, ou son ayant cause, ajoute la Conférence de Washington, jouira pour effectuer le dépôt dans les autres pays, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de quatre mois pour les dessins et les modèles industriels et pour les marques de fabrique.

Mais quel est ce droit des tiers ? Il a fait l'objet de controverses nombreuses.

La solution la plus satisfaisante se trouve dans le rapport de Michel Pelletier fait à la Conférence de 1897. Il résulte de ce rapport que l'on a entendu réserver les droits de ceux qui, sans avoir pris de brevet, ont exploité l'invention antérieurement à la première demande de brevet concer-

nant cette invention. C'est la reconnaissance du bénéfice de la possession personnelle.

L'art. 4 du protocole de clôture a le soin d'ajouter que « lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui que l'art. 4 a fixé, pour les dessins et modèles industriels », c'est-à-dire quatre mois.

En conséquence, dispose le paragraphe *b* de l'art. 4 dont nous citons le texte qui se passe de commentaires : « Le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit notamment par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque ».

Cette disposition a mis fin à l'incertitude qui régnait la plupart du temps sur la validité du brevet d'importation. Nous avons vu les graves inconvénients de l'absence de délais fixés pour les dépôts des brevets d'importation qui pouvaient être frappés de nullité si les tribunaux estimaient que certains faits relatifs à leur publication à l'étranger ou toute autre circonstance, étaient de nature à leur enlever le caractère de nouveauté exigé par la loi de 1844 pour leur validité.

D'autre part, suivant l'ancien texte de 1883, les formalités qui accompagnaient l'exercice du droit de priorité étaient inexistantes. Selon la Convention, le bénéfice de ce droit était acquis au demandeur d'un brevet dans un pays unioniste sans avoir besoin de préciser la date et le lieu de ses dépôts antérieurs. Pour remédier à cet état de choses, on a imposé à l'inventeur l'obligation de revendiquer spécialement le droit de priorité au moment de sa demande en déterminant les justifications qu'il aurait à produire. Nous n'examinerons pas les formalités qui sont imposées à quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur.

Signalons cependant, que la Conférence n'a pas tranché la question de la sanction qui devait frapper l'omission de

ces formalités. C'est heureux. Son but a été simplement de renseigner : « sur le maximum des exigences que les administrations sont autorisées à formuler en laissant aux autorités compétentes, le droit de se montrer moins rigoureuses si elles le jugent possible (1) ».

L'art. 4 *bis* proclame l'indépendance réciproque des brevets ayant pour objet la même invention et demandés dans les différents pays contractants par les personnes admises au bénéfice de la Convention, que ces brevets aient été obtenus dans les pays adhérents ou non à l'Union.

La Conférence de Washington a eu le soin d'ajouter : « Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale ».

L'art. 4 *bis* dispose, en outre, que cette disposition s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur et qu'il en sera de même en cas d'accession de nouveaux pays pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

L'art. 5 porte que l'introduction par le breveté dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, le breveté reste soumis à l'obligation d'exploiter conformément aux lois des pays où il introduit des objets brevetés, et la Conférence de Washington a ajouté avec cette restriction que « le brevet ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non exploitation dans un des pays de l'Union qu'après un délai de trois ans, compté à partir du dépôt de la demande dans ce pays et seulement dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction ».

538. *Dispositions spéciales aux marques de fabrique.* — La Conférence de Washington a fait subir à la Convention

(1) Actes de Washington, Rapport de la Sous-Commission, p. 276.

de Paris des modifications notables en ce qui concerne les marques de fabrique.

Le texte de l'art. 6 a été entièrement refondu.

La Convention de 1883 se bornait à déclarer que toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine, serait admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union. Cette formule consacrait le principe que la loi du pays d'origine est seule applicable aux conditions de validité d'une marque.

Le numéro 4 du protocole de clôture confirmait ce principe en décidant « qu'aucune marque ne pourrait être exclue de la protection dans l'un des Etats de l'Union par ce fait seul qu'elle ne satisferait pas au point de vue des signes qui la composent aux conditions de la législation de cet Etat, pourvu qu'elle satisfasse sur ce point, à la législation du pays d'origine ».

Mais ce principe qui emportait de telles conséquences devait naturellement souffrir un correctif. Aussi l'ancien art. 6 disposait-il *in fine*, que le dépôt pourrait être refusé si l'objet pour lequel il était demandé était considéré comme contraire à la morale ou à l'ordre public. Ici naît la controverse. Le numéro 4 du protocole de clôture indiquait bien, pour éviter toute fausse interprétation, que l'usage des armoiries publiques et des décorations peut être considéré comme contraire à l'ordre public, mais la notion d'ordre public elle-même est infiniment vague et imprécise en droit international, et elle restait comme une menace pour le principe du statut personnel de la marque.

Deux thèses se trouvaient donc en présence : « l'art. 6 impuissant à conserver le principe du statut personnel permettait les empiètements de la loi territoriale, la réserve d'ordre public introduite par prudence se manifestait comme dangereuse dans l'ignorance de ses bornes (1) ».

La Conférence de Washington a tranché le conflit. Le texte a subi une modification importante par la substitution du mot « enregistré » au mot « déposé » et par l'addition des causes de refus expressément indiquées. Il affirme

(1) Marcel PLAISANT, *L'œuvre de la conférence de Washington*.

d'abord le respect de la loi nationale en ce qui concerne l'acceptation des dépôts effectués à l'étranger, mais y apporte trois dérogations spécifiées : au cas d'une atteinte au droit des tiers, d'une infraction à la morale ou à l'ordre public, et si la marque n'est que la désignation nécessaire pour faire connaître la marchandise.

Le texte de l'art. 6 dispose en effet : « toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine, sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union.

Toutefois, pourront être refusées ou invalidées :

1^o Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée.

2^o Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée.

Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque.

3^o Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public.

Sera considéré comme pays d'origine, le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine, celui auquel appartient le déposant ».

Le numéro 6 du protocole de clôture précisant ces dispositions a décidé que le texte du 1^{er} alinéa de l'art. 6, n'excluait pas le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier au pays d'origine et que, d'autre part, l'usage non autorisé par les pouvoirs compétents des armoiries, insignes ou décorations publiques, ou l'emploi des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie

adoptés par un pays unioniste, peut être considéré comme contraire à l'ordre public.

Cependant le texte prend soin de préciser que ne seront pas considérées comme contraires à l'ordre public « les marques qui contiennent avec l'autorisation des pouvoirs compétents, la reproduction d'armoiries de décorations ou d'insignes publics ».

Enfin le numéro 6 du protocole de clôture ajoute *in fine*, qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques « sauf le cas où cette disposition concerne elle-même l'ordre public ».

L'art. 7 qui n'a pas été modifié, dispose « que la nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée, ne peut dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque ».

L'art. 7 *bis*, nouvellement introduit à Washington dans le texte de la Convention, institue la protection des marques collectives avec toutefois cette restriction que « chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles, une collectivité pourra être admise à faire protéger ses marques ».

Ce droit de contrôle réservé au pays d'importation diminue singulièrement le droit des marques collectives : c'est une dérogation au principe du statut personnel en ce qui les concerne.

539. *Dispositions spéciales au nom commercial.* — L'art. 8 a décidé que le nom commercial serait protégé dans tous les pays de l'Union, indépendamment de toute obligation de dépôt et sans distinguer s'il fait partie ou non d'une marque de fabrique ou de commerce. C'est donc le nom lui-même que la Convention a voulu protéger d'où cette conséquence, que si le nom est compris dans une marque et que cette marque tombe dans le domaine public, le nom n'y tombe pas pour cela.

En raison de la généralité de l'art. 8, on peut conclure que le nom doit être protégé sous ses différentes formes et que le nom d'une maison de commerce ou le nom d'une

enseigne, doit être protégé au même titre que le nom de l'industriel ou commerçant. Quant à la mesure de cette protection, il faudra naturellement recourir aux lois intérieures de chaque pays pour la déterminer.

540. *Sanction de la protection des marques de fabrique et de commerce et du nom commercial.* — L'art. 9, relatif à la saisie à l'importation, a été complété et modifié par la Conférence de Washington, de façon à rendre l'intervention officielle obligatoire et à l'adapter aux législations les plus diverses.

Dans l'ancien art. 9, la saisie à l'importation de tous produits portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial n'était pas obligatoire, elle ne pouvait avoir lieu que dans les pays où elle était organisée et légalement possible.

Le nouveau texte emprunté à l'Arrangement de Madrid, la rend obligatoire dans les pays où elle est possible.

La saisie devra également être effectuée dans les pays où l'apposition illicite aura eu lieu ou dans ceux où aura été importé le produit. Elle aura lieu sur requête, soit du Ministère public, soit de toute autre autorité compétente, ce qui permet l'intervention de l'administration douanière, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

La saisie n'est pas obligatoire, toutefois, en cas de transit.

En vue d'assurer la répression certaine de la fraude commise à l'aide de produits portant illicitement une marque ou un nom commercial, le paragraphe 6 ajouté à l'art. 9 par la Conférence de Washington s'exprime en ces termes : « Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux ».

541. *Dispositions spéciales aux fausses indications de provenance.* — La disposition de l'art. 10 est particulière aux fausses indications de provenance. Cet art. 10 se rapporte visiblement à l'article précédent, et ses auteurs se

sont bornés à appliquer les dispositions de ce dernier article au droit de saisie des produits qui porteraient faussement comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Il est bien évident que si la législation du pays n'admet ni la saisie, ni la prohibition d'importation, ces mesures seront remplacées ainsi qu'il est dit dans la nouvelle rédaction de l'art. 9 « par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux ». Mais à la différence de la disposition précédente, l'art. 10 définit ce qu'on doit entendre par partie intéressée. « Est réputé partie intéressée, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi, soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située ».

542. *Dispositions relatives à la concurrence déloyale.* — L'art. 10 *bis*, dans sa nouvelle rédaction, comporte une obligation beaucoup plus précise que celle de l'ancien texte, bien qu'encore assez vague, relative à l'engagement que prennent tous les pays contractants d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

Le traité a mis fin à l'ostracisme dont était frappé l'étranger. Il a tranché une question de jouissance de droit. Cette disposition est destinée à assurer la répression des actes qui, sans elle, resteraient sans sanction, parce qu'ils ne rentrent pas expressément dans les prévisions des lois écrites sur la matière. Les ressortissants de l'Union pourront donc invoquer en France l'art. 1382 dont le texte très général, permet de frapper tous les actes infiniment variés rentrant dans la notion de la concurrence déloyale.

543. *Dispositions relatives à la protection temporaire de la propriété industrielle.* — L'art. 11 porte l'obligation pour les pays contractants d'accorder, conformément à leur législation intérieure, une « protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles

industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux ».

Ce texte ne s'applique donc qu'aux seules expositions internationales, c'est-à-dire à celles qui sont qualifiées telles et auxquelles sont invités également les nationaux et les étrangers.

544. *Dispositions diverses.* — Les articles 12 et 13 visent l'organisation administrative de la propriété industrielle.

L'art. 12 contient l'engagement des contractants d'établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce. D'autre part, ce service publiera, autant que possible, une feuille périodique officielle. Les art. 13 et suivants contiennent des dispositions d'ordre général à peu près identiques à celles que nous avons rencontrées dans la Convention d'Union de Berne.

L'art. 13 est relatif à l'organisation et au fonctionnement à Berne du bureau international pour la protection de la propriété industrielle.

Nous retrouvons dans l'art. 14 le principe des révisions périodiques à l'effet d'introduire dans la Convention des améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Aux termes de l'art. 15, les pays contractants se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, sous la réserve, toutefois, qu'ils ne contreviendront pas aux dispositions de la Convention.

L'art. 16 reconnaît aux pays qui n'ont pas pris part à la Conférence le droit d'y adhérer, mais ici, la faculté de réserve n'existe pas, car l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la Convention.

L'art. 16 *bis*, entièrement nouveau, introduit par la

Conférence de Washington, reconnaît aux pays contractants le droit d'accéder en tout temps à la Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats ou pour certains d'entre eux.

L'art. 17, en raison de la souveraineté des Etats, subordonne l'exécution de la Convention à l'accomplissement des formalités et des règles établies par les lois constitutionnelles des pays adhérents que ces pays s'engagent à exécuter dans le plus bref délai.

L'art. 17 *bis*, ne fixe pas de limite à la durée de la Convention et reconnaît le droit à tout pays contractant de la dénoncer en prévenant le Gouvernement de la Confédération suisse un an à l'avance.

Cette dénonciation ne produira, bien entendu, effet que pour le pays renonçant.

Les art. 18 et 19 sont relatifs aux ratifications et à la signature de la Convention.

545. *Appréciation.* — On peut voir dans l'œuvre de la Convention révisée, le symptôme d'un travail d'accommodation aux législations qu'elle domine et ses dispositions libérales sont une garantie de la loyauté dans les transactions internationales. Toutefois, son œuvre ne saurait être à l'abri de toute critique.

N'y aurait-il pas lieu, notamment, dans la révision possible de la Convention d'Union de la propriété industrielle qui devrait avoir lieu à La Haye en 1924, conformément au vœu exprimé par le groupe français de l'association internationale pour la protection de la propriété industrielle, dont nous adoptons les suggestions :

1^o De prévoir des mesures efficaces pour en contrôler l'application.

2^o De préciser dans l'art. 4 ce qu'il faut entendre par la réserve du droit des tiers ; par exemple, de spécifier que les tiers qui auront fait breveter ou auront réalisé la même invention pendant le délai de priorité, n'auront aucun droit, même de possession personnelle, à l'égard du bénéficiaire du droit de priorité.

3^o De remanier l'art. 6 pour assurer plus complètement la protection de la marque telle qu'elle est pratiquée aux

pays d'origine. A notre avis, en vue d'obtenir l'unification des lois relatives aux marques de fabrique, il y aurait lieu d'inscrire dans la Convention une définition de la marque qui s'appliquerait à tous les pays.

4^o De simplifier les formalités relatives aux brevets d'invention.

5^o De proclamer le principe de la protection de toutes les œuvres des arts graphiques et plastiques quels que soient le mérite, l'emploi ou la destination de l'œuvre ; en tout cas, de faire respecter partout la protection des dessins et modèles tels qu'ils sont protégés au pays d'origine, tout au moins, d'en rendre la protection plus accessible là où il est fait une catégorie à part des dessins et modèles industriels et d'organiser au besoin un enregistrement.

Mais ce sont principalement les art. 9 et 10 *bis* qu'il importerait de modifier.

En conséquence, il y aurait lieu d'organiser, dans tous les pays contractants, la saisie effective à l'importation par les soins de l'administration des douanes de tous les produits portant des marques illicites et de fausses indications de provenance.

Quant à l'art. 10 *bis* de la Convention d'Union révisée à Washington, par lequel les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants de l'Union une protection efficace contre le concurrence déloyale, il n'a guère que la valeur d'un vœu. Il serait désirable que des dispositions plus précises, liant effectivement les pays contractants, lui fussent substituées. Il y aurait un intérêt évident à définir, autant que possible, la nature des faits de concurrence déloyale ou illicite contre lesquels des actions devraient être ouvertes, dans tous les pays, aux ressortissants de l'Union.

L'art. 10 *bis* s'appliquerait ainsi aux faits de concurrence déloyale qui ne rentrent pas dans ceux qui sont déjà sanctionnés, dans presque tous les pays, par les législations spéciales concernant les brevets d'invention et les marques de fabrique ou de commerce.

A cet égard, il convient de signaler que le Comité de la propriété industrielle de la Chambre de commerce interna-

tionale, a émis l'avis que cet article devrait être rédigé de la manière suivante (1) :

« En vue d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale, tous les faits de nature à tromper le public en vue de lui faire adopter un produit ou un fournisseur déterminés, les faits de dénigrement des concurrents, la provocation des subordonnés à la violation des obligations résultant de la loi et du contrat, et généralement tous les actes contraires à la loi, aux usages commerciaux, ou à l'équité doivent donner ouverture dans tous les pays contractants, à une action au profit de toute partie lésée.

Les Etats contractants s'engagent à prendre toutes les mesures législatives nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une quelconque des puissances signataires contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales.

Les Etats contractants s'obligent à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation ou l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente à l'intérieur de tous produits ou marchandises portant sur eux-mêmes, ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions, ou signes quelconques comportant directement ou indirectement des fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Les Etats contractants s'engagent, en outre, à prendre les mesures appropriées pour interdire et réprimer tous actes et manœuvres susceptibles de créer une confusion avec la personne, l'établissement ou les produits des concurrents par l'emploi abusif d'un nom ou d'une raison de commerce, d'une marque ou d'une enseigne, par des annonces, brochures, circulaires ou affiches, par la production de factures ou certificats d'origine mensongers, par des affirmations verbales ou par tous autres moyens ».

Ce texte qui a l'avantage de s'appuyer sur l'art. 274 du

(1) *Chambre de commerce internationale*, Bulletin n° 5, juillet 1922.

Traité de paix de Versailles permettrait, s'il était adopté, une lutte efficace contre la concurrence déloyale sous toutes ses formes dans les pays de l'Union.

Enfin, il y aurait lieu d'organiser dans tous les pays, une procédure rapide et peu coûteuse en vue de faire cesser les actes de concurrence illicite ou déloyale et de faciliter aux organismes collectifs, la possibilité d'engager eux-mêmes et de soutenir une action de cet ordre.

L'influence des progrès que l'évolution de la Convention d'Union apportera à la protection contre la concurrence déloyale se fera sentir de la sorte sur la loi intérieure et contribuera à rapprocher les unes des autres les législations des divers pays.

SECTION III. — Arrangement de Madrid concernant la répression
des fausses indications de provenance

546. *Son objet.* — L'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 (1) révisé à Washington le 2 juin 1911, concernant les fausses indications de provenance, constitue une « union restreinte » conforme aux prévisions de l'art. 15 de la Convention d'Union de Paris. Il n'est, en somme, que le commentaire de l'insuffisant art. 10 de cette Convention dont le texte répressif soulevait bien des difficultés d'application.

En effet, le paragraphe 1^{er} de l'art. 10 ne contient pas une proscription générale des fausses indications de provenance entre les Etats signataires de la Conférence de 1883. Il ne considère comme indication de provenance susceptible de donner lieu à la saisie à l'importation, que la fausse apposition du nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. C'est là une restriction fort considérable puisque l'art. 10 ne réprime pas

(1) Etaient adhérents à l'Arrangement de Madrid, au 1^{er} janvier 1923 : Brésil, Cuba, Espagne, France, Algérie et Colonies, Grande-Bretagne, Nouvelle Zélande, Maroc (à l'exception de la zone espagnole), Portugal avec les Açores et Madère, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie.

toutes les fausses indications de provenance, mais seulement celles qui seraient compliquées d'une fausse désignation du nom du fabricant.

L'Arrangement de Madrid a eu pour effet de mettre fin aux difficultés que soulevait ce texte répressif.

Il a pros crit sans distinction : « toute fausse indication de provenance dans laquelle un des pays contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine ». La fausse indication de provenance devient donc un délit par elle-même, et dès qu'un lieu sera indiqué faussement comme origine du produit, il trouvera sa sanction dans la saisie obligatoire à l'importation dans les pays contractants. Cette saisie « sera également effectuée dans le pays où la fausse indication de provenance aura été apposée ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication ».

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, elle sera remplacée par la prohibition d'importation.

Enfin si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'intérieur « cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de ce pays assure en pareil cas aux nationaux ».

L'Arrangement de Madrid, aux termes de son art. 1^{er}, a donc un champ d'application plus vaste que la Convention d'Union de Paris qui réprimait seulement l'usurpation d'un nom de localité, il réprime l'usage frauduleux d'un nom de lieu quelconque, ville, province ou pays.

Il n'est pas d'ailleurs nécessaire que le nom figure par lui-même sur la marchandise, il suffit que le nom soit indirectement indiqué. C'est ainsi qu'une appellation mensongère telle que « produit français » tombe sous le coup de l'art. 1^{er}.

Aux termes de l'art. 2, la saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit de toute autre autorité compétente, par exemple l'autorité douanière, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays. C'est la première fois que l'ad inistration des douanes est nommément mentionnée

et cette innovation est intéressante à signaler, mais il est regrettable que l'art. 2 n'ait pas imposé l'obligation de saisir les marchandises en cas de transit.

L'art. 3 vise les fraudes commises à l'aide des marques de commerce. On ne saurait empêcher un commerçant d'apposer son nom et son adresse sur les marchandises qu'il vend, provenant d'un pays différent de celui de la vente, « Mais dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production ».

L'art. 4 soulève la grave question des appellations génériques. On sait que par appellation générique, il faut entendre des noms de lieux qui, primitivement, désignaient des indications d'origine lesquelles sont devenues, par suite de l'habitude courante du langage, des expressions n'ayant plus de signification quant à l'origine même du produit, mais désignant simplement certains produits. Citons par exemple, « l'eau de Cologne », « l'eau de Javel », « le savon de Marseille », etc..., qui sont les plus courantes. Personne aujourd'hui ne considère ces noms comme des indications de provenance, ce sont de simples appellations génériques.

Dans l'insuffisance de sa rédaction, l'art. 4 a laissé le soin aux tribunaux de chaque pays de décider : « quelles sont les appellations qui, en raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement ».

La formule est des plus vagues, et laisse toute latitude aux tribunaux pour apprécier quelle appellation doit être considérée ou non comme générique.

D'autre part, une appellation peut avoir ce caractère dans un pays alors que dans un autre elle sera considérée comme indiquant réellement la provenance. Aussi le dit article a spécifié *in fine*, que les appellations régionales de provenance des produits vinicoles ne sont pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article, c'est-à-dire qu'elles ne pourront jamais être considérées comme génériques, mais bien comme indiquant la provenance.

Les art. 5 et 6 sont relatifs à l'adhésion des Etats de l'Union au présent Arrangement et à sa ratification.

547. *Appréciation.* — L'Arrangement de Madrid qui marque un progrès certain sur la Convention d'Union de Paris en ce qui concerne la répression des fausses indications de provenance, est encore insuffisant et, le texte de l'art. 4 notamment, est trop imprécis.

Malgré tout, on doit préconiser son adoption par un plus grand nombre de pays et pour les intéresser à cet Arrangement, il y aurait lieu de le modifier, par exemple en étendant à tous les produits tirant leurs qualités naturelles du sol ou du climat, la disposition qui ne permet pas aux tribunaux de considérer comme tombées dans le domaine public, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles.

Toutefois, cette dernière définition peut présenter des difficultés d'interprétation et il serait peut-être préférable de la remplacer par une énumération des produits visés tels que : fromages, beurres, fruits, bière, etc...

SECTION IV. — Arrangement de Madrid concernant
l'enregistrement international
des marques de fabrique ou de commerce

548. *Son objet.* — La France a également adhéré à l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 (1), pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, qui constitue une simplification dans les formalités de dépôt et a pour objet de permettre aux sujets, citoyens ou assimilés de chacun des pays contractants de pouvoir s'assurer dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce

(1) Étaient adhérents au 1^{er} janvier 1923 audit Arrangement : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Cuba, Espagne, France, Algérie et Colonies, Hongrie, Italie, Maroc (à l'exception de la zone espagnole), Mexique, Pays-Bas, Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao, Portugal avec les Açores et Madère, Roumanie, Serbie, Croatie-Slovénie, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie.

acceptées au dépôt dans le pays d'origine, moyennant le dépôt des dites marques au bureau international à Berne, fait par l'entremise de l'administration du dit pays d'origine. Encore faut-il observer que pour que la Convention produise tous ses effets au profit du déposant, il est exigé que ces divers dépôts auxquels il est assujetti, soient tous effectués dans le cours du délai de priorité, c'est-à-dire dans un espace de quatre mois.

Les articles de l'Arrangement sont relatifs aux formalités administratives requises pour cet enregistrement. Nous ne les examinerons pas et nous nous bornerons seulement à signaler l'art. 6 qui porte que « la protection résultant de l'enregistrement au bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement, mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine ». Cette disposition se conçoit, elle est la conséquence du principe de l'indépendance réciproque des marques de fabrique ou de commerce dans les différents pays.

Notons d'autre part, que cet enregistrement est renouvelable.

CHAPITRE III

De l'influence des Conventions internationales

SECTION I. — De l'influence des conventions internationales sur les décisions de la jurisprudence française

549. *Indications de provenance française.* — La France ne s'est point bornée à adhérer simplement aux différents Arrangements internationaux, et un rapide examen de la jurisprudence en la matière nous montrera qu'elle a scrupuleusement exécuté ses engagements.

Tout d'abord, il convient de signaler que depuis longtemps, les tribunaux français ont fait respecter nos appellations d'origine « Champagne », « Cognac », etc..., et proclamé que de telles dénominations désignaient non pas un procédé de fabrication, mais l'origine d'un vin (Cass., 9 avril 1894, Ann. 1896, 50). Il a été jugé de même que le nom de « Cognac » ne pouvait désigner que le produit de la distillation des vins récoltés dans une région déterminée (C. Douai, 18 mai 1900, Ann. 1900, 177 ; Trib. corr. Seine, 2 juillet 1911, *La Loi*, 2 août 1911).

D'autre part, la Cour d'Angers (15 décembre 1891, Ann. 1896, 162) a interdit pour des vins mousseux l'expression « Champagne de Saumur ».

Les tribunaux ont interdit également « Façon Roquefort », « Genre Roquefort », « Roquefort imité » (Trib. civ., Lyon, 4 juin 1910, Ann. 1911, II, 30), « Imitation Chartreuse », « Chartreuse imitée » (Trib. civ. Seine, 3 avril 1878, Ann. 1878, 145), « Galoches façon Limoges » (Limoges, 23 janvier 1906, Ann. 1910, I, 98).

550. *Indications de provenance étrangère.* — En ce qui concerne plus spécialement la protection des indications de provenance des produits étrangers, rappelons un arrêt de la Cour de Rouen du 26 juin 1900 (Ann. 1900, 227) confirmé par la Cour de cassation (Req., 22 juillet 1901, Cl. 1901, 982)

qui a reconnu que le nom de « Madère » constitue la désignation d'un lieu de provenance, à l'exclusion d'une appellation générique, qui ne pouvait s'appliquer qu'aux seuls vins de l'île de Madère et que les fûts portant la fausse indication de provenance « Madère » pouvaient être valablement saisis avec leur contenu dans les termes de l'art. 15 de la loi de 1857.

A l'occasion de la même affaire, le tribunal de la Seine rendit un jugement intéressant (11 juillet 1901, Cl. 1902, 818). Il s'agissait de savoir si les demandeurs qui avaient obtenu gain de cause devant la Cour de Rouen, pouvaient bénéficier de la confiscation des produits saisis à leur requête comme ayant été introduits en France sous de fausses dénominations à leur détriment.

Ni la Convention de 1883, ni l'Arrangement de Madrid de 1891 ne disent expressément que la saisie qu'ils ordonnent sera suivie de confiscation. Cependant le tribunal n'hésita pas à ordonner la confiscation au profit des demandeurs en se basant sur l'art. 2 de la Convention de 1883, d'après lequel les personnes habiles à se prévaloir de cette Convention jouissent dans chacun des pays contractants de tous les avantages compris dans le traitement des nationaux.

A part de très rares exceptions fâcheuses (V. not. Trib. Marseille, 12 août 1903, Cl. 1904, 908, relatif à l'appellation « Vermouth ») les tribunaux français ont appliqué très libéralement aux produits d'origine étrangers des pays adhérents, les dispositions de l'Arrangement de Madrid.

Ils lui ont donné pour sanction, toute la législation qui réprime les fausses indications de provenance française ; rien n'empêche donc les intéressés de tirer profit de ces précédents pour faire respecter d'autres indications de provenance des pays signataires de l'Arrangement de Madrid (V. not. C. Paris, 13 mars 1899, Ann. 1900, 232).

Aux termes de cet arrêt, les art. 1 et 2 de l'Arrangement de Madrid autorisant expressément la saisie des produits revêtus d'une fausse indication de provenance et s'en référant, pour la forme de cette saisie, à la législation intérieure de chaque Etat, ont étendu à tous les fabricants ou producteurs appartenant aux Etats contractants, le bénéfice des

lois qui répriment les fausses indications de nom ou de lieu d'une fabrique française ; la saisie peut avoir lieu en vertu de l'art. 19 de la loi du 23 juin 1857.

Quant à la loi du 6 mai 1919, elle permet de déterminer la portée des appellations d'origine française. Il y a lieu de remarquer à ce sujet, la substitution de l'expression « appellation d'origine » à celle d' « indication de provenance ». Ce mot « provenance » peut en effet donner lieu à des malentendus. Il peut signifier, dans la loi intérieure, la fabrique ou la maison d'où provient la marchandise plutôt que la localité ou la région et, à l'importation, la région d'où l'on introduit la marchandise plutôt que la région où elle a été fabriquée. Aussi, il a paru bon, tout en laissant dans l'Arrangement de Madrid le terme « fausse indication de provenance » avec le sens sur lequel tout le monde est d'accord, d'en revenir avec les textes nouveaux à la répression de la « tromperie sur l'origine ».

551. *Observation.* — Il est juste toutefois, de faire remarquer et de reconnaître qu'en matière de saisie à l'importation, notre législation intérieure est insuffisante. Des étrangers, notamment des industriels anglais et le Gouvernement anglais, se sont plaints parfois que l'administration des douanes françaises se refusât à saisir à l'importation, en vertu de l'Arrangement de Madrid, des marchandises portant des fausses indications de provenance ; c'est que les douanes françaises ne se considèrent comme liées que par les lois douanières et la loi douanière ne prohibe que les fausses indications de provenance française. Toutefois à la Conférence de 1911 à Washington, il a été spécifié à l'art. 2 de l'Arrangement, sur la demande même de la délégation française, que « la saisie aura lieu à la requête, soit du Ministère public, soit de toute autorité compétente, par exemple l'autorité douanière ».

Une loi est en élaboration au Parlement pour rendre obligatoire en ce cas, la saisie par l'Administration des douanes. Nous examinerons plus loin cette proposition.

SECTION II. — De l'influence des Conventions internationales
sur la législation française

552. *Objet de la loi de 1906.* — La Convention d'Union de Paris a eu un contre-coup sur la législation française par le jeu de la loi du 1^{er} juillet 1906 qui a décidé que les Français peuvent revendiquer l'application, à leur profit, en France, en Algérie et dans les colonies françaises des dispositions de la Convention ainsi que des Arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture qui l'ont modifiée, « dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi française pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle et, notamment, en ce qui concerne les délais de priorité et d'exploitation en matière de brevets d'invention ».

Nous avons vu quelques-uns de ses effets au cours de notre étude, notamment en matière de brevets. Les Français peuvent donc se prévaloir du principe de l'indépendance des brevets tant au point de vue des causes de nullité, de déchéance, qu'au point de vue de leur durée, du délai de priorité pour le dépôt d'un brevet d'importation, de la non déchéance pour défaut d'exploitation non justifiée pendant une période de trois années. D'autre part, la déchéance ne peut être entraînée par l'introduction par le breveté en France, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union.

553. *De l'interprétation de la loi de 1906 par la jurisprudence.* — Quant à l'application faite par la jurisprudence de la loi de 1906, mentionnons un arrêt de la Cour de cassation (Ch. er., 8 mai 1913, *loc. cit.*) rendu à l'occasion de l'affaire des « Eaux de Vittel », cassant un arrêt de la Cour de Paris du 14 décembre 1912. La Cour de renvoi (Rouen, 19 juillet 1913, *loc. cit.*) conformément à la décision de principe de la Cour de cassation, décida que la loi du 1^{er} juillet 1906 autorisait les Français dans leurs rapports entre eux, à revendiquer les accords internationaux et par suite, à leur faire jouer le rôle de véritables lois internes.

Cette jurisprudence a été confirmée depuis par un arrêt

de la même Cour (Ch. cr., 9 décembre 1918, *Gaz. Pal.*, 22 janvier 1919).

554. *Observation.* — La loi de 1906 n'est pas à l'abri de toute critique et une des plus sérieuses est celle formulée avec raison par Darras. Cette loi de 1906, faite en principe pour les seuls Français, a eu un singulier retentissement sur la condition des étrangers, même non compris dans l'Union, lorsqu'ils peuvent se réclamer des stipulations d'un traité particulier qui, en matière de propriété industrielle, accorde toujours aux sujets des puissances contractantes, le traitement des nationaux. Accorder en France, à un étranger, le traitement des nationaux français, ce sera lui permettre de revendiquer les avantages attachés à la qualité de membre de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, puisque, par le fait de la loi de 1906, ces avantages appartiennent aux Français. Par ce chemin détourné on a augmenté d'une façon à peu près indéfinie la portée de l'application des dispositions de l'Union et on aboutit en France à en faire bénéficier des sujets de nations qui n'y ont cependant aucun droit. On peut donc dire avec M. Pillet (1) que la loi de 1906 a manqué son objet.

SECTION III. — Conclusion

555. — On voit par le tableau que nous venons de présenter des moyens qu'offre la législation française pour protéger les droits des inventeurs, des industriels et des commerçants, réglementer le commerce, en contrôler la loyauté, et réprimer la concurrence déloyale sous toutes ses formes et dans toutes ses nuances, que la France a largement rempli les obligations qui résultent des Conventions internationales.

(1) PILLET et CHABAUD, *op. cit.*, p. 230.

CHAPITRE IV

Des traités de paix et des Conventions bilatérales

SECTION I. — Traités de paix

556. *Des clauses économiques des traités de paix.* — A côté des Conventions internationales, nous ne saurions passer sous silence les clauses économiques incluses dans les différents traités de paix (1).

L'art. 286 du traité de paix de Versailles du 28 juin 1919 vise la remise en vigueur des Conventions internationales révisées de Paris et de Berne.

Mais les clauses essentielles du traité de Versailles concernant la répression de la concurrence déloyale figurent dans la partie X, section I, chapitre III, art. 274 et 275 qui contiennent des dispositions extrêmement intéressantes, notamment pour la protection de nos appellations d'origine. Rappelons le texte de ces articles :

Art. 274. — « L'Allemagne s'engage à prendre toutes les mesures législatives ou administratives nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une quelconque des puissances alliées ou associées contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales ».

« L'Allemagne s'oblige à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits ou marchandises portant sur eux-mêmes, ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, comportant, directement ou indirectement, de fausses indica-

(1) V. notamment les articles de MM. TAILLEFER et CLARO, Ann. 1920-129.

tions sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises ».

Art. 275. — « L'Allemagne, à la condition qu'un traitement réciproque lui soit accordé en cette matière, s'oblige à se conformer aux lois ainsi qu'aux décisions administratives ou judiciaires prises conformément à ces lois, en vigueur dans un pays allié ou associé et régulièrement notifiées à l'Allemagne par les autorités compétentes, déterminant ou réglementant le droit à une appellation régionale, pour les vins ou spiritueux produits dans le pays auquel appartient la région, ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé, et l'importation, l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales contrairement aux lois ou décisions précitées, seront interdites par l'Allemagne et réprimées par les mesures prescrites à l'article qui précède ».

L'art. 274, d'une portée plus générale, vise principalement la répression de la concurrence déloyale en général et la tromperie sur les marchandises. Il contient, en outre, une énumération détaillée des fraudes sur l'origine. L'Allemagne s'engage à interdire et à réprimer non seulement la vente, la mise en vente et la circulation, mais encore expressément la fabrication et l'exportation des produits qui sont l'objet de ces indications frauduleuses.

L'art. 275 oblige l'Allemagne, sous la clause de réciprocité, à se conformer pour la détermination et la réglementation du droit aux appellations régionales, à nos lois et décisions intérieures. Les « décisions judiciaires » instituées par la loi du 6 mai 1919 relatives aux appellations d'origine auront leur effet en Allemagne.

C'est en quelque sorte l'exequatur donné par l'art. 275 à nos jugements en matière d'appellations d'origine.

Des clauses identiques se retrouvent dans les autres traités de paix et notamment dans le traité signé par l'Autriche, à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919 sous les nos 226 et 227 ; dans le traité signé par la Bulgarie, à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919, sous les nos 154

et 155, et dans le traité signé avec la Hongrie, à Trianon, le 4 juin 1920, sous le n° 210.

SECTION II. — Conventions bilatérales

557. *Des clauses économiques des Conventions bilatérales.*

— En dehors des Conventions internationales, les questions de concurrence déloyale envisagée sous ses aspects variés dans les relations entre pays différents, ont fait l'objet de Conventions particulières, et comme le remarque M. Pillet (1), elles sont souvent rédigées en termes plus clairs que ceux de la Convention d'Union ou des Arrangements.

Nous ne saurions passer en revue les différentes espèces de Conventions relatives soit aux marques, soit aux noms commerciaux ou signes quelconques apposés sur les marchandises, soit encore celles relatives à la protection des indications de provenance et d'origine, etc., etc..., nous nous bornerons à signaler simplement, dans les traités de commerce récents, les dispositions les plus typiques relatives à notre matière et qui sont inspirées des principes exprimés dans les art. 274 et 275 du traité de paix de Versailles.

558. *Convention franco-tchécoslovaque.* — Citons par ordre chronologique, la Convention franco-tchécoslovaque du 4 novembre 1920 qui est, en quelque sorte, le traité type des nouveaux Arrangements conclus postérieurement à la guerre. Elle est rédigée en termes excellents et vise la répression de la concurrence déloyale sous toutes ses formes. Voici d'ailleurs les articles visant sa répression et relatifs à la protection des appellations d'origine :

Art. 15. — « Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre Partie contractante contre toute forme de concurrence déloyale dans les tractations commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions

(1) PILLET et CHABAUD, *op. cit.*, p. 439.

appropriées, l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises ».

Art. 16. — « Chacune des Hautes Parties contractantes, adhérente à l'acte de Madrid du 14 avril 1891 pour la protection des appellations d'origine, s'oblige à se conformer à tous les termes de cet acte et à se conformer, en outre, aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois et aux jugements rendus en application de ces lois qui lui seront notifiés par l'autre Partie contractante et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé. Elle interdira l'importation, l'entrepôt, l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales, contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par l'autre Partie contractante.

La notification pourra viser notamment :

1° Les appellations régionales de provenance appartenant à tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières.

2° La délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations.

3° La procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

La saisie des produits incriminés aura lieu soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation respective de la France et de la Tchécoslovaquie.

Les dispositions du présent article s'appliqueront, alors

même que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon », « copie », ou de toute autre expression similaire.

Les dispositions du présent article s'appliqueront dès la mise en vigueur de la présente Convention. Un délai de trois mois est cependant accordé pour la vente, par des marchands au détail ou débitants, des produits achetés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la Convention.

A l'expiration du délai de trois mois, tout produit qui contraviendrait aux dispositions du présent article serait, où qu'il se trouve, passible des poursuites qui sont prévues ».

Une des dispositions les plus caractéristiques de cette Convention, d'ailleurs imitée de celles du traité de paix, est une sorte d'exequatur donné *in globo*, à toutes les décisions administratives et judiciaires prises conformément aux lois et rendues en exécution de l'Arrangement de Madrid, régulièrement notifiées par les Parties contractantes et qui « déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé ».

559. *Des autres Conventions.* — La Convention franco-norvégienne du 23 avril 1921 (art. 2 et 4), la Convention franco-finlandaise du 13 juillet 1921 (art. 6 et 16), la Convention franco-esthonienne du 7 janvier 1922 (art. 13, 14 et 23), la Convention franco-polonaise du 6 février 1922 (art. 11, 12, 13 et 23) reproduisent, en termes à peu près identiques, les stipulations de la Convention franco-tchécoslovaque.

Enfin la Convention franco-espagnole du 8 juillet 1922, témoigne d'un désir réciproque, sincère, d'arriver à une solution satisfaisante des difficultés auxquelles donnent lieu l'interprétation et la portée de l'Arrangement de Madrid de 1891, concernant la répression des fausses appellations d'origine sur les marchandises.

L'art. 15 stipule, en outre, que chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des

produits importés, « la présentation par l'importateur d'une déclaration officielle constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient ».

Différentes mesures sont également envisagées pour assurer une répression efficace des fraudes sur la qualité des marchandises. Toutes ces dispositions ont fait l'objet des art. 15, 16, 17 et 20 du présent Arrangement.

Remarquons toutefois, qu'à notre connaissance, toutes ces Conventions n'ont pas encore été ratifiées par le Parlement français. Elles ont été seulement déclarées exécutoires par décret.

QUATRIÈME PARTIE

Projets et propositions de lois à l'étude

560. *Observation.* — Malgré l'abondance et la variété des lois françaises destinées à combattre la concurrence déloyale sous toutes ses formes et dans tous ses domaines, le législateur a estimé qu'elles étaient encore insuffisantes et on se préoccupe d'améliorer les lois sur les propriétés littéraire et artistique, industrielle et commerciale.

Des projets et propositions de lois, en vue d'enrichir notre législation protectrice de la loyauté des transactions commerciales, ont été déposés, soit sur le bureau du Sénat, soit sur celui de la Chambre des députés. Nous ne saurions les passer tous en revue. Nous examinerons seulement les plus spécialement intéressants pour notre matière.

Le projet de refonte complète de nos lois sur les brevets d'invention et sur les marques de fabrique est aujourd'hui un fait accompli, mais comme le projet n'a pas encore été déposé, il ne saurait faire l'objet de notre examen.

CHAPITRE PREMIER

Propriété littéraire et artistique

SECTION I. — Du droit moral de l'auteur

561. *Objet de la proposition de loi du 19 février 1921.* — Une très intéressante proposition tendant à compléter la loi des 19-24 juillet 1793 et celle du 14 juillet 1866 sur la propriété artistique, pour assurer la protection du droit moral de l'auteur, a été présentée à la Chambre des députés le 19 février 1921 par M. Marcel Plaisant (1).

Mais qu'est-ce donc que ce droit moral de l'auteur ? C'est un droit de contrôle.

En effet, dans son exposé des motifs, M. Marcel Plaisant nous dit : « Qu'en dépit de la cession qui transporte la propriété au profit du nouveau titulaire, l'écrivain ou l'artiste, ne doit-il pas demeurer investi d'un droit qui lui permettrait de se défendre lui-même à travers son œuvre et de garder, au delà de son domaine matériel éteint, une action vivante qui puisse assurer le respect de sa pensée ».

« Le droit moral de l'auteur » disait Jules Lermina, dans son rapport présenté au Congrès de l'association littéraire et artistique de Paris en 1900 « a son origine dans l'exercice des facultés de création qui lui sont personnelles et qui dépendent de la constitution intime de son cerveau ».

Dans son exposé des motifs, M. Marcel Plaisant essaie de préciser la nature du droit moral.

Le droit d'auteur appelé d'ordinaire un droit de propriété littéraire et artistique se réalise par la jouissance d'un droit exclusif de reproduction ou de représentation. Pour rendre ce droit lucratif l'auteur le cède à un éditeur ou à un entrepreneur de spectacles. Ce droit est donc dans

(1) Chambre des Députés, n° 2176, année 1921.

le commerce, il a un caractère pécuniaire. Mais si le créateur est libre de se dessaisir du bénéfice de son œuvre, « il ne lui est pas loisible de rompre le rapport spirituel qui s'établit entre sa personne et les expressions littéraires ou artistiques qui en demeurent le miroir permanent ».

L'auteur doit sauvegarder à travers les vicissitudes de la publication, de l'exposition ou du spectacle, l'intérêt de son œuvre qui est celui de sa propre personnalité. C'est un droit qui est hors du négoce, il est moral.

Ce droit a déjà d'ailleurs été sanctionné par les tribunaux et M. Marcel Plaisant donne une liste copieuse de décisions judiciaires. Nous en citerons quelques-unes.

Il ressort des différents arrêts que l'auteur a seul le droit de publier son œuvre, de veiller à la publication et à la réédition, de choisir l'heure, le mode et le genre d'apparition en librairie qui lui paraîtront le mieux correspondre à la dignité de sa pensée (C. Paris, 1^{er} février 1900, Sir. 1900, II, 121, avec la note de M. Saleilles). C'est ainsi qu'un grand écrivain a pu s'opposer à la reproduction d'une œuvre de jeunesse (Tr: Seine, 4 décembre 1911, Ann. 1912, I, 98).

Quelles que soient les cessions postérieures et les vicissitudes des contrats, l'auteur se réserve le droit de protéger son œuvre contre toute atteinte et de s'opposer aux reproductions qui la modifieraient. C'est un droit de contrôle qui domine toutes les mutations (En ce sens, C. de Paris, 26 janvier 1918, Ann. 1919, I, 33 et la note de Claro). Cet arrêt a admis qu'un peintre qui avait vendu ses tableaux avant la loi du 9 avril 1910 qui a institué la réserve du droit de reproduction, avait le droit de demander des dommages-intérêts à l'occasion d'une reproduction grossière de son œuvre.

Un arrêt de la Cour de Paris (Ann. 1913, I, 26), rendu au profit d'un compositeur de musique, dispose que, malgré une cession pleine et entière de la propriété, avec l'autorisation de faire des arrangements, l'auteur peut encore interdire aux cessionnaires de faire des remaniements et modifications de nature à altérer son œuvre.

Dans une autre hypothèse, le tribunal de la Seine a estimé par un jugement du 12 mars 1914 (*Gaz. trib.*, 3 sep-

tembre 1914) que le savant qui avait livré des analyses et une notice relatives à des produits alimentaires, pouvait interdire un mode d'usage et une réclame tapageuse de nature à porter atteinte à sa dignité.

D'autre part, de nombreuses décisions, dans le détail desquelles il est inutile d'entrer, ont été rendues pour protéger spécialement le titre donné par l'auteur à son œuvre, son usurpation étant considérée comme une atteinte au droit moral de l'auteur.

Enfin la Cour de Paris, dans un arrêt du 21 mars 1919 (Dr. d'aut., 1920-32) a jugé que, quelque fantaisie qu'on puisse laisser aux adaptations cinématographiques, il n'est pourtant pas permis de publier, sous le titre qu'a créé un écrivain, des épisodes qui n'ont rien de commun avec son œuvre.

Il a été décidé que l'auteur avait conservé le droit de contrôler et d'approuver les films tirés de son roman de façon à ce que celui-ci ne fût pas dénaturé.

Cette revue de la jurisprudence permet de constater que le droit moral de l'auteur survit au droit pécuniaire et lui permet le contrôle de l'œuvre qui ne lui appartient plus.

M. Marcel Plaisant ne croit pas qu'il soit utile de définir le droit moral dans la loi, car ce serait lui assigner des limites. Il suffit d'insérer dans le texte de la loi des 19-24 juillet 1793 un simple alinéa y relatif. L'adjonction d'un alinéa à l'art. 1^{er} serait suffisant et l'auteur de la proposition propose le texte suivant :

Art. 1^{er}. — Nonobstant toute cession, ils (les auteurs) conserveront un droit de contrôle sur l'œuvre et ses reproductions, et notamment, le droit de retirer les autorisations données à tout ayant cause si l'œuvre est dénaturée ou même simplement modifiée ou reproduite de façon dommageable pour la réputation de l'auteur.

« Ils pourront s'opposer à la destruction de l'original de l'œuvre à charge d'en rembourser le prix d'achat à l'ayant cause, si celui-ci trouve que la conservation de cette œuvre entraîne pour lui un préjudice matériel ».

Quant au droit de contrôle après le décès de l'auteur,

à défaut d'un mandataire spécialement désigné à cet effet, il sera exercé par les héritiers.

A l'expiration de la période de 50 ans, et cela est la partie la plus originale de cette proposition, toute personne, toute collectivité, sera admise à se plaindre d'une atteinte portée à l'œuvre d'un écrivain ou d'un artiste qui figure dans le patrimoine national.

C'est une formule qui nous semble un peu vague, quel sera cet intérêt et comment en justifier ?

M. Marcel Plaisant estime, toutefois, que l'art. 1^{er}, 5^e alinéa de la loi du 14 juillet 1866 doit être complété comme suit : « les héritiers, à défaut d'un mandataire spécialement désigné, conserveront le droit de retrait reconnu aux auteurs par l'article premier de la loi du 19-24 juillet 1793 ».

« A l'expiration de la période de cinquante ans toute personne physique ou morale sera reçue à poursuivre l'exécution de ce droit à condition de justifier d'un intérêt ».

La proposition de M. Marcel Plaisant a fait l'objet d'un rapport (1) de M. Flayelle, député, au nom de la Commission de législation civile et criminelle qui a adopté la proposition de M. Marcel Plaisant en la modifiant sur deux points :

Dans le premier article de sa proposition, M. Marcel Plaisant entend faire sanctionner le droit de contrôle de l'auteur sur l'œuvre ainsi que son droit à la conservation de l'original de celle-ci, et notamment, son droit de retirer les autorisations données, nonobstant toute cession, en cas de défiguration ou de simple modification de l'œuvre.

La Commission a désiré élargir ce droit en faveur de l'auteur, mais à l'exclusion des héritiers ou même du mandataire spécialement désigné par lui. Elle institue un nouveau droit, le « droit au repentir » comme on l'a justement appelé, d'où cette adjonction suivante (3^e alinéa nouveau de l'art. 1^{er}).

« Ils pourront aussi, à charge de payer les frais supplémentaires d'impression, faire précéder toute édition nou-

(1) Rapport n° 3677, Annexe au P. V. de la séance du 29 déc. 1921.

velle d'une préface ou introduction dont la longueur ne pourra pas excéder vingt pages ».

La 2^e modification serait appelée à préciser le sens de l'article de la proposition par lequel toute personne justifiant d'un intérêt devra être mise en mesure d'obtenir, après l'expiration du délai de 50 ans *post mortem*, l'interdiction judiciaire de reproduire l'œuvre en la dénaturant ou en l'altérant. Voici cette modification :

« A l'expiration de la période de cinquante ans, toute personne physique ou morale sera reçue à agir en justice, à condition de justifier d'un intérêt de même nature que celui dont l'auteur, s'il était encore vivant, pourrait se prévaloir ».

Le droit moral ne pourrait, en définitive, jamais se prescrire.

SECTION II. — Du domaine public payant

562. *Proposition Rameil*. — M. Pierre Rameil, député, avait conçu le plan de faire insérer dans le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922, un article additionnel n^o 131, tendant à la création d'une caisse nationale des lettres, des sciences et des arts dont les revenus auraient été alimentés par un droit de 2 0/0 perçu sur les ouvrages tombés dans le domaine public et de 1 0/0 sur les ouvrages scolaires (1).

La proposition a été disjointe par la Chambre, mais M. Rameil l'a déposée à nouveau sous forme de proposition de loi principale.

563. *Proposition Marcel Plaisant*. — M. Marcel Plaisant à son tour, a soumis à la Chambre une autre proposition de loi (2) tendant à compléter la loi des 19-24 juillet 1793 sur la propriété littéraire et artistique en vue d'instituer une redevance au profit des héritiers et de l'Etat sur les œuvres qui tomberaient dans le domaine public.

(1) Rapport n^o 3137, p. 84.

(2) N^o 3600, annexe au P. V. de la séance du 22 déc. 1921.

Aux termes de cette proposition qui, dans la pensée de l'auteur ne saurait porter atteinte à la loi monumentale des Conventionnels de 1793, la loi précitée devrait être complétée par les art. 3, 4, 5 et suivants destinés à prendre place entre les art. 2 et 3 anciens.

Aux termes de ces articles nouveaux, à l'expiration du droit exclusif des héritiers, l'exploitation des œuvres tombées dans le domaine public sera libre sous la condition du paiement, pendant une deuxième période supplémentaire de 50 années, d'une redevance de 3 0/0 calculée sur le prix fort et partagée en trois fractions égales dévolues, l'une aux héritiers en ligne directe jusqu'au 4^e degré; l'autre à l'Etat chargé d'inscrire chaque année au budget des Beaux-Arts une dotation correspondant aux ressources acquises, au profit des établissements publics ou reconnus d'utilité publique, des institutions et des fondations créées en faveur des belles-lettres, des beaux-arts et des œuvres d'éducation populaire.

La troisième irait aux sociétés reconnues d'utilité publique dont la vocation est de défendre les droits des écrivains et des artistes et qui seront investies par l'Etat du mandat légal d'organiser la perception de la redevance.

Cent ans après la mort de l'auteur, cette redevance sera réduite à 2 0/0.

SECTION III. — Du dépôt légal

564. *Son objet.* — Dans le projet déposé par le Gouvernement et rapporté à la Chambre des députés par M. Marcel Plaisant (1), le dessein du Gouvernement a été, selon le rapporteur, de porter remède à l'insuffisance de la législation intérieure qui voyait dans le dépôt légal un instrument au service de la censure, qui a passé par diverses phases jusqu'à la promulgation de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et qui est réglementé par les art. 3, 4 et 10 de la dite loi.

(1) N° 3668, annexe au P. V. de la 2^e séance du 28 déc. 1921.

Trois services administratifs s'occupent aujourd'hui du dépôt légal et les résultats en sont peu satisfaisants.

D'autre part, les lacunes de la loi sont nombreuses et la sanction est inefficace en cas d'omission de cette formalité.

Aussi le projet du Gouvernement composé de 22 articles prévoit-il que le dépôt englobera, y compris les nouveaux tirages comportant des modifications essentielles, les imprimés de toute nature (sauf les travaux d'impression dits de ville, administratifs et de commerce, les bulletins de vote et les titres de publications et de valeurs financières), les œuvres musicales, les œuvres photographiques mises publiquement en vente ou cédées pour la reproduction, les œuvres cinématographiques, phonographiques et toutes les productions des arts graphiques reproduites en nombre.

Ce dépôt devra être fait en double exemplaire dont l'un sera livré par l'imprimeur et l'autre par l'éditeur.

Les deux exemplaires d'œuvres musicales devront être déposés par l'éditeur.

Les ouvrages de luxe numérotés et les estampes tirées à moins de cent exemplaires ne seront déposés qu'à un seul exemplaire.

Tout dépôt doit être accompagné d'une déclaration.

En ce qui concerne plus spécialement les dispositions relatives au droit d'auteur, l'art. 22 déclare abrogé l'art. 6 de la loi des 19-24 juillet 1793 et les art. 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881.

Grâce à cette abrogation, « le dépôt n'aura plus aucun effet juridique ni quant au fond de la propriété littéraire et artistique, ni quant à la procédure en ce qui concerne la recevabilité de l'action en justice ». En effet, sous le régime actuel, aucune action en contrefaçon de la propriété littéraire ou artistique ne peut être intentée avant que la formalité du dépôt de l'œuvre n'ait été effectuée au préalable. Aussi l'art. 18 du projet a-t-il disposé libéralement : « le dépôt réglementé par la présente loi ne confère par lui-même à celui qui l'effectue aucun droit de propriété sur l'œuvre déposée, la propriété de l'œuvre étant indépendante de cette formalité ».

Il ne se confond pas d'autre part avec les dépôts spéciaux, administratifs ou judiciaires, prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

C'est une solution toute juridique qui reçoit l'approbation du rapporteur qui s'est élevé contre l'obligation du dépôt préalable à l'action judiciaire de la loi actuelle. « C'est là une véritable hérésie en matière de propriété littéraire et artistique, tout droit dérive de la création, le dépôt n'est jamais attributif mais déclaratif de droit... Si le dépôt est considéré comme la préface nécessaire de l'action en contrefaçon et que le dépôt ait été omis, c'est l'auteur qui en souffrira, l'écrivain et l'artiste se trouvent donc responsables d'une obligation mise à la charge d'un tiers avec lequel il n'est même pas en relations dans la généralité des cas ».

CHAPITRE II

Des brevets d'invention

SECTION UNIQUE. — Proposition de loi Joseph Barthélemy

565. *Son objet.* — Une proposition de loi intéressante a été déposée le 4 avril 1922 à la Chambre des députés (1) par M. Joseph Barthélemy. Elle est relative à la propriété scientifique et à la réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention.

Elle tend à instituer un droit d'auteur pour le savant ou l'inventeur analogue, en quelque sorte, au droit de suite des artistes établi par la loi du 26 mai 1920 et à créer une véritable propriété scientifique.

La proposition vise deux faits distincts : le droit d'auteur, les modifications à apporter à la loi de 1844.

566. *Du droit d'auteur.* — L'idée fondamentale de la première partie de la proposition est « d'organiser fortement le droit de l'auteur sur l'idée, fille de son cerveau, lorsqu'elle vient à se manifester féconde. Si par son activité intellectuelle, un homme a permis des bénéfices qui auraient été impossibles sans lui, la justice exige qu'il obtienne une partie de ces bénéfices ».

A ce point de vue, la loi de 1844 contient une grave lacune, elle s'intéresse à l'inventeur d'un procédé industriel, d'un appareil, d'une machine, mais laisse de côté le savant qui a conçu le premier l'idée créatrice. D'ailleurs c'est volontairement que la loi de 1844 l'a laissé de côté puisque le rapporteur disait d'une façon très nette : « la loi est faite dans l'intérêt de l'industrie, non de la science ».

Pour faire cesser cette inégalité choquante du savant pauvre et du réalisateur industriel qui s'est enrichi par

(1) Ch. des Députés, 12^e législ., session de 1922, n^o 4233, annexe au P. V. de la séance du 4 avril 1922,

l'application de l'idée du premier, la proposition de loi pose en principe : « que tout savant, que tout inventeur, qui a découvert une idée dont d'autres tirent un bénéfice, a droit à une part de ces bénéfices ».

« Le droit existe sans qu'aucune formalité soit nécessaire pour le faire naître ». En conséquence, l'inventeur pourra, par tous les moyens de droit commun, faire la preuve de la paternité de son idée.

D'autre part, il aura la faculté de demander un brevet de corps ou de principe dont la proposition prévoit la création. Il pourra porter sur toutes les inventions et découvertes, y compris, logiquement, celles que la loi de 1844 déclare non brevetables.

Il ne donnera pas à son titulaire un droit exclusif d'exploitation, mais seulement le droit de tirer un bénéfice de son invention par l'octroi de licences obligatoires.

En résumé, il y aurait deux états de la propriété scientifique :

1^o L'auteur n'accomplit aucune formalité, il laisse libre l'exploitation de son invention ; il pourra demander un droit d'auteur qui sera dû à partir du jour de sa demande.

2^o Le savant obtient la délivrance d'un brevet de corps ou de principe. Dans ce cas, le droit est dû à partir de la demande du brevet. L'exploitation n'est pas absolument libre, elle ne peut avoir lieu que sur délivrance d'une licence qui ne peut être refusée.

Quant à la durée du droit de la propriété scientifique, elle sera la même que celle de la propriété littéraire et artistique. Elle durera pendant la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort, mais seulement au profit de ses descendants en ligne directe.

Le taux de la redevance, dans l'esprit du législateur, doit être léger, de façon à ne pas entraver le développement de l'industrie. Elle ne saurait être fixée par la loi, car elle ne doit être que proportionnelle au bénéfice assuré à l'industriel par l'inventeur. Sa fixation doit être laissée à l'appréciation des parties.

En résumé, le brevet d'auteur enlève à l'inventeur le monopole d'exploitation, mais lui laisse le droit d'auteur.

après la date normale d'expiration du brevet, dans les conditions qui ont été résumées.

Quant aux déchéances de la loi de 1844, elles doivent disparaître. Dans tous les cas elles ne sauraient s'appliquer au brevet d'auteur qui, par exemple, ne serait susceptible d'aucune déchéance par défaut d'exploitation.

567. *Des modifications à la loi de 1844.* — La deuxième partie de la proposition est relative aux réformes de la loi de 1844, en vue de confirmer le droit du travailleur intellectuel sur son invention.

C'est le corrolaire nécessaire de l'institution du droit d'auteur. Il faut mettre en harmonie notre vieille loi des brevets avec le principe nouveau. La proposition de M. Joseph Barthélemy n'envisage que quelques modifications de détail. Examinons-les très brièvement :

L'art. 8 de la proposition pose le principe de l'individualité du brevet qui ne pourra être établi qu'au nom de l'auteur véritable de la découverte, nonobstant toute convention contraire ; il n'y aura donc plus de brevets de société, mais seulement des brevets d'individu. Cette disposition est logique puisque la proposition de loi veut avant tout protéger l'auteur.

L'art. 9 est relatif à la durée des brevets jugée insuffisante par tout le monde, aussi serait-elle portée à 5, 10, 15, 20 ou 25 années ; cette différence de la durée des brevets est logique, car il y a des inventions qui, pour être mises au point, demandent un temps très long, alors que d'autres peuvent être normalement exploitées au bout de quelques semaines.

La proposition de loi dans son art. 10, prévoit la suppression des déchéances, telles qu'elles sont organisées par l'art. 32 de la loi du 5 juillet 1844, modifié par la loi du 31 mars 1856.

On ne saurait dépouiller un individu du fruit de ses efforts pour défaut du paiement de la taxe. Aussi cette déchéance serait-elle supprimée et le recouvrement de la taxe serait poursuivi comme en matière de contributions directes.

Seul, dans un souci de protection légitime, devrait être

maintenu l'alinéa 3 de l'art. 32, qui proclame déchu « le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet ».

La rigueur de cette disposition est d'ailleurs atténuée par les Conventions internationales.

Enfin l'art. 11, cohérent avec la proposition qui tend à assurer le droit du créateur sur son œuvre, déclare non opposable à l'inventeur sa propre publication, « il est dangereux, dit l'exposé des motifs, pour le progrès, de contraindre le savant à conserver en secret le fruit de ses recherches. Le travail scientifique est, en effet, le résultat d'une collaboration ». Mais cette collaboration reconnue n'est-elle pas la condamnation même du principe de l'individualité du brevet d'invention proclamé par cette proposition, qui se heurte à de nombreuses objections et celle-ci est, à notre avis, la plus convaincante. Il est, en effet, parfois fort difficile, dans une invention, de déterminer la part exacte de celui qui est réputé l'inventeur. Le génie créateur n'est pas toujours une inspiration soudaine. Il est souvent le résultat des recherches et des travaux de ceux qui nous ont précédés. Dans ces conditions, quelle sera la part de chacun sur l'invention et comment pouvoir exercer d'une façon pratique ce droit de suite ?

Il faut reconnaître, toutefois, que cette proposition procède d'une idée généreuse tendant à mettre fin à certaines situations choquantes. Elle est un pas de plus vers l'unification de la législation industrielle et de la législation littéraire et artistique en vue de la protection des droits du créateur, mais elle semble devoir provoquer de graves difficultés d'application.

CHAPITRE III

Indications de provenance

SECTION I. — Proposition Farjon

568. *Son objet.* — M. Farjon a déposé au Sénat le 28 février 1921, une proposition de loi tendant à la répression des fausses indications des marchandises (1).

Dans l'exposé des motifs, l'auteur de la proposition après avoir rappelé que la France a adhéré à l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, passe successivement en revue les dispositions qui tendent à réprimer les fausses indications de provenance sur les marchandises :

C'est tout d'abord la loi du 28 juillet 1824, relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués.

D'autre part, l'art. 19 de la loi du 23 juin 1857 sur les marques prohibe à l'entrée, et exclut du transit et de l'entrepôt, les produits étrangers portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom du lieu d'une fabrique française. Cet art. 19 a été complété par la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes qui lui a donné une sanction pénale.

L'art. 15 de la loi de 1892, prohibe à l'entrée et exclut de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers naturels ou fabriqués, portant des indications de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.

Enfin la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises, punit quiconque aura tenté de tromper le contractant sur l'origine de toutes marchandises, mais à la condition que d'après la convention ou

(1) V. Sénat, n° 77, année 1921.

les usages, la désignation de l'origine faussement attribuée aux marchandises soit considérée comme la cause principale de la vente.

Toutefois, cette législation, malgré son importance, est insuffisante, d'une part pour écarter du marché français les marchandises étrangères présentées sous l'apparence d'une origine étrangère autre que leur véritable origine, et d'autre part pour réprimer les abus qui peuvent se commettre sur le territoire français par l'apposition sur des marchandises étrangères importées sans aucune indication d'origine, d'inscriptions ou de signes quelconques destinés à produire une confusion sur leur véritable origine.

Aussi est-il nécessaire d'atteindre dans la circulation et la vente sur le marché français, soit les fausses indications d'origine, soit les indications pouvant masquer leur véritable origine. M. Farjon à ce propos fait justement remarquer qu'il peut arriver que des articles soient importés de l'étranger sans aucune marque et reçoivent, une fois en France, une marque n'indiquant en rien une origine étrangère de façon à faire croire que ces produits sont français. Ces pratiques sont de nature à tromper l'acheteur et contrares à l'esprit de toute notre législation.

Aussi y a-t-il lieu de compléter la loi du 28 juillet 1824 et la loi du 1^{er} août 1905 par un nouveau texte spécial qui fait l'objet de cette proposition.

Elle dispose dans son art. 1^{er} que quiconque, sur des produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente, mis en vente ou vendus en France, ou sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc..., aura apposé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire, s'ils sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France, ou qu'ils sont d'origine française et, dans tous les cas, qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

L'art. 2 punit des mêmes peines, ceux qui par addition, retranchement ou par une altération quelconque des men-

tions primitivement portées sur les produits, par des annonces, brochures, circulaires, prospectus ou affiches, par la production de factures ou de certificats d'origine mensongers, par une affirmation verbale ou par tout autre moyen, auront fait croire à l'origine française de produits étrangers ou, pour tous produits, à une origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère.

L'art. 3 ouvre le droit d'action à toute personne intéressée, consommateur, commerçant ou fabricant lésé par la tromperie.

D'autre part, tous syndicats ou unions de syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts de l'industrie et du commerce, de tous produits ou marchandises quelconques, pourront exercer les droits reconnus à la partie civile ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil.

L'art. 4 dispose que l'art. 463 du Code pénal sera applicable, même en cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

L'art. 5 déclare la présente loi applicable à l'Algérie et aux colonies.

SECTION II. — Proposition La Trémoille

569. La Chambre des députés avait déjà voté sur la proposition de M. le duc de la Trémoille (1) le 12 juin 1919, sans discussion, un projet de loi douanière destiné à interdire l'importation des produits étrangers revêtus de marques quelconques, à moins que l'inscription ne fût accompagnée de la mention du pays d'origine, prohiber d'une manière absolue, tout objet portant une indication susceptible de lui attribuer une origine française, déterminer de nouvelles règles en ce qui concerne la nationalisation des

(1) V. les n^{os} du Sénat 272, 492 (année 1919), 202, 357 (année 1920), 103 (année 1921); n^{os} 5500, 6215 et in-8^o n^o 1322, 11^e législ. de la Ch. des Députés; n^{os} 40, 570 et in-8^o n^o 88, 12^e législ. de la Ch. des Députés,

marchandises, faire tomber sous le coup des prohibitions douanières les produits portant des marques interdites par l'art. 1^{er} de l'Arrangement de Madrid sur les fausses indications de provenance, enfin instituer, sur la proposition de la Commission des douanes de la Chambre, un contrôle permanent sur l'origine des marchandises.

Le projet de la Chambre a été modifié par le Sénat le 15 octobre 1919 et renvoyé à la Chambre. Elle a, le 6 février 1920, adopté un nouveau texte qui est retourné au Sénat et a fait l'objet de deux rapports de M. Noël. Le premier a été déposé le 21 juin 1920 et le rapport supplémentaire tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes, l'a été le 10 mars 1921.

Nous n'entrerons pas ici dans l'étude des modifications successives qu'a subies cette loi à la Chambre des députés et au Sénat, nous nous bornerons simplement à donner une brève analyse du texte proposé par M. Noël dans son dernier rapport supplémentaire, qui a respecté le principe posé par l'auteur de la proposition et cherché à concilier, dans la rédaction de ce texte, les difficultés qu'a fait naître cette proposition de loi qui était en même temps une loi douanière et une loi sur la protection des marques de fabrique françaises, permettant d'appliquer des sanctions douanières lorsque la marchandise présentée à la douane faisait apparaître soit une fraude, soit une fausse déclaration d'origine et que l'on désirait, en même temps, donner une certaine élasticité à la loi, lorsqu'aucune confusion ne serait possible sur l'origine d'une marchandise.

En résumé, le texte nouveau dans son art. 8 abroge expressément l'art. 15 de la loi du 11 janvier 1892, prohibe à l'entrée dans son art. 1^{er}, et exclut de l'entrepôt et du transit, tous les produits étrangers naturels ou fabriqués, portant soit sur eux-mêmes, soit sur leurs emballages intérieurs ou extérieurs, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc..., une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque, si cette inscription n'est suivie de la mention exacte et intégrale, dans une langue européenne, et en caractères latins, du

pays dans lequel ce produit a été récolté ou fabriqué. Cette mention fera corps avec les précédentes et sera inscrite en caractères indélébiles de même dimension, nature et visibilité.

Le projet adopte donc, en vue d'un renforcement de la répression, le principe de l'indication d'origine obligatoire sur tous les produits revêtus d'une marque, d'un nom, d'un signe ou d'une indication quelconque. C'est une garantie très sérieuse donnée au consommateur et aussi au producteur étranger contre la concurrence déloyale résultant de fausses indications de provenance.

Toutefois, cette obligation peut présenter des inconvénients, aussi l'alinéa 2 de l'art. 1^{er} dispose-t-il que des dérogations à la règle générale pourront être exceptionnellement autorisées, par décision concertée du Ministre du commerce et du Ministre des finances, en faveur des produits naturels ou fabriqués ou de matières premières pour lesquels il ne pourra exister aucune confusion possible sur l'origine.

L'art. 2 vise plus spécialement des marchandises ou des produits portant des marques de fabrique ou d'origine pouvant leur faire attribuer une fausse indication d'origine française ou une origine autre que leur origine réelle, c'est-à-dire ayant une présomption de fraude, alors que l'art. 1^{er} n'envisageait, comme nous l'avons vu, que des marchandises ou des produits qui ne peuvent présenter aucune analogie avec les marques françaises.

Il est donc compréhensible que ces deux articles aient une partie commune importante.

Le dit art. 2 prohibe à l'entrée, à la sortie, à l'entrepôt, au transit et déclare la saisie possible en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du Ministère public ou de tout autre intéressé, tous produits portant soit sur eux-mêmes, soit sur leurs emballages intérieurs ou extérieurs, des marques, noms, inscriptions ou signe quelconque, de nature à leur faire attribuer directement ou indirectement une fausse origine française ou une origine autre que leur origine réelle, s'ils ne sont accompagnés, sauf dérogations exceptionnelles appli-

cables seulement en cas de transit, de la mention en français et en caractères indélébiles de la véritable origine. Ce deuxième article qui s'adresse, comme nous l'avons déjà dit, à des marchandises pouvant avoir une présomption de fraude, soit dans leur marque, soit dans leur origine, devait nécessairement renfermer des prescriptions étroites, avec des garanties plus fortes que l'art. 1^{er}, notamment sur les inscriptions qui doivent être en langue française, alors que dans le cas de l'art. 1^{er}, l'inscription en langue européenne et en caractères latins était suffisante. L'alinéa 2 de l'art. 2 fixe l'obligation pour le nom du pays d'origine, d'être précédé d'une mention telle que « fabriqué en », « récolté en », toutes les fois que l'ensemble des indications dont le produit est revêtu, est de nature à créer une confusion sur sa véritable origine.

D'autre part, l'alinéa 3 dudit article prohibe d'une façon absolue, nonobstant cette mention, « les produits tirant du sol ou du climat leurs propriétés essentielles ou caractéristiques, lorsqu'ils portent soit sur eux-mêmes, soit sur leurs emballages intérieurs ou extérieurs, des marques, noms ou inscriptions dans lesquels figure une fausse appellation d'origine ou de provenance ».

L'art. 3 prévoit pour les produits présentés à l'importation, l'accompagnement de certificats d'origine visés ou délivrés par le Consul de France auquel ressortit le lieu d'expédition et par suite certifiés exacts, qui doivent donner à la sincérité de l'origine une garantie assurée.

L'art. 4 contient des réserves. Il dispose, en effet, que les Ministres des finances et du commerce pourront dispenser de la justification d'origine, les marchandises de pays ne faisant pas partie de l'Europe continentale et accordant le même traitement aux importations françaises.

Par une disposition heureuse, il reconnaît expressément la validité de la marque collective d'une association d'industriels ou de négociants. Les marchandises revêtues de cette marque collective, pourront être également dispensées de la justification d'origine, lorsqu'elle aura été agréée à cet effet, après enquête, par le Gouvernement français. C'est une grande simplification, Il convient d'en louer l'auteur,

L'art. 5 est essentiellement d'ordre douanier.

L'art. 6 porte que les infractions prévues par les art. 1 et 2 de la présente loi seront poursuivies soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé. Elles entraînent l'application des pénalités prévues par les lois douanières des 28 avril 1816 et 2 juin 1875 sur les prohibitions d'entrée et la confiscation des produits prohibés est obligatoire.

Ce texte, qu'il faut se garder de confondre avec celui de M. Farjon qui vise seulement la circulation, alors qu'ici nous sommes en présence d'une loi douanière relative à l'importation et à l'exportation, à quelques réserves près, paraît devoir donner le maximum de garantie, notamment en généralisant l'étendue de la prohibition jusqu'ici réservée aux aspects d'origine française. Il fortifie les moyens de contrôle par la production des certificats d'origine, enfin il accorde une confiance particulière à la garantie instituée par l'apposition de marques collectives d'associations agréées, après enquête, par le Gouvernement. Cette disposition paraît devoir être particulièrement féconde en préparant un rôle actif aux grands groupements nationaux.

CHAPITRE IV

Tromperie sur la nature de la marchandise

SECTION I. — Proposition Victor Constant

570. *Son objet.* — Une proposition de loi présentée par M. Victor Constant et un certain nombre de ses collègues a été déposée à la Chambre, le 10 novembre 1922 (1). Elle a pour objet de protéger la fabrication de la dentelle à la main.

L'exposé des motifs de cette proposition constate que par suite de l'insuffisance de la vente, l'existence de la fabrication de la dentelle à la main paraît menacée. On peut remédier à cette situation en mettant un frein à une fraude qui se pratique particulièrement dans les grands magasins de détail de la France et qui consiste à faire figurer sur des pancartes, les mots « dentelles aux fuseaux » en grandes lettres, tandis que le mot « mécaniques » est dissimulé. Les mots « fuseaux mécaniques » aident d'ailleurs à la confusion, car dans l'esprit de l'acheteur, le mot « fuseaux » est inséparable de celui de dentelle à la main. La dentelle à la main ne jouit donc d'aucune garantie. Seule la parole du vendeur fait foi. La fraude est pour ainsi dire obligatoire. Aussi faut-il que chaque dentelle soit obligatoirement désignée par son nom : l'une, dentelle à la main et l'autre, dentelle mécanique.

D'où cette disposition de l'art. 1^{er} que toute dentelle faite par un procédé mécanique quelconque, devra porter ostensiblement une étiquette où seront inscrits, en toutes lettres, les mots « dentelle mécanique » qui pourront être suivis en lettres moitié plus petites que le titre principal,

(1) Ch. des Députés, 12^e législ., session extraordinaire 1922, n° 5049, annexe au P. V. de la séance du 10 nov. 1922.

de la mention « imitation Valenciennes », « Chantilly », Le Puy » ou du genre qu'elle imite.

Aucune autre mention, désignation ou appellation ne peut figurer sur cette étiquette ainsi que sur les pièces de dentelles mécaniques.

L'art. 2 est relatif à l'appellation « dentelle à la main », qui est réservée, à l'exclusion de toute autre mention, désignation ou appellation, à toute dentelle faite à la main par un procédé quelconque.

Ces mots peuvent d'ailleurs être suivis, en caractères moitié plus petits, de la désignation du lieu de fabrication, région ou localité.

L'art. 3 dispose que « tout catalogue, prospectus, collections, factures et en général toutes annonces désignant des dentelles faites mécaniquement ou à la main, devront porter les mentions indiquées par les art. 1^{er} et 2 de la présente loi ».

Aux termes de l'art. 4, en dehors des personnes officiellement chargées de constater les infractions à cette loi, toute personne majeure pourra faire constater ces infractions en présence d'un officier ministériel.

L'art. 5 est relatif à la sanction des infractions qui consiste en une amende de 5 francs.

En cas de récidive, l'amende sera de 10 francs avec l'affichage obligatoire du jugement à la porte du local où l'infraction a été commise.

D'autre part, le jugement sera inséré dans deux journaux locaux et à chaque récidive, l'amende sera augmentée de 5 francs par infraction.

On peut se demander en présence de ce texte, si la loi du 1^{er} août 1905 n'était pas suffisante pour réprimer une pareille fraude. Son art. 11 prévoyait, en effet, des règlements d'administration publique pour la vente, la mise en vente, l'exposition et la détention de denrées, boissons, substances et produits qui donnent lieu à l'application de la loi. Les dentelles paraissent bien rentrer dans l'énumération de l'art. 11 qui vise les produits.

Dans cette proposition de loi, nous ne voyons pas l'utilité, en vue de la sauvegarde des intérêts des fabricants.

de dentelles à la main, de l'obligation imposée à ces derniers, d'indiquer ostensiblement que leurs produits sont des dentelles à la main. En effet, toute dentelle qui ne sera pas présentée comme mécanique sera naturellement de la dentelle à la main et nous ne voyons pas l'opportunité d'imposer une obligation à ceux qu'il s'agit de protéger contre la fraude. L'art. 2 devrait donc disparaître.

D'autre part, la rédaction de l'art. 4 n'est pas heureuse. Il serait préférable de dire « toute personne intéressée », (ce qui comprend les fabricants, les commerçants, les acheteurs), « pourra faire constater les infractions par les moyens de droit commun ».

Enfin, il conviendrait que l'art. 5 relatif aux sanctions réservât, en outre, l'application des peines édictées par la loi du 1^{er} août 1905.

SECTION II. — L'œuvre de la jurisprudence

571. — Avant le dépôt de cette proposition de loi, l'intérêt de la question de la protection des dentelles à la main, n'avait pas échappé à la jurisprudence, puisqu'une décision de principe du Tribunal de commerce de Lyon du 27 mai 1919 (Ann. 1920, I, 97) a consacré le monopole de l'appellation « dentelle du Puy » à la fabrication à la main, à l'exclusion de toute fabrication mécanique. Le jugement a considéré, en effet, que la généralité des acheteurs ne reconnaissant comme véritable dentelle du Puy que la dentelle fabriquée à la main, et devant l'impossibilité de distinguer pratiquement la dentelle véritable de celle fabriquée mécaniquement, il y a tromperie dans le fait de présenter de la dentelle faite mécaniquement sous une dénomination qui n'en indique pas ou en dissimule l'origine, la différence de prix constituant une indication insuffisante, puisqu'elle varie pour chaque dessin.

Les usages loyaux du commerce imposent au vendeur l'obligation de ne pas solliciter le public par des offres, qu'il sait devoir prêter à une fausse interprétation et qui ont pour résultat de constituer, à l'égard des ouvriers en

dentelle à la main, des actes de concurrence déloyale.

L'action du syndicat des véritables fabricants de dentelle est recevable pour protéger l'intérêt collectif de ses membres et il peut, en conséquence, lui être attribué des dommages-intérêts.

CHAPITRE V

Concurrence déloyale

SECTION I. — Projet de loi concernant l'emploi du mot « national »

572. *Son objet.* — Un projet a été déposé le 23 juin 1920 (1) tendant à réglementer l'emploi de la désignation « national ». L'exposé des motifs fait remarquer avec raison que l'emploi, par une entreprise privée, du mot « national », juxtaposé à un terme administratif, est de nature à créer une confusion abusive entre cette entreprise et un service public. Aussi doit-on prendre des mesures en vue de parer au danger de cet abus, alors que se développent chaque jour des organes officiels gérés par l'Etat et qui portent le nom « d'offices nationaux ».

On ne saurait, en effet, admettre que dans le but de se créer un crédit factice par le jeu d'une confusion jetée dans l'esprit du public, un établissement privé puisse employer la dénomination « d'office national » ou toute expression administrative analogue, permettant de se donner l'apparence d'un service officiel. C'est pourquoi le projet, dont nous allons donner une brève analyse, a été déposé pour la répression de cet abus.

L'art. 1^{er} interdit l'emploi du mot « national » comme qualificatif du mot « office » ou de toute autre expression administrative analogue, aux institutions qui ne sont pas fondées par l'Etat, entretenues ou subventionnées par les fonds du budget de l'Etat, ou qui ne bénéficient pas de ressources spéciales établies à leur profit, en vertu des lois et règlements.

L'art. 2 donne un délai d'un an, à dater de la promulgation de la loi, aux personnes et sociétés qui ont pris une

(1) Ch. des Députés, session de 1920, n° 1140.

qualification réservée à un service officiel, avant la promulgation de la dite loi, pour se conformer à ses dispositions.

L'art. 3 punit d'une amende de 25 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans toute infraction à ces prescriptions.

Le projet de loi déclare applicable l'art. 463 du Code pénal.

SECTION II. — *Projet de loi destiné à compléter les lois des 18 mars 1919 et 26 juin 1920 sur le registre du commerce* (1)

573. *Son objet.* — La Chambre des députés avait adopté, dans sa séance du 9 juillet 1921 (2), un projet de loi présenté le 31 mai 1921, tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc..., des commerçants, l'indication de l'immatriculation au registre du commerce. Ce projet de loi avait pour but principal d'assurer une plus complète application des lois des 18 mars 1919 et 26 juin 1920 relatives à l'institution du registre du commerce.

Le projet primitif très court ne comportait que deux articles.

Le texte fut profondément remanié par le Sénat et ne comptait pas moins de dix articles. La Haute Assemblée en avait fait une véritable loi complémentaire de la loi du 18 mars 1919 portant création du registre du commerce, à laquelle l'art. 15 de la loi du 26 juin 1920 avait déjà apporté une retouche nécessaire en exigeant, lors de la déclaration, la justification de l'identité du déclarant et de la réalité de l'existence de l'établissement commercial.

Le projet est revenu à nouveau devant la Chambre des députés et a fait l'objet d'un rapport de M. Edouard Payen, dont le texte vient d'être adopté sans débats.

(1) Ce projet a été adopté sans modifications par le Sénat. La loi promulguée le 1^{er} juin 1923, a été publiée au *Journal Officiel* du 5 juin, elle sera exécutoire le 6 décembre 1923.

(2) V. Sénat, n° 614, 623, 741 (année 1921), 127 (année 1922), Ch. des Députés, n°s 2692, 3004, 4324, 5085.

Ce rapport, conçu dans un esprit très libéral, marque le souci légitime d'éviter aux commerçants des tracasseries nombreuses et inopérantes. Le rapporteur s'est élevé notamment, contre l'obligation de l'affichage dans les boutiques et magasins, du numéro de l'immatriculation des commerçants au registre du commerce, accompagné de la date de leur exploitation du fonds de commerce, de même que celle de la fondation de l'entreprise industrielle ou commerciale et contre le refus du droit d'ester devant la juridiction consulaire à tout commerçant ou industriel qui ne fournirait pas la preuve de son immatriculation au registre prévu par la loi du 18 mars 1919.

Le texte voté par la Chambre des députés, et qui tend à revenir au principe posé par le projet primitif, ne comprend plus que 7 articles dont nous allons donner une rapide analyse.

L'art. 1^{er} pose l'obligation pour tout commerçant et pour toute société française et étrangère, assujettis à la loi du 18 mars 1919, de mentionner sur leurs factures, lettres, notes de commandes, tarifs, annonces et prospectus, cette énumération étant limitative, le nom du Tribunal de commerce où ils sont immatriculés et le numéro de l'immatriculation au registre analytique.

L'art. 2 prévoit que les maires ne pourront accorder des autorisations de séjour ou de parcours, qu'aux marchands ambulants qui justifieront de leur immatriculation au registre du commerce.

L'art. 3 dispose que les listes des électeurs relatives à l'élection des membres des Tribunaux de commerce et des Chambres de commerce, seront établies en prenant pour base, en ce qui concerne les commerçants, le registre du commerce.

La non immatriculation au registre du commerce entraîne donc, par voie de conséquence, la privation d'exercice du droit de vote aux élections consulaires et c'est à notre avis, la sanction la plus efficace de la nouvelle loi.

L'art. 4 est relatif à la délivrance des copies portées sur le registre du commerce.

L'art. 5 vise la mise en vigueur de la loi qui sera exécu-

toire six mois après sa promulgation au Journal Officiel.

Quant à la sanction des infractions commises aux dispositions de la présente loi, elles seront, aux termes de l'art. 4, passibles des peines portées en l'art. 18 de la loi du 18 mars 1919 (amende de 16 à 200 francs).

Toute indication donnée de mauvaise foi, sera punie des peines prévues par les art. 19 et 20 de la même loi (amende de 100 à 2.000 francs, emprisonnement d'un mois à six mois, privation possible pendant 5 ans de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux Tribunaux et Chambres de commerce, aux chambres des Arts et Manufactures et aux Conseils de prud'hommes).

En cas de récidive, ces peines seront portées au double.

L'art. 7 déclare la présente loi applicable à l'Algérie.

CHAPITRE VI

Propriété commerciale

SECTION UNIQUE. — Proposition de loi relative à la propriété commerciale

574. *Son objet.* — Sous le nom impropre de « propriété commerciale », divers groupements voudraient voir créer, au profit de l'exploitant d'un fonds de commerce dans un immeuble, un droit à l'égard du propriétaire de l'immeuble pour la prolongation du bail.

Une proposition en ce sens a été votée par la Chambre des députés, le 13 mars 1919 (1).

Elle a fait l'objet au Sénat d'un rapport de M. Morand, suivi d'un rapport supplémentaire.

La Haute Assemblée a remanié assez profondément le texte de cette proposition et l'a débaptisée. Elle a maintenant pour titre « proposition de loi portant modification de l'art. 1737 du Code civil en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial ou industriel ». Le titre de « proposition de loi portant protection de la propriété commerciale » était, en effet fâcheux, car ce qu'on entend généralement par propriété commerciale, c'est le fonds de commerce avec ses principaux éléments tels que la marque et le nom ; or ils font l'objet de lois spéciales et il ne s'agit ici de statuer que sur l'un des éléments, le droit au bail et seulement à l'égard du propriétaire.

Le texte du Sénat ne comprend qu'un article unique.

Le locataire sortant, dans un délai maximum de 2 ans et dans un délai minimum de 18 mois, avant l'expiration

(1) Sénat, nos 100 (année 1919), 262, 525 (année 1920) et Ch. des Députés, 11^e législ., nos 55, 162, 377, 881, 5100 et annexe 5772, 5813, 5822 et in-8°, n° 1219.

du bail, pourra signifier au bailleur, par acte extrajudiciaire, les conditions auxquelles il propose de passer un nouveau bail.

Dans le délai de deux mois à dater de cette signification, le bailleur devra, dans la même forme, faire connaître sa réponse.

Si le bailleur refuse cette proposition de prolongation et loue le local pour un commerce ou une industrie similaires ou y exerce lui-même ce commerce ou cette industrie, il devra tenir compte au locataire sortant, de la plus-value conférée par lui au fonds de commerce.

En cas de désaccord entre les parties, le montant de la plus-value conférée par le locataire au fonds de commerce sera fixé par le Tribunal de la situation de l'immeuble.

L'action du locataire sera prescrite dans un délai de cinq ans après l'expiration du bail.

Toute convention contraire à ces dispositions, est frappée d'une nullité absolue, comme contraire à l'ordre public.

D'autre part, par une disposition transitoire, la proposition déclare la présente loi applicable aux baux en cours, à moins de convention expresse contraire.

Si le bail en cours prend fin dans un délai inférieur à deux ans à la promulgation de la dite loi, le locataire sortant pourra se prévaloir de ses dispositions à l'égard de son bailleur, sous la seule condition de lui en faire la notification par acte extrajudiciaire dans le mois de cette promulgation.

Cette disposition nous semble excessive; elle rétroagit sur le contrat et nous ne saurions admettre qu'un texte de loi vienne modifier après coup, les modalités d'une obligation librement contractée.

En définitive, cette proposition de loi qui procède d'un esprit généreux et équitable, n'est en réalité qu'un simple moyen de défense contre une concurrence déloyale, sans préjudice des autres mesures que pourrait réclamer, le cas échéant, le locataire éliminé si le nouveau locataire laissait subsister une confusion quelconque entre les deux fonds.

La Commission a nettement manifesté ainsi l'intention de ne porter aucune atteinte au double principe du respect de la propriété et de la liberté des conventions, mais nous ne croyons pas qu'elle y ait réussi. Le Sénat libéralement n'a pas voulu que les droits du locataire au produit de son travail fussent méconnus et que le propriétaire pût retirer un avantage d'une situation créée par son locataire et c'est en quoi il doit être approuvé.

Aussi M. Morand a-t-il estimé dans son rapport supplémentaire, que le principe de la plus-value conférée à l'immeuble par le locataire sortant, devait être admis dans toute la mesure compatible avec le respect du droit de propriété et la liberté des conventions.

CHAPITRE VII

Privilège et nantissement des fonds de commerce

SECTION UNIQUE. — Proposition Cordelet

575. *Son objet.* — Une proposition de loi (1) ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, a été déposée au Sénat, il y a déjà quelques années, par M. Cordelet.

Cette proposition a fait l'objet de nombreux travaux parlementaires, mais elle ne semble pas encore avoir trouvé son expression définitive dans l'annexe au deuxième rapport supplémentaire présenté par M. Fleury-Ravarin, puisque lors d'une récente discussion à la Chambre, le Ministre du commerce demandait le renvoi devant la Commission, aux fins de légères modifications.

Cette proposition de loi ne comprend pas moins de 58 articles et prévoit, en outre, un règlement d'administration publique relatif à ses conditions d'application.

Il est regrettable de voir des textes législatifs d'une telle ampleur, rester parfois obscurs en dépit de leur abondance.

La loi n'a pas à prévoir tous les cas d'applications possibles. Elle doit simplement poser des principes généraux et c'est aux tribunaux d'en tirer les conséquences.

Nous n'avons pas à étudier ici les stipulations de cette proposition qui modifient, notamment, les formalités de la publicité, nous nous bornerons simplement à examiner ses dispositions qui se rapportent à la propriété industrielle.

La proposition de loi dans son art. 1^{er} rectifié, reprend les termes mêmes de la loi de 1909 en disposant, qu'en cas

(1) V. Sénat, 246, 351 (année 1912), 336 (année 1914), 224 (année 1917); Ch. des Députés, n^{os} 35, 2832, 3252, 3683.

de vente d'un fonds de commerce « le privilège ne porte que sur les éléments du fonds énumérés dans la vente et dans l'inscription et, à défaut d'indications précises, que sur l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail la clientèle et l'achalandage ».

Le privilège du vendeur, à moins de disposition expresse, reste donc restreint dans la nouvelle proposition, à un petit nombre d'éléments incorporels.

Dans le chapitre II relatif au nantissement des fonds de commerce, l'art. 9 de la loi de 1909 est devenu l'art. 11 de la proposition et n'a pas subi, pour ainsi dire, de modification. Aux termes de l'art. 11 nouveau « sont seuls susceptibles d'être soumis aux dispositions de la présente loi comme faisant partie du fonds de commerce, l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage, le mobilier commercial, le matériel et l'outillage servant à l'exploitation du fonds, même s'ils sont immeubles par destination, ajoute le texte nouveau, les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels et généralement les droits de propriété industrielle littéraire ou artistique qui y sont attachés ».

« Le certificat d'addition postérieur au nantissement qui comprend le brevet auquel il s'applique, suivra le sort de ce brevet et fera partie comme lui du gage constitué ».

« A défaut d'indication de chacun des éléments ci-dessus dans l'acte qui le constitue, le nantissement ne comprend que l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage ».

Le paragraphe 8 de l'art. 18 de la proposition reprend le principe posé par l'art. 24 de la loi de 1909 relatif à l'inscription, en cas de vente ou cession de fonds de commerce, des marques de fabrique et de commerce, de dessins et modèles industriels, à l'Office national de la propriété industrielle dans le délai de quinzaine qui suivra l'inscription au greffe du Tribunal de commerce, à peine de nullité à l'égard des tiers de ces ventes et cessions.

La même obligation est imposée, sous la même sanction, en cas de nantissement de fonds qui comprennent des bre-

vets d'invention ou licences, des marques ou des dessins et modèles.

Cette inscription, sous l'empire de la loi de 1909, ne pouvait avoir lieu que sur la production du certificat d'inscription délivré par le greffier du Tribunal de commerce. La loi nouvelle n'exige plus ce certificat pour l'inscription à l'Office national de la propriété industrielle. Dans un but de simplification, celle-ci peut avoir lieu simplement sur la présentation de l'acte stipulant un prix payé comptant ou contenant une renonciation expresse du vendeur à inscrire son privilège.

La proposition a conservé la disposition de la loi de 1909 qui soumet à l'obligation d'une cession régulière, conformément aux règles édictées par la section IV du titre II de la loi du 5 juillet 1844, les brevets d'invention en vue de leur transmission.

Quant à la radiation totale ou partielle de l'inscription prise à l'Office national de la propriété industrielle, elle a lieu dans la proposition nouvelle (art. 24) comme dans la loi de 1909 (art. 29), sur la production du certificat de radiation délivré par le greffier du Tribunal de commerce.

Le 2^e paragraphe de l'art. 25 de la proposition, analogue à celui de l'art. 32 de la loi de 1909, porte que l'Office national de la propriété industrielle est tenu de délivrer à tout requérant, un état des inscriptions ou mentions effectuées à cette administration.

CINQUIÈME PARTIE

Législations étrangères

576. *Observation.* — En regard des nombreuses dispositions législatives françaises protectrices de la loyauté commerciale, examinons très rapidement les lois étrangères les plus importantes réprimant la concurrence déloyale dans les principaux pays.

Pour cette étude, nous n'adopterons pas la classification des Etats ayant adhéré, soit à la Convention d'Union de Berne, soit à celle de Paris ou à l'Arrangement de Madrid. Cette méthode serait peu rationnelle, de nombreux Etats n'étant pas signataires de ces conventions.

Pour la commodité de l'exposé, nous suivrons simplement l'ordre alphabétique.

CHAPITRE PREMIER

Allemagne

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

577. *Propriété littéraire.* — La loi du 19 juin 1901, modifiée par la loi du 22 mai 1910, protège les auteurs d'écrits, de conférences et discours servant à un but d'éducation, d'instruction ou de récréation, les auteurs d'œuvres musicales, d'illustrations scientifiques ou techniques, y compris les ouvrages plastiques, les œuvres chorégraphiques et pantomimes, alors même que la mise en scène est fixée autrement que par écrit.

Le droit d'auteur, à l'égard d'une œuvre scénique, ou musicale, comprend le droit exclusif de représentation. L'auteur jouit également du droit exclusif de traduction, de retraduction, de reproduction en récits d'une œuvre scénique, d'abréviation ou d'arrangement.

La protection dure 30 ans après la mort de l'auteur et, en tous cas, au moins jusqu'à 10 ans après la première publication.

En cas de collaboration, le point de départ du délai compte de la mort du dernier survivant.

Pour les ouvrages anonymes ou publiés sous un pseudonyme, la protection est également de 30 ans à compter de la première édition à moins que l'auteur ne révèle sa véritable identité, auquel cas la loi commune lui sera appliquée.

L'atteinte au droit d'auteur est sanctionnée par une amende et des réparations civiles. La prescription en cette matière est de trois ans.

La loi protège tous les ressortissants de l'Empire pour les œuvres publiées ou non, les auteurs ne ressortissant pas à l'Empire jouissent de la protection pour toute œuvre qu'ils font publier sur le territoire allemand, à moins d'avoir fait paraître à l'étranger l'œuvre elle-même ou une

traduction. S'ils éditent une traduction sur le territoire allemand, ils jouissent de la protection de leur œuvre, la traduction étant considérée, dans ce cas, comme originale.

578. *Arts figuratifs et photographiques.* — Aux termes de la loi du 9 janvier 1907, modifiée par la loi du 22 mai 1910, sont compris au nombre des œuvres des arts figuratifs, les produits de l'art industriel, les œuvres d'architecture si elles ont un but artistique, les esquisses pour des produits de l'art industriel, la cinématographie lorsqu'elle peut être considérée comme une production originale, grâce aux dispositifs de la mise en scène ou aux combinaisons des incidents représentés.

Le droit d'auteur est transmissible et cessible mais l'aliénation de l'œuvre n'entraîne pas celle du droit d'auteur.

L'auteur jouit du droit exclusif de reproduction.

Pour les arts figuratifs, la durée du droit est de 30 ans après la mort de l'auteur ou la publication de l'œuvre faite par une personne juridique, et de 10 ans pour les œuvres de photographie.

En cas de collaboration, la règle est la même que s'il s'agissait d'une œuvre littéraire.

Les atteintes au droit d'auteur sont sanctionnées par des amendes et des réparations civiles. La loi prévoit, en outre, la destruction ou la remise à l'auteur lésé, contre indemnité pour les frais de fabrication.

La loi a également prévu l'organisation et les fonctions des collèges d'experts en la matière, analogues à ceux qui fonctionnent en matière d'œuvres littéraires et musicales.

La prescription de l'action est de 3 ans.

Les étrangers jouissent de la protection pour les œuvres publiées en Allemagne, à moins qu'elles n'aient été publiées antérieurement à l'étranger.

SECTION II. — Propriété industrielle

579. *Brevets d'invention.* — Loi du 7 avril 1891 ; loi complémentaire du 6 juin 1911 ; loi du 18 mars 1904 ; loi du 17 août 1906 sur les expositions.

Les inventions sont brevetables comme en France, à l'exception de celles relatives aux aliments et objets de consommation et aux matières chimiques, les procédés pour les obtenir restant brevetables.

La durée des brevets est de 15 ans et le brevet additionnel suit le sort du brevet principal.

La législation allemande a créé un brevet d'invention qu'on pourrait considérer comme un brevet de deuxième zone, c'est le modèle d'utilité, dont la durée est réduite à 6 ans.

Le breveté est tenu à l'obligation du paiement des annuités.

La délivrance ou le refus d'un brevet en Allemagne est soumis à l'examen préalable du Patent-amt. Droit d'opposition. Possibilité de faire appel aux oppositions pendant deux mois, sauf dans le cas de délivrance immédiate. Un recours reste ouvert pendant 6 semaines devant une Commission supérieure pour le breveté auquel le brevet a été refusé.

Le brevet est susceptible de déchéance pour défaut de paiement de l'annuité ou par suite de non exploitation pendant 3 ans.

D'autre part, la loi allemande a institué le système de la licence obligatoire, en cas d'intérêt public. En outre, la révocation du brevet peut être prononcée si l'exploitation a été exclusive ou principale, hors du territoire de l'Empire ou des colonies.

Les atteintes aux droits du breveté sont sanctionnées par des amendes et des réparations civiles.

580. *Protection aux Expositions.* — La protection est accordée aux exposants sans formalités, dans les Expositions nationales ou étrangères désignées par avis du Chancelier de l'Empire.

La durée de la protection est de six mois à dater de l'ouverture.

581. *Dessins et modèles.* — Aux termes de la loi du 11 janvier 1876, l'auteur de l'œuvre ou le propriétaire de l'établissement allemand où se trouve employé le dessinateur, peintre, sculpteur, etc..., qui a confectionné le

dessin ou le modèle est protégé. Le déposant est présumé auteur.

Sont considérés comme dessins et modèles, les productions nouvelles présentant un caractère original. Le dépôt doit être fait avant toute vulgarisation d'article fabriqué d'après le dessin ou modèle.

Le dépôt est effectué auprès du Tribunal du lieu du principal établissement du domicile de l'auteur. L'auteur qui ne possède pas d'établissement ou de domicile doit effectuer son dépôt auprès du Tribunal de commerce de Leipzig. Le dépôt peut être fait à découvert ou cacheté. L'ouverture du pli cacheté a lieu 3 ans après la demande d'enregistrement ou sur l'ordre du Tribunal en cas de litige.

La durée de la protection est de 15 ans à partir du dépôt, moyennant le paiement d'une taxe annuelle.

La loi est applicable aux étrangers ayant leur établissement industriel dans l'Empire, à la condition que les objets portant les dessins ou modèles aient été fabriqués en Allemagne.

Les dessins ou modèles peuvent être protégés également par la loi de 1907, modifiée en 1910, relative à la protection des œuvres d'art figuratif qui n'a pas abrogé la loi de 1876, mais la loi de 1907 exclut de sa protection, entre autres, les portraits du domaine de l'histoire contemporaine

582. *Marques de fabrique.* — Lois des 12 mai 1894 et 31 mars 1913.

La loi allemande refuse l'enregistrement de la marque libre, c'est-à-dire de toute marque qui au moment où elle a été déclarée, était déjà en usage. Sont également exclues de l'enregistrement les marques : 1° qui consistent exclusivement en chiffres ou lettres ou encore en mots contenant des indications concernant le mode, l'époque ou le lieu de la fabrication ou la nature, la destination, le prix, la quantité ou le poids de la marchandise ; 2° qui contiennent les armoiries d'Etats allemands ou étrangers, ou celles d'une localité, d'une commune ou d'une union communale plus étendue situées en Allemagne, ou bien encore l'emblème ou le nom de la Croix-Rouge ; 3° qui contiennent des représentations scandaleuses ou des indications ne

correspondant pas aux circonstances réelles et risquant d'induire en erreur. La législation allemande reconnaît l'existence des marques collectives aux associations jouissant de la personnalité civile et aux personnes juridiques du droit public, sous la réserve dans ce cas, du dépôt des statuts de la collectivité revendiquante et sous la condition de l'utilisation de la marque. Il y a lieu à radiation quand l'association est dissoute ou lorsque la marque est employée contrairement aux statuts.

La marque appartient au premier déposant et elle ne produit d'effet à l'égard des tiers qu'à partir de l'enregistrement. Elle est soumise à l'examen préalable, si elle concorde avec une marque déposée antérieurement, avis en est donné au titulaire de cette dernière pour faire opposition dans le délai d'un mois. A défaut d'opposition, l'administration procède à l'enregistrement.

La durée de la protection est de 10 ans à partir du dépôt avec faculté de renouvellement indéfini.

Le dépôt et le renouvellement des marques sont soumis à la perception de taxes.

583. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — Les indications de provenance bénéficient principalement de la loi sur les marques, de la loi sur les vins mousseux du 24 juin 1901 (art. 6), de la loi du 7 avril 1909 sur le commerce des vins (art. 6, 7, 17, 18, 26 à 31). D'autre part, l'art. 1^{er} de la loi du 7 juin 1909 sur la concurrence déloyale réprime également les fausses annonces sur la nature, l'origine des marchandises.

Le principe établi par la loi sur les marques consiste dans la répression de l'abus d'un nom de ville ou de région, dans le but de tromper l'acheteur sur le lieu de fabrication de la marchandise ; toutefois, reste licite l'emploi de noms qui, d'après les usages commerciaux, servent à désigner certaines marchandises sans en indiquer leur origine et constituent de simples indications de qualité.

La loi sur la concurrence déloyale qui a classé systématiquement les différentes formes de concurrence déloyale, sanctionne certaines de ses manifestations par des dispositions pénales, alors que d'autres donnent simplement

lieu à l'ouverture d'une action civile. Elle distingue la réclame illicite prise dans son sens le plus large, le dénigrement et enfin, tout ce qui constitue des atteintes nettement définies à la propriété industrielle ou commerciale, l'usage de la marque de fabrique, de l'enseigne et même les vols de secrets industriels ou commerciaux. Le législateur ne se risquant pas à une formule unique, mais s'efforçant de créer des types auxquels toutes les manifestations de la concurrence déloyale pourraient être ramenées, a édicté une loi qui, théoriquement du moins, semble avoir une portée générale qui devrait atteindre tous les actes de concurrence déloyale ou illicite, notamment les fausses indications de provenance ou d'origine, de même celles des crus, de sorte que ces textes devraient interdire en Allemagne, l'emploi des appellations « Cognac », « Bourgogne », « Champagne », pour les produits récoltés en France. Mais la loi de 1901 sur les vins mousseux dispose que c'est l'appellation du pays où ils ont été embouteillés qui légitime l'usage. L'emploi du terme « Champagne allemand » se trouve ainsi régularisé à notre plus grand détriment.

Bien mieux, les art. 7 et 8 de la loi de 1909 sur le commerce des vins, malgré l'art. 6 qui dispose expressément que dans le commerce habituel des vins, les appellations géographiques ne pourront être utilisées que pour désigner la provenance du produit, autorisaient le coupage dans des conditions qui ne permettaient pas à l'acheteur de considérer le nom inscrit sur l'étiquette comme une indication réelle d'origine, c'est ainsi qu'un vin renfermant plus de 50 0/0 de vin de Bordeaux, pouvait s'appeler « Bordeaux ».

De même, l'art. 18 de la loi du 7 avril 1909 sur le commerce des vins, décidait que l'eau-de-vie pour la consommation dont l'alcool ne provient pas uniquement du vin ne devait pas être désignée dans le commerce sous le nom de « Kognak ».

L'eau-de-vie qui renferme au moins 1/10 d'alcool de vin ne pouvait être désignée dans le commerce que sous le nom de « coupage de Kognak ».

Les « Kognak et coupages de Kognak » devaient renfermer au moins 38 0/0 d'alcool.

La protection intérieure en Allemagne de produits français était donc gravement compromise grâce aux nombreuses dérogations apportées à ces lois dites de protection des indications de provenance et, malgré une ordonnance du 27 mars 1912, qui déclarait inadmissible la dénomination « Bourgogne allemand » pour un vin allemand, l'addition du mot « allemand » n'enlevant nullement à la dénomination « Bourgogne » son caractère de désignation géographique, nos produits d'origine n'étaient pas protégés.

Mais en vertu de l'engagement imposé par les art. 274 et 275 du traité de Versailles, l'Allemagne vient d'adopter le 16 janvier 1923, un texte nouveau portant modification de la loi du 7 avril 1909. Aux termes de ces dispositions nouvelles, les désignations de vins français et l'emploi des appellations géographiques ne pourront jamais être considérés comme génériques.

En outre, le mot « Kognac », est remplacé par le mot « Weinbrand » (eau-de-vie).

L'eau-de-vie qui renferme au moins 1/10 d'alcool ne peut être désignée que sous le nom de « Weinbrand-verschnitt » (eau-de-vie coupée).

L'eau-de-vie qui peut, d'après la loi française, porter la dénomination de « Cognac », prête pour la consommation, qui a été mise en bouteilles en France et n'a subi aucune transformation, peut seule être désignée sous le nom de Cognac.

Les récipients dans lesquels sont mis en vente les eaux-de-vie de consommation doivent porter d'une façon bien visible l'indication du pays d'origine.

Ces nouvelles dispositions sont de nature, si elles sont loyalement appliquées, à donner satisfaction aux légitimes revendications du commerce français.

CHAPITRE II

République Argentine

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

584. — L'art. 17 de la constitution de 1860 porte que « tout auteur ou inventeur est propriétaire exclusif de son œuvre, de son invention ou de sa découverte pendant le délai que la loi lui accorde ».

En l'absence de toute loi spéciale, l'auteur ou l'inventeur n'était protégé que par les règles du droit commun, les art. 1068 à 1083, 1895 à 1898, 1109, 2335 et 2513 du Code civil de 1869.

La première loi spéciale en la matière, la loi n^o 7092 du 23 septembre 1910 concernant la propriété scientifique littéraire et artistique, protège les écrits de toute nature, les compositions théâtrales et musicales de tous genres, les œuvres de peinture, de sculpture, d'architecture et de gravure, les cartes géographiques, plans, dessins et photographies, enfin toute la production du domaine scientifique, littéraire ou artistique, quel qu'en soit le mode de reproduction.

Le droit de propriété consiste, pour l'auteur, dans la faculté de disposer de son œuvre, de la publier, de l'exécuter, de l'exposer en public, de l'aliéner, de la traduire, ou d'en autoriser la traduction ou la reproduction sous toute forme.

Le droit d'auteur appartient au créateur durant sa vie et se transmet aux héritiers ou ayants droit pour un délai de 10 ans après sa mort.

Pour les œuvres posthumes, ce droit s'étend jusqu'à 20 ans après la publication.

La sanction du droit de l'auteur violé consiste en une action civile en réparation du préjudice causé.

En outre, à la demande de l'auteur ou de ses ayants

droit, la saisie de l'œuvre contrefaite, ou la suspension des représentations pourra être ordonnée.

La protection de la loi argentine s'applique aux œuvres éditées dans les pays étrangers quelle que soit la nationalité de leurs auteurs, sans formalités, à la condition qu'ils appartiennent à des nations ayant adhéré aux conventions internationales sur la matière ou ayant conclu avec la République Argentine, des traités particuliers.

La loi n° 9510 du 10 octobre 1914 amendant la loi n° 7092 du 23 septembre 1910, a modifié l'art. 7 et a astreint au dépôt obligatoire, l'éditeur argentin d'œuvres imprimées à l'étranger.

SECTION II. — Propriété industrielle

585. *Brevets d'invention.* — Loi du 11 octobre 1864 ; Décrets des 20 août 1900, 7 juin 1901 et 6 mars 1906 ; Protection à l'exposition du centenaire, 19 octobre 1914.

Les conditions de brevetabilité sont les mêmes qu'en France, la durée des brevets est de 5, 10, 15 ans selon leur valeur.

Il existe des brevets de précaution d'une année, prolongeables. Les certificats d'addition sont analogues aux certificats d'addition français.

Le breveté est soumis à l'obligation du paiement d'une taxe annuelle.

Le brevet de dix ans est délivré sans contrôle. S'il est délivré pour une durée supérieure, sa délivrance est soumise au contrôle du Ministre de l'intérieur.

La déchéance a lieu en cas de non exploitation pendant deux années consécutives.

La contrefaçon est punie d'une amende et d'une peine de prison de un à six mois, sans préjudice de la confiscation et des dommages-intérêts.

586. *Protection aux expositions.* — La protection aux expositions est reçue jusqu'à quinze jours après l'ouverture de l'exposition. Le délai de garantie dure jusqu'à six mois après sa clôture.

587. *Dessins et modèles.* — Il n'existe pas de loi spéciale, la protection des dessins et modèles trouve sa sanction dans les règles du droit commun (art. 1068 et suivants du Code civil).

588. *Marques de fabrique.* — Aux termes de la loi du 23 novembre 1900 et des décrets des 10 juin, 31 juillet et 21 août 1912, peuvent être employés comme marques de fabrique, toutes dénominations, noms, emblèmes, timbres, vignettes et tout autre signe par lequel on veut désigner les articles d'une fabrique, les marchandises d'un commerce et les produits du sol et des industries agricoles.

Ne sont pas considérés comme marques : les lettres, mots, noms ou signes distinctifs qu'emploient ou doivent employer les autorités nationales et provinciales, l'emblème ou le nom de la Croix-Rouge, la forme que le fabricant donne à ses produits, leurs couleurs, les termes ou locutions qui sont entrés dans l'usage général et les signes ne présentant pas un caractère nouveau et spécial, les désignations usuellement employées pour indiquer la nature des produits ou la classe à laquelle ils appartiennent, les dessins ou expressions contraires à la morale.

La marque appartient au premier déposant, le dépôt est donc attributif de propriété. La marque ne produit ses effets qu'à partir de la délivrance du certificat d'enregistrement.

La durée de la protection est de dix années avec faculté de renouvellement moyennant le versement d'une taxe.

Il n'existe pas en Argentine d'examen préalable, l'examen ne porte uniquement que sur l'accomplissement des formalités légales.

La demande de marque doit être publiée afin de permettre aux oppositions éventuelles de se produire. Si dans les trente jours de la publication, il n'existe aucune opposition ou si des marques identiques ou ressemblantes n'ont pas encore été accordées, la marque sera enregistrée et le certificat y relatif délivré.

589. *Nom commercial et indications d'origine.* — La législation plus récente s'inspire à la fois du système français et du système allemand (lois des 14 octobre et 23 novembre

1900), art. 42 à 47, titre II et 48, paragraphe 7 et 8 de la loi du 14 octobre 1900 qui sanctionne le principe déclarant délictueuse toute apposition, avec intention frauduleuse, sur une marchandise, d'une mention ou de toute fausse désignation relative à la localité ou au pays de provenance. Sous la même réserve (intention frauduleuse), la loi prohibe la vente ou la mise en vente de ces marchandises. Le parquet ne peut agir que sur la plainte de la partie lésée.

590. *Concurrence déloyale*. — Il n'existe pas de loi spéciale concernant la répression de la concurrence déloyale. Le droit commun est seul applicable.

CHAPITRE III

Autriche

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

591. La protection de la propriété littéraire et artistique en Autriche présente de grandes analogies avec celle qui est accordée par la législation allemande.

La loi du 26 décembre 1895, modifiée par la loi du 26 février 1907, assure la protection des œuvres de littérature, d'art, de photographie, ayant paru sur le territoire autrichien ou émanant d'un autrichien.

La loi énumère les œuvres qui peuvent être considérées comme touchant à la littérature et à l'art.

La cession de l'œuvre n'emporte pas cession du droit d'auteur qui comprend, dans les œuvres de littérature, de musique et d'art figuratif, la publication, la reproduction, l'exploitation, la traduction, l'exécution ou la mise en vente suivant les cas. La durée du droit d'auteur est de la vie de l'auteur et trente ans après sa mort.

Il y a des délais spéciaux pour les œuvres posthumes, ou bien composées en commun, ou bien encore anonymes ou pseudonymes et pour celles éditées par des personnes morales.

Le droit prend fin, pour les photographies, dix ans après la confection du cliché.

La loi a édicté des sanctions pénales et civiles pour les infractions commises.

La loi de 1895 est applicable, sous condition de réciprocité, aux œuvres d'auteurs étrangers publiées en Autriche.

SECTION II. — Propriété industrielle

592. *Brevets d'invention.* — Loi du 11 janvier 1897. Ordonnance d'application du 15 septembre 1898 et nombreux avis et ordonnances.

La loi autrichienne, imitée de la loi allemande, déclare brevetables toutes les inventions nouvelles susceptibles d'applications industrielles. Sont exclues les inventions contraires aux lois, aux mœurs, nuisibles à la santé et pouvant induire le public en erreur ; celles dont l'objet est réservé à un monopole d'Etat, celles portant sur les aliments des hommes, les médicaments et les désinfectants, les matières obtenues par des moyens chimiques.

La durée du brevet principal est de quinze ans à dater de la publication.

Le brevet additionnel est transformable en brevet principal. En cas d'annulation du premier, il a la durée du brevet principal.

L'expropriation du brevet est possible dans l'intérêt de l'armée ou de l'Etat.

Le brevet est soumis à la perception d'une taxe annuelle.

L'examen préalable existe en Autriche avec recours possible devant la cour des brevets. Il y a également l'appel aux oppositions.

La déchéance du brevet peut être prononcée après trois ans de non exploitation et après avis impartissant un délai.

Enfin la licence est obligatoire au profit de celui qui a perfectionné le brevet, au bout de trois ans.

La juridiction pénale sanctionne les droits du breveté par l'amende et la prison (trois mois à un an). La confiscation ou la destruction des objets contrefaits est ordonnée.

Même en cas d'allocation de dommages-intérêts, la demande en réparation civile est possible devant la juridiction civile.

593. *Protection aux expositions.* — La protection est accordée pour les expositions organisées dans le pays et désignées par le Ministre du commerce au moyen d'une insertion dans les feuilles officielles. La protection s'étend

depuis l'introduction de l'objet dans l'enceinte de l'exposition jusqu'à trois mois après sa clôture.

594. *Dessins et modèles.* — Loi du 7 décembre 1858 concernant la protection des dessins et modèles des produits industriels. Lois des 21 décembre 1905, 28 août 1906, 8 octobre 1907.

L'inventeur ou celui qui a fait inventer par un autre, pour son propre compte, un dessin de fabrique, sont seuls admis à le déposer. Le dessin de fabrique ou modèle est tout type se rapportant à la forme d'un produit industriel et destiné à être reproduit sur celui-ci.

Le dépôt s'effectue au greffe de la Chambre de commerce et d'industrie du district où se trouve l'établissement qui fait usage du dessin ou du domicile de l'auteur.

Ce dépôt doit être effectué avant que les produits industriels fabriqués d'après le dessin, n'aient été mis en circulation ou avant que le dessin n'ait été publié dans un ouvrage imprimé ou enregistré dans le pays au nom d'un tiers.

Les étrangers doivent effectuer leurs dépôts à la Chambre de commerce de Vienne.

Le dépôt peut être effectué à découvert ou sous une enveloppe cachetée.

L'enregistrement se fait sans examen.

Après un an, les dépôts cachetés sont ouverts en présence de deux témoins et le public est admis à en prendre connaissance.

La durée de protection est de trois ans au plus à dater du jour de l'enregistrement, moyennant une taxe annuelle.

L'ayant droit est tenu, sous peine de déchéance, d'exploiter, c'est-à-dire de livrer ses produits au commerce, dans le délai d'un an à partir du dépôt. Il ne peut importer des marchandises fabriquées à l'étranger d'après le dessin protégé.

595. *Marques de fabrique.* — Lois des 6 janvier 1890, 30 juillet 1895, 17 mars 1913.

Sont considérés comme marques, les signes particuliers qui servent à distinguer les produits et marchandises destinés au commerce, d'autres produits et marchandises de même nature.

Peuvent donc être revendiqués comme marques, les emblèmes, monogrammes, vignettes, marques verbales, etc., etc.

Sont exclues de l'enregistrement, les marques qui se composent exclusivement des portraits de l'Empereur ou de la famille Impériale, d'armoiries, de chiffres, de lettres ou de mots se rapportant d'une manière exclusive au lieu, au temps, au mode de fabrication de la marchandise, à sa qualité, à sa destination, à son prix, à sa quantité ou à son poids.

Sont également exclues de l'enregistrement, les marques qui sont d'un usage général dans le commerce pour désigner certaines catégories de produits; celles qui contiennent des dessins ou des inscriptions contraires à la morale ou des mentions mensongères relatives aux conditions commerciales réelles et de nature à tromper le consommateur; les marques contenant une distinction honorifique, des armoiries publiques, le nom ou l'emblème de la Croix-Rouge ne peuvent être enregistrées qu'après que le déposant a justifié du droit à l'usage de ces signes.

La marque appartient au premier déposant.

Le droit exclusif commence à partir du dépôt. Toutefois, la radiation de la marque peut être demandée deux ans au plus tard à partir de son enregistrement, par quiconque établira qu'à ce moment, elle était considérée comme le signe distinctif des produits de son établissement.

Une taxe de dépôt est exigible.

La durée de la protection est de dix ans. Elle est renouvelable.

Le déposant a trente jours pour se pourvoir auprès du Ministre des Travaux publics contre un refus d'enregistrement. Un délai de soixante jours est accordé pour le recours contre les décisions du Ministre au Tribunal administratif de Vienne.

L'administration examine si une marque identique ou similaire à la marque déposée a déjà été enregistrée pour la même catégorie de produits. Dans l'affirmative, le déposant est averti pour qu'il puisse à son gré, maintenir, modifier ou retirer son dépôt.

596. *Nom commercial et indications d'origine.* — La législation autrichienne, très restreinte sur les appellations d'origine, est une loi protectrice de ses produits.

Citons à titre d'exemple :

L'ordonnance de 1865 interdisant aux fabricants d'eaux minérales artificielles de les désigner sous le nom de sources minérales existantes.

La loi du 17 mars 1907 dispose que l'indication du lieu de provenance pour le houblon mis en vente est obligatoire.

Signalons également la loi du 15 mars 1883 et les art. 16 à 27 du Code de commerce concernant les noms commerciaux sans envisager expressément les indications d'origine. Toutefois, ils ont donné lieu à une jurisprudence protectrice des appellations susceptibles de tromper l'acheteur sur la nature et l'origine des marchandises.

Il y a dans ce cas, contravention à la loi sur la police des substances alimentaires.

597. *Concurrence déloyale.* — L'art. 1295 du Code civil, analogue en quelque sorte à notre art. 1382, mais dont la jurisprudence autrichienne n'a pas su tirer tout le parti possible, permet d'atteindre tous les faits dommageables.

CHAPITRE IV

Belgique

598. *Observation.* — La législation belge très complète en matière de protection de la propriété littéraire et artistique et de propriété industrielle, est tout entière inspirée par la législation française.

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

599. — La Belgique possède une des meilleures lois sur la protection de la propriété littéraire et artistique, c'est la loi du 22 mars 1886.

Le principe admis est que l'auteur d'une œuvre artistique ou littéraire a seul le droit de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction de quelque manière et sous quelque forme que ce soit. Ce droit se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur. Il y a lieu de remarquer, particulièrement, que ce droit prend naissance sans l'obligation d'aucun dépôt.

Le droit d'auteur s'applique non seulement aux écrits mais encore aux leçons, sermons, conférences, discours et à toute autre manifestation orale de la pensée.

Il porte également sur les œuvres musicales et les œuvres plastiques.

La cession d'un objet d'art n'entraîne pas celle du droit de reproduction au profit de l'acquéreur.

Au sujet de l'art appliqué, une controverse a été soulevée en Belgique sur le point de savoir s'il est indispensable, pour le créateur d'un objet de cette espèce, de recourir au dépôt de celui-ci comme modèle industriel ou s'il peut, de plein droit, se dire protégé indépendamment de tout enregistrement et ce, en vertu de la loi de 1886. La jurisprudence belge est restée indécise sur la question.

SECTION II. — **Propriété industrielle**

600. *Brevets d'invention.* — La loi du 24 mai 1854 a accordé pour protéger les découvertes ou les perfectionnements susceptibles d'être exploités comme objets d'industrie, des droits exclusifs et temporaires appelés brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation.

Ces brevets sont accordés sans examen préalable et sans garantie. Leur durée est de vingt années et les taxes sont annuelles et progressives.

L'invention doit être exploitée en Belgique dans l'année de la mise en exploitation à l'étranger, sous peine de déchéance, qui est également encourue en cas de cessation d'exploitation pendant une année.

La sanction des droits du breveté consiste dans la possibilité de poursuivre les atteintes portées à son privilège exclusif en se pourvoyant devant la juridiction civile, et il peut faire pratiquer une saisie-description, mais la contrefaçon n'est pas érigée, par la législation belge, en délit.

601. *Protection aux expositions.* — Il n'existe pas de loi réglant d'une façon générale la protection des inventions au cours des expositions, mais pour chacune de celles qui ont eu lieu, des lois spéciales ont été successivement édictées.

602. *Violation des secrets de fabrique.* — L'art. 309 du Code pénal permet la répression pénale de la violation des secrets de fabrique lorsqu'elle est commise méchamment ou frauduleusement.

603. *Dessins et modèles.* — La législation encore applicable actuellement est la loi rudimentaire du 18 mars 1806 qui portait l'établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon et comprenait une section intitulée « de la conservation des dessins ».

Ceux-ci devaient être déposés au greffe du conseil de prud'hommes et restaient secrets jusqu'au moment où une contestation venait à naître. La contrefaçon était punie, même correctionnellement, et le système fut étendu à toutes les autres localités.

Une loi sur le conseil de prud'hommes du 15 mai 1920, est venue quelque peu améliorer le régime ancien.

Il est admis aujourd'hui, sans contestation, que le dépôt peut s'appliquer aussi bien aux modèles industriels qu'aux dessins.

604. *Marques de fabrique.* — Tout signe servant à distinguer les produits d'une industrie ou les objets d'un commerce, est considéré comme marque de fabrique ou de commerce et protégé par la loi du 1^{er} avril 1879, qui a organisé une protection à la fois civile et pénale. Il faut en opérer le dépôt au greffe du Tribunal de commerce. Aucun examen préalable n'est requis et ce sont les Tribunaux qui ultérieurement, sont appelés à se prononcer sur la nouveauté d'une marque. Elle ne peut être transmise qu'avec l'établissement. La durée de la protection de la marque est illimitée et le dépôt ne doit jamais être renouvelé.

D'autre part, d'après une jurisprudence bien établie, il n'est pas accordé de protection pour les signes susceptibles d'être déposés comme marques de fabrique lorsqu'un dépôt n'a pas été effectué. L'action en concurrence illicite basée sur l'art. 1382 du Code civil n'est pas recevable en cette matière.

Une loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles a reconnu l'existence des marques collectives, en autorisant celles-ci à déposer et posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres.

Enfin depuis une loi du 30 août 1913, les cessions de marques de fabrique sont assujetties à un droit proportionnel d'enregistrement.

605. *Nom commercial.* — Indépendamment de la protection civile que lui assurent les principes généraux, le propriétaire d'un nom commercial trouve dans l'art. 191 du Code pénal, le moyen d'en faire punir les usurpations par les Tribunaux répressifs.

D'autre part, en vertu du droit commun, les Tribunaux condamnent à des dommages-intérêts ceux qui ne respectent pas la propriété des enseignes.

Une loi du 15 octobre 1919 a reconnu que les fonds de commerce constituent un ensemble comprenant notamment

la clientèle, l'enseigne, l'organisation commerciale et les marques. Les droits à percevoir de ces différents chefs ont été réglés par une loi fiscale du 24 octobre 1919.

606. *Indications d'origine.* — La Belgique ne possède pas de texte concernant spécialement la répression des fausses indications de provenance.

On peut citer à titre d'exemple, les art. 191 et 498 (3^o) du Code pénal de 1867, qui punit les tromperies sur la nature, l'identité ou l'origine de la chose vendue. Mais la portée du texte est étroitement limitée par la nécessité de prouver que l'acheteur a été trompé et, en outre, que celui-ci a subi, du fait du vendeur, un dommage effectif.

Toutefois, malgré l'incertitude de la répression pénale, depuis la Convention internationale de 1883, la répression de cette forme de la concurrence déloyale n'est plus discutable.

A défaut de sanction pénale, la voie civile est largement ouverte aux personnes lésées par un abus caractéristique de leurs intérêts. Les Tribunaux appliquent alors l'art. 1382 du Code civil et accordent des dommages-intérêts.

C'est ainsi, qu'un jugement du Tribunal de commerce de Bruxelles a décidé qu'« un nom de localité apposé sur un produit depuis un temps très long et qui sert à le faire connaître, à désigner un procédé de fabrication, confère un droit exclusif; il ne peut pas être permis à un autre fabricant qui n'y possède ni usine, ni dépôt, d'indiquer cette localité dans sa marque de fabrique ».

607. *Lois spéciales réprimant la concurrence illicite.* — Un groupe de lois spéciales répriment, en Belgique, certains actes de concurrence illicite. On peut citer dans cet ordre d'idées :

L'art. 500 du Code pénal, la loi du 4 août 1890 et de nombreuses lois postérieures sur les falsifications de denrées, engrais, etc...

Certaines professions ne peuvent s'exercer que sous des conditions déterminées; par exemple, celle d'avocat qui a été réglée par la loi du 25 octobre 1919.

La loi du 20 mai 1846 a soumis à des conditions restrictives assez sévères, les ventes publiques de marchandises neuves.

La loi du 24 mai 1888 et divers arrêtés successifs rendus en exécution de cette loi, ont réglementé l'usage et la vente des armes à feu qui doivent être éprouvées et revêtues d'un poinçon spécial appliqué par le banc d'épreuves de Liège.

La hausse des denrées, des marchandises, effets et papiers publics ne peut être provoquée par des moyens frauduleux sans tomber sous le coup de l'art. 311 du Code pénal.

Il en est de même des violences pratiquées pour amener un détenteur à se dessaisir de la marchandise à un prix inférieur à celui de la libre concurrence.

Les poids et mesures forment l'objet d'une réglementation spéciale en vertu de la loi du 1^{er} octobre 1855.

Il en est ainsi également pour l'électricité, aux termes de la loi du 30 octobre 1903, et pour les diamants (loi du 10 mars 1913).

La loi du 22 mars 1899 a interdit l'usage de la Croix-Rouge dans un but commercial.

Il n'y a pas de loi spéciale concernant l'usurpation des médailles et récompenses et sa répression rentre dans le domaine des principes du droit commun, en matière de concurrence déloyale.

608. *Concurrence déloyale.* — C'est dans les art. 1382 et 1383 du Code civil, analogues aux nôtres, que se trouve la règle générale dont la jurisprudence a déduit toute la répression civile de la concurrence illicite.

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ».

Dès lors, tous les actes rentrant dans cette définition, doivent être réprimés par les Tribunaux civils ou commerciaux, car les Tribunaux répressifs ne peuvent connaître des actes de concurrence déloyale que si un texte spécial, et il y en a très peu en Belgique, les érige en délits.

Mais la tendance de la jurisprudence belge se montre, à juste titre, très sévère pour censurer tout ce qui n'est pas nettement conforme à la probité commerciale.

SECTION III. — Droits des étrangers

609. — Les étrangers victimes d'actes de concurrence illicite sont mis sur le même pied que les nationaux par application de l'art. 128 de la Constitution belge. Ils n'ont pas à fournir de caution *judicatum solvi* spéciale. Il n'est pas nécessaire non plus, qu'ils possèdent un domicile ou une résidence en Belgique. Ils restent soumis à l'observation générale des règles du Code de procédure applicables en toutes matières aux étrangers.

L'art. 38 de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, admet les étrangers à s'en prévaloir, sauf qu'il limite la durée de leur droit en Belgique à celle dont ils jouissent dans leur pays d'origine.

Les inventeurs ont des droits identiques aux nationaux en matière de brevets.

Pour les dessins et modèles industriels, les étrangers résidant en Belgique sont protégés comme les nationaux. Les autres ne jouissent des mêmes droits que s'il existe une convention internationale stipulant la réciprocité.

Les marques de fabrique, déposées par des étrangers ayant un établissement en Belgique, sont considérées comme nationales.

Quant aux marques étrangères, c'est-à-dire émanant d'étrangers non établis en Belgique et ne pouvant se réclamer d'un traité de réciprocité, elles ne sont pas protégées.

Enfin les dispositions du Code pénal peuvent être invoquées tout aussi bien par l'étranger que par le national.

CHAPITRE V

Etats-Unis du Brésil

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

610. — Loi n° 496 du 1^{er} août 1898 concernant la définition et la protection du droit d'auteur ; Règlement d'exécution du 6 décembre 1899 ; Code pénal, art. 342 à 350 (11 octobre 1890) : des crimes commis contre la propriété littéraire et artistique.

Loi n° 2577 concernant la protection internationale des auteurs ; Loi n° 3071 ; Code civil : Dispositions concernant la propriété scientifique, littéraire et artistique, art. 649 à 673, 1359 à 1362 (1^{er} janvier 1916).

La législation brésilienne consacre au profit de l'auteur d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, le droit exclusif de reproduction, traduction et représentation.

La protection est assurée aux nationaux et aux étrangers résidant au Brésil, sous la réserve d'un enregistrement à la bibliothèque nationale.

La durée de la protection est de 50 ans à partir du 1^{er} janvier de l'année dans laquelle a eu lieu la publication, pour le droit de reproduction et de 10 ans pour le droit de traduction.

Le délai est de 10 ans également, pour le droit de représentation et d'exécution, à partir de la première représentation ou exécution.

Le droit d'auteur est un droit mobilier cessible et transmissible sous certaines conditions.

La cession d'un objet n'entraîne pas abandon du droit de reproduction, la reproduction n'enlève pas à l'œuvre son caractère artistique.

La contrefaçon est un crime puni des peines portées au Code pénal. La loi prévoit, en outre, la confiscation et des réparations civiles.

Enfin l'apposition frauduleuse d'un nom autre que celui de l'auteur ou du signe distinctif de l'œuvre, est passible d'une peine d'emprisonnement cellulaire de six mois à un an ainsi que d'une amende.

SECTION II. — Propriété industrielle

611. *Brevets d'invention.* — Art. 72 de la Constitution de 1891. Loi du 20 novembre 1894 comportant l'organisation judiciaire et décrets subséquents.

La loi brésilienne reproduit les caractères de brevetabilité de la loi française : produits nouveaux, moyens nouveaux, applications nouvelles.

Ne sont pas susceptibles d'être brevetées les inventions contraires à la loi sur la morale, dangereuses pour la sûreté publique, nuisibles à la santé publique, ne produisant pas un résultat industriel pratique.

La durée du brevet principal est de 15 années, la durée du brevet de perfectionnement ne peut excéder celle du brevet principal.

Obligation du paiement d'une taxe annuelle.

L'expropriation des brevets est possible dans l'intérêt public ou au profit exclusif de l'Etat.

Les brevets d'invention sont délivrés sans examen préalable et sans garantie.

Les cas de nullité et de déchéance sont les mêmes qu'en France. Constitue, en outre, une cause de nullité, la violation du droit de préférence réservé pendant un an au breveté en cas de perfectionnement. Les nullités sont prononcées par le Tribunal de commerce de la capitale.

Constituent, entre autres, des cas de déchéance du brevet, la non exploitation après 3 ans ou la cessation d'exploitation pendant un an. Il est possible, en cas de fourniture insuffisante pour la consommation, de réduire le brevet à une zone déterminée.

La sanction de la violation des droits du breveté consiste en une amende et des dommages-intérêts au profit du breveté, en réparation du préjudice causé.

612. *Protection aux expositions.* — Il n'existe pas de loi spéciale, les conditions de protection sont fixées, dans chaque cas, par un acte du Gouvernement.

613. *Dessins et modèles.* — La législation brésilienne ne contient pas de dispositions spéciales à cette matière. On applique le principe de la loi du 1^{er} août 1898 sur la propriété artistique.

614. *Marques de fabrique.* — Lois des 14 octobre 1887 et 24 septembre 1904 ; Règlement du 10 janvier 1905 ; Décret du 6 août 1909.

La marque peut être constituée de toute manière non prohibée par la loi et de nature à distinguer les marchandises de provenances différentes.

Ne peut faire l'objet d'un enregistrement, toute marque qui consisterait en un des objets suivants ou qui le contiendrait : armes, armoiries, médailles, attributs publics ou officiels, sauf permission de l'autorité compétente, un nom commercial dont le déposant ne peut user légitimement, le nom d'un lieu, d'un établissement autre que celui d'où provient l'objet, des mots, des images ou des représentations constituant une offense individuelle ou un outrage aux bonnes mœurs, la reproduction d'une autre marque déjà enregistrée pour un objet de même nature, l'imitation totale ou partielle d'une marque déjà enregistrée pour un objet de même nature et pouvant induire l'acheteur en erreur ou créer une confusion.

La marque appartient au premier déposant, le dépôt dans la législation brésilienne est attributif de propriété, la durée de la protection est de 15 ans, avec faculté de renouvellement, moyennant le paiement d'une taxe de dépôt.

Les étrangers jouissent, comme les Brésiliens, du bénéfice de la loi sous la condition de réciprocité.

615. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — Les lois sur les marques des 14 octobre 1887, 24 septembre 1904 et le règlement d'exécution du 10 janvier 1905, répriment les fausses indications de provenance. Mentionnons également l'art. 335 du Code pénal.

Le décret législatif n° 452 du 3 novembre 1897 et le décret du 17 décembre 1897 rendu pour son application,

interdisent l'importation et la fabrication d'étiquettes de nature à induire en erreur sur la provenance des marchandises.

La loi douanière de 1899 a interdit aux manufactures de faire usage d'étiquettes rédigées en langue étrangère.

Enfin, un décret en date du 8 décembre 1905, rendu en exécution de l'Arrangement de Madrid, prohibe l'importation de toute marchandise munie d'une fausse indication de provenance.

Il n'existe aucun texte visant la répression de la concurrence déloyale. Quelques dispositions de la loi sur les marques peuvent être envisagées pour réprimer des faits de cette nature.

CHAPITRE VI

Danemark

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

616. — Loi concernant le droit exclusif sur les travaux photographiques (13 mai 1911) ; Loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres de littérature et d'art (1^{er} avril 1912) ; Loi concernant l'exploitation théâtrale à Copenhague (12 avril 1889).

Œuvres littéraires. — La loi consacre le droit exclusif de l'auteur à la publication de ses écrits, au moyen de la copie manuscrite, de la reproduction par un procédé mécanique ou chimique, la représentation dramatique y compris la représentation mécanique ou cinématographique, la reproduction à l'aide d'instruments servant à la reproduction mécanique, la lecture, la récitation ou autre reproduction analogue faite à l'aide du langage, laquelle, toutefois est permise, tant qu'elle ne prend pas le caractère d'une représentation dramatique, si l'auteur ne l'a pas défendue sur le titre ou au commencement de l'ouvrage.

L'auteur a également le droit exclusif de publier des pantomimes et autres œuvres sous forme d'action muette, les compositions musicales dont l'exécution publique est également interdite, les dessins mathématiques, géographiques, topographiques, d'histoire naturelle, techniques et autres ainsi que les représentations graphiques où plastiques qui, envisagés dans ce qu'ils ont de caractéristique, ne peuvent être considérés comme œuvres d'art.

Les éditeurs de journaux et autres publications ont également le droit exclusif de publication des articles parus dans leurs feuilles ; toutefois, sous réserve de stipulation contraire, l'auteur d'un travail distinct, garde son droit d'auteur sur ce travail.

L'auteur peut céder totalement ou en partie le droit de publication de son œuvre.

Le droit d'auteur dure pendant la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort.

En cas de collaboration, le point de départ du délai est la mort du dernier survivant.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, le délai commence à courir à la fin de la première année de la publication, sauf si l'auteur se fait connaître.

Enfin, la loi assure pendant 10 ans, le droit exclusif de traduction, le danois, le norvégien et le suédois étant considérés comme des dialectes de même langue.

Le droit du traducteur autorisé est assimilé à celui de l'auteur.

617. *Œuvres artistiques.* — L'artiste a le droit exclusif de publier son œuvre d'art originale, y compris les œuvres d'architecture ou parties de celles-ci, ainsi que des reproductions de cette œuvre.

Sont également compris parmi les œuvres artistiques, les travaux artistiques originaux destinés à servir de modèles pour l'industrie ou les métiers touchant à l'art, ainsi que les objets produits à l'aide de ces modèles, qu'ils soient fabriqués en un objet unique ou en plusieurs exemplaires.

Les dispositions applicables aux œuvres littéraires le sont aux œuvres artistiques. La durée du droit d'auteur est également de 50 ans. L'artiste peut céder en totalité ou en partie les droits qui lui appartiennent. Toutefois, à moins de stipulations contraires, la cession de l'œuvre d'art elle-même, n'implique pas le droit de reproduction, ce droit continuant à appartenir à l'artiste. Quand il s'agit de bustes ou de portraits, ce droit ne pourra être exercé sans le consentement de la personne représentée ou du commettant.

Les atteintes à la propriété littéraire et artistique sont réprimées pénalement par l'amende et civilement par des dommages-intérêts et l'action ne peut être intentée que par la partie lésée.

L'art. 36 a pris soin de spécifier que la nationalité de l'œuvre sera acquise au Danemark et par conséquent pro-

tégée par la loi, au même titre qu'une œuvre danoise, non seulement lorsque l'œuvre de l'étranger est publiée par un éditeur danois, mais aussi lorsqu'elle est « autrement éditée pour la première fois au Danemark » (édition pour le propre compte de l'auteur, etc...).

D'autre part, sous condition de réciprocité, les dispositions de la loi danoise peuvent être étendues, en tout ou en partie, par ordonnance royale, aux œuvres des étrangers.

618. *Œuvres photographiques.* — La loi du 13 mai 1911 a institué au profit de l'auteur d'une photographie originale faite d'après nature ou reproduisant une œuvre d'art, pour laquelle personne n'a le droit exclusif de reproduction, le droit d'interdire à autrui de reproduire pour la vente, la photographie ainsi exécutée, sous l'obligation d'une déclaration portant réserve de ce droit exclusif qui devra également être apposée sur tout exemplaire.

Si la photographie est faite sur commande, le consentement du commettant est nécessaire pour la reproduction.

Ces dispositions sont sanctionnées par une action pénale qui expose le contrefacteur à une amende et par une action civile en dommages-intérêts. L'action judiciaire ne peut être exercée que par la partie lésée et se prescrit dans le délai d'un an et un jour.

SECTION II. — Propriété industrielle

619. *Brevets d'invention.* — Lois des 13 avril 1894, 16 mars 1900, 29 mars 1901.

La loi danoise présente de grandes analogies avec la loi allemande. L'examen préalable existe sur la forme, le fond et le droit à l'invention. L'appel aux oppositions est recevable pendant huit semaines, c'est le système allemand.

Toutes les inventions utilisables dans l'industrie ou pouvant donner lieu à une exploitation industrielle sont brevetables. Sont exclues, les inventions paraissant dépourvues de toute importance, celles dont l'exploitation serait contraire aux lois, à la morale et à l'ordre public, les inventions qui seraient déjà décrites dans un ouvrage imprimé ou

déjà utilisées en Danemark, celles portant sur des médicaments, des aliments et des procédés pour la fabrication d'aliments.

La durée des brevets est de quinze ans. Il existe également des brevets dépendants se rapportant à une invention déjà brevetée, et des brevets additionnels prenant fin avec le brevet principal.

Le breveté est soumis à l'obligation du paiement d'une taxe annuelle.

La déchéance est encourue en cas de non exploitation après trois années ou pendant un an, pour défaut de paiement d'annuité et pour infraction à certaines formalités.

La contrefaçon est punie d'amende portée au double en cas de récidive. Il y a également confiscation et allocation de dommages-intérêts.

Enfin l'art. 6 définit la possession personnelle du premier usager.

620. *Protection aux expositions.* — La protection temporaire aux expositions est accordée pour celles qui ont lieu dans le pays, reconnues par le Ministre de l'industrie, et pour les expositions étrangères reconnues par le gouvernement local et désignées par décret royal. Elles doivent être internationales. La durée de la protection est de six mois à partir de la présentation au public.

621. *Dessins et modèles.* — Lois du 1^{er} avril 1905 et du 1^{er} avril 1911. L'auteur du dessin ou son ayant cause est protégé. Le déposant est présumé être l'auteur. Sont protégés les dessins et modèles pouvant servir de type pour l'ornementation ou la forme extérieure de produits industriels.

La protection est refusée aux objets n'ayant pas le caractère de nouveauté et aux objets déjà protégés par un enregistrement antérieur.

L'enregistrement a lieu au bureau des marques de fabrique et des dessins et modèles à Copenhague. Les dessins et modèles peuvent être déposés ouverts ou cachetés.

La protection est assurée pour une ou plusieurs périodes de trois ans, moyennant le versement des taxes prescrites.

Le maximum de durée de la protection est de quinze années.

La protection prend fin lorsque le déposant importe de l'étranger des objets fabriqués d'après le dessin ou modèle, ou permet leur importation, sauf convention contraire avec le pays d'exportation. Un déposant non domicilié au Danemark ne peut faire valoir la protection que par le moyen d'un mandataire habitant le pays.

622. *Marques de fabrique.* — Lois des 11 avril 1890, 19 décembre 1898, 29 mars 1904. Loi du 29 avril 1913 sur les marques collectives.

En cette matière, l'influence de la législation allemande est prépondérante.

Les signes, noms distinctifs peuvent être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce, à l'exception des marques composées exclusivement de chiffres, de lettres ou de mots ne se distinguant pas par une forme assez particulière pour que la marque puisse être considérée comme figurative. Il y a une exception faite en faveur de la dénomination spécialement créée pour désigner une marchandise, à la condition toutefois, qu'elle n'ait pas pour objet de désigner l'origine, la nature, la destination ou le prix de la marchandise. Sont également exclues les marques qui contiennent indûment un nom autre que celui du déposant ou celui d'un immeuble appartenant à un tiers, celles qui contiennent des armoiries, des marques publiques, l'emblème ou le nom de la Croix-Rouge, celles dont le contenu est de nature scandaleuse, celles identiques à des marques déjà enregistrées ou déposées pour le compte de tiers et celles qui ressemblent suffisamment à ces marques dans leur ensemble pour pouvoir créer une confusion possible.

L'enregistrement de la marque n'est pas attributif de propriété, car le premier usager peut se faire attribuer le droit à l'usage exclusif de la marque à l'encontre du déposant, à la condition d'intenter une action en revendication dans l'année qui suit la publication relative à l'enregistrement.

La durée de la protection est de dix ans à partir de l'enregistrement et de chaque renouvellement.

Le dépôt et le renouvellement sont soumis à la perception de taxes qui sont plus élevées pour les marques collectives.

L'enregistrement peut être refusé s'il n'est pas demandé dans les conditions prévues par la loi. Recours possible au Ministre de l'intérieur, sans préjudice d'une action devant le Tribunal. Toute personne a le droit de recourir contre l'enregistrement, soit auprès du Ministre de l'intérieur, soit devant les Tribunaux.

Les marques étrangères peuvent être admises à la protection par décret royal, à titre de réciprocité.

623. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.*

La législation est assez abondante sur les appellations d'origine.

Les lois des 11 avril 1890 sur la protection des marques de fabrique et du 1^{er} mars 1889 sur le registre du commerce réprimant la concurrence déloyale sous ses deux formes de l'usurpation de la marque d'autrui et de l'emploi d'un nom commercial qui n'est pas sien, ne visent pas expressément les indications de provenance.

La loi du 27 avril 1894 fait défense de mettre dans le commerce des marchandises portant une fausse indication relative à la provenance, à la qualité, à la substance d'une marchandise ou à son mode de fabrication.

La loi ne prévoit pas la saisie.

De plus, elle n'est point applicable lorsque l'indication, d'après les usages commerciaux, sert à désigner non le lieu de provenance mais la qualité de la marchandise ou son mode de fabrication.

Une loi du 30 mars 1906 sur le commerce, l'importation et l'exportation des produits agricoles, a été rendue en vue seulement de protéger les produits agricoles d'origine danoise.

Enfin une autre loi, d'une portée plus générale, du 8 juin 1912, fait défense d'apposer sur les marchandises mises en vente ou sur leurs étiquettes et emballages ou bien encore sur les notes, factures, papiers d'affaires et enseignes des mentions :

1° Qui constituent une indication inexacte quant au lieu de production de la marchandise, à sa nature ou à son mode de préparation.

2° Qui pourraient faire croire à l'acheteur que les différentes espèces de marchandises vendues par un magasin proviennent toutes d'un même lieu ou qu'elles sont fabriquées par le même procédé, bien que ce ne soit le cas que pour une partie d'entre elles.

En résumé, dans son ensemble, la législation danoise est très protectrice de ses produits nationaux.

CHAPITRE VII

Espagne

SECTION I. -- Propriété littéraire et artistique

624. Loi concernant la propriété intellectuelle du 10 janvier 1879. Code pénal, art. 63, 550, 552, (1870). Code civil, art. 428 et 429, (1889), et un très grand nombre d'ordonnances.

La loi protège la propriété intellectuelle qui comprend toutes les œuvres scientifiques, littéraires et artistiques. Le droit dure pendant la vie de l'auteur et quatre-vingts ans après sa mort.

Toutefois, en cas de cession, si l'auteur laisse des héritiers réservataires, le droit du cessionnaire est limité à vingt-cinq ans, les héritiers réservataires profitant seuls du droit pour le reste de temps accordé par la loi. Aussi longtemps que l'auteur ne s'est pas fait connaître, l'éditeur des œuvres anonymes ou pseudonymes en est réputé l'auteur. Quant au publicateur d'un ouvrage posthume, il a les mêmes droits qu'un auteur.

L'aliénation d'une œuvre d'art n'emporte pas aliénation du droit de propriété intellectuelle, ni même du droit d'exposer l'œuvre en public. L'auteur jouit du droit de traduction et de représentation.

La loi du 2 août 1895 a institué un enregistrement obligatoire dans le délai d'un an, avec dépôt d'exemplaires pour toutes les œuvres autres que celles de peinture, de sculpture, et les modèles d'architecture ou de photographie.

L'enregistrement doit se faire dans l'année de la publication de l'œuvre, sous peine pour l'auteur de voir son œuvre tomber pour dix ans dans le domaine public.

Elle y tombera même définitivement si, dans cette période de dix ans, l'auteur et ses ayants droit n'ont pas effectué l'enregistrement.

Enfin aux termes de l'art. 50, les étrangers sont protégés sous réserve de réciprocité pour les sujets espagnols.

SECTION II. — Propriété industrielle

625. *Brevets d'invention.* — Loi du 16 mai 1902 sur la propriété industrielle et nombreuses ordonnances, notamment celle du 19 janvier 1906 relative à la protection au cours des expositions.

Toute invention nouvelle donnant naissance à un produit ou à un résultat industriel est brevetable, à l'exclusion des résultats ou produits de machines, appareils, etc..., ne donnant pas lieu à une branche nouvelle d'industrie dans le pays et des produits de la terre ou de l'élevage.

La durée des brevets est de vingt ans, celle du brevet d'importation n'est que de cinq ans.

Le breveté est tenu au paiement d'une taxe annuelle.

La délivrance des brevets a lieu sans examen préalable. Les inventions intéressant l'art militaire, la défense nationale ou spécialement l'Etat peuvent être tenues au secret pendant six mois.

La nullité d'un brevet peut être prononcée pour défaut de nouveauté, lorsque l'objet de l'invention est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs et en cas de description insuffisante.

La déchéance peut être prononcée en cas d'inexploitation après trois ans, cessation d'exploitation pendant un an, ou à la suite du refus d'une licence malgré la réquisition d'un tiers.

La violation des droits du breveté est réprimée pénalement (art. 241 du Code pénal, emprisonnement de six mois à deux ans, amende, confiscation, dommages-intérêts).

626. *Protection aux expositions.* — Une protection de six mois comptés du jour de l'admission à l'exposition a lieu au profit des exposants des expositions internationales et officielles ayant lieu en Espagne.

627. *Dessins et modèles.* — Loi sur la propriété industrielle du 16 mai 1902. Règlement d'exécution du 12 juin 1903.

Peuvent déposer des dessins et modèles les fabricants, commerçants, agriculteurs, artisans et industriels espagnols, les syndicats ou collectivités non commerciales, les conseils municipaux et les députations provinciales.

Le dessin de fabrique, aux termes de la loi espagnole, est toute disposition ou combinaison de lignes et de couleurs applicable, dans un but industriel, à l'ornementation d'un produit, l'application du dessin pouvant se faire par tous les moyens manuels, mécaniques ou chimiques combinés.

Constituent un modèle de fabrique, tout objet pouvant servir de type pour la production industrielle d'un produit, ainsi que les formes que présentent les produits industriels ou qui sont susceptibles de s'appliquer à ces produits.

Sont exclus, les dessins ou modèles protégés par la loi sur la propriété artistique ou susceptibles de faire l'objet d'une demande de brevet.

Sont seuls nouveaux, les dessins et modèles qui, avant la demande d'enregistrement, n'ont été divulgués ni en Espagne, ni à l'étranger par des publications, des imprimés ou des objets mis en vente.

La protection est accordée moyennant l'obligation du dépôt. Il n'existe pas d'examen préalable. Toutefois, l'enregistrement pourra être refusé en cas d'opposition formée par le titulaire d'un enregistrement antérieur pouvant donner lieu à confusion ou dans certains cas déterminés par la loi (armoiries espagnoles ou étrangères dont l'usage n'est pas autorisé, représentations de nature à offenser la morale, objets dénigrant un culte religieux, portraits de personnes vivantes).

La durée de la protection est de vingt ans à partir de la délivrance du certificat d'enregistrement et moyennant le paiement d'une taxe.

La loi porte l'obligation d'exploiter, et un dessin ou modèle est frappé de déchéance par suite de non usage pendant trois années consécutives, sauf dans le cas de force majeure.

La loi espagnole applique aux étrangers le principe de la réciprocité.

628. *Marques de fabrique.* — Loi du 11 mai 1902 et ordonnances postérieures.

Est considéré comme marque, tout signe ou moyen matériel de genre et de forme quelconques, servant à marquer les produits de l'industrie et du travail afin d'éviter toute confusion avec des produits de la même espèce.

Toutefois, ne peuvent être adoptés comme marques, les armoiries ou écussons nationaux, provinciaux ou municipaux, les décorations ou insignes espagnols, les insignes, armoiries, écussons ou devises des Etats étrangers à moins d'une autorisation expresse des gouvernements respectifs, et encore ne pourront-ils figurer que comme accessoires de la marque, les dénominations employées généralement dans le commerce pour désigner les noms et classes de produits, de même que leurs noms techniques ou vulgaires dans l'usage courant, les représentations de nature à offenser la morale publique et les caricatures tendant à ridiculiser des idées, des personnes ou des objets dignes de respect, tous les signes qui, par leur ressemblance avec d'autres déjà concédés, seraient de nature à prêter à la confusion, ceux qui se rapportent à un culte religieux dans le but de le dénigrer, de l'injurier ou de le déprécier, le signe, l'emblème ou la devise de la Croix-Rouge, les portraits ou noms des personnes vivantes, sauf avec leur autorisation et également ceux des personnes mortes si les parents jusqu'au quatrième degré s'opposent à la concession de la marque.

L'enregistrement de la marque constitue une présomption de propriété qui s'acquiert par prescription après trois années ininterrompues de possession de bonne foi.

La durée de la protection est de vingt ans à partir de la date de la délivrance du certificat d'enregistrement.

Le dépôt d'une marque de fabrique donne lieu à la perception d'une taxe qui doit être acquittée par période quinquennale.

Dans le délai de deux mois après la publication de la marque au Bulletin officiel de la propriété intellectuelle et industrielle, tous ceux qui se croient en droit de s'opposer

à l'enregistrement d'une marque peuvent le faire en adressant leur opposition au Ministère.

L'examen préalable n'existe pas en Espagne.

Le principe de la réciprocité est appliqué à l'étranger, dans toute sa rigueur.

629. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — En vertu de la loi du 16 mars 1902, le nom commercial est protégé pour une durée indéfinie à la condition d'un enregistrement sur un registre spécial à cet effet et moyennant le paiement d'une taxe. La déchéance peut être prononcée en cas de non usage pendant trois mois. Son usurpation est passible d'une amende.

Des ordonnances nombreuses ont été rendues en vue de protéger les produits nationaux, notamment une ordonnance royale du 14 mars 1858 prohibant l'importation des marchandises étrangères revêtues de marques espagnoles.

La loi du 16 mars 1902 qui régit l'ensemble de la propriété industrielle en Espagne est venue préciser dans son titre IX (art. 124) ce qu'on entend par « indication de provenance ».

L'indication de provenance consiste en la désignation d'un nom géographique comme lieu de fabrication, d'élaboration ou d'extraction d'un produit.

Le nom d'un lieu de production appartient collectivement à tous les producteurs établis dans ce lieu.

Nul n'a le droit de faire usage du nom d'un lieu de fabrication pour désigner un produit naturel ou fabriqué provenant d'un autre lieu, sauf lorsqu'il s'agit de la dénomination d'un produit au moyen d'un nom géographique qui, ayant pris un caractère générique, indique dans le langage commercial, la nature et non l'origine du produit.

Toutefois, cette exception n'est pas applicable aux produits vinicoles.

Il n'y a pas de texte spécial visant la répression de la concurrence déloyale. On peut cependant mentionner la loi du 16 mars 1902 sur les récompenses industrielles.

CHAPITRE VIII

Etats-Unis d'Amérique

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

630. — Loi modifiant et codifiant les lois concernant le droit d'auteur (4 mars 1909). Loi modifiant les art. 5, 11 et 25 de la loi du 14 mars 1909 (24 août 1912). Loi modifiant l'art. 55 de la dite loi (2 mars 1913). Loi modifiant l'art. 12 de la dite loi (28 mars 1914).

La propriété littéraire s'applique à toutes les œuvres littéraires et aux œuvres musicales. Elle assure à l'auteur un droit exclusif de publication, impression, réimpression, vente, traduction et dramatisation.

La durée du droit d'auteur est de vingt-huit ans à partir de la première publication renouvelable pour une seconde période de vingt-huit ans, à la condition que l'auteur en fasse la demande, dûment enregistrée au bureau du droit d'auteur, au cours de l'année précédant l'expiration primordiale de son droit.

Si l'auteur n'est plus en vie au bout de la première période, cette demande de renouvellement peut être adressée par sa veuve et ses enfants. S'ils sont décédés, par les exécuteurs testamentaires, s'il n'y a pas de testament, par les proches parents.

La loi exige pour la protection du droit d'auteur un enregistrement et la demande devra indiquer dans laquelle des catégories suivantes rentre l'œuvre pour laquelle la protection du droit d'auteur est sollicitée : a) livres y compris les recueils et encyclopédies, les livres d'adresses, les dictionnaires géographiques et autres compilations ; b) publications périodiques y compris les journaux ; c) conférences, sermons, allocutions préparés en vue d'être débités ; d) compositions dramatiques ou dramatico-musicales ;

e) compositions musicales ; f) cartes ; g) œuvres d'art, modèles ou esquisses pour des œuvres d'art ; h) reproductions d'une œuvre d'art ; i) dessins ou ouvrages plastiques de nature scientifique ou technique ; j) photographies ; k) estampes, illustrations figuratives ; l) tableaux photographiques ; m) tableaux cinématographiques autres que ceux représentés à l'aide de la photographie.

Toutefois, cette énumération n'est pas limitative, elle ne saurait avoir pour effet de circoncrire les objets susceptibles d'être protégés tels qu'ils sont définis dans l'art. 4 de la loi qui vise « tous les écrits d'un auteur ».

La loi américaine protège non seulement ses nationaux, mais encore les auteurs étrangers domiciliés aux Etats-Unis au moment de la première publication de l'œuvre, qui sont assimilés aux nationaux sans qu'aucune condition de réciprocité soit exigée.

Elle protège également l'auteur étranger non domicilié, mais sous réserve de la réciprocité.

L'atteinte au droit d'auteur ne constitue pas une infraction pénale, mais donne lieu à une allocation de dommages-intérêts dont l'art. 25 a d'ailleurs déterminé le taux suivant les différentes espèces, au profit de la partie lésée, et défense est faite au contrefacteur par une ordonnance d'interdiction, de commettre de nouvelles atteintes au droit de l'auteur. La saisie des œuvres contrefaites pourra également être prononcée. Cependant, si l'atteinte a été intentionnelle et commise dans un but de lucre, elle constitue un délit qui pourra être puni d'un emprisonnement jusqu'à un an et d'une amende de 100 à 1.000 dollars ou de ces deux peines combinées qui sont également applicables en cas de complicité.

La loi américaine prohibe, en outre, l'importation de tout objet pourvu d'une fausse mention de réserve du droit d'auteur, alors que ce droit n'a pas été reconnu, ou de toute reproduction contrefaite protégée aux Etats-Unis.

Tous les objets dont l'importation est prohibée seront saisis et confisqués.

Enfin la loi américaine précise que le droit d'auteur est distinct de la propriété qui existe sur l'objet matériel, la

vente ou la translation de ce dernier ne constituant pas, par elle-même, un transfert du droit d'auteur.

Toute cession du droit d'auteur devra être enregistrée au bureau du droit d'auteur dans un délai déterminé et variable suivant que la cession a été accomplie aux Etats-Unis ou à l'étranger, sous peine de nullité de cette cession à l'égard des tiers.

La durée de la protection en matière artistique est la même qu'en matière littéraire et l'enregistrement est obligatoire, l'artiste devant envoyer une description de la peinture, du dessin, de la sculpture et une photographie de son œuvre.

SECTION II. — Propriété industrielle

631. *Brevets d'invention.* — Loi du 22 juin 1874 sur le Patent Office; lois des 11 avril 1902, 3 mars 1903 et multiples règlements; lois des 25 juin 1910 et 13 janvier 1910.

Sont brevetables tous produits, appareils, combinaisons industrielles ou constituant un perfectionnement ou une adaptation utiles.

Est considérée comme nouvelle, l'invention non connue ni employée à la date où l'invention a été faite, non imprimée à cette date ou plus de deux ans avant la demande, ou en usage public en Amérique plus de deux ans avant la demande.

La durée des brevets est de 17 ans après la délivrance.

Le breveté est soumis à l'obligation du paiement d'une taxe.

Le brevet n'est délivré qu'à l'inventeur ou à son ayant cause après un examen préalable sur la forme, le fond et le droit du brevet. Le demandeur a un recours possible d'appel à trois degrés contre la décision prise.

La loi américaine ne contient pas d'obligation d'exploitation, ni de prohibition d'importation.

Le breveté est déchu de ses droits s'il ne paie pas la taxe dans les délais impartis, d'autre part, la demande est annulée si elle n'est pas complétée dans les deux ans du dépôt.

632. *Protection aux Expositions.* — Il n'existe pas de disposition spéciale de protection aux Expositions, mais la législation accordant au premier et véritable inventeur, un délai de priorité de deux ans lorsque sa première demande est déposée aux Etats-Unis et un délai de douze mois quand elle est déposée à l'étranger, ces délais paraissent suffisants pour couvrir l'intéressé dans le cas d'exposition.

633. *Dessins et modèles.* — Section 4929 des statuts révisés modifiée par la loi du 9 mai 1902 et sections 4930, 4931, 4932, 4933, 4934, loi du 4 mars 1909, sur le « Copyright ».

La loi protège les dessins nouveaux, originaux et ornementaux pour les produits industriels à la condition que le dessin n'ait pas été connu auparavant, ni breveté ou décrit plus de deux ans avant le dépôt, ni mis en vente ou en usage public depuis plus de deux ans avant ledit dépôt à moins que l'abandon du dessin ne soit prouvé.

Toute demande de brevet pour dessin doit être présentée au commissaire des brevets à Washington. La procédure est la même que pour les brevets d'invention.

La demande de brevet de dessin est soumise à l'examen préalable, tout breveté ou ses ayants cause et toutes personnes fabriquant ou vendant des articles brevetés doivent prévenir le public, d'une manière suffisante, que l'objet est breveté.

La durée du brevet est de quatorze ans au maximum et le breveté doit acquitter une taxe annuelle. La loi ne fait pas de différence entre les nationaux et les étrangers pour le dépôt d'une demande de brevet pour dessins ou modèles.

634. *Marques de fabrique.* — Loi du 20 février 1905. Règlement du 27 juillet 1911; Lois du 2 mars 1907 et du 18 février 1909.

La loi américaine n'a pas déterminé les éléments constitutifs de la marque, mais elle refuse l'enregistrement des marques constituées d'éléments immoraux ou scandaleux, de celles qui reproduisent ou imitent le drapeau, les armoiries des Etats-Unis, des Etats confédérés, d'une municipalité ou d'une nation étrangère, de celles qui reproduisent

ou imitent une marque déjà enregistrée ou connue pour appartenir à un tiers, de celles qui consistent en un nom de personne, de Société, et dont l'aspect n'a rien de distinctif, de celles qui consistent uniquement en mots ou dessins descriptifs de marchandises auxquelles elles sont destinées ou bien en un nom ou terme géographique. Le portrait d'une personne vivante ne pourra être enregistré qu'avec son consentement. La loi refuse également l'enregistrement d'une marque servant à un commerce illégal ou employée dans un but de fraude.

La marque appartient au premier usager, sa propriété est subordonnée à son emploi effectif sur les articles livrés au commerce ; l'enregistrement n'est donc pas attributif de propriété, il constitue simplement une présomption favorable au droit à la marque.

La durée de la protection est de 20 ans à partir de la date du certificat avec faculté de renouvellement.

Toute demande de marque est soumise à un examen préalable. Si l'examen est favorable, la marque est publiée et les oppositions doivent se produire dans les 30 jours qui suivent cette publication. Trois appels successifs sont possibles en cas de refus d'une marque.

Les marques des étrangers ne résidant pas aux Etats-Unis sont admises à l'enregistrement sous la condition de réciprocité.

635. *Nom commercial et indications d'origine.* — En ce qui concerne la protection du nom d'origine, il existe celle qui est accordée par les lois douanières traitant de la désignation des pays d'origine pour les marchandises importées et qui exige qu'à cette fin, elles soient clairement marquées. Sans ces marques, les marchandises ne peuvent être importées.

Les sanctions consistent en des peines d'amende et de détention pour les fausses marques ou leur altération frauduleuse. La loi actuellement en vigueur est contenue dans l'acte du 3 octobre 1913, section IV, parag. F.

D'autre part, la « Federal Trade Commission » créée par le « Congress » en 1914, intervient dans tous les cas où il y a une fausse indication de provenance des marchandises.

Enfin, la section III de l'Acte du 19 mars 1920 a prévu des sanctions contre ceux qui emploient frauduleusement des désignations fausses relatives à l'origine des marchandises. Une action en dommages-intérêts est ouverte à toute personne lésée qui peut également obtenir un arrêt de saisie dont la violation est punissable de détention ou d'amende.

636. *Concurrence déloyale.* — Il existe aux Etats-Unis, une législation spéciale sur la concurrence déloyale, indépendante de celle des brevets d'invention et des marques de fabrique. Mais cette législation est d'une nature particulière. Elle dérive, en grande partie, du « Sherman Act » de 1890 qui est considéré comme la loi générale et fédérale en ce qui concerne les « trusts ». Quoique les prohibitions de cette loi soient, en principe, applicables aux monopoles, elles ont été, en pratique, surtout appliquées à l'ensemble des dispositions qui réglementent le commerce entre les Etats et avec l'étranger.

Par suite de certaines décisions de tribunaux prises conformément au statut « antitrust », une série de lois a été adoptée qui font une distinction entre les actes de concurrence permise et les actes de concurrence déloyale. En conséquence, l'interprétation la plus répandue aux Etats-Unis du terme « concurrence déloyale » est qu'il se rapporte au système de loi basé sur le statut « antitrust ».

La loi américaine sur la concurrence déloyale a été améliorée en 1914 quand le « Congress » a créé une « Federal Trade Commission », lui accordant le droit d'empêcher dans le commerce entre les Etats et avec l'étranger, c'est-à-dire, dans le commerce qui est sous le contrôle du « Federal Trade Congress », l'usage des méthodes de concurrence déloyale quelles qu'elles soient.

Les sanctions introduites par cette nouvelle législation ne remplacent pas les mesures existantes, mais elles sont complémentaires et ont pour objet de fournir à toute personne qui estime qu'un concurrent a usé envers elle de procédés déloyaux, l'occasion de faire examiner son cas et de faire appliquer toute sanction appropriée.

En 1918, la loi américaine a été étendue et est devenue applicable aux Américains en dehors des Etats-Unis, en

vue de réprimer la concurrence déloyale dans le commerce étranger. D'après ce statut (Section IV de la loi du 10 avril 1918), la « Federal Trade Commission » peut tenir un Américain responsable, d'après le principe du droit américain, des actions qu'il commet contre un concurrent en dehors des Etats-Unis et même si, d'après la loi du pays où elles ont été commises, elles sont légitimes où ont été jugées comme telles.

Enfin signalons, la section 316 du nouveau tarif douanier des Etats-Unis d'Amérique, dit « Tarif Fordney Mac Cumber » entré en vigueur le 21 septembre 1922, déclarant illégales « toutes méthodes de concurrence déloyale, toutes manœuvres déloyales relatives à l'importation d'articles dans les Etats-Unis ou encore à la vente de ces articles par le propriétaire, importateur, consignataire ou agent de l'un d'eux, et ayant pour effet ou pour but de détruire une industrie ou de lui causer un préjudice sensible, et qui seraient effectivement mises en œuvre, par des procédés économiques aux Etats-Unis, ou encore tendant à empêcher la création de telles industries ou à restreindre ou monopoliser le commerce intérieur et extérieur des Etats-Unis ».

En vue d'aider le Président à prendre toutes décisions utiles, la Commission des droits de douane aux Etats-Unis, est autorisée à procéder à des enquêtes relativement à toute infraction présumée à ces dispositions « soit sur plainte remise à elle sous serment, soit de sa propre initiative ».

La sanction toute douanière consistera dans la fixation d'un droit additionnel qui ne pourra excéder 50 0/0, ni être inférieur à 10 0/0 de la valeur des articles. Cette mesure est destinée à interdire les méthodes et manœuvres déloyales et sera applicable aux articles dont l'importation constituerait une infraction aux dispositions de la loi.

Dans des cas graves de méthodes ou de manœuvres déloyales, le Président pourra ordonner que les articles mettant en jeu l'intérêt des Etats-Unis soient prohibés à l'importation.

Ces dispositions visent essentiellement la protection du commerce américain.

CHAPITRE IX

Grande-Bretagne

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

637. — Loi destinée à modifier et à codifier la législation concernant le droit d'auteur (16 décembre 1911).

Loi du 19 mai 1915 destinée à modifier la loi du 16 décembre 1911 quant au dépôt de livres au Musée britannique.

Le droit de reproduction est maintenant un droit statutaire réglementé par le « Copyright Act » de 1911. Il s'applique aux œuvres littéraires, dramatiques, musicales artistiques. L'expression « œuvres littéraires » comprend notamment les cartes, chartes, plans, tables et autres compilations ; les mots « œuvres dramatiques » comprennent en outre, les œuvres chorégraphiques, les pantomimes et les productions cinématographiques d'un caractère original ; les « œuvres artistiques » comprennent la peinture, le dessin, la sculpture et l'architecture, ainsi que les gravures, imprimés et photographies.

Pour avoir droit à la protection de la loi, il faut que l'œuvre soit originale ; quand il s'agit d'une œuvre publiée, elle doit l'être dans le pays où joue le droit de reproduction, et quand il s'agit d'une œuvre qui n'est pas publiée, l'auteur, au moment où il l'exécute, doit être sujet britannique ou résider dans le pays où joue le droit de reproduction.

La durée du droit de reproduction, à moins qu'il ne soit stipulé autrement, est de la vie de l'auteur et d'une période de 50 ans après sa mort. Toutefois, en ce qui concerne les œuvres publiées, cette disposition est soumise à la réserve suivante : à l'expiration d'un délai de 25 ans ou, au cas où le droit de reproduction joue encore au 16 décembre 1922, de 30 ans après la mort de l'auteur, n'importe qui, peut reproduire son œuvre, à condition de faire connaître

par écrit son intention au propriétaire du droit de reproduction et de lui verser un droit de 10 0/0 sur le prix fort de chaque volume vendu.

La législation sur le droit de reproduction, quand il s'agit de travaux préparés ou publiés par la Couronne ou un département gouvernemental ou sur leurs ordres, continue de jouer pendant 50 ans après la publication de ces travaux.

Le droit d'auteur est perpétuel pour les universités d'Oxford, de Cambridge et d'Ecosse et pour les collèges publics, en vertu de la loi de 1775, mais la reproduction des cours des professeurs pour enseigner publiquement reste permise.

Quand il s'agit de disques musicaux, le droit de reproduction joue pendant 50 ans, à courir de la date de l'enregistrement du disque primitif, et le droit de reproduction pour les photographies joue pendant 50 ans à courir de la date où a été fait le négatif original.

Sous réserve des stipulations des lois sur le « Copyright », l'auteur d'une œuvre est le premier propriétaire des droits de reproduction de cette œuvre, mais quand il s'agit de gravures, de photographies ou de portraits, la personne qui a commandé et payé la plaque ou l'original est, à moins d'accord contraire, le premier propriétaire du droit de reproduction et, dans le cas d'un travail exécuté par un employé pendant ses heures de travail, l'employeur, à moins d'accord contraire, est le premier propriétaire du droit de reproduction.

Lorsque le droit de reproduction d'une œuvre quelconque se trouve violé, le propriétaire de ce droit peut, d'une manière générale, recevoir toutes les compensations par voie de sommation, de dommages, de comptes ou tout autre voie que la loi accorde en cas de violation de droit.

La loi sur la reproduction prévoit également que les différents délits seront frappés d'amendes par les tribunaux de simple police. Elle prohibe l'importation des exemplaires tirés en dehors du Royaume-Uni, en violation du droit de reproduction, si les propriétaires de ce droit de reproduction préviennent les agents des douanes de leur désir de s'opposer à la dite importation.

L'action pour violation du droit de reproduction se prescrit par trois années.

Autrefois, un registre des droits de reproduction « Register of Copyright » était tenu à jour au Syndicat des libraires, « Stationers Hall » et toute œuvre qui n'avait pas été déposée ne pouvait donner lieu à des poursuites pour violation du droit de reproduction.

La loi de 1911 a aboli l'obligation de dépôt.

La loi sur la reproduction « Copyright » peut, en vertu d'ordonnance royale rendue en Conseil, être appliquée aux travaux originaires publiés à l'étranger tout comme s'ils étaient publiés pour la première fois en Grande-Bretagne, aux productions littéraires, dramatiques, musicales, artistiques.

SECTION II. — Propriété industrielle

638. *Brevets d'invention.* — Lois des 28 août 1907, 23 décembre 1919 et règlements postérieurs.

La loi ne donne pas de définition des inventions brevetables, mais tout genre de nouvelle fabrication est brevetable, la nouveauté étant d'ailleurs relative, c'est-à-dire qu'il suffit que l'œuvre n'ait pas été publiée depuis cinquante ans.

La durée du brevet est de 16 années à dater du jour de la demande et le brevet d'addition prend fin avec le brevet principal. Dans certains cas, la loi anglaise permet la prolongation des brevets de 7 et même de 14 ans par pétition, 6 mois au moins avant leur date d'expiration normale. Un brevet déchu peut également être restauré.

Le titulaire d'un brevet est tenu au paiement d'une taxe annuelle.

La demande de brevet est soumise à un examen de forme. Les antériorités doivent être notifiées au déposant et, après discussion, il est possible de les mentionner dans la description en vue de renseigner le public ou même de refuser le brevet. La décision du contrôleur est susceptible d'appel.

La demande de brevet doit être publiée et l'appel aux oppositions est ouvert pendant 2 mois.

La description peut être modifiée après coup, par renonciation, après publicité et appel aux oppositions. Enfin, le tiers qui aurait été en droit de faire opposition à la délivrance du brevet, peut requérir du contrôleur pendant deux ans, la révocation du brevet.

Quant aux déchéances susceptibles de frapper le brevet, elles peuvent avoir lieu si la description définitive n'est pas la même que la description provisoire. D'autre part, la révocation du brevet peut être prononcée après 4 ans, si l'exploitation n'est pas principale en Angleterre.

En outre, il est possible, 3 ans après la date de prise du brevet, de demander une licence obligatoire et la déchéance du brevet s'il n'est pas, au point de vue de l'exploitation de l'invention, satisfait aux exigences raisonnables du public.

La licence est obligatoire en faveur de l'Etat pour toute invention intéressant la Défense nationale.

La sanction de la violation des droits du breveté consiste en une action civile en vue de l'allocation de dommages-intérêts.

639. *Protection provisoire aux Expositions.* — L'art. 45 a organisé la protection des inventions dans toute Exposition industrielle ou internationale certifiée comme telle par le « Board of Trade ».

640. *Dessins et modèles.* — La loi du 28 août 1907 protège tout dessin applicable au modèle, à la forme ou à la configuration d'un objet, ou encore à l'ornementation de ce dernier, et quel que soit le moyen par lequel il est appliqué, à la condition que le dessin soit nouveau et original et non encore publié dans le Royaume-Uni.

La demande d'enregistrement d'un dessin est soumise au contrôleur qui examine s'il n'y a pas d'objection à l'enregistrement. L'intéressé peut appeler de sa décision dans le délai d'un mois devant le « Board of Trade ».

Le dépôt reste secret 5 ans, à partir de son enregistrement, pour les dessins imprimés ou tissés sur étoffe et pendant 2 ans pour les autres dessins ; après ce laps de temps, toute personne est admise à en prendre connaissance. Avant toute mise en vente, le propriétaire doit faire murer l'objet de la mention « Registered ».

La durée de la protection est de 5 ans avec faculté de prolongations successives de 5 en 5 ans jusqu'à 15 ans et moyennant le paiement d'une taxe.

L'enregistrement peut être radié si l'application industrielle du dessin a lieu principalement ou exclusivement hors du Royaume-Uni.

641. *Marques de fabrique.* — Lois des 11 août 1905 et 28 août 1907. Une marque susceptible d'enregistrement doit comprendre un des éléments essentiels ci-après : le nom d'une compagnie, d'une personne ou d'une société commerciale exécuté d'une manière particulière, la signature du déposant ou de l'un de ses prédécesseurs, un ou plusieurs mots inventés, un ou plusieurs mots ne se rapportant pas directement à la nature ou à la qualité des marchandises et ne constituant pas, dans leur acception ordinaire, un nom géographique ou un nom de famille, toute autre marque distinctive.

Ne sont pas susceptibles d'être enregistrés comme marque ou partie de marque, un dessin scandaleux, un objet de nature à induire en erreur ou qui, pour toute autre raison, ne serait pas susceptible de protection par un tribunal, ou bien encore qui serait contraire à la loi ou à la morale. Peuvent être également refusés à l'enregistrement, les marques portant les mots « brevet », « protégé par brevet royal », etc... et toutes autres mentions ayant le même effet, les portraits de leurs Majestés ou d'un membre de la famille royale, les armoiries royales, les couronnes, etc... pouvant faire croire à l'existence d'un patronage officiel. Les autres armoiries et les portraits ne peuvent être employés comme marques qu'avec l'autorisation des ayants droit.

L'enregistrement d'une marque confère une présomption de droit à celle-ci et celui de poursuivre le contrefacteur. Ce n'est que sept ans après l'usage de la marque, qu'elle sera considérée comme valide.

La durée de la protection est de quatorze ans, avec faculté de renouvellement, moyennant une taxe de dépôt.

Il existe en Angleterre un examen préalable en vue de savoir si la marque peut être protégée. En cas de refus

d'enregistrement, l'intéressé a la ressource, à son choix, de s'adresser aux Tribunaux ou au « Board of Trade ». S'il y a des antériorités, un exposé en est adressé au déposant. S'il ne demande pas une audience au « Registrar » dans le délai d'un mois, il est considéré comme ayant retiré sa demande.

Toute demande enregistrée est publiée et chacun pourra faire opposition auprès du « Registrar » dans le délai d'un mois. Sa décision est susceptible d'appel devant les Tribunaux judiciaires ou devant le « Board of Trade ».

642. *Nom commercial, Indications d'origine, Concurrence déloyale.* — Le législateur anglais s'est appliqué à prévenir l'apposition des fausses indications de provenance sur les marchandises. Les lois de 1883 à 1888 et plus particulièrement celle de 1887 complétée par des règlements, ordonnances et circulaires ont édicté, à ce sujet, des règles minutieuses.

La protection de l'indication de provenance est plus apparente que réelle. La législation, en principe, ne réprime pas seulement les atteintes portées par des concurrents peu scrupuleux aux intérêts des fabricants britanniques, elle intervient également pour s'opposer à l'introduction dans le Royaume-Uni, des marchandises marquées de manière à faire croire, à tort, qu'elles proviennent d'un pays tiers.

En fait, elle est seulement protectrice des intérêts du commerce anglais et ne réprime pas les fausses indications d'origine concernant les produits qui ne sont pas anglais, bien que la répression doive jouer, qu'il s'agisse de marchandises portant une fausse indication d'origine britannique ou étrangère (Sections 2-16 de la loi sur les marques du 23 août 1887).

La section 2 interdit l'apposition d'une fausse désignation commerciale ainsi que la vente et la mise en vente de marchandises portant une fausse désignation commerciale.

La fausse désignation commerciale, aux termes de la section 3, consiste, entre autres, en une désignation, déclaration ou toute autre indication directe ou indirecte fausse,

concernant le lieu où les marchandises ont été produites ou fabriquées.

La section 16, dans un but de sauvegarde du consommateur anglais, interdit l'importation de tout article muni d'une fausse désignation commerciale.

Si le nom ou la marque d'un produit sont réellement ou prétendus être ceux d'un négociant ou fabricant anglais, le correctif « Made in... », s'impose.

Si le produit est revêtu du nom d'une localité existant en Angleterre, il faut préciser le pays d'origine.

Toute désignation rédigée dans une langue étrangère, autre que celle du pays importateur, doit être accompagnée du correctif « Made in... ».

L'ordonnance générale des douanes du 26 février 1900 a codifié les instructions données pour l'application de la loi sur les marques de marchandises de 1887.

Un projet de loi a été déposé le 10 avril 1922 qui a pour objet de réviser et de compléter la loi de 1887 sur les marques de marchandises, en ce qui concerne la question des indications de provenance, et de permettre à l'administration d'exiger la mention de l'indication d'origine pour certaines marchandises qui, en raison de leur forme, de leur style ou de leur qualité, peuvent être la cause d'une erreur de provenance.

Il n'existe pas dans la loi anglaise de principe juridique général, tel que les art. 1382 et 1383 du Code civil, permettant d'atteindre civilement tous les actes de concurrence déloyale. Toutefois, le droit coutumier prévoit des poursuites en dommages-intérêts contre quiconque cause illégalement un dommage à autrui.

CHAPITRE X

Hongrie

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

643. *Œuvres littéraires.* — La loi du 31 décembre 1921 LVI, concernant le droit d'auteur qui a abrogé la loi de 1884, n'est pas en tous points nouvelle. Certaines formules et dispositions de l'ancienne loi XVI, de 1884, ont été maintenues. Aux termes de la loi nouvelle, l'auteur a le droit exclusif de reproduire, publier et mettre en circulation ses œuvres littéraires. Le droit de traduction est protégé au même titre que le droit de reproduction.

Le droit d'auteur est transmissible avec ou sans restriction; à défaut de transfert, il passe aux héritiers. Le droit d'auteur sur des œuvres futures peut même faire l'objet d'un transfert. Les œuvres doivent être enregistrées.

La loi hongroise a reconnu le droit moral de l'auteur sur son œuvre puisque, même en cas de cession, il peut apporter, tant que dure le droit de reproduction, toutes modifications à son ouvrage, pourvu qu'elles ne lésent pas les intérêts légitimes du cessionnaire.

Le droit d'auteur considéré en lui-même, ne peut faire l'objet d'une saisie-exécution tant qu'il appartiendra à l'auteur, à ses héritiers ou à ses légataires.

Quel que soit le procédé employé, la reproduction, la publication ou la mise en circulation totales ou partielles d'une œuvre, sans l'assentiment de l'auteur, sont considérées comme des atteintes à son droit, et la loi énumère dans son art. 6, sans que cette énumération soit limitative, ce qui constitue ces atteintes.

La durée de la protection comprend la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort. Pour les œuvres publiées en collaboration, le délai court à partir de la date du décès du dernier auteur survivant.

Les œuvres pseudonymes ou anonymes sont protégées pendant 50 ans, à partir de la première publication.

Les œuvres posthumes sont protégées également pendant 50 ans après la mort de l'auteur et si l'œuvre est éditée pour la première fois, plus de 45 ans après sa mort, et encore dans le délai de 50 ans, elle sera protégée pendant 5 ans à partir de la publication.

Les œuvres publiées par des académies, corporations et autres personnes juridiques et par des établissements d'instruction publique, sont protégées pendant 50 ans à partir de la première publication.

L'atteinte au droit d'auteur est punie d'une amende, sans préjudice de dommages-intérêts envers la partie lésée et de la confiscation. Pour le cas où l'amende ne pourrait être encaissée, le contrefacteur est passible d'un emprisonnement qui ne peut dépasser un an.

644. *Œuvres musicales.* — L'auteur d'une œuvre musicale a les mêmes droits que l'auteur d'une œuvre littéraire et la durée de la protection est la même.

645. *Représentation et exécution publiques des œuvres dramatiques, dramatico-inusicales et musicales.* — L'auteur d'une œuvre dramatique, dramatico-musicale ou musicale, a le droit exclusif de la représenter ou de l'exécuter dans le délai de protection fixé par la loi.

Les pantomimes et les œuvres chorégraphiques sont assimilées, à tous égards, aux œuvres dramatiques ou dramatico-musicales.

646. *Œuvres des arts figuratifs et des arts appliqués.* — L'auteur d'une œuvre des arts figuratifs (œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de lithographie, etc...) a le droit exclusif de la reproduire, de la publier, de la mettre en circulation et de procéder à son exhibition commerciale à l'aide d'appareils mécaniques ou optiques, dans le délai de protection fixé par la loi. Ce droit s'exerce aussi bien sur la totalité que sur les différentes parties de l'œuvre.

Aux termes de la loi hongroise, sont également considérées comme une reproduction, l'imitation, et pour les œuvres d'architecture, la réédification,

D'autre part, la reproduction, la publication, la mise en circulation et l'exhibition commerciale d'une œuvre des arts figuratifs à l'aide d'appareils mécaniques ou optiques constituent, si l'auteur n'y a pas consenti, une violation de son droit.

En cas d'aliénation de l'œuvre, la cession n'entraîne pas le transfert du droit d'auteur.

Enfin s'il s'agit de portraits, l'exercice du droit de reproduction est subordonné à l'autorisation du commettant.

Les œuvres des arts appliqués jouissent de la protection de la loi. La loi nouvelle les a expressément assimilées aux œuvres des arts figuratifs.

Les dispositions de la présente loi sont également applicables aux illustrations, cartes géographiques et géologiques, plans topographiques, d'architectes, d'ingénieurs techniques et scientifiques, dessins, figures, esquisses et œuvres plastiques, si ces œuvres, d'après leur destination, sont considérées comme ne rentrant pas dans les arts figuratifs ou les arts appliqués.

647. *Œuvres photographiques.* — L'auteur d'une œuvre exécutée par un procédé photographique a le droit exclusif de la reproduire, de la publier, de la mettre en circulation et de l'exhiber commercialement à l'aide d'appareils mécaniques ou optiques, dans un délai de 15 années suivant l'année au cours de laquelle l'œuvre a été éditée pour la première fois.

Si l'œuvre photographique n'a pas été éditée du vivant de l'auteur, la protection prendra fin 15 années après celle au cours de laquelle l'auteur est décédé.

648. *Œuvres cinématographiques.* — Elles sont protégées, suivant leur nature, comme œuvres littéraires, œuvres des arts figuratifs ou œuvres photographiques, lorsque par le sujet inventé, par les dispositifs de la mise en scène, par les combinaisons des incidents représentés ou par l'effet de toute autre disposition, l'auteur a donné à l'œuvre un caractère personnel et original. Les droits appartenant à l'auteur de l'œuvre originale demeurent réservés en cas d'adaptation cinématographique.

Le droit exclusif, au profit de l'auteur, de représenter

publiquement une œuvre cinématographique, dure aussi longtemps que la protection accordée à la catégorie d'ouvrages dans laquelle cette œuvre est rangée.

Il est à peine besoin d'indiquer que les dispositions de la loi qui répriment la contrefaçon littéraire s'appliquent au cas de contrefaçon artistique, dramatique, musicale, cinématographique, etc...

649. *Protection des étrangers.* — La présente loi protège les œuvres des ressortissants hongrois éditées ou rendues publiques pour la première fois à l'étranger.

Les étrangers ne peuvent revendiquer son bénéfice que si l'œuvre a été éditée pour la première fois en Hongrie.

Les œuvres des ressortissants étrangers déjà protégés sous le régime de l'ancienne loi de 1884, par application de l'art. 79, al. 3 de celle-ci, ou en raison du fait que l'auteur était précédemment sujet hongrois, jouiront également de la protection de la loi.

SECTION II. — Propriété industrielle

650. *Brevets d'invention.* — Loi du 14 juillet 1895. Loi XI de 1911. Loi du 9 novembre 1920. Nombreuses ordonnances.

Les règles applicables à la brevetabilité, la durée, la demande, la délivrance, les nullités, les déchéances et la licence sont les mêmes que celles appliquées en Autriche.

La répression de l'atteinte portée aux droits du breveté est pénale et consiste en une amende et dans la confiscation. Elle donne également lieu à une action civile en vue de l'allocation de dommages-intérêts.

651. *Dessins et modèles.* — Le décret du 31 décembre 1907 accorde sa protection aux producteurs de modèles nouveaux applicables aux produits industriels et à leurs ayants droit.

Le propriétaire qui a fait enregistrer sa création est présumé être l'auteur du dessin ou modèle.

On entend par modèle toute création : dessin, découpage ou objet quelconque présenté sur une application plate, convexe, concave ou en relief.

L'enregistrement est sans effet si le modèle a été appliqué à des produits industriels mis en vente en Hongrie ou à l'étranger avant le jour du dépôt, s'il a été publié dans un imprimé ou s'il a été enregistré auparavant au profit d'un tiers.

Le dépôt doit être effectué au bureau de la Chambre de commerce et d'industrie à laquelle ressort l'établissement industriel du déposant.

L'enregistrement se fait sans examen et sa durée est de trois ans au maximum, au choix du déposant, moyennant le paiement d'une taxe.

Le droit privatif conféré par le dépôt tombe en déchéance si le modèle n'est pas exploité en Hongrie dans le délai d'un an, si le déposant importe de l'étranger des modèles semblables à celui qui est déposé ou bien si le propriétaire établi à l'étranger n'a pas désigné, dans les 6 mois, un représentant en Hongrie.

Les dessins et modèles jouissent également de la protection de la loi LVI du 31 décembre 1921.

652. *Marques de fabrique.* — La loi hongroise du 30 juillet 1895 sur les marques est identique à la loi autrichienne.

Le XXII^e article législatif de 1921, modifiant et complétant la loi de 1910, a créé le droit à la marque collective pour les associations industrielles et pour les autres personnes juridiques, même si elles ne sont pas propriétaires d'un établissement industriel ou commercial.

Les étrangers ont le droit de déposer leur marque en Hongrie s'ils peuvent se prévaloir de conventions internationales.

653. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — Les fraudes sur l'origine, encore récemment, pouvaient être poursuivies du chef de la concurrence déloyale (loi de 1884, art. 58 et 157), dont le champ d'application était étendu.

La loi du 30 juin 1893 (XXIII^e de 1893), sur la fabrication et le commerce des vins artificiels interdit l'emploi des fausses indications de provenance ou de qualité.

D'autre part, la loi de 1907 sur les vins d'origine, a rendu exécutoires les accords entre l'Autriche et la Hongrie

pour la protection des produits vinicoles et, notamment, du vin de Tokay, aux termes desquels constitue une fausse indication de provenance, le fait de désigner du vin qui ne provient pas des vignobles de Tokay sous ce nom. L'accord prend soin de délimiter exactement le vignoble de Tokay.

La concurrence déloyale était spécialement visée par les art. 58 et 157 de la loi de 1884 sur l'industrie. Aucun industriel, ne pouvait faire figurer dans sa raison de commerce, dans ses imprimés ou affiches, des désignations ou indications ne correspondant pas à la situation véritable de la maison ou à la réalité. L'infraction à ces dispositions était punie d'une amende.

En exécution des engagements imposés par les art. 274 et 275 du traité de paix de Trianon, la Hongrie a complété ces mesures de protection et a adopté le 3 janvier 1923, la loi V destinée à réprimer la concurrence déloyale sous toutes ses formes. Elle punit les manquements importants à la probité dans les affaires. Ce sont notamment : les louanges faites avec l'intention de duper, les usurpations ou imitations par un commerçant d'un nom, d'une raison commerciale ou d'une effigie, d'un signe auxquels il n'a pas droit, les atteintes au bon renom ou au crédit, la violation des secrets de fabrique, la corruption, la trahison du secret professionnel, le port de fausses décorations, etc..., etc...

Les peines sont, suivant la gravité de l'infraction, l'allocation de simples dommages et intérêts, l'amende jusqu'à 500.000 couronnes, l'emprisonnement jusqu'à 3 ans et, en cas de récidive dans un délai de deux années, l'amende peut être portée à 1.000.000 de couronnes et l'emprisonnement à 5 années, sans préjudice de la confiscation ou de la destruction.

CHAPITRE XI

Italie

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

654. — Loi du 19 septembre 1882 : texte codifié des lois relatives aux droits appartenant aux auteurs des œuvres de l'esprit ; Code pénal de 1889 (art. 296 et 297) ; Code civil (art. 437), loi n° 432 concernant le dépôt obligatoire.

Les auteurs des œuvres de l'esprit ont le droit exclusif de les publier et de les reproduire.

L'exercice de ce droit appartient à l'auteur pendant toute sa vie. S'il vient à mourir avant qu'il ne se soit écoulé une période de 40 années à partir de la publication de l'œuvre, ce droit appartient à ses héritiers ou à ses ayants cause jusqu'à l'expiration du terme de 40 années. Après l'accomplissement de cette première période, commence une seconde période de 40 années durant laquelle l'œuvre peut être publiée, sans le consentement de l'auteur, sous la réserve de lui verser une redevance de 5 0/0 sur le prix de vente.

Le droit d'auteur appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux académies ou autres sociétés scientifiques, littéraires ou artistiques, sur les œuvres publiées par leurs soins, est de 20 années à dater de la publication.

Pour se prévaloir du bénéfice de la loi, le dépôt est obligatoire à la Préfecture de la Province. A défaut de déclaration par laquelle on entend revendiquer le droit d'auteur sur une œuvre et de dépôt dans le cours des 10 premières années qui suivent la publication d'une œuvre, tout droit d'auteur sera considéré comme définitivement abandonné.

L'auteur jouit du droit exclusif de traduction pendant 10 ans.

Il a également le droit de représentation exclusive sur son œuvre, à la condition de remplir les formalités de la déclaration et du dépôt.

Le temps utile pour la déclaration et pour les dépôts requis en garantie du droit d'auteur est de trois mois à dater de la publication de l'œuvre ou de la première représentation.

La loi est applicable aux auteurs d'œuvres publiées dans les pays étrangers, sous réserve de réciprocité.

La refonte de la loi italienne sur la propriété littéraire et artistique est actuellement à l'étude.

SECTION II. — Propriété industrielle

655. *Brevets d'invention.* — Loi du 30 octobre 1859. Loi du 4 avril 1884. Loi du 31 janvier 1864 et nombreuses instructions. Loi du 16 juillet 1905 concernant la protection de la propriété industrielle aux Expositions.

Les conditions de brevetabilité sont les mêmes que celles exigées par la loi française. La durée des brevets est de 15 ans à compter du dernier jour soit de mars, de septembre ou de décembre après la demande.

Les brevets demandés pour moins de 15 ans peuvent être prolongés. Le brevet additionnel suit le sort du brevet principal et le breveté est soumis à l'obligation du paiement d'une taxe annuelle.

Il n'existe pas d'examen préalable en Italie.

Quant aux causes de nullité et de déchéance, elles sont à peu près identiques à celles de la loi française.

La loi accorde aux brevetés un droit de préférence de 6 mois pour la prise du brevet de perfectionnement.

La déchéance a lieu, en cas de non exploitation ou de suspension d'exploitation, dans l'année pour les brevets de moins de 5 ans, et dans les 2 ans pour les brevets de 5 à 15 ans, sauf justifications.

Le contrefacteur est puni d'une peine d'amende ; de plus, la confiscation est ordonnée si l'action civile en dommages-intérêts est engagée conjointement à l'action pénale.

656. *Protection aux Expositions.* — La protection aux expositions est accordée, sous l'obligation de réciprocité

pour les pays étrangers, dans les Expositions nationales ou internationales organisées dans le pays ou à l'étranger, et désignées par décret royal.

La priorité remonte à un mois avant l'ouverture et dure jusqu'à douze mois après celle-ci. Pour les Expositions étrangères, le délai fixé par le pays en cause est appliqué s'il est plus court.

657. *Dessins et modèles*. — Lois des 30 août 1868, 18 mai 1882 et règlements d'application.

La loi italienne n'a pas donné de définition des dessins et modèles.

Les certificats sont délivrés sous les conditions et pour les effets prévus par les lois sur les brevets des 30 octobre 1859 et 31 janvier 1864. Est donc réputé nouveau, le dessin ou modèle qui n'a jamais été connu auparavant, ou bien encore si, en ayant quelque connaissance, on ignorait les particularités nécessaires à son exécution.

La demande n'est pas soumise à un examen préalable. La durée de la protection est de 2 années à partir de la publication.

Le privilège prend fin de plein droit si les inventeurs n'ont pas mis leurs dessins en œuvre dans l'année qui suit la publication.

La demande de certificat peut être formée par des étrangers, mais la durée de la protection ne peut excéder 2 années, même si elle a été concédée pour un temps plus long à l'étranger.

658. *Marques de fabrique*. — Loi du 30 août 1868 et règlements postérieurs.

Est considéré comme marque, le signe qu'une personne dépose pour distinguer ses produits, ses marchandises ou bien même ses animaux.

La marque doit être différente de celles légalement employées par autrui. Elle doit indiquer le lieu d'origine, la fabrique ou le commerce, de façon à constater le nom de la personne, la raison de commerce de la Société ou la dénomination de l'établissement d'où proviennent les marchandises. En outre, une signature manuscrite ou reproduite d'une autre manière, peut constituer une marque.

Le dépôt, sans examen préalable, confère le droit exclusif à l'usage de la marque.

La jurisprudence est divisée en Italie sur le point de savoir si le dépôt est attributif ou simplement déclaratif de propriété.

La marque non déposée est protégée en vertu des dispositions du Code civil relatives à la concurrence déloyale.

La durée de la protection est indéterminée, une taxe est exigible lors du dépôt.

Les marques étrangères sont admises au dépôt sans aucune condition de réciprocité.

659. *Nom commercial. Indications de provenance. Concurrence déloyale.* — Le Code pénal de 1889 (art. 295 et 297) punit de peines sévères celui qui, dans l'exercice de son commerce, trompe l'acheteur en lui remettant un produit pour un autre ou distinct par son origine, et quiconque introduit en Italie, des produits pourvus de noms, marques ou signes distinctifs propres à induire en erreur l'acheteur quant à l'origine ou à la qualité du produit.

La loi du 5 avril 1908 sur les huiles d'olives, rendue en vue de protéger cette industrie nationale, défend de verser dans le commerce, sous cette appellation, de l'huile d'olives qui ne serait pas pure.

L'art. 1151 du Code civil équivalent à notre art. 1382, permet d'atteindre les cas variés de concurrence déloyale.

CHAPITRE XII

Japon

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

660. — Loi du 3 mars 1899 sur le droit d'auteur. Loi du 14 juin 1910 amendant la loi du 3 mars 1899. Ordonnances et arrêts postérieurs.

Le droit d'auteur consiste dans le droit exclusif de reproduction comprenant celui de traduction, d'exécution et de représentation publique. Ce droit s'applique à toutes les œuvres littéraires et artistiques y compris les œuvres d'art plastique, d'architecture et les photographies.

Des dispositions spéciales visent les œuvres anonymes, pseudonymes, posthumes et inédites émanant d'auteurs inconnus.

Le dépôt préalable est obligatoire, mais l'enregistrement est facultatif, la loi japonaise ayant adopté le système français. Le dépôt est simplement déclaratif et non attributif de propriété.

La durée du droit est de 30 ans après la mort de l'auteur, elle n'est que de 10 ans pour les œuvres photographiques. Ce délai court à partir de l'année qui suit celle de la publication.

Le droit de traduction est assimilé au droit de reproduction. Toutefois, si un délai de 10 ans s'est écoulé sans que l'auteur ait fait traduire son œuvre en une langue déterminée, il est privé du droit de poursuivre la traduction faite en cette langue.

La loi japonaise a adopté une disposition intéressante visant le droit moral de l'auteur sur son œuvre. Elle édicte l'insaisissabilité par les créanciers des œuvres inédites et du droit d'auteur, et l'interdiction de toute modification apportée à l'œuvre par le cessionnaire.

Les œuvres étrangères publiées pour la première fois

sur le territoire japonais sont protégées, quant aux autres, la protection ne leur est accordée que sous la condition de la réciprocité diplomatique.

SECTION II. — Propriété industrielle

661. *Brevets d'invention.* — Loi des 1^{er} mars 1899, 12 février 1902, 2 avril 1909.

Toutes les inventions industrielles nouvelles, c'est-à-dire non rendues publiques dans l'empire 2 ans avant la demande, sont brevetables, à l'exception de celles relatives aux aliments, boissons, articles de consommation, médicaments et contenant des dispositions contraires aux bonnes mœurs et à la sécurité publique. La loi japonaise a reconnu le droit à la revendication de la possession personnelle pendant 2 ans.

La durée des brevets est de 15 ans à partir du dépôt. Le brevet additionnel est de même durée que le brevet principal.

Le montant de la taxe est progressif.

L'examen préalable n'est institué que pour les brevets intéressant la Défense nationale.

La déchéance est encourue en cas de non exploitation dans l'Empire dans les 3 années de la date du brevet ou en cas de cessation d'exploitation pendant cette période. Les excuses sont admises. L'exploitation du brevet obtenue par un tiers, grâce à l'accord d'une licence consentie par le titulaire du brevet ou par un jugement moyennant indemnité, entraîne pour le breveté la déchéance de son droit.

La violation des droits du breveté est punie très sévèrement de travaux forcés et d'une amende. A ces peines, il faut ajouter la confiscation et les dommages-intérêts.

662. *Protection aux Expositions.* — La protection provisoire est accordée aux Expositions officielles ou officiellement reconnues désignées par ordonnance impériale. La durée est de 6 mois à partir de l'ouverture de l'exposition.

663. *Dessins et modèles.* — Lois des 2 avril 1909 et 18 mars 1916.

Le dessin ou modèle est toute disposition applicable à un objet et relative à sa forme, à son dessin, à sa couleur, à la combinaison de ses divers éléments.

Quant au droit d'enregistrement, lorsqu'il s'agit d'un objet exécuté au service d'un tiers ou par contrat, il appartient à celui qui a commandé le travail ou au patron, à moins de convention expresse contraire.

Le dépôt se fait à l'office des brevets sous pli cacheté ou ouvert.

Il existe un examen préalable et l'enregistrement n'est accordé que si les dessins ou modèles ne sont pas connus ou employés publiquement dans l'Empire, ou bien s'ils n'ont pas encore été rendus publics dans des imprimés, avant le dépôt, de façon à rendre facile leur exécution.

Le dessin ou modèle peut être tenu secret 3 ans au maximum à dater de l'enregistrement. La loi oblige toute personne protégée à apposer sur les objets fabriqués ou sur leurs enveloppes, un signe indiquant leur enregistrement.

La durée de la protection est de 10 ans moyennant le paiement d'une taxe.

Les étrangers ne sont pas obligés d'exploiter, mais ceux qui ne sont pas domiciliés ne sont protégés que sous réserve de réciprocité.

664. *Marques de fabrique.* — Loi du 2 avril 1909.

Les marques susceptibles d'être enregistrées doivent être spéciales et distinctives, et composées de lettres, figures, signes isolés ou combinés.

Ne sont pas susceptibles d'enregistrement : celles qui contiennent une représentation de l'emblème impérial : le chrysanthème, du Pavillon national, des décorations, des drapeaux étrangers, etc... ; celles qui sont de nature à porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou à tromper le public ; les marques identiques et analogues à celles qui sont ordinairement employées pour les marchandises de même genre ; celles représentant la Croix-Rouge ou analogues aux médailles, attestations écrites de récompenses ou certificats de mérite décernés dans les Expositions ou concours organisés soit par le Gouvernement, soit par une administration départementale ; celles qui

contiennent le portrait, le nom ou la raison de commerce de tierces personnes, ou le nom d'une personne juridique ou d'une association, à moins que leur usage n'ait été autorisé ; celles qui sont analogues aux marques tombées en déchéance, s'il ne s'est pas écoulé une année depuis cette déchéance.

L'enregistrement d'une marque est soumis à un examen préalable et l'intéressé peut, en cas de refus, demander qu'il soit procédé à un nouvel examen.

Le droit à la marque prend naissance avec l'enregistrement. La durée de protection est de 20 ans, avec faculté de renouvellement moyennant le paiement d'une taxe.

Les étrangers n'ayant ni domicile, ni établissement au Japon, ne peuvent jouir de la protection qu'en vertu de la réciprocité législative ou diplomatique.

665. *Fausse indications de provenance, Concurrence déloyale.* — Il n'existe pas de loi spéciale en ces matières et la répression des fraudes sur l'origine n'est obtenue que par des accords internationaux.

CHAPITRE XIII

Norvège

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

666. — Lois des 14 juillet 1893 et 25 juillet 1910. Loi du 11 mai 1909 concernant les œuvres photographiques.

La loi reconnaît à l'auteur un droit exclusif de publication, représentation, reproduction sur toutes ses œuvres, y compris les ballets, pantomimes et autres œuvres pour lesquelles une musique spéciale a été composée. Elle protège également la reproduction à l'aide d'instruments mécaniques, par l'exécution cinématographique ou toute autre exécution analogue.

La loi consacre, en outre, le droit de traduction.

Le droit d'auteur est cessible, sous certaines conditions déterminées, et la loi a énuméré les actes qui constituent une atteinte à ce droit, laquelle est sanctionnée par une peine d'amende, indépendamment de la réparation civile.

La durée du droit d'auteur s'étend jusqu'à 50 années après la mort du créateur. Pour les œuvres anonymes ou publiées sous un pseudonyme, ou dont le droit appartient à des personnes morales, la protection est de même durée, à compter de la fin de l'année de la publication.

Les droits de l'artiste sur son œuvre sont les mêmes que ceux de l'écrivain.

La loi norvégienne s'applique à toutes les œuvres des sujets norvégiens, ainsi qu'aux œuvres de sujets étrangers publiées par un éditeur norvégien. Enfin, ses dispositions peuvent être étendues par ordonnance royale, en tout ou en partie, aux œuvres publiées pour la première fois dans un pays étranger, sous condition de réciprocité.

La loi concernant les œuvres photographiques du 11 mai 1909, dispose que le droit exclusif prendra fin 15 ans après la fin de l'année civile dans laquelle le titulaire du droit

sera décédé, à la condition de l'apposition sur la photographie, de la mention du droit exclusif, ainsi que du nom du photographe.

La sanction des infractions à ces dispositions, consiste en une peine d'amende, sans préjudice des réparations civiles.

Les effets de la loi peuvent être étendus aux œuvres photographiques étrangères sous condition de réciprocité, par ordonnance royale.

SECTION II. — Propriété industrielle

667. *Brevets d'invention.* — Lois des 16 juin 1885, 29 mars 1902, 2 juillet 1910, 31 décembre 1910, 28 mars 1919.

La Norvège est un pays à examen préalable où les conditions de brevetabilité sont les mêmes qu'en Allemagne et où la durée des brevets est également de 15 années.

Les oppositions peuvent être produites pendant 2 mois.

La déchéance est encourue par le breveté en cas de non-paiement des taxes, d'inexploitation en Norvège dans les 3 années ou de cessation de l'exploitation pendant une année. La loi norvégienne a adopté le principe de la licence obligatoire concédée par arbitres.

La contrefaçon est punie d'une amende avec emprisonnement de 3 mois, au plus. Elle donne lieu, également, à la restitution des bénéfices illicites et à des dommages-intérêts.

668. *Protection aux Expositions.* — La protection temporaire est assurée aux Expositions nationales ou internationales, organisées dans le pays ou à l'étranger, pour une période de 6 mois, à dater de l'ouverture de l'exposition, sous condition de réciprocité diplomatique.

669. *Dessins et modèles.* — La loi du 2 juillet 1910 protège l'auteur du dessin ou modèle ou son ayant cause. Le déposant est présumé être l'auteur. La loi norvégienne considère comme dessins ou modèles, les nouvelles formes pour la configuration extérieure ou l'ornementation des produits industriels.

Le dessin ou modèle n'a un caractère de nouveauté que s'il n'a pas été accessible au public avant le dépôt de la demande ou si, malgré les différences de détail, il ne ressemble pas à un autre dessin ou modèle dont le public a eu connaissance.

La demande d'enregistrement crée une présomption de nouveauté.

Le dépôt peut être fait à découvert ou sous pli cacheté, à l'Office pour la protection de la propriété industrielle à Christiania.

Le dépôt est soumis à un examen préalable à l'effet de voir s'il répond aux prescriptions de la loi et s'il n'est pas contraire à la morale.

Les plis cachetés doivent être ouverts une année après le dépôt de la demande.

La durée maxima de la protection est de 15 années, par périodes de 3 ans renouvelables, moyennant le paiement d'une taxe.

La loi a imposé l'obligation d'exploiter, et la protection prend fin lorsque le propriétaire du dessin ou modèle fait ou autorise l'importation d'objets fabriqués dans un pays étranger, à moins de convention diplomatique avec ce pays.

670. *Marques de fabrique.* — Lois des 2 juillet 1910 et 28 mars 1919.

Tout signe distinctif peut faire l'objet d'une marque de fabrique ou de commerce, toutefois ne peuvent constituer une marque : l'indication du mode de fabrication de la marchandise, de l'époque ou du lieu de sa production, de sa nature, du mode de son emploi, de son contenu ou de sa composition, l'indication de son prix, de sa quantité ou de son poids. En outre, la marque ne doit pas être contraire à la morale ou de nature à causer du scandale, contenir des indications fausses de nature à induire en erreur, comprendre des armoiries ou des insignes publics.

Le droit à la marque s'acquiert par l'enregistrement. La durée de la protection est de 10 ans, avec faculté de renouvellement, moyennant le paiement d'une taxe.

Toute demande fait l'objet d'un examen préalable pour savoir si elle répond aux prescriptions de la loi et s'il n'existe

pas d'antériorités. L'intéressé peut se pourvoir contre une décision de rejet, devant la 2^e section de l'Office dont la décision est définitive.

La marque étrangère n'est pas protégée en Norvège à un degré plus étendu, ni pour un temps plus long que dans le pays d'origine et, seulement, sous la réserve de la réciprocité diplomatique.

671. *Nom commercial. Indications de provenance. Concurrence déloyale.* — La loi du 2 juillet 1910 dispose que les marchandises destinées à la vente, ne peuvent être revêtues d'une indication inexacte du lieu d'origine, ou de toute autre inscription propre à provoquer une confusion à cet égard.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux indications de lieux qui, dans les usages commerciaux, ont pour but, non pas de désigner la provenance, mais la nature de cette marchandise. Cette réserve permet toutes les contestations, les intéressés ayant à prouver que la dénomination contestée n'est pas devenue générique.

Une loi de 1903 sur les annonces commerciales, a réprimé la concurrence déloyale faite à l'aide de la publicité.

CHAPITRE XIV

Pays-Bas

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

672. — Loi du 23 septembre 1912. Lois des 16 octobre 1914 et 29 octobre 1915 modifiant les dispositions transitoires de la loi précédente. Art. 326, 326 *bis*, 327 du Code pénal.

Le droit d'auteur qui est mobilier et cessible, est le droit exclusif pour l'auteur d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, ou pour son ayant cause, de la rendre publique et de la reproduire.

En cas de cession, l'auteur reste investi de la faculté d'intenter une action en dommages-intérêts à celui qui empiète sur son droit, la loi néerlandaise reconnaissant expressément l'exercice du droit moral.

Le droit d'auteur porte sur toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quels qu'en soient le mode ou la forme de reproduction. La loi néerlandaise vise également, les œuvres d'art appliquées à l'industrie. Les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, ainsi que les recueils des différentes œuvres sont, sans préjudice du droit d'auteur de l'œuvre originale, protégées comme des œuvres distinctes.

Le droit d'auteur prend fin au bout d'une période de 50 années, à compter du jour du décès de l'auteur.

Le droit d'auteur sur une œuvre pseudonyme ou anonyme prend fin au bout de cette même période, le délai comptant du dernier jour de l'année civile dans laquelle la première publication a eu lieu. Cette disposition s'applique également, aux œuvres dont une institution publique, une association, une fondation ou une société commerciale doivent être considérées comme l'auteur, ainsi qu'aux œuvres publiées après la mort de l'auteur.

Enfin, le droit exclusif de traduction s'éteint au bout d'une période de 10 ans, à compter du dernier jour de l'année civile dans laquelle l'ouvrage a été édité pour la première fois.

Quant au droit d'auteur sur les œuvres photographiques et cinématographiques, il prend fin au bout d'une période de 50 années, à dater du dernier jour de l'année civile dans laquelle la première publication a eu lieu.

La violation du droit d'auteur est poursuivie sur plainte de la partie intéressée. Elle donne lieu à une action pénale, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

La confiscation peut également être ordonnée.

La loi s'applique à toutes les œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, publiées pour la première fois dans la partie européenne du royaume ou dans les Indes néerlandaises et dont les auteurs sont Néerlandais ou sujets néerlandais.

SECTION II. — Propriété industrielle

673. *Brevets d'invention.* — Loi du 7 novembre 1910. Règlement du 27 mars 1912. Loi du 15 janvier 1921.

Toutes les inventions industrielles sont brevetables, sauf celles qui ont reçu une publicité suffisante pour pouvoir être fabriquées ou appliquées par un expert, et celles qui sont contraires aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

La durée des brevets est de quinze années. Les brevets additionnels suivent le sort du brevet principal. La taxe annuelle est progressive.

Les brevets ne sont délivrés qu'après examen préalable, l'opposition est possible, mais le breveté a un droit de recours.

Le brevet doit être exploité dans le Royaume, dans un établissement industriel de bonne foi appartenant au breveté ou à un tiers porteur d'une licence, mais le breveté est admis à justifier des causes de son inaction.

La révocation, qui est prononcée par le Conseil des bre-

vets, peut être demandée par toute personne. Quant à l'introduction d'objets brevetés, elle doit être autorisée. L'exploitation doit avoir lieu dans les cinq ans de la date du brevet. Enfin l'expropriation du brevet est possible pour cause d'utilité publique ou de Défense nationale.

Les atteintes portées aux droits des brevetés sont punies d'amende et de prison, sans préjudice de la confiscation et des dommages-intérêts.

674. *Protection aux Expositions.* — La protection temporaire est accordée pour une période de 6 mois, à partir de l'ouverture, dans les Expositions nationales ou internationales officielles ou officiellement reconnues dans le pays, ou dans ceux de l'Union de 1883.

675. *Dessins et modèles.* — C'est la loi du 23 septembre 1912 sur la propriété littéraire et artistique qui s'applique, puisque, à l'art. 10, parmi l'énumération des œuvres susceptibles d'un droit d'auteur, les œuvres d'art appliqué à l'industrie sont expressément visées.

676. *Marques de fabrique.* — Lois du 30 septembre 1893 et du 30 décembre 1904.

Dans les Pays-Bas, une marque ne peut contenir des mots ou des représentations contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ni les armoiries, même légèrement modifiées, du Royaume, d'une province, d'une commune, ou d'une autre corporation publique:

Le droit exclusif à la marque appartient au premier usager aux Pays-Bas ou dans les Indes néerlandaises, mais cela seulement pendant une durée ne dépassant pas trois années depuis le dernier usage qui en a été fait.

Le dépôt de la marque est purement déclaratif et ne constitue qu'une présomption de priorité d'usage.

La durée de la protection est de 20 ans, à partir de la date de l'enregistrement ou de son renouvellement. Il est perçu une taxe de dépôt.

La marque est soumise à l'examen préalable et la décision prise par l'Administration est susceptible d'un recours devant le tribunal d'arrondissement de la Haye.

677. *Nom commercial. Fausses indications d'origine. Concurrence déloyale.* — L'art. 337 du Code pénal punit

l'usurpation des noms et raisons de commerce, de la même façon que la contrefaçon des marques. Il réprime également les fraudes sur l'origine et la provenance des marchandises, à la condition, toutefois, que les marchandises ne soient pas destinées à la réexportation.

La loi du 2 août 1915, d'une portée très générale, a fait de la concurrence déloyale un délit. Elle a créé un nouvel article, l'art. 238 *bis* inséré dans le titre XIV du livre II du Code pénal traitant de la tromperie.

CHAPITRE XV

Pologne

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

678. — La Pologne n'est pas encore dotée d'une loi sur la propriété littéraire et artistique. Un projet a bien été déposé. Il se compose de 76 articles et est actuellement soumis à la Commission législative d'Etat. En attendant l'examen de ce projet par le Parlement, les lois applicables à la Pologne sont, pour la partie qui était jadis incorporée dans l'Empire Russe, la loi russe sur le droit d'auteur du 20 mars 1911. Pour l'ancienne Galicie, la loi autrichienne du 26 septembre 1895 avec ses ordonnances d'exécution, et pour la Posnanie, ancienne province prussienne, les deux lois allemandes des 19 juin 1901 et 9 janvier 1907 concernant le droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques et la loi du 19 juin 1901 concernant le droit d'édition, lois qui ont été modifiées par celle du 22 mai 1910.

SECTION II. — Propriété industrielle

679. *Brevets d'invention.* — Décret du 4 février 1919 et ordonnance du 20 mars 1919.

Aux termes de la loi polonaise, ne sont pas brevetables, les inventions qui ne sont pas susceptibles d'une application pratique, celles qui sont contraires à la loi ou aux bonnes mœurs ou à la sécurité publique, les mentions suffisamment connues pour en permettre la reproduction, les produits chimiques ou alimentaires, quand il s'agit du procédé servant à les fabriquer.

Les inventions concernant la Défense nationale et les besoins militaires sont tenues secrètes.

La publication de la demande est faite au Journal Officiel et il y a possibilité d'y faire opposition dans un délai de deux mois.

Les brevets sont soumis à un examen administratif restreint qui ne vise ni l'utilité, ni les avantages de l'invention. Si le déposant n'est pas satisfait de la décision, il dispose d'un délai de 3 mois pour faire appel auprès de la section de recours de l'Office des brevets.

Les brevets ont une durée de 15 années, à compter du jour où ils sont signés, le montant de la taxe est progressif. Les certificats d'addition suivent le sort du brevet principal.

La loi polonaise, dans son art. 25, reconnaît, expressément, le bénéfice de la possession personnelle et le brevet n'est pas opposable à la personne qui, au moment du dépôt de la demande, utilisait déjà l'invention dans le pays.

La délivrance du brevet n'enlève pas aux tiers la possibilité d'intenter, dans un délai de 5 ans, à dater du jour où le brevet a été signé, une action judiciaire afin d'établir que l'invention n'était pas brevetable.

Le brevet peut être frappé de déchéance par suite du non-paiement des taxes, pour défaut d'exploitation après une période de 3 années, qui peut être prolongée d'une durée égale par ordonnance du Ministre du commerce et de l'industrie, quand il est prouvé judiciairement que la description jointe à la demande de brevet, ne suffit pas pour permettre d'exécuter l'invention, sans le secours de l'inventeur.

680. *Dessins et modèles.* — Décret du 4 février 1919. Ordonnance du 20 mars 1919.

La loi reconnaît à tous créateurs polonais et étrangers, ainsi qu'à leurs ayants cause, d'un nouveau dessin ou modèle destiné à servir de type pour la production industrielle d'un objet, le droit exclusif d'exploiter la création. Quant aux dessins ou modèles exploités dans une entreprise industrielle, ils sont considérés comme la propriété de cette entreprise, à moins que le créateur ne se soit réservé expressément le droit de propriété.

Les dessins ou modèles nouveaux non contraires à la loi, aux bonnes mœurs et à la sécurité publique doivent faire

l'objet d'un dépôt à l'Office des brevets avant leur mise dans le commerce. Ne sont pas nouveaux, aux termes de la loi, les dessins et modèles employés en Pologne ou publiés dans un imprimé en Pologne ou à l'étranger.

Sur la demande du déposant, ou pour des raisons d'ordre militaire, les dessins ou modèles peuvent être gardés secrets pendant 3 ans.

Tous les objets protégés doivent porter le numéro du certificat de protection.

Le droit exclusif d'exploiter prend naissance le jour du dépôt pour une période de 3 ans, renouvelable jusqu'à 12 ans, moyennant le paiement d'une taxe.

L'atteinte portée au droit exclusif d'exploitation du dessin ou modèle entraîne, comme en matière de brevets, la responsabilité prévue par les lois pénales, sans préjudice de la réparation due pour les pertes et les dommages causés.

681. *Marques de fabrique ou de commerce.* — Décret du 4 février 1919. Ordonnance du 20 mars 1919. Constituent des marques, tous les signes ou désignations de tout genre, qui servent aux industriels ou commerçants, à distinguer leurs produits. Des lois spéciales ont rendu les marques obligatoires sur certaines marchandises.

Toutefois, ne peuvent être employées comme marques, celles qui contiennent des inscriptions ou dessins contraires à la loi, aux bonnes mœurs ou à la sûreté publique, ou bien des inscriptions ou dessins susceptibles d'induire les acheteurs en erreur.

D'autre part, les marques contenant la reproduction de distinctions honorifiques obtenues pour certaines marchandises déterminées, ne peuvent être employées que sur les marchandises du même genre.

En outre, ne sont pas susceptibles de la protection des marques, celles qui seraient de nature à créer une confusion avec une autre marque déposée, à moins que le propriétaire de cette marque ne soit consentant, celles qui sont également employées pour désigner un produit d'un genre déterminé, celles qui consistent uniquement en chiffres séparés, ou en lettres, ou en mots désignant le genre, l'époque, le lieu de fabrication ou de vente, la qualité, la desti-

nation, le prix, la mesure ou le poids de la marchandise, ou qui contiennent les armoiries ou autres signes de la souveraineté de l'Etat, ou les armes d'une localité du pays, d'une association communale ou d'une commune.

La protection de la loi est accordée aux étrangers, à la condition d'agir auprès de l'Office des brevets par l'intermédiaire d'un mandataire qui effectuera le dépôt et, sous la réserve de fournir la preuve que dans le pays où se trouve le siège de la maison, la marque est protégée.

La demande de marque n'est pas soumise à l'examen préalable, l'administration s'assurant simplement qu'elle n'est pas contraire aux dispositions susvisées.

Elle est publiée au Journal Officiel et il peut être fait opposition dans un délai de 2 mois.

En cas de refus du certificat de protection de la marque, l'intéressé a un délai de 2 mois, à dater de la notification de cette décision, pour faire appel auprès de la section de recours de l'Office des brevets.

Le certificat de protection pour une marque est délivré pour une période de 10 ans, prolongeable par périodes de 10 années, moyennant le versement d'une taxe.

La délivrance du certificat de protection n'est pas attributif mais simplement déclaratif de propriété, aussi toute personne a-t-elle le droit d'intenter une action devant les tribunaux à l'effet de faire décider si le possesseur du certificat a le droit exclusif d'employer la marque.

Le droit à la marque est cessible, en totalité ou en partie, sous la réserve, dans les 6 mois de la cession, d'un enregistrement à l'Office des brevets, sous peine de déchéance.

La protection de la marque prend fin, en dehors de la renonciation écrite du propriétaire, par la dissolution de l'entreprise. Dans ce cas, le droit à la marque ne peut être reconnu à nouveau, qu'après l'expiration d'un délai de 2 ans, à partir du jour où l'extinction de la protection a été publiée.

La violation du droit à l'usage exclusif d'une marque, entraîne la responsabilité prévue par les dispositions du Code pénal, sans préjudice de l'obligation de réparer les pertes et dommages causés.

682. *Appellations d'origine.* — La loi polonaise ne vise pas expressément les appellations d'origine qui ne sont protégées que par les dispositions sur les marques de marchandises.

CHAPITRE XVI

Portugal

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

683. — Code civil, art. 570 à 612 (1^{er} juillet 1867). Code pénal, art. 457, 458, 460 (16 septembre 1867).

L'auteur jouit, pendant sa vie, d'un droit exclusif pour la publication et la reproduction de ses œuvres. Quant au droit des héritiers ou des cessionnaires, il s'exerce pendant 50 années à partir de la mort de l'auteur. Le droit de l'auteur comprend également le droit de traduction. Enfin, la loi exige un dépôt.

Ces règles s'appliquent aux œuvres artistiques. Les ouvrages d'architecture ne sont pas expressément mentionnés dans les œuvres protégées.

Les auteurs étrangers sont assimilés aux auteurs portugais, sous la réserve de la réciprocité.

SECTION II. — Propriété industrielle

684. *Brevets d'invention*. — Lois des 21 mai 1896, 9 mai 1901 et règlements postérieurs. Décret du 11 février 1911 sur les Expositions. Loi du 5 septembre 1917.

Peuvent faire l'objet d'un brevet, tous les produits industriels ou commerciaux nouveaux, les perfectionnements de tous genres, sauf les produits chimiques et les remèdes.

La durée des brevets d'invention est de 15 ans au maximum. Le certificat d'addition suit le sort du brevet. Quant aux brevets d'importation d'industries nouvelles, leur durée est de 10 ans au plus.

Le brevet n'est soumis à aucun examen préalable avant d'être délivré.

Il peut être frappé de déchéance par absence de nouveauté, s'il est contraire à la sûreté ou à la morale publiques, par suite du non-paiement des annuités, de non-exploitation dans le pays 2 ans après sa prise ou de cessation d'exploitation dans un même laps de temps.

L'atteinte aux droits du breveté est sanctionnée par une amende, sans préjudice de confiscation et de dommages-intérêts envers la partie lésée.

685. *Protection aux Expositions.* — Une protection de douze mois, à partir de l'ouverture, est accordée à l'occasion des Expositions nationales ou internationales, officielles ou officiellement reconnues.

686. *Dessins et modèles.* — Loi du 21 mai 1896. — Tout fabricant portugais ou étranger, ayant son domicile ou son établissement en Portugal, ou dans les colonies, ou dans l'un des pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, ou ses ayants cause, peuvent déposer leurs dessins ou modèles de fabrique. On entend par « dessins de fabrique », les dessins, figures, gravures, estampes, peintures et tous les patrons ou dispositions susceptibles d'être imprimés, peints, tissés, brodés, gravés et empreints d'une manière distincte, sur la surface des objets fabriqués.

Sont considérés comme « modèles de fabrique », les moules, objets en relief et les formes qui représentent les produits industriels ou qui sont susceptibles d'être appliqués à ces produits. Enfin, les clichés typographiques sont considérés comme dessins.

Sont seuls protégés, les dessins nouveaux et ceux qui, sans l'être entièrement, réalisent des combinaisons nouvelles d'éléments connus.

La protection est accordée, moyennant le dépôt qui fait l'objet d'un examen sommaire. Il est publié dans le Bulletin officiel de la propriété industrielle et les intéressés ont 3 mois pour y faire opposition.

La durée de la protection est illimitée, mais elle ne peut s'exercer que par périodes de 5 ans, indéfiniment renouvelables, moyennant le paiement d'une taxe.

La loi ne prévoit pas l'obligation d'exploiter et les seuls étrangers dont elle parle sont ceux qui sont domiciliés en

Portugal et les ressortissants des pays de l'Union internationale.

687. *Marques de fabrique.* — Loi du 21 mai 1896. — Aux termes de la loi portugaise, peuvent être adoptés comme marques : les raisons commerciales et les firmes, les noms complets ou abrégés des industriels et commerçants et les fac-similés de leurs signatures, les dénominations de fantaisie ou spécifiques, les emblèmes, sceaux, timbres, devises, cachets, empreintes, vignettes, figures, dessins et reliefs, les lettres et chiffres combinés d'une manière distinctive, le nom d'une propriété appartenant à l'industriel ou au commerçant.

Ne peuvent être admises à l'enregistrement, les marques contraires aux bonnes mœurs, ou à la religion, ou bien contenant le portrait du chef d'Etat, de membres des familles régnantes, des blasons, des armoiries, des décorations, l'emblème ou le nom de la Croix-Rouge, à moins d'autorisation spéciale ; ne peuvent pas faire non plus l'objet d'un enregistrement, les marques contenant des noms dont le déposant n'a pas le droit de faire usage, représentant des décorations accordées par le Gouvernement portugais, renfermant des dessins de médailles ou se référant à des diplômes auxquels le déposant n'a pas droit, contenant de fausses indications de provenance.

L'enregistrement confère une propriété exclusive sur la marque.

La durée de la protection est de 10 ans, renouvelable moyennant le versement d'une taxe.

Il n'existe pas au Portugal d'examen préalable, le rôle de l'administration se borne à vérifier si le dépôt a été régulièrement effectué, si la marque est constituée de la manière prévue par la loi et si elle ne risque pas de se confondre avec une autre marque. En cas de refus, le déposant peut recourir au tribunal de commerce de Lisbonne dans le délai de 3 mois.

Les marques des étrangers, résidant hors du Portugal, et celles des Portugais établis hors du pays, sont protégées comme des marques nationales, elles sont enregistrées dans les mêmes conditions que celles des nationaux, si les

Conventions diplomatiques ou la législation du pays étranger établissent la réciprocité en faveur des sujets portugais.

688. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — La législation portugaise concernant la répression des fausses indications d'origine est assez complète. On peut citer notamment, la loi du 21 mai 1896 (essai de codification de la propriété industrielle), le règlement du 28 mars 1895, les décrets des 1^{er} mars 1901, 17 décembre 1903, 16 mars 1905, 30 juin 1911 et la loi du 18 septembre 1908.

Les titres V et VIII de la loi de 1896 et la loi de 1908 protègent les indications de provenance et le commerce contre la concurrence déloyale en général.

Il est interdit d'employer un nom générique comme indication de provenance, sauf si la marchandise à laquelle il est appliqué a été réellement produite, travaillée ou transformée dans le lieu indiqué.

Il n'y a d'exception à cette règle qu'au cas où le nom géographique perd son sens pour désigner un type de produit connu sous cette dénomination dans le commerce. Toutefois, cette exception ne s'applique pas aux produits vinicoles ; la législation portugaise a pris des mesures spéciales pour les crus propres au Portugal.

Le titre VIII de la loi du 21 mai 1896, institue la saisie d'office en douane, pour les objets munis d'indications de nature à faire croire qu'ils sont de provenance portugaise ; la saisie n'a lieu que sur requête de la partie intéressée s'ils portent une fausse indication de provenance relative à un autre pays.

La loi du 18 septembre 1908 sur les vins est une loi de protection des crus portugais. Elle a pour but de délimiter les régions qui produisent des vins généreux portugais, et d'empêcher qu'il puisse être fait usage de la désignation géographique de ces régions pour désigner d'autres vins qui n'auraient pas été récoltés dans la région délimitée.

CHAPITRE XVII

Roumanie

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

689. — Loi sur la presse du 1^{er} avril 1862. Code pénal, art. 339 à 342 (1864). Loi du 23 mars 1904 concernant le dépôt des livres.

Les auteurs de toutes sortes d'écrits, les compositeurs de musique, les peintres ou les dessinateurs qui feront lithographier leurs tableaux ou dessins, jouiront, comme d'une propriété, du droit exclusif de reproduire, représenter et vendre leurs œuvres sur le territoire du royaume, et de transmettre cette propriété à autrui. Le droit dure toute la vie de l'auteur et 10 ans après sa mort.

Par application de l'art. 9 de la loi sur la presse du 1^{er} avril 1862, la protection du droit d'auteur ne pouvait être assurée que par un dépôt préalable. Cette disposition a été abrogée par l'art. 13 de la loi du 23 mars 1904.

La contrefaçon constitue un délit puni d'une peine d'amende, sans préjudice de la confiscation dont le produit servira à indemniser le propriétaire.

La loi assure aux auteurs étrangers pouvant invoquer une réciprocité légale en Roumanie, la protection de ses dispositions.

SECTION II. — Propriété industrielle

690. *Brevets d'invention*. — Loi du 13 janvier 1906 et règlements postérieurs.

Les inventions brevetables sont les mêmes qu'en France, sauf certains objets réservés à l'Etat, les aliments et certaines méthodes d'enseignement, de comptabilité et de contrôle.

La durée des brevets est de 15 ans à partir du dépôt. Le brevet de perfectionnement est lié au sort du brevet principal ; quant au brevet d'importation, il suit également le sort du brevet étranger relativement à sa durée.

Le breveté est assujéti au paiement d'une taxe annuelle.

La déchéance est encourue en cas de non-exploitation dans le pays après 4 ans, ou en cas de cessation d'exploitation pendant 2 années. Elle frappe également le brevet pour défaut de nouveauté, en cas de non-paiement des annuités, etc...

La violation des droits du breveté donne lieu à une action pénale et la sanction consiste en des peines d'amende et de prison, en cas d'insolvabilité, et à une action civile en dommages-intérêts.

691. *Dessins et modèles.* — La législation roumaine ne contient pas de disposition concernant la protection des dessins et modèles.

692. *Marques de fabrique.* — Lois des 15 avril 1879, 15 avril 1889 et règlements postérieurs.

Sont considérés comme marques, les divers signes servant à distinguer les produits d'un industriel : le nom sous une forme spéciale, les dénominations, empreintes, timbres, cachets, reliefs, vignettes, chiffres, enveloppes, etc...

Ne peuvent constituer des marques, les lettres ou les monogrammes, les armes de l'Etat ou d'une commune ; il est également interdit d'employer comme marque de fabrique, l'emblème de la Croix-Rouge.

Le dépôt est simplement déclaratif de propriété et la marque adoptée par une personne ne peut être appropriée par une autre pour distinguer des produits de même nature.

La durée de la protection est de 15 ans, avec faculté de renouvellement, moyennant le paiement d'une taxe.

La loi roumaine ne prévoit ni examen administratif de la marque, ni opposition au dépôt de la part d'un tiers.

Quant aux étrangers et aux Roumains dont les établissements sont situés hors du royaume, ils sont admis à déposer leurs marques si, dans leur pays, des traités internationaux assurent la réciprocité aux marques roumaines.

693. *Fausse indications de provenance.* — La législation roumaine est inspirée de la législation française. La loi du 18 mars 1881 sur les firmes et la loi du 15 avril 1879 prohibent l'importation en Roumanie des produits portant une marque ou une indication de nom ou de lieu d'une fabrique roumaine.

L'emploi de marques susceptibles de tromper le consommateur sur la nature du produit est interdit.

Les art. 335 et 336 du Code pénal visent les fraudes sur la nature et la qualité de la fabrication.

CHAPITRE XVIII

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

694. — A notre connaissance, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne possède pas de loi relative à la propriété industrielle et artistique. La protection, en cette matière, est assurée par des traités.

SECTION II. — Propriété industrielle

695. *Brevets d'invention.* — Ordonnance royale du 15 novembre 1920. Ordonnance d'application du 17 novembre 1920. Ordonnance modificative du 12 février 1922.

Aux termes de ces textes, il a été créé un bureau de la propriété industrielle qui est, non seulement un organe administratif, mais possède encore une compétence juridictionnelle en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique et de dessins et modèles.

Ne sont pas brevetables, les inventions dont le but ou l'usage est contraire aux lois ou aux ordonnances légales, à la morale publique, ou qui visent à induire le public en erreur, ou bien encore qui ne sont pas susceptibles de conduire à un résultat industriel.

Ne sont également pas brevetables, les inventions qui servent exclusivement à la fabrication d'objets réservés à un monopole d'Etat, ou qui portent sur des aliments ou sur des médicaments, des désinfectants ou sur des matières obtenues par des moyens chimiques.

L'invention pour être protégée doit être nouvelle, c'est-à-dire n'avoir pas reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée. Jusqu'à preuve du contraire, le pre-

mier déposant est considéré comme l'auteur de l'invention.

La durée des brevets est de 15 ans. Elle prend cours à la date à laquelle la demande est publiée dans le Journal Officiel du bureau de la propriété industrielle.

Le breveté est tenu au paiement d'une taxe annuelle.

Le brevet additionnel prend fin avec le brevet principal.

L'Etat a le droit d'expropriation lorsque sont en jeu la Défense nationale, l'ordre public ou tout autre intérêt supérieur.

L'ordonnance contient également certaines dispositions concernant le transfert, le droit de gage et les licences, en spécifiant que les droits résultant du brevet, le droit de gage et les autres droits réels relatifs aux brevets, s'acquièrent par l'inscription au registre des brevets et ne produisent leurs effets, à l'égard des tiers, qu'à partir du jour de cette inscription.

Le brevet peut être révoqué en cas de non-exploitation après une période de 3 années à partir de la publication de la délivrance du brevet. Il peut, en outre, être révoqué avant l'expiration de cette période quand l'inventeur, alors que l'intérêt public exige que l'invention soit exploitée dans le pays, importe des produits faisant l'objet du brevet.

Enfin, la nullité du brevet est prononcée quand l'invention n'est pas brevetable ou bien lorsqu'elle a fait l'objet d'un brevet déposé antérieurement.

L'ordonnance prévoit également que le breveté peut être dépossédé de son brevet, quand il n'est pas l'auteur de l'invention ou que le contenu essentiel de la demande du brevet a été emprunté sans autorisation.

696. *Protection aux Expositions.* — La protection de la propriété industrielle aux Expositions internationales ou nationales officielles ou officiellement reconnues, a été organisée par l'ordonnance du 15 novembre 1920, pour les inventions et les produits. Elle peut être réclamée dans les 3 mois qui suivent la clôture de l'Exposition, la priorité remontant au jour où l'objet a été exhibé.

697. *Dessins et modèles.* — Ordonnance du 15 novembre 1920, modifiée le 12 février 1922.

Le dessin est toute image ou illustration qui peut servir de type et être reproduite sur un objet industriel.

Ne sont pas susceptibles d'être protégés, les dessins ou modèles qui ne sont pas nouveaux, c'est-à-dire qui ont reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutés, qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public, qui tendent à induire le public en erreur, qui représentent le portrait du Roi ou d'un membre de la famille royale, qui contiennent des armoiries de l'Etat ou d'autres armoiries publiques, à moins que le déposant fasse la preuve qu'il a le droit de faire usage de celles-ci.

La protection ne peut être revendiquée que par l'auteur, son héritier ou son ayant cause. Jusqu'à preuve du contraire, le premier déposant est considéré comme l'auteur.

Si le dessin ou modèle est exécuté sur commande ou par un ouvrier, c'est le commettant ou le patron qui en sont réputés propriétaires, à moins de convention contraire.

Quant à l'étendue de la protection, elle n'est pas illimitée et ne s'étend qu'aux genres de marchandises pour lesquels le dessin ou modèle a été déposé.

La protection prend naissance à partir de l'inscription faite dans le registre des dessins et modèles. Elle dure au maximum 10 ans, moyennant le paiement d'annuités à leur date d'échéance.

L'ordonnance porte l'obligation d'exploiter le dessin ou modèle dans le pays, sous peine de révocation, qui peut être également encourue, si le titulaire importe des dessins et modèles fabriqués à l'étranger et conformes à ceux qui ont fait l'objet d'un enregistrement.

Les cas de nullité et de dépossession du dessin ou modèle sont les mêmes qu'en matière de brevets d'invention.

698. *Marques de fabrique et de commerce.* — Ordonnance du 15 novembre 1920, modifiée le 12 février 1922.

Aux termes de l'art. 49, sont considérés comme marques de fabrique ou de commerce, les signes particuliers qui, sous des formes différentes, servent à distinguer dans le commerce, les produits industriels ou agricoles, d'autres produits de même nature.

Les signes peuvent être employés sous la forme de

marques, sceaux, vignettes, reliefs, chiffres, inscriptions, illustrations spéciales, etc... La marque donne lieu à un enregistrement purement déclaratif de propriété, le droit à son usage résultant de l'appropriation.

Sont exclues de la protection les marques qui servent à désigner des articles monopolisés, à moins que ce ne soit l'administration qui en réclame la protection, celles représentant la personne du Roi, d'un membre de la famille royale, les armoiries de l'Etat ou autres armoiries publiques, ou une distinction honorifique, à moins de la présentation d'une pièce autorisant le déposant à en faire usage, les marques qui se rapportent, d'une manière exclusive, au lieu, au temps ou au mode de fabrication de la marchandise, au genre, à la qualité ou à la destination de cette dernière, ou encore à son prix, à sa quantité ou à son poids, celles qui sont d'un usage général pour désigner certaines catégories de produits ou enfin, qui ont un caractère immoral ou contraire à l'ordre public et qui contiennent des inscriptions ou des indications ne répondant pas à la vérité, et de nature à tromper le consommateur.

L'usage de la marque enregistrée n'est pas obligatoire. Toutefois, le Ministre du commerce et de l'industrie peut ordonner que certaines marchandises soient revêtues d'une marque obligatoire, avant d'être mises dans le commerce.

La marque est spéciale à un produit, elle n'empêche pas un autre commerçant de faire usage de la même marque pour désigner d'autres espèces de produits.

Le droit à la marque n'est pas limité par un délai. Il dure tant que les taxes prescrites sont payées régulièrement.

La marque n'est pas personnelle, elle est liée à l'entreprise, elle ne peut être transmise qu'avec elle et s'éteint avec cette dernière. Dans le cas d'acquisition de l'établissement, le nouvel acquéreur est tenu de faire transcrire en son nom, l'enregistrement de la marque, sinon il ne pourra faire valoir son droit sur celle-ci, à moins qu'il ne continue l'exploitation sous la même raison commerciale.

Les étrangers ne sont protégés en matière de propriété industrielle qu'en cas de réciprocité.

699. *Nom commercial. Indications de provenance. Concurrence déloyale.* — L'ordonnance royale du 15 novembre 1920, dont certaines dispositions ont été modifiées par l'ordonnance du 12 février 1922 concernant la propriété industrielle, ne vise dans aucun de ses articles, la répression des fausses indications de provenance. L'art. 146 dispose simplement qu'il est interdit d'employer, sans autorisation de la partie intéressée, sur les produits destinés à la circulation, le nom, l'enseigne ou la raison sociale qui appartiennent à autrui, ou de laisser circuler ou vendre, les produits couverts de cette façon, ainsi que d'employer illicitement sur les réclames et les affiches, le nom, l'enseigne et la raison sociale d'autrui et de les imiter dans ce but.

CHAPITRE XIX

Suède

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

700. *Œuvres littéraires et musicales.* — La loi suédoise du 30 mai 1919 reconnaît à l'auteur le droit exclusif de publication, de reproduction, de représentation, d'exécution et de traduction.

Sont comprises dans les œuvres littéraires, les écrits et conférences orales, les œuvres musicales, les dessins et illustrations graphiques ou plastiques, quand le dessin ou l'illustration est de nature scientifique ou technique et n'est pas à considérer, quant à son but principal, comme œuvre d'art, les œuvres mimiques (ballets et pantomimes), les œuvres cinématographiques, y compris les œuvres reproduites par un procédé analogue à la cinématographie.

A l'égard des œuvres pseudonymes ou anonymes, l'éditeur représentera l'auteur dans l'exercice de son droit, jusqu'à ce que ce dernier se soit fait connaître.

La loi énumère ensuite un certain nombre d'œuvres qui sont exclues de sa protection, telles que les lois, ordonnances, publications officielles, les débats publics du « Riksdag », etc..., et certaines reproductions considérées comme licites.

A la mort de l'auteur, son droit passe à ses héritiers. Le droit est également cessible, avec ou sans conditions ou restrictions, et la loi suédoise reconnaît expressément le droit moral de l'auteur sur son œuvre, puisque le cessionnaire ne pourra la modifier, sans le consentement formel de l'auteur ou de ses ayants cause. Leur autorisation est également, nécessaire pour confectionner plus d'une édition, laquelle comprendra mille exemplaires au maximum. Enfin, le droit d'auteur ne pourra faire l'objet d'une saisie

exécution pour dettes, dirigée contre l'auteur, l'époux survivant, les héritiers ou les légataires.

Le droit dure toute la vie de l'auteur et 30 ans après sa mort. Dans le cas d'un ouvrage écrit en collaboration, les 30 ans commencent à courir lors du décès du dernier survivant. Pour les ouvrages édités par des établissements d'instruction publique, par des sociétés savantes, ou par d'autres associations qui ne comportent pas de droit d'auteur personnel, les 30 ans courent de la date de la première publication. Il en est de même pour les écrits anonymes ou parus sous un pseudonyme, à moins que l'auteur ne se révèle avant l'expiration de la trentième année, et ne réclame ses droits. Dans ces conditions, il bénéficiera de la protection s'étendant jusqu'à une période de 30 années après sa mort.

La contrefaçon d'une œuvre littéraire ou musicale est punie d'une amende, sans préjudice de dommages-intérêts, et les exemplaires contrefaits seront, au gré du demandeur, ou bien détruits, ou bien cédés à lui, contre compensation de leur valeur, ou à titre d'acompte pour la somme qui lui est due.

Enfin, aux termes de l'art. 28 de la loi, les infractions commises ne seront poursuivies que sur réclamation.

La loi est applicable aux œuvres des citoyens suédois, ainsi qu'à celles des citoyens étrangers, dont la première édition a eu lieu dans le royaume.

Sous condition de réciprocité, les dispositions de la loi peuvent être déclarées par le Roi, applicables en tout ou en partie, aux œuvres des citoyens d'un autre pays, de même qu'aux œuvres dont la première édition y a eu lieu.

701. *Œuvres des arts figuratifs.* — La loi protège également le droit sur les œuvres des arts figuratifs, ainsi que sur les dessins et autres œuvres des arts graphiques, sur les œuvres de peinture, de sculpture et d'architecture. Les produits d'art appliqué aux métiers et à l'industrie ne sont pas compris dans la protection accordée par la présente loi.

L'artiste a le droit exclusif de reproduction de son œuvre, soit par un procédé artistique, soit par la voie de

l'impression, de la photographie, du moulage ou autre moyen analogue. Est considérée également comme reproduction, celle faite sur le terrain d'après une œuvre d'architecture ou d'après un plan ou modèle d'architecture.

Le droit de reproduction peut être transféré à un tiers, mais l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas le transfert du droit d'auteur, sauf si elle a lieu au profit de l'Etat ou de la communauté. Dans ce dernier cas, la cession comprendra le droit de reproduction par la photographie, sous réserve du droit appartenant, dans le même sens, au cédant.

Le portrait exécuté sur commande ne peut être reproduit par l'artiste ou ses ayants cause, sans le consentement du commettant, ou après sa mort, sans le consentement de l'époux survivant ou des héritiers.

En cas de transfert du droit de l'artiste sur son œuvre, les cessionnaires ne pourront modifier celle-ci, sans le consentement formel de l'artiste ou de ses ayants cause.

Enfin, le droit de l'artiste ne peut faire l'objet d'une saisie exécution. Il dure toute sa vie et 30 ans après sa mort. Pour les œuvres d'art, anonymes ou pseudonymes, la protection légale dure jusqu'à l'expiration des 30 années après celle de la première publication.

Les sanctions relatives à la violation des droits de l'artiste sur son œuvre sont les mêmes qu'en matière de propriété littéraire et musicale.

Quant à l'applicabilité de la loi, relativement aux œuvres des étrangers, ses dispositions sont identiques à celles relatives à la protection des œuvres littéraires ou musicales.

702. *Œuvres photographiques.* — La loi protège le droit sur les images obtenues par la photographie ou par un procédé analogue.

Celui qui a exécuté une image photographique, a le droit exclusif de la reproduire. Le photographe a, en outre, le droit exclusif d'exhiber les images exécutées par lui, publiquement par le cinématographe ou par un procédé analogue à la cinématographie. Cependant, la reproduction est licite dans les travaux scientifiques ou dans les écrits destinés à l'enseignement, si la reproduction sert à illustrer le texte.

Toute reproduction semblable doit porter le nom et l'adresse du photographe.

Le droit de reproduction peut être transféré à un tiers, mais, à moins de stipulation contraire, l'aliénation d'une image photographique n'entraîne pas l'aliénation du droit accordé au photographe, par la loi. Cependant, à moins de convention contraire, ledit droit sur une image photographique exécutée sur commande, passe au commettant.

Le droit du photographe dure jusqu'à l'expiration de la quinzième année après celle de la première publication. Les images photographiques posthumes sont protégées jusqu'à l'expiration de la quinzième année après celle au cours de laquelle le photographe est décédé.

Les sanctions de la reproduction illicite consistent dans les peines applicables au cas de contrefaçon littéraire et artistique, et le domaine d'application de cette loi aux étrangers est le même qu'en cette matière.

SECTION II. — Propriété industrielle

703. *Brevets d'invention.* — Ordonnances des 16 mai 1884, 1^{er} juin 1891, 14 avril 1893, 31 décembre 1893, 26 mars 1897, 9 mai 1902, 5 juin 1909, 23 décembre 1910, 17 août 1914, 25 avril 1919.

Les conditions de brevetabilité, de durée et les formalités relatives à la demande et à la délivrance des brevets, qui sont soumis à un examen préalable, sont les mêmes qu'en Norvège.

Le breveté peut encourir la déchéance qui est prononcée par les tribunaux, sur requête de la partie intéressée, si l'invention n'est pas suffisamment exploitée en Suède 3 ans après la délivrance du brevet. La justification des causes de son inaction est possible. La non-exploitation expose à une licence obligatoire.

Le contrefacteur est passible d'une peine d'amende, sans préjudice de la confiscation et de dommages-intérêts,

704. *Protection aux Expositions.* — La protection est

accordée aux Expositions, sans formalités, 6 mois au moins à partir de la mise en montre.

705. *Dessins et modèles.* — Loi du 10 juillet 1899. Décret du 24 novembre 1899. Loi du 7 août 1914.

Les seuls dessins et modèles protégeables, sont ceux qui sont nouveaux, et qui peuvent être exploités pour la fabrication, en vue de la vente de produits appartenant à l'industrie des métaux.

N'est pas nouveau, le dessin qui, avant le dépôt, a déjà été reproduit dans un imprimé rendu public ou sur des produits publiquement mis en vente, ou qui ne se distingue pas essentiellement d'un dessin déjà divulgué.

Le dépôt s'effectue au bureau royal des brevets et de l'enregistrement à Stockholm. Le dessin ou modèle déposé est soumis à l'examen préalable, et la demande est rejetée si le dessin n'est ni enregistrable, ni nouveau, ou bien si le déposant néglige d'établir sa qualité d'ayant cause de l'auteur, ou de payer la taxe.

L'appel au Roi est admissible dans les 60 jours.

La durée de la protection est de 5 ans à partir du dépôt.

La loi n'a pas prescrit l'obligation d'exploiter, et les étrangers non domiciliés doivent se faire représenter par un mandataire domicilié dans le pays.

706. *Marques de fabrique.* — Lois des 5 juillet 1884, 5 mars 1897, 16 juin 1905, 4 juin 1913, 7 août 1914, 9 octobre 1914, 15 mars 1918.

D'après la loi suédoise, ne peuvent être enregistrées les marques qui ne sont composées que de chiffres, de lettres ou de mots ne se distinguant pas par une forme suffisamment particulière, pour qu'il y ait lieu de considérer la marque comme figurative, celles qui ont pour but de désigner l'origine, la nature, l'affectation, la quantité ou le prix de la marchandise, celles qui contiennent indûment un nom autre que celui du déposant, ou le nom d'un immeuble appartenant à un tiers, celles qui contiennent des armes ou des timbres publics, ou des reproductions de nature scandaleuse, ou le nom ou l'emblème de la Croix-Rouge, celles identiques à des marques déjà enregistrées ou régulièrement déposées en faveur d'un tiers, et celles

qui ressemblent à d'autres marques, de manière à pouvoir facilement se confondre avec elles, sauf si la ressemblance porte sur des signes généralement en usage dans certaines industries.

Le droit à l'usage exclusif de la marque, appartient au premier déposant. La durée de la protection est de 10 ans à partir de la date de l'enregistrement ou du renouvellement, moyennant le versement d'une taxe.

La marque est soumise à l'examen préalable de l'administration afin de s'assurer qu'elle répond aux conditions exigées par la loi. En cas de refus du dépôt, un recours au Roi est possible dans les 60 jours à partir de la date du refus.

Un décret peut, sous condition de réciprocité, disposer que les personnes exploitant une industrie ou un commerce à l'étranger, sont admises à jouir de la protection accordée par la loi, en se conformant à ses prescriptions réglementaires, mais la marque étrangère n'est pas protégée à un degré plus étendu, ni pour un terme plus long, que dans le pays d'origine.

707. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — L'ordonnance royale de 1888, portant défense d'introduire dans le pays des marchandises munies d'une fausse indication de provenance, est le premier texte rendu en cette matière. Elle était motivée par le fait d'importations de marchandises étrangères en métal, munies de marques donnant à croire qu'elles avaient été fabriquées en Suède. Elle vise toutes les marchandises, mais elle a essentiellement pour but de protéger les produits suédois.

Les lois des 6 juin 1913 et 9 octobre 1914 sur les fausses indications de provenance, interdisent l'apposition d'indication d'origine fausses sur les marchandises, ainsi que la vente des marchandises faussement marquées.

La prohibition d'importation est suspendue lorsqu'il est établi que la marchandise a été réellement produite ou fabriquée en Suède et qu'elle a été précédemment exportée hors de ce pays, quand la désignation figurant sur la marchandise ne sert, d'après les usages commer-

ciaux, qu'à en indiquer la nature (désignation générique), lorsque enfin, en plus de l'indication d'origine suédoise, il est indiqué sur la marchandise, d'une manière claire, visible et durable, qu'elle est d'origine étrangère. Dans tous les autres cas, il y a saisie. L'administration des douanes jouit d'un large pouvoir d'appréciation.

Des exceptions sont prévues pour le cas d'entente avec les pays étrangers qui permettent l'introduction de marchandises munies de fausses indications d'origine, quand elles indiquent directement ou indirectement qu'elles ont été produites ou fabriquées dans le pays étranger (ce qui fait admettre le « bourgogne allemand » ou le « madère grec »), ou qu'elles sont nanties d'un correctif spécifiant la véritable provenance. La saisie n'est opérée que sur plainte préalable.

La législation est donc essentiellement protectionniste. Elle ne vise pas la répression générale des fausses indications d'origine quelle qu'en soit la provenance.

CHAPITRE XX

Suisse

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

708. *Observation.* — Une nouvelle loi du 7 décembre 1922 sur le droit d'auteur, remplaçant celle du 23 avril 1883, vient d'être terminée ; elle compte 71 articles et est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1923. Jusqu'à sa promulgation, c'est la loi de 1883 qui s'est appliquée, et nous croyons utile de donner une très brève analyse de cette dernière à titre de comparaison.

709. *Loi de 1883.* — Elle n'exige aucun dépôt pour que la protection s'exerce. Le droit exclusif de reproduction et d'exécution dure toute la vie de l'auteur et pendant 30 années à partir du jour de son décès. Ce droit comprend le droit exclusif de traduction, à condition que l'auteur en ait usé dans les 5 ans de l'apparition de l'œuvre originale.

L'auteur d'une œuvre dramatique, musicale ou dramatico-musicale, peut faire dépendre la représentation ou l'exécution publique de cette œuvre, de conditions spéciales qui, le cas échéant, doivent être publiées en titre de l'œuvre ; toutefois, le tantième ne doit pas dépasser 2 0/0 du produit brut de la représentation ou exécution ; quand le paiement du tantième est assuré, la représentation ou l'exécution d'une œuvre déjà publiée ne peut être refusée.

Les œuvres photographiques sont admises au bénéfice de la loi, mais elles sont soumises à l'enregistrement et la protection est réduite à 5 ans.

La loi est applicable à toutes les œuvres dont les auteurs sont domiciliés en Suisse, en quelque pays qu'ait lieu l'apparition ou la publication de l'œuvre ; elle est également applicable aux œuvres parues en Suisse dont les auteurs sont domiciliés à l'étranger.

Enfin, la loi s'applique à toutes les productions de la littérature ou des beaux-arts et aux œuvres d'architecture.

En ce qui concerne le droit des étrangers, l'auteur d'une œuvre parue ou publiée à l'étranger, et qui n'est pas lui-même domicilié en Suisse, jouit des mêmes droits que l'auteur d'une œuvre parue en Suisse, sous condition de réciprocité.

Les art. 380 à 393 du Code fédéral suisse des obligations, en vigueur depuis le 30 mars 1911, règlent la matière du contrat d'édition.

710. *Loi du 7 décembre 1922.* — La loi nouvelle débute par une énumération explicative de l'expression « œuvres littéraires et artistiques ». Aux termes de cette énumération, sont protégées, les œuvres originales comme les reproductions de seconde main et notamment, les œuvres architecturales. Les photographies sont assimilées, quant au traitement, aux œuvres artistiques, ce qui constitue un progrès essentiel vis-à-vis du régime ancien si limitatif, les œuvres cinématographiques, les œuvres visées par la loi, achevées ou esquissées, qui auraient été déposées comme dessins ou modèles industriels, les œuvres d'art appliqué.

Parmi les remaniements protégés comme tels, les adaptations d'œuvres opérées aux instruments mécaniques, en vue de la reproduction sonore, bénéficient, à l'instar des dispositions prévues en Allemagne, des avantages de la loi, lorsqu'il y a intervention personnelle de l'exécutant ou activité artistique de l'arrangeur technique chargé du perforage, de l'estampage.

La présomption de la qualité d'auteur, obtenue sans preuve spéciale, par l'apposition du nom en la manière usitée, figure dans la loi. Dans les œuvres des arts figuratifs et de la photographie, l'apposition d'un signe distinctif de l'auteur suffit, comme il suffit, à cet effet, de désigner un auteur par son nom, lors de la récitation, de la représentation, de l'exécution, de l'exhibition de l'œuvre ou lors de l'exposition publique d'exemplaires.

La loi nouvelle supprime donc toute formalité dont dépendrait l'exercice du droit d'auteur, en sorte que l'enregistrement obligatoire des photographies, des œuvres

posthumes et des œuvres publiées par des personnes morales, prévu par la loi ancienne, disparaît.

Le droit exclusif de traduction est débarrassé du délai d'usage de 5 ans imposé par la loi de 1883 et il est reconnu, dans sa plénitude, comme droit de reproduction.

La loi nouvelle accorde, en outre, aux auteurs, le droit intégral d'autoriser la représentation et l'exécution de leurs œuvres. Donc la mention de réserve et le tantième légal de l'ancienne loi de 1883 si restrictive disparaissent. Le droit de transformer ou de remanier l'œuvre est expressément mentionné. Il comprend le droit de l'adapter à des instruments mécaniques, de même que la faculté de contrôler l'utilisation des œuvres au moyen du cinématographe et autres appareils semblables, aussi bien au point de vue de la reproduction, qu'à celui de la projection et de l'exhibition.

La loi nouvelle a conservé la durée du droit d'auteur qui est de 30 ans après le jour du décès de l'auteur, en l'étendant toutefois, jusqu'au 31 décembre de la trentième année qui suit le décès. Elle accorde la même durée de protection aux photographies. Seul, ce délai basé sur la vie des personnes physiques subsiste, le délai de 30 ans garanti jusqu'ici grâce à une fiction juridique, aux personnes morales, disparaît. Les œuvres posthumes tomberont dans le domaine public, en tout état de cause, 60 ans après l'année mortuaire de l'auteur. La nouvelle loi abandonne le système de la loi ancienne concernant la libre reproduction des compositions musicales par les boîtes à musique et autres instruments analogues, elle a adopté le système des licences obligatoires qui, toutefois, peuvent être refusées si elles portent préjudice à l'intérêt personnel de l'auteur. Elle régleme également les emprunts de presse et ceux faits en matière pédagogique et scientifique.

Enfin, elle s'est occupée des modalités variées de rendre une œuvre publique. Ces modalités, elle les appelle divulgation : celle-ci comprend, l'exécution, la représentation, la récitation, l'exposition, l'exhibition, l'édition, en un mot, tout acte de publicité à l'intérieur ou à l'étran-

ger, pourvu qu'il s'effectue avec le consentement de l'auteur.

Parmi les innovations de la loi nouvelle, il convient de signaler les dispositions relatives aux œuvres anonymes et pseudonymes dont le publicateur, ou s'il n'est pas indiqué, l'éditeur, est autorisé à sauvegarder les droits. Toute désignation du nom d'auteur, autre que celle du nom civil, imprime à la création, le cachet d'une œuvre pseudonyme, protégée seulement pendant 30 ans, à partir de la publication, à moins que, pendant ce laps de temps, l'auteur se soit fait connaître, auquel cas il jouit de la durée ordinaire de la protection.

La nouvelle loi se préoccupe, en outre, de la collaboration et des droits y afférents. Elle a également visé, contrairement aux dispositions de la plupart des législations étrangères, l'exécution du droit d'auteur, distinct de la saisie exécution des exemplaires. L'œuvre non divulguée par l'auteur ou ses héritiers, ou non cédée à autrui en vue de la divulgation, reste intangible ; l'œuvre divulguée ne peut être enlevée à l'auteur ou à ses héritiers, par voie d'exécution forcée, que dans la mesure où le droit d'auteur aura été exploité.

La loi reconnaît, en outre, quelques nouveaux droits : le droit de réciter, d'exhiber l'œuvre en public, le droit d'exposer publiquement un exemplaire de l'œuvre artistique ou photographique non encore divulguée ; enfin le droit dit de mélodie, à moins que l'utilisation des mélodies, donne lieu à la création d'une nouvelle œuvre musicale originale.

Elle a également tenté de délimiter les droits dissimilaires auxquels donne naissance la création d'un portrait commandé : droit de reproduction, droit de la personne représentée, de ses proches, droit de mise en circulation et de publication de l'image.

La liste des atteintes portées au droit d'auteur a un caractère délimité. Cette énumération est regrettable, elle empêcherait, le cas échéant, de poursuivre certaines atteintes au droit d'auteur, qui prennent toujours de nouvelles formes impossibles à prévoir.

La contrefaçon est passible de sanctions pénales et civiles.

Enfin, le régime de protection des auteurs étrangers a été assez modifié. La loi nouvelle protège les citoyens suisses pour leurs œuvres inédites ou éditées dans n'importe quel pays. Elle maintient le principe de la nationalité de l'œuvre, en protégeant toutes celles éditées pour la première fois en Suisse, mais elle élimine de la protection les auteurs étrangers domiciliés en Suisse et transforme la réciprocité légale de la loi de 1883, en n'accordant le traitement réciproque aux œuvres d'auteurs étrangers édités pour la première fois à l'étranger, qu'en exigeant, en compensation, pour les citoyens suisses, dans l'autre pays, une protection d'une étendue analogue à celle de la loi suisse, donc une certaine équivalence de droits, et en transformant la réciprocité légale en réciprocité diplomatique.

SECTION II. — Propriété industrielle

711. *Brevets d'invention.* — Lois des 23 mars 1893, 21 juin 1907, 30 mars 1911, 3 avril 1914.

Est brevetable, toute invention nouvelle susceptible d'application industrielle, sauf les prohibitions édictées par la loi française, auxquelles il convient d'ajouter les inventions portant sur des procédés ou produits chimiques pouvant servir à la nourriture de l'homme ou des animaux, toutes celles se rapportant aux remèdes, aliments, boissons obtenus autrement que par des procédés chimiques, ou à l'industrie textile, les procédés eux-mêmes étant exclus.

La durée des brevets est de 15 ans, le certificat d'addition est lié au sort du brevet principal. Les brevets de remèdes (procédés chimiques) ont une durée de 10 années, moyennant le paiement d'une taxe annuelle.

La délivrance des brevets se fait sans examen préalable, sauf en ce qui concerne les inventions exclues par la loi.

L'expropriation peut être prononcée par le Conseil fédéral pour cause d'intérêt public. Elle peut également avoir lieu, si l'exploitation en Suisse est considérée comme insuf-

fisante. La déchéance peut être prononcée, 3 ans au plus tard, après la date du brevet, pour défaut d'exploitation. Elle est de la compétence exclusive des Tribunaux. Des dispenses peuvent être accordées par des conventions diplomatiques avec clause de réciprocité.

La sanction de la contrefaçon consiste en des peines d'amende et de prison, sans préjudice de la confiscation et des réparations civiles.

712. *Protection aux Expositions.* — La protection est assurée aux Expositions nationales ou internationales organisées en Suisse et aux Expositions officielles ou officiellement reconnues organisées dans les pays accordant la réciprocité par traité. La durée de la protection, en Suisse, est de 6 mois à partir de l'admission, c'est-à-dire, du jour où l'objet a été exposé au public ; à l'étranger, la protection est de la durée fixée par le pays en cause, sans dépasser 6 mois, à partir de l'admission.

713. *Dessins et modèles.* — Lois des 3 mars 1900 et 3 avril 1914.

Le déposant d'un dessin ou modèle est présumé en être l'auteur. Constitue un dessin ou modèle, toute disposition de lignes ou toute forme plastique, combinée ou non avec des couleurs, devant servir de type pour la reproduction industrielle d'un objet.

Un dessin ou modèle est nouveau aussi longtemps qu'il n'est connu, ni du public, ni des milieux industriels et commerciaux intéressés. Le fait du dépôt crée une présomption de nouveauté.

Le dépôt se fait au bureau fédéral de la propriété industrielle à Berne.

Les demandes sont soumises à un examen par le bureau des brevets. Il rejette celles qui ne satisfont pas aux prescriptions de la loi, ou qui concernent des dessins pour l'impression sur cotonnades, ou pour tissus de soie ou demi-soie, à l'exception des tissus Jacquard, ou qui renferment des objets ou représentations graphiques n'ayant pas le caractère de dessins ou modèles au sens de la loi, ou qui sont contraires aux dispositions d'une loi fédérale ou d'une convention internationale, ou qui portent atteinte

aux bonnes mœurs. Le déposant jouit d'un délai d'un mois, à dater de sa notification, pour faire appel auprès du département fédéral de justice et de police.

Les dépôts peuvent être ouverts ou secrets.

La durée de la protection est de 15 ans au plus, par périodes de 5 ans renouvelables, moyennant le paiement d'une taxe.

L'exploitation en Suisse, dans une mesure convenable, est obligatoire, sous peine de déchéance, si cette non-exploitation est, en même temps, accompagnée d'une importation d'objets fabriqués à l'étranger, d'après le même dessin ou modèle.

714. *Marques de fabrique.* — Lois des 26 septembre 1890 et 14 avril 1910. Règlement du 7 avril 1891.

Pour qu'une marque soit admise, il est indispensable qu'elle puisse être considérée comme signe spécifiquement individuel.

La loi suisse protège comme marques : les raisons de commerce, les signes appliqués sur les marchandises ou leurs emballages, à l'effet de les distinguer ou d'en constater la provenance.

L'enregistrement d'une marque est refusé, lorsqu'elle ne satisfait pas aux exigences de la loi, lorsqu'elle comprend, comme élément essentiel, des armoiries publiques, le nom ou l'emblème de la Croix-Rouge ou Croix de Genève, ou des indications contraires aux bonnes mœurs, lorsque plusieurs personnes déposent concurremment la même marque, jusqu'au moment où l'une d'elles présente une renonciation, dûment certifiée de ses concurrents, ou un jugement passé en forme de chose jugée, lorsque la marque porte une indication de provenance évidemment fausse ou contrefaite, ou l'indication de distinctions honorifiques dont le déposant n'établit pas la légitimité.

Le droit à la marque est acquis par la priorité d'usage, mais jusqu'à preuve du contraire, il y a une présomption que le premier déposant est le véritable ayant droit.

La durée de la protection est de 20 ans, avec faculté de renouvellement, moyennant le paiement d'une taxe.

La marque est soumise à un examen préalable de l'admi-

nistration afin de s'assurer qu'elle satisfait aux exigences de la loi. Elle peut refuser l'enregistrement, sauf recours au département fédéral de justice et de police, dans un délai de 3 mois. Enfin l'intéressé peut en appeler au Conseil fédéral, dans un nouveau délai de 3 mois.

Si l'administration constate qu'une marque n'est pas nouvelle dans ses éléments essentiels, elle en avise le déposant qui peut maintenir, modifier ou abandonner sa demande.

Sont autorisés à faire enregistrer leurs marques, les industriels et autres producteurs ayant le siège de leur production en Suisse et les commerçants qui y possèdent une maison de commerce régulièrement établie. Les personnes installées dans les Etats qui accordent la réciprocité de traitement, sont admises à déposer leurs marques, pourvu qu'elles fournissent la preuve que celles-ci sont protégées au lieu de leur établissement. La loi suisse reconnaît l'existence des marques collectives. Peuvent faire enregistrer leurs marques, les associations d'industriels, de producteurs et de commerçants qui satisfont aux conditions sus-énoncées et qui jouissent de la capacité civile, ainsi que les administrations publiques.

715. *Nom commercial. Indications d'origine. Concurrence déloyale.* — La raison sociale inscrite au registre du commerce, c'est-à-dire le nom social, par opposition au nom personnel, jouit, tout d'abord, de la protection de droit civil générale, conformément à l'art. 29 du Code civil et à l'art. 49 du Code des obligations. En plus, elle jouit du bénéfice de la protection déterminée par les prescriptions spéciales sur le droit des raisons sociales, qui sont contenues dans le Code des obligations (art. 867 et 876), ce dernier article disposant expressément que « dès que la raison d'un particulier ou d'une société a été inscrite sur le registre du commerce et publiée dans la feuille officielle du commerce, conformément aux prescriptions du présent titre, nulle autre personne n'a le droit de s'en servir ».

« Celui au préjudice de qui, un tiers se servirait indûment de cette raison, peut en faire interdire l'usage et l'actionner en dommages-intérêts... ».

Des textes nombreux combinés assurent la protection des appellations d'origine. Ce sont : la loi fédérale du 26 septembre 1890 sur les marques et son règlement d'exécution du 7 avril 1891 ; la loi transitoire du 29 juin 1894 ; l'arrêté du Conseil fédéral du 28 octobre 1902, complété par le règlement du 14 avril 1910 et par la loi du 14 avril 1910 également ; le Code fédéral des obligations de 1881 (art. 868 à 876), plus les art. 50, 51, 69 du même Code ; la circulaire du 10 mars 1911 ; l'ordonnance de 1909 sur le commerce des denrées alimentaires.

Par indication de provenance, il faut entendre le nom de la ville, de la localité, de la région ou du pays qui donne sa renommée au produit. L'usage du nom n'appartient pas seulement aux fabricants, mais aussi à l'acheteur, donc aux commerçants.

L'apposition sur une marchandise, d'une indication de provenance qui n'est pas réelle, est interdite. Il n'y a pas toutefois, fausse indication de provenance, lorsqu'il s'agit de la dénomination d'un produit, par un nom de lieu qui est devenu tellement générique, qu'il indique, dans le langage commercial, la nature et non plus la provenance du produit (par exemple : allumettes suédoises, taffetas anglais, etc...).

L'ordonnance de 1909 édicte que, lorsque des vins sont mis dans le commerce, avec des indications relatives à leur origine, leur mode de vinification, leur année, ces indications doivent être exactes et exclure toute possibilité de confusion.

Malheureusement, elle admet les coupages qui prennent alors leur nom d'origine du vin prédominant dans le mélange. Certains cantons seulement, dans ce cas, imposent la mention « coupage ».

Il ne peut être mis dans le commerce, sous le nom d'un pays d'origine déterminé, que des vins provenant de ces pays, de même que les vins de liqueur secs. Quant aux appellations « cognac », « rhum », « kirsch », elles ne peuvent être attribuées qu'aux alcools fabriqués avec les matières premières dont ils doivent provenir normalement.

La législation helvétique paraît donc admettre les

cognacs suisses ou autres et, sur ce point, ne peut satisfaire nos exigences.

Le droit suisse sur les indications de provenance, offre incontestablement des lacunes et sa révision est prévue. Cependant, pour autant qu'il s'agit de l'exportation suisse à destination de l'étranger, l'arrêté du Conseil fédéral du 30 août 1918 sur les documents d'origine, qui assure un contrôle très étendu et sévère de l'origine de la marchandise, a complété, dans une large mesure, les dispositions législatives, relatives aux marques.

Les dispositions de droit civil fédéral sur la concurrence déloyale, sont contenues dans l'art. 48 du Code suisse des obligations.

« Celui dont la clientèle est diminuée ou qui est menacé de la perdre, par l'effet de publications erronées ou d'autres prodésés contraires aux règles de la bonne foi, peut actionner l'auteur de ces manœuvres, en cessation de celles-ci et lui demander, en cas de faute, la réparation du préjudice causé ».

On peut donc dire que l'action basée sur l'art. 48 du Code des obligations est, abstraction faite de l'action en dommages-intérêts, une action tendant uniquement à obtenir l'abstention d'actes.

Mentionnons également l'art. 49, analogue à notre art. 1382 qui permet à celui qui a subi une atteinte dans ses intérêts personnels, de réclamer, en cas de faute, des dommages-intérêts et, en outre, une somme d'argent à titre de réparation morale, mais le juge reste libre de substituer ou d'ajouter à l'allocation de cette indemnité, un autre mode de réparation.

Citons, en outre, l'art. 28 du Code civil suisse, relatif à la protection de la personnalité, protégeant d'une manière générale les intérêts personnels contre les atteintes des tiers, et donnant aux personnes lésées, le droit de demander en justice, la cessation de ces atteintes. Une action en dommages-intérêts ou en paiement d'une somme d'argent à titre de réparation morale, ne peut toutefois, être intentée que lorsqu'elle est expressément prévue par la loi.

Quant aux poursuites pénales contre la concurrence déloyale, elles sont toutes de la compétence des cantons, car dans le domaine du droit pénal, contrairement à ce qui est le cas pour le droit civil, l'unification n'a pas encore été réalisée en Suisse.

Cependant, le projet de Code pénal fédéral du 23 juillet 1918, actuellement à l'examen, concerne la répression pénale, amende et emprisonnement, sur plainte, de la concurrence déloyale sous la forme de détournement de clientèle, à l'aide de moyens déloyaux, notamment par des machinations astucieuses, des allégations mensongères ou des insinuations malveillantes (art. 138).

L'art. 139 vise la violation du secret de fabrique ou du secret commercial, autres formes redoutables de la concurrence déloyale, punissables également, sur plainte, de peines d'amende et d'emprisonnement.

CHAPITRE XXI

Tchéco-Slovaquie

SECTION I. — Propriété littéraire et artistique

716. — La jeune République Tchéco-Slovaque ne possède pas encore de loi propre sur le droit d'auteur, loi qui cependant, est en voie de préparation. Elle demeure régie jusqu'à nouvel ordre, par les anciennes lois autrichienne du 26 décembre 1895 et hongroise (loi XVI de 1884), suivant qu'il s'agit de territoires autrefois autrichiens ou hongrois.

SECTION II. — Propriété industrielle

717. *Brevets d'invention.* — La loi du 27 mai 1919 qui a créé sur le territoire tchéco-slovaque, un bureau et une Cour des brevets dont le siège est à Prague, a abrogé la loi hongroise du 14 juillet 1895 et a décidé que la loi autrichienne du 11 janvier 1897, n° 30, reste applicable, avec quelques modifications de détail sans importance, et en a étendu la validité sur tout le territoire tchéco-slovaque.

718. *Dessins et modèles.* — La loi n° 469 du 24 juillet 1919, maintient en vigueur, avec des modifications insignifiantes, la loi impériale du 7 décembre 1858 amendée par la loi du 23 mai 1865, mais le préambule de la loi du 7 décembre 1858 est abrogé.

719. *Marques de fabrique.* — La loi n° 471 du 24 juillet 1919, contenant des dispositions provisoires pour la protection des marques de fabrique ou de commerce, a abrogé la loi autrichienne n° 123 du 27 juin 1908 pour autant qu'elle attribue les affaires de marques au Ministère des travaux publics.

Les lois autrichiennes des 6 janvier 1890, n° 19, et 17 mars

1913, n° 65 et la loi du 30 juillet 1895, restent en vigueur, avec quelques modifications de rédaction insignifiantes, et elles sont, en même temps, déclarées applicables à tout le territoire de l'Etat tchéco-slovaque.

Enfin, la loi du 24 juillet 1919, a abrogé les articles législatifs hongrois, II de l'année 1890 et XLI de l'année 1895.

CONCLUSION

720. — De l'étude de la législation française et de l'examen succinct des lois relatives à la propriété littéraire et artistique, et à la propriété industrielle et commerciale dans les principaux pays étrangers, il ressort que la France possède une législation des plus complète et des plus propre à protéger la loyauté des transactions commerciales.

En dehors des lois particulières destinées à réprimer certains faits déterminés, on est unanime en France à considérer que les articles 1382 et 1383 du Code civil, tels qu'ils sont compris par la jurisprudence, forment la meilleure base contre la concurrence déloyale en général, et donnent les moyens de la poursuivre dans tous ses replis.

La sanction civile nous paraît, dans la plupart des cas, suffisamment efficace pour faire cesser le trouble apporté. Cependant, à certains actes commis de mauvaise foi et de nature à tromper le public en vue de lui faire adopter un produit ou un fournisseur déterminés, il y aurait lieu d'appliquer une sanction pénale, de même qu'à certains faits de dénigrement consistant en imputations fausses et calomnieuses à l'adresse de la personne, de l'établissement et des marchandises des concurrents et au cas de provocation des subordonnés à la violation de la loi et du contrat, la réparation civile étant, à notre avis, insuffisante dans ces dernières circonstances, en raison de la gravité des faits. Toutefois, dans le cas d'imputations jugées fausses ou calomnieuses, ces dernières pouvant être quelquefois inspirées par un sentiment de bonne foi, bien que manquant de mesure, on devrait admettre le diffamateur à faire la preuve de ses allégations devant la juridiction correction-

nelle. C'est ainsi, d'ailleurs, que l'avait compris M. Thézard, qui avait déposé au Parlement, une proposition de loi conçue dans ce sens (1).

L'examen de la législation française nous suggère encore une autre réflexion. On reste frappé de la dispersion des différents textes qui tendent à un but commun : assurer la loyauté des transactions commerciales. Aussi faisons-nous le vœu, peut-être bien chimérique, que les améliorations que nécessitent notre législation, dont quelques-unes ont été signalées en passant, et qui ont fait l'objet de dépôts de projets et de propositions de lois devant le Parlement, puissent être réalisées, en même temps qu'une codification de tous les textes concernant la concurrence déloyale, qui pourraient ainsi constituer un titre du Code de la propriété industrielle et commerciale.

Mais il ne faut pas nous dissimuler que la concurrence déloyale débordé les cadres de la législation interne, elle est, la plupart du temps, d'ordre international. Le but à atteindre serait l'unification de la législation qui devrait se faire d'un commun accord entre les intéressés des différents pays.

(1) V. art. de SUMIEN, *Annales de Droit com.*, 1898, p. 33.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

APPELL.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY,

Vu :

Le Président de la Thèse,

J. PERCEROU,

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	
{ Publications périodiques	1
{ Doctrine et jurisprudence	2
INTRODUCTION	11

PREMIÈRE PARTIE

Lois spéciales réprimant la concurrence déloyale

TITRE PREMIER

Lois qui reconnaissent les droits des créateurs dans le domaine de l'Intelligence, de l'Art et de l'Industrie

CHAPITRE PREMIER. — <i>Propriété littéraire et artistique</i>	17
<i>Section I.</i> — Aperçu historique	17
<i>Section II.</i> — De la protection des œuvres littéraires, musicales et artistiques	22
§ 1 ^{er} . — Caractères généraux.	22
§ 2. — Œuvres littéraires	23
§ 3. — L'adaptation théâtrale	24
§ 4. — Œuvres musicales	26
§ 5. — Œuvres artistiques	27
<i>Section III.</i> — De l'auteur et des collaborateurs.	31
§ 1 ^{er} . — De l'auteur.	31
§ 2. — Des collaborateurs	31
<i>Section IV.</i> — Du droit d'auteur	32
<i>Section V.</i> — Du droit moral de l'auteur	33
<i>Section VI.</i> — Ouvrages posthumes et manuscrits appartenant à l'Etat	34

§ 1 ^{er} . — Ouvrages posthumes	34
§ 2. — Manuscrits appartenant à l'Etat	35
<i>Section VII.</i> — De la contrefaçon	36
<i>Section VIII.</i> — Faits assimilés à la contrefaçon	39
§ 1 ^{er} . — Du débit	39
§ 2. — Introduction en France	39
§ 3. — Complicité et recel	40
<i>Section IX.</i> — Du droit de poursuite	41
<i>Section X.</i> — Constatation de la contrefaçon. Compétence et répression	42
§ 1 ^{er} . — Constatation	42
§ 2. — Compétence	42
§ 3. — Répression	42
<i>Section XI.</i> — De quelques lois particulières en matière de propriété littéraire et artistique	44
<i>Section XII.</i> — Appréciation générale	48
<i>APPENDICE.</i> — <i>Du droit de représentation</i>	48
§ 1 ^{er} . — Du droit d'exécution	49
§ 2. — Du droit de représentation	52
§ 3. — Sanction	52
<i>CHAPITRE II.</i> — <i>Brevets d'invention</i>	55
<i>Section I.</i> — De l'invention scientifique (Historique)	55
<i>Section II.</i> — La loi du 5 juillet 1844	57
§ 1 ^{er} . — Objet de la loi de 1844	57
§ 2. — Brevetabilité	58
<i>Section III.</i> — Du dépôt de la demande et de la délivrance du brevet	60
§ 1 ^{er} . — Formalités	60
§ 2. — Délivrance des brevets	61
<i>Section IV.</i> — Certificats d'addition et brevets de perfectionnement	61
<i>Section V.</i> — De la transmission et de la cession des brevets	63
<i>Section VI.</i> — De la licence d'exploitation	64
<i>Section VII.</i> — De la publicité	66

<i>Section VIII.</i> — De l'usurpation de la qualité de breveté . . .	66
<i>Section IX.</i> — Des nullités et déchéances.	67
§ 1 ^{er} . — Des nullités	67
§ 2. — Des déchéances.	70
<i>Section X.</i> — Des actions en nullité et en déchéance	72
<i>Section XI.</i> — De la contrefaçon, des poursuites et des peines.	74
§ 1 ^{er} . — De la contrefaçon	74
§ 2. — Du droit de poursuite	76
§ 3. — Des peines.	77
§ 4. — Des réparations civiles.	78
§ 5. — Prescription de l'action et des peines de la contre- façon	79
<i>Section XII.</i> — Des lois modificatives de la loi du 5 juillet 1844	79
<i>Section XIII.</i> — Lois récentes relatives aux brevets d'inven- tion.	80
APPENDICE PREMIER. — <i>De la protection provisoire de la pro- priété industrielle dans les expositions.</i>	83
APPENDICE II. — <i>De la protection de l'invention non brevetée</i> . .	84
CHAPITRE III. — <i>Dessins et modèles</i>	87
<i>Section I.</i> — Historique	87
<i>Section II.</i> — Principes généraux de la loi du 14 juillet 1909.	91
<i>Section III.</i> — Objets auxquels s'applique la loi nouvelle . .	93
<i>Section IV.</i> — Du dépôt.	96
<i>Section V.</i> — Preuves de la création en dehors du dépôt. . .	104
<i>Section VI.</i> — Des nullités et des déchéances prévues par la loi de 1909.	108
§ 1 ^{er} . — Des causes de nullité.	108
§ 2. — Des causes de déchéance.	109
§ 3. — Du droit d'action et de la compétence	109
<i>Section VII.</i> — De la contrefaçon.	109
<i>Section VIII.</i> — De l'action en contrefaçon.	111
<i>Section IX.</i> — Répression de la contrefaçon.	113

TITRE II

**Lois qui protègent la valeur commerciale
que représentent une fabrique ou une maison de commerce
ou une appellation d'origine**

CHAPITRE PREMIER. — <i>Marques de fabrique et de commerce.</i> . . .	119
<i>Section I.</i> — Historique	119
<i>Section II.</i> — De la marque de fabrique ou de commerce . . .	121
<i>Section III.</i> — Du dépôt.	126
<i>Section IV.</i> — De la contrefaçon et de l'imitation frauduleuse. .	129
§ 1 ^{er} . — De la contrefaçon	129
§ 2. — De l'imitation frauduleuse.	132
§ 3. — Vente et mise en vente.	135
§ 4. — De la complicité, du droit de poursuite et de la constatation de la contrefaçon	136
<i>Section V.</i> — De la compétence.	137
<i>Section VI.</i> — Des pénalités	138
<i>Section VII.</i> — Des lois modificatives de la loi de 1857 . . .	141
<i>Section VIII.</i> — De la protection de la marque non déposée. .	143
<i>Section IX.</i> — Des marques collectives.	144
APPENDICE. — <i>Loi du 26 novembre 1873.</i>	146
CHAPITRE II. — <i>Nom commercial et fonds de commerce</i>	149
<i>Section I.</i> — Du nom commercial	149
§ 1 ^{er} . — Sa protection.	149
§ 2. — Du délit.	153
§ 3. — De la protection du nom du commerçant.	156
§ 4. — Complicité.	157
§ 5. — De la poursuite.	158
§ 6. — De la compétence.	159
§ 7. — Des pénalités.	159
<i>Section II.</i> — De la transmission du nom commercial et de la raison sociale ou de commerce.	159
§ 1 ^{er} . — Vente et nantissement des fonds de commerce. . .	160
§ 2. — Du registre du commerce.	166

CHAPITRE III. — <i>Des appellations d'origine.</i>	181
<i>Section I.</i> — Historique	181
<i>Section II.</i> — Loi de 1824	182
<i>Section III.</i> — Loi de 1905.	187
<i>Section IV.</i> — Des règlements d'administration publique. . .	190
<i>Section V.</i> — Des textes abrogés	192
<i>Section VI.</i> — La loi de 1919	196
§ 1 ^{er} . — Dispositions générales	196
§ 2. — De l'appellation d'origine	197
§ 3. — De l'usurpation de l'appellation d'origine.	200
§ 4. — Des délinquants	201
§ 5. — Des actions correctionnelles	202
§ 6. — Des actions civiles	203
§ 7. — Du droit de poursuite	204
§ 8. — Des décisions judiciaires rendues en exécution de la loi de 1919.	206
§ 9. — De la procédure	208
§ 10. — Dispositions spéciales	211
§ 11. — Portée générale de la loi	217
APPENDICE PREMIER. — <i>Des mesures douanières relatives aux appellations d'origine</i>	217
<i>Section I.</i> — Article 19 de la loi de 1857.	217
§ 1 ^{er} . — Dispositions générales	217
§ 2. — Son domaine d'application.	218
§ 3. — De l'interprétation de la jurisprudence.	219
§ 4. — Des sanctions	220
<i>Section II.</i> — Article 15 du tarif général des douanes de 1892. .	221
§ 1 ^{er} . — Des premières mesures de protection des produits d'origine.	221
§ 2. — Objet de l'article 15 de la loi de 1892.	222
§ 3. — De l'interprétation jurisprudentielle.	224
§ 4. — Des pénalités.	225
APPENDICE II. — <i>De quelques lois spéciales relatives aux indica- tions de provenance</i>	226
§ 1 ^{er} . — Loi du 1 ^{er} février 1899	226
§ 2. — Loi du 11 juillet 1906	227

§ 3. — Loi du 28 juin 1913	231
§ 4. — Loi du 15 juillet 1921	234
§ 5. — Décret du 1 ^{er} juillet 1922.	234

TITRE III

**Lois qui répriment les fraudes et tromperies et réglementent
le commerce et l'industrie**

CHAPITRE PREMIER. — <i>Loi du 1^{er} août 1905.</i>	233
<i>Section I.</i> — Son objet.	233
<i>Section II.</i> — Du droit d'action.	239
<i>Section III.</i> — Des pénalités	240
<i>Section IV.</i> — Textes abrogés	244
<i>Section V.</i> — Extension des pénalités de la loi de 1905 à d'autres lois	244
<i>Section VI.</i> — Du service de la répression des fraudes. . . .	245
<i>Section VII.</i> — Des règlements d'administration publique pris en exécution de la loi de 1905	247
CHAPITRE II. — <i>Actes législatifs réglementant certaines industries et certains commerces.</i>	255
<i>Section I.</i> — Lois ayant pour objet de prévenir la fraude et de garantir le public	255
<i>Section II.</i> — Lois réglementant certaines industries à raison de leur caractère	259
<i>Section III.</i> — De la réglementation de certaines professions. .	267
CHAPITRE III. — <i>Lois réglementant certains modes de vente.</i> . .	269
<i>Section I.</i> — Loi du 27 ventôse an IX	269
<i>Section II.</i> — Lois du 25 juin 1841 et du 30 décembre 1906 .	270
<i>Section III.</i> — Lois du 28 mai 1858 et du 3 juillet 1861 . . .	272
<i>Section IV.</i> — Des courtiers	273
CHAPITRE IV. — <i>Institutions fournissant aux industriels et commerçants des moyens de contrôle sur la marchandise</i>	277

<i>Section unique.</i> — Bancs d'épreuves et bureaux de conditionnement	277
CHAPITRE V. — <i>Lois visant la répression de la hausse et de la baisse illicites dans la vente des marchandises.</i>	279
<i>Section I.</i> — Article 419 du Code pénal et loi du 3 février 1893.	279
§ 1 ^{er} . — Du délit de coalition.	279
§ 2. — Loi du 3 février 1893	281
<i>Section II.</i> — Article 10 de la loi du 20 avril 1916	281
<i>Section III.</i> — Loi du 22 octobre 1922.	284
CHAPITRE VI. — <i>Lois punissant la corruption</i>	287
<i>Section I.</i> — De la corruption des fonctionnaires publics . .	287
§ 1 ^{er} . — Des fonctionnaires publics qui se sont laissés corrompre	287
§ 2. — Des individus qui ont corrompu ou tenté de corrompre des fonctionnaires publics	288
§ 3. — De la corruption et de la forfaiture des juges . . .	289
<i>Section II.</i> — Loi du 16 février 1919.	289
CHAPITRE VII. — <i>Lois sur l'usurpation des médailles et récompenses.</i>	291
<i>Section I.</i> — Loi du 30 avril 1886	291
<i>Section II.</i> — Loi du 8 août 1912	292
CHAPITRE VIII. — <i>Loi interdisant l'usage de l'emblème de la Croix-Rouge</i>	293
<i>Section unique.</i> — La loi du 24 juillet 1912.	293
CHAPITRE IX. — <i>Dispositions du droit commun qui permettent d'atteindre correctionnellement des faits de concurrence déloyale.</i>	295

DEUXIEME PARTIE

De la concurrence déloyale en général

CHAPITRE PREMIER. — <i>Des actes de concurrence déloyale non réprimés par des lois spéciales</i>	299
<i>Section I.</i> — Généralités.	299

<i>Section II.</i> — De la classification des actes de concurrence déloyale.	301
§ 1 ^{er} . — De la concurrence déloyale par similitude d'aspect.	302
§ 2. — De la concurrence déloyale par homonymie.	306
§ 3. — De la concurrence déloyale par usurpation de fausses qualités	307
§ 4. — De la concurrence déloyale par la non exécution des obligations qui naissent de la vente d'un fonds de commerce.	308
§ 5. — De la concurrence déloyale par annonces et prospectus.	310
§ 6. — Autres cas de concurrence déloyale	312
CHAPITRE II. — <i>L'action en concurrence déloyale ou illicite.</i>	317
<i>Section I.</i> — Du droit d'intervention des concurrents.	317
<i>Section II.</i> — Du droit d'intervention des syndicats	318
<i>Section III.</i> — Extension du droit d'intervention syndicale par la voie législative	325
<i>Section IV.</i> — De l'exercice de l'action en concurrence déloyale.	325
<i>Section V.</i> — Sanction de la concurrence déloyale	327
<i>Section VI.</i> — Conclusion	328

TROISIÈME PARTIE

Droits des étrangers et effets des conventions internationales

CHAPITRE PREMIER. — <i>Droits des étrangers</i>	331
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	331
<i>Section II.</i> — Brevets d'invention.	333
<i>Section III.</i> — Violation des secrets de fabrique.	335
<i>Section IV.</i> — Dessins et modèles.	336
<i>Section V.</i> — Marques de fabrique et de commerce.	337
<i>Section VI.</i> — Le nom commercial.	340
<i>Section VII.</i> — De la concurrence déloyale en général	344

TABLE DES MATIÈRES

563

CHAPITRE II. — <i>Les conventions internationales</i>	347
<i>Section I.</i> — Convention d'Union de Berne	347
<i>Section II.</i> — Convention d'Union de Paris.	358
<i>Section III.</i> — Arrangement de Madrid concernant la répres- sion des fausses indications de provenance	373
<i>Section IV.</i> — Arrangement de Madrid concernant l'enregis- trement international des marques de fabrique ou de com- merce.	376
CHAPITRE III. — <i>De l'influence des conventions internationales.</i>	379
<i>Section I.</i> — De l'influence des conventions internationales sur les décisions de la jurisprudence française	379
<i>Section II.</i> — De l'influence des conventions internationales sur la législation française	382
<i>Section III.</i> — Conclusion	383
CHAPITRE IV. — <i>Des traités de paix et des conventions bilatérales.</i>	385
<i>Section I.</i> — Traités de paix	385
<i>Section II.</i> — Conventions bilatérales	387

QUATRIÈME PARTIE

Projets et propositions de lois à l'étude

CHAPITRE PREMIER. — <i>Propriété littéraire et artistique</i>	393
<i>Section I.</i> — Du droit moral de l'auteur	393
<i>Section II.</i> — Du domaine public payant.	397
<i>Section III.</i> — Du dépôt légal	398
CHAPITRE II. — <i>Des brevets d'invention.</i>	401
<i>Section unique.</i> — Proposition de loi Joseph Barthélemy. . .	401
CHAPITRE III. — <i>Indications de provenance.</i>	405
<i>Section I.</i> — Proposition Farjon.	405
<i>Section II.</i> — Proposition La Trémoille	407
CHAPITRE IV. — <i>Tromperie sur la nature des marchandises.</i> . .	413

<i>Section I.</i> — Proposition Victor Constant.	413
<i>Section II.</i> — L'œuvre de la jurisprudence	415
CHAPITRE V. — <i>Concurrence déloyale.</i>	417
<i>Section I.</i> — Projet de loi concernant l'emploi du mot <i>national</i>	417
<i>Section II.</i> — Projet de loi destiné à compléter les lois des 18 mars 1919 et 26 juin 1920 sur le registre du commerce.	418
CHAPITRE VI. — <i>Propriété commerciale.</i>	421
<i>Section unique.</i> — Proposition de loi relative à la propriété commerciale	421
CHAPITRE VII. — <i>Privilège et nantissement des fonds de com- merce</i>	425
<i>Section unique.</i> — Proposition Cordelet.	425

CINQUIÈME PARTIE

Législations étrangères

CHAPITRE PREMIER. — <i>Allemagne.</i>	431
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	431
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	432
CHAPITRE II. — <i>République Argentine.</i>	439
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	439
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	440
CHAPITRE III. — <i>Autriche.</i>	443
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	443
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	444
<i>Section III.</i> — Droits des étrangers	454
CHAPITRE IV. — <i>Belgique.</i>	449
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	449
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	450
CHAPITRE V. — <i>Etats-Unis du Brésil.</i>	455
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	455
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	456

CHAPITRE VI. — <i>Danemark</i>	459
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	459
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	461
CHAPITRE VII. — <i>Espagne</i>	467
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	467
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	468
CHAPITRE VIII. — <i>Etats-Unis d'Amérique</i>	473
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	473
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	475
CHAPITRE IX. — <i>Grande-Bretagne</i>	481
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	481
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	483
CHAPITRE X. — <i>Hongrie</i>	489
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	489
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	492
CHAPITRE XI. — <i>Italie</i>	495
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	495
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	496
CHAPITRE XII. — <i>Japon</i>	499
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	499
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	500
CHAPITRE XIII. — <i>Norvège</i>	503
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	503
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	504
CHAPITRE XIV. — <i>Pays-Bas</i>	507
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	507
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	508
CHAPITRE XV. — <i>Pologne</i>	511
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	511
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	511

CHAPITRE XVI. — <i>Portugal</i>	517
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	517
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	517
CHAPITRE XVII. — <i>Roumanie</i>	521
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	521
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	521
CHAPITRE XVIII. — <i>Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.</i> . .	525
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	525
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	525
CHAPITRE XIX. — <i>Suède</i>	531
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	531
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	534
CHAPITRE XX. — <i>Suisse.</i>	539
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	539
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	543
CHAPITRE XXI. — <i>Tchéco-Slovaquie.</i>	551
<i>Section I.</i> — Propriété littéraire et artistique	551
<i>Section II.</i> — Propriété industrielle	551
CONCLUSION	553

ADDENDA ET ERRATA

Un arrêté du Ministre de l'Agriculture, en date du 6 septembre 1922, a interdit de vendre, de mettre en vente, de faire circuler, d'importer ou d'exporter des noix d'une provenance quelconque, mélangées avec des noix de provenances diverses, sous une fausse dénomination d'origine.

Les inspecteurs et agents du service de la répression des fraudes procéderont à tous prélèvements et à toutes constatations utiles pour déférer aux tribunaux, par application des lois du 1^{er} août 1905 et du 6 mai 1919, ceux qui contreviendraient à cette règle.

Page 231, ajouter à la fin du paragraphe 3 : de poisson entrant en France, y compris les sardines simplement salées ou trempées dans la saumure, saupoudrées de sel et mises en boîtes soudées.

BAJ-SUR-SEINE. — IMPRIMERIE SAILLARD

